

DANIEL VILLEY †

Professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris

et

COLETTE NEME

*Professeur à l'Université de Droit, d'Économie
et de Sciences sociales de Paris*

PETITE HISTOIRE
DES
GRANDES DOCTRINES
ÉCONOMIQUES

*« Mon humeur n'est pas propre non plus à
parler qu'à écrire pour les principians... »*

*« Tout homme peut dire véritablement. Mais
dire ordonnéement, prudemment et suffisam-
ment, peu d'hommes le peuvent... »*

*« Quoy ? s'il a emprunté la matière et empiré
la forme, comme il advient souvent ?... »*

MONTAIGNE : *Essais* III, VIII.

NOUVELLE ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

1985

ÉDITIONS M.-TH. GÉNIN
LIBRAIRIES TECHNIQUES

26, rue Soufflot — Paris-V^e

DANIEL VILLEY

*Professeur d'histoire des doctrines économiques
à la Faculté de Droit de l'Université de Poitiers*

Petite Histoire
des
GRANDES DOCTRINES
ÉCONOMIQUES



PRESSES UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

AVANT-PROPOS ¹

Les histoires des doctrines économiques sont nombreuses déjà ². Elles diffèrent par le contenu et la présentation selon les conceptions que, plus ou moins consciemment, leurs auteurs ont eues de l'économique, de la doctrine, de l'histoire. Le lecteur voudra-t-il permettre qu'avant d'aborder le récit qu'il attend nous commençons par proposer un bref commentaire de chacun des trois termes qui composent notre titre?

* * *

Nous voilà déjà fort embarrassés, si d'abord il faut dire le sens d'*économique*. Allez donc trouver, même en des sciences beaucoup plus avancées que n'est la nôtre, deux savants qui soient d'accord sur l'objet de leur discipline! On enseignait autrefois — à la suite de Jean-Baptiste Say — que l'objet de l'économie politique était cette branche de l'activité humaine qui a trait à la production, à la circulation, à la répartition et à la consommation des richesses. Beaucoup d'économistes anglais contemporains ne disent guère autre chose, qui nomment économique « l'activité des hommes à la recherche du bien-être matériel » (*material welfare*). Mais la difficulté reparait alors

1. Cet avant-propos figurait dans la première édition (1944).

2. Parmi celles que nous avons utilisées, — et auxquelles nous devons le plus — citons celles de MM. Gonnard, Gide et Rist, Dubois, Baudin, Bousquet, Ottmar Spann, Haney; et de nombreux ouvrages spéciaux. La nouvelle édition revue et augmentée par M. Rist de *L'Histoire des doctrines économiques* de Gide et Rist n'a pu être de nous utilisée; non plus que *Le Développement de la pensée économique* de M. Nogaro. (Librairie générale de Droit, 1944) et *Les Doctrines économiques* de M. Jean Chevalier, 1945. — [Note de la troisième édition.] Parmi les études d'histoire de la pensée économique publiées depuis notre précédente édition, il convient de signaler tout particulièrement *L'Histoire des théories économiques* de M. Émile James (Flammarion, Bibliothèque de Philosophie scientifique, 1950).

entière dès qu'il s'agit de préciser ce que l'on entend par « richesses », ou par « bien-être matériel ». La définition classique repousse le problème plutôt qu'elle ne le résout. Aussi plusieurs économistes modernes — et principalement de culture germanique — se sont-ils engagés, à la poursuite d'une précision plus grande, sur le chemin d'une abstraction plus poussée. Nous ne les y suivrons point. De tous les critères proposés, il n'en est aucun peut-être qui me sache mieux séduire que celui-ci, dont M. Henri Denis sans doute a voulu seulement tenter l'essai, le jetant à tout vent dans une petite brochure de vulgarisation ¹. Pour M. Henri Denis, l'activité économique serait l'activité *calculée*, par opposition à l'activité *inspirée*. Chaque fois que j'accomplis un acte en vue d'un résultat (par exemple je travaille pour gagner ma vie, je produis pour vendre, j'achète pour consommer ou pour donner; je m'instruis pour réussir un examen, je rends un service pour m'attirer de la reconnaissance; je me mortifie pour développer ma volonté, ou pour capitaliser des mérites); dans tous ces cas je balance un sacrifice (que je consens) avec une satisfaction qui s'en distingue nettement (et que j'en espère devoir ultérieurement résulter). Mon activité est *calculée* : elle est économique. Que si au contraire, cédant à un mouvement de colère, je donne une bourrade à un enfant dont les cris m'exaspèrent; si je m'attarde à contempler un paysage parce que je le trouve beau; si je prie sans autre intention que d'être en présence de Dieu, mon activité trouve en soi-même sa fin. Elle ne relève d'aucun calcul. Elle est *inspirée*. Elle n'est point économique. En somme, l'économique serait le domaine du *médiat*, et l'*immédiat* lui échapperait. L'économique serait le domaine de l'activité rationnelle. L'infra-rationnel (activité instinctive ou réflexe) et le supra-rationnel (activité esthétique ou mystique) lui échapperaient ².

1. Henri Denis, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Rennes : *Introduction aux problèmes économiques*, Bibliothèque du Peuple, 1942, *passim*.

2. [Note de la troisième édition.] Cf. la classification tripartite que propose François Perroux (actes conditionnés, actes calculés, actes inspirés) dans son article intitulé : *L'Alliance de l'exigence abstraite et de l'exigence expérimentale dans l'économie positive : une leçon de l'œuvre de G. Pirou*, *Revue d'Économie politique*, 1947, n° 4.

L'ingénieuse distinction que propose M. Henri Denis n'est peut-être point calculée pour rallier les suffrages des manuels. Elle me semble inspirée de la philosophie bergsonienne. Elle mériterait d'être approfondie et éprouvée. Plusieurs fois elle nous servira de guide, durant le parcours où nous nous engageons.



Mais une définition précise de l'économie politique s'impose d'autant moins ici que cette histoire est celle des *doctrines*. Or, les frontières du domaine économique sont beaucoup moins nettes encore sur le plan *doctrinal* que sur le plan *scientifique*. Liminaire distinction que nul sans doute mieux que Gaëtan Pirou n'a mise en relief.

La science, dit Pirou, en substance ¹, se propose — et se propose exclusivement — de connaître la réalité économique. La doctrine au contraire la juge en fonction d'un critère supérieur — ordinairement moral; elle entend souvent la réformer. La science ne relève que de la vérité, la doctrine de quelque idéal. La science observe ce qui est, et constate ce que l'on fait; la doctrine proclame ce qui devrait être, et dicte ce qu'il faut faire. La science se veut neutre, la doctrine est partielle par essence. L'homme de science aborde la vie économique comme le physiologiste fait le corps humain : afin d'en connaître les fonctions, les mécanismes et les lois. Le doctrinaire, comme le médecin : pour le guérir et le sauver. Le savant observe les faits, établit des lois, élabore des théories. L'auteur de doctrine dresse des *échelles de valeurs* et propose des *plans de réformes*. En bref, la science économique est spéculative, et la doctrine normative.

1. Gaëtan Pirou, professeur à la Faculté de Droit de Paris : *Doctrines sociales et science économique*, Paris, Sirey, 1929 (particulièrement la préface et le chapitre II intitulé « Science et doctrines économiques »). Voir aussi du même auteur : *Introduction à l'étude de l'économie politique*, Sirey, 1939. — [Note de la seconde édition.] Cf. aussi H. Guittou : *Le Catholicisme social*, Paris, 1945; du même : *Le Temps dans la théorie et dans la doctrine économiques (Mélanges Gonnard)*; D. Villey : *Doctrines et science économiques (Mélanges Gonnard)*; et la préface de la 2^e édition de *l'Introduction à l'étude de l'économie politique* de G. Pirou, Sirey, 1946.

C'est ainsi entendu, tel que l'a défini G. Pirou, que le dyp-tique science-doctrine a maintenant droit de cité dans le vocabulaire des économistes français. Et l'on ne saurait certes contester le service rendu par une opposition si clairement et vigou-reusement définie. Que d'imprécisions et de confusions évitées, où trouvaient leur pâture les esprits nuageux et confus! Vais-je me ranger parmi leur cohorte si je confesse pourtant que le critère de distinction proposé par G. Pirou ne me satisfait pas pleinement? Ce qui gouverne le sens des mots, c'est l'usage, encore qu'il appartienne parfois aux savants de l'orienter et redresser prudemment. Or quand l'usage parle de la doctrine catholique, de la doctrine de Spinoza ou de celle de Bergson, il n'entend point signifier un système de préceptes, mais bien une suite de propositions liées intimement les unes aux autres. Faudrait-il donc donner au mot « doctrine » en économie poli-tique une acception toute différente de celle qu'il a reçue dans les autres disciplines, et par exemple dans le vocabulaire des théologiens, des philosophes et des juristes? Faudrait-il vio-lenter l'usage reçu chez les économistes eux-mêmes, au point de refuser le caractère doctrinal au message de l'École historique allemande, sous prétexte qu'il a trait à l'objet et à la méthode de la connaissance économique, et ne comporte point d'appré-ciations morales ni de plans de réformes? Mais il est un exemple plus saisissant encore : Karl Marx, nous le verrons, s'est piqué de ne point juger ni prêcher. Son œuvre prétend analyser seu-lement les mécanismes du régime actuel, observer les lignes de son évolution, prédire quel en doit être l'aboutissement nécessaire. Faudra-t-il nier que — pour autant du moins qu'il a tenu ses promesses d'objectivité pure — le marxisme soit une doctrine? Il en est le type même, bien plutôt, à mon avis. Pourquoi? C'est ce qu'il me faut tenter d'expliquer, en précisant brièvement ce qui distingue à mes yeux la doctrine de la science.

Une doctrine, étymologiquement, c'est un enseignement. Or, un enseignement toujours est personnel. C'est le message d'un homme à d'autres hommes. Dans son enseignement, un maître n'exprime pas seulement des idées, il s'exprime lui-même. La doctrine, c'est donc une pensée qui n'est point totalement

objectivée, tombée dans le domaine public; mais qui reste attachée à celui qui l'a conçue. Toute doctrine porte un nom; celui d'un homme, ou celui d'une école (physiocrates, saint-simoniens par exemple); c'est-à-dire d'un groupe d'hommes qui se sont connus, côtoyés, unis pour un même effort de pensée et d'action. On peut donner à une vérité scientifique le nom de celui qui l'a découverte; mais Newton n'est pas plus l'auteur de la loi de l'attraction des corps que Christophe Colomb de l'Amérique. Tandis qu'une doctrine a toujours un auteur. (Aussi bien présenterons-nous ici une sorte de galerie de portraits, non point un tableau synoptique d'idées désincarnées.)

A ce *subjectivisme* de la doctrine, se rattache le second critère essentiel qui la doit à mon avis distinguer de la science. La science économique, pose *a priori* l'autarcie de son domaine d'études. Toutes les sciences de la nature se sont ainsi édifiées, en secouant la tutelle de la théologie, de la métaphysique et de la morale. A leur exemple, l'« économique » cherche à dégager un enchaînement autonome de phénomènes spécifiques¹. Car *la science sépare les domaines, pour davantage connaître. La doctrine au contraire, les relie, pour mieux comprendre.* Une doctrine économique, ce sera une interprétation de la vie économique intégrée à un ensemble intellectuel plus vaste, dont tous les compartiments se commandent et s'éclairent mutuellement. Liée à des idéals moraux, à une échelle des fins et des valeurs? Le plus souvent sans doute, et c'est pourquoi la doctrine est presque toujours tant soit peu normative. Mais une pensée économique, pour mériter d'être qualifiée « doctrinale », peut encore être rattachée à une spiritualité, à une philosophie, à une psychologie, à une esthétique, à une interprétation de l'histoire. Le marxisme est une *doctrine* (et non point — ou non point seulement — une *théorie*) parce que le marxisme est tout cela, en même temps qu'une interprétation de la vie économique, indissolublement.

1. Telle n'est pas toutefois la conception de M. Pirou, aux yeux de qui l'étude des facteurs psychologiques et sociologiques de la demande, et celle des facteurs géographiques et technologiques de l'offre des marchandises sont partie intégrante de la science économique.

En somme, « doctrine » évoquera pour nous un mode de pensée *personnel et synthétique*, au lieu que toute science moderne est *objective et spéciale* ¹.

* * *

S'il est vrai qu'une doctrine se présente toujours comme liée à l'ensemble des conceptions et des valeurs d'un homme, d'un pays et d'une époque, on ne la saurait définir sans ses coordonnées temporelle et spatiale. Les doctrines ne se peuvent étudier que dans l'histoire, et se comprendre que par l'histoire.

Il n'en va pas de même de la science. Le savant cherche des formules telles qu'elles puissent ensuite, détachées de lui et détachées de leur contexte, posséder une valeur permanente et universelle. Déterminer à quelle date et à travers quelles étapes les vérités scientifiques ont été conquises ne saurait intéresser que les érudits. Une histoire des *théories* économiques n'aurait d'autre intérêt qu'académique; et pour le profane, elle pourrait présenter des inconvénients : elle meublerait inutilement son esprit de concepts désuets, d'erreurs abandonnées, d'approximations dépassées, de confusions dissipées, de vérités partielles aujourd'hui intégrées en des formules plus générales. Avons-nous raison d'enseigner encore aux étudiants la théorie physiocratique de la productivité exclusive de l'agriculture, la loi d'airain des salaires, la théorie marxiste de la plus-value? Oui sans doute, mais pour autant seulement que l'intelligence de ces *théories* abandonnées est nécessaire à celle des *doctrines* auxquelles elles furent liées, et qui les rattachent à l'histoire générale de l'esprit humain.

L'esprit humain ne marche pas en ligne droite comme la science positive, mais plutôt en spirale, selon l'image de M. Maurice Blondel. Une doctrine peut n'être plus à la mode : elle n'est pas morte, elle dort; elle revivra bientôt, mais sous une forme

1. Ainsi conçues, la science et la doctrine ne sont point deux attitudes alternatives tendues vers des objectifs distincts entre lesquels on puisse tracer quelque précise frontière; mais plutôt deux formes extrêmes de pensée, deux points de vue limite, deux pôles intellectuels entre lesquels et par rapport auxquels se situerait tout effort humain de connaissance.

nouvelle. Poussées novatrices, détours, retours, rajeunissements alternés donnent aux progrès de la doctrine un rythme compliqué. C'est ce rythme même que nous voudrions tenter de saisir. Il faut rendre à l'étude des doctrines économiques la dimension du temps. Nous ne ferons pas l'inventaire dogmatique d'un héritage, mais le récit des aventures de la pensée humaine, dans ses rencontres successives du problème économique. Dénombrer et dater les vieilles pierres qui soutiennent et cimentent encore l'édifice actuel, tel ne sera pas notre fait. Mais nous irons parmi les ruines, pour y évoquer les mentalités disparues, pour y retrouver l'âme des églises désaffectées...

La doctrine économique ne se rattache pas seulement aux grandes orientations intellectuelles d'une époque; elle en traduit aussi les problèmes pratiques. Elle se situe au confluent des unes et des autres. Elle constitue la charnière qui les relie. S'il est vrai que les structures économiques et les modes techniques de la production aient informé les « superstructures » intellectuelles et religieuses — comme l'affirme le matérialisme historique de Karl Marx — n'est-ce pas — logiquement, sinon toujours en fait — par l'intermédiaire de la doctrine économique? Et si la succession des « âges de l'esprit humain » a pu entraîner celle des faits historiques (comme le postule par exemple la théorie des trois états d'Auguste Comte), ne serait-ce point par le même truchement? La doctrine économique est la clé du problème de ces influences réciproques, qui n'est autre après tout — sous l'une de ses faces — que ce problème des rapports de l'âme et du corps, *quod ipse homo est* (dit saint Augustin). Quelle belle tâche nous suggère cette perspective! Il faudrait être à la fois philosophe, économiste, et historien, et savoir bâtir une histoire des doctrines économiques telle que l'on n'en a point encore écrit, et qui pourrait servir de base à quelque intime synthèse de l'histoire des idées et de celle des faits!

* * *

Et pourtant la doctrine économique, strictement entendue, est un phénomène très circonscrit dans le temps et dans l'es-

pace. Ouvrons le traité français de Gide et Rist, qui a été traduit en presque toutes les langues et qui constitue partout encore l'ouvrage classique par excellence en la matière. Il n'y est question d'aucun auteur étranger au monde occidental moderne. L'histoire des doctrines économiques commence pour Gide et Rist au *Tableau économique* de François Quesnay, c'est-à-dire il n'y a pas deux cents ans; et les doctrines analysées sont exclusivement françaises, anglaises, allemandes et américaines. Et certes avant les physiocrates, inventeurs incontestés de la science économique au XVIII^e siècle, et tout au moins avant les mercantilistes, — leurs prédécesseurs immédiats — nous trouverons bien, de-ci, de-là, quelques idées économiques fragmentaires; mais rien qui ressemble véritablement à un système de pensée économique, à une doctrine. Pourquoi? C'est l'un des problèmes qu'il nous faudra tenter d'éclaircir. Mais pour cela même il convient de ne pas rétrécir à l'excès le champ de notre étude. Et sans doute, ce que contiennent d'idées économiques les littératures antique et médiévale se réduit-il à peu de chose. Mais il ne faut pas jager la pensée au poids du papier. Ce peu de chose n'a point pesé peu sur la pensée économique ultérieure et même moderne. C'est à Moïse que nous commencerons l'histoire des doctrines économiques.

Et nous la diviserons en trois grandes parties :

Dans une première partie, qui va des origines à 1758, c'est-à-dire à la publication du *Tableau économique* de Quesnay, nous étudierons les idées économiques de l'Antiquité, du Moyen Age et de l'ère mercantiliste. Ce cycle peut être qualifié de *pré-scientifique*. Il nous paraît pouvoir être placé sous le signe d'Aristote. Les idées philosophico-économiques d'Aristote transcendent toutes les conceptions antiques, par leur précision et leur relative élaboration. Ce sont elles que le Moyen Age a recueillies, pour les intégrer à la tradition religieuse judéo-chrétienne. Et c'est directement contre elles qu'ont été élaborées les doctrines mercantilistes — dont l'avènement en traduit, si l'on veut, l'explosion sous la pression des faits.

Notre seconde partie commencera en 1758, avec les physiocrates. Elle est dominée par l'École classique anglaise, à laquelle

ils ont frayé la voie. Jusqu'en 1870, presque toutes les autres écoles surgissent en son prolongement, ou directement en réaction contre elle. Sans doute, le socialisme français s'inscrit relativement en marge de son influence. Mais la doctrine humanitaire de Sismondi, l'étatisme de Dupont-White, le nationalisme économique, de List, le sociologisme d'Auguste Comte, l'historicisme des Allemands, ne sont nés que pour la combattre. Les libéraux français : Jean-Baptiste Say, Dunoyer, Bastiat, sont dans la ligne d'Adam Smith — tandis que Marx prolonge l'autre tradition classique anglaise : celle de Ricardo. Et cependant Stuart Mill, jusque tard dans le siècle, incarne la synthèse orthodoxe de la pensée de l'École.

En 1871, se produit un événement de portée considérable : la découverte du principe de l'utilité marginale, par Stanley Jevons, Léon Walras et Karl Menger. Cette date ouvrira pour nous la troisième partie de l'histoire des doctrines économiques. Elle sera caractérisée par un essor considérable de la théorie et de la science économiques; mais aussi bien, croyons-nous, par un déclin de la pensée doctrinale, que nous tenterons d'expliquer, tout en le déplorant.

PREMIÈRE PARTIE

LA PÉRIODE PRÉSCIENTIFIQUE
(DES ORIGINES A 1750)

CHAPITRE PREMIER

*SOUS LE SIGNE DE LA SAGESSE
ET DE LA NATURE*

LES IDÉES ÉCONOMIQUES
DANS L'ANTIQUITÉ

Dans l'Antiquité — sauf au Bas-Empire romain — la vie économique ne s'est guère développée sur une grande échelle. L'économie antique fut généralement une économie à cadres restreints (principalement familiale et locale). Dans une telle ambiance les problèmes d'économie *politique* (nationale, impériale, mondiale) ne se posaient pas au premier plan. D'autre part les écrivains de l'Antiquité n'appartenaient pas ordinairement au monde des producteurs et des marchands; les préoccupations économiques n'étaient jamais pour eux primordiales. Sans doute les problèmes de la vie matérielle leur paraissaient-ils indignes que l'on en dissertât. L'écriture, rare alors, se réservait à de plus nobles fins. Aussi bien les Hébreux, les Grecs, les Romains n'ont-ils pas de littérature économique spécialisée. C'est en glanant à travers leurs écrits religieux, philosophiques, et politiques, — voire à travers leurs poètes —, que nous leur découvrirons quelques lueurs sur le problème économique.

I. — *Les idées économiques du peuple d'Israël.*

La civilisation d'Israël est une civilisation que l'on peut dire exclusivement religieuse. Le type humain qu'exaltent la Loi et les Prophètes est le type du Juste : l'homme qui craint Yahweh. Aucune science humaine n'est cultivée par les Hébreux comme le sont à la même époque l'astronomie par les Chaldéens ou la physique par les Grecs. La Loi défend de faire des images taillées : l'art aussi est sacrifié à la pureté du culte. Il semble que chez ce peuple prédestiné toutes les facultés humaines aient été immolées à l'accomplissement de son extraordinaire et divine mission.

Il n'y a pas de doctrine économique en Israël ¹. Non pas que les Juifs se soient jamais montrés, comme certains sages grecs, indifférents aux richesses d'ici-bas. Dans aucune littérature antique sans doute, leur souci ne tient autant de place que dans la Bible. A chaque page l'évocation d'une future prospérité matérielle y figure la réalisation de la Promesse. Mais les Juifs voyaient dans la richesse ou dans la pauvreté la récompense ou la punition de leur fidélité ou de leurs infidélités à Yahweh. Plus tard, avec le livre de Job, la Providence apparaît avec des mobiles plus complexes et moins faciles à sonder. Il n'empêche que le succès économique se présente toujours pour les Hébreux comme une manifestation de la volonté divine, non comme le résultat de cette activité « calculée », rationnelle de l'homme, par quoi nous avons défini l'objet de l'économie politique.

Et cependant les institutions et les livres des Juifs ont exercé une influence considérable sur la pensée économique postérieure.

Et d'abord, la Loi. Elle interdit de dérober et même de convoiter les biens du prochain, et sanctionne, par conséquent, la propriété individuelle. Mais il ne s'agit point de la propriété romaine. La propriété en Israël n'est ni perpétuelle ni absolue. Le domaine éminent de Dieu sur toutes les terres est affirmé solennellement. Tous les cinquante ans, revient l'année jubi-

1. [Note de la troisième édition.] Cf. contra Élie Munck, *La Justice sociale en Israël*, Paris, la Presse française et étrangère, Oreste Zeluck éditeur, 1948, et notre compte rendu de cet ouvrage, *Revue d'Économie politique*, 1953.

laire : alors toutes les ventes sont résolues, et la terre revient à son possesseur antérieur. Tous les sept ans « l'année sabbatique » efface l'ensemble des dettes. Il sera interdit aux Hébreux de prêter à intérêt, d'abord aux pauvres, puis à tous leurs compatriotes. Et sans doute toutes ces dispositions de la Loi semblent inspirées par des préoccupations plus pratiques que doctrinales, et essentiellement conservatrices. Il s'agit de maintenir le morcellement initial des terres, et d'empêcher qu'un petit nombre d'individus ne réussisse à la longue à concentrer la richesse entre ses mains, asservissant le reste du peuple. Pourtant la conception de la propriété que traduisent de telles institutions, l'inaliénabilité du sol qu'elles sanctionnent pratiquement, la faveur qu'elles marquent pour les débiteurs, auront une influence considérable sur la pensée juridique et sociale des temps chrétiens.

Plus intéressantes peut-être pour nous que les institutions juridiques mosaïques ou rabbiniques sont quelques réflexions morales contenues principalement dans les Livres sapientiaux. Le travail est honoré et estimé chez les Juifs, et l'activité productrice n'y est point du tout décriée. La civilisation hébraïque — qui n'est point esclavagiste — est une civilisation laborieuse. Et, comme tous nos auteurs au moins jusqu'à Smith inclus, les écrivains sacrés de l'Ancien Testament établissent une hiérarchie parmi les activités économiques. Ils ne les classent point, comme feront plus tard les physiocrates, selon le critère de la productivité, mais — comme tous les auteurs anciens et médiévaux —, selon leur degré d'honorabilité. Ils louent surtout l'agriculture. Mais écoutez ces malédictions contre le négoce et les commerçants : « Difficilement l'homme de négoce évitera la faute... La cheville s'enfonce entre les jointures des pierres. Ainsi le péché pénètre entre la vente et l'achat. » Voilà comme parle la *Sagesse de Jésus, fils de Sirach (Ecclésiastique)*. Jusqu'aux mercantilistes toujours, et après eux souvent, nous retrouverons la même réprobation. N'est-il point curieux de la rencontrer déjà — en un livre d'inspiration hellénique il est vrai — chez ce peuple marchandeur : dont l'alliance avec son Dieu même revêt l'allure d'un marché?

II. — *Les idées économiques des Grecs.*

Chez les Hébreux, nous scrutons les écrivains sacrés pour y découvrir notre maigre gibier de réflexions économiques. En Grèce c'est aux philosophes qu'il faudra nous adresser, et principalement aux philosophes politiques. La civilisation grecque est avant tout une civilisation politique. Aucune fonction n'y est considérée comme plus noble que celle qui consiste à vaquer aux affaires publiques. Toute la classe des citoyens n'a point d'autre occupation. Le modèle ici, c'est le type du bon citoyen, et celui du sage. Le sage grec est pieux parfois, mais avant tout il est raisonnable. Les idées économiques des Hellènes dépendront entièrement de préoccupations philosophiques, politiques, et morales; non de préceptes divins ni de la vie religieuse.

Voici d'abord les sophistes qui exaltent la raison individuelle, — le libre examen si l'on veut —, et représentent une réaction individualiste contre la forte organisation de la société hellénique. Par rapport à la « démocratie » antique, leur tendance est démocratique au sens moderne du mot. Ils opposent volontiers la nature à la loi et à l'autorité. Ils dissolvent les dogmes, dissèquent les institutions, ébranlent la légitimité de l'esclavage, exaltent l'industrie et le commerce méprisés des conservateurs agrariens. Ils sont hostiles au particularisme national, cosmopolites, partisans du commerce extérieur.

Contre les sophistes se dressent les socratiques, principalement Platon et Aristote. Xénophon a bien écrit une *Économique*. Mais si ce titre nous semble prometteur, c'est que, non plus que la Henriette de Molière, nous n'entendons le grec. Il ne s'agit que de conseils pratiques pour la gestion d'une économie domestique, d'un ménage. Tel est le sens d'οἰκονομία, chez tous les auteurs.

Platon et surtout Aristote vont nous fournir une plus riche pâture. On les oppose souvent; eux-mêmes se sont opposés l'un à l'autre sur la question de la propriété individuelle et du communisme. Mais il ne faut pas perdre de vue tout ce qui les

rapproche. En face des sophistes qu'ils combattent, ils représentent l'un et l'autre la tradition anti-individualiste, moraliste, agrarienne, ascétique, nationale. Ils sont hostiles à la richesse, à toute expansion économique qui risquerait de compromettre la sérénité du sage et la stabilité de l'État. Leur « socialisme » — si l'on veut à toute force affubler leur pensée de cette anachronique étiquette — est réactionnaire. Leur doctrine économique — si l'on tient absolument à leur en prêter une — est anti-économique.

Deux œuvres de Platon présentent un intérêt pour nous : *La République* et *Les Lois*. Ce ne sont pas des ouvrages d'économie politique. *La République* commence par une longue discussion sur la Justice, et se termine par l'affirmation de l'immortalité de l'âme et de la métempsychose. Mais lorsque Platon en vient à se demander ce qui donne naissance à la société politique, il conclut que c'est à cause de la nécessité et de la fécondité de la division du travail que les hommes se sont associés. Le point de départ de l'utopie platonicienne est donc déjà celui même de *la Richesse des Nations* d'Adam Smith, dont nous parlerons à son heure. Et c'est sur cette base que le philosophe Platon (l'idéalisme métaphysique est toujours proche parent de l'utopisme social) va construire son État-modèle. Dans la République qu'il imagine, les citoyens seront répartis en trois classes : celle des gardiens, celle des guerriers, celle des laboureurs (c'est-à-dire des producteurs de toute sorte). L'État est gouverné par les « gardiens ». Un bon chien de garde n'est doux qu'avec ceux qu'il connaît. Pour que les gardiens de la société soient à la fois vigilants et doux en toutes choses, ne faut-il pas qu'ils connaissent toutes choses, c'est-à-dire qu'ils soient philosophes ? La République de Platon, ce sera la République des philosophes. Aux gardiens il sera défendu d'exercer aucune profession productive, et de toucher aucune monnaie. Il importe que rien, ni l'amour des richesses, ni les soucis de la pauvreté, ni les préoccupations qu'entraîne l'exercice d'une activité économique, ne vienne détourner la caste supérieure de sa double mission : cultiver la sagesse et gérer les affaires publiques. Les femmes sont réparties dans les castes, comme

les hommes : il y a des guerrières comme des gardiennes-philosophes, et des femmes-laboureurs. Dans la caste des gardiens les femmes sont communes, les unions sans lendemain et étroitement réglées par les magistrats. L'éducation des enfants — qui ne doivent connaître ni leur père ni même leur mère — est assurée par l'État, exclusivement confiée à des « soigneuses » professionnelles. Et nous voici déjà en vue de la phalange fouriériste, et du *Brave New World* d'Aldous Huxley! Dans *Les Lois*, Platon déclare que le chiffre de la population des citoyens sera fixé à 5.040. Pour le maintenir à ce niveau, les magistrats régleront l'âge et le nombre des unions, favoriseront ou décourageront la natalité par des récompenses ou des peines, élimineront les excédents éventuels par des déportations forcées. Aristote — autant que Platon partisan de ce que nous appellerions la « population dirigée », s'il ne l'est pas du communisme des femmes — envisage même que l'avortement et l'infanticide pourraient être ordonnés systématiquement par les magistrats, pour régler le nombre des citoyens. Et voici maintenant que nous trouvons dans *La République* platonicienne un avant-goût du racisme. Sans doute, afin d'éviter les jalousies, procédera-t-on pour l'attribution des femmes, à de « subtils tirages au sort ». Mais ceux-ci devront être assez « subtils » pour que « ce soit l'élite des hommes qui ait commerce avec l'élite des femmes ». A ceux des jeunes gens qui auront fait preuve de vaillance à la guerre, les magistrats accorderont entre autres récompenses « une plus large permission de coucher avec les femmes »; pour qu'en même temps, grâce à ce prétexte, le plus grand nombre possible des enfants provienne de la semence de tels hommes. A l'instar des femmes et des enfants, terres et biens de toute sorte sont communs à tous, au moins pour les deux castes supérieures. En tout cela, ne nous y trompons pas, ce n'est pas un mobile économique qui guide Platon. C'est pour l'équilibre politique qu'il veut une population constante. C'est pour libérer les gardiens de tous soucis de femmes et de biens qu'il abolit la famille et la propriété individuelle.

Par rapport au communisme de *La République*, *Les Lois*

marquent un repentir : Platon prêche maintenant la généralisation d'une petite propriété foncière, inaliénable et purement viagère. Mais ce n'est pas une réforme agraire sociale-démocratique. Le but de Platon, son idéal n'ont pas changé!

Aristote n'est point idéaliste, comme Platon, mais « sensualiste ». Il professe que toutes les connaissances nous viennent de l'expérience. Voilà un point de départ philosophique qui l'engage, plutôt qu'à construire des utopies, à observer et analyser dans le concret les faits et les institutions! Et puis, Aristote est moins exclusivement métaphysicien que Platon : plus moraliste. Il se préoccupe moins de définir la Justice et de démêler d'où elle vient que de préciser ce qu'elle exige pratiquement : il ne s'arrêtera pas au seuil de ses applications économiques. Tandis que Platon ne pose que des problèmes de morale publique, Aristote s'inquiète de morale privée : voilà qui l'incline à dégager ses idées économiques du cadre de la politique — encore que le livre où nous les verrons exposées ait précisément pour titre *La Politique*. Enfin la morale d'Aristote n'est point tant rationnelle, comme celle de Platon, que « naturelle ». Pour connaître le devoir, il interrogera la nature, et glissera insensiblement de préoccupations d'ordre normatif à des considérations d'ordre spéculatif, c'est-à-dire scientifique.

En un passage célèbre de sa *Politique*, Aristote critique le communisme de Platon, avec des arguments psychologiques. La communauté des biens ferait disparaître le principal stimulant du travail. L'idée de la propriété est « délicieuse » aux hommes, auxquels il est « naturel » de s'aimer eux-mêmes, d'aimer posséder l'argent, d'aimer donner. Toutefois il ne faudrait pas pousser trop loin l'opposition sur ce point des deux « socratiques », et s'aller aviser de faire d'Aristote un individualiste. Il approuve le système platonicien des castes, et sa justification de l'esclavage par « la nature » est célèbre. Il est même partisan de l'appropriation collective d'une partie des terres. Pour le reste, il exhorte les citoyens soucieux de vertu à mettre en commun l'usage de leurs propriétés. Aristote va moins loin que Platon parce qu'il connaît mieux l'homme, mais

il va dans le même sens que lui. C'est chez Aristophane qu'il nous faudrait aller chercher une critique impitoyable — et spirituelle — du communisme platonicien.

Au demeurant, Aristote nous intéresse moins par les réformes qu'il propose que par certaines analyses, tout à fait nouvelles dans l'Antiquité, auxquelles son souci d'édifier une morale concrète l'a conduit. C'est ainsi qu'il se trouve amené à poser une distinction entre deux catégories d'activités, deux modes d'acquérir les richesses, qu'il appelle « l'économie » et la « chrématistique ». L'« économie » d'Aristote, c'est l'économie fermée en nature, l'économie domestique, la production pour la consommation familiale (et peut-être éventuellement pour le troc direct). La « chrématistique » d'Aristote, c'est l'échange monétaire, c'est-à-dire ce que beaucoup d'auteurs de nos jours appellent précisément et exclusivement l'activité économique. Mais Aristote distingue encore deux sortes de chrématistique. L'une « nécessaire », qui comporte l'échange au premier degré : la vente par le producteur, l'achat pour la consommation. Et l'autre, — chrématistique proprement dite — qui est l'achat pour la revente. C'est le « cycle argent-marchandise-argent » de Karl Marx, tandis que la « chrématistique nécessaire » d'Aristote équivaut au « cycle marchandise-(argent)-marchandise ». Aristote pose que l'« économie » et la « chrématistique nécessaire » sont « naturelles ». Au contraire la chrématistique proprement dite (le commerce) est anti-naturelle et « ne répond à aucune nécessité ». Aristote ne lui ménage point ses invectives.

C'est que d'abord, tandis que l'« économie » voit ses gains naturellement limités comme les facultés productives du sol et du travail, la chrématistique proprement dite (le commerce) permet un gain qui n'a pas de limites physiques; cela heurte l'idée de modération qui est commune à Aristote et à tous les écrivains jusqu'aux mercantilistes. Le commerçant « s'empresse à vivre et non à vivre heureux ». Il poursuit l'argent, alors que l'on n'est heureux que par la sagesse, qui implique une condition matérielle sûre, constante et modeste.

Une autre raison pour laquelle Aristote s'en prend à la

chrématistique, c'est qu'elle détourne la monnaie de sa véritable fonction. Aristote fait une analyse sans doute incomplète, mais déjà précise et substantielle, du rôle de la monnaie. Il oppose vigoureusement la monnaie aux richesses. Comme tous nos manuels, Aristote voit dans la monnaie d'abord un valormètre, une unité de valeur commune à tous les marchés, et qui repose sur le *nomos*, c'est-à-dire sur la loi, ou plus probablement sur la coutume; il y voit encore un intermédiaire commode des échanges et même un moyen utile de différer la contre-prestation. Mais la chrématistique en fait un instrument de gain, et cela est contraire à la fonction « naturelle » de la monnaie.

Aristote se sert du même argument pour condamner le prêt d'argent à intérêt. « On a parfaitement raison de haïr le prêt à intérêt — écrit-il. Par là en effet, l'argent devient lui-même productif et devient détourné de sa fin, qui était de faciliter les échanges. Mais l'intérêt multiplie l'argent. De là précisément le nom qu'il a reçu en grec où on l'appelle rejeton (*τόκος*). De même, en effet, que les enfants sont de même nature que leurs parents, de même l'intérêt, c'est de l'argent fils d'argent. Ainsi, de tous les moyens de s'enrichir, c'est le plus contraire à la nature ¹. » Ces quelques lignes nous semblent peut-être puérides et sophistiques. Elles ont donné l'élan à toute une abondante littérature, au Moyen Age et jusqu'à nos jours.

Sur l'intérêt, on peut penser qu'Aristote a égaré vingt siècles à sa suite. Mais voici un domaine où l'on aurait mieux fait de moins négliger ses leçons : celui de la théorie de la valeur. Aristote y vient à propos de cette fameuse question de la justice. La justice commutative se définit par l'équivalence des services échangés. Mais comment mesurer cette équivalence, comment comparer entre elles les valeurs de deux objets? Il faut ici un instrument de mesure. La monnaie? Mais la monnaie n'est qu'un moyen terme, elle joue un rôle neutre. Pour un peu, Aristote écrirait, comme plus tard Jean-Baptiste Say que « les produits s'échangent contre les produits ». La monnaie du reste,

1. Traduction de M. Louis Blaizot, professeur au lycée Fustel-de-Coulanges, à Strasbourg, publiée dans P. Gemähling : *Les Grands Économistes*, Librairie du Recueil Sirey.

note Aristote, change parfois de valeur comme les autres choses, encore que sa valeur « comporte plus de fixité ». Et qu'est-ce à dire, que la monnaie change de valeur, sinon qu'il est une mesure de la valeur plus authentique que la monnaie? « Cette mesure — dit Aristote — dans la réalité, c'est le besoin, qui commande tous les échanges. » Et de nous montrer à l'aide d'une figuration géométrique (un parallélogramme, qui à vrai dire n'éclaire pas grand-chose, mais donne une allure toute moderne à la théorie) comment le besoin respectif que l'acheteur et le vendeur ont des objets échangés détermine l'échange et le taux de l'échange. Ainsi, comme l'ensemble des théoriciens du xx^e siècle, mais à l'encontre de toute la lignée d'économistes qui va d'Adam Smith à Karl Marx, Aristote a une théorie psychologique de la valeur! Pour lui comme pour les modernes la valeur n'est pas dans les choses, elle vient de nous qui les désirons. Aristote va jusque-là, mais pas plus loin. Il professe que l'échange est juste, parce que « naturel », si les besoins satisfaits chez les deux échangistes s'équilibrent. Il ne s'avise pas que les besoins de deux individus ne se peuvent peser ni comparer. Il en résulte que sa théorie de la valeur, boiteuse, n'en a guère. Aristote a découvert le principe de la valeur, non la norme de sa mesure. Mais ne soyons pas trop exigeants.

Les développements que nous venons d'analyser remplissent à peine quelques pages d'une œuvre aux dimensions considérables. Ce qu'il y a d'admirable chez Aristote, c'est justement que ces quelques pages suffisent à le classer bien au-dessus de tous les autres auteurs de l'Antiquité. Lui seul analyse des faits et explique des nécessités essentielles, au lieu de se cantonner dans des débats d'actualité ou de construire des cités idéales.

Pour compléter ce tableau de la pensée économique de la Grèce, il serait intéressant peut-être d'étudier « l'anarchisme » des cyniques, et surtout de montrer combien la conception de la « nature » répandue par les stoïciens, et leur idéal de soumission à la nature étaient gros de conséquences sur l'avenir des doctrines économiques. Mais eux-mêmes ne se sont souciés de rien moins que de les imaginer.

III. — *Les idées économiques de la Rome antique.*

Rome, c'est d'abord une société militaire, dont la structure politique, — et mentale aussi, — est faite en vue de la conquête. Ici, le modèle humain sera le type du héros. Encore un personnage qui n'est guère hanté de préoccupations économiques!

Toute l'œuvre intellectuelle des Romains est d'inspiration grecque. Que l'avons entendu dire par nos doucereux consolateurs académiques ¹, amateurs d'illusions fleuries et de rapprochements historiques frelatés : *Græcia capta ferum victorem cepit, et artes intulit agresti Latio?* Comme leurs maîtres grecs, les philosophes latins verront d'un mauvais œil le progrès économique. Ils prêcheront le retour à la vie simple d'autrefois. *O tempora, o mores!* Et d'autant plus que commence sous leurs yeux — résultat des conquêtes, de l'exotisme qui se répand, du luxe qui s'étale, du capitalisme qui se développe, et bientôt de l'économie dirigée du Bas-Empire — la décadence sociale et morale de Rome. Sénèque, Marc-Aurèle, Épictète et tous les stoïciens enseigneront que l'on se doit soumettre à la nature, non point follement essayer de la vaincre. Pour être heureux, il faut modérer ses désirs, non point chercher à étendre ses satisfactions. Telle est la solution antique au problème que pose la tension entre les besoins des hommes et la parcimonie de la nature, c'est-à-dire au problème économique.

Agriculture signifie pour eux mœurs viriles et saines, comme plus tard pour les physiocrates à la fin de l'Ancien Régime français, et pour nos contemporains prédicants du retour à la terre. Dans son *De Officiis*, Cicéron, comme tous les anciens, dresse une hiérarchie morale des professions. Le commerce est blâmé, le commerce de l'argent condamné. Cicéron raconte que Caton disait : « Prélèverais-tu un intérêt? Tuerais-tu un homme? (*Quid foenerari, quid hominem occidere* ^{2?}). »

1. [Note de la troisième édition.] Écrit en 1942.

2. En dépit de cette sévérité verbale, Caton n'en a pas moins laissé la réputation d'un grand usurier.

Et tandis que dans les faits sa relative importance est en déclin, nous voyons toute une série d'auteurs latins consacrer leur plume à l'agriculture. Ce sont les *scriptores de re rustica*. Virgile avec ses *Géorgiques*, Caton, Varron, Columelle, d'autres encore, en hexamètres ou en prose, composent des traités d'agronomie, d'où tout aperçu d'économie rurale n'est pas exclu. Varron note que dans les terrains insalubres, il vaut mieux employer des salariés que des esclaves : la maladie ou la mort des travailleurs libres n'emporte aucune perte pour le patron. On discute de la dimension des exploitations. Columelle et Pline sont d'accord pour prôner la petite culture intensive : *Latifundia perdidere Italiam*. Toutefois ces ouvrages sont avant tout techniques, et moraux et politiques.

Il est un seul domaine où les Romains n'aient point été à la remorque des Grecs : c'est celui du Droit¹. Le droit romain, tel est sans doute l'apport le plus important que les Latins aient fait — sans le savoir et sans l'avoir voulu — à l'histoire de la pensée économique. La distinction du droit public et du droit privé, la distinction du statut des personnes et du droit des choses, des droits réels et des droits personnels; l'institution de la propriété « quiritaire », strictement individuelle, perpétuelle et absolue; la liberté des contrats; toutes ces conceptions juridiques qui ont reparu dans les sociétés modernes après la longue éclipse du Moyen Age (et de l'absolutisme), c'était, par avance conçu et préparé, le cadre du régime économique libéral. Or le régime économique libéral, en séparant dans les faits les activités économiques des autres activités sociales, a permis à l'esprit humain de prendre conscience de leur spécificité. Ainsi du droit romain, après quinze siècles, naîtra l'Économie politique. Mais avant cela, les conceptions juridiques des Romains vont déjà marquer les idées économiques médiévales.

1. [Note de la troisième édition.] Encore que l'on ait récemment montré tout ce que le Droit romain dut à la logique d'Aristote (cf. Michel Villey, professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg : *Logique d'Aristote et Droit romain*, *Revue historique de Droit français et étranger*, 1951, n° 3).

CHAPITRE II

SOUS LE SIGNE DE LA CHARITÉ ET DE LA JUSTICE

LES IDÉES ÉCONOMIQUES AU MOYEN AGE

La tradition individualiste du droit romain, la tradition « socialiste » des socratiques, les analyses d'Aristote sur la monnaie, l'échange, la chrématistique et le prêt à intérêt, voilà ce que l'Antiquité laisse en fait d'idées économiques. Avec la Bible hébraïque et alexandrine, prolongée du Nouveau Testament et des commentaires patristiques, ce seront les sources des idées économiques médiévales. Fervents de la méthode d'autorité (*modus authenticus*), les penseurs du Moyen Age invoqueront sans cesse leurs sources. Ils chercheront à faire la synthèse de tous ces legs hétérogènes qu'ils ont pêle-mêle recueillis. Ils y auront souvent du mal. Parfois le heurt des traditions opposées fera jaillir la lumière; non moins souvent il engendrera d'inextricables confusions, qui rendront difficilement intelligibles les idées économiques de cette époque.

La civilisation médiévale n'est pas exclusivement religieuse, au sens où l'était la civilisation judaïque. On y distingue le « naturel » du « surnaturel », et le « temporel » du « spirituel ». Mais au Moyen Age les écrivains sont des clercs, et leurs préoccupations sont avant tout religieuses. Même la science humaine — c'est-à-dire presque exclusivement la philosophie — est subordonnée à la science sacrée et orientée vers des préoccupations apologétiques ou spirituelles. *Philosophia ancilla theolo-*

*giae*¹ : c'est dans le sens de cette maxime que réagit l'Église chaque fois que des influences païennes, arabes, ou juives contemporaines viennent pimenter la philosophie de quelque saveur profane. Les philosophes de l'Antiquité posaient des problèmes économiques avec des préoccupations surtout politiques, en fonction de la Cité. Les théologiens du Moyen Age pensent à l'homme, à sa vocation naturelle, ordonnée à sa vocation surnaturelle. Ainsi, tandis que Platon et Aristote, pour maintenir l'équilibre politique, voulaient restreindre le nombre des naissances, le Moyen Age considère toute augmentation de la population comme un bien, parce qu'il croit à la valeur de chaque vie humaine. Et le Moyen Age réhabilite le travail, méprisé de l'Antiquité classique qui le réservait aux esclaves. Plus encore que dans l'ancienne Loi juive, le travail est honoré par la religion du fils du charpentier Joseph. Mais pour ce qu'il a en soi de sain, d'humain, de méritoire, plutôt que pour ses résultats productifs. Dans l'optique médiévale, le travail lui-même est une activité *inspirée*. L'enrichissement n'est pas une fin que l'on se puisse proposer sans danger pour l'âme. Les grands types humains du Moyen Age, ce sont ceux du moine, du chevalier, du croisé, du saint. Nous n'en sommes pas encore au pionnier de Carey, à l'entrepreneur de Jean-Baptiste Say²! Les auteurs médiévaux ne s'occuperont de l'activité économique qu'incidemment, et souvent par le biais de la casuistique. C'est ainsi qu'ils ne construiront une théorie de la propriété que pour définir le péché de vol. Il ne s'agit point pour eux de découvrir les normes d'une politique économique propre à augmenter la puissance des rois ou le bien-être des sujets — moins encore de connaître les relations économiques avec un mobile de pure curiosité scientifique; mais de dicter aux confesseurs la liste des cas dans lesquels ils doivent réprimander les pénitents, et parfois aux princes les mesures qu'ils doivent édicter pour conformer la loi civile à la morale naturelle.

C'est long, le Moyen Age. C'est grand, cette Chrétienté sans

1. La philosophie est la servante (l'esclave) de la théologie.

2. Cf. *infra*, chapitre VII.

frontières. La pensée y est riche et diverse, comment l'enfermer en un unique schéma? Longtemps d'abord, comme l'a montré Pirenne, l'Antiquité, l'Empire romain se survivent, déclinant lentement, en plein Moyen Age. Les Pères de l'Église et les premiers théologiens médiévaux affirment la loi chrétienne de charité, mais ne l'opposent guère au droit civil individualiste, qu'ils se préoccupent peu de réformer. Cependant les invasions sarrasines et normandes portent un coup à l'économie médiévale. Alors la vie devient presque exclusivement rurale. C'est l'économie fermée de la *villa* carolingienne. Le droit romain n'est point fait pour être le droit du manoir. Il décline devant le droit canon, qui s'élabore en cette ambiance de régression économique. Cependant au XII^e siècle, on observe une vigoureuse poussée de progrès matériel : les villes renaissent, et les métiers artisanaux et les foires, et les institutions monétaires et bancaires. Sous l'influence de l'École bolonaise des glossateurs, le droit romain connaît un immense renouveau d'intérêt, cependant que Gratien rédige sa célèbre collection de textes du droit canonique. Mais aussi, par l'intermédiaire des philosophes juifs (Maïmonide) et arabes (Avicenne, Averroës), la pensée païenne des anciens vient rénover l'enseignement des universités. On lit Platon; Aristote est traduit en latin. On ne connaissait guère que sa *Logique*. Voici que l'on découvre — après 1200 à Paris, — sa *Physique*, sa *Métaphysique*, son *Éthique*, sa *Politique*. C'est déjà une renaissance, et nous en pourrions discerner plusieurs, — distinctes, successives, rapprochées, — au cours du XIII^e siècle. Mais tandis que sur le plan philosophique, l'influence naturaliste des péripatéticiens déchaîne des audaces novatrices contre quoi réagissent l'Église et les théologiens orthodoxes, au contraire l'aristotélisme économique, hostile à la chrématistique, vient appuyer une tendance rétrograde. Les argumentations du « Philosophe » sur l'échange et le prêt à intérêt serviront à fonder rationnellement les positions traditionnelles du droit canon, à les défendre contre la pression d'une économie en progrès, et contre les institutions du droit romain dont l'extension des échanges appelle le retour. Les théologiens du XIII^e siècle exécuteront d'abord ce premier mou-

vement de réaction sur le plan des principes. Et puis, ils se retourneront vers les faits : ils élaboreront alors toute une série d'ingénieuses constructions, destinées à concilier la thèse avec les besoins d'une pratique de plus en plus exigeante.

C'est au XIII^e siècle principalement que nous tenterons de saisir au vol quelques-unes des disputes de morale économique qui se sont poursuivies tout au long du Moyen Age. Et, parmi les théologiens, nous nous adresserons surtout — au mépris de tout souci d'originalité — à saint Thomas d'Aquin. Éclectique, il inclut d'une certaine façon tous les autres. Sa *Somme* est un peu celle des connaissances et des opinions de son temps. Il ne manque nullement de hardiesse, mais ce n'est pas un auteur d'avant-garde. Comme le catholicisme même, il accueille et harmonise en la Vérité tout ce que la Révélation, la raison naturelle, les diverses traditions antiques et l'observation des faits lui peuvent offrir de lumières.

Prenons sa doctrine de l'échange. Le point de départ est un cas de conscience : *Est-il permis de vendre une chose plus qu'elle ne vaut?* Mais le moyen de répondre à une telle question sans définir la valeur? Économiste sans le savoir et sans l'avoir voulu, saint Thomas s'embarque bravement dans la discussion, armé d'Ulpien, d'Aristote, et des Évangiles. Le « Philosophe » a dit que la cause de la valeur est dans le besoin (*indigentia*) que nous avons des choses; saint Thomas et tous les scolastiques, Buridan en particulier, professent — comme nous dirions aujourd'hui — une théorie psychologique de la valeur. Ils dissertent à l'envi sur la *virtuositas* (utilité commune, objective), la *placabilitas* (utilité particulière pour un individu) et la *raritas* (dont leur notion déjà est psychologique, et presque walrasienne¹). Seulement le besoin, en fin de compte, est quelque chose de subjectif. Si la valeur devait se mesurer sur le besoin, chaque chose aurait autant de valeurs différentes qu'il y aurait d'individus. Or il faut à nos théologiens un prix objectif unique, incontestable, qui s'impose moralement aux parties. Et c'est

1. Cf. *infra*, chapitre X.

ainsi qu'ils vont se trouver conduits à voir dans le coût de production — c'est-à-dire, à cette époque, essentiellement dans le travail — la norme du « juste prix ». Sans méconnaître l'importance de cette inflexion que les auteurs du Moyen Age font subir à la théorie d'Aristote, n'allons point nous hâter de les ériger en précurseurs de la théorie de la valeur-travail de Ricardo ou de Marx¹. Entre les deux conceptions, il y a peut-être quelque obscur lien de filiation historique, non point une identité profonde. Saint Thomas est innocent de l'erreur scientifique de la valeur-travail. Le juste prix n'est pas la valeur. Le point de vue des scolastiques est moral. Il s'agit pour eux de donner des directives aux confesseurs embarrassés. Ce qu'ils veulent atteindre pour la condamner, c'est l'exaction particulière, la tromperie (saint Thomas lui consacre de longs développements), ou toute autre espèce d'abus de la situation de vendeur dans ce que nous appellerions aujourd'hui des marchés partiellement monopolistiques. La référence au juste prix, c'est la référence à un prix objectif quelconque : le prix légal si les prix sont réglementés; le prix coutumier (*communis aestimatio*); peut-être aussi ce que serait le prix d'équilibre sur un marché vaste et parfait (les scolastiques en ont sans doute quelque obscure intuition). Le coût de production mesuré en travail leur apparaît comme un substrat de tout cela, donc un indice commode pour déterminer pratiquement le juste prix de façon à peu près satisfaisante. Et tout se passe en fin de compte comme si, à une théorie scientifique héritée d'Aristote et qui fonde la valeur sur le besoin, ils superposaient une doctrine morale qui justifiait le revenu par le travail.

Quoi qu'il en soit — l'argument décisif est ici, chez saint Thomas, le précepte évangélique de ne pas faire aux autres ce que l'on ne voudrait point qu'ils vous fissent — c'est un péché de vendre les choses au-dessus de leur valeur. Mais alors tout profit commercial est condamné? Si les choses ont une valeur objective, peut-on faire un profit sans acheter les choses au-dessous de leur valeur, ou les revendre au-dessus de leur valeur, ou les

1. Cf. *infra*, chapitres V et IX.

deux à la fois? Ainsi raisonnent beaucoup d'auteurs médiévaux. Par exemple, un manuel français du confesseur, du XIII^e siècle, déclare que « la huitième branche de l'avarice est le traficage » par lequel on peut pécher de sept façons : la première, « c'est de vendre les choses aussi cher que l'on peut, et de les acheter aussi bon marché que possible ». Le Moyen Age, qui a réhabilité le travail méprisé dans l'Antiquité, n'est pas plus qu'elle favorable au commerce. On rappelle sans cesse que Jésus a chassé les vendeurs du Temple. On oppose, pour les vilipender, aux *artes productivae* les *artes pecuniativae* : (la chrématistique d'Aristote). Saint Thomas lui-même professe que le commerce a en soi quelque chose de honteux (*quamdam turpitudinem habet*). Mais saint Thomas est Napolitain, et Naples à cette époque a son Colbert : Frédéric II. Il n'est point dans la manière du docteur angélique de condamner ce qui est utile, nécessaire, naturel : la morale authentique doit pouvoir être vécue et, vécue, permettre de réaliser l'épanouissement des personnes et des sociétés. A la question *A-t-on le droit, dans le commerce, d'acheter bon marché et de vendre cher?* saint Thomas répond bien « non » en principe (il y a des textes de saint Jean Chrysostome et de saint Jérôme!). Mais tout de suite il remarque que le bénéfice peut rémunérer légitimement un travail de transformation opéré par l'intermédiaire, et le transport de la marchandise. Et le commerçant peut encore légitimement réaliser un gain, à condition que ce soit pour assurer sa vie et celle de sa famille, ou même pour faire de bonnes œuvres. En fin de compte il semble que seul reste condamné le désir du gain illimité pour des fins avaricieuses ou égoïstes. Nous avons l'impression d'une dérobade. C'est nous peut-être qui avons tort. Comme les auteurs du Moyen Age cherchent à résoudre des cas de conscience et non pas des problèmes économiques, n'est-il pas naturel qu'ils mêlent à l'examen de la licéité objective des actes celui de la pureté des intentions de l'agent?

Il n'empêche que le concile du Latran, en 1179, interdit aux prêtres d'accepter les aumônes des usuriers, c'est-à-dire — dans le langage du Moyen Age — de tous ceux qui prêtent à inté-

rêt¹. C'est une curieuse histoire que celle de la doctrine médiévale de l'usure. L'Antiquité classique laisse ici au Moyen Age deux traditions opposées : la doctrine d'Aristote hostile au prêt à intérêt, et le droit romain, qui l'organise sous le nom de *foenus*. Il y a en outre la Loi de Moïse : nous l'avons vu, elle fait de l'interdiction du prêt à intérêt entre Hébreux une sorte de règle de solidarité nationale, en même temps que l'une des pièces de l'appareil institutionnel de stabilisation de la répartition des fortunes et des terres. Il fallait solliciter les textes pour invoquer le Nouveau Testament. On n'y manqua point. La version de saint Luc du *Sermon sur la Montagne* dit : « Si vous prêtez à ceux de qui vous espérez recevoir, quel gré vous en saura-t-on? Des pécheurs aussi prêtent à des pécheurs, afin de recevoir l'équivalent. Mais aimez vos ennemis, faites du bien et prêtez sans rien espérer en retour, et votre récompense sera grande... » *Mutuum date, nihil inde sperantes*. C'est sur ce conseil de charité que pendant tout le Moyen Age on échafaudera de subtiles et interminables discussions de droit naturel.

Mais d'abord les Pères de l'Église vont en tirer un enseignement moral. Chez les Pères, la doctrine de l'intérêt est intégrée à celle de la charité. Demander un intérêt à l'emprunteur — lequel n'emprunte que parce qu'il est dans le besoin (les Pères n'ont en vue que le prêt à la consommation) — c'est « spéculer sur l'indigence du prochain » (saint Basile) ou encore « demander au pauvre des accroissements de richesses, comme si on voulait qu'un sein stérile fût fécond » (saint Grégoire de Nysse). Le mieux serait de ne réclamer pas même la restitution du capital! Emprunter, n'est-ce pas une manière discrète de demander l'aumône? L'intérêt est cruel à l'emprunteur; pour le prêteur, il est méritoire d'y renoncer. Les Pères prêchent : plus tard seulement l'Église légiférera.

Elle commencera dès le iv^e siècle par interdire le prêt à intérêt aux clercs. Ce n'est là du reste qu'un aspect de l'interdiction

1. Dans toute la suite de ce chapitre, j'ai utilisé des notes prises lors d'une passionnante conférence qu'il m'a été donné d'entendre de mon collègue et ami M. Jean Yver, professeur d'Histoire du Droit à la Faculté de Droit de l'Université de Caen.

qui leur est faite en général d'exercer le commerce. Il ne s'en suit pas nécessairement que le prêt à intérêt soit considéré dès cette époque comme un péché. Les clercs, après tout, ne peuvent pas non plus se marier. Exigence d'une plus grande perfection, non point prescription de la stricte morale. C'est à l'époque carolingienne que l'interdiction de l'usure s'étend aux laïcs, comme en d'autres domaines aussi se compénétrèrent alors leur statut et celui des clercs; comme alors aussi les deux pouvoirs, le spirituel et le temporel, se confondent au maximum. Les invasions sarrasines et normandes ont arrêté le commerce maritime au Nord et au Sud, les derniers vestiges du capitalisme antique s'évanouissent, la monnaie disparaît presque; la vie sociale se replie sur la terre, dans la *villa*. En une telle société le prêt à intérêt ne saurait représenter autre chose qu'un moyen d'exploiter les pauvres. La loi vient l'interdire tandis que, des mœurs ordinaires, il disparaît naturellement.

Cependant aux XI^e et XII^e siècles, quand les Normands sont fixés, les échanges reprennent; un essor économique se dessine. La construction des églises et les croisades font renaître les besoins de capitaux monétaires — tandis que la rareté du numéraire rend prédominante la situation des prêteurs. L'Église alors réagit contre eux. Au milieu du XII^e siècle, Gratien compile tous les textes relatifs à l'usure, et fixe la solution classique du droit canon : *nec laïcis nec clericis liceat usuram exigere*. Et tandis que l'extension des échanges tend à répandre la pratique du prêt, la législation contre les usuriers s'aggrave sans cesse, jusqu'au concile œcuménique de Vienne, qui en 1311-1312 taxe d'hérétiques les adversaires de la prohibition. La législation civile suit la législation canonique, continuant toutefois de tolérer l'intérêt dans certaines villes, à l'occasion de certaines foires, et de la part des Lombards, des Cahorsins, et surtout des Juifs.

Telle est l'ambiance législative et pratique dans laquelle les théologiens, d'Albert le Grand à saint Thomas d'Aquin, ont essayé de construire une doctrine rationnelle du prêt à intérêt. Comme les Pères, ils s'appuient sur le Pentateuque et sur saint Luc, ils invoquent la charité chrétienne. Mais ils ne s'en tiennent

pas là. A l'autorité de la Révélation, ils mêlent celle des Anciens; aux arguments scripturaires, des arguments philosophiques et juridiques. Et ce mélange ne sera point fait pour rendre plus claire leur doctrine! Mais de quel magnifique sens de l'unité de la vérité, de quelle sereine confiance en la nécessaire convergence de toutes ses sources authentiques ils nous donnent là le témoignage!

Il s'agit de prouver que l'usure n'est pas seulement contraire à la charité, mais au droit naturel. Aristote a déjà professé cette thèse : la fonction de la monnaie est de circuler, l'argent ne fait pas de petits. Ici les scolastiques n'ont qu'à répéter leur auteur. Mais le droit romain, lui, ne condamne pas le prêt à intérêt. Il va falloir le réfuter avec ses propres armes. Avec plus de virtuosité dialectique que de force convaincante, — du moins à nos modernes yeux — c'est ce que vont tenter les scolastiques. Le droit romain distingue deux sortes de contrats : d'une part le *commodat* ou prêt de biens durables (une maison, une terre); et d'autre part le *mutuum* ou prêt de biens fongibles et consommables par le premier usage (du blé, du vin, de l'argent). Les biens de la première catégorie sont tels que l'on en peut tirer indéfiniment des services périodiques : il est donc possible d'en céder l'usage pendant un certain temps (contre un loyer, un fermage) tout en restant propriétaire du capital. Au contraire les biens de la seconde catégorie ne peuvent servir qu'une fois. On n'en saurait user sans les détruire. Il n'est donc point possible d'en céder l'usage, sans en céder en même temps la propriété. De par la nature même des biens sur lesquels il porte, le *mutuum* opère un transfert de propriété. Réclamer un intérêt pour le vin ou l'argent prêté, c'est demander à l'emprunteur le prix de l'usage d'une chose qui par le *mutuum* est devenue sienne. Exiger le remboursement du capital, et en plus un intérêt, c'est faire payer d'une part la chose, et d'autre part son usage, alors que les deux se confondent. Exactement comme si, après avoir vendu une maison, on prétendait encore toucher un loyer de l'acheteur. Et voilà le grand argument, inlassablement répété avec toutes les subtilités verbales imaginables par les scolastiques. La doctrine médiévale de l'usure,

ou quand les théologiens se mettent à jouer avec les armes des juristes...

D'autres arguments consciencieusement numérotés viennent encore à la rescousse. Invoque-t-on le risque pour justifier l'intérêt? Saint Thomas répond que le *mutuum* transfère le risque à l'emprunteur. Si je donne à bail ma maison et que ma maison brûle, je supporterai la perte : *res perit domino*. Mais si je prête de l'argent et que cet argent vient à être volé, l'emprunteur n'en devra pas moins me rembourser. Au fond c'est encore là, sous une autre forme, l'argument précédent.

Mais voici plus intéressant : un certain nombre de scolastiques, et saint Thomas en particulier — si c'est bien à lui qu'il faut attribuer l'opuscule *De Usuris*, qu'à vrai dire certains interprètes regardent comme apocryphe — semblent marcher à la rencontre des théories les plus modernes de l'intérêt¹. C'est ainsi qu'ils analysent l'usure comme le « prix du temps ». Mais le temps, ajoutent-ils, appartient à Dieu : il n'est pas licite aux hommes de se le faire payer. Et si le prêt est productif, interrogent-ils, sollicités à travers les siècles par l'ombre de von Wieser²? Il ne peut l'être, répond saint Thomas, que par le travail de l'emprunteur : le prêteur, qui ne participe ni au travail ni au risque, ne doit rien toucher. Que l'on ne s'y trompe pas toutefois : ce n'est pas le revenu du capital que condamnent les scolastiques, mais seulement l'intérêt de l'argent prêté. Ils n'ont point frayé les chemins tant battus au XIX^e siècle par les socialistes contempteurs des « revenus non gagnés », de l'« aubaine » de Proudhon. Le loyer de la terre est d'eux incontesté. Et précisément ce qu'ils cherchent, c'est, pour les proclamer injustes, à en distinguer radicalement les arrérages des prêts d'argent³.

S'ils se montrent inflexibles sur la condamnation de l'usure en principe, les scolastiques n'en sont pas moins ouverts aux

1. [Note de la troisième édition.] Nous voulions dire ici les théories autrichiennes, celles de Böhm-Bawerk et de von Wieser.

2. Cf. *infra*, chapitre X.

3. [Note de la troisième édition.] Dans cette opposition du prêt d'argent et du prêt de biens non liquides, on peut flairer une prémonition keynésienne. Mais l'analogie ne va pas très loin.

nécessités que révèle la pratique. Au fur et à mesure qu'elle se fait plus pressante, ils s'ingénieront consciencieusement à inventer d'honnêtes subterfuges pour réintroduire la chose sans sacrifier la thèse. D'abord si le prêt à intérêt est interdit, le contrat de société ne l'est pas : l'obligation est condamnée, non la commandite ni l'action. Puis voici la théorie des « titres extrinsèques » : le *damnum emergens* (si le prêt entraîne une perte pour le prêteur, il s'en peut faire indemniser); puis le *lucrum cessans*, longtemps discuté (cas où le prêteur subit, du fait du prêt, un manque à gagner); le *periculum sortis*, moins facilement admis encore (le prêteur pourrait toucher une prime de risque); enfin le *titulum legis* : ce dernier rejeté par la majorité des auteurs. Les « titres extrinsèques » légitiment la perception par le prêteur d'une indemnité à laquelle on donne le nom d'*interesse*, pour l'opposer à l'*usura*. En étirant un peu ces « titres extrinsèques », on pourrait y découvrir tous les éléments de la théorie moderne de l'intérêt.

Tandis que la doctrine progresse de la sorte, la pratique invente sans cesse de nouveaux artifices pour tourner la prohibition. Le plus célèbre est le *contractus trinus* (contrat d'association assorti d'un double contrat d'assurance).

Les doctrines médiévales sont ouvertes, attentives aux faits nouveaux, bienveillantes aux besoins des hommes autant que scrupuleuses et respectueuses des traditions. Même sans la Réforme, Aristote, à travers l'Église chrétienne, n'eût point brisé cette grande vague d'essor qui déjà soulève la vie et bientôt la pensée économiques, au crépuscule du Moyen Age.

CHAPITRE III

SOUS LE SIGNE DE L'OR ET DE LA PUISSANCE

LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES DE L'ÈRE MERCANTILISTE (1450-1750)

Ces deux ou trois siècles sont placés sous le signe des grandes découvertes. Des voyages et des conquêtes, l'Amérique, la route du Cap, le tour du monde, voilà ce qu'ils évoquent tout d'abord. Le véritable père de l'économie politique, ce n'est pas Montchrétien, ce n'est pas Quesnay, ce n'est pas Smith, c'est Christophe Colomb. Le continent occidental, cela signifie d'abord l'argent du Mexique, l'or du Pérou. En cent ans le stock de métaux précieux sur lequel avait vécu le Moyen Age se trouve multiplié par huit. Sous la pression d'un tel afflux, les prix entrent en danse; c'est la « révolution des prix ». Les sereines et traditionnelles doctrines de modération, les menues réglementations anciennes ne sont que des digues puérides pour contenir le trafic déchaîné. Partout le type du marchand, audacieux, optimiste, aventurier, surgit de terre. Il approche le sceptre, et manie les rênes du gouvernement. Il prend la plume, et l'imprimerie répand la nouvelle conception de la vie qu'il apporte : ardente, optimiste, cruelle. A un idéal de bonheur et de paix succède une mentalité de lutte pour la vie, de soif de succès, de richesse, et de puissance. A un monde essentiellement rural et artisanal, un monde manufacturier et commerçant. A une civilisation surtout continentale, une civilisation maritime. Les vaisseaux envahissent la mer et l'océan; des flottes immenses

sont construites et s'entredétruisent; pendant deux siècles l'Espagne, la Hollande, la France, et enfin l'Angleterre mèneront pour la suprématie maritime une lutte dont Trafalgar dira le dernier mot.

Notre période est celle encore de la Renaissance, et de la Réforme. Avec la Renaissance remonte à la surface la notion impériale romaine d'un État fort, autoritaire, armé d'une puissante machine administrative au moyen de laquelle il contrôle tout à l'intérieur, et d'une forte armée sur laquelle il compte pour s'étendre à l'extérieur. C'est au souffle des lettres antiques renaissantes que ce tendre et fidèle amour du Royaume, dont Jeanne d'Arc n'est pas le seul témoin vers la fin du Moyen Age, se mue en un nationalisme jaloux, orgueilleux, ambitieux. Partout, dans l'Europe chrétienne disloquée spirituellement et politiquement, tandis que Machiavel écrit *Le Prince*, les États affirment leur indépendance et leur volonté de domination. — Les humanités classiques apportent en même temps une notion de l'homme qui, pour n'être pas celle de Bentham et du XIX^e siècle anglais, n'en mérite pas moins le nom d'individualiste. Le héros antique, fier, courageux, passionné de sa renommée, ardent à réaliser par lui-même, avide d'une grande destinée, c'est un individu. Voyez *Les Essais* de Montaigne : le premier livre d'abord, celui de sa période stoïcienne; et puis les autres : et comment on passe de la vertu antique au culte du moi. — La Renaissance, c'est encore un renouveau d'attention pour les aspects profanes de la vie, et — tandis que l'on quitte les champs pour les manufactures, les armées et les marines — une sorte de retour à la planète Terre, après des siècles vécus les yeux au Ciel. C'est une affirmation de l'Homme contre Dieu; une explosion de volontarisme. On se met à voir grand, à s'enivrer de ses œuvres, à exalter la magnificence et la puissance humaines.

Quant à la Réforme, M. Gonnard opine que, du point de vue qui nous occupe, il y en a deux. Celle de Luther, l'allemande, se présente à bien des égards comme une réaction de défense contre la Renaissance, et contre ce que l'Église catholique avait accueilli et intégré d'humanisme, depuis les Pères de l'Église jusqu'aux papes contemporains. Le luthéranisme est une affir-

mation de traditionalisme germanique contre le classicisme antique, et de traditionalisme biblique et évangélique, contre la scolastique et les dogmes. C'est une poussée de retour aux sources pures du passé. Luther condamnera vigoureusement le prêt à intérêt, sera sévère pour le commerce. Du point de vue de la doctrine économique, il nous apparaîtrait tout à fait comme un médiéval réactionnaire, si le nationalisme centrifuge que sa révolte porte en germe ne faisait de lui malgré tout un prophète des temps nouveaux. S'il n'y avait aussi le rejet du salut par les œuvres : *Pecca fortiter et crede fortius*, s'écrie magnifiquement Luther. Et sans doute pour exalter la Foi, non pour prêcher le péché! Mais certains auront des oreilles et entendront trop bien. — L'autre Réforme, c'est celle de Calvin, et ce sont aussi les réformations anglaises. La théologie de Calvin, avec son dogmatisme pauliniste, avec sa thèse de la corruption radicale de la nature et de la raison humaines par le péché originel, peut paraître le comble de l'anti-humanisme. Voyez nos néo-calvinistes et nos barthiens, qui en ressuscitent les origines! Cependant l'industriel huguenot du temps de Colbert est l'un des grands types du mercantilisme. Et partout, en Hollande, en Angleterre, ce seront souvent les huguenots français émigrés qui prendront la tête du mouvement d'expansion industrielle, coloniale, commerciale, bancaire. Dirons-nous avec M. René Gillouin que Calvin a « inventé le capitalisme »? Les calvinistes, qui disent la nature humaine imperméable à la grâce, éloignent le Ciel de la Terre. Peut-être alors la Terre se sent-elle avec eux davantage chez elle pour s'épanouir selon ses propres lois? — En Angleterre, l'un des résultats principaux de la Réforme fut de développer la lecture de l'Ancien Testament. Le juste s'y voit promettre longue vie et prospérité. Aux quakers et aux puritains, le succès économique apparaîtra comme un signe de l'élection divine. Ils condamnent l'ascétisme des règles conventuelles; mais avec eux l'ascétisme des affaires, l'épargne du bourgeois, l'austère calcul du comptable, la vie sans loisirs et le persévérant labeur du patron prendront une saveur chrétienne. Déjà, des ancêtres de *Babbit* ont surgi en Angleterre au xvii^e siècle.

La période qui va de 1450 à 1750 est ce que l'on appelle, dans l'histoire de la pensée économique, l'ère mercantiliste. Elle est marquée par une vigoureuse affirmation du point de vue économique, jadis subordonné, et qui va prendre la première place. Pour la première fois, nous allons avoir de véritables doctrines économiques. Il n'est point encore question de science autonome. Pour les auteurs de cette époque, les questions économiques se distinguent mal des questions financières, et celles-ci des questions politiques. Et leur pensée est normative, finaliste, bien plus exclusivement que celle d'Aristote et de certains médiévaux. Le mercantilisme, c'est un système d'art économique. Seulement la fin poursuivie n'est plus comme au Moyen Age une fin morale : la justice, le droit naturel; c'est une fin spécifiquement économique : l'accumulation de l'or, la richesse, le gain.

Les mercantilistes prennent le contrepied des idées médiévales. Le Moyen Age chantait les vertus agricoles et l'économie naturelle d'Aristote : ils exalteront l'or, l'industrie, le commerce. Le Moyen Age prêchait la modération, appréciait les valeurs de sécurité, de stabilité. Ce seront des dynamiques, qui vanteront l'audace du pionnier et du conquérant. Le Moyen Age subordonnait, limitait et décentralisait le pouvoir temporel. Ils seront les champions de l'État fort, souverain, impérialiste; d'un État qui n'a point tant pour mission de faire régner la justice dans l'ordre que de s'imposer, de s'enrichir et de s'étendre.

Et puis le Moyen Age avait le temps. Patiemment, minutieusement, au fond de leurs couvents, ses clercs élaboraient leurs formules qui se voulaient l'expression définitive de vérités intemporelles. Les auteurs mercantilistes sont pressés. Ils écrivent pour l'imprimeur qui attend, pour le souverain auquel ils destinent des conseils d'action immédiate. Ils vont droit au fait. Ils ont le souci du réel plus que du vrai. Ils ignorent la préoccupation de la synthèse. Ils en ont assez de la philosophie, que les scolastiques ont enfermée en leur grammaire rébarbative et figée. Leur style a plus de relief, d'éclat, que de précision. Aux dépens de la profondeur, ils ont insufflé la vie à la littérature économique.

Mercantilisme, c'est naturellement un mot postérieur autant que barbare. Étymologiquement, il désigne la doctrine qui exalte le développement des marchés, des marchands, du commerce. Et telles seront bien à la fois la tendance générale de la pensée économique, et celle de la politique économique, pendant les trois siècles dont il nous faut ici résumer l'histoire. Seulement, cette histoire est trop riche pour qu'un seul mot la résume. Elles n'ont rien au premier abord de mercantiliste, ces utopies que la vogue de Platon retrouvé a fait surgir dans la littérature de la Renaissance. Les deux plus célèbres sont celles de Thomas More, et *La Cité du Soleil* de Campanella.

C'est Thomas More l'humaniste, l'ami d'Érasme, le martyr catholique, le plus aimable de tous les saints qui a doté le vocabulaire de l'histoire des doctrines économiques de ce mot d'« utopie », dont elle fera l'une de ses catégories traditionnelles. Cela n'est pas rien. Mais sans doute faut-il être un continental privé d'antennes quant aux choses de l'humour pour lui attribuer davantage, et voir en lui, avec Vilfredo Pareto, l'auteur d'un *Système socialiste*. Pareto pourrait répondre qu'on en peut construire d'aussi authentiques par fantaisie que sérieusement, et que peu lui importe l'humeur joyeuse ou grave de l'écrivain, pourvu que la matière de ses écrits soit un système qui prête à l'analyse théorique. Et puis, les « folies » de la Renaissance ne sont jamais toujours si folâtres qu'elles se disent. Et quelqu'un a-t-il jamais parlé seulement pour rire? Si toutefois l'heureuse idée vous venait un jour de jeter les yeux dans ce petit livre exquis, — *L'Utopie* de Thomas More, — n'allez pas l'aborder en économistes, car vous gâcheriez un plaisir de choix pour un assez maigre résultat. Que l'Utopie soit pour vous ce qu'elle fut pour son auteur : une fête de l'imagination, sur un thème platonicien. *Libellus vere aureus nec minus salutaris quam festivus de optimae Reipublicae statu deque nova insula Utopia*. Le livre se présente sous forme de dialogue (ou plutôt de trialogue), comme *La République*. L'esclavage existe en Utopie, les repas y sont pris en commun, et la famille, que More voudrait sauver du naufrage, ne sort pourtant guère plus indemne de ses mains que de celles de Platon. Les époux doivent obligatoirement,

avant de s'unir, ne s'être rien caché l'un à l'autre de leurs attraits. Des dispositions sont prises pour que toutes les familles aient le même nombre d'enfants et quand il le faut, pour maintenir cette égalité, on fait passer des enfants d'une famille à l'autre. Les sujets d'élite sont dispensés de travail manuel. Voilà ce que More emprunte à son modèle. Mais derrière l'Utopie, cessez maintenant de voir en filigrane l'État-modèle de Platon. L'Utopie est une île, c'est l'Angleterre. Et vous verrez, bien moins artificiellement qu'un socialiste, poindre en More un mercantiliste. Le dialogue a lieu à Anvers, et le principal personnage, le vieillard Hythlodie, qui raconte son voyage en Utopie, est un *merchant adventurer*. En Utopie, si l'on en croit son récit, le travail est obligatoire pour tous, sous peine de réduction en esclavage, et étroitement réglementé. Six heures par jour pour chacun. La moitié de l'année dans l'agriculture, mais l'autre moitié dans un métier. La richesse est surabondante. Les métaux précieux ne circulent pas à l'intérieur de l'île, mais sont conservés par le gouvernement pour les besoins de la politique extérieure. Car Utopie « île inexpugnable » a une politique extérieure âpre, et joue serré dans la partie diplomatique; les armes économiques et financières ne sont pas celles dont elle use le moins. En Utopie, règne un âpre nationalisme de puissance, persévérant et calculateur, pour qui la finance est un moyen : tout à fait, déjà, dans le ton du mercantilisme britannique.

La Citta del Sole, de l'Italien Campanella, d'un siècle postérieure à *L'Utopie* de More, est autre chose. La forme platonicienne ne crée entre l'une et l'autre qu'une parenté tout extérieure. *La Cité du Soleil* est sortie du cerveau d'un conspirateur, dans une noire prison sans fenêtres (l'auteur fut plusieurs fois, et une fois trente années, incarcéré) à la seule lumière intérieure. L'utopisme est la pente naturelle des captifs, leur esprit privé d'apports du dehors, altéré d'impossible efficacité, prend volontiers sa revanche à nourrir de sa propre substance des rêves de plus en plus construits et vides de réalité. Comment donc celui-là, auquel plus jamais n'est donné de voir une femme vivante, éviterait-il la misérable aventure de Pygmalion, qui devint

amoureux de la statue qu'il sculptait? J'écris ces lignes près de trois ans après juin 1940, avec tristesse, avec affection, dans un sentiment de camaraderie respectueuse et attendrie.

Et donc Campanella dans son cachot s'enthousiasme pour les grandes inventions, — boussole, imprimerie, arquebuse, — et pour les grandes découvertes, dont la pensée alimente sa nostalgie de l'espace et de l'air libre. Plus qu'historien, il est homme de principes, comme tous les reclus. Sa doctrine est un communisme autoritaire à fins égalitaires. C'est pour faire régner l'égalité qu'à l'instar de son modèle platonicien il supprime la famille dans la société solarienne : car la propriété des biens et « l'amour-propre » (l'égoïsme) sont liés, dit-il, à l'existence en ménage. La Cité du Soleil ressemble sinon à une prison, du moins à un couvent dont les règles seraient sévères et le Père Abbé peu commode. Chacun est astreint au travail, quatre heures par jour. Cela suffit, car le régime de tous est frugal et ascétique, et la majeure partie de la journée consacrée à l'étude. L'œuvre de Campanella, à la différence de celle de Thomas More, ne rend aucun son mercantiliste. Peut-être a-t-elle été pensée en marge des courants du jour, plus probablement en réaction contre eux. Dans l'optique mercantiliste, on vit pour s'enrichir et pour enrichir la nation, le prince. Selon Campanella, on travaille parce qu'il le faut pour manger, et manger pour vivre; mais vivre, c'est être vertueux, réfléchir, étudier. Campanella rappelle et exagère, et pousse au paradoxe les tendances ascétiques médiévales; ou plutôt, peut-être, il ressuscite l'idéal frugal des plus sévères parmi les sages de l'Antiquité. Ce que nous offre Campanella, c'est moins une doctrine économique, qu'une utopie anti-économique. Nous devrions à peine ici parler de lui, non plus que de Thomas More, si la fortune que leurs œuvres ont plus tard rencontrée parmi des socialistes et des historiens du socialisme qui les ont sans doute fort mal comprises, ne les avait faits après coup chaînons d'une importante lignée dans la généalogie des doctrines économiques.

Ni Campanella ni même Thomas More ne sont jamais présentés comme des mercantilistes. Le terme « mercantilisme »

semble avoir été choisi pour désigner adéquatement les doctrines anglaises du xvii^e siècle, dont la préoccupation essentielle est une balance du commerce favorable, et qui reflètent au plus haut point la mentalité mercantile. Mais la pensée dite mercantiliste est loin d'être homogène. Elle a revêtu des formes diverses, selon les pays; elle a évolué, le long des trois siècles dont nous faisons l'étude. On parle parfois d'une loi historique selon laquelle la civilisation tendrait à se déplacer sur la carte toujours dans la même direction, en remontant du Midi vers le Nord. D'une telle loi, l'histoire du mercantilisme pourrait paraître une illustration. Nous allons traiter du mercantilisme bullioniste espagnol et italien, puis du mercantilisme industrialiste français, puis du mercantilisme purement mercantile des anglais. Or, il se trouve que cet ordre géographique, dans lequel nous présenterons les doctrines, coïncide à peu près avec l'ordre chronologique de leur succession, non moins qu'avec l'ordre logique du développement de l'idée mercantiliste.

Elle est née au début du xvi^e siècle, comme un reflet du soleil d'Ibérie sur l'or du Nouveau Monde. C'est premièrement là où l'or aborde l'Europe — au Portugal, en Espagne — que l'on a subi la magie des métaux précieux, et que l'on a fait de leur accumulation le but suprême de l'activité des individus, comme de la politique des princes. Le « chryshédonisme » (doctrine qui place le bonheur dans l'or) est la première forme du mercantilisme. Tout le problème, pour l'Espagne, va consister à conserver chez elle l'or qu'elle importe de ses colonies d'outre-océan, à l'empêcher de fuir hors des frontières, et de se répandre parmi les autres pays d'Europe. D'où la politique que l'on a appelée « bullioniste » (de l'anglais : *bullion* = lingot) et qui est une politique de protectionnisme monétaire direct et défensif : interdiction des sorties d'or; obligation pour les exportateurs espagnols de rapatrier leurs créances, et, pour les importateurs étrangers de marchandises espagnoles, de dépenser les leurs en Espagne; surévaluations artificielles¹ des monnaies

1. Comparez cela de nos jours, dans les pays qui pratiquent la liberté monétaire, à une dévaluation systématique entreprise pour provoquer des

étrangères, pour les attirer en Espagne. Ces diverses mesures bullionistes sont prônées par les auteurs et mises en pratique par les gouvernements. Les auteurs sont nombreux, mais aucun ne tranche. On cite Orthiz, comme champion des mesures bullionistes, et Olivarès qui prône le protectionnisme commercial. Dans les faits, la politique bullioniste donne lieu à une réglementation minutieuse, et extrêmement désordonnée; car l'abondance d'or engendrait un niveau élevé des prix, et les gouvernements, ignorants de la théorie quantitative de la monnaie, ne saisissaient pas le lien qui unissait les deux phénomènes. Les mesures prises pour empêcher les prix de monter se mêlaient aux mesures prises pour retenir l'or, avec une inextricable incohérence. L'État intervenait à tort et à travers, dans tous les sens. Le résultat fut la hausse des prix, la paralysie du commerce extérieur, la misère générale¹. L'afflux excessif de l'or américain, et la politique bullioniste qui l'a retenu de s'écouler à l'étranger, sont à l'origine du déclin économique de l'Espagne. Le danger n'a pas tout à fait échappé aux derniers et aux plus grands mercantilistes espagnols et italiens (à cette époque le Royaume de Naples et beaucoup de pays d'Italie sont sous la domination espagnole). C'est en Espagne le Jésuite Mariana; c'est en Italie, après Botero (1540-1617), le Calabrais Antonio Serra, emprisonné à Naples probablement comme faux monnayeur (nous ne sommes plus au Moyen Âge : maintenant nos auteurs mettent la main à la pâte) qui demande que l'État intervienne activement pour favoriser le développement de l'industrie, tandis qu'il préconise l'abandon des réglementations en matière de monnaies et de change, parce que — pour lui déjà — le taux du change n'est qu'un symptôme passif de la situation économique. Cet éclair de perspicacité n'empêche pas Serra de professer que ceux qui nieraient que l'abondance du numéraire fût chose

rentrées d'or; et, dans les pays à contrôle des changes, à des pratiques comme celle des marks-touristes ou des marks-bloqués, délivrés à un taux de change inférieur au taux officiel.

1. L'Espagne du xvii^e siècle, c'est déjà réalisée la perspective que projettent dans l'avenir les admirables chansonniers Gilles et Julien : « Vous verrez encor'... — l'homme crever de famine — sous des montagn's d'or. »

désirable *debiano essere inviati in Anticira* (traduisez : à Charenton). La prospérité de l'Espagne est en train de mourir de l'« erreur chryshédoniste ». Mais l'« erreur chryshédoniste » n'est pas morte.

A cette époque, les métaux précieux du Nouveau Monde proviennent exclusivement des colonies espagnoles et portugaises. Les pays autres que l'Espagne n'exploitent pas de mines d'or. Il ne s'agit pas pour eux de conserver l'or, mais de l'attirer. C'est ce que les mercantilistes français tenteront de faire en encourageant la production, surtout manufacturière; et les Anglais en favorisant le commerce.

Par opposition au mercantilisme espagnol, chryshédoniste et bullioniste, on a l'habitude de dire industrialiste et étatiste le mercantilisme français. C'est que l'on songe à la politique menée par les rois de France en faveur des industries. Cette politique porte un grand nom : celui de Colbert, qui accède au pouvoir dès la première année du règne personnel de Louis XIV, en 1661. Mais nos grands doctrinaires mercantilistes sont de beaucoup antérieurs à Colbert : Jean Bodin, dont *La République* est de 1576; Antoyne de Montchrétien, dont *Le Traicté d'Oeconomie politique* — premier du nom — porte la date de 1615. L'industrialisme les définit moins que l'humanisme. Ils sont l'un et l'autre, le second surtout, assez peu connus. Comme c'est dommage! Le mercantilisme français est tellement plus aimable que le simpliste bullionisme espagnol, que l'âpre et sec mercantilisme anglais! Entre la doctrine du bas de laine et celle du livre de comptes, nous croyons découvrir une oasis de poésie! Pas de dogmes figés, pas de système : un bon sens alerte, à l'affût de ce que suggèrent les faits, sans préjugés. Nous aurons un mercantilisme libre-échangiste avec Jean Bodin; un mercantilisme autarciste avec Montchrétien; un mercantilisme agraire avec Sully; un mercantilisme industrialiste avec Colbert, un mercantilisme fiduciaire avec Law. Rien de tel que les doctrines françaises de ce temps-là pour faire perdre leur latin aux professeurs qui s'efforceraient à construire quelque schéma unique du mercantilisme.

Théologien, juriste, avocat, diplomate, politique, Jean Bodin — né à Angers en 1530, mort de la peste en 1596 — est un de nos grands humanistes du xvi^e siècle. Il a un pied dans le Moyen Age, un autre dans la pensée moderne. Il a laissé une *Démonomanie*, c'est-à-dire un traité sur la sorcellerie, rempli d'histoires pour nous ahurissantes. Mais il est un des premiers à avoir prêché la paix entre protestants et catholiques. Député du Vermandois aux États Généraux de Blois en 1576, il est envoyé en disgrâce à Laon parce qu'il oppose la théorie de la souveraineté déléguée à celle du pouvoir royal de droit divin. Or c'est là une position rétrograde : ce sont les libertés féodales que Bodin défend contre le pouvoir royal qui s'affirme¹ : ce faisant, pourtant, il tend la main à Sieyès et à Mirabeau, il annonce la Déclaration des Droits de l'Homme. Jean Bodin, aux États Généraux, affirme encore l'inaliénabilité du domaine public : et cette théorie est d'un novateur, qui dépasse la conception patrimoniale et féodale de la Royauté. Mais à côté de cela, — en cette assemblée réunie pour faire face aux dépenses accrues du pouvoir central en plein développement — il se montre hostile à l'impôt, il affirme que toutes les dépenses du souverain doivent être couvertes par les revenus du domaine de la couronne². Telle est la pensée de Bodin, riche mélange d'archaïsme et de nouveauté.

Jean Bodin entre sur la scène de l'histoire des doctrines économiques avec sa célèbre *Réponse aux Paradoxes de M. de*

1. Et dont Jean Bodin se fait par ailleurs l'un des plus hardis avocats : théoricien novateur du principe monarchique et de l'indivisibilité de la souveraineté.

2. Bodin vitupère les « impôtteurs », c'est-à-dire les princes qui imposent leurs sujets. Denys le Tyran, croit-il, est le premier qui ait levé des impôts. Et Bodin ajoute : « Si mes souhaits avaient lieu, je désirerais qu'une si détestable invention eût été ensevelie avec son auteur. » A l'impôt, Bodin préfère même l'emprunt, que le Roi doit un jour rembourser sur les revenus de son domaine, tandis que l'impôt est définitivement — en même temps qu'obligatoirement et injustement — prélevé sur les sujets. Cela dit, Bodin ne repousse pas sans discernement l'impôt en pratique. Il faut bien remplacer les ressources perdues du domaine public indûment aliéné ! Il faut bien faire face aux besoins de la guerre ! Or « il n'y a rien de plus juste que ce qui est nécessaire », conclut Bodin avec son réalisme bon-enfant, qui n'a point encore de résonance cynique.

Malestroict, qui date de 1568 : un écrit d'occasion, qui défiéra les siècles. A cette époque, les esprits se préoccupent de trouver les causes de l'« enchérissement de toutes choses ». M. de Malestroict a répondu en accusant les nombreuses mutations monétaires effectuées par les rois, et en réclamant leur cessation. Bodin va mettre en valeur une autre cause : l'afflux de métaux précieux. Cette première affirmation de la théorie quantitative de la monnaie — si précieuse qu'elle puisse paraître pour la science économique —, serait de peu d'intérêt pour une histoire des *doctrines*, n'était que Bodin y découvre une consolation à l'élévation des prix. « L'abondance d'or et d'argent — écrit-il — *qui est la richesse d'un pays* — doit en partie excuser la charté. » Tout le chryshédonisme est dans cette petite incidente.

Mais la *Réponse aux Paradoxes* nous apparaît d'un mercantilisme moins classique quand elle aborde la question du commerce extérieur. Outre l'abondance monétaire, une autre cause de la « charté », selon Bodin, c'est la « disette », dont il rend en partie responsable « la traite », c'est-à-dire l'exportation des marchandises françaises, surtout à destination de « l'Espagnol paresseux... qui ne tient vie que de France ». Bodin toutefois se défend de vouloir « retrancher du tout la traite ». Les Français — « lesquels, dit-il, ne se peuvent nourrir de curedens, comme l'Italien » — ont besoin d'importer un grand nombre de marchandises, qu'ils ne produisent pas eux-mêmes. Et quand bien même — ajoute-t-il — nous pourrions vivre « sans crainte ni espérance d'autrui... encore deverions-nous toujours trafiquer, vendre, achepter, échanger, prester, voire plutôt donner une partie de nos biens aux étrangers... et même à nos ennemis... (car ainsi) nous gagnerions plus leur amitié qu'à leur faire la guerre ». Et Bodin, pour éviter « le déshonneur à la France », demande qu'on traite les commerçants étrangers « en douceur et amitié » et qu'aucune mesure de discrimination « n'empesche le cours de la trafique, *qui doit estre franche et libre*, pour la richesse et grandeur d'un Royaume ». Mais le libéralisme commercial de Bodin n'est pas une doctrine de passivité. Bodin revendique toute une série de réformes monétaires (simplifica-

tion et unification de la terminologie monétaire, instauration de ce que nous nommerions un bimétallisme universel avec rapport légal de l'or et de l'argent), afin de « moyennér l'aisance de la trafique ». Ainsi le souverain intervient, mais pour donner l'impulsion aux initiatives privées, pour féconder, pour dilater la liberté. Par-delà le mercantilisme, nous touchons là sans doute une conception spécifiquement française du rôle de l'État.

En 1576, après que les positions audacieuses prises par lui aux États de Blois l'eurent fait envoyer en disgrâce à Laon, maître Jean Bodin — cédant à la mode platonicienne de l'époque — publie une *République* en six livres. C'est un ouvrage humain, respectueux du droit naturel, hostile à l'esclavage, hostile à l'usure, hostile à la guerre — et à l'impôt qui pour Bodin est un corollaire de la guerre — universaliste, tout à fait opposé au courant cynique de Machiavel. Entre *La Réponse* et *La République*, Bodin a vécu. Au contact des réalités politiques et des réalités financières, sa pensée s'est mûrie. La plupart des thèmes mercantilistes ont pris forme en son esprit. Il est populationniste comme le Moyen Age et comme le mercantilisme. Mais c'est le point de vue mercantiliste qui domine : « Il n'est richesse ni force que d'hommes », écrit Bodin, qui salue dans le nombre élevé des habitants un facteur de prospérité économique et de puissance militaire. Sa doctrine commerciale aussi devient classiquement mercantiliste et industrialiste. Droits à l'exportation sur les fabricats français dont l'étranger ne peut se passer, droits à l'importation sur les fabricats étrangers que la France peut produire, interdiction de l'exportation des matières premières, encouragements à leur importation, c'est presque tout le programme colbertiste qui déjà s'élabore, sous la plume de l'humaniste Jean Bodin.

L'année même où Bodin fait paraître sa *République*, naît à Falaise Antoyne de Montchrétien. De la douceur angevine, nous passons à l'âpreté normande. Et ne fallait-il pas que le mercantilisme français eût des racines en Normandie? Poète à l'instar de son compatriote et contemporain Malherbe, Montchrétien publie à Caen une tragédie en vers; puis il tue en duel

un seigneur des environs de Bayeux, se voit en grand danger d'être pendu, s'enfuit en Angleterre, d'où bientôt il revient grâcié... et économiste. En 1615, il publie son *Traicté de l'Oeconomie politique*, qu'il dédie à Louis XIII et à la Reine-mère. Hélas! Louis XIII à son gré ne tient pas assez compte des conseils qu'il renferme. Par dépit, Montchrétien, — qui, semble-t-il, est de confession catholique — fomenta une révolte huguenote dans la région normande. Il est tué dans une embuscade, en 1621. Le tribunal de Domfront et le Parlement de Rouen condamnent son cadavre à être mutilé et brûlé, et les cendres jetées au vent.

Ainsi s'éclaire le contraste des deux personnages qui dominent la littérature mercantiliste française. Bodin est un modéré, qui condamne la violence, prêche la tolérance religieuse, reproche à la théologie catholique de justifier en certains cas le régicide; Montchrétien est un aventurier séditieux, entreprenant et instable, courageux et brusque. Bodin est un humaniste, un sage; Montchrétien a plus de brillant que de culture; il éblouit et conquiert plus qu'il ne convainc. On l'a dit ¹, Bodin fait d'avance penser à Montesquieu; et Montchrétien, c'est Cyrano de Bergerac avec l'accent normand.

Inventeur du terme d'« économie politique » Montchrétien ne l'est pas de la chose. Son livre n'est guère qu'un commentaire d'actualité. Montchrétien soumet à Louis XIII et à la Reine ses réflexions et suggestions. Pour un mercantiliste — et Montchrétien l'est bien plus profondément que Bodin — le premier but du gouvernement c'est la richesse, et la richesse est affaire de gouvernement. « L'on ne saurait — écrit Montchrétien — diviser l'économie de la police » (c'est-à-dire de la politique, de l'administration)... « Toute société semble être composée de gouvernement et de commerce. » Montchrétien blâme les moralistes contempteurs du commerce. « Ceux-là se trompent — écrit-il — qui mesurent la félicité d'un Etat par la seule vertu simplement considérée, et pensent que cette vie ainsi tracassée à l'appétit du gain luy soit du tout contraire. Nous ne sommes plus au temps que l'on se nourrissait de glan tombé des chesnes

1. M. Gonnard, en substance.

secous, que les fruits que la terre produisait et l'eau pure étaient de grand's délices... » Si l'on objecte les « blasphèmes et parjures arrivans pour et sur le prix des choses..., ce sont — répond Montchrétien — vices de l'homme, non de l'art, qui se peut exercer purement et nettement sans iceuz ». Mais soyons indulgents aux esprits marchands, « s'ils se montrent ordinairement plus attachez de leur propre convoitise que de l'affection du public » : c'est là « un trait de leur art... Les meilleurs sont ceux qui peuvent gagner davantage ». Et tout est bien ainsi, car « *l'heur des hommes consiste principalement en la richesse... nous ne vivons pas tant par le commerce des éléments que par l'or et l'argent. Ce sont deux grands et fidelles amis.* Ils suppléent aux nécessités de tous hommes. Ils les honorent parmi toutes gens ». Si naïvement, si fraîchement exprimé, le chryshédonisme ne devient-il pas aimable? Et Montchrétien de montrer en l'argent le nerf de la guerre, et de faire l'éloge de la Hollande qui, « avec le labour français a meslé la ménagerie (la politique) anglaise ». Tel est l'idéal que Montchrétien propose à Louis XIII, pour la France.

Montchrétien montre la France pillée par l'étranger, qui la dépouille de ses capitaux et de ses richesses. Le temps n'est plus où la France « vivait contente de soi-même, comme une épouse fidèle bien gardée pour son époux et sa famille ». Les marchands et emprunteurs étrangers l'ont envahié, et « nous bouchent toutes les advenues du profit ». Il y faut mettre ordre par « une bonne police ¹ ». C'est toujours vers le pouvoir que les mercantilistes se tournent, vers l'État qui, dit Montchrétien, doit toujours rester *l'œil ouvert et l'oreille alerte*. Il appartient au Roi de restreindre les droits des étrangers, de protéger, d'isoler l'économie française. *Que le pays fournisse le pays*. La nation ne doit importer que ce qu'elle ne peut produire; elle ne doit exporter que ce qu'elle ne peut consommer elle-même. « Il n'y a que la seule nécessité qui doive contraindre de prendre ailleurs ce que l'on n'a point... l'entretien des Estats est comme celui du corps, qui retient de la nourriture la portion nécessaire, et rejette le

1. C'est-à-dire : une bonne politique.

superflu. » Doctrine de repli, de défense et non d'expansion : tout l'opposé du mercantilisme anglais. C'est que pour Montchrétien la France est un jardin de délices, un foyer de bonheur; la terre privilégiée de la courtoisie et de l'aisance raffinée. Il en faut cultiver, préserver les fleurs et les fruits de civilisation. Et sans doute, Montchrétien supplie le Roi de « planter et provigner de nouvelles Frances » en établissant des colonies outre-océan; de faire la guerre, d'étendre les frontières; mais non de conquérir des marchés extérieurs. C'est déjà la tendance française moderne : annexions territoriales, assimilation politique et culturelle de peuples lointains, plutôt qu'expansion économique parmi les voisins...

Le mercantilisme est une politique autant qu'une doctrine. En France, dès le règne de François I^{er}, le chancelier Duprat s'attache systématiquement à stimuler par des réglementations appropriées l'industrie, la banque, le commerce extérieur, la navigation. Avec Henri IV, nous avons Sully, imbu de l'idée chryshédoniste, soucieux de développer les exportations pour attirer l'or, avocat et praticien des mesures bullionistes. Sully est un fervent de l'initiative étatique et de la réglementation — et en cela il est nettement mercantiliste. Mais Sully désire spécialiser la France dans la production et l'exportation des denrées agricoles. Et son « mercantilisme agraire » (auquel les physiocrates, un siècle et demi plus tard, emprunteront ce qu'il a d'agrarien pour rejeter ce qu'il a de mercantile) apparaît comme une hérésie. Car le mercantilisme français, pour chacun, c'est Colbert; et Colbert, c'est l'industrialisme.

On l'a dit, Colbert a fait de la France un État et une usine. Sous son impulsion, les manufactures surgissent et s'étendent, la marine marchande se construit. Le but premier, c'est l'or à attirer dans le royaume; et pour cela, les marchés étrangers à conquérir par la qualité des produits français. Le moyen, c'est la réglementation; mais une réglementation qui stimule, encourage, vient en aide; nullement étouffante. Colbert c'est l'idéal laborieux et heureux de la France, active mais jamais courbée sous la tâche, disciplinée et libre, persévérante mais toujours entreprenante. Si notre pays est devenu au xvii^e siècle une

grande puissance économique, militaire, navale, coloniale, c'est grâce à l'intervention de l'État, et c'est grâce aussi à une politique douanière d'un mercantilisme très orthodoxe. Comme dit Dupont-White, « il en coûta vingt années d'efforts au despotisme et au génie »... de Colbert.

Et soixante ans plus tard, sous la Régence, voici John Law, doctrinaire novateur, doué de géniales intuitions prophétiques, non moins que malheureux expérimentateur. John Law a gardé en France une assez mauvaise réputation, presque celle d'un escroc. Qu'est-ce qu'un escroc? Souvent un honnête homme un peu trop génial, philanthrope avec un peu trop d'exaltation, et qui n'a pas la bonne fortune de réussir! Law avait une doctrine aussi réfléchie qu'audacieuse, tout à fait remarquable pour son époque, et pour quoi la nôtre — qui s'est tant émerveillée des « miracles de crédit » et tant essayée à les produire — se devrait montrer moins sévère. Law fait de la monnaie le pivot de la vie économique, et préconise une politique monétaire d'État. Et cela est bien mercantiliste. Seulement Law n'envisage pas l'accumulation de la monnaie comme un but en soi, mais bien la circulation de la monnaie, abondante, comme le moyen par excellence de stimuler le commerce et la production. Et la monnaie pour lui, ce n'est pas nécessairement la monnaie métallique, l'or et l'argent; c'est aussi bien la monnaie fiduciaire, plus facile à multiplier et qui ne coûte rien. On a fait du chemin depuis « l'erreur chryshédoniste »! Est-ce là encore du mercantilisme? Ou bien un « néo-mercantilisme » comme dit M. Gonnard? ou encore de l'« anti-mercantilisme » comme dit Dubois (pour qui le mercantilisme implique une doctrine métalliste de la monnaie)? Querelle de mots, aussi vaine qu'insoluble : le mercantilisme n'a pas de frontières naturelles, et pas non plus de frontières nettement délimitées par les traités. Qu'il nous suffise d'avoir mis en lumière la richesse de la pensée économique française entre 1560 et 1750, et qu'elle fait éclater les cadres rigides du mercantilisme scolaire.

Quand on évoque le mercantilisme français, on entend bruire les manufactures au rythme clair des chansons de France. Avec

le mercantilisme anglais, on respire le vent salé du large, on perçoit le froissement des effets de commerce. Voici un mercantilisme vraiment, purement mercantile. L'idéal du colbertisme, c'était d'importer le moins possible — sauf des matières premières — et d'exporter des fabricats. Les mercantilistes anglais veulent bien importer, à condition qu'ils exportent davantage encore, et transportent le plus possible. Leur but, c'est d'obtenir un excédent actif de la balance du commerce, que déjà ils analysent en détail, et dans laquelle ils font une place importante à ce que nous appelons aujourd'hui les exportations invisibles, en particulier aux frets. Pour eux l'excédent de la balance mesure et constitue le gain du commerce extérieur.

Les auteurs sont nombreux; le plus souvent ce ne sont pas comme Bodin et Montchrétien des intellectuels et des humanistes, mais des hommes de la pratique, marchands ou hommes d'État. Les plus célèbres sont Thomas Mun (1571-1641), Josias Child (1639-1690), William Temple (1628-1698), Charles Davenant (1656-1714), — et William Petty (1623-1687) qui déjà laisse pressentir le libéralisme et dont nous reparlerons plus loin. Mais le mercantilisme le plus orthodoxe conserve des représentants en Angleterre jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle. C'est en 1767 seulement que James Steuart publie *An Inquiry into the Principles of Political Economy, etc.* (ce titre a quatre lignes) qui pour la première fois donne en anglais son nom à notre science, cent cinquante ans après que Montchrétien l'en a chez nous baptisée. Pour bien comprendre l'origine de ce terme, il faut d'abord songer à l'« économie » d'Aristote. L'épithète « politique », que les mercantilistes adjoignent, signifie qu'ils entendent se placer non plus dans le cadre du domaine familial, mais au plan de la cité (πόλις). Porter les problèmes de la gestion des affaires domestiques à l'échelle des États, c'est tout le mercantilisme. Aucune expression ne pouvait mieux désigner l'entreprise de Montchrétien, de Steuart.

En Angleterre — « nation de boutiquiers », comme on dira plus tard — les auteurs mercantilistes s'adressent aux marchands, et non plus au Roi comme Montchrétien : c'est de la soif individuelle du profit et de l'âpre ingéniosité des marchands

qu'ils attendent l'enrichissement national, plutôt que de l'impulsion gouvernementale. Ce n'est point qu'ils ne prônent l'intervention de l'État. Pour augmenter la quantité de travail, il faudra diminuer le nombre de jours chômés, aménager l'assistance publique de manière à favoriser la natalité, imposer au plus grand nombre le travail et la vie frugale. L'État pratiquera la tolérance religieuse pour attirer les émigrés étrangers, il facilitera les naturalisations. Admirez combien ce mercantilisme, étroitement nationaliste en ses fins, est cosmopolite en ses moyens! Montchrétien n'aurait pas préconisé de telles mesures, et Bodin ne l'a fait partiellement que par humanité! Les mercantilistes anglais attendent encore de l'État qu'il favorise le défrichement des terres incultes, afin de limiter les importations de grains; qu'il acquière des colonies, afin que la nation en puisse tirer des matières premières, y puisse écouler ses fabricats. Surtout l'État pratiquera une politique douanière orientée vers l'obtention d'un excédent de la balance du commerce. Car pour les mercantilistes anglais, tout se ramène à cette fameuse comparaison des deux postes de la balance. L'une des conditions essentielles à la conquête des débouchés extérieurs, c'est le bas niveau des salaires. De ce point de vue — qui est le seul duquel les mercantilistes anglais considèrent le travail — jamais le salaire ne peut descendre trop bas. Leur doctrine sera tout spécialement sévère aux ouvriers.

L'une des principales discussions auxquelles se soient livrés les mercantilistes anglais, est celle, célèbre, relative au taux de l'intérêt. Thomas Mun soutient qu'un taux élevé de l'intérêt est le signe d'une grande demande de capitaux, donc d'une grande activité commerciale, et qu'il faut par conséquent considérer un taux élevé de l'intérêt comme un élément favorable de la situation économique d'une nation. Josias Child répond que seul un bas taux de l'intérêt, en abaissant le coût de la production, peut permettre à l'Angleterre de soutenir la concurrence hollandaise. A la suite de Child, la plupart des mercantilistes anglais seront en faveur d'un bas taux de l'intérêt, tantôt réclamant la limitation du taux par voix d'autorité, comme *moyen* d'accentuer l'expansion industrielle et commerciale, tan-

tôt faisant valoir qu'un bas taux d'intérêt spontanément établi sur le marché des capitaux signifie abondance de numéraire, et constitue donc un *symptôme* favorable ¹.

La forme allemande du mercantilisme, c'est le caméralisme. On le rapprocherait plus facilement du colbertisme que des doctrines mercantiles anglaises. Toutefois le caméralisme n'est pas une politique, c'est une science, plus exactement c'est un enseignement : un enseignement sur les choses de l'État, institué par l'État. Le mot *Kamera* désignait alors le lieu où l'on rangeait le trésor public. Les caméralistes enseignaient les règles d'une bonne gestion des finances du Prince. C'est dès 1500 que l'on commence dans les universités allemandes, et d'abord à Strasbourg, à fonder des chaires de science camérale. Les caméralistes sont les plus anciens professeurs d'économie politique. Leur enseignement n'a cessé de se développer en Allemagne jusqu'en plein XIX^e siècle, sous l'impulsion constante des gouvernements; il a connu une période d'essor particulièrement brillante pendant la guerre de Trente ans. Tandis que l'enseignement caméraliste se développait, sa matière s'étendait, jusqu'à englober toutes les questions de droit public, de science politique, d'économie politique, de géographie économique, voire de technique productive. Alors que les écrits mercantilistes en Angleterre sont l'œuvre de polémistes, de pamphlétaires, la science camérale est une science de professeurs, et de professeurs allemands investis d'une fonction officielle. Elle est docte, massive, compacte; abstraite, mais non moins solidement orientée sur la solution des problèmes pratiques allemands de l'heure.

Le caméralisme est populationniste, industrialiste, protectionniste, nationaliste, interventionniste : parce que l'Allemagne est sous-peuplée, dépeuplée par les guerres; parce que l'Allemagne a sur l'Occident, du point de vue industriel, un retard considérable, et ne peut songer à se créer une industrie, qu'elle

1. De nos jours, un Keynes s'appuie sur cette théorie mercantiliste de l'intérêt. Dans sa *General Theory* (1936) brillamment il l'oppose à la thèse de Böhm-Bawerk et de l'école autrichienne, — laquelle nie que la quantité de monnaie en circulation puisse avoir une influence quelconque sur le taux du revenu du capital.

n'en protège les premiers pas contre la concurrence des pays plus avancés; parce que, tandis que la France, de Louis XI à la Fête de la Fédération, est en train de se faire, le sens de l'État n'est pas encore né en Allemagne. Il s'agit pour les caméralistes d'en sortir, et d'en sortir méthodiquement. Et le caméralisme prône à peu près les mêmes mesures que Montchrétien, que Colbert. Mais le caméralisme est allemand. On n'y sent point cet individualisme, ce républicanisme, comme on l'a dit, qui souffle dans la voile mercantiliste française. Le caméralisme — si l'on nous permet un barbarisme à la mode — est « communautaire ». Il est beaucoup moins hostile aux corporations que le mercantilisme. Il ne compte point tant sur les initiatives d'individus courant à la recherche du profit, même stimulées et disciplinées par le gouvernement, que sur la convergence organique d'efforts conçus en vue de l'intérêt général, sur le développement du sens national, sur un labeur commun concerté et méthodiquement organisé.

Le caméralisme s'est prolongé jusqu'en plein XIX^e siècle. Il donne la main à la doctrine de l'économie nationale de List, à l'historisme de Roscher, dont nous parlerons à leur heure. Il a marqué durablement la pensée économique allemande — que l'essor capitaliste et la doctrine libérale ou marxiste n'ont jamais détournée durablement de ses traditions organisatrices et « communautaires ». Dans la *Stratégie économique* d'un Wagemann, dans les savantes réussites financières d'un Schacht ou d'un Funck, on sent les lointains disciples des professeurs caméralistes. Et c'est sans doute du caméralisme allemand que pourraient, avec le moins d'artifice, rapprocher l'époque contemporaine tous ces amateurs d'actualité dans l'histoire des doctrines, à qui le renouveau présent du protectionnisme monétaire et commercial, du nationalisme économique et de l'interventionnisme suffisent à parler de « néo-mercantilisme » au XX^e siècle.

En revanche, c'est le mercantilisme français et surtout britannique qu'il faut considérer si l'on veut saisir la transition qui conduit du mercantilisme à l'économie libérale. Le mercan-

tilisme espagnol disait : « gardons l'or ». Le mercantilisme français : « attirons-le, en exportant des fabricats; et pour cela développons l'industrie ». Le mercantilisme anglais dit : « Vendons plus que nous n'achetons. » Le principe de la balance du commerce est une forme évoluée, perspicace du chryshédonisme : mais qui en va tout aussi bien faire apparaître la contradiction. Il sera bientôt évident qu'une balance du commerce ne saurait demeurer indéfiniment excédentaire. Les mercantilistes attardés, que l'on appelle parfois antimercantilistes, vont le pressentir. Ricardo le démontrera plus tard. Mais si l'or que l'on amasse dans le pays doit nécessairement s'enfuir quel que jour, à quoi bon l'accumuler? Est-ce vraiment là le but du commerce? Le gain que la nation en retire est-il donc si vain, qu'il doive nécessairement être suivi d'une perte compensatoire? Ou bien le commerce extérieur ne serait-il pas fécond en soi, indépendamment des importations d'or auxquelles il donne naissance lorsque la balance est positive, et simplement parce qu'il augmente les satisfactions de tous? C'est ainsi que la mise en valeur, par les mercantilistes anglais, d'un moyen raffiné d'amasser l'or (l'excédent de la balance des comptes) a jeté le doute sur la valeur des fins chryshédoniques. On aperçoit alors les avantages proprement économiques de la division internationale du travail; et la voie est ouverte, qui mène au libre-échangeisme. Cependant la doctrine monétaire subit une évolution parallèle. Le chryshédonisme primitif confondait l'or et la richesse. Mais bientôt ce n'est plus tant l'accumulation de l'or que l'on désire, qu'une circulation abondante de monnaie métallique ou fiduciaire, pour stimuler la production des biens consommables, par quoi maintenant on définit la richesse. Il ne reste plus qu'à minimiser de plus en plus l'action de la monnaie, jusqu'à ne plus voir en elle qu'un écran trompeur, et dire que les produits s'échangent contre les produits. De la monnaie substance de la richesse à la monnaie active, puis à la monnaie neutre, c'est ainsi que l'on passe du chryshédonisme à Jean-Baptiste Say.

Pour saisir sur le vif ces transitions doctrinales, il faut aborder des auteurs comme l'Anglais William Petty (1623-1687). Antibullioniste, libéral en matière de commerce extérieur,

Petty a déjà la notion de lois économiques naturelles. On a fait de lui le précurseur de Ricardo. Mais il est encore assez mercantiliste pour vouloir vendre l'Irlande, après avoir transporté de force tous ses habitants en Angleterre afin d'y augmenter la densité de la main-d'œuvre.

En France, on qualifie parfois d'« antimercantiliste » Boisguilbert, mort en 1714. Mais Cantillon surtout mériterait ici mieux qu'une allusion. Irlandais par sa naissance, il est Français par sa carrière. C'est un voyageur, qui a visité toute l'Europe, et le Japon, et le Brésil. C'est un banquier, rival de Law, mais qui s'est enrichi en spéculant sur le « Système ». Son principal ouvrage *De la Nature du commerce en général* parut à titre posthume en 1755. Cantillon est peut-être le premier économiste qui ait une conception vraiment scientifique de l'économie politique, qui lui assigne comme fin la connaissance et non pas l'action. Mais il reste protectionniste, cependant que sa théorie de la valeur-terre (presque symétrique de ce que sera plus tard la théorie classique de la valeur-travail) fait pressentir les physiocrates.

La pensée de tous ces auteurs est riche et nuancée, et de meilleure qualité sans doute que celle des mercantilistes classiques. Leurs œuvres foisonnent de fines remarques, de raisonnements judicieux, d'intuitions prophétiques. Mais on ne les peut résumer aisément. Il n'est pas rare qu'elles contiennent des affirmations difficilement conciliables entre elles, et qui se neutralisent les unes les autres. Ces auteurs de transition se reprennent sans cesse eux-mêmes. Ils voient tous les aspects des choses, mais manquent d'esprit de synthèse. Leurs œuvres sont des musées remplis d'objets de prix, mais non point inventoriés ni classés. La tâche du guide est bien ingrate...

Dans l'histoire des doctrines économiques, comme dans celle de l'humanité au dire de Saint-Simon, les époques organiques alternent avec les périodes critiques. Les secondes sont de beaucoup les plus vivantes et les plus riches, mais l'histoire en est presque impossible à faire, et c'est pourquoi elles restent mal connues. L'historien des institutions ne retient que les

époques organiques. L'historien de la pensée, que les systèmes. Nous avons là sans doute l'explication de l'oubli relatif où sont longtemps demeurés Petty, Boisguilbert, Cantillon. Et aussi bien — quoique dans une moindre mesure — l'ensemble de la littérature économique de l'époque mercantiliste.

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE CLASSIQUE (1750-1871)

CHAPITRE IV

LES PHYSIOCRATES (1756-1777)

SITUATION DE LA PHYSIOCRATIE.

Avec les physiocrates commence, pour Gide et Rist, l'histoire des doctrines économiques. Ne crions pas trop vite au préjugé laïc et républicain! D'autres historiens sont moins exclusifs, pour qui 1758 — date de la publication par le chef des physiocrates, François Quesnay, de son *Tableau de la circulation des richesses* — n'en coupe pas moins en deux la ligne d'évolution de la pensée économique. Nul ne conteste guère que ce soit cette poignée de penseurs français, précurseurs immédiats et contemporains de notre Grande Révolution, qui ait fondé la science économique, il n'y a pas deux cents ans. Avant eux, l'Antiquité a laissé des utopies, des traités d'agronomie, des analyses juridiques; le Moyen Age des disputations de casuistique; le mercantilisme des recettes de gouvernement. Après eux, et directement issue de leur influence, ce sera l'œuvre d'Adam Smith, et la grandiose construction de l'école classique anglaise : le premier système que l'homme ait imaginé pour concevoir dans son ensemble le mécanisme de la vie économique, ancêtre direct de toute la théorie économique moderne.

Les physiocrates forment une école et un parti. L'école a son credo, ses dogmes, son catéchisme, son vocabulaire hermétique. A sa tête, son fondateur et chef incontesté : François Quesnay, médecin de la Pompadour et de Louis XV. Autour de lui, des nobles de cour, comme le marquis de Mirabeau (le père, l' « Ami des Hommes ¹ »); des gens de robe comme Le Mercier de La Rivière, Le Trosne et Dupont de Nemours; des ecclésiastiques comme l'abbé Baudeau. Leurs œuvres importantes s'échelonnent toutes sur vingt années, entre 1756 (date de la publication par Quesnay de l'article « Fermiers » dans *L'Encyclopédie* de Diderot) et 1777, où paraît *De l'Intérêt social* de Le Trosne. Le *Tableau économique* de Quesnay (1758) est comme le manifeste de l'école physiocratique ou, — c'est ainsi qu'on la nommait alors, — de la « secte des économistes ». Tous les mardis, chez Mirabeau, à partir de 1767, elle tenait des « assemblées ». Elle rayonnait en plusieurs provinces, dans les grands centres des régions rurales ². Et bientôt les salons parisiens se mettent de la partie. Les dames s'ont d'oreilles que pour les « économistes » — ou pour ceux qui les raillent et les réfutent : Mably, l'abbé Galiani, Necker.

Comme le mercantilisme Colbert, la physiocratie a son grand ministre : Turgot. A vrai dire, Turgot n'est pas lui-même des « économistes ». Il raille parfois le vocabulaire et le dogmatisme de la « secte ». Plus que d'elle sans doute ses idées procèdent de Vincent de Gournay, personnage un peu obscur, intendant du commerce, mort en juin 1759 au lendemain du *Tableau économique* et avant l'institution des « mardis ». Mais c'est sur le mouvement issu de Quesnay que s'appuie le grand ministre de Louis XVI. Comme Quesnay est le chef de l'école, Turgot est le champion du parti physiocratique.

La doctrine physiocratique a fait d'illustres disciples à l'étranger. Joseph II en Autriche, la Grande Catherine en Russie, le roi Stanislas en Pologne, Gustave III en Suède se sont mis à l'école des physiocrates et inspirés de leurs prin-

1. C'est le titre d'un de ses ouvrages.

2. Par exemple à Caen où l'administration de l'intendant Fontette s'inspire des idées physiocratiques.

cipes de gouvernement. Mais la pensée et la littérature physiocratiques sont purement françaises. Or, tant par son recrutement et son inspiration l'école physiocratique est nationale, tant sa doctrine est universaliste. Et cette secte éphémère, qui ne comptera plus un adepte quarante ans après le *Tableau économique*, a une pensée perpétualiste. Nous sortons des perspectives bornées des mercantilistes, préoccupés de résoudre immédiatement des problèmes concrets, sans cesse en quête d'expédients empiriques. Les physiocrates s'imaginent découvrir les lois naturelles de la société, valables pour tous les temps et pour tous les pays. A nous, qui disposons du recul de l'histoire, apparaît une frappante disproportion entre les dimensions temporelles et spatiales de l'école physiocratique, et celles de ses prétentions scientifiques. Mais en cela même qu'ils ambitionnent de transcender l'espace et le temps, les physiocrates sont de leur pays et de leur époque. Universalisme et perpétualisme, n'est-ce point la pente naturelle de l'âme française, et tout particulièrement en notre xviii^e siècle révolutionnaire?

Les physiocrates sont des adeptes de ce qu'on a appelé la « philosophie des lumières ». Quesnay a collaboré à *L'Encyclopédie* de Diderot. Mais la philosophie française du xviii^e siècle a plusieurs visages, et les physiocrates en présentent une face particulière, que l'on pourrait qualifier de réactionnaire. Mieux que quiconque sans doute parmi leurs contemporains, ils nous font saisir au xviii^e siècle français, par-dessus l'humanisme de la Renaissance, une sorte de retour à des formes de pensée au parfum médiéval.

Les physiocrates réagissent contre l'immoralisme mercantiliste, et professent une philanthropie humanitaire. La fin de la vie sociale pour eux, c'est le bonheur des hommes, non la puissance ou le gain monétaire. Ils vantent la robuste simplicité des mœurs patriarcales et, comme le Moyen Age, louent l'agriculture et la vie des champs. En la Chine, que les récits de voyages du Père Amyot ont mise à la mode et que les physiocrates ne se lassent de proposer en modèle à l'Occident, n'est-ce point une structure économique précapitaliste, une société

médiévale contemporaine, qu'ils admirent? Et quand ils professent que le commerce est stérile, leur erreur ne fait-elle pas écho à celle qui fondait, chez les canonistes antérieurs à saint Thomas d'Aquin, la condamnation du profit commercial?

En réaction contre le pragmatisme mercantiliste, les physiocrates affirment de grands principes. La Nature, le Droit, l'Ordre¹, voilà des notions qui reprennent avec eux une valeur absolue et transcendante. Or cette foi du XVIII^e aux « Immortels Principes », n'est-ce point un implicite retour à la conception médiévale de la réalité des essences?

Les physiocrates sont déistes. Et sans doute la « Providence » raisonnable et philanthrope qu'ils invoquent n'a-t-elle qu'une parenté fort lointaine avec le Dieu personnel que figurent sous des traits humains les tympans de nos cathédrales. Pourtant Malebranche est l'un des maîtres des physiocrates. La secte compte plusieurs ecclésiastiques. C'est en théologien que Quesnay pose et résout le problème du mal, plus encombrant encore pour qui professe l'existence d'un Ordre naturel harmonieux et bienfaisant que pour qui croit au bon Dieu créateur.

Humanistes, les physiocrates le sont si l'on veut, mais pas à la manière de Bodin ni de Montchrétien. Ils croient en la raison plus qu'en la puissance de l'homme. Ils exaltent en lui le pouvoir de connaître, plutôt que celui d'agir. Découvrir la loi naturelle pour la respecter et s'y soumettre, tel est leur idéal : non point exalter le pouvoir des hommes sur et contre la nature. Pour les physiocrates comme pour les stoïciens de l'Antiquité — mais aussi comme pour tous les esprits religieux — la noblesse de l'homme est de pouvoir pénétrer des desseins qui le dépassent, et de concourir à leur réalisation par un comportement obéissant.

Sur le plan scientifique, un maître des physiocrates c'est Montesquieu, qui a conçu une discipline *a priori* de la politique et du droit; à son exemple ils construiront une économie déductive et normative. Ils ne doivent pas moins à Descartes,

1. [Note de la troisième édition.] Les majuscules sont de soi haïssables. Mais la couleur locale — ou la couleur du temps — les veulent nombreuses au chapitre des physiocrates.

duquel ils empruntent l'évidence comme critère de la vérité. Tel Descartes vers les mathématiques, eux se tourneront vers les sciences exactes. C'est par analogie avec la circulation du sang, contre laquelle la Faculté de Paris vient seulement de désarmer, que le médecin Quesnay imagine un circuit des richesses dont son *Tableau économique* développe le schéma.

En 1763 se termine, par la défaite de la France et par la perte de ses colonies, une période de guerres longues et onéreuses. Le gouvernement se trouve en butte à de graves difficultés financières. La crise sociale et politique commence à sourdre, d'où sortira la Révolution. Le retour à la terre, que prêchent les physiocrates, est un réflexe classique des périodes de ce genre. Après tant d'efforts réduits à néant pour étendre au dehors la puissance nationale, il ne reste plus qu'à se remettre à cultiver son champ. Réaction de repli après la défaite, réaction de sérénité après une déception. L'homme sur son déclin revient volontiers se reposer et mourir à la campagne qui l'a vu naître; telle est aussi la pente des peuples qui se sentent ou se croient décadents. Les prédications physiocratiques pour le retour à la terre traduisent l'angoisse de l'Ancien Régime chancelant sous les fastes frelatés de la cour de Louis XV. La grande épopée révolutionnaire allait bientôt montrer que seuls certains cadres avaient perdu vie.

La question qui domine sur le plan politique, à cette époque, est celle des finances publiques. Le Trésor est lourdement endetté. Le remède mercantiliste a échoué, avec le système de Law. On ne peut plus croire aux expédients. Seul un effort fiscal considérable peut clarifier la situation. Mais il se heurte à un gros obstacle : les privilèges fiscaux de la noblesse et du clergé. Les nobles et l'Église sont les grands propriétaires terriens. Si l'impôt ne les atteint, il ne saurait rendre. Le Roi, appuyé par les nobles de cour et les militaires, tente de faire céder les privilèges fiscaux, de « faire payer les riches ». Ceux-ci et principalement les nouveaux anoblis (« bourgeois gentilshommes », parlementaires) défendent âprement ces « libertés féodales » dont souvent ils ont de fraîche date acquis le bénéfice. Que le Roi restreigne d'abord le train de sa cour —

disent-ils, — et la crise financière sera bientôt résolue. Nous avons là presque toute l'histoire du ministère Turgot, et de son échec. Les physiocrates sont contre les privilèges, pour l'impôt foncier généralisé sur toutes les terres, nobles et ecclésiastiques aussi bien que roturières.

D'un point de vue plus proprement économique, les physiocrates poursuivent la réaction que Boisguilbert et Cantillon ont amorcée contre le mercantilisme. La politique de Colbert et de ses successeurs avait été industrialiste, et interventionniste. L'industrialisme mercantiliste avait engendré un déclin de l'agriculture française, dont une série de mauvaises récoltes était venue aggraver les fâcheux effets, tandis que la population s'accroissait. Les physiocrates exalteront l'agriculture à l'encontre de l'industrie, en appuyant leur *agrarianisme* sur la célèbre théorie du produit net. C'est ce que nous exposerons d'abord. — D'autre part l'interventionnisme colbertiste avait abouti à un excès de réglementation qui étouffait les initiatives et paralysait la production comme le commerce. Ici encore les physiocrates vont prendre le contrepied du mercantilisme. Ils seront libéraux, ils seront les premiers libéraux de l'histoire des doctrines économiques. Et ils appuieront leur *libéralisme* moins sur une analyse des mécanismes du marché de concurrence que sur une philosophie naturaliste et providentialiste, sur une doctrine de l'Ordre naturel. Nous en traiterons pour terminer.

LA THÉORIE DU PRODUIT NET ET L'AGRARIANISME DES PHYSIOCRATES.

Et donc, il s'agit de trouver de l'argent pour les finances publiques obérées. Où? et comment? En développant les manufactures, le commerce extérieur, et le gain mercantile comme le voulait la doctrine d'hier? En créant de la monnaie fiduciaire, comme l'avait tenté Law? Pour les physiocrates, la poule aux œufs d'or est ailleurs. Seule l'agriculture est productive, car seule elle crée plus de richesse qu'elle n'en consomme. L'indus-

trie, le commerce sont stériles; leur revenu brut n'excède pas leurs dépenses, ils ne fournissent pas de « produit net ». Telle est la thèse essentielle des physiocrates : subtile, sophistique, et qu'il n'est point facile de saisir. Les physiocrates réagissent contre le chryshédonisme. La richesse pour eux, ce n'est pas la monnaie, ce sont les biens matériels. La richesse, c'est de la matière. Or le commerce ne crée pas de matière. Et non plus l'industrie. Soit un menuisier qui s'empare d'un morceau de bois, dont il se propose de faire une table. La table achevée ne contiendra pas plus de bois que le menuisier n'en avait au point de départ; au contraire, car il s'est servi de la lime et du rabot, et voici son atelier jonché de déchets inutilisables. Mais l'agriculteur sème un grain de blé, et il en récolte dix. Pourquoi? Parce qu'au travail de l'agriculteur (qui est un homme et par conséquent ne peut rien créer), s'est ajoutée la fécondité de la terre, c'est-à-dire de la nature, c'est-à-dire, pour les physiocrates, de Dieu. « Dieu seul est producteur », s'écrie Dupont de Nemours dans une suggestive lettre à Jean-Baptiste Say. Parce que Dieu seul est créateur, et que, pour les physiocrates, produire, c'est créer. Non pas créer des utilités, comme nous disons aujourd'hui, mais créer de la matière, de la matière organique.

Sur la base de leur théorie du produit net, les physiocrates distinguent trois classes d'agents économiques. La classe des agriculteurs exploitants ou classe productive; la classe urbaine qu'ils appellent classe stérile; enfin la classe des propriétaires fonciers. Le *Tableau Économique* de Quesnay, dont Louis XV a tiré de sa main les épreuves et qui connut un succès immense, décrivait la circulation de la richesse entre les trois classes. C'est de l'activité de la classe productive que vivent les deux autres. Non seulement cette classe pourvoit à son propre entretien, mais elle fait encore des « avances » à la terre, et verse au propriétaire du sol un fermage qui représente le produit net. Les physiocrates insistent beaucoup sur les avances que les agriculteurs font à la terre : « avances primitives » (dépenses d'entretien, achat du bétail et du matériel d'exploitation) et « avances annuelles » (semences, engrais). Les physiocrates, dont leur anti-industria-

lisme fait des économistes rétrogrades, n'en sont pas moins, en tant qu'agronomes, gens de progrès : partisans décidés de la grande culture, de l'utilisation des chevaux pour les travaux des champs, de la diffusion des engrais animaux et minéraux, de la modernisation de l'outillage agricole, si l'on veut de ce que nous appelons aujourd'hui l'industrialisation de l'agriculture. — La classe que les physiocrates appellent stérile comprend les artisans, les commerçants, les fonctionnaires, les gens des professions libérales. Ils ne sont pas inutiles, mais ils ne produisent pas plus de valeur qu'ils n'en dépensent. Leur vie est assurée, leur nombre limité par le surplus de denrées alimentaires que les agriculteurs créent au-delà de leur propre consommation. — Reste enfin la classe des propriétaires fonciers, que les physiocrates mettent sur le piédestal. Plus encore que le grand fermier industriel, ils exaltent le type du gentilhomme philosophe, résidant sur ses terres au moins une bonne partie de l'année, surveillant ses exploitations, dépensant largement pour les féconder. C'est le propriétaire, à l'origine, qui a consenti à la terre les « avances foncières », et pris l'initiative et supporté la charge du défrichement du sol et de son aménagement pour la culture. Comme le propriétaire a fait la terre, il continue de l'incarner, il participe de la dignité que les physiocrates prêtent à la terre. La terre, c'est la nature, et la nature, c'est Dieu. Et le propriétaire est le symbole même de l'harmonie providentielle des intérêts. Tandis qu'il poursuit le sien propre — qui est d'accroître le produit net — il assure du même coup la prospérité de toutes les classes de la société.

Et non moins celle du souverain. Car les physiocrates ne portent le propriétaire au pinacle que pour le mieux plumer ensuite. Le rôle essentiel du produit net, c'est d'alimenter le trésor public. Les physiocrates ont attaché leur nom à la doctrine de l'impôt unique, assis sur le produit net de la terre, acquitté par les seuls propriétaires fonciers.

Telles sont, schématiquement présentées, les principales pièces de la construction physiocratique. Soixante ans plus tard, il n'en restera pas une seule debout. Il aura suffi de quelques décades pour que s'évanouissent toutes les « évidences » physio-

cratiques. N'en allez point conclure que l'œuvre des « économistes » ait été stérile. On a utilisé les cadres par eux imaginés. Leurs thèses ont été déformées et même parfois littéralement retournées; mais on les devine à l'origine de presque toutes les théories classiques et modernes. Chez Ricardo, à travers Smith, l'économie politique, de physiocratique et agrarienne, deviendra ponocratique et industrialiste. La théorie classique de la valeur-travail¹, ce sera un peu — encore que le problème posé ne soit pas le même — la thèse de la productivité exclusive de l'agriculture inversée. Mais ce sont les physiocrates qui ont ouvert la voie d'une économie théorique fondée sur l'hypothèse d'un seul facteur productif. — La rente de Ricardo, ce ne sera plus du tout le produit net des physiocrates. Celui-ci manifestait la générosité, celle-là reflétera l'avarice de la nature. Le produit net, c'était le baromètre de la prospérité nationale; le taux de la rente mesurera l'appauvrissement de la société. Avec les classiques, l'intérêt des propriétaires fonciers deviendra contraire à celui de la collectivité : tout l'opposé de la doctrine des physiocrates. Et pourtant ce sont eux qui les premiers ont regardé le revenu de la terre comme quelque chose de particulier, de privilégié, à part des autres revenus capitalistes; et cette opposition, longtemps encore, encombrera la pensée économique. — Les « classes » que distingue Ricardo ne seront plus celles des physiocrates. Mais ce sont eux qui les premiers ont eu l'idée de décrire le partage et la circulation de la richesse entre les différentes catégories d'agents économiques.

Et surtout, les premiers, ils ont présenté un tableau d'ensemble de la circulation des richesses, en supposant celles-ci constantes au cours d'une certaine *période* théorique (l'année), au bout de laquelle tout se retrouve dans la situation originelle. Par là les physiocrates sont les inventeurs de l'économie statique, et même les précurseurs de la notion de *circuit* qui de plus en plus, dans la statique économique moderne², tend à remplacer celle d'équilibre instantané.

1. Et plus encore la théorie marxiste de la plus-value. Cf. *infra*, chapitres V et IX.

2. Celle de l'économiste contemporain Josef Schumpeter, par exemple.

Les physiocrates ont fondé une méthode, une discipline. Ils ont construit des cadres dont le contenu variera par la suite, mais qui demeureront ceux de la science économique classique, et même moderne ¹.

LA DOCTRINE DE L'ORDRE NATUREL ET LE LIBÉRALISME DES PHYSIOCRATES.

Donc le produit net de l'agriculture est la seule source des avances foncières et des revenus du souverain. Il faut accroître le produit net. Comment cela? Par la méthode de Sully, en décalquant un mercantilisme agraire sur le modèle du colbertisme? Ce n'est pas ainsi que l'entendent les physiocrates. Leur solution, c'est la liberté du commerce des grains à l'intérieur et à l'extérieur. Ils en attendent d'abord l'unification et la stabilisation du prix du blé. Mais aussi son élévation. La liberté du commerce permettra l'avènement de ce qu'ils appellent « le bon prix » : le prix rémunérateur, qui permet au propriétaire de demander des fermages élevés. Ceci ne saurait être saisi que dans les perspectives de l'époque. Le mercantilisme industrialiste avait poursuivi une politique de bon marché des produits agricoles, afin de permettre de bas salaires et des coûts de production qui missent les fabricats français en bonne posture pour soutenir la concurrence étrangère. L'interdiction d'exporter du blé était l'une des principales mesures qu'eût inspirées un tel souci. Le résultat, c'est qu'à l'époque des physiocrates, le prix du blé en France était inférieur aux prix pratiqués dans presque tout le reste de l'Europe. Rendre la liberté au commerce des grains, cela signifie donc essentiellement, en ce temps-là, rétablir l'exportation des céréales, et par conséquent permettre aux prix français du blé de rejoindre les prix européens. Aisance pour le paysan, de par l'élévation des prix du blé;

1. [Note de la troisième édition.] On pourrait de nos jours présenter le *Tableau économique* de Quesnay comme un lointain ancêtre de nos calculs du revenu national, des budgets de secteurs que dressent nos statisticiens, et surtout de la méthode *input-output* de Léontieff.

sécurité pour le paysan, de par leur unification et stabilisation, tels étaient les buts de l'école. Et telle semble bien avoir été l'âme de l'« édit libérateur » de Turgot, en 1774. Malheureusement pour la fortune de l'expérience, une mauvaise récolte survint, dont les conséquences s'ajoutèrent à l'effet du rétablissement de l'exportation. Les prix du blé s'élevèrent plus que ne l'avait voulu Turgot; d'où la « guerre des farines », et la cabale où succomba le ministre physiocrate.

Le libre-échange pour le bon prix, cette formule nous apparaît paradoxale aujourd'hui que l'argument classique des libéraux, c'est que la concurrence engendre l'abaissement des prix au bénéfice du consommateur. Ici encore, les physiocrates ne seront suivis que moyennant un renversement complet de leurs perspectives. Mais à vrai dire leur libéralisme dépasse de beaucoup un empirique souci de retour sur les méfaits du colbertisme. Telle est peut-être l'occasion qui les a rendus libéraux. Mais les physiocrates ne sont pas libéraux d'occasion : ils sont libéraux de principe. A leurs yeux, il existe un « ordre naturel et essentiel des sociétés », voulu par Dieu, par la Providence, par la Nature (trois termes que séparent, en leur vocabulaire, des nuances à peine perceptibles). L'ordre économique naturel est en accord avec les droits naturels de l'homme, dont il implique le respect. Son fondement est l'harmonie des intérêts. Propriété individuelle, liberté des échanges, poursuite par chacun de son intérêt personnel, abstention de l'État en matière économique, tels en sont les éléments essentiels. Libre de produire comme il l'entend, de vendre à qui il veut au prix le plus élevé qu'il peut obtenir, l'agriculteur se décidera à faire à la terre les avances généreuses dont elle a besoin. Le produit net sera accru, et c'est sur le produit net de la terre que vit la classe stérile et que reposent les finances publiques. La liberté économique signifie donc le bonheur pour tous, et la prospérité du souverain.

Car les physiocrates, s'ils réduisent à néant le rôle de l'État en matière économique, exaltent son personnage ¹. Ils sont du

1.. [Note de la troisième édition.] Les physiocrates avaient très bien compris que le libéralisme implique un État fort. C'est aujourd'hui la faiblesse de

parti du Roi contre les nobles. Pour eux, le rôle de l'État n'est point tant de poursuivre une politique, d'administrer, de gouverner, que de reconnaître et promulguer les lois naturelles. Il doit en outre enseigner l'ordre naturel, afin que les hommes sachent les desseins de Dieu, les conditions essentielles de leur bonheur, et qu'ils agissent en conséquence. Les physiocrates insistent beaucoup sur cette mission d'enseignement qui revient à l'État. Ils font de l'État une sorte d'intermédiaire entre Dieu et l'homme. L'État physiocratique exerce le sacerdoce de la Raison. Les « économistes » voient dans l'État une autorité, alors que pour les mercantilistes interventionnistes, il n'était qu'un banquier, un commerçant. Le type du monarque prôné des physiocrates, c'est le despote éclairé : c'est Joseph II, c'est Catherine de Russie, qui sont leurs disciples. Nos premiers libéraux n'ont donc rien de commun avec ceux du siècle suivant, qui appelleront l'État un « mal nécessaire » et parleront de « l'État-chancré ».

Et cependant le « laissez-faire, laissez-passer » des physiocrates est à l'origine de la loi Le Chapelier, de l'abolition des corporations, de la suppression de la prohibition du prêt à intérêt — bref du régime économique libéral. Or, s'il n'est pas vrai de dire qu'il n'y ait de science économique que du régime libéral, il n'en demeure pas moins très probable que sans l'avènement historique du régime libéral — qui a séparé dans les faits l'économique du politique, et qui a différencié concrètement les unes des autres les diverses fonctions économiques — il n'y aurait jamais eu de science économique.

L'État qui fait chez nous obstacle à la restauration de l'économie libérale. Celle-ci supposerait un État qui se donne à sa mission de gardien de l'intérêt public, au lieu de se prêter à tous les autres. Le libéralisme entend que la vie économique soit en mode de jeu. Cela n'est pas concevable, à moins que ne soit hautement respectée la règle du jeu, et non moins qui l'édicte et fait appliquer. Pour que la liberté soit efficace, il faut que l'État soit prestigieux. Le fondement de la liberté, c'est l'autorité de la loi. La Révolution française l'a annoncé au monde. Pour l'avoir trop oublié, la France est aujourd'hui aux bords de la révolution (août 1953).

La doctrine physiocratique de l'ordre naturel a marqué le libéralisme français du signe de l'optimisme; et d'une certaine teinte de moralisme, de juridisme; et d'une certaine forme d'humanisme rationaliste que nous retrouverons même en dehors de l'école libérale chez presque tous les auteurs de chez nous. Et cependant de l'autre côté de la Manche — qu'il nous faut maintenant traverser — on s'emparait de la théorie du produit net, et on la retournait en quelque sorte, pour en tirer le premier système d'ensemble d'explication de la vie économique : celui de l'école classique anglaise.

CHAPITRE V

L'ÉCOLE CLASSIQUE ANGLAISE

Ce n'est pas une école, au sens où l'était en France la « secte des économistes ». C'est plutôt une lignée d'auteurs qui se succèdent les uns aux autres, qui se prolongent, se précisent, se corrigent et se complètent les uns les autres : Adam Smith, Malthus, Ricardo, Mac Culloch, James Mill, John Stuart Mill, pour ne citer que les plus grands noms.

La doctrine classique anglaise ne naîtra pas d'un coup de foudre intellectuel, comme le *Tableau économique* de Quesnay. Elle sera construite laborieusement, par trois générations d'économistes, à force de controverses subtiles et serrées, de conciliations délicates et de difficiles synthèses. Elle n'invoquera pas la clarté de l'évidence, comme faisait « l'ordre naturel »; mais bien plutôt la force convaincante de raisonnements solidement échafaudés, avec une rigueur sévère, avec une conscience scrupuleuse et souvent inquiète.

Les grandes œuvres de l'école anglaise s'échelonnent entre 1776, date de la publication de la *Wealth of Nations* d'Adam Smith, et cette année 1848 qui coupe en deux le XIX^e siècle, et qui est celle des *Principes d'économie politique* de Stuart Mill. Durant ces soixante-douze ans, l'école classique anglaise n'a pas été seule maîtresse du champ des doctrines. Jusqu'aux physiocrates inclus — si l'on fait abstraction de certains chevauchements dans les périodes de transition, et de quelques courants secondaires — les idées économiques présentaient un développement sensiblement linéaire. A partir de la fin du XVIII^e siècle, il n'en va plus ainsi. La pensée économique se

développe en éventail. Les écoles se multiplient, s'émiettent, tirent dans tous les sens. La troupe en marche se scinde en plusieurs colonnes divergentes. La colonne de base, s'il en est une, c'est sans contredit l'école classique anglaise. Nous commencerons par suivre son itinéraire. Puis nous devons revenir en arrière, pour parcourir la route de ses adversaires et de ses dissidents.

On ne peut comprendre les physiocrates, disions-nous, sans évoquer la philosophie du xviii^e siècle français. Le classicisme ne se conçoit point sans l'utilitarisme; Jérémie Bentham, qui paraît fort peu sur la scène, n'en est pas moins le personnage essentiel de l'école, le nœud de son histoire, la clé de son unité.

Les philosophes anglais de ce temps-là se proposent d'enlever à la morale et au droit toute transcendance. Tandis qu'en France on érige des autels aux abstractions, les Britanniques, pris d'une frénésie d'analyse, s'engagent dans une course au concret. Ils ramènent et réduisent toute la philosophie à la psychologie, et la psychologie à une mécanique. Avec eux, la personnalité se dissout. Elle n'est plus que le lieu géométrique où s'affrontent et se combinent des éléments multiples et hétérogènes : instincts, plaisirs et peines, images.

Pour une première école — dite école écossaise — l'homme est le lieu d'application d'un certain nombre de forces, qui sont ses instincts. Certains le poussent à rechercher sa conservation et son expansion propres. Ce sont les instincts égoïstes : de défense, de conquête, de jouissance. Un autre faisceau d'instincts attire l'homme vers ses semblables, et le pousse à s'immoler pour autrui. Ce sont les instincts altruistes, principes des actes moraux. La conduite humaine est la résultante de ce jeu de forces opposées. Telle est la perspective de l'école « du sens moral inné » (Hutcheson, Shaftesbury), qui inspirera les écrits philosophiques d'Adam Smith.

Une autre école mettra l'accent moins sur les tendances innées que sur les plaisirs et les peines. Elle verra dans l'homme une machine à jouir et à souffrir. La morale se confond alors avec la recherche de la plus grande somme possible de bonheur,

et la science sociale a pour but de rationaliser ce calcul au maximum. Telle est la doctrine des utilitaires, dont les plus fameux sont Jérémie Bentham et James Mill. Or, ce fut précisément le rôle des économistes classiques d'opérer le passage de la doctrine écossaise à l'utilitarisme, de la philosophie des instincts à l'hédonisme rationaliste. La charnière qui relie l'une à l'autre est le fondement même de l'économie classique : le principe de l'harmonie des intérêts. Que chacun — s'abandonnant à son instinct égoïste — poursuive pour soi-même la plus grande somme de satisfactions, et la plus grande somme de bonheur sera réalisée pour tout le monde. C'est une idée que dès les premières années du XVIII^e siècle, Bernard de Mandeville avait déjà développée dans sa célèbre *Fable des abeilles*. Mandeville imagine une ruche dont les abeilles sont âpres au gain, avides de profit, de jouissance et de luxe; nullement embarrassées de scrupules. La ruche bourdonne et prospère. Mais voici que nos abeilles sollicitent et obtiennent de Jupiter de devenir vertueuses, honnêtes, sobres, austères, charitables. Alors les industries de luxe n'ont plus de débouchés, et les prix s'effondrent. Le chômage sévit dans la ruche, qui périclite et succombe. *Private vices, public benefits*, conclut Mandeville : les vices des individus sont bienfaits pour la société. L'égoïsme de chacun est la condition de la prospérité générale.

L'Angleterre est passée directement du mercantilisme au libéralisme : elle a fait l'économie de ce chaînon intermédiaire — et si l'on veut de ce détour — que représente en France la physiocratie. Par Hutcheson, Hume, Tucker, Ferguson et Adam Smith, Ricardo descend tout droit de Steuart, Petty et Locke. La transition est lente, elle évoque une série de glissements plutôt qu'un brusque retournement. La nature, en dépit d'un aphorisme respectable, fait parfois des sauts; mais l'Angleterre, jamais! L'âme du vieux mercantilisme survit dans le libre échange classique. Celui-ci ne poursuit-il pas, par des moyens différents adaptés à un nouvel état de choses, l'expansion commerciale de la nation?

Au XVIII^e siècle, l'Angleterre connaît un essor démographique considérable. Dans une île située à une latitude déjà appréciable,

et où domine la grande propriété, les possibilités de peuplement des campagnes sont limitées. La population s'agglomère dans les villes, les manufactures se développent, et bientôt font place à des usines modernes, qui utilisent des sources d'énergie artificielles, et dont la construction et l'équipement impliquent d'importantes immobilisations de capitaux. L'Angleterre est le pays du charbon, partant de la concentration industrielle. Un prolétariat surgit, et avec lui de nouveaux problèmes. Et nous verrons les discussions économiques s'accrocher à la grande controverse autour des lois d'assistance aux pauvres (*poor laws*).

La population *anglaise* croissante — le blocus continental le manifesterá bientôt — ne peut plus se nourrir sur les ressources du sol national : c'est ce que traduiront les affres de Malthus. Mais plus que des lamentations, ces faits réclament un grand bouleversement de structure. Il faudra que l'Angleterre se décide à sacrifier son agriculture, qu'elle devienne l'atelier du monde, qu'elle échange ses produits industriels contre la subsistance qu'elle importera de l'étranger. Et c'est la grande querelle autour des droits de douane sur les céréales. Dans l'Angleterre de la période classique, le monde de l'usine s'oppose au monde des champs, les villes aux campagnes. Au parti de la liberté d'importation des céréales, c'est-à-dire au parti des villes et de l'industrie, Ricardo fournira ses armes théoriques : il luttera pour sa cause au Parlement, et la victoire sera finalement emportée vingt ans après sa mort, en 1846, par l'*Anti-Corn Law League* de Richard Cobden et de John Bright.

La pensée classique anglaise reflète ainsi les douleurs de l'un de ces nombreux avatars dont l'histoire de la structure économique de l'Angleterre est prodigue. Après avoir sacrifié son agriculture pour devenir l'atelier du monde, l'Angleterre, lorsqu'elle revalorisera la livre sterling en 1925, sacrifiera son industrie pour rester le banquier du monde. Or ce dernier rôle n'est pour elle encore qu'un autre legs lointain de la période classique. L'expérience de cours forcé et la dépréciation de la livre qui marquèrent la période des guerres napoléoniennes avaient mis les problèmes monétaires au premier plan de l'actua-

lité anglaise. C'est par eux que le banquier Ricardo fut attiré vers les études économiques. Et c'est de la doctrine monétaire ricardienne que s'est inspiré l'Act de 1844, lequel est resté jusqu'en 1931 la charte du système monétaire britannique.

Telle est l'ambiance philosophique et pratique, tels sont les grands axes et les grands legs de la pensée classique anglaise.

ADAM SMITH, OU L'HARMONIE DES INTÉRÊTS.

L'ancêtre de l'école, le maître dont tout entière elle se réclamera, c'est Adam Smith. Il est né en 1723 à Kirkaldy, en Écosse. Étudiant à l'Université de Glasgow, il y a pour maître Hutcheson. Professeur à Édimbourg en 1748, il se lie intimement, pour toute sa vie, avec le philosophe David Hume. L'opposition de la philosophie du sens moral inné de Hutcheson et du naturalisme de Hume, l'influence hétérogène du maître et de l'ami annoncent déjà la tension que nous dégagerons entre l'aspect philosophique et l'aspect économique de l'œuvre de Smith.

A vingt-huit ans, en 1751, Smith prend possession d'une chaire à l'Université de Glasgow, où il enseigne d'abord la logique, puis la philosophie morale. Son cours connaît un succès considérable. En 1759, il publie son premier grand ouvrage, *La Théorie des sentiments moraux*. Hutcheson faisait reposer la morale sur la bienveillance. Smith la fonde sur la sympathie, dont il proclame le caractère inné, primitif. Un spectateur impartial, bienveillant et désintéressé, qu'imagine notre sympathie, nous contemple sans cesse : nous avons le sentiment de son approbation ou de sa désapprobation; telle est la règle de notre conduite morale.

Le succès considérable de la *Théorie des sentiments moraux* désigne Smith à l'attention de Charles Townsend, lequel cherche alors un précepteur pour le jeune duc de Buccleugh. Quatre ans plus tard, pour accompagner ce jeune homme, Adam Smith va entreprendre sur le continent un voyage qui constitue l'un des événements les plus importants de l'histoire des doctrines économiques. Après un séjour à Toulouse, puis à Genève, nos deux

voyageurs arrivent vers Noël 1765 à Paris, où Hume les présente à la société française cultivée. Smith fréquente les encyclopédistes, en particulier d'Alembert. Il s'entretient avec Helvétius, le philosophe de l'égoïsme. Dans ce Paris de la fin du règne de Louis XV, — que Smith découvre sept ans après la publication du *Tableau économique* et moins de deux ans après le premier édit établissant la liberté du commerce des grains (1764) — règne une grande effervescence de controverses économiques. Adam Smith rencontre Quesnay, nous savons mal dans quelles conditions. Il a de nombreuses conversations avec Turgot, et Léon Say a pu écrire qu'en économie politique Smith était l'élève de Turgot, et Turgot l'élève d'Adam Smith en philosophie. L'influence des physiocrates sur Smith est incontestable. Mais il est assez ridicule que les historiens français se soient traditionnellement fait un point d'honneur de l'amplifier, les historiens anglo-saxons de la réduire à presque rien. La publication par Edwin Cannan des notes prises au cours de Smith en 1763 par un de ses étudiants ne permet plus de mettre en doute que l'idée de l'harmonie naturelle des intérêts et la doctrine libérale aient été professées par Smith avant sa rencontre des physiocrates. Cela ne va point à dire que celle-ci n'ait pas fortifié ses convictions, ni informé les progrès ultérieurs de sa pensée. Smith, en bon Écossais, aime la France. Comme lui, dédaignons les querelles de paternité. Avec lui rentrons en Grande-Bretagne, où il repart en octobre 1766. Smith se retire alors auprès de sa mère, dans son village natal. Pendant dix années, il y va demeurer, réfléchir, et travailler. Le résultat sera le plus grand livre de l'histoire des doctrines économiques : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. C'est un ouvrage entièrement fait à la campagne, fruit d'une longue méditation solitaire. Smith l'a rédigé comme il préparait jadis ses cours à Glasgow. Il composait d'abord mentalement, et puis dictait ensuite, debout, sa tête lourde d'effort créateur appuyée contre le mur de sa chambre, sur quoi la trace s'en voit encore.

L'ouvrage de Smith, passablement étendu (il remplit deux gros volumes dans l'édition anglaise originale) et non moins

touffu, désordonné, n'est pas de ceux qui se laissent facilement résumer. La *Wealth of Nations* est aussi dénuée d'architecture que riche d'aperçus originaux. Elle ressemble à l'idée classique que nous nous faisons du roman anglais : long, plein de couleur, mais délayé; semé de digressions; dénué de toute unité d'action. Nous y trouvons ce goût du concret, cette attention au réel sans cesse éveillée, cette honnêteté modeste et candide, cette ignorance des lois de la composition, à quoi nous reconnaissons l'esprit de la patrie du nominalisme. L'Anglais aime le réel plus que le vrai. Devant toute spéculation pure qui ne se prolonge pas en recette d'action, souvent il recule et se dérobe. Il se meut à l'aise dans l'illogisme, dont l'ambiance pour nous intolérable n'altère pas sa bonne humeur. Il n'énonce jamais un principe, qu'il n'en reprenne aussitôt quelque chose, le dépouillant par là de sa valeur de principe. Ainsi Smith, dans la *Wealth of Nations*. C'est un livre qu'il est délicieux de lire par bribes, fécond de pratiquer comme livre de chevet. Les pages ne s'en comptent pas, qui sont des chefs-d'œuvre. Les anecdotes, les digressions, les remarques incidentes y foisonnent, piquantes et charmantes. Mais la pensée ne progresse pas. L'auteur a le temps. Il flâne. Au total, la moisson est abondante, mais les gerbes mal liées et mal disposées. Cela fait la joie des glaneuses, et le désespoir des moissonneurs.

Alors glanons, en ordre si possible. La plus grande œuvre de l'histoire des doctrines économiques s'ouvre sur un développement d'une simple éloquence à jamais célèbre, appuyé sur un épisode vécu, minuscule et fortuit. Smith a visité une manufacture où l'on fabriquait des épingles. Dans la production de ce petit objet en apparence si simple, il a admiré la complexité de la spécialisation des tâches. Et le premier chapitre de son livre chante la division du travail. Non point sur le mode attendri, scrupuleux, inquiet, douloureux du moraliste Sully Prudhomme en son *Songe*; mais avec l'enthousiasme d'un homme bien éveillé, qui assiste optimiste à l'essor de l'industrie moderne et de la suprématie industrielle de son pays. Ainsi s'annoncent, dès l'abord, les grandes orientations novatrices de l'école anglaise. Smith exalte le travail et sa fécondité, il honore l'ou-

vrier manuel d'une prédilection spéciale: l'école sera « pornocratique ». Et d'autre part Smith célèbre les bienfaits non seulement de la spécialisation technique des tâches, mais surtout de la division économique des entreprises, qu'il explique — on reconnaît ici le philosophe des tendances innées — par une propension naturelle à l'échange, caractéristique, selon lui, de l'espèce humaine. Or, avec l'école classique, la science économique deviendra science des échanges, ou — comme on dit parfois — « catallactique ».

Et voici que Smith traite maintenant du marché, de la monnaie, du prix naturel et du prix courant, de la valeur d'usage et de la valeur d'échange. « Le travail — écrit-il — est réellement, pour toutes les marchandises, la mesure réelle de leur valeur d'échange. » Smith pense en réaction contre le chryshédonisme mercantiliste. Les richesses, pour lui, cela ne veut pas dire de l'argent, mais des biens. A l'évaluation des marchandises en monnaie, il entend opposer une mesure plus profonde, plus réelle, une mesure économique de la valeur. Et la petite phrase que nous venons de citer ne signifie rien d'autre peut-être que cette préoccupation. Mais cette petite phrase — plus ou moins détournée de son sens véritable — jouera un rôle immense, d'abord utile, bientôt néfaste aux progrès de la vérité scientifique. Que veut dire Smith au juste? Entend-il que la valeur d'une marchandise soit mesurée par la quantité de travail que sa production a exigée du producteur-vendeur? ou par la quantité de travail que le consommateur-acheteur eût dû accomplir pour la fabriquer lui-même? Ou encore par la quantité de travail que cette marchandise permet d'acheter, de commander à autrui? Dans le premier cas, la valeur aurait pour mesure le travail dépensé, incorporé dans la marchandise (*labour embodied*); dans le second, le travail épargné (*labour saved*); dans le troisième, le travail commandé (*labour commanded*). On peut trouver des citations de *La Richesse des Nations* à l'appui de chacune de ces trois interprétations. Smith semble plutôt pencher vers la thèse du travail commandé. Mais il escamote — ou n'aperçoit pas — la difficulté. Il ne choisit pas.

Et voici que bientôt (au chapitre VI) il nous explique que

le travail ne fournit pas à lui seul la mesure de la valeur, sinon dans l'état grossier des sociétés primitives. Dans la société civilisée, la rémunération des capitaux constitue, en sus du travail, un élément du coût de production, norme du « prix naturel ». Et cela fournit à Smith l'occasion d'exalter magnifiquement le rôle de l'épargne et des investissements dans la production, et de présenter une théorie nouvelle, admirable pour l'époque, du capital. Mais cela ne clarifie pas sa théorie de la valeur.

Celle-ci souffre encore d'autres indécisions. Dans le chapitre VI de son livre premier, Smith étudie les différentes « parties qui constituent le prix des marchandises » : (salaires, profits...). Il nous donne ainsi les grands cadres de la théorie classique de la répartition. Mais quelle est en tout cela la place de la rente foncière, c'est-à-dire du loyer de la terre cultivable? Fait-elle partie du coût de production, ou bien représente-t-elle un excédent de la valeur sur le coût de production — celui-ci exclusivement fait de profits et de salaires? La question n'est point de pure terminologie. Si la rente fait partie du coût, elle a sa part dans l'explication de la valeur; mais il faut expliquer la rente ¹. Si la rente ne fait point partie du coût, c'est la valeur qui explique la rente, mais il reste à expliquer la valeur, et pourquoi elle excède le coût ². Smith n'a pas vu qu'il fallait choisir. Le lui faut-il donc reprocher? S'il a laissé les choses dans le vague, n'est-ce point après tout que ces divers problèmes n'en étaient pas pour lui? En sont-ils encore pour nous? Pour rendre justice à Smith, il faut oublier un peu ses successeurs, et les arguties sybillines qu'ils ont échafaudées sur le fondement de ses définitions.

En face du système idéal et intemporel des physiocrates, Smith a le sens de l'évolution historique et de la diversité des structures économiques nationales. Observant les divers types

1. Par exemple en admettant — avec les physiocrates — qu'elle correspond à la productivité spécifique de la terre en agriculture.

2. Par exemple comme Ricardo, en montrant que le blé a nécessairement une valeur unique, mais des coûts de production différents sur les diverses terres cultivées, selon leur degré respectif de fertilité. Cf. *infra*, p. 139.

de civilisation économique qu'il connaissait, il les a classés d'après leurs caractères dynamiques : états progressifs (avec des degrés dans le rythme du progrès), états régressifs; enfin cet « état stationnaire » dont Stuart Mill fera l'aboutissement nécessaire de toute évolution économique, mais qui ne constitue chez Smith qu'une catégorie dynamique sur le même plan que les autres.

A la théorie économique de Smith est intimement liée une doctrine. A partir du livre IV surtout, *La Richesse des Nations* se révèle avoir d'autres ambitions que d'interpréter les faits et leurs relations. Il s'agit de procurer le bien-être de tous, et spécialement des masses laborieuses. Fin « hédonistique », qui dominera toutes les écoles libérales. Le moyen, pour Smith, c'est la liberté de la production, du commerce, des prix, des échanges. Tandis que les physiocrates appuyaient surtout sur le caractère privé (et non public) que doivent revêtir la production et le commerce, Smith déjà insiste sur l'individu, réalité humaine irréductible, principe d'initiative et centre de calcul économique. Les physiocrates étaient libéraux; Smith est individualiste. L'économie doit être individualiste, parce que c'est la nature de l'homme d'être individu, et aussi bien — encore une idée physiocratique — parce que la recherche par chaque individu de son intérêt personnel aboutit automatiquement à la réalisation de l'intérêt général. Mais chez les physiocrates cette harmonie prodigieuse s'expliquait par une intention bienveillante de la Providence. Avec Smith, le fondement de l'harmonie des intérêts est déjà presque mécanique. La finalité tend à s'éliminer de la construction. L'harmonie des intérêts résulte d'une démonstration, non d'une évidence; d'une analyse de causes et d'effets, plutôt que d'une intuition du plan divin.

On peut d'ailleurs être surpris de voir Smith poser un tel principe. N'avait-il pas affirmé dans la *Théorie des sentiments moraux* que toute la moralité reposait sur la sympathie, sur l'altruisme? N'y avait-il pas violemment attaqué la *Fable des Abeilles* de Mandeville, au chapitre intitulé « Des systèmes licencieux »? Et maintenant il proclame que de la poursuite par chacun de son intérêt égoïste surgit automatiquement — sans

que nul ait à la vouloir — la réalisation de l'intérêt général! Contradiction? Évolution? Influence des physiocrates? Peut-être bien. Peut-être aussi séparation des domaines — où le principe de la sympathie serait celui de la vie morale, l'égoïsme et l'harmonie des intérêts celui de la vie économique. A quoi bon d'ailleurs épiloguer, et torturer les textes pour les opposer ou concilier? La rigueur n'est pas la qualité maîtresse de l'intelligence d'Adam Smith, mais son œuvre gagne en richesse et en espérance de vie ce qu'elle perd en précision scientifique.

Le libéralisme de Smith est large et vigoureux. Il n'a rien de systématique. Smith pose en principe que l'État doit intervenir, et suppléer à la carence des individus, chaque fois que l'intérêt personnel se révèle insuffisamment fort pour promouvoir des initiatives utiles à la collectivité. Il admet (Bentham le lui reprochera bientôt) la fixation d'un maximum légal du taux de l'intérêt. Et l'empirisme de Smith transige même avec l'erreur... protectionniste. Il absout les droits de douane compensatoires d'impôts qui pèsent sur la production nationale, et les représailles douanières; il accepte à titre provisoire le monopole de la Compagnie des Indes, et comme concession à l'opinion publique la taxe à l'importation des laines. Il semble approuver l'*Act de Navigation* de Cromwell. Et c'est apparemment sans débat de conscience qu'il accepte en 1778 un poste de commissaire aux douanes à Édimbourg. Le paradoxe de cette nomination n'est pas moins instructif que piquant. Ce n'est pas Bastiat qui eût accepté d'être douanier! Mais le libéralisme de Smith est accommodant et réaliste : il marque une orientation plutôt qu'il ne s'affirme comme principe absolu.

Smith n'a rien défini rigoureusement, mais il a tout suggéré y compris la rigueur du raisonnement économique. Il a sans doute confondu quelque peu le point de vue normatif et le point de vue spéculatif, la doctrine et la théorie¹; et dans sa théorie, on peut trouver l'annonce de thèses qui plus tard s'opposeront les unes aux autres. Il n'en reste pas moins que c'est à partir de

1. Au sens que Gaëtan Pirou donne à ces deux mots. Cf. *supra*, Avant-propos, p. 45.

lui qu'il existe une science économique; et qu'elle est liée — au moins jusqu'à Karl Marx — à la doctrine libérale.

MALTHUS, OU LA MALÉDICTION DIVINE.

« Soyez féconds, multipliez. »

La Genèse, I, 28.

« Parce que tu as écouté la voix de la femme... le sol est maudit à cause de toi. C'est par un travail pénible que tu en tireras ta nourriture, tous les jours de ta vie; il te produira des épines et des chardons, et tu mangeras l'herbe des champs. C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain... »

(*Ibid.*, III, 17, 18, 19.)

Malthus est un Anglais des environs de Londres, né en 1766, pasteur chargé d'une paroisse, puis professeur au Collège des Indes orientales. Son père Daniel Malthus, exécuteur testamentaire de Jean-Jacques Rousseau, est un disciple de Godwin et de Condorcet, adepte de la théorie du progrès, et socialisant. A trente ans, en 1796, Malthus est encore sous cette influence, et publie un opuscule intitulé *The Crisis*, dans lequel il prône le développement de l'assistance publique.

Depuis Adam Smith, l'industrie s'est développée en Angleterre. Le prolétariat a grandi. Il est misérable, et sa misère est aggravée par la série des mauvaises récoltes qui se succèdent de 1794 à 1800. En 1795, le prix du blé a doublé depuis l'année de la *Wealth of Nations*. C'est alors que le ministre Pitt projette de donner une extension nouvelle à la législation élisabéthaine des pauvres. Le cadre de toutes les institutions d'assistance, en Angleterre à cette époque, c'est la paroisse. Malthus qui lui-même a la charge d'une paroisse, voit les choses de près. Il peut dire son mot dans la controverse qui s'engage à propos des *poor laws*.

Il ne leur restera pas longtemps favorable. A peine a-t-il publié *The Crisis*, qu'en 1797 la lecture d'un livre de l'utopiste Godwin convertit, par réaction, Malthus... au malthusianisme.

Godwin proclame le droit à l'assistance. Godwin professe, comme Adam Smith, qu'il existe une harmonie naturelle des intérêts; mais seulement dans des conditions naturelles. Or la propriété — que Smith, à la suite des physiocrates, considérait comme « naturelle » — ne l'est pas pour lui. Elle engendre l'inégalité des conditions, et condamne une masse de travailleurs à produire des objets de luxe pour les riches, tandis que les besoins essentiels des pauvres ne sont pas assouvis. Dès lors, non seulement elle engendre une réparation des biens qui n'assure pas le maximum de bonheur à l'ensemble de la population existante, mais encore elle limite la population au-dessous de son niveau naturel : au détriment de la masse totale des satisfactions de l'humanité. Abolissons l'héritage; généralisons le droit à l'assistance; le nombre des hommes s'accroîtra, et la plus grande somme sociale de bonheur possible sera réalisée. Godwin, philosophe du progrès, ne saurait craindre que la population pût jamais devenir excessive. Tant de terres restent à cultiver sur le globe! Et que ne sommes-nous point en droit d'espérer des progrès du machinisme? Godwin s'abandonne même à l'entraînement de son optimisme jusqu'à envisager que l'homme pourrait bien un jour devenir immortel; parce que, quand toutes ses actions seront devenues conscientes et volontaires, l'âme deviendra maîtresse du corps.

De telles divagations font réfléchir Malthus. Là donc aboutissait la pente où l'avait engagé son père! Car Godwin après tout n'a fait qu'explicitement les postulats logiques de toute position favorable à l'assistance. Pourtant, s'il y a des misérables qui n'ont pas suffisamment à manger, c'est qu'il n'y a pas assez de blé en Angleterre pour nourrir tous les Anglais. Or, les lois des pauvres ne fabriquent pas de blé! En revanche, elles encouragent la natalité; elles fabriquent des pauvres. Elles aggravent le déséquilibre entre la population et les subsistances. La misère du prolétariat ne vient pas des institutions, comme le prétend Godwin. Ses causes sont naturelles et inéluctables. On l'aggrave en prétendant y remédier par l'assistance. Tel sera le thème de *L'Essai sur le principe de population*, que Malthus publiera dès 1798.

Le schéma de la perspective malthusienne est célèbre. L'instinct qui pousse les hommes à se reproduire est impérieux. Si le rythme de la reproduction reste constant, la population tend à s'accroître selon une progression géométrique (2-4-8-16). Or les subsistances ne sauraient croître aussi rapidement. La terre est limitée en surface. Seule l'adjonction de nouvelles terres cultivées peut accroître les subsistances. Tandis que la population se multiplie, les subsistances ne progressent que par addition, au mieux selon une progression arithmétique (2-4-6-8). Il y a donc une tendance constante de la population à devancer le progrès des subsistances. L'équilibre n'est maintenu que par des obstacles que la population rencontre dans son accroissement. Ils sont de deux espèces. D'abord des obstacles naturels : quand la population excède les possibilités d'entretien, des famines, des épidémies dont la sous-alimentation favorise la propagation, et des guerres que suscite la compétition pour le sol, viennent la ramener à son niveau normal. Ces obstacles naturels (qui sont des obstacles *a posteriori*, des obstacles répressifs) sont efficaces, mais calamiteux. Pour éviter leur rencontre, il n'est qu'un moyen : prévenir l'excès de population, en opposant des obstacles artificiels à la reproduction (obstacles *a priori*). Mais Malthus est ministre du culte et sévère moraliste. La « contrainte morale » qu'il prêche exclut tous les procédés anticonceptionnels aujourd'hui qualifiés de « néo-malthusiens ». Elle consiste à retarder l'âge du mariage, et à pratiquer la chasteté conjugale. Lui-même ne s'est marié qu'à trente-huit ans, après être resté longtemps fiancé, et n'eut que trois enfants. Mais — en 1798 tout au moins —, Malthus ne se fait pas d'illusions. Sur le plan des grands nombres, à l'échelle statistique, la « contrainte morale » a peu de chances de prévenir l'excès de population. Celle-ci se heurtera dès lors fatalement aux obstacles naturels. Aucun prétendu « droit à l'assistance » n'y saurait obvier. « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé — écrit Malthus — si sa famille ne peut le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture; il est réellement de trop sur la terre.

Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. »

En 1803, Malthus publie une seconde édition de son *Essay*, beaucoup plus volumineuse que la première. Entre temps, la série des mauvaises récoltes qui avait éprouvé l'Angleterre de 1794 à 1801 a pris fin. La paix d'Amiens a rouvert des possibilités de commerce international. Et Malthus a profité de cette éclaircie pour faire un voyage en France; il a élargi ses horizons intellectuels. La première édition de l'*Essay* se présentait comme un pamphlet contre Godwin. La seconde a l'aspect d'un ouvrage scientifique. En 1798, Malthus ne faisait appel qu'au raisonnement : la théorie des deux progressions était une construction *a priori*. Voici maintenant que sa thèse s'enrichit de nombreuses illustrations statistiques. Parmi tous les classiques, Malthus est l'ancêtre de l'économie positive. Cependant, entre 1798 et 1803, l'*Essay* n'a pas seulement changé d'aspect et de méthode. L'esprit et les conclusions ne s'en sont pas moins infléchis. Certes, Malthus réclame toujours avec autant de vigueur l'abolition de la loi des pauvres. Mais il ne croit plus que la tendance à la surpopulation soit sans contrepartie ni remèdes. Il admet que les progrès de la technique agricole peuvent utilement accélérer le développement des subsistances. Il s'avise que l'importation des grains étrangers peut fournir une solution à la pénurie nationale, et rejoint par là le libre échangeisme, drapeau de toute l'école classique. Il pense que l'émigration peut permettre de déverser régulièrement hors des frontières une partie de l'excédent de population. Enfin Malthus, qui n'avait parlé du *moral restraint* que pour mettre en lumière l'improbabilité de sa diffusion, penche maintenant à croire que les hommes seront assez sages pour le pratiquer. Les institutions d'épargne populaire, en les rendant plus prévoyants, les y inviteront. L'éducation les y conduira. Malthus réclame l'institution d'un enseignement populaire de l'économie politique, qui fasse connaître aux masses le « principe de population » et prêche le *moral restraint* et la liberté de l'importation des grains. Enfin l'optimisme de Malthus fait

encore un pas de plus. Dans la mesure même où la pression de la population sur les subsistances est inéluctable, est-elle seulement fâcheuse, et s'en faut-il désespérer? N'apporte-t-elle pas un stimulant nécessaire et fécond au progrès économique? De nos jours, M. Maurice Halbwachs explique précisément la « révolution industrielle » qui s'est produite en Angleterre au temps de Malthus, par la pression démographique.

Les traces de repentir optimiste que contiennent les éditions subséquentes de l'*Essay* de Malthus n'empêcheront point ce pasteur protestant, nourri de l'Ancien Testament, de rester pour l'histoire « le Jérémie de l'économie politique ». Sa théorie est un écho des doctrines de la fatale prédestination, de la nature totalement corrompue par le péché originel. Son livre est un « essai sur la pauvreté des nations », comme on l'a dit spirituellement en paraphrasant le titre de celui d'Adam Smith.

Aucun ouvrage d'économie politique, peut-être, n'a déchaîné autant de passions que celui-là. Jusque vers 1850, le principe malthusien de la population est resté indiscuté, en Angleterre et sur le continent, de l'école libérale qui n'a cessé de le brandir contre tout projet d'assistance publique ou de loi sociale. Cependant les socialistes ne se privaient point de clamer leur indignation contre une doctrine qui fournissait un argument d'apparence scientifique en faveur de la réaction sociale; les philanthropes de se révolter contre le fatalisme pessimiste dont elle était imprégnée; et bientôt les moralistes, de flétrir une thèse dont ils voyaient bien qu'elle ne pouvait conduire en fait qu'à la diffusion des pratiques anticonceptionnelles, quand bien même ils s'abstenaient de calomnier Malthus en l'accusant de les avoir prêchées. On s'est acharné contre les statistiques et contre les raisonnements de Malthus. On a démontré que les deux progressions sont arbitraires et fantaisistes; on a constaté triomphalement que l'histoire postérieure dément les « prédictions » du maître. Il est facile, lorsque les jeux sont abattus, de critiquer l'annonce du partenaire. La part n'est point si belle, de qui n'a que son jeu sous les yeux. Malthus, du reste, a-t-il voulu faire des prédictions? Le physicien qui formule et mesure la vitesse de la chute d'un corps à un instant

donné n'entend point annoncer sa marche ultérieure. Que si par la suite l'accélération la précipite, ou que la résistance de l'air la ralentisse, ou que quelque accident fasse dévier la trajectoire, cela ne saurait faire mentir l'exacte mesure relative aux données d'un moment. Ainsi Malthus semble avoir correctement analysé les tendances dynamiques du rapport de la population aux subsistances, dans l'Angleterre de son temps¹. Et ce faisant, il a posé un problème qui existe en puissance à titre essentiel et permanent. La preuve? C'est toujours sur son système que les systèmes ultérieurs — même ceux qui lui sont le plus opposés — prendront appui. De nos jours encore, il n'est pas un ouvrage de doctrine démographique qui ne commence par un chapitre sur Malthus.

Et l'influence de *L'Essai sur le principe de population* a largement excédé le domaine de la pensée économique et démographique. L'idée d'un automatisme régulateur de l'expansion des espèces, celle de la sélection naturelle, sont en germe dans l'œuvre de Malthus. Le darwinisme est fils du malthusianisme : Darwin lui-même l'a proclamé.

L'éclat des discussions auxquelles a donné lieu l'*Essay* de Malthus a maintenu dans l'ombre ses autres œuvres. Malthus a écrit plusieurs opuscules contre les lois qui protégeaient le marché des céréales. Deux ans avant les *Principles* de Ricardo, c'est Malthus qui a inventé la loi de la rente foncière. Après la publication des *Principles* de Ricardo (1817), il s'en est fait le contradicteur systématique, sans que cette opposition théorique ait atteint l'amitié qui liait leurs deux personnes et leurs deux familles.

L'étoile de Ricardo a largement éclipsé Malthus. On conçoit qu'il en soit ainsi lorsque l'on considère l'ampleur de la construc-

1. La situation démo-économique de l'Angleterre au XVIII^e siècle n'est pas une situation exceptionnelle. Aujourd'hui encore, de nombreux pays d'Extrême Orient n'en connaissent-ils pas une sensiblement analogue? Si les États-Unis d'Amérique au lendemain de la présente guerre offraient à la Chine et à l'Inde d'importants crédits à la consommation, quelles en seraient les conséquences? Un relèvement du niveau de la vie des Chinois et des Hindous? ou seulement plus de Chinois et plus d'Hindous? Le problème ne diffère guère de celui des *poor laws*, tel que le posait Malthus.

tion ricardienne et son caractère rigoureux, logique, imposant. Mais c'est Malthus qui le premier a montré dans l'activité économique une lutte entre les hommes avides et la nature avare. C'est par lui que l'économie classique a été fondée sur la rareté, où les théoriciens les plus modernes voient encore le principe spécifique de notre discipline. Les bases essentielles du système ricardien — la loi de population, la loi des rendements décroissants, la théorie de la rente — viennent de Malthus. Et c'est Malthus qui a conçu l'idée et fourni le principe d'une dynamique économique linéaire, d'une théorie générale de l'évolution économique. De cette intuition toute nouvelle par rapport à ce que nous avons appelé la dynamique smithienne, et qui donne à l'univers des économistes une dimension supplémentaire, nous verrons le parti que Ricardo va tirer; et après lui, Stuart Mill pour sa théorie de l'état stationnaire; et enfin Marx, pour sa doctrine révolutionnaire.

RICARDO, OU L'ÉCONOMIE HYPOTHÉTIQUE.

Ricardo, — né en 1772 cinquante ans après Smith, et de six années le cadet de Malthus — est un Israélite dont la famille, originaire du Portugal, s'était fixée en Hollande avant de venir en Angleterre. Ricardo n'est pas un professeur comme Smith ou Malthus : mais un financier, fils de financier. Il a le goût du risque et du succès. A quatorze ans, il spéculé déjà dans les affaires de son père. Puis il se convertit au protestantisme contre le gré de celui-ci, et doit voler de ses propres ailes, à peine âgé de vingt ans. A vingt-cinq ans, il a déjà fait fortune à la bourse. Celui qui deviendra le théoricien le plus abstrait de l'école anglaise n'a jamais cessé de faire preuve de l'esprit pratique le plus éveillé et le plus hardi.

Ricardo a commencé par s'occuper des problèmes monétaires, que sa profession lui faisait approcher. Les guerres de la Révolution et de l'Empire marquent pour l'Angleterre une longue période de cours forcé des billets de banque, qui s'ouvre

en 1797, et ne prendra fin qu'en 1819. En 1808 les billets de la Banque d'Angleterre commencent à se déprécier sérieusement. Les lingots d'or font prime, le change britannique baisse, les prix de toutes les marchandises s'élèvent. Les esprits s'émeuvent. Une grande controverse s'engage, et de grands thèmes s'en dégagent, qui dominent de nos jours encore toutes les discussions théoriques sur la monnaie. Ricardo entre dans la lice dès 1809, et publie coup sur coup plusieurs vigoureuses plaquettes. Le *Bullion Report* de la Chambre des Communes (1810) avait proposé une explication nuancée et complexe de la dépréciation des billets de banque. Ricardo la rattache à une cause unique : l'excès de leur émission. Ricardo propose une rigoureuse et exclusive formule de ce que nous appelons aujourd'hui la théorie quantitative de la monnaie. Or ou billet, celui-ci convertible ou inconvertible, peu importe la nature — ou si l'on veut la qualité — de la monnaie : sa quantité seule détermine sa valeur. Et pourtant Ricardo ne sera point l'émule de nos modernes partisans d'une monnaie affranchie de toute base métallique. Sans doute proclame-t-il que la circulation effective des pièces d'or est un « pur caprice ». Pour les transactions du commerce intérieur, il lui voudrait substituer l'emploi exclusif des billets de banque : monnaie moins coûteuse. Mais il ne suffit pas qu'une monnaie soit « économique », il faut encore qu'elle soit « sûre ¹ », c'est-à-dire que son émission ne puisse devenir excessive. Or, on ne saurait faire confiance au gouvernement pour régler l'émission des billets, sans que des bornes précises et sévères lui soient légalement assignées. Et c'est ici que l'or va retrouver un rôle essentiel. Ricardo exigera que les billets demeurent convertibles à un taux fixe (en lingots et non en espèces) et que leur quantité soit étroitement reliée au montant de l'encaisse métallique de la Banque d'émission. Tel est le *currency principle* (principe de la circulation), directement opposé au *banking principle* (émission des billets réglée exclusivement sur la demande du crédit commercial)

1. Un opuscule de Ricardo, publié en 1816, est intitulé : *Proposals for an Economical and Secure Currency* (Propositions en vue d'une circulation monétaire économique et sûre).

dont Mollien s'était fait en France le champion et qu'illustrait le statut dont il avait doté la Banque de France. Quant à la Banque d'Angleterre, elle reprend en 1819 ses paiements en espèces, et procède à une revalorisation monétaire intégrale, assez comparable à celle qu'elle réalisera un siècle plus tard en 1925. Ricardo approuve le retour à la convertibilité, et aussi, non sans quelque hésitation, le retour à l'ancien pair. Plus tard, en 1844, *L'Act* de Peel consacrera tous les principes de la *currency school* : séparation radicale du « département de l'émission » et du « département de la Banque » dans la structure de la Banque centrale, circulation-billets exclusivement réglée sur l'encaisse métallique de l'Institut d'émission. Ce sera, vingt ans après la mort de Ricardo, la récompense posthume de ses travaux et de ses luttes. Pour un siècle au moins, la reine des monnaies sera placée sous le signe de ses idées et de son œuvre.

Déjà, cette théorie monétaire et les pamphlets dans lesquels elle s'exprime révèlent un rare talent de logicien, une exceptionnelle aptitude aux constructions théoriques. Dans la théorie économique générale de Ricardo, nous allons voir de tels dons s'épanouir et donner toute leur mesure.

C'est en 1807 que Ricardo fit la connaissance de James Mill. Celui-ci devait lui-même l'année suivante rencontrer Bentham, et devenir son disciple. Bentham est le chef incontesté des « utilitaires ». A la philosophie anglaise déjà orientée avant lui vers le psychologisme et l'atomisme, il impose une note systématique, matérialiste et rationaliste. Il faut bien comprendre ici l'importance qu'avait l'économie politique aux yeux des philosophes utilitaires. L'économie politique classique montrait comment les activités indépendantes d'individus qui poursuivent égoïstement leur intérêt propre s'agent automatiquement et en dehors de toute coordination volontaire, pour faire un ordre, un équilibre, une évolution linéaire. C'était pour les utilitaires l'illustration, la vérification à l'échelle humaine — c'est-à-dire à l'échelle de l'expérience — du principe même de l'atomisme. S'il était prouvé que la vie économique était telle,

il devenait plausible que l'esprit ne fût qu'un polypier d'images, la personnalité qu'un agrégat d'éléments innombrables et hétéronomes. L'économie politique, dans la pensée des « utilitaires », avait donc une valeur apologétique considérable, à l'appui de l'associationnisme. Et puis, n'était-elle pas la science du bonheur, par rapport à quoi ils jugeaient tout? Or, en 1815, quarante ans bientôt ont passé depuis la publication de *La Richesse des Nations*. Aucun grand ouvrage d'ensemble d'économie politique n'a paru depuis lors en Angleterre. En France la chute de l'Empire vient de permettre à Jean-Baptiste Say de rééditer son *Traité d'économie politique* de 1803. Rien d'analogue et de récent n'existe outre-Manche. Malthus pourtant y a découvert des lois nouvelles. Il n'a point entrepris de réviser à leur lumière l'ensemble des principes de la science. Son œuvre a vieilli *La Richesse des Nations*, sans la remplacer. Intégrer dans la théorie générale héritée d'Adam Smith les lois dynamiques découvertes par Malthus, pour édifier un système complet, rajeuni et cohérent : telle est l'ambition que James Mill inspire à David Ricardo.

Ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* paraîtront en 1817. Voici peut-être le livre le plus puissant de toute l'histoire des doctrines économiques; ce n'en est point à coup sûr le plus agréable à lire ni le plus facile à interpréter. La pensée de Ricardo est abstraite, et sa dialectique compliquée, encore que précise. Ricardo imagine des séries de cas théoriques, et les résout sans faire grâce au lecteur d'une seule hypothèse possible ni d'un seul rouage des mécanismes mis en jeu. La moitié des phrases commencent par « si » ou par « supposons que ». Or, les Français seuls savent parfois marier à l'abstraction la clarté. Ricardo souffre de sentir lourde sa phrase, gauches ses développements, pénible son raisonnement, hermétiques ses conclusions. On ne saurait lire ses *Principes* autrement que la tête dans une main, et la plume à l'autre. Pour donner d'eux rapidement une idée assimilable, il nous faudra simplifier beaucoup Ricardo; modifier l'ordre de ses développements; élaguer les finesses, les hésitations, les reprises, les exceptions qui font la richesse de l'œuvre : toutes manipulations qui ne se conçoivent point sans

quelque déformation de la pensée. Il convenait seulement que le lecteur en fût prévenu.

Nous distinguerons dans la doctrine des *Principles* deux parties. D'abord une analyse de l'économie interne, qui est essentiellement une théorie dynamique de la répartition, inspirée surtout de Malthus et pénétrée de pessimisme. Ensuite une doctrine du commerce extérieur, radicalement libre échangiste, qui repose sur une théorie statique des échanges internationaux, que Smith inspire et qui respire l'optimisme.

La théorie ricardienne de l'économie interne est presque exclusivement une théorie de la répartition des revenus. Depuis Adam Smith, les oppositions d'intérêts se sont aiguisées entre les patrons et les ouvriers; plus encore entre les industriels et les propriétaires fonciers. L'économiste écossais pouvait bien exalter tantôt le capital et la division des tâches dans sa manufacture d'épingles, et tantôt répandre sur l'agriculture un flot de louanges attendries, aux résonances toutes physiocratiques. A l'époque de Ricardo, il faut prendre parti dans la lutte. Ricardo est le champion des industriels. Au plus chaud même d'une controverse toute polémique, il ne se départit jamais de la rigueur de sa scrupuleuse dialectique. Mais à la pointe la plus subtile de la démonstration la plus abstraite, il n'a pas oublié l'adversaire à abattre, le résultat pratique à obtenir. Cette rare combinaison de passion et de raison, où ni l'une ni l'autre n'abdique, où l'une et l'autre s'appuient réciproquement, c'est l'un des traits originaux de sa figure, et l'une des clés de sa grandeur.

Si Ricardo se préoccupe presque exclusivement de la répartition des richesses, c'est surtout pour en supputer l'avenir. Ricardo pourtant ne saurait prévoir les déplacements de la structure des revenus, qu'il n'ait au préalable analysé le mécanisme de leur formation. Une dynamique de la répartition en présuppose la statique. Ricardo ne sépare pas très nettement l'une de l'autre. Nous le ferons pour lui.

Ouvrons les *Principles* : Le rideau se lève sur un premier chapitre non moins controversé que célèbre, où Ricardo définit sa

théorie de la valeur-travail. Cette théorie, Ricardo l'emprunte à Smith, mais en la précisant. Entre autres flottements de sa pensée, Smith hésitait à mesurer la valeur par la quantité de travail dépensé pour la production de la marchandise (*labour embodied*) ou par la quantité de travail qu'elle pouvait acheter ou commander (*labour commanded*). Ricardo est l'ennemi-né des explications plurielles. Entre ces deux théories, il faut choisir : il choisira la première. Pour lui, la valeur d'une marchandise a pour mesure aussi bien que pour cause le travail qu'elle a coûté à produire et qui se trouve incorporé en elle. Ricardo entend par là d'abord le travail directement appliqué à la fabrication de la marchandise, et aussi la dépense de travail préalablement accumulé, que représente l'amortissement de l'outillage¹. Mais seule compte la *quantité* de travail dépensée : la *valeur* du travail — le taux des salaires — n'a point d'effet sur celle des marchandises. Tel est le principe fondamental sur la base duquel va s'édifier logiquement et majestueusement toute la statique ricardienne.

Ricardo, comme Smith, distingue trois sortes de revenus : la rente foncière, le salaire, le profit. Trois classes d'agents économiques leur correspondent : celle des propriétaires, celle des ouvriers, celle des capitalistes².

Le salaire, selon Ricardo, a pour norme le minimum nécessaire à la subsistance ouvrière. C'est la cruelle et célèbre loi des salaires — déjà formulée par Turgot — que plus tard le socialiste allemand Lassalle baptisera « loi d'airain » (*ehernes Lohn-gesetz*). Elle prolonge logiquement la théorie ricardienne de la

1. Au stade originel de sa pensée, les biens capitaux, le capital fixe, ne sont pour Ricardo que du travail cristallisé (voir cependant chapitre IX, p. 262, note 2).

2. On remarquera en quoi cette classification tripartite des agents économiques diffère de celle des physiocrates. L'ordre dans lequel nous énumérons ci-dessus les trois catégories de revenus et les trois classes d'agents économiques est celui même qu'adopte Ricardo. Cet ordre n'est point sans signification. Il va du revenu que — selon Ricardo — l'évolution favorise le plus (la rente) à celui qu'elle favorise le moins (le profit); et de la classe pour laquelle Ricardo a le moins de sympathie (les propriétaires fonciers) à celle pour laquelle il en a le plus (capitalistes). Nous croyons toutefois préférable, pour la clarté de notre analyse résumée, de le modifier dans la suite de nos développements.

valeur, dont on la pourrait aisément déduire. Mais Ricardo, dans le chapitre V de ses *Principles*, la rattache plutôt à la théorie smithienne du « prix naturel » égal au coût de production. Transposons donc au cas de la marchandise-travail le raisonnement qui fonde cette théorie pour les marchandises ordinaires. Il est certain, d'abord, que le salaire ne saurait rester longtemps *inférieur* au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière : car cette situation provoquerait une certaine mortalité ouvrière; l'offre de travail en serait réduite, et le salaire tendrait à remonter. Cela se conçoit aisément. Mais pourquoi maintenant le salaire ne pourrait-il demeurer *au-dessus* du minimum nécessaire à la subsistance ouvrière? Serait-ce qu'une augmentation de l'offre de travail s'ensuivrait nécessairement, provoquant une baisse des salaires? Oui, pour Ricardo ¹, parce que Ricardo accepte la doctrine de Malthus; parce qu'il croit à la nécessaire pression de la population sur les subsistances. La loi ricardienne des salaires repose sur le principe malthusien de la population.

Est-ce à dire qu'elle soit fausse? Avant de condamner Ricardo, considérons l'époque où il écrivait. D'abord les pratiques néo-malthusiennes y étaient encore presque inconnues des classes ouvrières; la pression de l'instinct sexuel pesait de tout son poids sur la reproduction. D'autre part la mortalité infantile était alors considérable, et en grande partie explicable par la misère : tout relèvement des salaires réels avait des chances de se traduire en une immédiate diminution de ce fléau. Enfin l'on sait qu'au début du XIX^e siècle les enfants étaient employés très jeunes dans les usines, fréquemment à partir de cinq ou six ans. Dans ces conditions, il est raisonnable de penser que toute hausse des salaires entraînait effectivement et rapidement une augmentation de l'offre de travail. S'il en était ainsi, la loi d'airain des salaires était vraie du temps de Ricardo. Elle est vraie dans toutes les civilisations où le salaire est un facteur important de la natalité et surtout de la mortalité ouvrières; c'est-à-dire là où le salaire habituel avoisine le minimum physiologi-

1. Autrement dit Ricardo classe le travail dans la catégorie des marchandises reproductibles.

quement nécessaire à la subsistance. Il n'est guère contestable qu'une loi naturelle tende alors à l'y ramener, s'il s'en écarte. Pour s'affranchir de la loi d'airain, il faut d'abord sortir d'un tel cercle d'attraction. L'Europe a fait ce bond depuis Ricardo, et la loi ricardienne n'explique plus la formation des salaires dans l'Occident moderne. Mais la théorie des quanta ne nous enseigne-t-elle pas que les lois physiques elles-mêmes ne valent que pour un certain ordre de grandeur des phénomènes?

Le profit est le revenu du capitaliste, c'est-à-dire du « manufacturier » ou du fermier. Ricardo n'en distingue pas l'intérêt, qui pour lui n'est qu'un mode de computation du profit : le profit rapporté au capital, et exprimé comme un pourcentage. Le profit est une différence entre le coût et le prix, c'est-à-dire entre d'une part la somme de salaires versés par le capitaliste (augmentée de la rente payée au propriétaire du sol, s'il s'agit d'un fermier) et d'autre part le produit brut de la vente des marchandises. Pour qu'il y ait profit, il faut donc qu'il y ait un excédent du prix sur le coût. La théorie du salaire pouvait se comprendre dans le schéma smithien du prix naturel égal au coût de production. Pour expliquer ce revenu sans travail qu'est le profit, il faut recourir à la valeur-travail. Une table qu'il a fallu une journée de travail pour construire vaut, en travail, une journée. Mais le salaire d'une journée de travail ne vaut pas une journée de travail. Il vaut le nombre d'heures de travail nécessaire pour produire la subsistance d'un ouvrier pendant une journée. Entre ces deux quantités de travail totalement indépendantes l'une de l'autre, il y a place pour une différence : le profit du capitaliste ¹.

1. Certes, Ricardo n'a pas dit cela nettement ni seulement. Mais n'est-ce point dans la logique de sa construction? Ricardo, sur le profit, a hésité, a évolué. C'est délibérément que nous présentons de sa théorie une forme primitive, une expression simplifiée, avec le parti pris de prêter à l'ensemble de son système une cohérence qui n'est chez lui qu'implicite.

Ce faisant, nous confondons, dira-t-on, la théorie ricardienne du profit avec la théorie marxiste de la plus-value? Pas tout à fait. Sur la question des relations du profit avec le capital fixe, il y a plus que des nuances entre les conceptions des deux auteurs (cf. *infra*, chapitre IX). Que si, pour le reste, Marx doit nous apparaître comme un ricardien authentique, sachons-lui gré d'avoir éclairé pour nous une théorie que les explications de son maître n'eussent peut-être pas suffi à nous rendre facilement intelligible.

La théorie de la rente foncière, c'est le nœud du système ricardien, et c'est le pont aux ânes des étudiants d'économie politique. *Rent* signifie en anglais « fermage ». Déjà, deux ans avant les *Principles*, Malthus a posé la loi du « progrès de la rente » : les propriétaires tendent à prélever sous forme de fermages une part sans cesse croissante du produit social, au fur et à mesure de l'accroissement de la population. Mais Malthus donnait de la rente une explication complexe, d'où toute trace de l'idée physiocratique de la productivité spécifique de la terre n'était pas éliminée. Ricardo va réduire à l'unité la théorie malthusienne de la rente, et l'intégrer au principe de la valeur-travail. Soient A, B, C...N toutes les terres emblavées dans un pays, classées par ordre de fertilité décroissante. La production d'un hectolitre de blé demande soixante-dix journées de travail sur la terre A, quatre-vingts sur la terre B, quatre-vingt-dix sur la terre C;... enfin sur la terre N cent journées de travail. Mais il ne peut y avoir qu'une seule valeur pour une même quantité de blé, quelle que soit sa provenance. Quelle sera donc cette valeur, exprimée en travail? Dans l'exemple choisi, elle sera, selon Ricardo, de cent journées par hectolitre. La norme de la valeur du blé, c'est la quantité de travail qu'exige sa production sur la terre la moins fertile effectivement emblavée. En effet si l'hectolitre de blé ne valait pas au moins cent journées de travail, les profits du fermier de la terre N seraient inférieurs au taux courant des profits¹. Ce fermier subirait une perte relative; son intérêt le pousserait à abandonner la terre N, pour faire un autre usage plus profitable de ses capitaux. Le fermier de la terre N ne paie aucun fermage à son propriétaire. Si le propriétaire prétendait en exiger un, il ne trouverait pas de fermier disposé à rogner sur son profit normal pour le lui verser. N est la *no rent land*, la terre sans rente. L'existence d'une telle *no rent land* est commandée par le principe de la valeur-travail : la valeur du blé se mesure par la quantité de travail que nécessite sa production sur la *no rent land*. Mais la valeur du blé ainsi déterminée excède la quantité de travail effectivement dépensée

1. Le principe de l'uniformité du taux des profits, que nivelle la concurrence, est l'une des arêtes du système ricardien.

sur les terres emblavées autres que la terre N. C'est ce surplus de la valeur créée sur le travail dépensé que leur propriétaire va se faire attribuer — intégralement — sous forme de rente. Dans l'exemple que nous avons proposé le propriétaire de la terre C va pouvoir exiger sur chaque hectolitre récolté une valeur de dix journées (soit 10 litres de blé). La terre B rapportera à son propriétaire 20 litres et la terre A 30 litres par hectolitre produit. La rente de chaque terre cultivée correspond exactement à l'économie de travail qu'entraîne l'excédent de sa fertilité sur celle de la terre la moins fertile effectivement mise en culture. Ainsi le revenu foncier, pour Ricardo, est un revenu différentiel; et désormais le mot « rente » perd son sens concret, pour ne rien signifier d'autre, dans le vocabulaire de la théorie économique, que « revenu différentiel ».

La théorie de la rente n'est nullement une exception à la théorie ricardienne de la valeur. Mais Ricardo la présente comme une exception *dans* la théorie de la valeur. Le phénomène de la rente est propre à l'agriculture; et Ricardo, à la suite des physiocrates, croit qu'il existe une différence radicale entre l'agriculture et l'industrie. Seulement, pour les physiocrates, la différence provient de ce que l'agriculture est productive, et que l'industrie ne l'est pas. Pour Ricardo, elle tient à ce que la terre est rare, tandis que les produits industriels peuvent être reproduits et multipliés à volonté. Le produit net signifiait la fécondité de la terre : la rente témoigne de la rareté des terres fertiles. Le produit net était un don gratuit de la nature à l'homme; la rente est le tribut que l'homme doit payer, parce que les besoins de sa nourriture le rendent serf du sol.

La rente, pour Ricardo, correspond donc à une hypothèse exceptionnelle. La terre est rare, mais non point, pour lui le travail ni le capital. Depuis Ricardo, la rareté a envahi tout le champ de la discipline économique jusqu'à en devenir le postulat essentiel. L'exception de Ricardo est devenue pour nous la loi universelle; et toute l'économie moderne peut être considérée, sous un certain angle, comme une généralisation de sa théorie de la rente du sol.

Telles sont les lois des trois revenus. Mais la statique ricardienne n'est faite que pour une dynamique. Comment passer de l'une à l'autre? C'est ici la loi de Malthus qui jouera si l'on veut le rôle du principe de d'Alembert¹. La grande variable indépendante, dans la dynamique ricardienne, c'est la population. Ricardo suppose qu'elle s'accroît sans cesse. Il se demande comment cela va affecter les trois catégories de revenus.

La population augmente : il en résulte que de nouvelles terres — moins fertiles — devront être emblavées. La valeur du blé s'élèvera. L'ancienne « terre sans rente » se mettra à en fournir une. Et toutes les terres verront leur rente s'accroître — évaluée en blé, et plus encore mesurée en quantité de travail ou en monnaie (puisque la valeur du blé aura monté). Le prix du blé s'élevant, les salaires, dont la norme est une quantité fixe d'aliments, devront s'élever eux aussi. Ils s'élèveront en valeur nominale, sans que la condition ouvrière en soit améliorée. Ce qui baisse, ce sont les profits. Le capitaliste paie plus cher son propriétaire, il paie plus cher le blé qu'il consomme, il paie plus cher ses ouvriers, tandis que la valeur de ses produits n'a pas de raison de changer : c'est un dogme fondamental de la théorie ricardienne — nous l'avons dit — que la valeur des marchandises n'est pas affectée par le taux des salaires. Le profit est progressivement comprimé dans un étai qui se resserre sans cesse. Ricardo pose une loi tendancielle de la baisse continue des profits. Il n'en élude pas la conclusion. Quand la hausse des salaires aura absorbé une part telle des profits que ceux-ci seront désormais insuffisants pour stimuler l'esprit d'entreprise, l'évolution devra s'arrêter. La production cessera de se développer; il faudra bien que la population aussi s'arrête de croître.

Là donc vient déboucher la théorie ricardienne de la répartition : la civilisation poursuit sa marche sans que nul en tire bénéfice, sinon ces propriétaires oisifs dont la part grossit sans

1. La comparaison est d'ailleurs bien mauvaise, et ne vaut pas d'être approfondie. Nous voulons dire seulement que le « principe de population » est la clé qui permet le passage de la statique à la dynamique ricardiennes, et de prolonger dans la dynamique l'application des lois statiques des revenus que nous venons d'analyser.

cesse, et qui dévorent progressivement l'organisme économique, jusqu'à épuisement.

Et que l'État, surtout, ne s'avise pas de jouer au médecin! Qu'il ne s'aïlle point mêler de panser la plaie! Il ne saurait qu'en attiser vainement la douleur. En dehors de l'impôt, mal nécessaire, aucune intervention de l'État ne trouve grâce devant Ricardo. Ricardo est libéral comme Adam Smith, avec plus d'intransigeance que lui. Mais le libéralisme était chez Smith la conclusion d'une économie optimiste; chez Ricardo, comme chez Malthus, on peut y voir un raffinement de pessimisme. L'homme ne saurait corriger des maux que la nature elle-même a voulus. Le dernier mot de David Ricardo, homme heureux, financier que la chance visite, sera-ce donc l'atroce mot de Renan : « Il se peut, après tout, que la vérité soit triste? »

Ne nous hâtons jamais de conclure au pessimisme d'un Anglais. Avant que nous ayons tout à fait pris l'habitude du flegmatique fatalisme qui nous heurte en lui, sa confiante insouciance pourrait avoir le temps de nous surprendre. Au pays de William Shakespeare et d'Aldous Huxley, souvent une bouche que torture un peu le goût de l'enfer sait dire *all right* comme le meilleur garçon du monde. Où la science est volontiers inhumaine, la souplesse et la bonne humeur n'en imprègnent que mieux la politique et la vie... N'est-il pas quelque espoir, pour l'économie, d'échapper à son destin sinistre? Quelque moyen d'en retarder la fatale échéance? Oui : la contrainte morale, disait Malthus. Et Ricardo est malthusien comme tous les benthamites, qui bientôt se feront les initiateurs du mouvement néo-malthusien. Mais surtout : la libre importation des grains. C'est ici que la théorie abstraite de Ricardo rejoint ses préoccupations politiques, et vient appuyer le programme de son parti, qui est le parti des industriels. Ricardo nous a apitoyés sur eux, en nous les montrant condamnés à la baisse indéfinie de leurs profits. Or — comme pour les physiocrates celui des propriétaires fonciers — l'intérêt des industriels s'identifie dans la pensée de Ricardo à celui de la nation. Ce qui sauverait leurs profits, permettrait du même coup à la production nationale de

continuer à se développer. Ainsi le libre-échange. Faciliter l'importation des grains étrangers, c'est soustraire l'Angleterre à la nécessité d'emblaver des terres moins fertiles. C'est donc briser le cercle fatal qui entraîne les profits dans la baisse.

Avec la théorie du commerce international, nous faisons la connaissance d'un Ricardo confiant, optimiste; prosélyte et homme d'action autant que théoricien. La doctrine ricardienne des échanges extérieurs est toute smithienne d'esprit, elle illustre le principe de l'harmonie naturelle des intérêts; mais sa forme hypothétique, logique, rigoureuse, porte bien la marque de son auteur. Ricardo entreprend une apologie serrée du libre-échange. Lui objecte-t-on que l'Angleterre produit toutes choses à des coûts réels plus élevés que ses concurrents? Ricardo répond par sa célèbre théorie des « coûts relatifs », et démontre que même un pays handicapé pour la fabrication de toutes les marchandises n'en a pas moins intérêt à se spécialiser dans les productions où il l'est le moins, à s'approvisionner à l'étranger des autres marchandises. Ainsi les intérêts de toutes les nations, pauvres et riches, convergent : le commerce international est avantageux pour les unes comme pour les autres. Craint-on que le libre-échange ne fasse sortir d'Angleterre l'or qui s'y trouve, jusqu'à épuisement (c'est le vieux cauchemar des mercantilistes)? Ricardo répond par la théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes. Un déficit permanent de la balance est inconcevable. Si l'Angleterre commence par importer plus de marchandises qu'elle n'en exporte, l'or sortira d'Angleterre, et affluera chez ses fournisseurs. Mais il en résultera, en vertu de la théorie quantitative de la monnaie, une baisse des prix et des salaires anglais, une hausse des prix et des salaires dans les nations voisines. Par là les exportations anglaises seront encouragées, les importations découragées. L'équilibre tendra à se rétablir de lui-même. Telles sont les deux grandes lois sur lesquelles Ricardo fonde sa revendication de l'abolition des droits de douane. Ricardo est libéral sur le plan du commerce international comme en matière de répartition. Mais l'abstention de l'État, dans l'économie interne, signifiait résignation : ici, elle signifie émancipation. Là, le libéralisme de

Ricardo était dicté par la crainte d'une aggravation artificielle des maux de l'humanité; ici, il respire la foi en l'avenir. Et les lois du commerce international ne sont point seulement une théorie : mais une arme, que Ricardo brandit au Parlement, et qu'après lui ses disciples manieront contre le protectionnisme; elle emportera la victoire en 1846, et fera de l'Angleterre la patrie du libre-échange.

Au lendemain de la publication des *Principles*, la controverse qu'ils soulevèrent parmi les économistes ne porta point principalement sur la théorie des échanges extérieurs. C'est la valeur-travail qu'attaquèrent Torrens, Malthus; que défendirent dans toute sa rigueur James Mill et Mac Culloch; mais Ricardo lui-même beaucoup plus mollement. Ricardo est de plus en plus frappé du rôle que joue le temps dans la vie économique. Ne doit-on pas reconnaître en lui un élément de la valeur, à côté du travail? Les machines, les biens capitaux, contiennent-ils seulement du travail cristallisé, ou bien aussi du temps? Le profit ne serait-il pas le prix du temps? Pourquoi le vin prend-il de la valeur en passant des années dans une cave, sans qu'aucun travail soit intervenu depuis la vendange? Ricardo en vient à songer que le principe de la valeur-travail n'est sans doute qu'une hypothèse conventionnelle commode, un artifice de langage plus ou moins heureux; et même que son explication de la valeur est peut-être un échec. Il se reconforte en pensant que sa théorie de la distribution, indépendante de la valeur-travail, peut lui survivre. Ayons la charité de ne point ici disputer à Ricardo cette consolation...

Ricardo est mort prématurément à cinquante et un ans, en 1823. S'il avait vécu davantage, peut-être eût-il entrepris de remanier son œuvre, pour l'affranchir du postulat de la valeur-travail. Il n'eût sans doute fait que la démolir. De même nous verrons Karl Marx, à la fin de sa vie, douter de la vérité de son système, à peine avait-il achevé de le construire solidement et harmonieusement, sur la base de la valeur-travail et de l'improductivité du capital constant... Ces scrupules, ces inquiétudes autocritiques font honneur aux deux hommes. Mais si leurs doctrines restent célèbres et leurs noms glorieux parmi les éco-

nomistes, c'est à cause de la rigueur et de la cohérence qu'aux dépens peut-être de la vérité, ils ont données, dans leur forme primitive, à leurs deux systèmes — qui n'en sont qu'un seul.

Tant il est vrai que c'est la forme d'une œuvre plus que son contenu, son relief plus que sa substance qui la font grande aux yeux de l'histoire. Et M. Paul Valéry ne pense point que l'histoire ait tort. Vous donc, lecteur, considérez tout ce que la théorie économique moderne doit à Ricardo, dont elle n'a point pourtant laissé debout la moindre thèse. Vous ne donnerez point tort à M. Paul Valéry.

STUART MILL, OU LA VIEILLE DAME QUI SAIT TOUT ¹.

« Intelligent jusqu'à en devenir presque humain... »

(Aldous HUXLEY : *Point counter Point*, chapitre VI.)

Les *Principles of Political Economy* de Stuart Mill sont la dernière et tardive grande manifestation de l'école classique anglaise. Trente et un ans en séparent la publication (1848) de celle du livre de Ricardo dont ils empruntent le titre. Bien de l'eau est passée sous les ponts de la Tamise... et de la Seine, pendant ces trente ans; laissant des alluvions dont la doctrine de Mill sera enrichie, mais aussi bien quelque peu alourdie.

John Stuart Mill est le fils aîné de James Mill, philosophe benthamite et économiste ricardien. Il est né en 1806. Son père prit l'occasion de son éducation pour tenter une vérification expérimentale des théories psychologiques d'Helvétius, sur lesquelles s'appuyait Bentham. Contre toutes les formes de l'innéisme, Helvétius professait qu'à l'exception des monstres, les hommes sont tous au point de départ égaux en dons intellectuels. L'éducation, si Helvétius a raison, est toute-puissante. On verra bien si James Mill réussira à faire de son fils un génie

1. [Note de la troisième édition.] Cf. Stuart Mill, textes choisis et préface par François Trévoux, Librairie Dalloz, 1933 (*Collection des Grands Économistes*, publiée sous la direction de L. Baudin).

sur commande... sur la commande de Bentham. A trois ans, il lui fait commencer l'étude du grec. A treize ans, en 1819, Stuart Mill étudie à fond les *Principes d'économie politique* de Ricardo, qui ne sont point pourtant une tendre nourriture! A quatorze ans, son père l'envoie à Paris, où il habite chez Jean-Baptiste Say, et dispute de théorie économique parmi les docteurs. Plus tard, dans son *Autobiographie*, Stuart Mill affirme que l'expérience a été favorable aux théories d'Helvétius. Et certes, elle a fait de lui un esprit d'une culture extraordinairement riche et d'une rare élévation de pensée; mais dont le contact déçoit un peu. James Mill a fait artificiellement de son fils ce que les utilitaires croient qu'est naturellement l'esprit humain : un agrégat de connaissances, sans principe actif d'ordre et de progrès; une belle mécanique intellectuelle, raffinée, mais sans vie propre. Stuart Mill est malheureux avec sérénité, consciencieux sans enthousiasme. Sa grandeur est de résumer en soi tous les prolongements du benthamisme. Nominaliste en métaphysique, associationniste en psychologie, utilitariste en morale, individualiste en sociologie, démocrate et parlementariste en politique, libéral en économie, Stuart Mill incarne en une grandiose synthèse, sous tous ses aspects et dans toute son ampleur, la conception atomistique de l'homme et du monde. Mais sans aucune raideur. A côté de celle des benthamites, il porte la marque des socialistes français, du saint-simonisme en particulier; et celle de Sismondi, d'Auguste Comte, de Carey, de la philosophie de l'histoire des Allemands, voire de celle de Coleridge. Et cette tendresse philanthropique, cette sentimentalité socialisante que nous voyons se développer en Mill, surtout après son mariage avec M^{me} Taylor; cette étrange sublimation de son intimité intellectuelle avec cette femme un peu obscure ne sont-elles pas la tardive et timide revanche de ces fameux « penchants innés », dont son père avait en lui comprimé l'ardeur afin d'en pouvoir nier l'existence? Stuart Mill est un esprit terriblement mûr, et telle nous apparaît la doctrine classique anglaise, sous sa plume. Elle a perdu la rigidité provocante dont Malthus l'avait revêtue; on n'y respire plus l'ivresse d'abstraction et de systéma-

tisation que Ricardo lui avait insufflée. Elle est devenue sereine; raisonnable, et non plus seulement rationnelle. Elle n'est plus un système, mais une Somme. Elle a perdu ses angles, elle est rôtée et académique.

Stuart Mill a fait une synthèse éclectique de toutes les théories classiques. Il doit beaucoup à Smith, en qui sans doute il reconnaît, par-dessus la sécheresse ricardienne, une large culture, et l'art d'exposer agréablement. Il lui emprunte la théorie du fonds des salaires, qu'il répudiera du reste en 1869 : elle affirme qu'il existe une masse sociale préfixe de capital circulant destinée au paiement des ouvriers, et que le taux du salaire est le quotient de ce « fonds des salaires » par le chiffre de la population laborieuse. Stuart Mill adhère fermement au principe de la population de Malthus. Il donne de la rente foncière une analyse à peu près fidèlement ricardienne. Il intègre au système des grands maîtres les théories des plus récents économistes de l'école; la plus importante est la théorie dite de l'abstinence, de Senior, — laquelle explique l'intérêt du capital par le sacrifice de consommation immédiate qu'impose l'épargne.

Mais à l'héritage de l'école, Stuart Mill ajoute aussi des vues qui lui sont propres. Avec Jean-Baptiste Say, contre Sismondi, il s'efforce de démontrer l'impossibilité des crises générales de surproduction. Pour compléter et couronner la doctrine classique du commerce international, il propose une nouvelle théorie, dite des « valeurs internationales »; elle s'efforce de préciser la mesure théorique de cet avantage de l'échange international, dont ses prédécesseurs avaient seulement démontré l'existence et précisé les conditions. Surtout, dans le chapitre le plus célèbre de son ouvrage, Stuart Mill prolonge la dynamique ricardienne jusqu'à sa conclusion nécessaire. La baisse continue des profits doit conduire à un « état stationnaire » dont l'avènement est inévitable. Libre échange, progrès techniques ne le sauraient tout au plus que retarder un peu. Mélancolique perspective, penseront beaucoup; mais non point Mill, qui s'en réjouit bien plutôt. Car alors aussi bien, les hommes libérés de l'agitation et des soucis de la course aux profits cultiveront les

arts et la philosophie. Heureusement la population s'arrêtera de croître! Rien ne serait affreux comme un monde sans solitude, sans une fleur des bois! Les hommes sans doute seront plus heureux dans l'état stationnaire que dans l'état progressif. Pour un « utilitaire », c'est là le critère décisif, tiré de la fin suprême : le bonheur.

Or, la doctrine économique classique devient, avec Stuart Mill, purement utilitariste. Mill ne part pas à la recherche des lois naturelles, mais de la recette rationnelle qui doit assurer le plus grand bonheur du plus grand nombre. C'est ce changement de point de vue, au moins autant que les influences subies de Comte, des saint-simoniens ou de M^{me} Taylor, qui nous explique les entorses que la doctrine de Mill consent au libéralisme de l'école. Stuart Mill analyse la rente comme Ricardo; mais il la juge, et l'appelle *unearned increment* (surplus non gagné); il préconise la confiscation par l'État de la plus-value foncière. Il n'est pas moins favorable à une limitation sérieuse du droit d'héritage. Il envisage l'abolition du salariat et la généralisation de la coopérative de production. Son malthusianisme l'entraîne : non seulement il est un des premiers à avoir lancé en Angleterre la propagande néo-malthusienne, mais encore il appelle de ses vœux le jour où l'on considérera le père de famille nombreuse avec le même mépris qu'inspire aujourd'hui l'ivrogne. Il admet le droit pour l'État de limiter les mariages et la procréation. Au fur et à mesure des éditions successives de ses *Principes*, il se laisse de plus en plus entraîner sur la pente du sentimentalisme. Il est irlandophile, il est féministe; il se dit socialiste. Faut-il l'en croire? Chaque fois que le plus grand bonheur du plus grand nombre n'est pas le fruit spontané de la liberté, il tolère sans doute l'action gouvernementale. Jamais toutefois sans regret; sans jamais renier le culte qu'il a voué à l'individu. Pour un atomiste, l'individu est la seule réalité vivante. L'État n'est qu'« une machine ».

La doctrine classique, avec Stuart Mill, ressemble à une femme dont la beauté survit, plus claire, plus pure que jamais,

aux séductions déjà reposées. Jamais sans doute, elle n'avait su déployer tant d'art et de maîtrise réservée pour mettre son charme en valeur. Mais la minute qui vient est sur elle une menace...

Stuart Mill peut-être est le plus grand — c'est le dernier des grands classiques.

CŒNCLUSION.

Saisit-on mieux, maintenant, l'importance de cette école que Smith a fondée; que Malthus a colorée (de noir); que Ricardo domine; que Mill couronne? Elle laisse une méthode, un système, une doctrine.

Une *méthode* d'abord, une *Wirtschaftsanschauung* nouvelles. Pour la première fois dans l'histoire, voici une conception déterministe et mécaniste de l'économie politique. Les phénomènes économiques sont présentés comme une chaîne de causes et d'effets, qui se commandent nécessairement. L'économie politique devient une science rationnelle, logique, en voie de se trouver une expression mathématique. Ainsi les classiques préparent Walras.

Nous devons à l'école classique le premier *système* complet de théorie économique. Il comporte une statique et une dynamique. Toutes deux reposent sur des principes aujourd'hui controuvés : l'opposition radicale de l'agriculture et de l'industrie du point de vue de la reproductibilité des biens, le « principe de population », la valeur-travail, la loi d'airain des salaires, la confusion du profit et de l'intérêt, une fausse conception de la loi des rendements, etc. Cependant, — comme le système physiocratique celle du circuit — la statique classique a apporté à la théorie économique la notion de l'équilibre économique stable. Et la dynamique classique est à l'origine de beaucoup de philosophies économiques de l'histoire, celle de Marx en particulier. C'est ainsi que les « erreurs » savent être fécondes. N'en soyez donc surpris ni scandalisés! Hegel, contemplant

la succession des erreurs dans l'histoire de la pensée, croit voir « un tourbillon de vérités ivres ». Qu'appelons-nous donc « erreurs », sinon des vérités partielles dont le seul tort peut-être est de ne se point confesser telles? S'affranchir des « erreurs », ce n'est point tant les réfuter que les encadrer. Les classiques ont construit une statique sur la base d'une production à un seul facteur (le travail); et une dynamique à un seul moteur (la population). Leur tort fut de considérer comme suffisamment adéquates au réel des prémisses à ce point simplifiées. Si l'on consent à n'y voir que des hypothèses provisoires et transitoires, celles de la première étape du raisonnement économique, elles redeviennent légitimes, et l'artifice désormais conscient qu'elles supposent s'avère scientifiquement fécond.

Il n'y a point seulement un système, il y a une *doctrine* économique de l'école anglaise; elle prolonge une philosophie hédonistique et rationaliste; elle commande une politique économique individualiste et abstentionniste.

C'est à l'hédonisme et au rationalisme des classiques anglais que la pensée économique doit cette catégorie tant controversée de l'*homo oeconomicus*, dont elle éprouve aujourd'hui encore quelque difficulté à se dégager. Une science économique qui se veut autonome se peut-elle passer de l'hypothèse d'un tel monstre, aux mobiles purement égoïstes, à la conduite purement calculée ¹?

L'hédonisme rationaliste ne fournit pas seulement une partie des postulats psychologiques de la pensée des classiques; les principes téléologiques de leur doctrine en découlent aussi bien directement. Ils ont été les premiers à proposer la notion d'une fin spécifiquement économique : la réalisation du maximum de satisfactions pour l'ensemble des hommes. Cela aussi leur survivra. Pour assister à une tentative de dépassement du point

1. Si l'*homo oeconomicus* fait partie de l'héritage des classiques, aussi bien n'en représente-t-il d'ailleurs qu'une partie. L'*homo oeconomicus* n'est que la caricature de l'homme des classiques. On peut être à la fois Anglais et logicien; mais à la condition de demeurer réaliste. Les classiques d'Outre-Manche observent, non moins qu'ils ne raisonnent; ils sont psychologues et sociologues, au même instant qu'économistes,

de vue classique à cet égard, il faut aller jusqu'à Pareto et aux néo-marginalistes, qui prétendent libérer l'économie politique des fins autant que des postulats hédonistiques, et construire une économie philosophiquement neutre. Est-ce possible, sans dépasser le degré d'abstraction au-delà duquel une construction devient purement conceptuelle?

Les classiques ont lié la science économique à l'individualisme et à l'anti-interventionnisme. Longtemps après eux, on ne pourra parler d'« économiste libéral » sans paraître faire un pléonasme. Nos contemporains ont tenté les premiers de séparer totalement la science de l'art, et, sur le plan même de la science, de construire la théorie d'autres systèmes que celui qui repose sur la concurrence et la liberté. Or, même pour un moderne comme M. Ludwig von Mises qui s'y est pourtant essayé lui-même, ce sont les classiques qui avaient raison : la concurrence individualiste est la seule hypothèse qui puisse fonder une théorie cohérente et « pensable » ; le libéralisme est la seule doctrine « scientifique ».

L'instance n'est point encore close, que les classiques anglais ont introduite.

CHAPITRE VI

EN MARGE DE L'ÉCOLE CLASSIQUE ANGLAISE

LE SOCIALISME FRANÇAIS

« Je ne voudrais pas qu'on en rie. »

(Jacques CHARDONNE : *Eva, ou
Le Journal interrompu*, in fine.)

Voulez-vous maintenant qu'ensemble nous repassions le *Channel*? Fort peu d'hommes, fort peu d'idées ont eu cette bonne fortune entre la rupture de la paix d'Amiens et la capitulation de Fontainebleau! Aussi bien, en abordant le continent, nos yeux découvrent-ils un paysage intellectuel très différent de celui qu'ils viennent de quitter : plus riche, plus pittoresque, plus aimable; plus confus aussi, du moins à première impression.

L'école classique anglaise porte la marque de sa jeunesse vécue en présence de la guerre, dans l'atmosphère inquiète d'une instabilité monétaire prolongée, dans la hantise de la famine dont le blocus portait la menace. Au contraire toutes les doctrines que nous allons maintenant étudier, quelle que soit leur nuance, respirent la paix, la postulent, et l'exaltent. Sur le continent, le XIX^e siècle commence en 1815. Nous allons voir presque toutes les écoles rivaliser d'optimiste confiance en l'avenir, qu'elles fondent leur foi au « progrès » sur l'harmonie naturelle des mécanismes automatiques, ou sur la puissance constructive de l'intelligence et de l'effort humains. Cependant qu'outre-Manche tout tourne pour longtemps encore autour des économistes classiques et des « radicaux philosophiques », ici les doctrines politiques et sociales surgissent nombreuses et diverses : libéraux, théocrates, interventionnistes, socialistes,

aux multiples nuances échelonnées sur de longues gammes enchevêtrées. Pour bien comprendre un seul quelconque de ces courants — qui constamment se sont compénétrés — il les faudrait d'abord connaître tous. Force est pourtant d'attaquer le gâteau par quelque côté. Nous choisirons les socialistes français.

Saint-Simon, ses disciples, Fourier, Proudhon; — et d'autres dont nous pourrions à peine parler : Auguste Blanqui, Cabet, Pierre Leroux, Vidal, Pecqueur, Louis Blanc —, ce sont là des figures et des esprits si divers qu'on se demande parfois ce que peut bien signifier ce mot de « socialistes » par lequel on les relie. Gardons-nous surtout de définir l'étiquette, avant d'avoir fait la connaissance des hommes! Qui me donnera, pour évoquer ces étranges et nobles personnages, l'éloquence dense et limpide, sobre et colorée de l'André Maltère de Maurice Barrès? Que ne saurai-je parler d'eux avec cet enthousiasme lucide, que « l'ennemi des lois » communique si merveilleusement à M^{lle} Claire Pichon-Picard?

La pensée des socialistes français est charnelle, inquiète, dramatique. Elle se place dans l'histoire, non dans l'abstrait intemporel. Après le siècle sceptique et subjectiviste de Voltaire et de Rousseau, après la Révolution, après l'effondrement à Waterloo du grand projet napoléonien, nos socialistes font le point du chemin parcouru. Ils n'y aperçoivent qu'une confuse transition, vers un avenir encore obscur, qu'ils voudraient pressentir et informer. Un monde est mort, le monde nouveau n'est pas encore né. Pour la Révolution française, les socialistes ne manifestent pas moins d'enthousiasme que les libéraux de 1830; mais c'est un enthousiasme sérieux, chargé de crainte et tremblement.

Un événement surtout les frappe, et parfois les épouvante par ses colossales dimensions : la disparition du christianisme. Pas plus que les libéraux bourgeois ¹, les penseurs socialistes

1. Ne l'oublions pas : en France, dans la première partie du XIX^e siècle, presque toute la bourgeoisie est voltairienne tandis que les masses restent en majorité, sinon catholiques, du moins sympathiques à la religion. Cette situation ne sera retournée qu'après les journées de juin 1848, et pendant le Second Empire.

de la première moitié du XIX^e siècle ne mettent en doute que le christianisme soit révolu. Français, c'est la forme catholique du christianisme qu'ils ont en tête. Certes, ils ne l'entendent point ressusciter. Ils ne ménagent pas leurs sarcasmes à l'adresse d'une tradition qui place le Paradis terrestre aux origines de l'humanité, alors que pour tout le XIX^e siècle l'âge d'or est dans l'avenir. Ils ne savent que tenir pour barbare une doctrine qui prêche l'ascétisme et la résignation. Mais comment remplacer la religion disparue? Qu'est-ce donc qui désormais va servir d'axe des connaissances et de ciment des communautés; fournir à la fois une explication du monde, une règle de conduite, un principe d'enthousiasme, et un ferment de cohésion sociale? Le personnage de Jésus hante nos socialistes, qui souvent opposent l'audace révolutionnaire du *Sermon sur la Montagne* au conservatisme figé du monde clérical. Mais aussi bien les hante la grandiose construction intellectuelle et sociale édifiée par l'Église catholique, et parfois, comme plus tard à Maurras, il leur advient d'en admirer l'ordonnance en en répudiant l'esprit. Une grande place est vide, qui ne le saurait rester. Nos socialistes sont attirés par les grandes figures unificatrices des temps modernes : Newton, Napoléon. Ils attendent, ils proposent, ils sont de nouveaux messies. Ils nourrissent l'ambition de donner une religion moderne à la société moderne; et sur le fondement de cette religion nouvelle, de constituer organiquement un Monde et un Homme nouveaux.

On pourrait croire que tout ce développement concerne surtout Saint-Simon et les saint-simoniens. Mais Fourier aussi est un messie, et Considerant est son saint Paul, comme Bazard celui du messie Saint-Simon. Et Cabet a écrit : *Le Vrai Christianisme* comme Saint-Simon *Le Nouveau Christianisme*. Même Proudhon le rationaliste se montre à sa manière possédé de la hantise des choses religieuses. Il fait souvent songer à quelque séminariste détroqué. Il nie moins Dieu qu'il ne lui « déclare la guerre ». Il n'érige la Révolution en absolu que pour la hausser à la place de l'Église¹. Plus encore que les saint-simoniens et

1. L'un des principaux ouvrages de Proudhon a pour titre : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église* (1858).

Considerant, il connaît, il pratique la Bible, et la fantaisie de son exégèse n'a d'égale que l'abondance de son érudition scripturaire. S'il est un caractère général et spécifique du socialisme français, c'est bien sans doute cette hantise de la religion perdue. Nos socialistes ont été des premiers à sentir la tragédie du monde moderne : la tragédie d'un monde sans absolu, d'une pensée qui s'émiette et se désincarne; d'une société sans principe d'unité. L'incommensurable audace de leurs ambitions, cette confiance imperturbable avec laquelle ils se sont crus porteurs d'un message historiquement aussi important que fut autrefois l'Évangile, cette gauche et bizarre imitation qu'ils ont tentée des *Actes des Apôtres*, la manière totale dont ils se sont engagés à leur œuvre et à leurs chefs traduisent une angoisse lucide et profonde. Vue sous cet angle, leur étrange histoire ne paraîtra plus si puérile. Vous la trouverez grande et triste, au même instant que pittoresque. Si vous esquissez un sourire, il ne sera point sans quelque tendresse. Comme dit Chardonne : « Je ne voudrais pas qu'on en rie... »

SAINT-SIMON ET LES SAINT-SIMONIENS, OU L'ORGANISATION.

Claude Henry de Rouvroy, comte de Saint-Simon, est né en 1760. « Dernier des gentilshommes et premier des socialistes » c'est ainsi qu'il s'est lui-même défini; sa vie chevauche la Révolution française. Apparenté au célèbre mémorialiste, il appartient à une grande famille qui prétend descendre de Charlemagne; sans cesse la figure de son illustre ancêtre supposé habite la pensée de Saint-Simon, comme une invitation aux vastes entreprises. A quinze ans, le valet de chambre qui le réveille à l'ordre de lui dire chaque matin : « Levez-vous, monsieur le Comte, vous avez de grandes choses à faire! » Adolescent, il est l'élève de d'Alembert. La hantise persistante d'une « philosophie » conçue comme la somme et la synthèse de toutes les sciences, le projet sans cesse renaissant d'une Encyclopédie nouvelle témoigneront, tout au long de la carrière du saint-simonisme, de cette première influence qu'a subie Saint-Simon.

Cependant notre jeune comte entre à seize ans dans l'armée, et bientôt prend part à la guerre d'Amérique. L'Indépendance, pour les colonies d'outre-océan, signifiait l'avènement industriel. C'est dans l'ambiance du Nouveau Monde que Saint-Simon apprend à accoupler ces deux mots : la liberté et l'industrie. Comme les saint-simoniens sur le tard imagineront les premiers plans de percement de l'isthme de Suez, ainsi leur maître, à dix-neuf ans, propose au vice-roi du Mexique un projet de communication par voie d'eau des deux océans. Rentré en Europe, il envisage en 1788 la construction d'un canal pour relier Madrid à la mer. Le saint-simonisme a ses idées fixes.

Cependant survient la Révolution. Saint-Simon, élu président de l'assemblée électorale dans sa commune de Falvy (Somme), s'écrie : « Il n'y a plus de seigneurs, Messieurs, je renonce à mon titre de comte ! » Voilà donc rétablie l'égalité au point de départ. Il s'agit maintenant de gagner la course par ses propres forces. Et Saint-Simon se fait spéculateur. Il achète à vil prix des biens nationaux. Il acquiert des couvents pour en faire des usines. Il soumissionne pour la couverture en plomb de Notre-Dame de Paris. Quel symbole ! Avant même qu'en lui le philosophe les ait conçues, on dirait qu'une intuition pratique révèle à l'homme d'affaires les destinées de la civilisation métallique (celle de la Tour Eiffel et du béton armé), et la puissance créatrice de l'argent qu'on prête et qu'on risque, c'est-à-dire du crédit.

Sous la Terreur, Saint-Simon est emprisonné à Sainte-Pélagie. Charlemagne lui apparaît en son cachot, et lui promet une grande destinée philosophique. Libéré par le 9 thermidor, il se refait alors étudiant, à trente-cinq ans, et suit les cours de l'École Polytechnique. Terrain prédestiné, où la graine saint-simonienne, jamais étouffée, semble toujours prête à lever de nouveau, l'X est le lieu géométrique du saint-simonisme immanent. Saint-Simon devient l'ami du fondateur de l'École, Monge. Après avoir pendant trois ans fait le tour des sciences exactes nous le voyons suivre des cours de physiologie et de médecine. Entre temps, il joue au Mécène, il héberge de jeunes savants sans ressources. Il organise chez lui — avec l'aide d'une épouse éphémère qu'il s'est unie à cette seule fin — d'éclatantes récep-

tions où les savants qu'il attire côtoient les artistes qu'elle leur préfère. Cependant, quand Saint-Simon apprend la mort de M. de Staël (1802), il divorce, et se rend à Coppet, pour demander la main de l'illustre châtelaine. « Vous êtes, Madame — lui dit-il — la femme la plus intelligente de l'Europe; j'en suis l'homme le plus extraordinaire. Voulez-vous que nous fassions un enfant ? » Évincé par M^{me} de Staël, c'est dit-on pour tenter un dernier assaut de son cœur que l'année suivante (1803) Saint-Simon écrit son premier ouvrage : *Les Lettres d'un habitant de Genève*. Désormais pour Saint-Simon, les spéculations philosophiques prennent la place des spéculations foncières. Saint-Simon lance des idées comme il lançait hier des affaires. Il écrit en 1808 une *Introduction aux travaux scientifiques du XIX^e siècle*, et en 1813 un *Mémoire sur la science de l'homme* (qui demeurera inédit jusqu'en 1858). Ces quelques brochures échelonnées le long de la décade napoléonienne marquent la première étape de sa pensée. L'idée essentielle s'en affirme dès les premières lignes des *Lettres d'un habitant de Genève*; il faut organiser les sciences en un corps unique et universel des connaissances, et organiser les savants en une sorte de clergé hiérarchisé, sous l'égide d'un « Conseil de Newton ». Aussi bien Saint-Simon propose-t-il d'ériger des *Temples de Newton*, où seront organisés des pèlerinages. Newton le hante, qui unifia les lois de l'astronomie, comme Charlemagne avait unifié la chrétienté. « Plus d'honneurs pour les Alexandre, vive les Archimède ! » écrit Saint-Simon, amant malheureux de M^{me} de Staël exilée, cinq mois après la rupture de la paix d'Amiens, et tandis même que Bonaparte commence les préparatifs du camp de Boulogne. Pourtant il adresse au Premier Consul un exemplaire de ses *Lettres*. Visiblement, il compte un peu sur lui pour embrasser la grande tâche pacifique dont il dresse les plans.

Avec l'étoile de l'Empereur monte d'ailleurs le ton des louanges que Saint-Simon lui prodigue. Leur emphase culmine en 1808. Dans la préface de l'*Introduction aux travaux scientifiques du XIX^e siècle*, Saint-Simon propose de tailler le mont

1. La critique moderne conteste l'authenticité sinon de l'anecdote, du moins de la formule ci-dessus prêtée à Saint-Simon.

Saint-Bernard en statue de Napoléon. Et voici qu'en même temps vacille, sur le trône scientifique où d'abord Saint-Simon l'avait assis, l'Anglais Newton. La loi newtonienne de la gravitation, c'est la république en astronomie, la démocratie parmi les astres : chacun d'eux y joue son rôle comme composante de l'équilibre des mondes. Or, la pensée du gentilhomme Saint-Simon est hiérarchique. Et puis Newton, en dépit d'un éclair de génie, est demeuré empiriste et fragmentaire. Il n'a point tenté d'étendre à d'autres sciences que l'astronomie le principe unique sur lequel il l'a tout entière assise. Descartes avait vu plus loin. Descartes, ce sont les mathématiques dans toutes les sciences à la fois, ce sont toutes les connaissances ramenées à une loi unique. Saint-Simon, qui vante les « hommes généraux », à la compétence universelle, et la « théorie générale » (il définit ainsi la philosophie), se propose d'étendre à l'ensemble des sciences humaines le message de Newton ou mieux celui de Descartes : message d'unité, de rationalité, d'organisation.

Et de l'étendre, surtout, à la science sociale. Elle aussi, à son rang, doit devenir « positive », c'est-à-dire exacte et certaine, et non plus conjecturale. Fonder une sociologie et une philosophie de l'histoire scientifiques, parce qu'ordonnées et reliées à l'ensemble des autres sciences, telle est — en termes modernes, et donc anachroniques — la suggestion essentielle qu'apporte Saint-Simon dans son *Mémoire sur la science de l'homme* de 1813.

Dès la première Restauration, Saint-Simon se rallie bruyamment aux Bourbons. En matière politique, il a toujours eu les revirements aisés et rapides. Il a successivement encensé, avec la même emphase, tous les régimes qui se sont succédé en cette période mouvementée de notre histoire. Ainsi font toutes les Églises. La sublimité de leur message les en absout, le leur commande. A qui place son idéal au ciel, ou dans l'industrie, que peut bien importer l'étiquette de l'appareil politique? Comme Walther Rathenau vantera la Société des Nations, Saint-Simon admire la Sainte-Alliance, qui poursuit à ses yeux sous une autre forme la même tâche unificatrice, à quoi Napoléon vient d'échouer. Et puis les Bourbons, la Charte, c'est le régime parlementaire britannique introduit en France, et Saint-Simon

admire l'Angleterre, le pays le plus industriel du monde. Alors s'ouvre une seconde période de sa carrière intellectuelle. Avant de devenir « le premier des socialistes » Saint-Simon se met à l'école d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say. Il collabore au journal libéral *Le Censeur*, avec Charles-Comte et Charles Dunoyer. C'est auprès d'eux qu'il conçoit cet enthousiasme productiviste et industrialiste, qui soulèvera pendant trois quarts de siècle le mouvement saint-simonien. « L'économie politique — dit-il alors — c'est la science de la liberté. »

Cette seconde phase de la pensée de Saint-Simon fut de courte durée. Non point qu'il ait jamais renié Adam Smith et Jean-Baptiste Say pour ses maîtres. Non point que son enthousiasme pour l'industrie ait jamais fléchi, au contraire. Mais Saint-Simon n'est pas resté libéral. Trop de sang aristocratique circule pour cela dans ses veines! En 1817, il engage Auguste Comte et se sépare d'Augustin Thierry : cette substitution de jeunes secrétaires témoigne du glissement de la pensée du maître. Saint-Simon lit de Bonald, en 1817; et, deux ans plus tard, *Du Pape* de Joseph de Maistre. A l'école des théocrates, il découvre le Moyen Age. Il est repris par les grandes perspectives philosophiques et historiques. L'œuvre du XVIII^e siècle lui apparaît purement critique, négative. A travers cette bande de terre desséchée que figure la période révolutionnaire, Saint-Simon le perceur d'isthmes voudrait relier l'océan de l'avenir à l'océan médiéval; élaborer un dogme nouveau, édifier une société nouvelle, qui seraient aussi solides, aussi cohérents, aussi universels que ceux du passé.

Saint-Simon lance alors une cascade de brochures et de périodiques éphémères, où ses travaux se mêlent à ceux d'Auguste Comte, jusqu'à leur séparation consommée en 1824. Rien n'est frappant comme le désordre de cette œuvre, tout entière consacrée à l'exaltation de l'Ordre. Ainsi nos doctrines ne sont-elles souvent qu'une compensation pour ce qui manque à nos personnes et à nos vies...

Le XIX^e siècle est le siècle de l'histoire. Tandis que sa seconde moitié verra naître l'histoire critique, la première en est dominée par de grandes synthèses à vol d'oiseau. Condorcet pré-

side cette période, mais on y dépasse Condorcet. A sa loi du progrès conçu comme un accroissement continu de la quantité de civilisation, on ajoute la notion d'une évolution qualitative par successions d'« états » hétérogènes. Au progrès linéaire de Condorcet, on superpose — plutôt que l'on ne substitue — la conception plus complexe de cycles historiques qui se répètent. Saint-Simon est l'un des principaux artisans de ces progrès de la philosophie de l'histoire.

La sienne présente un aspect cyclique et un aspect linéaire. L'aspect cyclique en est le plus célèbre. Saint-Simon oppose les unes aux autres des « périodes organiques » et des « périodes critiques ». Au cours des premières, il y a des croyances et des valeurs essentielles, universellement reconnues, autour desquelles tout s'intègre. L'ensemble des connaissances et des règles d'action forme un édifice cohérent. Les phases critiques de l'évolution historique, au contraire, sont des périodes de décomposition intellectuelle et de chaos social. On n'y fait que démolir, sous prétexte d'inventorier les pierres. Aux yeux de Saint-Simon — personnage critique s'il en fut — la période critique figure le mal nécessaire. Son rôle est de préparer la période organique suivante. Charlemagne a inauguré une période organique; le XVIII^e siècle a ouvert une période critique : simple préambule à la nouvelle période organique à venir, dont Saint-Simon voudrait poser les premières pierres ou tout au moins dessiner les plans. De même que tout au Moyen Age était axé sur le christianisme, ainsi dans la nouvelle période organique tout reposera sur la science et la production.

Saint-Simon propose aussi bien de l'histoire une présentation linéaire. A la société primitive féodale-militaire fondée sur la force succède une société de légistes, fondée sur des principes de droit *a priori*; puis enfin la société industrielle, fondée sur la science et la production. Ces trois états de la société correspondent aux trois étapes de la vie de Saint-Simon : noble d'épée, journaliste libéral, apôtre de l'industrie. Ils correspondent, sur un plan voisin, aux trois âges de l'esprit humain que distinguera Auguste Comte : théologique, métaphysique, positif. Saint-Simon sera le prophète de la société industrielle,

de l'ère positive. Au gouvernement des nobles et des militaires que la Révolution a renversé; au gouvernement des légistes qu'elle a établi, il s'agit de substituer le gouvernement des industriels et des savants.

Et Saint-Simon, en novembre 1819, propose la célèbre parabole qui porte son nom. Il imagine que la France perde en un jour ses cinquante meilleurs mathématiciens, ses cinquante meilleurs chimistes... ses cinquante meilleurs poètes, ses cinquante meilleurs musiciens, ses cinquante meilleurs industriels, ces cinquante meilleurs banquiers, ouvriers, en tout trois mille personnes. Le mal serait presque irréparable. Qu'au contraire la France vienne à perdre Monsieur, tous les princes de la famille royale, les préfets, les cardinaux, les propriétaires, en tout trente mille personnes. Il n'en résultera — dit Saint-Simon — aucun dommage durable pour la société. « Tous seront faciles à remplacer. » Ainsi Saint-Simon confond pour un même culte la science, les arts, la production; dans un même mépris la politique, l'administration, la propriété. Il n'oppose pas les ouvriers aux patrons, mais tous les « producteurs » aux propriétaires et aux politiques, c'est-à-dire, dans son langage, aux « oisifs ».

Ce qui, pour les classiques, limite la production, ce sont en agriculture les superficies cultivables, et le capital dans l'industrie. Pour Saint-Simon, la limite est celle des capacités humaines, qui ne sont pas rationnellement utilisées. Il faut organiser la formation professionnelle à tous les échelons : le saint-simonisme est le grand précurseur de l'enseignement technique. Et aussi bien, si l'on veut, de l'école unique. Chacun doit pouvoir développer au maximum ses capacités naturelles, et accéder aux fonctions auxquelles elles le rendent apte. L'intérêt de la production l'exige. Pourtant Saint-Simon ne pousse pas jusqu'aux ultimes conséquences cette idée égalitaire. Il condamne l'hérédité des titres et des fonctions, mais tolère celle de la fortune. Car aussi bien — dit-il — la richesse même héritée comporte une « présomption de capacité ».

Favorable à l'égalité au point de départ, Saint-Simon repousse l'égalité au point d'arrivée, celle qui mettrait sur le même pied

capables et incapables, compétents et incompétents, zélés et nonchalants. Il ne condamne les privilèges de la naissance que pour consacrer ceux du talent. Il appelle de ses vœux une nouvelle noblesse de laboratoire et d'affaires. A ceux qui la possèdent, la compétence doit mériter le commandement, le prestige et la richesse. Dans une savoureuse *Lettre à messieurs les ouvriers*, publiée en 1821, Saint-Simon les invite à tenir à leurs patrons ce langage : « Vous êtes riches et nous sommes pauvres ; vous travaillez de la tête et nous des bras. Il résulte de ces deux différences fondamentales que nous sommes et que nous devons être vos subordonnés. » Voilà comme prêche « le premier des socialistes ».

Saint-Simon professe que la production doit être soustraite à l'anarchie de la concurrence, qu'elle doit être coordonnée, organisée. Nos cartels et nos trusts sont dans la ligne des idées saint-simoniennes. Mais celles-ci sont plus et mieux que technocratiques. Plus encore que sur les capitaines d'industrie, Saint-Simon compte sur les banquiers, sur un système bancaire étendu et fortement charpenté, pour jouer, par la distribution de crédit, le rôle essentiel d'impulsion et de coordination.

C'est depuis Platon une misérable constante de la pensée socialiste que la spéculation intellectuelle et la création esthétique envisagées comme des fonctions sociales. Saint-Simon veut « organiser » la science et l'art, à l'instar de l'industrie. Son idée primitive des « Conseils de Newton » n'est pas morte, mais il ne s'agit plus seulement de connaissances et de « théorie ». La science doit s'édifier sous le contrôle d'une nouvelle morale universelle, au service d'un idéal nouveau. Tandis que les intellectualistes anglais dissèquent les sentiments, Saint-Simon veut passionner la connaissance. Et sa pensée qui s'éveilla jadis, sous la férule de d'Alembert, comme un humanisme anti-théiste, s'achève maintenant en théocratie. Il faut un moderne sacerdoce pour soutenir et animer l'Empire moderne de la Capacité et de la Production. Saint-Simon écrit *Le Nouveau Christianisme*. Et peu de temps après, lors de sa mort théâtrale, il déclare solennellement à son disciple Olinde Rodrigues : « La

Religion ne peut disparaître du monde, elle ne fait que se transformer... »

Le 22 mai 1825, un petit groupe de disciples se trouvent réunis au Père-Lachaise autour du cercueil de Saint-Simon. Dès le 1^{er} juin, un cénacle se fonde parmi eux qui lance un journal éphémère : *Le Producteur*. En décembre 1828, commence rue Taranne l'*Exposition de la doctrine de Saint-Simon* : une série de leçons conçues à l'instar de l'exposition de la philosophie positive d'Auguste Comte. L'auteur principal en est Bazard; c'est à lui que revient le mérite d'avoir su présenter sous forme didactique le riche chaos d'idées jaillies de la volcanique pensée du maître. Mais l'influence de l'ancien polytechnicien Enfantin, plus mystique que son compère, se fait sentir de plus en plus au fur et à mesure que se succèdent les « séances ». Il ne faut rien lire sur les saint-simoniens, mais les écouter parler en cette *Exposition*. Tout Saint-Simon est là : les périodes critiques et organiques, la loi de succession des trois états de la société, le productivisme, l'exaltation de la capacité, l'organisation, le crédit, la fonction des banques. Qu'a-t-on dit que les saint-simoniens ont rendu méconnaissables les idées de Saint-Simon? Autant vaudrait prétendre que la Pentecôte a effacé le Jeudi Saint, ou les *Épîtres* de Paul le *Sermon sur la Montagne*! Accomplir une œuvre ébauchée, c'est la meilleure, c'est la seule façon de lui rester fidèle¹. Les saint-simoniens consomment la rupture d'avec l'Ancienne Loi : ils attaquent expressément Adam Smith et Jean-Baptiste Say, jadis les maîtres de Saint-Simon; et ses amis d'antan : Charles Comte et Charles Dunoyer. C'est que les libéraux sont des « légistes », ils appartiennent à l'âge métaphysique! Plus encore que Saint-Simon, les saint-simoniens insistent sur les destinées du crédit. Ils annoncent que le crédit remplacera la monnaie comme la monnaie jadis a remplacé le troc. De son extension, ils attendent l'abaissement du taux de l'intérêt : l'intérêt n'est pour eux qu'une survivance

1. Que ceux-là qui opposent au messie les deux papes du saint-simonisme veuillent donc bien méditer ce que dit Newman du « développement » des dogmes.

féodale. Il en est une autre qu'ils assaillent de front : c'est l'héritage, dont leur critique est célèbre et radicale leur condamnation. On s'appuie là-dessus pour les opposer à Saint-Simon : ils seraient socialistes, lui pas. Pourtant, en supprimant l'héritage, ils veulent rétablir l'égalité au point de départ, et calquer la distribution du capital sur celle de la capacité. Les saint-simoniens éprouvent la même horreur que Saint-Simon à l'endroit de ce qu'ils appellent « l'égalité turque ». Ils lui opposent « l'égalité industrielle », que définit leur formule un peu obscure : *à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres*¹. Le premier membre de phrase vise la répartition du capital, le second celle du revenu; tout s'éclaire ainsi. Socialisme productiviste, non moraliste. Dans la plus pure ligne de Saint-Simon.

L'école lui est fidèle encore quand elle se constitue en Église. Ce jour-là, — le jour de Noël 1829 — est la vraie Pentecôte saint-simonienne. Enfantin et Bazard sont élus « Pères suprêmes » et bientôt s'entourent de seize apôtres. Bazard c'est l'esprit solide qui pense ferme, entreprend hardiment et sûrement : c'est saint Paul. Quant à Enfantin, mystique, généreux, prime-sautier, il fait songer à Simon-Pierre. Chargé de paître les brebis à cause de sa foi et de sa générosité, en dépit que lui manquent plutôt l'autorité personnelle et le génie. En 1830, la « Famille » acquiert rue Monsigny le premier Temple saint-simonien. Elle s'y réunit trois fois par semaine; on chante des cantiques, on se livre à d'enthousiastes effusions. Cependant l'orientation de plus en plus mystique que prennent les idées d'Enfantin sur « la Femme » engendre une atmosphère de crise. Le 11 novembre 1831, un schisme éclate : Bazard quitte la Famille, Enfantin reste seul « Père ». Alors Pierre Leroux et Carnot entrent en dissidence. Lechevallier et Transon se font fouriéristes. Ainsi, n'eût été le Saint-Esprit, peut-être le concile de Jérusalem vers

1. [Note de la troisième édition.] De cette formule saint-simonienne, de très nombreuses variantes ont été imaginées. La maxime du communisme *stricto sensu* serait : *De chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins*. Mais pour la période de construction du socialisme encore en cours, la constitution soviétique de 1936 stipule en son article 12 : « En U. R. S. S. est appliqué le principe du socialisme : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail.* »

l'an 49 de notre ère, et l'incident d'Antioche dont parle l'*Épître aux Galates*, se fussent-ils terminés par la victoire des judéo-chrétiens. La sagesse et l'avenir se fussent peut-être alors, avec saint Paul, détournés de l'Église chrétienne.

Désormais, c'est le déclin. En avril 1832, se tient le fameux procès, où les saint-simoniens se rendent en procession depuis Ménilmontant, chantant des cantiques, affublés de leurs barbes et de leurs bizarres costumes. Le jury les déclare coupables, la « société dite saint-simonienne » est dissoute; et le 15 décembre, Enfantin entre à Sainte-Pélagie, en cette même geôle où Saint-Simon avait vécu les sombres mois de la Terreur.

La suite de l'histoire appartient peut-être au psychiatre plus qu'à l'historien des doctrines économiques. Tandis que les uns après les autres, les plus grands des saint-simoniens coupent leur barbe et dévêtent le costume, un noyau de fidèles, auxquels s'adjoignent de nouvelles recrues, se livrent à des transes qu'inspire Enfantin, dans l'attente et à la recherche de la Mère, de la Femme-Messie qui doit compléter le « couple-prêtre ». Ici les positifs diront que le Pape du saint-simonisme est affligé d'un complexe de castration; et les poètes songeront à *La Colline inspirée...* Une mystique qui n'a point au Ciel d'objet réel finit bien quelque jour par se fixer ici-bas. Cela se termine parfois par un enfant. Presque toujours la fausse mystique s'achève en mystique de la chair.

Cependant Enfantin, lui, vainement attend Celle qu'il se dit destinée. Il proclame que l'année 1833 sera l'année de la Mère. Alors, à l'instigation du Père en prison, les « Compagnons de la Femme » partent à destination de l'Orient, dans l'espoir d'y découvrir la « Mère ». Grâcié, Enfantin s'embarque lui-même pour l'Égypte, avec ses fidèles. Là, de grands projets habitent les saint-simoniens. C'est en montrant par l'audace de leurs entreprises, qu'ils sont « mâles », qu'ils appelleront la Femme. Afin de hâter « les noces de l'Orient et de l'Occident », ils veulent percer l'isthme de Suez. Mais Méhémet Ali ne s'intéresse qu'à un projet de barrage du Nil, destiné à permettre l'irrigation. Qu'à cela ne tienne : les saint-simoniens feront le barrage. Les travaux commencent. Mais bientôt la peste éclate à Alexandrie.

Douze saint-simoniens en meurent, d'autres repartent pour la France; l'un d'eux abjure la religion saint-simonienne pour embrasser l'Islam. C'est la dispersion.

Ces échecs répétés, cette misère des apôtres, cette morne désagrégation de la Famille, est-ce donc la fin du saint-simonisme? On peut le croire, vers 1840 et 1841, tandis qu'Enfantin, nommé membre de la Commission de l'Algérie, traverse de nouveau la Méditerranée, seul cette fois, pour voir encore méprisés tous ses projets. Pendant son absence, la Famille est en veilleuse; à son retour elle ne renaît pas. Et pourtant, l'élan saint-simonien n'est pas épuisé. Voici que l'on parle moins de la Mère, que l'industrie et l'organisation reviennent au premier plan. Les saint-simoniens « rentrent dans le monde ». Et s'ouvre l'ère du saint-simonisme pratique. En 1846 et 1847, Enfantin réalise la fusion de multiples compagnies ferroviaires, il constitue une *Société d'Études pour le canal de Suez*. En 1852, les frères Pereire fondent, avec le *Crédit Mobilier*, la première grande banque d'affaires française. Ainsi les saint-simoniens ont été les pionniers de l'organisation moderne des transports, et de la concentration financière de l'économie française.

Les saint-simoniens, ce sont les fils du laboureur de la fable. Partis à la recherche d'une nouvelle mystique, ils ont inventé le capitalisme moderne. Et presque aussi bien le communisme : car plus qu'un régime, c'est une ère qu'ils annoncent : l'ère du crédit et des machines, de l'expansion et de l'organisation industrielles.

J'écris ces lignes le 16 août 1943. Comme en 1815 alors qu'aux problèmes économiques s'éveillait la pensée de Saint-Simon, il va falloir après la destruction, reconstruire; après la division, réunir et coordonner; après les querelles d'idéologies politiques, s'attacher en commun à l'exploitation économique du globe; et plus spécialement chez nous : après un repli sur la terre et sur l'artisanat, édifier un nouvel appareil de grande production industrielle; après une période d'économie rétractée, déclencher un nouveau processus d'expansion capitaliste. Il va falloir nous refaire des élites. L'audace et la grandeur reprendront droit de cité dans la sphère économique. Nous n'avons besoin d'aucunes

leçons plus que de celles de la rue Taranne. Plaise à Dieu que demain secoue la France entière un grand frisson saint-simonien!

FOURIER ET LES FOURIÉRISTES, OU L'ASSOCIATION.

Les saint-simoniens exaltaient le travail productif, l'effort organisateur, le génie de l'homme qui dompte et conquiert le monde. Le fouriérisme, c'est la fantaisie, l'épanouissement joyeux d'une nature incontrôlée. Nous quittons le triomphal fracas des usines, la fièvre des grandes affaires; et Fourier nous transporte en des jardins fleuris, où se marie au chant des oiseaux — pour d'interminables et naïves fêtes — le rire frais et sot des tendres jouvencelles.

Fourier est un petit employé de commerce de province, un « sergent de boutique » comme il se nomme lui-même, pauvre, entièrement autodidacte, célibataire, maniaque. On l'imagine assez bien dans la pension du Père Goriot. Nous ne trouverons pas Fourier moins mégalomane que Saint-Simon. Comme lui, il prétend être à la fois Jésus et Newton. Mais Fourier a souffert de la cuisine médiocre de ces restaurants d'employés où manquent l'air et le soleil. Sa philanthropie procède d'une sympathie vécue pour les petits, dont il voudrait arracher la vie à cette monotonie, à cette grisaille, à cet isolement que lui-même endure.

Tous les autodidactes ont un peu le même itinéraire, et les mêmes traits intellectuels. Et ne sommes-nous pas tous plus ou moins autodidactes, hors de notre spécialité? Quand on n'a pas eu de professeurs, on a vite fait de se choisir des maîtres. L'autodidacte aborde quelques auteurs, plus ou moins au hasard, les lit sans en savoir imaginer le contexte historique, et s'en laisse éblouir. Il n'y saurait distinguer ce qui est original de ce qui est commun. Tout ce qui pour lui est découverte, il l'annonce au monde comme nouveau. Il confond la succession fortuite et désordonnée de ses acquisitions avec l'ordre des connaissances humaines. On ne lui a pas donné de principes pour classer, pour

juger : il se fait à soi-même ses points de repère. Et facilement il les choisit en sa propre expérience. De ses maîtres, il ne se fait pas tant l'élève ni le disciple que l'imitateur et l'émule : lui aussi renouvellera totalement la pensée, selon que leur lecture éveilla la sienné. Il trouvera bien dans sa vie quelque incident, dans son esprit quelque éclair de génie, à partir de quoi concevoir une révolution radicale de la science ou des structures sociales. Ainsi, ces savants professionnels qu'il jalouse, notre savant amateur les confondra.

Tel Fourier. A Marseille, alors qu'il était encore adolescent, son patron l'a chargé d'immerger des grains, pour éviter l'avi-lissement de leur prix : à cette première révélation de ce que nous appelons aujourd'hui le « malthusianisme économique », il rattachera toute sa critique de la concurrence. Plus tard, dans un restaurant, on lui sert une pomme; et, tandis qu'il la pèle, Fourier réfléchit qu'on la lui vend beaucoup plus cher qu'elle n'a été payée à son producteur. Le progrès de l'humanité — dira-t-il — est jalonné de trois pommes fameuses : celle qu'Ève et Adam mangèrent au Paradis terrestre; celle qui, tombant sur la tête de Newton endormi au pied d'un arbre, lui suggéra la pesanteur et la gravitation; enfin la dernière, la plus grande des trois pommes historiques : celle qui révéla à Charles Fourier la malfaisance des intermédiaires, et la nécessité d'ajuster directement l'une à l'autre production et consommation par le système phalanstérien. Et la troisième pomme est bien sœur des deux autres. Car Fourier ramènera les hommes en ces vergers paradisiaques dont Adam les a fait chasser. Car il étendra à la science des relations sociales le principe de la gravitation universelle par quoi Newton explique celles des astres, de telle sorte que « règne sur le globe un ordre comparable à celui qui règne dans les cieux ».

L'équivalent de l'attraction dans le monde humain, c'est l'instinct, ou, comme dit Fourier, la passion. Pour rendre vraiment universelle la loi newtonienne de l'attraction, il faut faire reposer toute la mécanique sociale sur l'attraction passionnelle, selon que la mécanique céleste repose elle-même sur la gravitation. Fourier exalte la libre expansion des passions. Il n'at-

tend rien de la contrainte d'une morale quelconque. Les devoirs — dit Fourier — sont des « caprices philosophiques ». Ils viennent de l'homme, tandis que les passions viennent de Dieu. Fourier n'attend rien non plus de l'autorité. A l'en croire, le tort de tous les réformateurs sociaux jusqu'à lui-même fut de penser que c'est par une réforme du gouvernement et de la religion enseignée que doit se faire le monde nouveau. Pour lui c'est de la base, non du sommet que viendra le salut. Saint-Simon voulait dégager une nouvelle élite, un nouveau pouvoir; Fourier veut libérer en chaque homme les goûts naturels qui le rendent socialement utile, afin de rendre vaine toute hiérarchie. Il prêche une morale sans contrainte, une morale de l'impulsion, du caprice. Cela comporte l'union libre. Fourier hait le particularisme familial : la famille, cela sent le renfermé. Avant André Gide, Fourier lance le « Familles, je vous hais », qui est une des raisons que Gide a données de son adhésion — passagère — au communisme. La liberté sexuelle règne au « phalanstère » fouriériste, et pour que chacun ait droit à sa part de joie, des « bacchantes » sont chargées spécialement de « consoler les vaincus de l'amour ». Les enfants sont élevés en commun, par des « bonnes » que leurs instincts prédestinent à cette fonction.

Non moins que son partenaire sexuel, chacun en Harmonie peut librement choisir et varier son travail. Fourier transpose et élargit le principe classique de l'harmonie des intérêts, pour en faire un principe de l'harmonie des passions. Sa psychologie est beaucoup plus complexe que celle des classiques, sinon moins schématique. Au type unique de l'*homo oeconomicus*, il substitue huit cent dix modèles différents de caractères; au principe de la recherche de l'intérêt personnel, douze passions dont les trois principales sont la « composite » (qui pousse les hommes à s'associer), la « cabaliste » (qui les excite à rivaliser entre eux); et la « papillonne » (qui les invite au changement). Parmi les passions ne figurent pas l'envie, la paresse, la haine. Comme Fourier fuit l'idée de la souffrance, il oublie le mal; il néglige ou nie le péché originel¹. Les trois passions principales — compo-

1. Son disciple Considerant en aura conscience, et tentera d'appuyer la psychologie fouriériste sur une exégèse — toute personnelle — de la Genèse.

site, cabaliste, papillonne — invitent les hommes à se grouper en « séries », qui entretiendront entre elles une constante émulation, et alterneront leurs travaux pour les empêcher de devenir jamais lassants. La société fouriériste, c'est une société musicale où les accords et les discords passionnels composent spontanément une harmonieuse symphonie. Fourier n'oublie que le chef d'orchestre. Il n'en est pas besoin selon lui, car Dieu a établi d'avance l'harmonie des goûts et des tâches utiles. Les enfants aiment la saleté? Preuve que Dieu les destine aux travaux que les adultes nomment répugnants. Dieu a établi une passion pour chaque travail nécessaire. Il suffit de découvrir la concordance préétablie, et de la laisser se réaliser.

Tel est le principe de la société fouriériste. Le cadre en est le phalanstère, sorte de commune fermée où vivra la phalange, grande caserne sans officiers et sans sentinelles, où l'on ne rencontre que des volontaires librement associés sur le pied d'égalité. Environ seize cents individus « des trois sexes » — comme dit Fourier — c'est-à-dire hommes, femmes et enfants. Aucun détail ne nous est épargné quant à la disposition des lieux, à la division des habitants en séries alternées, à l'ordonnance des travaux, à celle des repas qui se prennent tous en commun — voire au décrochage des chaussures qui est centralisé comme toutes les opérations ménagères. Les chaussures en Harmonie ne sont d'ailleurs jamais bien sales : la boue est abolie au phalanstère, où les rues sont des « rues galeries », couvertes, à l'abri des intempéries. Le travail se fait en commun. Chacun s'agrège à la « série » de son choix, selon ses affinités et ses goûts. Une émulation est organisée, qui utilise la « cabaliste ». Enfin, pour donner satisfaction à la « papillonne », aucun travail ne dure jamais plus de deux heures. Le produit social est divisé en trois parts, qui rémunèrent respectivement le travail, le capital et le talent. Les dividendes sont élevés en Harmonie, où ils atteignent jusqu'à 36 %. Fourier est très opposé à l'égalité : non point tant, comme Saint-Simon, parce que l'inégalité est féconde, que parce qu'elle est naturelle; or pour Fourier la nature est divine : toujours il la faut respecter; partout il la faut restaurer, où les artifices humains l'ont supplantée. Mesurez ici ce que le fourié-

risme doit au xviii^e siècle! Fourier, c'est un Jean-Jacques Rousseau qui ne serait pas individualiste.

De l'avènement de la société harmonienne, Fourier détaille les fruits merveilleux : la moyenne de la vie humaine sera élevée à cent quarante-quatre ans; un enfant de quatre ans au phalanstère sera plus prudent et expert qu'un « civilisé » de quarante ans; les pôles seront réchauffés; l'eau de mer aura une saveur agréable; la Terre aura quatre satellites; on verra apparaître des « antilions » et des « antirequins », domesticables et serviables à l'homme; et nous aurons peut-être un membre de plus — sur la foi de quoi les caricaturistes du temps représentent les fouriéristes munis d'une queue, laquelle se termine par un œil...

Or, pour que se réalisent tous ces prodiges, il n'est point besoin de violence ni de contrainte. Il suffit que la découverte de Fourier (il parle parfois de révélation divine) frappe seulement quelques esprits, qu'une expérience soit tentée. Alors de proche en proche l'Harmonie gagnera le Globe. Fourier n'attend rien du Pouvoir. Il multiplie en revanche les appels à un éventuel Mécène, qui veuille bien financer le premier phalanstère. Tous les jours à midi, heure où il lui a fixé rendez-vous, Fourier l'attend en son modeste logement de célibataire : chaque fois déçu, jamais découragé.

Non plus qu'à Saint-Simon, il ne fut donné à Fourier d'assister à l'essor du mouvement qui devait naître de sa pensée. Pourtant c'est au cours des dernières années de son existence que son principal disciple, le polytechnicien Victor Considerant, a mis en branle la propagande fouriériste. Bientôt — après la mort du Maître en 1837 — ce seront les grands banquets fouriéristes, et les expériences de communes-modèles à Condé-sur-Vesgres et au Texas. Déçus leurs espoirs de fonder une Église, les saint-simoniens s'étaient retournés vers les réalisations pratiques : chemins de fer, canal de Suez. Crédit Mobilier. L'échec des expériences phalanstériennes fera glisser les fouriéristes dans l'action politique. Durant les dernières années de la Monarchie de Juillet, pendant la seconde République surtout, c'est une force

importante sur l'échiquier de l'opinion que leur secte. A vrai dire, elle délaisse un peu le phalanstère pour des problèmes plus immédiats : elle s'occupe d'élections, de politique extérieure, de libre-échange; elle prêche instamment l'union de tous les socialistes, sans distinction de doctrine; elle se lave les mains des thèses immorales de Fourier sur la famille, qui éloignent la clientèle. A partir de la Révolution de 1848, elle devient ardemment républicaine et égalitaire. Et cela surtout l'éloigne de l'idéologie du maître.

Ainsi engagé dans la lutte politique, le fouriérisme mourra d'un soubresaut politique. Après 1851, il ne restera plus rien d'un mouvement qui s'était quelque temps imposé à la tête de toutes les forces socialistes françaises. Désormais les traces mêmes de la doctrine fouriériste se perdent dans l'ensemble de la tradition socialiste.

Du point de vue économique, en face surtout du saint-simonisme, le fouriérisme se présente comme un socialisme rétrograde. Les fantômes des structures précapitalistes — agrariennes et féodales — hantent évidemment le phalanstère. Comme par hasard, presque tous les exemples dont Fourier se sert pour décrire les travaux de la société future nous représentent les Harmoniens en train de cultiver des légumes ou des fleurs, et de cueillir des fruits. Ce sont là peut-être des tâches particulièrement « attrayantes », mais auxquelles ne saurait être réduite une moderne économie. Fourier, c'est un prophète du passé, qui projette dans l'avenir des réminiscences d'époques révolues. Lorsqu'il déclare : « Le commerce, c'est l'art d'acheter trois francs ce qui en vaut six, et de vendre six ce qui en vaut trois », ne nous renvoie-t-il pas un écho de la morale économique préthomiste? Le jargon de Fourier, ses classifications minutieuses et formelles, sa psychologie en forme de catalogue n'évoquent-ils pas la subtile grammaire de la scolastique décadente? Et ce phalanstère où l'on vit en commun et qui se suffit plus ou moins économiquement, c'est le manoir d'antan, ou mieux encore la communauté monastique de la grande époque, — l'abbaye de Thélème, s'entend, plutôt que le cloître de Clairvaux!

c'est la raison de l'homme qui triomphe des passions, et se hausse à la place de Dieu. Proudhon voue à Dieu sa haine. Il Lui en veut pour deux motifs principalement : parce que Dieu est immuable, et parce qu'Il est transcendant. Ces deux attributs de Dieu défont la nature de l'homme, et déchoient sa dignité. Si l'immobilité perpétuelle est la loi de l'Être divin, la loi de l'homme c'est le progrès sans fin. Dieu est parfait, l'homme sans cesse perfectible. Dieu dans l'univers humain signifie et apporte la stagnation, la fixité, la mort. D'autre part le monde des hommes est horizontal; l'essence même de l'humanité et la forme ultime de son épanouissement, c'est la justice, c'est-à-dire l'égalité. Mais Dieu imprime au monde un relief hiérarchique. Il symbolise et supporte toutes les formes de l'autorité. Voilà pourquoi Proudhon Lui « déclare la guerre ». A cette révolte fondamentale, toute sa doctrine cherche une expression.

Pierre-Joseph Proudhon — né en 1809 à Besançon — est le fils d'un modeste tonnelier de village franc-comtois. Il est l'aîné de cinq enfants. Il a grandi dans l'atmosphère d'une pauvreté digne, mais dure et imméritée. Une certaine sentimentalité émotive et timide, une certaine rudesse gauche dans l'expression témoignent chez lui de cette marque plébéienne, que nous reconnaissons aujourd'hui — quelque peu frelatée par un grain d'exploitation littéraire, — chez un Jean Guéhenno ¹. Proudhon d'abord a gardé les vaches, et mené une « existence crottée ». Admis comme externe gratuit au lycée de Besançon, il y a ensuite étudié avec frénésie, presque sans livres. A dix-huit ans, il se fait ouvrier typographe. Plus tard il est comptable dans une maison de transports. C'est comme ouvrier surtout que Proudhon a étudié. Il est autodidacte, plus typiquement encore que Fourier. En 1839, quand il aura trente ans, l'Aca-

nisme, édition du Seuil, 1945. — [Note de la troisième édition.] Cf. d'excellents morceaux choisis de Proudhon, précédés d'une introduction par J. Lajugie, publiés en 1953 à la Librairie Dalloz (*Collection des Grands Economistes*, sous la direction de L. Baudin).

1. Mais filtrée par une pudeur combien délicate, affinée par une combien exquise culture! Rien qui rappelle chez Guéhenno le cabotinage proudhonien!

démie de Besançon lui accordera le bénéfice d'une pension. A partir de cette date il sera presque exclusivement penseur et écrivain. Mais toute sa vie, il gardera la hantise de se voir méprisé par ceux qui ont eu des études plus faciles et qui ont hérité d'un vernis que l'on n'acquiert pas adulte. Il souffre comme auteur d'un complexe d'infériorité. De là sans doute son style rugueux, rageur, acariâtre, rabâcheur.

« Entre la propriété et la communauté — a dit Proudhon, — c'est-à-dire : entre l'économie libérale et le socialisme d'association — je construirai un monde. » Et c'est bien un monde d'idées que nous présente Proudhon; mais on ne saurait précisément le dire construit. Fourier nous invitait à la contemplation détaillée d'une imaginaire Harmonie. Proudhon, lui, ne se complaît que dans les grandes antinomies du réel. L'opposition de la thèse et de l'antithèse est la substance même de sa doctrine. L'œuvre de l'auteur des *Contradictions économiques* peut elle-même aisément apparaître comme un tissu de contradictions. Beaucoup pourtant s'en éclairent ou réduisent, dès lors que l'on consent à rendre à la pensée proudhonienne la dimension du temps. N'abordons point Proudhon comme nous ferions le Dieu immobile qu'il a tant haï! Telle l'Humanité selon sa doctrine, Proudhon est un esprit en marche. Ce n'est qu'en épousant ses pas que nous pénétrerons sa pensée.

La forme de la pensée de Proudhon, c'est l'équilibre des contraires; la base de sa morale sociale, c'est l'équilibre des droits : c'est la justice. La justice, c'est la relation essentielle, et qui comme telle atteint à l'absolu; c'est quelque chose de purement terrestre, et qui parvient à l'idéale permanence. C'est donc cela même que Proudhon cherchait en l'homme pour le dresser contre Dieu, et pour le faire Dieu.

La justice, pour Proudhon, c'est l'égalité. Les hommes sont égaux en dignité, puisqu'ils possèdent tous la raison; ils doivent être égaux en droits; et non moins égaux en fait, c'est-à-dire économiquement égaux. Au nom de l'égalité, Proudhon commence par dresser contre la société actuelle et contre l'économie libérale un réquisitoire qui n'en épargne rien.

L'institution qui symbolise et perpétue les inégalités, c'est aux yeux de Proudhon la propriété. Comment justifie-t-on traditionnellement la propriété? A l'origine, par le droit de l'occupant. Mais si l'occupation fondait un tel droit sur les choses, la non-occupation devrait le faire disparaître. Au contraire précisément la propriété, dans la société actuelle, c'est le droit de celui qui n'occupe pas la terre, à l'encontre de celui qui l'occupe. Pour justifier la propriété, on invoque encore le droit naturel qu'aurait l'homme à disposer du produit de son travail. Proudhon dont pourtant l'exaltation de la dignité du travail manuel est un thème favori, s'inscrit en faux contre ce prétendu « droit ». En effet la productivité du travail varie selon les individus; et la répartition doit être égale. Le produit n'est pas au producteur, il est à tous. « Le producteur lui-même n'a droit à son produit que pour une fraction dont le dénominateur est égal au nombre des individus dont la société se compose. » Si d'ailleurs le travail était le fondement de la propriété, n'en devrait-il pas résulter que tous les travailleurs fussent propriétaires, et qu'aucun non-travailleur ne le pût être? Or l'effet patent de l'institution capitaliste que l'on appelle propriété est précisément au contraire de permettre l'oisiveté aux propriétaires, de fermer aux travailleurs l'accès à la propriété. Ainsi les arguments que les défenseurs de l'ordre établi proposent à l'appui de leur thèse se retournent contre l'institution qu'ils étaient destinés à fonder. Ils ne prouvent rien, ou prouvent trop.

Le droit de propriété n'entraîne point seulement une inégale répartition des fortunes; il permet à ses titulaires de se procurer toutes sortes de revenus sans travail, que Proudhon appelle « droits d'aubaine » et qu'il pourfend de ses invectives indignées. Pour lui les revenus de la propriété, ce sont des redevances féodales qui survivent camouflées à la Nuit du 4 août. Proudhon s'attaque d'abord au revenu non gagné de la propriété foncière, au fermage. « Qui a fait la terre? » — demande Proudhon — « Dieu! En ce cas, propriétaire, retire-toi! » Cependant pour Proudhon la rente n'est qu'un reflet et une conséquence des revenus industriels non gagnés. La rente s'explique

par l'intérêt et le profit, dont l'abolition constitue la clé de l'élimination de tous les droits d'aubaine. Proudhon fait montre d'une violente hostilité contre l'intérêt de l'argent. L'argent ne fait pas de petits : sa fécondité ne saurait être que contre nature. Tout mal — c'est-à-dire toute « aubaine » — vient en fin de compte de l'argent. Proudhon professe un violent antichrysisme. Il voudrait remplacer l'échange monétaire sur la base du prix (reflet du rapport offre-demande et de ses fluctuations) par l'échange direct (le troc) sur la base fixe du travail dépensé. Proudhon condamne donc le profit du producteur et du commerçant.

Si les idées proudhoniennes sur l'intérêt et le profit commercial peuvent paraître décalquées du Moyen Age, voici un autre revenu sans travail à propos de quoi Proudhon nous présente une analyse personnelle et nouvelle : la plus-value du travail collectif. En régime libéral — dit Proudhon — le patron verse à l'ouvrier la valeur que celui-ci pourrait produire en travaillant seul à son compte. L'ouvrier n'en saurait exiger davantage. Or l'effort collectif n'additionne pas, mais multiplie l'efficacité des efforts individuels. Si deux cents grenadiers ont pu en quelques heures dresser sur sa base l'obélisque de Louqsor au milieu de la place de la Concorde, un homme seul, en deux cents fois plus de temps, n'y serait jamais parvenu. La division du travail et la coordination des efforts ont une productivité spécifique. En régime capitaliste, le patron s'approprie le surplus de produit qui lui correspond ¹.

Donc, pour Proudhon, la spoliation est partout en régime capitaliste. Le propriétaire de la terre prélève injustement la rente aux dépens du fermier; le propriétaire du capital, l'in-

1. Voilà une sorte de « plus-value » dont l'analyse est tout à fait différente de celle de la plus-value marxiste. Disons tout de suite qu'elle n'a pas de fondements théoriques plus solides. La valeur du produit du travail d'un artisan indépendant (et qui ne posséderait aucun capital) constitue bien une limite théorique *inférieure* du salaire; mais non point une norme fixe que celui-ci ne saurait non plus excéder. En régime libéral, la concurrence que se font entre eux les patrons, doit normalement amener le salaire au niveau de la productivité spécifique du travail fourni par l'ouvrier (de sa productivité spécifique *marginal*, précise la théorie moderne).

térêt aux dépens de l'industriel. Le producteur et le commerçant exploitent le consommateur en se réservant des profits. Le patron exploite l'ouvrier, en vertu du régime du salariat, qui lui permet de soustraire des salaires qu'il distribue la part du produit imputable à la coordination des efforts dans l'entreprise. Enfin les ouvriers s'exploitent les uns les autres, puisqu'ils ne sont pas tous également payés, comme la justice voudrait qu'ils le fussent. Tout cela témoigne d'une scélérate, d'un satanisme dont Proudhon croit Dieu seul capable! Ainsi s'éclaire la portée de ce cri fameux, dont dès son premier écrit, en 1840, la résonance scandaleuse désigne Proudhon à l'attention de l'opinion publique : *La propriété, c'est le vol!* La modestie de Proudhon ne va pas jusqu'à minimiser l'importance de cette « étourdissante proposition ». « Il ne se dit pas en mille ans deux mots comme celui-là — écrira-t-il. Je n'ai d'autre bien sur la terre que cette définition de la propriété. Je la tiens pour plus précieuse que les millions de Rothschild, et j'ose dire qu'elle sera l'événement le plus considérable du règne de Louis-Philippe. » La formule de Proudhon est devenue célèbre, elle a eu de la chance. La chance est la première qualité d'un bon général — disait Napoléon. Que demander d'autre à un slogan? A celui-ci, nous saurons au moins gré d'exprimer en trois mots, plus et mieux que la doctrine de Proudhon sur la propriété, la structure même de son esprit dialectique et antinomique. « Dieu, c'est le mal » — dira-t-il ailleurs, dans la même veine. Là comme ici, la formule même signifie plus sans doute que n'a de sens ce qu'elle veut dire. Car enfin qu'est-ce donc que le vol, sinon une atteinte à la propriété? En l'appelant « vol », Proudhon veut-il suggérer que la propriété soit un concept contradictoire? Ou bien entend-il accuser l'institution de la propriété capitaliste de violer quelque propriété essentielle, celle-là légitime? les formules les plus éclatantes ne disent pas souvent la plus claire pensée; ni les plus tranchées, la plus nette.

Pour Proudhon, reste maintenant à honorer le second terme de son ambitieuse devise : *Destruam et oedificabo*. Mais le moyen d'éliminer l'inégalité sans introduire la contrainte? Or Prou-

dhon, non moins que l'égalité, tient à la liberté. L'égalité est la thèse, la liberté l'antithèse de la dialectique proudhonienne. Logiquement l'égalité et la liberté se postulent réciproquement : égalité, c'est absence de hiérarchie, donc d'autorité. Mais pratiquement, elles semblent s'exclure, car l'inégalité est dans la nature : son élimination implique la contrainte, et que des atteintes soient portées à l'indépendance de l'individu. C'est ici que se noue le drame de la pensée de Proudhon. Voyons comment il se déroule.

La propriété, c'est le vol. Mais par quoi donc la remplacer? Par la communauté des biens, dont le phalanstère fouriériste suggère l'idéal, même s'il n'en réalise pas précisément la formule? Mais Proudhon est individualiste et rationaliste : il a horreur des communautés, de l'oppression promiscuitaire qu'elles signifient, de la sentimentalité humide qui les cimente. Proudhon se pose en adversaire déclaré du sentiment. Il se méfie « de la fraternité à l'égal de la volupté ». De sa part ce n'est point peu dire : nous conterons bientôt les sévérités de sa morale. « Loin de moi, communistes — s'écrie Proudhon — vous m'êtes une puanteur et votre vue me dégoûte! » Ce n'est pas l'association qui doit réparer les maux du libéralisme.

Par quoi remplacer alors la propriété? A cette question, en 1840, Proudhon répond : par la *possession*. La propriété capitaliste est injuste parce qu'elle engendre des revenus sans travail : la possession proudhonienne, ce sera la propriété moins l'aubaine; le droit d'user de la chose, non d'en disposer. Une propriété tronquée, mutilée, découronnée, mais qui reste purement individuelle.

Cependant, quel est donc le propriétaire éminent dont l'exploitant tiendra la possession? L'État? Il n'est point d'autre possibilité; et, lorsqu'en 1840, Proudhon voulait substituer la possession à la propriété, c'est bien cela qu'il avait en tête. Un État seul et universel propriétaire, qui concéderait à chacun la possession des biens confiés à son exploitation, « ce fut un jour mon utopie » — écrit-il en 1861. Ce ne le demeura point longtemps. Proudhon hait l'autorité : quelle qu'elle soit, pour lui, elle incarne Dieu sur la terre. Proudhon, c'est le citoyen contre

les pouvoirs. Il ne tarit pas d'invectives contre « cet être sans passion, sans génie, sans moralité qu'on appelle l'État ». Si l'exploitant devient son fermier, « il semble — écrit Proudhon lyrique — que la motte de terre se dressera contre lui et lui dira : « Tu n'es qu'un esclave du fisc, je ne te connais pas. » Alors, afin d'écartier l'État, Proudhon, petit à petit, infléchira sa primitive notion de la possession, pour la rapprocher sans cesse de la propriété capitaliste qu'elle devait initialement détrôner. D'abord Proudhon rendra la possession héréditaire. Et cela satisfait le respect profond qu'il voue à l'institution familiale. Proudhon se place ici aux antipodes de Fourier et même d'Enfantin. Il est hostile à toute émancipation des femmes, et professe que la nature même de la femme l'enferme en cet implacable dilemme : servante ou courtisane; — cependant qu'il compose à sa gloire de curieuses litanies, sur le modèle de celles que l'Église catholique chante à la Vierge Marie. Proudhon l'individualiste est un des défenseurs les plus exigeants de la puissance paternelle et de la cohésion du foyer. Ce libertaire est le contraire d'un libertin. Il taxe de licence la morale sexuelle de l'Église catholique. Il condamne l'amour même dans le mariage. L'institution de l'héritage ne peut que rencontrer sa faveur, puisqu'elle affermit la famille. Héréditaire pourtant, la possession n'est plus un droit précaire, viager. Perpétuelle à l'instar de la propriété, elle sera bientôt désolidarisée de l'occupation effective et personnelle. Cependant le coup d'État de Napoléon III avive encore chez Proudhon l'horreur de l'autorité. Alors en lui 1789 achève de supplanter 1793; les Droits de l'Homme submergent la Montagne. Il ne se contente plus de marcher à reculons : il fait volte-face. Son œuvre, qui s'est ouverte par son *Mémoire sur la propriété* de 1840, s'achève sur une *Théorie de la propriété* que l'on n'a publiée qu'après sa mort (survenue en 1865). Proudhon y adore ce qu'il avait brûlé. Il s'écrie maintenant : « Je suis pour l'alleu contre le fief. » Cela veut dire exactement : « Je suis pour la propriété contre la possession. » Une propriété absolue, c'est en effet la seule garantie solide qui puisse être élevée de façon permanente contre l'absolutisme de l'autorité de l'État. La propriété

ne se pouvait légitimer tant que l'on envisageait seulement les rapports des individus entre eux; elle se justifie si l'on considère les relations des individus à la puissance sociale. Le « principe » de la propriété est immoral; mais les « fins » en sont bonnes. Proudhon fait amende honorable. Son idéal devient alors la généralisation lente et progressive de la petite propriété paysanne. Jacques Bonhomme s'est mué en Marianne des Champs. En même temps Proudhon revient sur ses conceptions premières quant à la rémunération du travail. Il rejette le principe de l'égalité absolue de rémunération, pour se rallier à celui du droit pour chacun au produit intégral de son travail.

Si Proudhon s'était dans tous les domaines abandonné de la sorte à ce qu'il appelle complaisamment « l'évolution progressive de sa pensée », son *Destruam et oedificabo* ressemblerait fort à l'aventure de la table rase cartésienne : pièce par pièce il aurait entièrement reconstruit l'édifice qu'il avait commencé par bruyamment démolir. Mais Proudhon ne l'entend pas ainsi. Il ne renonce pas à l'égalité. S'il lui échappe de réhabiliter la rente, en revanche il persiste jusqu'à la fin à dénoncer et à condamner l'intérêt du capital, le profit industriel et commercial, l'exploitation du travailleur. Proudhon a la prétention que l'idéal de la liberté et l'idéal de l'égalité ne se consentent, dans sa pensée et en fait, aucun sacrifice. Il ne s'agit point de concilier deux principes opposés en leur imposant des concessions réciproques, mais de juxtaposer des idéals contradictoires sans pour cela consentir de l'un ni de l'autre la moindre restriction. A cette fin, Proudhon propose la formule « mutuelliste » : celle d'un régime égalitaire fondé sur le seul libre contrat. Que les hommes s'entendent donc librement pour respecter la justice, et la justice cessera d'être incompatible avec la liberté. Mais par quoi donc les hommes seront-ils persuadés de conclure le pacte mutuelliste? Uniquement, selon Proudhon, par la raison, qui leur en révélera, avec tout l'éclat de l'évidence, le caractère équitable. Proudhon croit à la force de l'idée vraie. Il annonce le règne prochain d'une justice de caractère purement synallagmatique, et de fondement exclusivement contractuel; une société qui reposera tout entière sur une libre convention d'inspiration morale;

un ordre qui viendra seulement d'en bas. A ce rêve où vient aboutir ce qu'on a appelé son « immanentisme intégral », Proudhon entend engager toute sa pensée.

De l'idée mutualiste surgit une série de recettes sociales qui se succèdent les unes aux autres tels des ballons d'essai, comme si Proudhon tâtonnait à la recherche d'une expression concrète et réalisable de sa pensée. Pour abolir l'intérêt du capital, Proudhon imagine en 1848 une « Banque d'échange » qui ferait crédit gratuitement. Elle n'aura pas de capital, et pas non plus d'encaisse métallique. Les billets qu'elle émettra ne lui coûteront rien, elle pourra les offrir pour rien. Ces billets seront inconvertibles, mais tous les adhérents de la Banque s'engageront à les accepter au même titre que le numéraire. La nouvelle monnaie reposera sur la garantie mutuelle de tous. Elle sera offerte à tous indistinctement. Alors les succursales pourront s'affranchir de la tutelle de la maison-mère. « La dignité de l'Homme et du Citoyen n'admet point de succursales. » Et n'importe qui, même sans posséder de capitaux, pourra devenir entrepreneur. Mais Proudhon ne s'en tient pas aux plans. Selon des modalités quelque peu différentes de celles de son projet de « Banque d'échange », mais dans le même esprit, voici qu'il lance une « Banque du Peuple ». « Je forme — écrit-il — une entreprise qui n'a jamais eu d'égale, et qui n'aura jamais d'équivalent. Je veux changer la base de la société, déplacer l'axe de la civilisation; faire que le monde qui, sous l'impulsion de la volonté divine, a tourné jusqu'à ce jour d'Occident en Orient, mû désormais par la volonté de l'homme, tourne d'Orient en Occident. » Plus tard, c'est le projet d'une « Exposition perpétuelle », où chacun viendrait remettre les produits de son travail contre des bons utilisables pour l'achat de toutes marchandises. L'antichrysisme de Proudhon s'exalte à la pensée que l'on pourrait ainsi « détruire la royauté de l'or, républicaniser le numéraire... faire de chaque produit du travail une monnaie courante ». L'heure de travail deviendrait le valorimètre universel. Chacun pourrait, avec le revenu de son travail, en racheter exactement le produit : car alors serait éliminé, avec la monnaie capitaliste et avec toute influence de l'offre et de la demande sur les prix, le

profit de l'intermédiaire. Et Proudhon opine que l'avènement du nouveau droit économique pourrait bien rendre désormais la mort même agréable et douce. Comme les autres doctrines socialistes françaises du XIX^e siècle, celle du rationaliste Proudhon s'achève dans l'utopie. Mais c'est l'utopie de la Raison.

La possibilité et l'« économicité » du crédit gratuit ont été contestées par tous ceux qui professent que l'intérêt du capital est une catégorie de l'économie fondamentale, — c'est-à-dire une nécessité essentielle, indépendante du régime économique. Leurs arguments, qui mettent en jeu des concepts théoriques tout à fait modernes, nous entraîneraient loin des problèmes que Proudhon avait en tête. Mais nous pouvons demander à Proudhon si les différents projets qu'il a formés tiennent bien leur promesse de rendre inutile toute intervention autoritaire dans la vie économique. On en peut douter. Si la valeur, selon le projet d'Exposition perpétuelle, est mesurée par le travail et non par l'utilité, comment peut-on assurer l'adaptation de la production à la demande, à moins que celle-là ne soit dirigée? Et sur quelles bases se fondera la Banque d'échange pour accorder ou refuser le crédit? Elle ne saurait certes, sans se mettre sur la voie d'une faillite certaine et rapide, accorder tout ce qu'il demande à quiconque demande une avance. Mais alors comment sera limité le montant total du crédit qu'elle consentira? Comment en seront sélectionnés les bénéficiaires? L'article 52 des statuts déclare : « La Banque juge les projets qui lui sont soumis d'après les principes élémentaires de la production, de la distribution, et de la consommation des richesses. » C'est bien vague! Pas assez pourtant que cela ne suggère un pouvoir large et discrétionnaire laissé aux autorités de la Banque d'échange, pour décider à qui il sera fait crédit, et de quel montant il sera fait crédit à chacun. Et voici l'autorité, l'arbitraire qui réapparaissent, que Proudhon pensait bannir à jamais. Ainsi, là où Proudhon n'a pas voulu revenir sur ses anathèmes primitifs, il s'en est tiré par des pirouettes et des sophismes, et par une utopie plus irréaliste qu'aucune autre, et non pas même cohérente.

Surtout n'en allez pas conclure que le bilan de cette œuvre soit négatif! Il est des erreurs fécondes, disions-nous tout à

l'heure à propos de la valeur-travail et du système classique anglais. Celles de Proudhon, en tout cas, furent prolifiques. La Banque d'échange est à l'origine de toutes les utopies monétaires, de toutes les panacées fondées sur les prétendus « miracles du crédit ». Toute une lignée de réformateurs a pris la suite de Proudhon, et cru qu'il suffisait de modifier les mécanismes de l'échange pour réaliser du même coup la justice et l'abondance. Et l'utopie mutualiste s'est partiellement réalisée dans ce mouvement dit « mutualiste », dont la fortune fut grande au début du présent siècle. Ces fontaines et ces statues qui surgissent alors un peu partout du sol de nos villes et de nos villages pour exalter la Mutualité, et pour illustrer sa devise — *Un pour tous, tous pour un* —, toute cette binteloterie clame en quelque langue un peu fade la gloire posthume de Proudhon.

Ce succès-là, peut-être bien est-ce le châtimeut. Sur le plan des idées au contraire, ne pourrait-on pas dans l'échec du mutualisme de Proudhon montrer en quelque sorte le triomphe de sa philosophie la plus profonde? S'étant un jour efforcé de construire un système social à la fois égalitaire et *an-archique*¹, il ne l'a pu; et de la dialectique proudhonienne, une impasse tient lieu de synthèse. Mais aussi bien, la *Weltanschauung* de Proudhon, n'est-ce pas l'équilibre des contraires qui se balancent, plutôt que leur conciliation²? Sa démarche essentielle ne consiste-t-elle pas à dégager et définir les antagonismes, plutôt qu'à les résoudre? L'impossibilité de sa synthèse, telle est la leçon que nous tirons de son aventure. Mais peut-être que l'impossibilité de toute synthèse est précisément le dogme essentiel de sa doctrine la plus authentique. Le vrai message de

1. Le trait d'union est de Proudhon. Il indique que le mot doit être entendu dans son sens étymologique, c'est-à-dire dans son plein sens : absence totale d'autorité.

2. « Je crois être le premier, écrit Proudhon, qui, avec une pleine intelligence du phénomène, ait osé soutenir... qu'au lieu de restreindre les forces économiques dont l'exagération nous assassine, il fallait les balancer les unes par les autres, en vertu de ce principe peu connu et moins encore compris, que les contraires doivent non s'entredétruire, mais se soutenir précisément parce qu'ils sont contraires. » (*De la Justice, dans la Révolution et dans l'Église*, t. II, p. 60.)

Proudhon, c'est le pluralisme. Impossible de tout ramener à l'unité! Impossible de concilier les intérêts et les idéals hétérogènes et irréductibles qui s'affrontent dans l'homme et dans la société! Et c'est effectivement impossible, dans cet espace à deux dimensions, dans cet espace terrestre où nous vivons et où s'enferme Proudhon. C'est impossible à l'échelle de l'homme. En Dieu, sur un plan supérieur, peut-être tout se concilie, s'harmonise, est essentiellement un. Mais dans le cerveau comme dans le monde de la créature limitée, tout ce qui a vocation d'infini se dispute, parce qu'il n'y a pas assez de place. On n'y saurait concilier la liberté et l'égalité, ni l'ordre et la justice, ni la morale et l'esthétique, ni la patrie et l'humanité, ni l'intérêt des patrons et celui des ouvriers. N'y sont concevables et réalisables que des *compromis*, qui par une empirique limitation mutuelle des éléments en présence, réalisent quelque équilibre imparfait et sans cesse mobile, lequel comporte nécessairement le sacrifice partiel d'authentiques valeurs ¹.

Nul mieux que Proudhon n'a pris conscience de l'hétérogénéité fondamentale des diverses valeurs humaines; nul mieux que lui n'a senti la tension déchirante et irréductible des intérêts et des idéals. Il en a décelé la cause : nous sommes créatures. Il s'est attaqué au responsable : Dieu! (lequel eût bien dû, évidemment, nous mettre à Sa place!) Il a bien discerné que la solution n'était pas une impossible réduction des antagonismes, mais leur plus riche épanouissement; qu'elle n'était pas au bout d'un effort d'intégration, mais d'une recherche d'équilibre. D'où la place que tient chez lui le thème du bilan.

Mais Proudhon n'a pas accepté de jouer la partie. Il a refusé de consentir des compromis. Comment donc Marx, à propos de

1. Une fatale tendance veut que souvent les esprits religieux, lorsqu'ils s'appliquent aux choses de l'homme, prennent faussement de tels compromis pour la solution idéale, pour la « vérité », pour le bien absolu. Ils entreprennent alors de les figer, et de réduire les forces qui ébranlent et reforment sans cesse l'équilibre. Leur certitude du dogme religieux les incline au dogmatisme politique. Ils cherchent, ils prétendent imposer l'unité en ce monde trop petit pour la contenir; si étroit que l'on n'y saurait rassembler bout à bout, pour en faire une seule surface unie, tous les fragments brisés du miroir divin. Alors ils en oublient, ils en cachent, ils en perdent. Cela les conduit et les rive au monarchisme, à l'Union nationale, au corporatisme...

lui, a-t-il pu parler d'éclectisme, alors que précisément Proudhon refuse de choisir, ou plutôt qu'il choisit tout, toute la thèse et toute l'antithèse à la fois, sans consentir à rien rogner de l'une ni de l'autre pour les ajuster l'une à l'autre? Seulement, refuser de rien sacrifier, n'était-ce point renoncer à tout équilibre? Proudhon ne s'est pas résigné à cela. Dans un lucide sursaut de révolte, un moment il a voulu croire qu'un équilibre total, parfait, durable était possible et réalisable; que l'harmonisation de toutes choses était possible dans la pensée et la vie de l'homme, et par sa raison. La Banque d'échange, le Projet d'Exposition perpétuelle ne signifient pas autre chose. Leur échec est celui même de tout humanisme sans Dieu.

Proudhon rend hommage à Lucifer et s'exerce à l'imiter. Mais il est homme et non pas ange — grâce à Dieu! Et les attitudes qu'ils se définissent n'ont jamais donné des hommes qu'une bien pauvre et fausse idée. Proudhon a prétendu se damner, et avec lui l'Humanité. Cela n'était pas si facile. Dieu sans doute l'a laissé faire un peu. Mais il n'est pas écrit que Proudhon ait eu le dernier mot. Si Dieu aime la franchise, sans doute ne s'est-il pu défendre de quelque capricieuse sympathie pour cet adversaire familier : j'entends cette sympathie-là même que Péguy Lui prête pour les Français. Dans toute l'histoire des doctrines économiques, nul personnage sans doute mieux que Proudhon n'incarne notre peuple. Proudhon, c'est un paysan de France, dur et sobre, taciturne et entêté; un ouvrier de France, fier et laborieux, courageux et raisonneur; un penseur et un écrivain de France, rationaliste et éloquent, abstrait et clair. Comme Proudhon, les Français sont gens qui raisonnent sur des principes, qui vont jusqu'au bout des principes, qui s'épuisent à les définir et concilier. L'antinomie fondamentale de la pensée proudhonienne, c'est celle de notre histoire et de notre Révolution, c'est celle même de l'âme française.

Proudhon l'anarchiste fut un solitaire. Autour de lui, après lui, pas de secte comparable à l'Église saint-simonienne, ou à l'école fouriériste. Lui qui haïssait toute subordination n'est devenu le maître de personne. Mais au comptable Proudhon,

qui donc peut prétendre qu'il ne doit rien? « Il y a tout dans Proudhon », écrit Bouglé. Aussi bien y a-t-il du Proudhon en toute doctrine française. Notre socialisme politique républicanisé, pour qui l'attachement aux Droits de l'Homme n'est pas une déviation petite bourgeoise — comme disent les marxistes — mais l'expression spontanée d'une authentique aspiration prolétarienne, n'est-ce pas Proudhon? Mais c'est Proudhon encore, notre Charte d'Amiens, et notre syndicalisme révolutionnaire antiparlementaire d'avant 1914 : comme lui pénétré de la valeur humaine du travail manuel, comme lui moraliste, anarchiste, idéaliste. Et quand Georges Sorel a quitté les Bourses du Travail de Pelloutier pour s'aller présenter au bureau de M. Charles Maurras, il y a retrouvé le portrait de Proudhon. Le rationalisme du maître de l'Action Française, son classicisme, sa faveur pour la décentralisation s'étaient perçus plus d'une harmonie avec l'auteur de *l'Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*. Voilà pour les extrêmes. Au centre cependant on professe le « solidarisme » de Léon Bourgeois, tout pénétré de proudhonisme; on lance le mouvement de la « Mutualité ».

Rien mieux peut-être que la figure de l'humble paysan, du penseur fier, du polémiste-tatillon Proudhon ne symbolise et n'illustre l'unanimité ineffable — mais réel — de ce riche tissu de contradictions qu'est la France.

Trois ou quatre générations à peine nous séparent des vieux socialistes français. Rien mieux que leur évocation ne nous suggère combien c'est long, un siècle..., et combien c'est court. Plus que leurs contemporains des écoles libérales et « intermédiaires », les socialistes français — avec toutes leurs extravagances — appartiennent au passé, et nous sont incompréhensibles en dehors du cadre de leur époque. Plus qu'eux, non moins, ils ont contribué à faire la nôtre.

CHAPITRE VII

LES PROLONGEMENTS DE LA DOCTRINE CLASSIQUE ANGLAISE SUR LE CONTINENT

LA LIGNÉE DE SMITH ET LE LIBÉRALISME OPTIMISTE

Nous avons inscrit la pensée socialiste française « en marge » de l'influence classique. Et certes, pas plus que beaucoup d'étiquettes en histoire des doctrines, celle-ci n'est véridique, sinon relativement. Les libéraux du continent que nous abordons maintenant sont à proprement parler disciples de l'école anglaise. Ce sont surtout des Français. Ils gravitent tous plus ou moins autour de l'Académie des Sciences morales et politiques, du *Journal des économistes*, de la Société d'économie politique, de la Librairie Guillaumin. On aimerait suivre ici le libéralisme français dans son développement, et retracer le cycle de ses humeurs. Il est jeune, plein d'ardeur révolutionnaire avant 1830; il a le triomphe un peu fade pendant les premières années de la Monarchie de Juillet; une colère digne, méprisante, teintée d'effroi, le soulève entre 1840 et 1848, devant la montée de l'interventionnisme et du socialisme dans l'opinion; il prend des mines philosophiques, navrées et sereines après le coup d'État de 1851. Bien des figures voudraient ici être évoquées, dont nous ne pourrions esquisser même le portrait : Germain Garnier, Joseph Garnier, Destutt de Tracy, Rossi, Hippolyte Passy, Adolphe Blanqui, Benjamin Constant,

Baudrillard; et les individualistes du Second Empire : Rémusat, Tocqueville, Girardin. Ce sont des esprits distingués. Ils ont forgé chez nous les idées économiques de la bourgeoisie cultivée, de l'Académie, de l'Université. Ils sont très divers, sans que l'on puisse reconnaître en aucun d'eux une originalité bien vigoureuse. Aucun génie, aucun chef-d'œuvre, n'émerge vraiment. Nous nous attacherons particulièrement à trois libéraux français : Jean-Baptiste Say d'abord, le premier disciple des Anglais sur le continent, le maître de notre école orthodoxe. Ensuite Charles Dunoyer, en qui se rencontrent curieusement l'influence de Saint-Simon et celle du classicisme. Enfin Frédéric Bastiat, l'apôtre du libre-échange, le chantre des « harmonies économiques », le polémiste infatigable qui sut donner une forme vive et légère aux démonstrations de l'anti-interventionnisme. Ces trois personnages ne sont peut-être pas les plus représentatifs de l'école libérale française. Leur pensée plus personnelle, leur plume plus vigoureuse, les en fait émerger, et souvent trancher sur l'ensemble. C'est pourquoi peut-être précisément presque seuls on les lit encore un peu : avec agrément, avec profit.

Parmi les grands classiques anglais, seul Adam Smith a fait sur le continent de véritables disciples. A presque tous les économistes français, allemands, américains du XIX^e siècle, la lecture de *La Richesse des Nations* a révélé leur vocation. Le principe smithien de l'harmonie des intérêts a fait le tour du monde. Et le libéralisme « pessimiste » n'a point sur le continent, comme en Angleterre, recouvert la tradition smithienne. C'est aussi bien qu'il ne représente pas, pour les esprits continentaux, une position d'équilibre. Aux yeux d'un Français, de deux choses l'une : ou la liberté est la clé de l'harmonie et du progrès, comme l'enseignent les physiocrates et Adam Smith : alors, vive la liberté ! Ou bien elle engendre des injustices permanentes et entraîne l'économie vers la stagnation, à quoi conclut l'analyse ricardienne de la répartition. Alors il faut intervenir, et s'efforcer de corriger artificiellement des mécanismes spontanés aux, tant funestes conséquences. Seule la froideur britannique peut s'accommoder sans révolte d'inhu-

maines fatalités. Pourtant — dira-t-on — tout le libéralisme français est malthusien? Il est vrai qu'il invoque souvent Malthus contre le socialisme; mais c'est un Malthus optimiste et humaniste, « déguisé en Turgot et en Condorcet » selon le mot de Dupont-White. Et Ricardo représente pour les libéraux autres que britanniques une gênante autorité, que l'on respecte, mais que l'on n'aime point invoquer; un enfant terrible du classicisme, qui dangereusement fournit des armes aux adversaires. Génétiquement, le libéralisme continental procède donc essentiellement d'Adam Smith. Il en procède surtout à travers l'œuvre de l'économiste français qui le premier chez nous révéla les idées smithiennes : Jean-Baptiste Say.

JEAN-BAPTISTE SAY, OU L'INDUSTRIALISME.

« De même que la meilleure façon d'être clair c'est d'être profond, de même le meilleur moyen d'être profond c'est d'être clair. »

(Ernest TEILHAC : *L'Œuvre économique de Jean-Baptiste Say*, p. 203.)

Il nous faut maintenant revenir en arrière : avant Ricardo, avant le saint-simonisme.

Jean-Baptiste Say est né à Lyon en 1767, au sein d'une famille commerçante calviniste originaire de Nîmes, mais qui longtemps avait dû se réfugier à Genève pour éviter les persécutions religieuses. Ainsi, comme au temps de Colbert les huguenots prenaient la tête de l'expansion industrielle française, de même au début du XIX^e siècle un réformé devait à la physiocratie déclinante opposer un libéralisme industrialiste. A dix-neuf ans, Jean-Baptiste Say fait son premier voyage en Angleterre, et s'enthousiasme au spectacle du prodigieux essor industriel qui soulève les bords de la Tamise, à l'aube du machinisme. Rentré à Paris en 1787, il lit l'année suivante *La Richesse des Nations*. Désormais l'ouvrage de Smith ne quitte plus le chevet de Jean-Baptiste Say. Pendant quinze années, il le méditera avant que soit mené à terme son propre

Traité. Celui-ci paraît en 1803, sous ce titre célèbre — *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, — qui contient en germe une division de la science économique appelée à devenir traditionnelle. L'ouvrage connaît un vif succès. L'auteur se voit chargé de composer la bibliothèque portative du Premier Consul, en partance pour l'Égypte. Mais Bonaparte s'efforce de persuader Jean-Baptiste Say qu'il ait à remanier son *Traité*, pour en faire une apologie de certains projets financiers qu'il médite. Say refuse, est éliminé du Tribunal, se voit interdire la réédition du *Traité*. Il se lance alors dans l'industrie privée, fonde une filature dans le Pas-de-Calais, incarne lui-même pendant six ans ce type de « l'entrepreneur » qu'exalte sa doctrine économique. La victoire des Alliés lui permet en 1814 de publier une seconde édition de son *Traité*. Désormais commence une troisième partie de sa vie, pendant laquelle il sera professeur et écrivain. Il enseigne à l'Athénée, puis au Conservatoire des Arts et Métiers, puis au Collège de France. Il donne en 1815 un *Catéchisme d'économie politique*, annote une traduction française des *Principles* de Ricardo, publie six *Lettres à Malthus*, puis édite en six gros volumes son *Cours* du Conservatoire. Il meurt en 1832.

De Jean-Baptiste Say, nous aurions pu nous sentir tentés de traiter au chapitre de l'école classique anglaise. C'est en Angleterre que tout jeune il a conçu son premier enthousiasme industrialiste. Il a traversé de nouveau la Manche dès 1814. Bentham lui-même, Ricardo, tous les benthamites l'ont accueilli avec toutes sortes de prévenances admiratives. Aussi bien, pendant toute la période qui s'écoule entre 1803 et la publication des *Principles* de Ricardo en 1817, est-ce le *Traité* de Say qui représente à la face du monde la doctrine classique dans son expression la plus récente et la plus complète. James Mill en admire la belle ordonnance. Tandis qu'il s'acharne à persuader Ricardo d'entreprendre un exposé systématique et rigoureux de la science économique dans son ensemble, c'est l'exemple de Say qui le hante et qu'il propose en modèle à son ami. Plus

tard, lorsque lui-même composera ces *Elements of Political Economy* que Stuart Mill rédigera d'après ses leçons, c'est à Jean-Baptiste Say qu'il empruntera — pour la parfaire et lui donner sa forme traditionnelle définitive¹ — la classification fondamentale des phénomènes économiques. Jean-Baptiste Say, c'est donc l'un des chaînons essentiels qui relie, sur le double plan historique et dogmatique, à *La Richesse des Nations* les *Principles* de Ricardo et ceux de Stuart Mill. Disciple officiel de Smith, correspondant de Malthus, inspirateur de James Mill, ami et commentateur de Ricardo, annotateur de Mac Culloch — et maître du jeune Stuart Mill dont nous avons déjà conté comment il fut reçu chez lui en 1820 lors de son premier voyage à Paris — J.-B. Say semble vraiment inséparable de l'école anglaise.

Lui-même s'y fût modestement rangé. Il fait hommage à Smith de toute sa pensée. Pour lui, la science économique commence à *La Richesse des Nations*; il ne paraît pas très loin de croire qu'elle soit avec elle presque achevée. D'aucuns l'ont ici pris au mot, et pensé faire pâlir sa figure en le qualifiant de simple « vulgarisateur » d'Adam Smith. Le vulgaire professe beaucoup de mépris pour les vulgarisateurs. Pourtant, interpréter la pensée d'autrui — lorsqu'elle est de qualité — ce n'est pas une vocation moins utile, ni qui veuille moins de valeur personnelle, que celle des créateurs. Moïse n'est pas moins grand pour ceux qui croient que Yahweh était au Sinaï.

A toute œuvre anglaise, un disciple français se doit de rendre au moins ce service d'en rendre claire la présentation. L'admiration que Jean-Baptiste Say professe pour *La Richesse des Nations* ne va pas jusqu'à la lui faire absoudre de son désordre. A la doctrine classique anglaise, Say donnera une forme classique française.

Un maître anglais que j'eus, diplomate à Genève en même temps que professeur à Oxford, m'a conté naguère que chaque fois qu'il avait une négociation difficile à mener contre un partenaire français récalcitrant, il avait trouvé un bon moyen pour

1. Production, circulation, répartition, consommation.

l'emporter à coup sûr. Il exposait d'abord, sa propre thèse à bâtons rompus, puis demandait à son adversaire de la bien vouloir résumer aussi nettement que possible, afin que tous deux disposassent d'une base ferme de discussion. Et notre compatriote s'appliquait avec tant d'amour et de bonheur à composer une présentation parfaite de la thèse britannique, que, dupe de son propre artifice, sans s'en rendre compte il la faisait sienne, conquis à son contenu même par la forme logique et claire que lui-même lui avait su donner. J'imagine que mon maître se flattait. Pour lui prêter une expression si éloquente, le Français modifiait sans doute la thèse britannique à l'insu de son auteur, trop ébloui de voir sa pensée brillamment habillée pour en bien contrôler l'identité. C'est le moule qui fait la statue, plus que le plâtre.

Partout où la riche pensée de Smith apparaît aussi bien tant soit peu obscure, Jean-Baptiste Say l'interprétera jusqu'à ce que toute confusion lui en apparaisse éliminée. Par exemple Smith mélangeait la science et l'art économiques. Say pose nettement cette distinction. Ce n'est pas seulement par hostilité à Bonaparte qu'il refuse d'orienter son *Traité* vers une conclusion politique. Il écrit à Malthus que le savant doit rester spectateur impassible de la réalité qu'il observe et analyse. Avec lui l'économie politique, dépouillée de tout finalisme, revendique son autonomie.

C'est en s'écartant nettement de la doctrine de son maître que Say esquivait l'incertitude d'interprétation qui pesait sur la théorie smithienne de la valeur. Pour Jean-Baptiste Say, le principe de la valeur n'est point le travail, mais l'utilité. Une perle trouvée par hasard sur la plage ne représente aucun travail. Elle a de la valeur parce qu'elle est utile : c'est-à-dire parce qu'elle répond à un désir des hommes. Aucun classique anglais n'a dit cela, mais Jean-Baptiste Say. Cela ne suffit point à faire de lui l'inventeur de nos théories modernes, car celles-ci ne mettent l'utilité à la base de la valeur qu'en la combinant avec la rareté dans le concept de satisfaction marginale. Mieux pourtant que la thèse anglaise de la valeur-travail, la doctrine de la valeur-utilité de Jean-Baptiste Say

désigne à la pensée économique les chemins de son avenir.

A sa lumière déjà, il élargit et précise la notion de richesse. Tout ce qui est utile mérite d'être appelé richesse. Les services du médecin, de l'avocat, du fonctionnaire sont des « produits immatériels » que l'on peut assimiler, du point de vue économique, aux fruits de la terre ou aux fabricats industriels. Il n'y a pas de « classe stérile », pas d'occupations stériles; seule l'oisiveté mérite cette épithète. Adam Smith, encore imparfaitement dégagé de l'influence physiocratique, professait que l'industrie est moins productive que l'agriculture. Mais entre Smith et Jean-Baptiste Say la révolution industrielle a pris place. Say est décidément, ardemment industrialiste. Il dégage et exalte le type de l'*entrepreneur*; il montre en ce personnage le pivot de l'activité économique. Il distingue le revenu de l'entrepreneur, qu'il appelle le profit, du revenu du capitaliste qu'il appelle l'intérêt. Ricardo et même Stuart Mill ont ici fâcheusement négligé les leçons de Jean-Baptiste Say.

Avec l'industrie, la loi des rendements plus que proportionnels domine l'univers de Jean-Baptiste Say. Il envisage avec confiance et enthousiasme une expansion indéfinie et sans cesse accélérée des fabrications industrielles. Produisons — dit Jean-Baptiste Say — et sans craindre l'engorgement ni la mévente, dont tant d'esprits brandissent la vaine menace. Say s'oppose à toutes les formes de ce que nous appelons aujourd'hui le « malthusianisme économique ». Il entreprend de prouver l'impossibilité des crises générales, et que plus variées et abondantes sont les productions, moins les déséquilibres sont probables. Tel est l'objet de sa fameuse « théorie des débouchés ». Efforçons-nous à la bien comprendre. Pourquoi, en face d'une production accrue, les clients feraient-ils défaut? Faute de monnaie? Mais la monnaie n'est qu'un intermédiaire des échanges, une sorte d'écran qui recouvre et voile un troc réel. Au fond des choses, le boulanger n'achète pas sa viande avec de l'argent, mais avec du pain. Ainsi l'échange est entièrement subordonné à la production. « Les produits s'échangent contre les produits »; à l'échelle de la nation ou du monde, l'ensemble des produits contre l'ensemble des produits. Comment, entre ces deux

termes identiques, un déséquilibre serait-il concevable? Un engorgement *général* des marchés, c'est un concept logiquement absurde. Et sans doute des crises partielles sont possibles. Mais si « certains produits surabondent » c'est « parce que d'autres sont venus à manquer ». Pour prévenir, pour réduire de tels déséquilibres ce n'est pas diminuer la production qu'il convient de faire, mais bien l'intensifier et la diversifier au maximum. Et pour cela s'abstenir d'abord de toute intervention autoritaire. « L'équilibre — dit Jean-Baptiste Say — ne cesserait d'exister si les moyens de production étaient toujours laissés à leur entière liberté. » C'est ainsi que déjà Jean-Baptiste Say oriente l'école française selon la tendance optimiste qui la caractérisera de plus en plus. Il ne nous appartient pas ici de démêler ce que la « théorie des débouchés » de Jean-Baptiste Say peut combiner de sophisme purement verbal, d'erreur irréductible, et d'intuition géniale de la vérité. Mais pour qu'aujourd'hui encore, cent quarante ans après le *Traité*, on ne voie point d'ouvrage théorique sur les crises qui ne commence par s'y exercer, il faut bien que l'ancêtre de l'école libérale française ait mis le doigt sur un aspect profond du problème.

Jean-Baptiste Say n'a pas plus emprunté à Smith sa théorie des débouchés, qu'il n'a fait sa théorie de la valeur. Quoi qu'il en ait voulu dire, il doit beaucoup aux économistes français, ses prédécesseurs et ses contemporains. Lorsque le vieux Dupont de Nemours l'accuse, attaquant Quesnay, de « battre sa nourrice », Say répond que depuis ce lait, il a mangé « beaucoup de pain, et même des tranches d'aloïau » — et c'est *La Richesse des Nations* qu'il veut dire. Mais le goût du lait lui est resté dans la bouche. D'abord, tandis que Smith avait pris appui sur les idées physiocratiques pour s'opposer au mercantilisme encore ambiant en Angleterre, on a l'impression que Jean-Baptiste Say ne s'appuie sur Smith que pour prendre le contrepied de la physiocratie¹. L'affirmation du caractère purement spéculatif et objectif de la science économique, les pro-

1. Plus tard, ce processus se poursuivra : Carey partira de Say, pour s'opposer au smithianisme de tous les milieux cultivés américains de son temps.

duits immatériels ne signifient pas autre chose qu'un renversement des thèses physiocratiques. Toutefois les physiocrates n'ont pas servi à Jean-Baptiste Say que de repoussoir. Qui donc la théorie des débouchés ne ferait-elle songer au *Tableau économique*? Et plus directement qu'à l'authentique noyau des physiocrates orthodoxes, Say paraît redevable à des auteurs qui se situent aux frontières doctrinales de la physiocratie : Gournay, Turgot, surtout l'abbé de Condillac. « Il y a quelque chose à recueillir parmi le babil ingénieux » de Condillac, condescend à reconnaître Say. Certes, et lui-même n'y a pas manqué. Valeur-utilité, productivité de l'industrie et du commerce, distinction de l'entrepreneur et du capitaliste, du profit et de l'intérêt, tout cela déjà se trouvait chez Condillac.

Et Condillac, comme Say, aimait le clair langage. Say n'a point l'éloquence ni l'abondance du verbe de son maître Smith. Sa langue est simple et claire, sobre et ferme à la fois, ordonnée, précise, sans recherche mais aussi bien sans négligence¹. Un ami, qui est historien, me disait un jour que chaque fois qu'il avait fait l'expérience de feuilleter un manuel d'économie politique, il l'avait bientôt abandonné sous le coup de cette impression gênante que tout y était simple, évident, neutre : une collection de truismes. C'est depuis Jean-Baptiste Say que la manière des économistes français peut encourir ce reproche... ou ce compliment. « Si transparente est sa pensée — écrit M. Teilhac — qu'il faut un œil singulièrement exercé pour voir autre chose que le jour à travers. »

C'est une des raisons sans doute pour quoi la lecture de Jean-Baptiste Say tente si peu nos contemporains. Cette œuvre volontairement dépouillée, consciencieuse, limpide, nous ennueie un peu comme un roman trop pur. Tout ce qu'elle a apporté à la science économique est depuis longtemps intégré à l'ensei-

1. Jean-Baptiste Say n'est pas un personnage oral. Tandis qu'Adam Smith avait écrit la *Richesse des Nations* comme il préparait ses cours à Glasgow, composant mentalement, dictant ensuite, J.-B. Say rédigeait intégralement et minutieusement ses leçons du Conservatoire, avant de les prononcer... et parfois envoyait son fils Horace les lire à sa place.

gnement traditionnel. N'en ressortent plus à nos yeux que les erreurs et les longueurs.

D'aucuns, qui rabaissent indûment la figure du plus grand philosophe français de notre temps, ont qualifié Bergson d'« homme-passerelle ». Le mot conviendrait assez bien à Say. Entre la physiocratie et Smith d'une part, et d'autre part l'école libérale et toute la science économique moderne, la transition est confuse et marécageuse, dont Jean-Baptiste Say émerge, qu'il domine. Pourtant il n'a pas seulement réuni deux rivages. Innombrables sont les routes doctrinales qui passent par son œuvre. Et nous l'appellerions plutôt — s'il vous plaisait — l'« homme-carrefour ».

CHARLES DUNOYER, OU LE LIBÉRALISME S'EMBOURGEOISE.

De Jean-Baptiste Say, que l'on rattache volontiers à l'école anglaise, il est presque traditionnel de distinguer assez nettement Charles Dunoyer et Frédéric Bastiat, pour les réunir avec l'Américain Henry Charles Carey¹ en une prétendue « école optimiste franco-américaine ». Pourtant les tendances doctrinales de Dunoyer et de Bastiat sont bien, par rapport à Adam Smith et aux physiocrates, les mêmes en gros que celles de Jean-Baptiste Say. Quelques décades après lui, ils ont poursuivi l'effort de clarification de la doctrine classique qu'il avait amorcé; comme lui et plus que lui, ils ont teinté chez nous le libéralisme d'un optimisme systématique.

Charles Dunoyer, né en 1786, a fondé et dirigé avec Charles Comte, pendant les premières années de la Restauration, ce périodique d'opposition tant de fois traqué par l'autorité, qui fut tantôt journal, tantôt revue, et plusieurs fois changea de nom, pour s'intituler tantôt *Le Censeur* et tantôt *Le Censeur européen*. Cette publication incarnait la résistance libérale, au

1. Cf. *infra*, chapitre VIII.

lendemain du retour des Bourbons. On se souvient que Saint-Simon y a collaboré. La doctrine de Jean-Baptiste Say inspirait le mouvement. La Révolution française, Say, Saint-Simon, toutes les grandes sources de la pensée de Dunoyer se trouvent là momentanément réunies.

Dunoyer a passé toute sa vie à récrire sans cesse le même livre. En 1845, il en a donné la version définitive, sous le titre *De la Liberté du travail, ou simple exposé des conditions dans lesquelles les forces humaines s'exercent avec le plus de puissance.*

« L'économie politique est la science de la liberté. » C'est Saint-Simon qui a écrit cette phrase, précisément au cours de la période de sa vie où il collaborait au *Censeur*. Mieux qu'aucune autre sans doute, elle résume la doctrine de Dunoyer. Le libéralisme de Dunoyer ne se confond pas avec l'individualisme anglo-saxon. Il est le prolongement direct d'un humanisme, non plus l'appendice ou le corollaire d'une conception atomistique de l'homme et du monde. Aussi bien la liberté selon Dunoyer ne se ramène-t-elle pas à l'absence de contrainte. La liberté, c'est la « puissance d'action » de l'homme, son empire sur lui-même et sur la nature. Conception positive, et non plus négative de la liberté, qui chez Dunoyer se confond presque avec la productivité. Elle n'est pas un droit, mais un fait. Et non comme pour les physiocrates un principe *a priori*, une vérité métaphysique immuable, mais le fruit en voie de maturation de cette évolution progressive qui forme la trame de l'histoire. Avec Dunoyer, la liberté ne se démontre pas dans l'abstrait : on observe ses progrès. La clé de cette conception historique, dynamique, relativiste de la liberté, c'est l'influence de Saint-Simon. La collaboration de Saint-Simon et de Dunoyer au *Censeur* en 1814, sous le signe des idées de la Révolution française et de Jean-Baptiste Say, quel lumineux symbole ! Et quelle capitale charnière dans l'arbre généalogique des doctrines économiques françaises !

Dunoyer insiste beaucoup sur la morale. Il voit en elle (cela encore est bien saint-simonien) une pièce de l'appareil économique. L'immoralité limite la liberté, la productivité. C'est pour cela, précisément, qu'elle est immorale. Dunoyer subor-

donne et ramène le juste à l'utile. La vertu est en quelque sorte un facteur de la production, un moteur du progrès économique. C'est Dunoyer qui a teinté le libéralisme français de ce moralisme qui le distingue parmi les nations, et souvent lui donne un aspect quelque peu boiteux, théoriquement moins rigoureux sans doute que son émule d'outre-Manche auquel suffit l'hypothèse très simple d'un *homo oeconomicus* purement égoïste.

Non moins que la morale, Dunoyer prône l'industrie. Poursuivant contre les physiocrates la réaction de Jean-Baptiste Say, il efface toute distinction et toute hiérarchie entre les activités humaines. On ne produit jamais que de l'utilité, et donc tous les produits sont immatériels en tant que produits. Dunoyer identifie complètement les biens et les services. Il appelle producteurs les comédiens et les ecclésiastiques. A certains moments pourtant, on a l'impression que Dunoyer efface moins la hiérarchie traditionnelle et physiocratique des professions qu'il ne la renverse. Dans l'agriculture la nature limite la liberté de l'homme. De tous les arts, n'est-elle pas « le moins favorable au progrès des hommes? » Au contraire Dunoyer vante les vertus civilisatrices de la vie urbaine, de la concentration économique, du machinisme, de la densité de population qu'implique la civilisation industrielle. L'industrialisme de Jean-Baptiste Say et celui de Saint-Simon convergent dans sa pensée.

Toute activité utile est productive. Même celle de l'État, qui pour Dunoyer n'est qu'un producteur parmi les autres : producteur de sécurité. Voilà le dernier aboutissement de la théorie des produits immatériels. Dunoyer ne pense pas ainsi rabaisser le personnage de l'État, au contraire. La sécurité est à ses yeux un produit indispensable, éminemment utile. Le progrès de la civilisation implique le perfectionnement de l'État, et qu'il joue de plus en plus efficacement son rôle. Mais le progrès veut aussi bien que de plus en plus scrupuleusement il s'y cantonne. Dans tous les domaines de l'activité économique, la division du travail est la voie même du progrès; la spécialisation doit se manifester dans l'art gouvernemental comme dans les autres « industries ». L'État n'a qu'un rôle : producteur de

sécurité. Qu'il cesse donc d'empiéter sur les fonctions des autres producteurs! « L'État — écrit Dunoyer — doit se garder de rien faire qui trouble le mouvement d'ascension ou de *décadence*¹ auquel sont naturellement livrés les individus. » Sa fonction, c'est de punir le mal. Le prévenir — et plus encore faire le bien — excède sa compétence. « L'État, très capable de nuire, l'est très peu de faire le bien », voilà une des phrases les plus célèbres de Dunoyer. Mais l'école libérale française a dévié sa pensée lorsqu'elle en a tiré cette formule un peu trop raffinée : « Quand l'État fait le bien, il le fait mal; quand il fait le mal, il le fait bien. » Dunoyer ne se livre pas à la démagogie antiétatique. Il est libéral, non du tout anarchiste. Liberté absolue sauf répression en cas d'abus, telle est sa doctrine. L'État c'est le gendarme, qu'il soit zélé gendarme, qu'il ne soit que gendarme : il n'a rien à faire avec les honnêtes gens.

Dans l'application, l'anti-interventionnisme de Dunoyer va très loin. A ses yeux le régime économique issu de la Révolution française et de l'Empire est une sorte de colbertisme plus ou moins camouflé. Le Concordat, le monopole des postes, celui des tabacs, celui des poudres, l'enseignement public, le monopole des agents de change, celui des officiers ministériels, les fermes-écoles subventionnées, les haras publics, les Ponts et Chaussées, tout cela constitue autant d'empiètements scandaleux de la puissance publique sur le domaine de l'activité privée. Dunoyer s'élève même contre toute réglementation officielle de la profession de médecin, et contre la subordination du droit d'exercer la médecine à l'obtention de grades universitaires. Il faudrait à son gré laisser la concurrence seule éliminer les charlatans.

Dunoyer, naturellement, est libre-échangiste, hostile aux prohibitions et aux droits de douane. Fidèle au relativisme historique que Saint-Simon sans doute lui a enseigné, il pense que le nationalisme économique était autrefois justifié, tant que l'insécurité des contrats à longues distances rendait périlleux le commerce international. Le libre-échange n'a pas tou-

1. C'est nous qui soulignons.

jours été possible ni souhaitable, mais il est le régime qui convient à « l'état industriel ». A ceux qui contre le libre-échange et les traités de commerce brandissent l'épouvantail de la concurrence étrangère, Dunoyer fait spirituellement remarquer que l'on a rarement vu aucun pays faire la moue devant aucune extension territoriale; alors que pourtant, du point de vue économique, l'annexion réalise une union douanière totale. Les expansions de la France impériale, son hégémonie européenne, le blocus napoléonien ont transformé l'Europe continentale, sous l'Empire, en une vaste surface de libre-échange. Ne fut-ce point une expérience profitable? Dunoyer s'appuie sur elle pour opiner qu' « on pourrait arriver à la suppression de toute barrière douanière entre des pays très divers et très inégalement avancés non seulement sans détriment, mais avec profit pour l'industrie des uns et des autres ».

Dunoyer se déclare hostile à tout enseignement public, à l'obligation scolaire, à la gratuité des études. Pourtant en 1813, dans le *Censeur européen*, il avait proclamé que l'instruction populaire était une tâche urgente. Maintenant il opine que sur ce point même, il faut laisser faire, attendre que d'elles-mêmes les classes populaires aient conçu le désir et conquis les moyens de s'instruire. Et Dunoyer se laisse glisser aux formules les plus hypocrites des réactionnaires les plus enracinés : « Est-ce véritablement servir... les familles pauvres que d'éveiller ainsi prématurément leur sensibilité et leur intelligence? Ne vaudrait-il pas autant patienter? Ne serait-il pas aussi sage et aussi véritablement bienveillant de laisser le progrès de leur éducation se subordonner à celui de leur aisance? » Dunoyer condamne aussi bien toutes les mesures d'assistance publique. Il se récrie sur un ton particulièrement acerbe contre cette loi anglaise qui organise une première protection — combien timide! — des enfants travaillant dans les manufactures. Dunoyer publie sa *Liberté du travail* au moment où la cruauté du régime industriel atteint son apogée. L'académicien Villermé vient de faire des révélations épouvantables sur les misères des salariés de l'industrie. Des femmes travaillent jusqu'à dix-huit heures par jour en des ateliers insalubres, pour des salaires de misère; des enfants de

cinq ans sont employés dans des manufactures, toute la journée et parfois la nuit, sous la menace constante du fouet; dans les familles de tisserands à Mulhouse la vie probable à la naissance n'excède pas un an et demi. Qu'importe à Dunoyer? « Il est bon — écrit-il — qu'il y ait dans la société des lieux inférieurs où soient exposées à tomber les familles qui se conduisent mal, et d'où elles ne puissent se relever qu'à force de se bien conduire. La misère est ce redoutable enfer. » Par « se mal conduire » Dunoyer sans doute entend ici surtout « avoir trop d'enfants ». Et nous reconnaissons l'écho de Malthus, dont comme tous les libéraux français à cette époque Dunoyer se proclame le disciple. Mais Malthus avait bon cœur. De l'excès de la procréation, il tenait Ève sans doute pour responsable, plus que les ouvriers ses contemporains. Il condamnait les lois sociales, mais avec regret, et parce que sincèrement il croyait que leurs effets véritables déjouaient fatalement leurs généreuses intentions. Il réclamait en revanche que l'on entreprît un audacieux effort d'enseignement en faveur des masses. Chez Dunoyer, au contraire, la logique libérale vient à l'appui d'une indifférence méprisante et hostile — que l'on sent croître en son œuvre de plus en plus — à l'endroit des classes populaires. C'est avec Dunoyer, après 1830, que nous voyons le libéralisme devenir ce qu'il n'avait encore jamais été en France : une doctrine de classe. Les physiocrates étaient à gauche, si l'on peut dire, et Jean-Baptiste Say aussi. La liberté signifiait pour eux les lumières, le progrès. A vingt-cinq ans, au *Censeur*, Dunoyer se situait du même côté. Mais voici que le journaliste traqué par les préfetures du début de la Restauration devient lui-même préfet de l'Allier, puis de la Somme sous la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe. Le gouvernement qui par la bouche de Guizot s'écrie : *Enrichissez-vous!* représente et défend la classe riche, la « classe de la liberté », contre laquelle grondent déjà les murmures et les menaces de cette populace avide et revendicatrice, dont les doctrines socialistes et interventionnistes encouragent les entreprises. Dunoyer est l'homme de la Monarchie de Juillet. En 1848 il dénonce comme une monstruosité le suffrage universel, qui « fait du gouvernement l'industrie de ceux qui

n'en ont pas » (les chômeurs). Il se montre de plus en plus dur pour les masses. Et quand au nom de sa doctrine de l'État, il demande que l'on réalise la diminution du nombre des fonctionnaires par la réduction de leurs traitements, on croit entendre le bourgeois français avare des deniers qu'il verse au percepteur, jaloux des serviteurs de l'État, persuadé que les pouvoirs publics n'ont d'autre raison d'être que la protection de son coffre-fort.

La doctrine de Dunoyer, c'est un industrialisme libéral et bourgeois, qui a commencé par être principalement industrialiste sous l'influence de Saint-Simon, puis est devenu surtout libéral, pour finir avant tout bourgeois. Ainsi cette pensée remarquablement stable et immobile a malgré tout, lorsqu'on en considère les nuances, sa ligne d'évolution : celle-là même qu'a suivie, pendant le second quart du XIX^e siècle, le libéralisme français dans son ensemble. En 1820, lorsque Jean-Baptiste Say commençait d'enseigner au Conservatoire des Arts et Métiers, les autorités refusaient d'intituler sa chaire « chaire d'Économie politique » : parce que ce terme, parce que cette science paraissaient alors subversifs. Au contraire dans les années 1840, on ne peut qualifier quelqu'un d'« économiste » sans évoquer un défenseur de l'ordre établi. Et sans doute la dynastie a changé. L'économie politique aussi. De son évolution Dunoyer est l'un des principaux artisans. C'est de lui que chez nous procédera l'orthodoxie économique du patronat, des Facultés de Droit, du milieu bien pensant : c'est à lui que remonte la conjonction du libéralisme économique avec le moralisme bourgeois et le conservatisme social.

FRÉDÉRIC BASTIAT, OU LES HARMONIES ÉCONOMIQUES.

« La vérité... la Vérité. »

(Dernières paroles de Bastiat,
à Rome, le 24 décembre 1850.)

« On a beau dire qu'il n'y a pas de poésie dans les sciences expérimentales, cela n'est pas vrai : car cela reviendrait à dire qu'il n'y a pas de poésie dans l'œuvre de Dieu. »

(Frédéric BASTIAT : Compte rendu de
La Liberté du Travail de DUNOYER, 1845.)

Nous nous attarderons moins longtemps en compagnie de Frédéric Bastiat. Non qu'il ne soit agréable, en quittant Dunoyer, d'aborder un libéral français à la verve plus brillante, à la pensée plus hardie, au cœur plus tendre aux humbles, à l'âme plus claire. Mais aussi bien son esprit est-il moins scientifique, et sa dialectique plus superficielle. A ce logicien polémiste manquent ce sens de l'histoire et ce goût de l'ampleur que Saint-Simon avait insufflés à l'équipe du *Censeur*.

Frédéric Bastiat est un petit bourgeois de province, né à Bayonne en 1801. Les neuf dixièmes de son existence d'un demi-siècle se sont écoulés sur les bords de l'Adour, dans un gros bourg des Landes. On ne connaissait pas encore, il y a cent ans, la centralisation intellectuelle dont l'esprit français a depuis lors été victime. Partout disséminées dans les provinces vivaient alors de multiples sociétés savantes locales. Un peu compassées déjà peut-être, mais actives, elles protégeaient, stimulaient, révélaient à leur heure les trésors d'esprit de la nation. Bastiat, juge de paix à Mugron, y fréquentait un petit cercle d'études économiques. Ardemment il y défendait l'Angleterre, qu'il admirait sans la bien connaître encore, contre les préventions entêtées de ses collègues unanimes. Un beau jour de 1844, pour trancher une contestation sur le texte d'un discours de Robert Peel, il a l'idée de s'abonner à un journal anglais : c'est ainsi que lui est révélée l'activité des hommes de Manchester, de Richard Cobden, de Bright, et de la Ligue contre les *Corn-Laws* dont

l'activité bat son plein, à l'approche du triomphe de 1846. Pour Bastiat, cette découverte est un appel. Il sera le Cobden français! Tout de suite il se met à l'œuvre : il publie une série de petits pamphlets qu'il intitule *Sophismes économiques*; il rédige son premier livre : *Cobden et la Ligue*. En mai 1845, c'est la chevauchée de Domremy jusqu'à Chinon : Bastiat, avec son costume et ses manières démodées de provincial, arrive à Paris pour y faire imprimer son ouvrage. « L'épée est sortie du fourreau — écrit-il à Cobden — elle n'y rentrera plus; le monopole ou moi iront avant au Père-Lachaise. » Bastiat approche alors de quarante-quatre ans. Il ne lui reste guère plus de cinq années à vivre, pendant lesquelles il sera presque constamment malade et diminué dans ses facultés de travail; on se demande comment pendant ce temps si bref il a pu faire tant de choses.

En 1846, une *Association pour la Liberté des Échanges* se constitue. La salle Montesquieu, où elle se réunit à Paris, devient bientôt le centre d'une ardente activité. Richard Cobden y est reçu et fêté. L'âme de toute cette agitation, c'est Frédéric Bastiat, qui remplit les fonctions de secrétaire général. Pour gagner l'opinion publique à la liberté commerciale, il met en œuvre tous les moyens de l'enseignement, toutes les ressources de la propagande. Les concours affluent autour de lui, éclairés, notoires, généreux, fidèles. Pendant ces deux années de travail fébrile (1846 et 1847) nul ne pourrait dire que l'Association française pour la Liberté des Échanges n'est point appelée aux mêmes glorieuses destinées, aux mêmes éclatants succès que la Ligue de Cobden.

Pendant survient la révolution de février. Bastiat l'accueille favorablement : avec le cens électoral, le protectionnisme ne perd-il point son plus solide rempart? Pourtant la seconde République entraîne l'actualité sur d'autres voies; la campagne pour la liberté des échanges se trouve brusquement mise en sourdine. Consolons-nous, car ces circonstances vont offrir à Bastiat l'occasion d'un élargissement de sa pensée économique. Républicain convaincu, il siège à gauche à la Constituante, puis à la Législative. Mais la montée du socialisme et de l'interventionnisme n'aura pas d'adversaire plus vigoureux que lui. Bastiat

ne se raidit pas comme Dunoyer dans une réaction de défense de l'ordre établi et de la classe riche. Il n'est pas plus tendre à l'antilibéralisme que Thiers incarnera après les journées de juin, qu'avant elles à celui de Louis Blanc. Ce qu'il combat en n'importe quel interventionnisme, c'est l'erreur. Il loue les généreuses intentions des réformateurs; il n'est pas éloigné de les partager; mais il dénonce et pourchasse leurs « sophismes » et se propose d'éclairer l'opinion qu'ils égarent. Il lui faut pour cela une théorie générale de l'équilibre économique. Il conçoit alors le projet d'un grand ouvrage, *Les Harmonies économiques*. Le premier volume en paraît au début de 1850. C'est l'œuvre principale de Bastiat. Il ne lui sera pas donné de la poursuivre.

« Le socialisme — a dit Bastiat — consiste à rejeter du gouvernement du monde moral tout dessein providentiel. » Mais qui donc a montré cette voie, sinon les pessimistes anglais? Si l'on veut déraciner le socialisme, il faut d'abord réfuter le système ricardien, dont les désolantes conclusions l'expliquent et le fondent. Il faut d'abord réfuter la théorie de la rente et lever la menace qu'elle fait peser sur le progrès. *Les Harmonies* ont été conçues surtout en prenant le contrepied de la doctrine de Ricardo, avec un parti pris d'optimisme intégral. Or, cette réaction entraîne Bastiat bien au-delà de Smith, de Say, et des opinions qui avaient cours dans l'école libérale française contemporaine. *Les Harmonies* déroutent et scandalisent la plupart des anciens amis de Bastiat. Devant cette incompréhension presque générale, il se sent découragé. Cependant sa maladie progresse et l'épuise. Après avoir livré au public un dernier et brillant pamphlet : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, il abandonne le chantier et part pour Rome, où l'attirent les joies de l'art dont il s'est longtemps sevré pour se consacrer entièrement à son combat. C'est là qu'il meurt peu de temps après, le 24 décembre 1850.

Bastiat est un lutteur, plus qu'un savant. Nerveux, opiniâtre, infatigable malgré ses misères physiques, il montre dans la controverse l'agilité et le courage du Basque — en même temps qu'il a le don de sympathie et la prodigalité de paroles d'un bon

méridional. Inlassablement, sûr d'avance de convaincre parce qu'il est convaincu de ne rien avancer que de sûr, il démonte les « sophismes » et démontre les « harmonies ». Bastiat, de même que les physiocrates, est un grand témoin de l'évidence; mais sans leur hermétisme. Il écrit pour le grand public, non pour un cénacle d'initiés. Son vocabulaire n'a point d'arcanes. Il raisonne avec son bon sens, et fait appel au bon sens de tous.

Pour Bastiat, la réfutation du protectionnisme est à la portée des enfants. Frapper d'un droit de douane l'importation d'un produit, n'est-ce point condamner le consommateur national à le payer plus cher qu'il ne vaut? Et de ce surplus qui donc profite? Le fisc sans doute, si le produit a été importé. Mais dans le cas contraire? Le producteur national. Donc les droits de douane constituent un très mauvais impôt, puisqu'une partie seulement des sommes prélevées sur les consommateurs profite au Trésor; pour le reste, ils perpétuent une véritable spoliation des consommateurs au bénéfice des producteurs; enfin ils appauvrissent la nation puisqu'ils l'entraînent à produire cher ce qu'elle pourrait acheter au dehors bon marché. Telle est l'argumentation toute simple — trop sans doute — que Bastiat ne se lasse de répéter. Il raille les « sophismes » de la thèse inverse : nulle part peut-être avec plus d'esprit et de bonheur que dans sa célèbre *Pétition des marchands de chandelles... contre la concurrence du soleil*. Nous y voyons les fabricants de produits résineux — auxquels ironiquement Bastiat prête sa plume — demander instamment la protection du législateur contre un dangereux concurrent : le Soleil. Si la loi consentait à interdire les fenêtres, sans aucun doute l'industrie du suif s'en trouverait encouragée. Et non pas elle seule : par répercussion toutes les industries bénéficieraient de proche en proche du coup de fouet qu'aurait ainsi reçu l'une d'entre elles¹. La requête est ridicule? Pourtant les droits de douane dont est frappée l'entrée en France des agrumes ne font rien autre

1. [Note de la troisième édition.] Il est à noter que selon Keynes, — dans l'hypothèse du sous-emploi et en vertu de la théorie du multiplicateur — cette argumentation des marchands de chandelle est littéralement et pleinement valable.

qu'empêcher le soleil d'Ibérie de pénétrer chez nous sous forme d'oranges et de mandarines. Ainsi s'éclaire l'absurdité du protectionnisme; et pour nous aussi bien la manière de Bastiat. On l'a appelé « le La Fontaine de l'économie politique ». Il a su mettre en paraboles amusantes la pédantesque doctrine libérale.

Le libre-échange de Bastiat contient déjà le principe de sa doctrine générale : l'idée de l'harmonie. La société la plus libérale est en même temps la plus progressive, la plus heureuse, la plus prospère et la plus juste. Bastiat ne sépare pas l'utile du juste comme Say. Il ne subordonne pas le juste à l'utile comme Dunoyer. Il les réunit, il les confond comme Quesnay. Bastiat croit à la convergence de toutes les fins et de tous les intérêts. « Le bien de chacun — écrit-il — favorise le bien de tous, comme le bien de tous favorise le bien de chacun. » Toute physiocratie est cette béatitude. Mais la phrase de Bastiat sonne aussi bien comme une devise mutualiste. Proudhon, Bastiat, tous deux humanistes, tous deux fervents du progrès, tous deux ennemis de la « spoliation ». Ce que l'un attend de la raison humaine par le moyen de contrat, c'est cela même que l'autre voit réalisé déjà grâce à la Providence, par la liberté. Ame d'artiste refoulée, Frédéric Bastiat qui n'a pas sans regret abandonné son violoncelle pour entrer en lice contre les sophismes de l'intervention, écoute maintenant avec ravissement les divines harmonies du monde économique.

Pourquoi faut-il donc que des échos d'Angleterre en viennent parfois hausser les accords? Contre la doctrine de l'harmonie, se dresse plus d'une thèse de l'école classique. La rente ricardienne en particulier fonde logiquement, selon Bastiat, la condamnation du régime libéral. Mais c'est Ricardo que Bastiat condamne. A sa théorie de la valeur-travail, base de toutes les conclusions pessimistes des *Principles* — comme aussi bien à la théorie de la valeur-utilité proposée par Jean-Baptiste Say, et qui semble à Bastiat fâcheusement amoral — il oppose une théorie de la valeur-service qui fond l'une et l'autre en un seul concept ¹. Ce qui mesure la valeur d'échange d'un pro-

1. En effet la théorie de Bastiat réunit l'idée de Say (un service est essentiellement utile) et celle des Anglais (tout service résulte nécessairement

duit, c'est le service qu'il rend à l'acheteur. La division du travail et les relations d'échange spontanées réalisent entre les hommes une sorte d'association universelle, au champ beaucoup plus vaste, aux liens incomparablement plus complexes et plus riches que n'en ont pu rêver ensemble tous les inventeurs de phalanstères et de mutuellismes. Dans cette association spontanée, tous se rendent service les uns aux autres. Paraphrasant J.-B. Say, Bastiat profère que « les services s'échangent contre les services »; et il ajoute : « La valeur, c'est le rapport des services échangés. » Et quelle est donc la mesure des services? C'est ici que commencerait le problème. Mais Bastiat ne pousse pas si loin l'analyse : il se contente de ce mot de « service », qui éclaire à ses yeux la moralité de l'échange.

Bastiat nie purement et simplement la rente foncière. Pour lui la terre produit de l'utilité, non de la valeur. Tout ce que la nature fournit est gratuit. Or Bastiat professe que dans l'ensemble de la production, la part imputable à la nature tend à croître sans cesse, cependant que décroît relativement la part imputable au travail de l'homme. Dès lors le champ des utilités gratuites (et donc communes à tous) s'étend sans cesse aux dépens de celui de l'utilité onéreuse (appropriée). Ainsi la liberté tend spontanément et progressivement vers ce que les réformateurs cherchent à réaliser artificiellement et prématurément : la communauté dans l'abondance.

De même que pour Bastiat la richesse est de plus en plus gratuite, la valeur, à l'en croire, est de mieux en mieux partagée. Au fur et à mesure que se développe le progrès en régime libéral, le taux de l'intérêt s'abaisse ¹ et la part du capital diminue sans cesse relativement à celle du travail — cependant

d'un travail; la source de la valeur est purement humaine, et c'est par le travail épargné à l'acheteur que l'on mesure la valeur des services). Bastiat exprime donc en un seul mot les deux théories de la valeur-utilité et de la valeur-travail. Mais on ne saurait dire qu'il les concilie et vraiment les ramène à l'unité, comme plus tard les inventeurs de l'utilité finale feront la théorie de la valeur-utilité et celle de la valeur-rareté.

1. Turgot avait déjà affirmé la baisse continue du taux de l'intérêt. Presque tous les libéraux français du XIX^e siècle tiennent cette « loi » pour indiscutable. Mais beaucoup de moines ne font pas une raison.

qu'absolument les revenus du capitaliste s'accroissent, mais à un rythme moindre que ceux des travailleurs. La liberté tend d'elle-même vers l'égalité, à quoi les socialistes la voudraient immoler.

Quand on est du nord, on peut trouver Bastiat primaire et radoteur. On peut penser que ce grand pourfendeur de sophismes économiques n'en a tant aperçu chez les protectionnistes et les socialistes que parce que le sophisme était dans l'œil de son propre esprit logisticien et verbal. Pourtant les pamphlets et *Les Harmonies* de Bastiat ont su populariser, sous une forme à la fois agréable et dépouillée, sans en rien sacrifier d'essentiel, les grandes thèses du libéralisme économique. Et leur portée dépasse cette tâche de vulgarisation. C'est à Bastiat tout d'abord que remonte l'idée — devenue maintenant chez nous presque inséparable de la pensée libérale — de la primauté du consommateur. Si Ricardo demandait l'abolition des *Corn-Laws*, c'était en faveur des producteurs manufacturiers. Bastiat dénonce dans le protectionnisme une spoliation du consommateur. Après tout on ne produit que pour consommer, pour satisfaire des besoins. Bastiat qui ne redoute pas les truismes, a restauré celui-là. Humaniste, il s'est élevé contre cette économie politique inhumaine qui faisait de la production une fin en soi.

L'économie politique, avec Bastiat, est partielle. Elle soutient une thèse : celle de l'abstention totale de l'État en matière économique. Elle la prouve, en démontrant l'existence d'un équilibre automatique et d'un progrès spontané. Et nul peut-être n'avait présenté cette vieille idée physiocratique et smithienne avec autant d'ampleur et d'absolutisme que Bastiat. Pour lui le régime libéral tend de soi-même vers l'abondance des biens et l'élimination de la rareté économique, vers la complète communauté des richesses, vers la disparition des revenus capitalistes, vers l'égalisation des revenus et des conditions. A la limite, il rejoint les fins mêmes du socialisme. Aussi bien la portée de l'œuvre de Bastiat excède-t-elle les frontières de l'hypothèse de la concurrence parfaite dans laquelle il s'est

cantonné, et dont il proclamait la valeur scientifique exclusive. Le capitalisme libéral est pour lui la vérité; mais il a dépassé les vérités propres au capitalisme libéral. Il a découvert et approfondi des fonctions et des lois essentielles qui se retrouvent sous des formes diverses quel que soit le régime économique, et que pour cette raison les modernes appellent « fondamentales ». Ainsi s'explique sans doute la tendresse que souvent les théoriciens de l'économie planifiée portent à l'individualiste Bastiat. Et voilà aussi bien pourquoi, de nos jours encore, il n'est peut-être pour un profane d'initiation plus attrayante, plus fructueuse, et plus large¹ à l'économie politique que la lecture de cette œuvre d'occasion, bientôt centenaire : *Les Pamphlets, Les Sophismes, Les Harmonies* de Bastiat.

1. [Note de la seconde édition.] Mon collègue et ami M. Jean Marchal me fait remarquer que Charles Gide a déjà — en substance — dit cela. Hélas, le genre même d'un opuscule comme celui-ci — qui s'est voulu dépouillé de tout appareil d'érudition, sans notes, sans références — le condamne à devoir tout à beaucoup sans rien rendre à personne. — [Note de la troisième édition.] Cf. *supra*, Préface de la troisième édition, p. 32.

CHAPITRE VIII

RÉACTIONS CONTRE LA PENSÉE CLASSIQUE ANGLAISE

La nuance est fine, qui sépare des disciples de l'école anglaise, ses adversaires. Bastiat et Carey se définissent par leur opposition à Ricardo aussi bien que par leur fidélité — toute relative — à Adam Smith et Jean-Baptiste Say¹. En revanche, plusieurs dont nous allons maintenant parler, et qui se posent contre la tradition libérale, ont si bien pillé l'ennemi qu'ils nous vont apparaître nourris de sa substance et vêtus à sa mode. Complimenter et gourmander sont deux façons de trahir que l'on aime. Se dire disciple ou adversaire, deux langages pour confesser un maître.

LA RÉACTION HUMANITAIRE : SISMONDI.

Sismondi est né en 1773. C'est un Genevois et un protestant. Son père était pasteur de son état, et d'opinions décidément « philosophiques ». Cette origine rapproche Sismondi de Jean-Baptiste Say, dont il a d'ailleurs commencé — tout à fait indépendamment de lui — par emprunter l'orientation industrialiste et libérale. Aussi bien nous expliquera-t-elle comment il s'en est par la suite détourné. Calviniste, Sismondi réagira

1. D'une façon générale, tandis qu'en Angleterre on veut voir dans la tradition classique un tout homogène, et qu'on s'attache à concilier ensemble les grands classiques, sur le continent au contraire on les oppose, on les brandit les uns contre les autres.

contre le naturalisme de l'économie classique et contre l'amoralisme de la doctrine anglaise. Helvétè, son idéal sera d'autonomie, de variété, d'équilibre, de bien-être, plutôt que de grandeur et de puissance.

Plus qu'aucune autre jeunesse, de nombreux voyages ont formé celle de Sismondi. D'abord banquier à Lyon, il suivit en 1790 toute sa famille en Angleterre, où elle fuyait la Révolution française. Un grand enthousiasme s'empare alors de Sismondi pour l'essor industriel dont il est outre-Manche le témoin, et pour la doctrine libérale qui lui en paraît constituer le secret en même temps que l'expression. Bientôt une autre influence vient toutefois contraster avec celle de la Grande-Bretagne. Rentrée à Genève, la famille de Sismondi doit à nouveau s'expatrier en 1792, sous la menace de la Terreur. En Toscane, où cette fois elle l'entraîne, il observe une société agricole florissante, mais de structure précapitaliste. Son cœur helvétique s'attendrit à la vue de ce qui subsiste en Italie du vieil esprit d'autonomie des communes médiévales. Il admire le bonheur d'un peuple que n'ont point encore touché l'exode rural, la production en grand; auquel une économie familiale assure à la fois l'aisance, la sécurité et l'indépendance. Son premier ouvrage sera un *Tableau de l'agriculture toscane* (1801). Plus Sismondi avancera en âge, et plus le paysage riant des campagnes italiennes, le charme de la vie laborieuse et joyeuse de leurs familles de type archaïque domineront en lui l'attrait de l'effervescente Angleterre — où ni les pas magnifiques du progrès en marche, ni le triomphal fracas des machines n'étouffent à ses pitoyables oreilles le murmure douloureux qui s'exhale des masses misérables.

Pendant, Sismondi ne renie pas encore ses maîtres. Son premier ouvrage d'économie politique, *De la Richesse commerciale*, est celui d'un fidèle disciple d'Adam Smith. Publié en langue française la même année que le *Traité* de Jean-Baptiste Say (1803), il constitue l'une des premières manifestations du smithianisme sur le continent.

Sismondi avait de fortes préventions contre la France. Ultramontaine ou jacobine, elle signifiait pour lui despotisme et

intolérance : il ne lui pardonnait ni la Saint-Barthélemy et la Révocation de l'Édit de Nantes, ni la récente conquête qui privait Genève de sa séculaire liberté. « Je n'ai jamais vu Paris — écrit-il en 1809 — mais je le déteste par avance, et de plus je le crains, car je ne voudrais pas qu'un peu de plaisir que j'y trouverais peut-être diminuât mon aversion pour la ville et ses habitants, et la nation dont c'est la capitale. » Il y trouva beaucoup de plaisir, et son « aversion » eut vite fait de se muer en enthousiasme. Cinq mois de vie parisienne à la fin du Premier Empire, cinq mois de rencontres passionnantes, de conversations étincelantes, de continuelles fêtes intellectuelles, suffirent à gagner son cœur à la culture française. A cette époque d'ailleurs, le spectre de la réaction absolutiste qui menace de s'abattre sur toute l'Europe le porterait à pardonner volontiers bien des crimes à Napoléon. Comme le libéral Benjamin Constant, il se ralliera à l'Empire du Champ de Mai. Et ce revirement politique est comme le signe précurseur d'une autre conversion, qui déjà se prépare.

En 1818, Sismondi traverse une seconde fois la Manche. Les guerres napoléoniennes ont-elles changé l'Angleterre, ou l'atmosphère toscane Sismondi? Toujours est-il qu'il ne retrouve pas son enthousiasme de 1790. Dans le champ de la pensée économique, Ricardo maintenant domine, non plus Adam Smith. L'essor industriel s'est poursuivi d'un rythme accéléré. Au lendemain de la paix de Vienne, il se déploie sans contrainte. On entreprend, on construit, on produit; mais pour qui, pour quoi? Le marché n'est pas insatiable! Cependant le prolétariat s'agglomère dans les villes, sans cesse plus nombreux et plus misérable. Ainsi la brillante prospérité de l'Angleterre cache la misère de millions d'hommes; c'est le prix dont chaque jour elle s'achète. Sismondi rêve alors du bonheur des familles toscanes, et de la sécurité que leur garantit une économie traditionnelle et stable. Lui qui n'a pas fait d'économie politique depuis quinze années, se remet au travail. En 1819 il publie un grand traité en deux volumes, qu'il intitule *Nouveaux Principes d'économie politique* sans que l'on sache tout à fait décider si cette « nouveauté » se doit entendre par rapport aux *Principes* de Ricardo dont Sis-

mondi le huguenot se propose d'ébranler l'orthodoxie... ou bien par rapport à son propre ouvrage de 1803.

Sismondi ne s'attaque pas directement à son maître Smith. La cible qu'il choisit, c'est Ricardo. Entre Ricardo et lui, il y a incompatibilité d'humeur. Considérer les rapports entre les hommes sous l'angle strictement abstrait et quantitatif, dérouler d'interminables chaînes de déductions sans jamais se référer à la réalité humaine et sensible; énoncer sans une inflexion dans la voix des lois économiques soi-disant nécessaires et qui consacrent scientifiquement la misère des salariés; et malgré cela parler triomphalement de progrès industriel et d'équilibre automatique¹, voilà qui est trop. « Il n'y a qu'un pas — s'écrie Sismondi — de cette doctrine à nier l'existence du mal! » Pour quiconque a sucé le lait calviniste, quel scandale passerait celui-là?

Toute l'activité économique, selon l'optique ricardienne, tend vers une multiplication des richesses. Sismondi s'élève contre l'étroitesse d'un tel idéal, qu'il baptise « chrématistique ». La fin de l'activité économique, pour lui, ce n'est pas la richesse des sociétés, mais le bonheur des hommes. Le bonheur, c'est une donnée brute et globale, à la fois psychologique et morale, et qui ne se laisse pas analyser en formules. Le bonheur n'est pas une somme de plaisirs, c'est moins encore une somme de produits, ce n'est pas du tout une somme de profits. Les classiques essaient de vérifier et de mesurer les plaisirs et les peines, afin de les soumettre au calcul. Sismondi, au contraire, voit toujours l'homme derrière les choses, au-delà des faits de conscience; il dresse une sorte d'eudémonisme humanitaire et moral en face de l'hédonisme calculateur et égoïste des Anglais.

Hantés encore par la conception physiocratique du produit net, les classiques ne se préoccupent point tant de la quantité des richesses créées que du surplus de la richesse créée sur la richesse dépensée. Tout leur système est orienté vers le plus grand profit. Ce qui les intéresse, c'est le rapport des recettes

1. En Ricardo, Sismondi voit et combat surtout un optimiste.

aux dépenses, plutôt que la somme des biens fabriqués. Or, seule la quantité absolue des produits, dit Sismondi, importe au bien-être des hommes.

Peut-on même vraiment assigner comme fin à l'activité économique l'obtention de la plus grande masse de produits? Non pas, dit Sismondi. « La richesse n'est désirable dans la société que pour l'aisance qu'elle répand sur toutes les classes... L'homme travaille pour que l'homme se repose... » — « Si l'Angleterre — ajoute-t-il — réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et celui de ses villes par des machines à vapeur, et ne compter pas plus d'habitants que la République de Genève, tout en conservant le même produit et le même revenu qu'elle a aujourd'hui, devrait-on la regarder comme plus riche et plus prospérante? M. Ricardo répond positivement que oui. En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le Roi, demeuré tout seul dans l'île, fasse accomplir, par des automates, tout l'ouvrage de l'Angleterre. »

Entraînés dans leur course à la plus grande productivité, les classiques se félicitent sans réserve de l'extension de la division du travail et du machinisme. Et certes ces innovations peuvent contribuer à améliorer le bien-être de tous. Sismondi se défend de les condamner. Elles l'inquiètent pourtant. Ne diminuent-elles pas la valeur humaine du travail? « Chacun — écrit Sismondi — fait mieux ce qu'il fait uniquement... Mais... c'est par la variété des opérations que l'âme se développe. » Et la machine ne se contente pas d'abêtir l'homme qui la sert : elle fait tort à celui qu'elle remplace. En dépit de tous les automatismes réparateurs d'équilibre qu'invoquent les libéraux, Sismondi professe que le machinisme fait aux ouvriers une fâcheuse concurrence. Et sans doute ce chômage que nous nommons maintenant technologique n'est-il peut-être que transitoire. Mais la réabsorption de la main-d'œuvre mise à pied risque d'être longue autant qu'elle est problématique; elle prend du temps : plus qu'il n'en faut à la faim pour faire souffrir les hommes.

Le marché du travail ne saurait du reste s'adapter aux progrès de la technique que par le truchement de la baisse des salaires. Lancés à la poursuite de la plus grande production, les

classiques ont trop négligé la répartition. Non certes que Ricardo n'en étudie les lois. Mais la répartition n'est pour lui qu'un rouage de l'appareil productif. Il s'en préoccupe pour autant seulement qu'elle influe sur le rythme de la production, sur la direction que prennent les capitaux, sur le rendement des impôts et sur l'incidence fiscale. C'est au contraire avec consternation que Sismondi le constate : sans cesse le nombre des riches diminue et celui des prolétaires augmente, cependant que s'aggrave parallèlement la misère de leur condition. Mais alors, à quoi bon produire davantage, si la masse des hommes n'en doit nullement profiter? Les classiques se préoccupaient de beaucoup multiplier les richesses; pour Sismondi, il importe surtout de les bien diviser.

Cependant la pauvreté n'est point l'unique facteur de la misère des ouvriers. Leur pire épreuve réside surtout peut-être dans l'instabilité de l'emploi. Sismondi est le premier économiste qui mette l'accent sur ce phénomène alors nouveau que sont les crises économiques. Cela n'est point tout de produire, il faut vendre. Les classiques ont fait bon marché de cette difficulté. Ricardo ne l'a pour ainsi dire pas même soulevée. Jean-Baptiste Say l'a rapidement écartée par un truisme : les produits s'échangent contre les produits. Aussi bien leurs doctrines ont-elles été conçues dans l'atmosphère des guerres napoléoniennes. Pendant la guerre, et encore au lendemain de la cessation des hostilités, c'est la disette qui menace, non la surproduction. Deux ans seulement séparent la publication des *Principes* de Ricardo (1817) de celle des *Nouveaux Principes* de Sismondi (1819). Mais ces deux années ont suffi à retourner les perspectives : elles marquent le passage d'une optique d'après-guerre à une optique de paix. Les armes déposées, les mers de nouveau libres, l'industrie d'abord s'abandonne à une euphorie de mauvais aloi. Voilà qui frappe Sismondi en Angleterre, lorsqu'il s'y rend en 1818. L'industrie s'engage dans une folle course au client; mais quand le client s'arrêtera, saura-t-elle à temps ralentir son élan? Avant même que les crises de surproduction se soient manifestées (la première crise générale vraiment caractérisée date de 1825) Sismondi prévoit le phénomène et en pro-

pose la théorie. Le régime capitaliste, par la condition misérable à laquelle il réduit les prolétaires, restreint les débouchés, cependant même qu'il multiplie les produits. Les pauvres ont beaucoup de besoins, mais point d'argent pour les satisfaire. Les riches ont beaucoup d'argent, mais pas assez de besoins pour absorber l'excédent des produits fabriqués. Le régime tend vers une sous-consommation permanente.

Et Sismondi conclut en brûlant ce qu'il avait en sa jeunesse tant adoré : l'économie anglaise, la doctrine libérale anglaise. « Une seule nation — écrit-il — voit contraster sans cesse sa richesse apparente avec l'effroyable misère de sa population, réduite à vivre de la charité publique... Si ces réflexions ne peuvent plus lui être utiles à elle-même, du moins estimerai-je avoir servi l'humanité et mes compatriotes en montrant les dangers de la carrière qu'elle parcourt, et en établissant par son expérience même que faire reposer toute l'économie politique sur le principe d'une concurrence sans bornes, c'est sacrifier l'intérêt de la société à l'action simultanée de toutes les cupidités individuelles. »

A la science classique, au régime libéral, qu'est-ce donc maintenant que Sismondi propose de substituer? Citoyen de la libre Helvétie, hôte de Coppet, ce n'est pas lui que saurait séduire un régime d'économie autoritaire, dirigée par l'État. Les différents systèmes que proposeront les socialistes associationnistes lui feront horreur, pour ce qu'ils ont d'attente à l'intimité individuelle. Mais alors, si vraiment le processus d'industrialisation et de concentration qui caractérise l'économie libérale moderne conduit aux abîmes, faudra-t-il donc détruire les machines, revenir aux champs, au Moyen Age, à la féodalité, à la Toscane? Notre philosophe humaniste s'achèvera-t-il en économiste réactionnaire? Lui qui s'est soulevé avec tant de jeunesse contre les dogmes régnants de la théorie anglaise; lui qui a reproché avec tant de vigueur aux abstractions classiques de s'éloigner trop du réel, va-t-il s'abandonner à cette tendance rétrograde qui témoigne à la fois de si peu d'imagination et de si peu de réalisme? Souvent il semble que telle soit la tendance de Sismondi.

Mais il se raidit contre cette pente naturelle de son cœur. « Ce n'est pas la découverte qui est un mal — écrit-il — mais le partage injuste que l'homme fait de ses fruits. » Bref, Sismondi ne condamnerait pas le « capitalisme technique », mais seulement le « capitalisme juridique » (pour employer la terminologie proposée par Gaëtan Pirou)¹. Il ne s'agit pas de commander à l'histoire un impossible demi-tour; mais seulement d'aménager les transitions et d'atténuer les souffrances qu'elles signifient pour les hommes. En fin de compte, le remède que Sismondi propose au malaise économique, c'est une législation sociale. Donner aux ouvriers le droit de coalition, rendre obligatoire le repos hebdomadaire, favoriser constamment « la division des héritages et non leur accumulation », et surtout lier juridiquement l'ouvrier à l'entreprise de façon durable, afin qu'elle reste tenue de lui verser un salaire alors même qu'elle cesserait de lui fournir du travail : à ces mesures et à quelques autres de même inspiration se réduit ce que Sismondi appelle son « garantisme ». A vrai dire, il ne semble pas lui-même très assuré que ce programme soit suffisant. Mais il est très embarrassé pour préconiser des solutions. Sa haine de la tyrannie; son sens averti des difficultés pratiques que l'on rencontre à faire des réformes, et plus encore à les limiter; un certain manque de puissance intellectuelle aussi le retiennent sans doute de conférer à son programme constructif l'ampleur que ferait attendre la sévérité de ses critiques. Au fond, quoiqu'il s'en défende, Sismondi rêve pour les hommes d'une certaine médiocrité archaïque, à tout le moins dans le domaine économique. Son idéal, c'est une aisance modeste et digne pour tous. Le bonheur de Barbezieux. Sismondi a la nostalgie de l'économie familiale et féodale. Le but de l'économie politique, à ses yeux, c'est de diminuer la souffrance, non d'étendre l'empire de l'homme sur la nature. Il reproche aux classiques anglais d'avoir poursuivi le grand plus que l'utile. Lorsqu'il visite Rome et ses monuments, témoins de sa grandeur passée, il se déclare avec complaisance indifférent à la beauté de ces majestueuses reliques : il ne pense qu'à la

1. Voir Gaëtan Pirou : *La Crise du Capitalisme*, 2^e édition, 1936.

vie misérable des habitants qu'il rencontre dans les rues. Cœur sensible, plus pitoyable que magnificient; esprit judicieux mais faible, Sismondi incarne un certain prosaïsme humanitaire, assez répandu chez les petits bourgeois philanthropes et les protestants iconoclastes.

Son livre a exercé une influence diffuse considérable, mais il n'a fait que peu de disciples. Sismondi, dont le premier ouvrage libéral avait connu un succès éclatant en 1803, a de plus en plus l'impression de prêcher dans le désert, à partir de la conversion que marquent les *Nouveaux Principes*. Seuls ou presque, les socialistes et les révolutionnaires lui font l'honneur de lui emprunter ses grandes thèses critiques; mais c'est pour en tirer des conclusions qui ne lui répugnent pas moins que le libéralisme de Ricardo.

Pourtant le développement des crises de surproduction, que Sismondi a prédites, le persuade du bien-fondé de ses mises en garde. Deux ans après la crise de 1825, lorsqu'il réédite ses *Nouveaux Principes*, Sismondi les précède d'une triomphale préface : l'événement lui donne raison ! Mais non pas l'opinion savante qui s'obstine dans la dogmatique classique. D'ailleurs Sismondi lui-même ne voit pas clairement les remèdes possibles aux maux qu'il dénonce. Les saurait-il indiquer que sans doute leur mise en application lui paraîtrait très improbable. Il lui semble maintenant fatal que l'humanité s'engage de plus en plus dans la voie d'un industrialisme effréné, que la société devienne de plus en plus injuste, et les hommes de plus en plus malheureux. Sismondi cesse alors de prêcher pour geindre. Il se réfugie dans le passé. Il écrit une *Histoire des Français* qui compte beaucoup de volumes, mais très peu de lecteurs. Lui qui, dans l'enthousiasme de sa jeunesse, s'était laissé éblouir par la *Richesse des Nations*; lui qui dans la vigueur de sa maturité, avait dressé une critique neuve et hardie du ricardianisme, joue maintenant le rôle de sage désabusé. L'humanité est trop mauvaise, elle est trop enchaînée à son fatal destin pour pouvoir adopter les solutions de salut.

L'originelle malédiction divine hante les vieux jours navrés du calviniste Sismondi.

LA RÉACTION NATIONALE : LIST ET CAREY.

Pour passer de la « réaction humanitaire » de Sismondi à la « réaction nationale » de List et de Carey, il nous faut franchir vingt années. Le *Système national d'économie politique* de List porte la date de 1841. Et c'est en 1842 que Carey s'est « converti » au protectionnisme.

Il est aujourd'hui devenu banal de le constater : le libre-échange, qui se présentait dans l'enseignement des classiques anglais comme la conclusion d'une analyse théorique de portée universelle, répondait aussi bien, par une troublante coïncidence, aux intérêts particuliers les plus immédiats de l'Angleterre à leur époque. La Grande-Bretagne jouit alors, sur tous les autres pays du monde, d'une avance considérable dans le domaine industriel. Elle produit à meilleur marché que tous ses voisins. Dans ces conditions, elle n'a pas à craindre la concurrence étrangère sur son propre marché. Elle entend exporter sans que des droits de douane puissent mettre obstacle à l'écoulement de ses produits. Et ses économistes viennent appuyer la politique particulière que lui dictent les circonstances en enseignant le libre-échange comme un dogme scientifique; en prouvant que la division internationale du travail est conforme à l'intérêt bien entendu de tous les peuples à la fois; en montrant dans la liberté du commerce une condition essentielle du maintien de la paix.

Mais contre une telle conception devaient nécessairement réagir les nations dont l'invasion des fabricats britanniques contenait l'avènement industriel : en particulier l'Allemagne et les États-Unis.

En Allemagne, un grand nom symbolise cette réaction : celui de Frédéric List. Frédéric List est un Wurtembergeois, né en 1798. Il a mené une vie agitée, où ni l'exil ni la prison ne font défaut jusqu'à son suicide probable en 1846. List est libéral au sens philosophique et politique du mot, patriote, industrialiste, progressiste. Il aime la France à laquelle le rattache

son amitié pour La Fayette. Il déteste l'Angleterre, et profère sur Adam Smith des jugements d'une puéride violence, telle que seul son caractère dénué de toute pondération la peut expliquer.

List a passé une grande partie de sa vie (de 1825 à 1830) aux États-Unis. Le spectacle de la jeune République américaine a révélé à List la vocation de l'Allemagne. Il a vu outre-Atlantique une nation dotée de grandes ressources en hommes et en matières premières, mais que sa dépendance vis-à-vis de l'Angleterre retenait d'accéder à l'essor industriel auquel elle était naturellement destinée. Rentré en Allemagne comme consul des États-Unis à Hambourg, il s'est attelé à la propagande pour la construction des chemins de fer et l'édification du Zollverein. List est un des artisans de l'unité allemande, en même temps qu'un des promoteurs de l'idée nationale allemande. Il n'est presque pas de thème classique du pangermanisme qui n'ait un germe dans sa pensée et dans son œuvre.

La doctrine économique de List est surtout contenue dans son *Système national d'économie politique*. List demeure fidèle au libéralisme pour tout ce qui concerne le régime économique intérieur. Lui qui souhaite l'expansion industrielle de son pays, ne saurait être anticapitaliste. Ce qu'il reproche à l'économie classique, c'est le caractère abstrait qui la situe hors de l'histoire et de la géographie. Elle prétend formuler des lois et dicter des règles qui soient valables à la fois pour tous les temps et pour tous les pays. Elle ne fait, en réalité, que donner pour telles les normes qui répondent aux intérêts présents de l'Angleterre.

Il n'est pas vrai, nous l'avons dit, que les classiques aient ignoré le fait national. List leur reproche pourtant de l'avoir du moins méconnu. On ne saurait — dit-il — considérer le monde comme un tout, et faire abstraction des frontières. Les nations existent. La paix perpétuelle n'est rien moins qu'assurée. Pour subsister, les nations doivent se mettre en mesure de mener éventuellement la guerre. A cette fin, elles désirent légitimement réunir sur leur sol tous les types d'activité économique, et posséder en particulier une industrie.

Toutefois il ne faudrait pas croire que les motifs du protectionnisme de List soient purement militaires. Ils sont aussi bien économiques. Selon List, les classiques anglais démontrent peut-être de façon pertinente que les nations ont toujours intérêt à pratiquer le libre-échange si leur but est de consommer le plus possible. Mais une telle fin ne leur saurait à son gré suffire. Fût-ce au détriment de sa consommation actuelle, une nation doit se préoccuper de développer ses forces productives pour l'avenir. Les économistes classiques raisonnent toujours en termes de valeur; List pose le problème en termes de potentiel industriel national. Par là il ne réagit pas seulement contre le « cosmopolitisme » des classiques, mais encore contre l'étroitesse du point de vue purement statique qu'ils n'avaient point dépassé. List réintroduit dans la théorie du commerce international le temps, dont ils avaient fait abstraction.

Pour développer ses forces productives, une nation peut avoir besoin de recourir au protectionnisme. Si par exemple elle est en retard sur ses voisins du point de vue de l'équipement industriel, comment rattraper ce retard, qu'elle ne se soustraie momentanément à la concurrence de ses devancières? Il faut protéger les industries naissantes et viables, si l'on veut éviter qu'elles soient étouffées avant que d'avoir pu s'épanouir. C'est ainsi seulement que la nation retardataire pourra devenir à son tour une « nation normale » : à la fois industrielle et agricole. On a appelé la doctrine de List « protectionnisme éducateur ». C'est un protectionnisme qui se fonde sur les décalages que comporte dans le temps le développement économique des différentes nations; et qui ne demande aussi bien que des restrictions temporaires à la liberté des échanges. Dès que la nation retardataire aura pu amener son outillage et l'ensemble de ses conditions de production au niveau de ses concurrents, les droits de douane devront disparaître. Un tel protectionnisme — on le voit — ne rompt point avec l'essentiel de la théorie du libre-échange. List se contente de revendiquer une dérogation transitoire au principe libéral qu'il n'ébranle pas. Et cette dérogation même, afin d'empêcher le défaut de synchronisme qui se manifeste dans le développement industriel des diffé-

rents pays de fausser durablement la division internationale du travail, telle qu'elle doit normalement résulter du partage des aptitudes naturelles et humaines entre les nations.

List, qui a combattu avec acharnement le « cosmopolitisme » des classiques, a lui-même pris pour devise « la Patrie et l'Humanité ». On chercherait vainement en lui un théoricien du nationalisme absolu ou de l'autarcie. Son idéal n'est pas du tout l'« État commercial fermé » de Fichte. Au regard des professeurs allemands du XIX^e siècle, List apparaît très particulièrement marqué d'idées anglaises, d'industrialisme surtout, de libéralisme aussi. Et pourtant sa pensée — rapprochée cette fois de celle des économistes anglais et français — exprime bien les orientations générales et constantes de la pensée économique allemande, depuis les caméralistes jusqu'au professeur Wagemann. Elle reflète une tendance nationaliste, sociale, interventionniste; une large conception de l'économie politique, qui voit en elle une science des buts du groupe social et de l'État, plutôt que des mécanismes de la production, de la circulation, et de la répartition des richesses.

La réaction de Carey contre le libre-échange va beaucoup plus loin que celle de List. La protection commerciale dont il se fait l'avocat n'est pas une mesure temporaire, mais un régime durable; elle ne s'applique pas seulement à l'industrie; mais aussi bien à l'agriculture. Pourtant la démarche intellectuelle de Carey ressemble fort à celle de son collègue allemand. Et n'est-ce pas au spectacle de l'économie d'outre-Atlantique qu'ont surgi les idées de List?

Carey sans doute est le plus grand nom de l'histoire des doctrines économiques au Nouveau Monde. C'est de lui que la pensée économique américaine tient la plupart de ses orientations spécifiques : c'est à partir de lui qu'elle a pris conscience de soi-même, et s'est à la fois reconnue et voulue originale.

L'histoire des idées de Carey est celle de la révolte d'un milieu contre une tradition. Carey a été formé à l'école de Jean-Baptiste Say (quatorze éditions de son *Traité* ont paru aux États-Unis entre 1821 et 1859) et des classiques anglais. Mais

l'esprit de l'école anglaise s'accorde mal aux conditions de la vie économique américaine. On ne redoute point aux États-Unis la surpopulation, comme en Angleterre du temps de Malthus; au contraire, on y manque de bras. La terre n'y est pas rare, comme dans la Grande-Bretagne de Ricardo; elle est à prendre, et ne coûte que les dépenses de son défrichement. Pour devenir universelle, la science économique doit briser les cadres où l'ont enfermée les Anglais, en adopter de nouveaux plus larges, et qui conviennent aux conditions des pays neufs et dynamiques. Carey étendra à l'agriculture la loi des rendements croissants que Malthus et Ricardo cantonnaient dans l'industrie. Il sera populationniste, inflationniste, optimiste : on a accusé Bastiat de l'avoir plagié.

Dès ses premiers écrits, Carey — fils d'un Irlandais réfugié politique au Nouveau Monde — manifeste un vif antibritannisme. Il s'en prend en particulier à Malthus, qu'il accuse d'avoir voulu justifier *England's misdeeds* (les méfaits de l'Angleterre). Pourtant, il reste partisan de la liberté du commerce avec l'ancienne métropole. Il appelle le libre-échangeisme *the true doctrine* (la vraie doctrine).

Cependant vers 1842 se place une révolution dans sa pensée. Cette année-là, après une expérience de relâchement progressif de la protection douanière, les États-Unis brusquement adoptent un tarif élevé. Carey, fidèle encore à cette époque aux idées classiques, prévoit et prédit des catastrophes. Elles ne se produisent pas. Notre auteur fait alors un retour sur l'histoire. Celle des États-Unis, dont la politique commerciale, capricieuse et féconde en retournements, oscille depuis plus de vingt ans entre le libre-échange et la protection, offre une riche matière à ses investigations. Or, Carey observe que contrairement aux enseignements de la doctrine anglaise, les périodes protectionnistes ont été dans l'ensemble plus prospères que les périodes libérales. Il se rend aux faits, et change son fusil d'épaule. Dès lors il lui apparaît que le libre-échangeisme tend à maintenir les États-Unis dans la position d'une colonie anglaise, du point de vue économique. Le régime de la franchise commerciale, c'est une arme dont use l'Angleterre pour rester la seule usine

du monde. Il lui permet d'acheter bon marché les produits alimentaires, les matières premières et le travail des Américains, de leur revendre cher ses produits manufacturés. Il faut affranchir l'Amérique de ce ruineux courant d'échanges à sens unique. La protection seule peut parfaire l'œuvre de l'Indépendance.

L'inspiration d'un tel protectionnisme est donc opportuniste. Fréquemment Carey proclame que le libre-échange demeure pour lui le principe. Mais il ajoute que les tarifs, comme la guerre, sont parfois un mal nécessaire. Ils le sont, notamment, pour empêcher une seule petite île de monopoliser pour elle seule tous les bienfaits de la nature. Smith lui-même n'a-t-il pas approuvé l'Acte de Navigation de Cromwell? Carey l'en loue, comme il le loue de tout ce qui subsiste de mercantiliste dans la *Wealth of Nations*. Il blâme en revanche Jean-Baptiste Say d'avoir méconnu les bienfaits du blocus continental. Un vaste territoire protégé contre la concurrence étrangère, mais à l'intérieur duquel joue le libre-échange, c'est cela que momentanément Napoléon a réalisé. C'est cela même que rêve Carey pour les États-Unis d'Amérique.

A l'appui de sa thèse Carey apporte de nombreux raisonnements. Le plus curieux, sinon le plus convaincant, repose sur sa théorie célèbre de la circulation de la matière organique. Carey croit à la perpétuité de la matière organique, et qu'il en existe dans le monde une quantité fixe et limitée. Il dresse un tableau de sa circulation, qui marque une réminiscence plus ou moins consciente du *Tableau* de Quesnay. Nous y pouvons suivre les détours de la matière organique, qui décrit un cycle : passant du sol dans les plantes, des plantes dans les animaux, des animaux dans l'homme, et de là de nouveau dans le sol. Or, le régime actuel des échanges à travers l'Atlantique établit une fuite permanente dans le circuit américain de la matière organique. Les États-Unis en exportent des quantités considérables sous forme de denrées alimentaires et de matières premières industrielles. Il ne leur en revient qu'une très faible part, sous forme de produits manufacturés. Si jamais un tel processus se devait longtemps poursuivre, l'Angleterre finirait par avoir transporté chez elle presque toute la matière organique de

l'Amérique. Pour éviter un tel résultat — dit Carey — il faut rapprocher le consommateur du producteur, et le producteur de la source des matières premières. Et pour cela : édifier une industrie américaine, à l'abri de solides barrières douanières.

Le libre-échange ne permet pas seulement à l'Angleterre de pomper la matière organique des États-Unis, mais encore leur or. La monnaie joue un rôle prépondérant dans le système économique de Carey. Il la compare aux routes, dont le développement dans un pays neuf est la condition même de son essor. Elle constitue à ses yeux le ciment et le ferment de « l'association productive ». Or, sous le régime du libre-échange, l'Angleterre aspire constamment chez elle les métaux précieux du monde entier. Il faut pour enrayer cette fuite de l'or, modifier le régime des échanges anglo-américains. Certains accents du protectionnisme de Carey rendent un écho du vieux mercantilisme bullioniste.

Le libre-échangisme anglais repose — chez Ricardo tout au moins — sur la théorie de la rente foncière. Carey nie la rente. Il fait remarquer que dans un pays neuf, on commence par cultiver les terres hautes, qui sont les plus pauvres. Petit à petit seulement, au fur et à mesure que progresse le défrichement, sont emblavées les terres basses, jadis recouvertes de forêts vierges, et plus fertiles. Carey renverse ainsi l'ordre historique des cultures sur lequel Ricardo avait fondé sa loi du progrès de la rente ¹. C'est surtout pour réfuter le libre-échange que Carey

1. Du renversement de l'ordre historique des cultures, Carey est-il bien fondé à tirer la négation du revenu différentiel de la terre? On pourrait penser que non. Qu'importe, semble-t-il, que la terre la moins fertile — la *no rent land* de Ricardo — soit la plus récemment ou la plus anciennement mise en culture? Dès lors que la fertilité des terres est inégale, il doit y avoir, en *statique*, une rente. C'est mal comprendre Carey que lui adresser cette objection. Certes, tandis que le prix du blé est unique, les dépenses *annuelles* que réclame la production d'une même quantité de blé diffèrent selon les terres. Mais les terres les plus fertiles sont aussi bien celles où les plus gros capitaux de défrichement ont été investis. Et ceci compense exactement cela : car chaque terre est livrée à la culture dès que son revenu brut escompté compense à la fois les dépenses annuelles nécessaires à son exploitation, et l'intérêt des capitaux que réclame son défrichement. De toutes les terres même les plus fertiles, le fermage rémunère exclusivement — à un taux uniforme qui est le taux courant de l'intérêt — les capitaux investis par

s'attache à démontrer l'inexistence de la rente. Ce qui le conduit à se rencontrer ici avec Bastiat, c'est donc précisément ce qui par ailleurs l'en sépare le plus : son protectionnisme.

Le libre-échange classique et la doctrine de la division internationale du travail reposaient sur une conscience aiguë de la limitation des capacités humaines. Ils signifiaient que les diverses nations ne sont pas douées au même degré pour toutes les productions, et qu'elles doivent renoncer à celles pour lesquelles elles le sont moins que pour d'autres. Ils signifiaient pour l'Angleterre le sacrifice délibéré de son agriculture, au bénéfice de son industrie exportatrice. Carey ne veut renoncer à rien pour les États-Unis. Il croit que son pays a toutes les vocations à la fois, et que l'effort humain d'invention et d'organisation porte en soi des possibilités de conquête illimitées. Son protectionnisme, c'est une foi et c'est une volonté qui brisent les monopoles. Les économistes anglais combattaient la protection parce qu'ils voyaient en elle le support du monopole foncier de la classe des *landlords*; et Carey combat le libre-échange parce qu'il voit en lui le support du monopole industriel de la nation britannique.

Protectionnistes, au fond List et Carey s'opposent peut-être moins au classicisme qu'ils ne l'adaptent à leurs pays respectifs. Sous un certain angle, il apparaît que c'est un même enthousiasme industrialiste qui conduit la pensée et la politique économiques en Angleterre vers le libre-échange; en Allemagne et aux États-Unis, vers la protection.

LA RÉACTION ÉTATISTE : DUPONT-WHITE.

Du choc de la tradition classique contre la réalité économique allemande et américaine, est résultée une dissociation du laisser faire d'avec le laissez-passer. List et Carey ont rejeté celui-ci tandis qu'ils demeuraient fidèles à celui-là. Dupont-White atta-

le propriétaire pour leur mise en culture. Ainsi la théorie de Carey n'entraîne pas un transfert, mais bel et bien une négation de la rente.

quera l'un et l'autre. Au libéralisme des classiques, il opposera la vocation économique de l'État.

Charles Brook Dupont-White est né en 1807. Selon toute vraisemblance petit-fils du marquis Charles de Créqui (lui-même fils de l'amie de Jean-Jacques Rousseau), il aura pour gendre Sadi-Carnot. Patricien de goûts et de manières, républicain de convictions, il incarne bien cette haute bourgeoisie avancée de la seconde moitié du XIX^e siècle, héritière de la noblesse philosophique du siècle précédent : une bourgeoisie riche, propriétaire de terres et d'immeubles urbains en même temps que de valeurs mobilières; pépinière de hauts fonctionnaires et d'hommes de loi; hautement cultivée mais non livresque, raffinée mais nullement décadente, pénétrée de sa dignité mais remplie de sens civique, en qui la France eût pu trouver cette nouvelle aristocratie de fortune et de culture qui lui a tant fait défaut...

La mère de Dupont-White est Anglaise. Il tient sans doute de ses racines britanniques son goût de l'anecdote historique, son relativisme de bonne humeur, son sens de l'opinion publique, sa méfiance des systèmes. Mais il est pourtant bien Français : rationaliste, déclamateur, amateur d'immortels principes. L'Angleterre et la France sont deux grands pays : la pensée de Dupont-White est à leur échelle. Il y a de la majesté dans son style, de la grandeur dans ses perspectives et dans ses aspirations. C'est un personnage magnifique. On sent à le lire tout ce dont Louis XIV et le Premier Empire ont marqué l'âme française.

Dupont-White est surtout connu comme publiciste et comme philosophe, pour sa brillante et paradoxale théorie de l'État. Avocat de l'intervention et de l'extension du pouvoir central politique en un temps où libéraux et socialistes s'accordaient à le vouloir réduire, il a pu dire « l'État, c'est moi ». Mais on ignore souvent qu'il n'est venu à la philosophie politique que par le chemin de la science économique. Son premier ouvrage est un *Essai sur les relations du Travail avec le Capital* (1846). Dupont-White lui-même l'a toujours un peu considéré, plus tard, comme un péché de jeunesse. Il est donc en partie responsable de l'oubli dans lequel est tombé cet opuscule. Pourtant l'on ne

saurait bien comprendre les écrits postérieurs de Dupont-White, qu'on ne les ait situés par rapport à celui-là.

Entre 1840 et la Révolution de 1848, s'écoulaient les années les plus noires sans doute qu'ait jamais connues la classe ouvrière française. C'est alors — sous le règne prospère du dernier ministère de la Monarchie bourgeoise de Juillet — que pour les ouvriers les salaires sont le plus bas, les conditions de travail le plus inhumaines, et l'insécurité de l'emploi le plus cruelle. Les rapports se tendent entre les patrons et les ouvriers. Le problème de la répartition met en péril la paix sociale; il ébranlera bientôt la dynastie. C'est donc une question brûlante que Dupont-White aborde, à la lumière des principes de l'économie classique.

Dupont-White invoque le « schisme de Sismondi » et fait plusieurs emprunts manifestes à l'auteur des *Nouveaux Principes*. Quand il dénonce la lenteur et l'incertitude des mécanismes de reclassement de la main-d'œuvre évincée par les machines, quand il reproche aux classiques leur productivisme dédaigneux de la justice de la répartition, quand il explique les crises par la sous-consommation ouvrière, il ne fait que traduire en formules à peine nouvelles — mais souvent plus heureuses — les grandes thèses de l'économiste genevois. L'un et l'autre s'opposent à Ricardo. Mais l'esprit de Sismondi répugne à pénétrer dans la logique ricardienne; Dupont-White au contraire accepte la règle du jeu. Il s'appuie sur toutes les théories du ricardianisme : la valeur-travail, la loi d'airain des salaires, la loi de la rente, la théorie quantitative de la monnaie; mais il les prolonge jusqu'à des règles d'art différentes de celles à quoi concluait leur auteur. Dupont-White commence la lignée des enfants terribles de Ricardo, que plus tard continuera Marx.

C'est sur Ricardo que Dupont-White appuie l'idée centrale de son ouvrage : l'hostilité des salaires et des profits. Il affirme que cet antagonisme domine toutes les oppositions d'intérêts que porte en soi le régime de la concurrence. Toute hausse des salaires nuit nécessairement aux profits. Les entrepreneurs n'en sauraient rejeter le poids sur les consommateurs par une élévation de leurs prix de vente : car le niveau des prix — dit Dupont-

White — dépend exclusivement de la quantité de monnaie en circulation. Et d'autre part les salaires ne sauraient bénéficier d'une hausse des profits : une loi naturelle les limite au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière.

Dupont-White fait donc sienne la théorie ricardienne des salaires. Mais, raisonnant sur elle, voici qu'il l'aggrave encore. Le minimum nécessaire à la subsistance ouvrière est bien la norme du « salaire naturel ». Mais Ricardo lui-même enseigne que le « salaire courant » oscille de part et d'autre de ce niveau d'équilibre, où la loi de l'offre et de la demande tend à le ramener sans cesse. Or, chaque fois que, pour une cause quelconque (augmentation de la population ouvrière, diminution des capitaux offerts pour l'emploi, hausse des prix des denrées agricoles) le salaire s'est trouvé descendre au-dessous de son niveau naturel, par quel mécanisme s'y trouve-t-il automatiquement ramené? Il n'est qu'une explication possible, nécessaire : l'insuffisance du salaire à assurer la subsistance des salariés entraîne un accroissement de la mortalité ouvrière, l'offre de bras diminue donc, ce qui oriente le salaire à la hausse, jusqu'à ce qu'il ait rejoint son niveau naturel. S'agit-il là de cas exceptionnels? Non pas, dit Dupont-White. Car plusieurs causes existent en permanence qui sans cesse inclinent le salaire courant au-dessous du salaire naturel.

D'abord, l'inégalité du contrat de travail. Entre le patron et l'ouvrier, la partie n'est pas égale. Par le contrat de travail, on échange du travail contre du salaire. Or, d'une part le travail, du point de vue de la théorie des prix, est comparable à des fraises trop mûres : c'est une denrée *périssable*. Si je ne vends pas aujourd'hui mon travail d'aujourd'hui, il sera perdu pour toujours. Je suis donc pressé de le vendre, quitte à consentir un rabais sur le prix. D'autre part le salaire — si nous l'envisageons comme une marchandise troquée contre la marchandise-travail — est comparable à une denrée *de première nécessité* comme du pain. Pour les ouvriers, qui n'ont ordinairement pas d'économies, le besoin de salaire est impérieux, immédiat. Ils sont éventuellement disposés à payer très cher — en travail — le salaire, plutôt que de s'en passer. La position de l'acheteur de

travail (le patron) est donc doublement favorisée par rapport à celle du vendeur de travail (l'ouvrier). Ce qui me semble remarquable dans une telle construction, c'est que la thèse de l'inégalité du contrat de travail ne se présente pas chez Dupont-White comme une observation psychologique concrète qui viendrait atténuer la rigueur des conclusions de la théorie pure, mais comme un raffinement théorique, non moins logique et précis que le principe général auquel il apporte une exception. Dupont-White a su intégrer l'idée de l'inégalité du contrat de travail à la théorie générale des prix.

Un second facteur d'avilissement des salaires, c'est le machinisme qui diminue la demande de bras, et déprécie en outre qualitativement le travail, en le mécanisant.

La troisième cause de dépréciation des salaires, ce sont les crises périodiques. Sismondi en a dénoncé les conséquences pour la sécurité de la condition ouvrière. Dupont-White fait remarquer leur effet déprimant sur la rémunération du travail. A l'explication que Sismondi avait donnée des crises, Dupont-White en ajoute une autre. La libre concurrence — dit-il — signifie l'anarchie dans la production. L'initiative économique est divisée entre une multitude d'entrepreneurs. Chacun d'eux à coup sûr est incapable de prévoir les besoins du marché, et il ignore ce que produisent ses collègues concurrents. Par quel miracle, dans ces conditions, le volume et la structure de la production pourraient-ils se trouver coïncider avec ceux de la demande?

En tout cela sans doute, Dupont-White s'éloigne des perspectives de son maître à penser : Ricardo. Un quatrième argument va l'y ramener, qui couronne la démonstration de sa thèse, et rattache à la théorie classique l'affirmation de l'infériorité normale du salaire courant au salaire naturel. Ricardo lui-même ne suppose-t-il que la population a constamment tendance à s'accroître? Cela signifie une pression permanente de l'offre sur la demande de main-d'œuvre, qui tend logiquement — toutes choses égales d'ailleurs — à avilir le salaire courant. Et Ricardo professe d'autre part que la valeur du blé — mesurée par son coût de production sur la terre la moins fertile effectivement

mise en culture — s'élève sans cesse. Qu'est-ce à dire, sinon que le salaire naturel (mesuré en travail) augmente continuellement; et que l'élévation du prix du minimum nécessaire à la subsistance ouvrière précède normalement celle du salaire courant?

L'insuffisance du salaire à subvenir aux besoins vitaux des ouvriers ne constitue donc point une exception : la logique même de la théorie classique en fait la situation normale ¹. A côté du salaire naturel statique qui est égal au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière, il y a — pourrait-on dire — un salaire naturel dynamique, qui lui est théoriquement constamment inférieur. La famine meurtrière est la loi de la classe ouvrière en régime de libre concurrence. Devant les maux de la classe ouvrière qu'il observait, Sismondi s'apitoyait au nom de l'humanité. Devant ceux dont il vient de démontrer la fatalité en régime libéral, Dupont-White s'indigne au nom de la justice. Par exemple, après avoir exposé la théorie ricardienne de la rente foncière — à laquelle il adhère sur le plan scientifique — il s'exclame aussitôt : « Tout ce qui se conçoit ne se justifie pas. Ce que je cherche et qui m'échappe en tout cela, c'est une base de droit et de raison! » Il dénonce l'hypocrisie de la théorie de Malthus ², qui tend à absoudre les patrons et la société de la misère prolétarienne, dont elle rejette toute la responsabilité sur l'incontinence des ouvriers eux-mêmes. Il raille les efforts qu'entreprend Ricardo pour apitoyer les populations sur les malheurs du « déplorable capitaliste », dont l'auteur des *Principles* montre les profits comprimés sans cesse davantage entre la rente qui s'élève d'une part, et d'autre part les salaires qui montent à la suite du prix des denrées. Dupont-White dénonce chez Ricardo une doctrine de classe. A cette époque de sa vie, à

1. En poussant ainsi la théorie ricardienne jusqu'à ses dernières conclusions, Dupont-White ne décèle-t-il pas en elle une contradiction? Ricardo pose en principe que la population augmente sans cesse, et que toute l'économie s'adapte à l'accroissement de la population. Mais si dans les mécanismes mêmes de cette adaptation se trouve incluse une diminution de la population par l'effet de la famine ouvrière, est-ce que toute la dynamique ricardienne ne s'en trouve pas ébranlée?

2. La théorie de Malthus, dit Dupont-White, c'est « le *vae victis* de l'économie politique »!

la veille de la révolution de 1848, le problème des classes le hante.

Et Dupont-White ouvre sur les destinées du régime libéral des perspectives qui annoncent déjà celles de Karl Marx : misère croissante des masses ouvrières, augmentation du nombre des prolétaires, concentration de la richesse en un nombre de mains de plus en plus petit, disparition progressive de tout contact humain entre les riches et les pauvres : avec toutes les menaces de révolution que comporte le fossé qui se creuse ainsi, de plus en plus profond, entre les classes sociales aux frontières de plus en plus tranchées, et numériquement de plus en plus déséquilibrées. Dupont-White parle de « lutte nécessaire » entre le travail et le capital. Mais la révolution sociale dont il met ainsi toutes les chances en valeur, il la redoute, il se préoccupe de la prévenir.

Pour remédier aux maux dont le régime libéral frappe nécessairement les ouvriers, la solution que Dupont-White propose, c'est « la charité dans les lois ». Il s'agit d'organiser sur une large échelle l'assistance publique, l'enseignement populaire, et de créer une assurance contre les crises, alimentée par des centimes additionnels à l'impôt des patentes. Dupont-White réclame aussi le suffrage universel, qui lui paraît la condition nécessaire du développement d'une politique sociale. Évidemment, la critique radicale que Dupont-White avait élevée contre le régime faisait attendre de lui des solutions moins timides. Suffit-il donc d'aider, au moyen de quelques mesures sociales, la classe ouvrière à supporter ses maux ? Ne les faudrait-il pas plutôt prévenir par des interventions économiques appropriées ? Pourtant le programme de Dupont-White ne saurait être confondu avec le « garantisme professionnel » de Sismondi. C'est à l'État non aux chefs d'entreprise, que Dupont-White fait appel. Et c'est là de sa part, à cette époque, une véritable originalité. L'État n'a pas bonne presse, en France, pendant le second quart du XIX^e siècle. La parabole de Saint-Simon ne le traite guère mieux que ne font les libéraux, qui le qualifient d' « ulcère ». Et Proudhon écrit que « l'atelier remplacera le gouvernement ».

En faisant appel au gouvernement pour réglementer l'atelier, Dupont-White prend une position tout à fait personnelle.

Bientôt il développera de nouvelles conséquences du principe interventionniste. Sous la Seconde République, il se déclare protectionniste. Pour Dupont-White, la protection douanière n'est pas un expédient temporaire comme pour List, mais la conséquence nécessaire du fait national. Et Dupont-White met en avant, à l'appui du protectionnisme, un argument économique nouveau. Si — dit-il — on laissait se poursuivre sans lui opposer aucun frein la division du travail entre les nations, les crises en seraient aggravées, et amplifiés les inévitables remous qui marquent l'ascension de la société vers une plus abondante production. Le vent, qui parvient à peine à rider les eaux d'un lac entouré de montagnes, soulève sur l'océan d'effroyables tempêtes. Les vagues y déferlent sans rencontrer aucun obstacle, toujours plus hautes, plus fortes, et plus rapides. Ainsi en serait-il des crises sur un vaste marché sans douanes. Plus tard, quelques années avant la guerre de 1870, Dupont-White définira les normes d'une véritable politique de monnaie dirigée, montrant dans la circulation monétaire une arme dont l'État se doit servir pour stabiliser les prix et pour régler le rythme du progrès économique.

Toutefois ce n'est pas dans le sens d'une extension des attributions économiques de l'État que Dupont-White va surtout pousser l'application du principe étatiste que ses premières études l'ont amené à affirmer. La seconde République est pour lui une grande secousse. Elle le rend sceptique sur les révolutions. Elle teinte d'une nuance de crainte la faveur qu'il manifestait pour la classe prolétarienne. Tout ce qu'il y a d'aristocratique en Dupont-White se soulève contre l'étalage d'une certaine démagogie ouvriériste. Mais surtout, Dupont-White voit l'État menacé de désagrégation, tiraillé en tous sens par les appétits déchaînés, attaqué dans son autorité par les utopies associationnistes. Désormais l'économie politique passe au second plan de ses préoccupations. L'État, qu'elle lui a fait découvrir, s'empare de toute sa pensée. Il consacrera le reste de sa vie à la défense et à l'exaltation de l'État.

A cette époque on considère couramment l'élimination progressive de l'État (corollaire de l'individualisation progressive de l'homme) comme une indiscutable loi de l'Histoire. Dupont-White prend le contrepied d'une telle conception. Il montre que l'augmentation de la densité de la population, le progrès moral, le progrès juridique, le progrès économique entraînent au contraire l'extension et la complication croissante du rôle de l'État. Peut-on concevoir que la société se développe sans que grandisse parallèlement son organe capital : l'État ? Le gouvernement — dit Dupont-White — est à la fois l'instrument et l'agent de progrès. Cela est vrai même dans le pays le plus individualiste : la Grande-Bretagne — dont Dupont-White attribue la prospérité à l'Act de Navigation de Cromwell et à la loi des pauvres, et dont il analyse minutieusement la législation récente, pour montrer que « l'Angleterre s'administrative ». Cela est vrai *a fortiori* en France, au pays de Louis XI et de Colbert. Les Français qui manquent naturellement de cupidité et d'esprit d'aventure, d'initiative individuelle et de discipline spontanée, sont en revanche excessivement sensibles à la vanité aux honneurs officiels, au prestige du pouvoir. L'initiative étatique leur est nécessaire pour entreprendre de grandes choses.

L'État, pour Dupont-White, incarne la raison. Situé au-dessus de la mêlée des intérêts, il possède une « valeur de position » privilégiée. « L'humanité est meilleure dans l'État que dans les individus; elle s'épure, parce qu'elle s'élève, dans cet être collectif ».

Mais le développement progressif de l'État ne signifie pas une diminution de l'individu. C'est bien à tort qu'on les oppose. Les progrès de l'un et de l'autre s'appuient réciproquement. Ils grandissent parallèlement, aux dépens de la nature que l'homme dompte et conquiert; aux dépens aussi de tous les corps intermédiaires : églises, corporations, aristocratie, provinces; de tout ce *no man's land* qui s'étend entre eux et dont ils se partagent les dépouilles. L'État et l'Individu sont alliés contre les « castes », que les rois de France ont combattues avec l'appui du peuple des villes; que la Révolution française a abolies ¹.

1. [Note de la troisième édition.] Au xx^e siècle (on peut faire remonter le courant aux lois de 1884 sur l'organisation municipale et sur les syndicats,

Le progrès donne à l'État, en même temps qu'un rôle sans cesse croissant, une structure de plus en plus centralisée. Ici Dupont-White va contre Tocqueville et contre tout le mouvement qui se dessine sous le Second Empire dans les milieux libéraux en faveur de la décentralisation. Il montre que l'Angleterre elle-même est centralisée. Il dit son peu d'enthousiasme pour la démocratie américaine. Il chante Paris-capitale, et les grandes nations ¹, et les gouvernements puissants. La Liberté, pour lui, — celle dont il dit que « fût-elle une chimère, il faudrait lui dresser une statue et l'adorer encore » — ce n'est pas la faiblesse ni l'émiettement du pouvoir. La liberté n'implique pas pour une société d'être « peu gouvernée »; mais bien « d'être à soi-même son gouvernement ». Dès lors que la source du pouvoir est pure, qu'importe son débit? Un État d'origine démocratique ne saurait être despotique.

Pourtant, Dupont-White n'est pas lui-même pleinement rassuré par les propos rassurants qu'il prodigue. En 1848, il a vu fonctionner pour la première fois le suffrage universel qu'il avait revendiqué dans son *Essai sur les relations du Travail avec le Capital*. Il en a gardé la crainte que des masses souffrantes et avides, sans éducation politique, se servent de leurs droits civiques pour défendre leurs seuls intérêts de classe, et votent selon leurs colères et leurs appétits plutôt qu'en vue du bien public. Dans les discussions qui préludent à notre constitution de 1875, Dupont-White repousse le suffrage universel, et réclame un régime qui assure la prépondérance des « classes éclairées ».

Toute la théorie de l'État, selon Dupont-White, doit reposer sur une psychologie politique. Comment se fait-il que la religion, la philosophie nous apprennent si peu en cette capitale matière?

et de 1901 sur les associations) les féodalités se reconstituent en France. Les organisations professionnelles, l'Église, les factions politiques, les particularismes locaux remontent à l'assaut de l'autorité de l'État, et en même temps compriment de nouveau la liberté individuelle. L'œuvre de Dupont-White paraît bien faite pour nous rappeler que cette évolution rétrograde est chez nous reniement de cinq siècles d'histoire, et des principes de 1789, fondement de notre Nation.

1. Dupont-White est un chaud partisan de l'annexion de la Belgique « dûment consultée ».

Que sont donc les hommes, pour que la Révolution française les ait déclarés dignes et capables de se gouverner eux-mêmes? Trouver des bases psychologiques à la démocratie, telle sera la préoccupation de Dupont-White pendant les dernières années de sa vie. Il se heurte alors à la philosophie anglaise qui nie la valeur absolue des principes du droit naturel, qui nie la personnalité, qui suppose l'homme purement égoïste. Contre les Anglais, Dupont-White affirme l'unité du moi, le libre arbitre, la raison, la vie future, et même la résurrection des corps qui lui en paraît rationnellement inséparable.

En combattant ainsi la philosophie anglaise. Dupont-White continue, sur un plan plus profond, la critique du ricardianisme par laquelle il avait commencé. Toute sa vie, plus ou moins consciemment, c'est contre la conception atomistique et mécaniste du monde qu'il a lutté. Rien mieux que l'œuvre de Dupont-White ne manifeste les liens intimes qui rattachent le libéralisme économique à l'associationnisme d'outre-Manche; et au rationalisme de type français, l'étatisme.

LA RÉACTION SOCIOLOGIQUE : AUGUSTE COMTE.

Auguste Comte est l'une des plus étranges, mais aussi bien l'une des plus imposantes figures d'un siècle dont la pensée ne fut peut-être pas des plus profonde, mais incontestablement des plus riche. C'est un polytechnicien, de formation mathématique. Après un début de carrière philosophique non moins brillant que précoce aux côtés de Saint-Simon, il épouse une prostituée; puis il devient fou (1826), reste enfermé dans une maison de santé pendant plus d'un an. Revenu à plus d'équilibre mental, il rédige en douze ans (1830-1842) son *Cours de philosophie positive*, œuvre ambitieuse et démesurée, qui prétend résumer et refondre l'ensemble du savoir humain, et dicter pour l'avenir l'orientation de tous les travaux de l'esprit. Comte a le goût du sublime. Il a le don de l'enseignement. Il est doué d'une mémoire pathologique : après une seule lecture, il peut réciter une page à l'envers, en inversant l'ordre de tous les mots. A partir de

1838 il ne lit plus du tout, mais échafaude avec ses souvenirs de volumineuses constructions, qu'il rédige et publie en des temps records. Il est constamment harcelé par la préoccupation du pain quotidien, plusieurs fois menacé de perdre le modeste emploi d'examineur qu'il occupe à l'École Polytechnique; à plusieurs reprises il a recours à la générosité d'amis qui organisent à son profit des souscriptions; enfin, à quarante-sept ans passés, il devient possédé d'une passion platonique pour une jeune veuve, Clotilde de Vaux, qui meurt peu après. Comte ne vivra plus désormais que de cette mémoire. « Habitant une tombe anticipée », il se livre aux pratiques d'un culte étrange, et fonde la « religion positiviste ». Il se dit persuadé qu'avant 1860 (ses prédictions ne pèchent jamais par défaut de précision chronologique) il prêchera dans la chaire de Notre-Dame comme Grand Prêtre de l'Humanité, et que le Général des Jésuites rejettera l'autorité romaine pour associer son Ordre et l'ensemble du monde catholique à l'église positiviste. Il meurt malheureusement trois ans avant la date fixée, en 1857.

Auguste Comte est de neuf ans l'aîné de Dupont-White, qui lui a survécu vingt années ¹. Mais sa critique de l'économie politique classique résume et relie toutes les réactions de la pensée économique continentale durant la première moitié du XIX^e siècle. Elle annonce directement l'école historique allemande. D'où cette place qu'au mépris des dates nous lui assignons ici.

A vrai dire, beaucoup d'historiens des doctrines économiques n'en consentent aucune à Auguste Comte. Le fondateur du positivisme n'est aux yeux de beaucoup qu'un philosophe, indigne de figurer parmi les économistes. Pourtant c'est à l'école des libéraux du *Censeur* et de Saint-Simon que s'est éveillée sa pensée. Et c'est par la « physique sociale » — où l'économie politique est incluse — que s'achève cette grandiose construction encyclopédique qu'il s'est proposé d'édifier sous le nom de « philosophie positive ». Non plus que l'on ne saurait peindre l'évolution des doctrines économiques en oubliant le philo-

1. Auguste Comte : né en 1798, mort en 1857. Dupont-White : né en 1807, mort en 1878.

sophe Auguste Comte, la philosophie d'Auguste Comte ne saurait être entendue de qui négligerait la « sociologie » qui l'éclaire et la couronne.

Le jeune polytechnicien Auguste Comte avait tout au plus dix-sept ans, au début de la Restauration, quand il s'est agrégé à l'équipe du *Censeur*, avec son homonyme Charles Comte, et Charles Dunoyer pour lequel il conservera toujours une admiration fidèle, et qui sera mis à l'honneur dans le « calendrier positiviste ». Auguste Comte est à cette époque politiquement libéral; de la liberté politique, la liberté économique ne lui paraît point séparable. C'est avec enthousiasme qu'il lit alors Jean-Baptiste Say, Destutt de Tracy, probablement Adam Smith¹.

Au *Censeur* cependant, il fait la connaissance de Saint-Simon, que son amour de la « science générale » et son désir d'un « sacerdoce » organisé de savants éloignent de plus en plus des idées libérales. Le jeune Comte devient son secrétaire, peu de mois avant que Saint-Simon se sépare d'Augustin Thierry. Pendant plusieurs années, Saint-Simon et Auguste Comte vont maintenant former une sorte de couple littéraire indissoluble. Les écrits de l'un et de l'autre se mêleront dans les périodiques que lance Saint-Simon, sans qu'il soit aisé de les distinguer. La différence d'âge sans doute ne les oppose point seule. Doué comme son maître d'une étonnante puissance d'imagination, Auguste Comte est aussi d'une persévérance extraordinaire². Il voit grand comme Saint-Simon; mais c'est en outre un homme qui aboutit. Il est méthodique, ordonné, laborieux : moindres vertus de Saint-Simon. D'autre part, Auguste Comte est beaucoup plus intellectuel que son maître³; moins jaloux de construire un

1. Il n'est pas douteux qu'Auguste Comte ait lu Adam Smith. Mais nous ne pouvons affirmer que ce soit à cette période de sa vie.

2. L'histoire de la vie et de la pensée d'Auguste Comte, dit son pénétrant biographe M. Henri Gouhier, est celle de « la possession d'un homme par une logique ». On peut penser qu'il n'a manqué au fondateur du positivisme... qu'un peu d'esprit positif. C'est *a priori* qu'il a construit la théorie de *l'a posteriori*. Il lui a manqué d'ouvrir les yeux sur les livres et sur les choses, au lieu d'enfermer sa pensée — sous prétexte d'« hygiène cérébrale » — dans le cercle infernal d'une logique obstinément close.

3. Que l'on pourrait, par certains traits, être tenté de rapprocher des pragmatistes d'outre-atlantique.

monde nouveau que d'édifier la science. Il sépare la connaissance de l'action, et la connaissance est pour lui la meilleure part. Saint-Simon aspire à l'avènement de l'état industriel de la société; Auguste Comte annonce l'accession de l'esprit humain à l'âge positif. Mais l'un et l'autre, à partir des idées du *Censeur*, suivent ensemble une même ligne d'évolution, sans que l'on puisse aisément démêler qui, du patron ou du jeune secrétaire, mène le pas. Saint-Simon et Auguste Comte lisent en 1819 le livre *Du Pape* de Joseph de Maistre, qui devait aussi frapper profondément Dupont-White. On ne saurait exagérer l'influence de la pensée des « théocrates » sur l'ensemble du mouvement de réaction qui s'est produit en France contre les idées anglaises au XIX^e siècle. « Il n'y a pas de liberté de conscience en astronomie », s'écrie Auguste Comte au sortir de la lecture de de Maistre. La liberté n'est pas l'idéal, mais seulement le régime nécessaire des périodes de transition, des périodes critiques : qui n'ont plus — et pas encore — de principes absolus pour y asseoir la science et la société. A le relativiser ainsi, Saint-Simon et Auguste Comte se libèrent progressivement du libéralisme. Et tous les leitmotifs de la pensée de Saint-Simon appartiennent aussi bien à son jeune secrétaire : l'aspiration à l'unité de la connaissance, le culte de la certitude scientifique, l'exaltation de la capacité, la propriété conçue comme une fonction économique et sociale et non plus comme un droit individuel. Les deux messies positivistes, comme les appelle le psychologue Dumas, ont suivi la même trajectoire, qui va du libéralisme à l'industrialisme, de l'industrialisme à l'exaltation de la science, et de l'exaltation de la science à la fondation d'une religion nouvelle, appuyée sur une nouvelle hiérarchie sacerdotale. Pour les dernières étapes, l'évolution de Comte a été plus tardive, plus lente que celle du gentilhomme socialiste. A cela près, tous les thèmes de Comte font écho à ceux de Saint-Simon; et les pages que M. Charles Maurras voue à l'évocation de Comte dans *L'Avenir de l'intelligence*, à celles de Barrès sur Saint-Simon dans *L'Ennemi des lois*. Si Comte s'est brouillé avec Saint-Simon en avril 1824, c'est surtout que celui-ci avait mauvais caractère, et ne voulait pas, tandis

qu'il garnissait des écrits de Comte les colonnes de ses périodiques, rendre à César ce qui était à César. C'est aussi que Comte reprochait à Saint-Simon de placer les réformes de la production avant celles des mœurs et des idées morales. Menue question de préséances! Saint-Simon, quelques années plus tard, disait en mourant à son disciple Rodrigues : « Souvenez-vous que, pour faire de grandes choses, il faut être passionné! »

C'est à l'imitation de l'« Exposition de la philosophie positive » d'Auguste Comte, on s'en souvient, que les saint-simoniens ont entrepris en 1828 les séances de la rue Taranne¹. Auguste Comte n'y assista pas. A l'égard des adeptes de la secte, il ne se montre rien moins que bienveillant. Mais quand il les accuse de détruire la famille et la propriété en supprimant l'héritage, ne se fait-il pas l'interprète d'un reproche que Saint-Simon lui-même leur adresse peut-être par-delà la tombe? Le second messie du positivisme est ici plus fidèle à Saint-Simon que les deux papes du saint-simonisme. M. Henri Gouhier n'entend sans doute point dire autre chose, quand il écrit : « Le positivisme n'est pas un schisme saint-simonien; c'est le saint-simonisme qui est une hérésie positiviste. » A vrai dire, s'il y a quelque hérésie en l'espèce, il faudrait des yeux d'investigateur singulièrement exercés pour la déceler. Il y avait dans Saint-Simon ces deux idées, qui chez lui n'en faisaient qu'une : organisation de la science, organisation de la société. Comte insiste surtout sur la première, Infantin et Bazard sur la seconde. Et Comte est un solitaire (comme Saint-Simon du reste); toute promiscuité lui déplaît; il n'est pas fait pour aller vivre à Ménilmontant. Mais si les rapports d'Auguste Comte et des saint-simoniens n'ont pas toujours été des plus amènes, eux comme lui sortent de Polytechnique, lui plus qu'eux sort de Saint-Simon. Il leur reproche de s'être constitués en Église. Quelques années plus tard, c'est lui-même qui instituera le culte du Grand Être, du Grand Fétiche, et du Grand Milieu; deviendra Grand Prêtre de l'Humanité; et se livrera, devant le fauteuil où s'est assise Clotilde avant son entrée dans « l'im-

1. Cf. *supra*, chapitre VI. Auguste Comte était alors récemment sorti de son « épisode cérébral ». (C'est ainsi qu'il appelait sa folie de 1826-1827.)

mortalité subjective », à de touchants exercices spirituels dont la liturgie curieusement rappelle la succession des actes de la messe catholique¹. L'année 1845 — « l'année sans pareille », l'année de Clotilde — coupe en deux la vie d'Auguste Comte. Alors à sa « carrière objective » succède sa « carrière subjective » et la « philosophie positive » fait place à la « religion positiviste ». Or, vers le milieu de sa « carrière subjective », Auguste Comte réalise un ancien projet qui date du temps où il était secrétaire de Saint-Simon en 1822, et publie un *Système de politique positive* qui porte en sous-titre *Traité de sociologie instituant la religion de l'humanité*. Et certes, le « régime socio-cratique » dont Comte y propose l'instauration n'est point quelque chose qu'il soit bien aisé de se représenter. Mais nous pouvons reconnaître au passage plus d'un trait de facture toute saint-simonienne. Par exemple ce « triumvirat de banquiers » dont Comte rêve d'instaurer le règne. Et cette idée encore qu'il faudrait créer des « riches artificiels » qui seraient dotés de capitaux par la puissance centrale en raison de leurs capacités. Nul doute que le *Système d'industrie positive, ou Traité de l'action totale de l'humanité sur la planète* — dont Comte annonçait la publication pour 1861 et que sa mort (1857) ne lui laissa pas le temps de mener à bien — eût été lui aussi un ramassis d'idées saint-simoniennes, mises à la sauce indigeste du jargon positiviste. Ne le regrettons pas à l'excès...

Plus nous intéresse ici l'œuvre essentielle de la « carrière objective » d'Auguste Comte, son *Cours de philosophie positive* publié entre 1830 et 1842, et la critique qu'il contient de l'économie politique classique. Toute la pensée de Comte repose sur sa loi des trois états et sur sa classification des sciences. Aux yeux de Comte, toute l'histoire de l'humanité se résume en la succession de trois « âges » de l'esprit humain : l'âge théologique, l'âge métaphysique, et l'âge positif. Au stade théologique, l'homme explique les phénomènes par la volonté (per-

1. Et plus encore peut-être les exercices d'Ignace de Loyola. L'admiration pour les Jésuites est probablement l'un des principaux ressorts de la pensée d'Auguste Comte, pendant sa carrière subjective.

sonnelle) de Dieu. Au stade métaphysique, il les explique par des abstractions telles que la Nature, la Vie, etc. Au stade positif, il les explique les uns par les autres, ou mieux renonce tout à fait à les expliquer, et se borne à constater seulement leurs régularités, leurs lois ¹. Cette célèbre loi des trois états, qui domine toute la philosophie de l'histoire au XIX^e siècle c'est d'abord l'affirmation d'un devenir : la pensée d'Auguste Comte, comme celle de Saint-Simon, possède la dimension du temps. Mais la loi des trois états signifie encore autre chose, qui peut-être est moins nettement saint-simonien : une explication intellectualiste de l'histoire. Les trois états d'Auguste Comte ne sont pas trois états de la technique productive, ni du régime politique, ni de la constitution sociale. Ce sont trois âges de l'esprit humain. L'histoire du monde pour Auguste Comte se ramène à celle des mentalités, à celle des formes de la connaissance. C'est dans l'esprit des hommes que se trouve le principe du mouvement qui mène le monde. Auguste Comte distingue six sciences : quand la sixième science sera parvenue au troisième état (l'état positif), l'histoire de l'humanité sera révolue. Les six sciences sont de même nature, mais elles se distinguent selon leurs degrés inégaux de généralité et de complexité. Voici la liste des six sciences selon Auguste Comte, comme il les énumère dans un ordre de généralité décroissante et de croissante complexité : mathématiques, astronomie, physique, chimie, biologie, physique sociale (ou sociologie).

C'est à partir de ces dogmes fondamentaux de la philosophie positive que s'édifie la critique de l'économie politique classique par Auguste Comte. Les économistes classiques, à vrai dire, Comte ne les connaît pas très bien. L'abstinence systématique de lectures qu'il se vantait de pratiquer — ce qu'il appelait son « hygiène cérébrale » — l'a tôt sevré de leur commerce.

1. On pourrait s'amuser à soutenir que l'évolution de la pensée d'Auguste Comte reproduit à l'envers la succession des trois états. Avec Saint-Simon, Comte se préoccupe d'industrie, il est dans l'action : c'est le positivisme positif. Plus tard, le *Cours de Philosophie positive*, c'est une construction *a priori*, c'est la métaphysique du positivisme (c'est-à-dire de la doctrine qui répudie toute métaphysique). Enfin, après la mort de Clotilde de Vaux, le positivisme est devenu, sinon une théologie, du moins une mystique.

Au temps du *Censeur*, il a lu Smith et Jean-Baptiste Say. Il est en relations avec Stuart Mill¹ avec lequel il entretient une correspondance suivie. Mais il ignore ces économistes métaphysiciens par excellence que sont les physiocrates. Et le nom même de Ricardo lui paraît inconnu, que sa critique épistémologique de l'économie classique atteint peut-être pourtant plus qu'aucun autre.

Auguste Comte reprochera d'abord aux classiques leur perpétualisme. Prétendre établir des lois qui soient valables pour tous les temps, c'est méconnaître que tout devient sans cesse. Et les classiques prêtent aux lois qu'ils établissent une valeur absolue. Or, « tout est relatif — dit Auguste Comte — c'est le seul principe absolu ». Le méconnaître, c'est le péché même de l'ère métaphysique. Les classiques sont des métaphysiciens, ce ne sont pas des savants. Cela se voit encore à leur méthode conceptuelle et abstraite. Et c'est méconnaître la complexité de la science sociale que de la prétendre traiter par la déduction, qui convient seulement aux mathématiques et à l'astronomie. Ce faisant, les classiques bouleversent la classification des sciences! Les liaisons des phénomènes sociaux sont trop compliquées pour qu'on puisse les connaître par le raisonnement. Seule l'expérience convient à un tel domaine de connaissance.

Ce domaine de connaissance, les classiques l'ont d'ailleurs mal délimité. Ils l'ont défini trop étroitement. Ils ont eu l'ambition de construire une science économique autonome. Or, pour Comte la science sociale est une, elle s'appelle physique sociale ou sociologie. C'est se fourvoyer fatalement qu'en prétendre artificiellement isoler un compartiment particulier. Ce passionné de l'unification des connaissances qu'est Auguste Comte à la suite de Saint-Simon s'élève contre la tendance qu'il baptise « spécialité dispersive » : tendance à découper plus de morceaux qu'il n'est possible dans le grand filet de la science.

S'ils ont à l'excès restreint le domaine de leurs investigations

1. Lorsque Auguste Comte perdit son poste à l'école polytechnique, Stuart Mill prit l'initiative d'organiser pour lui venir en aide une collecte parmi ses propres amis d'outre-Manche.

en isolant les phénomènes économiques des autres phénomènes sociaux, les classiques en revanche n'ont pas su limiter leur point de vue. Ils ont confondu la science et l'art. Ils ont mêlé la connaissance et l'action. L'économie politique des classiques prétend démontrer l'excellence du régime libéral, elle prêche l'abstention de l'État. Cela n'est pas le métier de la science.

Et d'ailleurs le libéralisme des classiques traduit bien cette « tendance négative », cet anarchisme intellectuel qui caractérisent la philosophie française du xviii^e siècle, la période critique révolutionnaire, l'ère métaphysique. Devant la concurrence meurtrière que les machines font à la main-d'œuvre, devant les entreprises constantes auxquelles se livrent les capitalistes contre les travailleurs économiquement désarmés, devant le retour périodique des crises de surproduction qu'implique nécessairement le régime ¹, l'abstention de l'État serait de sa part une « démission solennelle », scandaleuse aux yeux de ce fervent de l'ordre et de l'autorité qu'est Auguste Comte ². Et le libéralisme des classiques ne reflète-t-il pas leur volonté de séparer ces deux inséparables aspects de la physique sociale : l'économique et le politique? Ne relève-t-il pas lui aussi de la « spécialité dispersive »?

On le voit : Auguste Comte reproche à l'économie classique son perpétualisme, son ambition de poser des lois de valeur absolue, sa méthode déductive, sa prétention à l'autonomie, et de poser des conclusions d'art; enfin ces conclusions mêmes : son libéralisme. Autour de l'idée positiviste, de la loi des trois états et de la classification des sciences, la réaction de Comte résume ainsi toutes celles que l'enseignement des classiques a provoquées chez les saint-simoniens, chez Sismondi, chez Dupont-White.

Avec lui toutefois, nous n'avons pas seulement la relati-

1. Dans cette analyse des maux du capitalisme — qu'Auguste Comte développe de façon approfondie — nous retrouvons tous les thèmes ambiants dans la réaction antilibérale — et dont la plupart remontent à Sismondi.

2. Il serait intéressant toutefois d'analyser ici les difficultés que Comte a ressenties, et tous les efforts qu'il a tentés pour mettre sa revendication de l'intervention de l'État en accord avec son affirmation du déterminisme sociologique.

sation ou la réfutation de telle et telle pièce de la construction classique, mais une condamnation portée sur l'idée même d'une science économique autonome. Auguste Comte ne s'attaque pas aux classiques sur leur propre terrain; il nie la légitimité de leur entreprise. Il entend distinguer la science de l'art, mais non du tout séparer l'économie politique de la morale, du droit, de la politique considérés comme phénomènes sociaux. Aux yeux de Comte, les phénomènes économiques ne constituent pas même une branche distincte de phénomènes sociaux. Ils n'ont point de spécificité propre. Dunoyer déjà avait voulu substituer « l'économie de la société » à la chrématistique. C'est une tendance française sinon générale, du moins constante. En posant l'unité de la science sociale, et que l'économie politique ne se laisse pas isoler de la sociologie, Auguste Comte affirme à la fois le caractère *humain* et le caractère *collectif* des faits économiques. Il ne les soustrait pas pour autant au déterminisme. Mais ils constituent à ses yeux le royaume d'un déterminisme tout particulièrement complexe, le plus complexe qui soit : celui de la psychologie collective. Le raisonnement n'en saurait *a priori* reconstituer la trame. Seule l'observation peut en découvrir progressivement les régularités.

Ainsi, sur la base de sa critique des économistes classiques, Auguste Comte a jeté les fondements d'une science sociologique positive et sans fissure : celle à peu près que Dürkheim et son école ont entrepris d'édifier, et qui régnait hier encore à la Sorbonne.

LA RÉACTION HISTORIQUE : DE ROSCHER A SCHMOLLER.

L'école historique allemande mériterait mieux qu'un paragraphe dans un chapitre sur les réactions contre l'école classique anglaise. Elle est un monde de pensée. Son esprit et sa méthode ont marqué une grande partie des auteurs américains¹, et la pensée économique allemande jusqu'à nos jours. Hier encore Werner Sombart² en était parmi nous le témoin.

1. Principalement ceux qui ont réagi contre la pensée classique anglaise au nom de l'institutionnalisme et du behaviorisme.

2. Mort en mai 1941.

Moins que d'aucune autre école on ne saurait traiter de l'école historique allemande autrement qu'en en contant l'histoire : celle d'un affranchissement progressif des dogmes classiques, et d'une relativisation croissante de la connaissance économique.

Le mouvement commence avec Guillaume Roscher, qui publie en 1843 son principal livre. Roscher est un disciple des classiques, de Smith surtout, auquel il s'apparente par l'éclectisme de sa méthode et de ses vues. Seulement, au moment où Roscher écrit, les anecdotes de Smith ont vieilli, et ses disciples ont desséché sa doctrine; ils ont appauvri l'œuvre du maître de tout ce qu'elle avait de concret, de vivant. Ils ont enfermé ses idées dans une scolastique verbale et incolore. Roscher se préoccupe de rendre vie au smithianisme en illustrant les principes de l'économie politique classique par des excursions dans le domaine des faits et de l'histoire. Roscher, c'est le professeur qui double de visites organisées et de travaux pratiques un enseignement devenu trop purement académique. Ce n'est pas pour combattre les lois de l'économie classique, c'est pour en illustrer la validité qu'il se livre à la description des faits tels que l'histoire les révèle.

Les classiques ont beau présenter leur système d'interprétation de la vie économique comme doué d'une valeur universelle et permanente, il ne leur échappe pas que le capitalisme et la concurrence, la division du travail et le salariat sont des phénomènes relativement récents. Stuart Mill voit l'objection; mais il affirme qu'aucune connaissance scientifique des économies précapitalistes n'est possible. Roscher élargit le champ d'études de l'économie politique. Il nous montre, avec toutes les ressources de son incomparable érudition historique, un capitalisme antique, plein d'analogies avec le capitalisme moderne. De même — dit-il — que les enfants souvent ressemblent à leur grand-père plus qu'à leur père, de même l'économie moderne est plus proche de l'économie antique que de l'économie médiévale. Pour Roscher, le développement de l'histoire n'est pas linéaire. Il parle d'un « moyen âge hellénique ». D'après lui, il y a déjà eu des périodes modernes, il y aura encore des périodes antiques.

La protestation de Roscher porte contre la sécheresse de l'économie classique, non pas contre ses conclusions. Selon l'esprit des vieux caméralistes, il réintègre la science économique dans l'ensemble des sciences politiques. Sous une forme plus vivante, plus élégante, plus riche, plus attachante, il ne dit en réalité pas autre chose qu'Adam Smith. Mais sa démarche intellectuelle est différente. Tandis que les classiques s'efforçaient d'extraire du réel des concepts de plus en plus schématiques et de plus en plus purs, Roscher va des principes aux faits s'intéresse aux applications, et ne retient les principes que comme des cadres commodes pour les classer et les penser en catégories générales.

C'est là toutefois peut-être tirer Roscher un peu plus loin qu'il n'est allé lui-même. Roscher croit encore, avec les classiques, qu'il y a des lois économiques, un équilibre automatique, des relations nécessaires entre les différents phénomènes économiques. Un autre professeur allemand, Bruno Hildebrand, fera un pas de plus dans la voie de la réaction contre la doctrine anglaise. Hildebrand nie qu'il puisse exister des lois économiques absolument vraies, universellement et perpétuellement valables. Pour lui tout est évolution, les structures se modifient progressivement et se renouvellent totalement. Tout ce que l'économiste peut faire, c'est dégager les lois de cette évolution. (*Entwicklungsgesetze.*) L'économie politique doit se pénétrer de philosophie de l'histoire, et se confondre avec une philosophie de l'histoire. De l'économie naturelle, on est passé à l'économie monétaire, puis à l'économie de crédit. Dégager une telle évolution, la décrire, telle est la véritable fonction de l'économie politique, que Bruno Hildebrand définit comme « la science des lois du développement historique des nations ». Réaction bien allemande contre le caractère statique de la pensée classique.

Roscher se proposait de réformer l'enseignement et la présentation de l'économie classique, non d'en modifier substantiellement le contenu. Bruno Hildebrand, au contraire, attaque de front la doctrine anglaise. Et ce n'est pas seulement son perpétualisme qu'il lui reproche, mais aussi bien son amoralisme. L'économie politique classique — dit Hildebrand — c'est « l'his-

toire naturelle de l'égoïsme ». Elle a méconnu les ressorts moraux, les ressorts sociaux de l'activité humaine. Elle s'est par là condamnée à demeurer irréaliste. Non moins s'est-elle rendue odieuse. Ainsi s'affirme déjà nettement avec Hildebrand le caractère éthique de la réaction de la pensée allemande contre le classicisme.

Karl Knies fait un pas encore vers la relativisation historique des phénomènes économiques. Pour lui, non seulement il n'y a pas de lois économiques statiques — telles que celles que les classiques avaient posées, et dont Roscher admettait encore la validité —; mais même ces lois dynamiques, ces *Entwicklungsgesetze* que Hildebrand leur a opposées ne sont point compatibles avec une science vraiment objective. Pour Knies comme pour Paul Valéry « l'histoire est la science des choses qui ne se répètent pas ». Et qui ne s'enchaînent pas non plus rigoureusement. Tout au plus l'historien doit-il s'efforcer de mettre en lumière certaines « analogies » entre des processus comparables qui se sont déroulés en des temps et des lieux divers. Aucune assimilation rigoureuse n'est possible; et les rapprochements auxquels Knies invite l'historien n'ont point d'autre objet à ses yeux que d'éclairer l'interprétation des faits par de suggestives comparaisons; ils ne représentent en somme qu'un langage utile pour mieux faire comprendre ce que l'on décrit en évoquant un déjà connu analogue.

De même que dans le domaine de la théorie économique, Friedrich von Wieser fera la transition entre la première et la seconde école autrichienne (entre le marginalisme libéral et le néo-marginalisme fondamental) ¹ ainsi Knies figure le passage de la première école historique allemande (Roscher, Hildebrand) à la seconde que dominant le nom, la figure et l'activité de Gustav Schmoller. Avec Schmoller et ses disciples, la tendance historique a développé toutes ses virtualités. Les professeurs de la jeune école historique allemande ne font pas de l'histoire pour en tirer des leçons philosophiques; ni pour découvrir ou vérifier des lois économiques, ni pour prévoir l'avenir en dégagant des

1. Cf. *infra*, chapitre X.

lois d'évolution, mais uniquement pour connaître des faits. « Nous avouons ne pas connaître de lois historiques », déclare expressément Schmoller. La recherche des faits, la critique de l'authenticité des sources, voilà la tâche de l'historien : il doit s'interdire d'établir des liens de cause à effet. Le type classique, et chez nous souvent raillé, de l'érudit allemand qui coupe les cheveux en quatre et se noie dans les détails sans jamais dominer sa matière, est issu de l'école de Schmoller. Elle a fondé la critique; elle a dissous la science. Les « historicistes » allemands ont fait des inventaires, des catalogues, des tableaux chronologiques, des dictionnaires, non point des œuvres à proprement parler.

Au XIX^e siècle en Allemagne, la tendance historiste ne s'est pas seulement manifestée dans le domaine économique. Roscher s'est directement inspiré de Savigny et de son école, dont l'œuvre capitale a consisté à réagir contre le rationalisme juridique du Code civil français au nom de la relativité historique. C'est en Allemagne au XIX^e siècle qu'est née la critique biblique dite « rationaliste », et qu'ont surgi à la suite de la *Vie de Jésus* de Strauss et de la gauche hégélienne les ouvrages dont la lecture devait ébranler la foi bretonne et sulpicienne d'Ernest Renan. Roscher, Hildebrand, Knies, Schmoller, Brentano ne sont que les témoins dans le domaine économique d'un grand mouvement de la pensée allemande au XIX^e siècle. L'attrait des Allemands pour les innovations méthodologiques et pour les disputes épistémologiques s'y manifeste; et leur goût de recherches minutieuses et des patients collationnements de documents. La pensée allemande oscille du plan du colossal au plan du minuscule, du macroscopique au microscopique. Elle ne se maintient pas à l'échelle de l'homme.

Et pourtant nous avons signalé, à propos de Hildebrand, les liens qui unissent la réaction historique avec une certaine conception éthique de l'économie politique. L'historicisme n'est qu'un aspect de la réaction allemande contre le classicisme au XIX^e siècle. Schmoller a rédigé lui-même le manifeste d'Eisenach, charte du socialisme d'État. L'historicisme est lié au romantisme économique représenté par Adolf Müller par

exemple; au socialisme de la chaire; à tout un faisceau de tendances réalistes, organicistes, vitalistes, « communautaires », éthiques qui ont leurs racines dans l'enseignement des caméralistes et qui caractérisent ce que Werner Sombart appelle le « socialisme allemand ». Parmi toutes ces écoles maintenant centenaires l'actuel national-socialisme se cherche des précurseurs.

On ne saurait méconnaître l'immense service rendu par l'école historique allemande. C'est grâce à elle que nous savons maintenant discerner parmi les témoignages et critiquer les documents. Elle a doté la science d'une méthode pour la réunion de ses matériaux, pour leur classement, pour leur triage. Qui nierait la grandeur de cette ascèse d'objectivité totale, de cette abnégation, de cette modestie parfaite devant l'expérience dont font preuve les historiens allemands! Il n'est pas exagéré de dire que l'avènement de la critique historique, au milieu du XIX^e siècle, constitue une révolution dans la structure même de l'esprit humain. De même que l'on a distingué des mentalités prélogiques et des mentalités logiques, de même pourrait-on diviser l'histoire en deux ères, l'une pré-critique, et l'autre critique.

L'école historique allemande a remis en particulier l'économie politique en contact avec les faits. Elle l'a arrêtée sur la voie du dessèchement auquel conduisait le maniement des concepts classiques. Elle l'a empêchée de se scléroser, de dégénérer en simple grammaire. Et pourtant l'attitude des historicistes ne saurait suffire. Elle aussi devient à la longue desséchante. Le fait brut, c'est de la matière morte non moins que le concept. L'objectivité des historicistes signifie, sous prétexte du respect du fait, une démission du savant, que les historicistes réduisent au rôle d'appareil enregistreur. Ils sont maîtres en l'art d'extraire, de trier, d'éprouver, de collectionner les pierres; ils ne bâtissent pas la maison. Les historicistes nient qu'il existe des lois économiques : c'est la condamnation de la science économique. Ils condamnent aussi bien toute philosophie de l'histoire : cela n'est pas sans menace pour la philosophie tout court. Où donc est le dogme, le système, qui se puisse passer de l'appui — ou

du prolongement — de quelque discours sur l'histoire universelle? Qui dénonce l'artifice des synthèses accuse la pensée même de n'être qu'artifice. Et l'on peut estimer que la poursuite de l'objectivité historique intégrale, c'est la négation de l'histoire elle-même. La simple relation des faits n'est pas l'histoire : celle-ci implique leur reconstruction sur la base d'enchaînements de causalité. C'est à l'historien de faire l'histoire; les historicistes allemands, par scrupule scientifique ou par impuissance intellectuelle, ont refusé cette mission. Par crainte de déformer les faits en leur imposant l'ordre de l'esprit, ils ont introduit dans leur esprit le désordre même des faits.

Ce ne sont pas les moindres fruits de l'école classique anglaise que toutes ces révoltes qu'elle a provoquées. Le nationalisme économique, l'humanitarisme anti-économique, l'étatisme, la sociologie, la critique historique sont nés au choc de son dogme et se sont fortifiés à le combattre. Les adversaires ont gagné mille batailles; l'école anglaise a gagné la guerre. Mais la guerre l'a transformée, enrichie de multiples dépouilles. Avec Stuart Mill la doctrine classique est assouplie, élargie. Avec Walras renaîtra bientôt l'ambition ricardienne d'un système total et cohérent d'économie statique pure, affranchi du postulat erroné de la valeur-travail...

Mais d'abord, il nous faut encore une fois revenir en arrière, pour considérer la dernière excroissance de la pensée classique anglaise : le marxisme.

CHAPITRE IX

LE PROLONGEMENT DE LA THÉORIE CLASSIQUE ANGLAISE SUR LE CONTINENT

LA LIGNÉE DE RICARDO OU LE SOCIALISME « SCIENTIFIQUE » DE KARL MARX

« Je ne suis pas marxiste », a dit Karl Marx. Avec quelle impatience sans doute il le répéterait aujourd'hui, que le temps nous a dotés de tout un arsenal bariolé de marxismes divers! Il y a le « marxisme vulgaire », et beaucoup de marxismes distingués. Il y a des marxismes de marxistes, et des marxismes d'antimarxistes. Il y a tous les marxismes de ceux qui n'ont pas lu Marx¹; de ceux qui l'ont trop lu; de ceux qui n'ont lu de

1. Est-il besoin de confesser ici que je suis très loin d'avoir lu Marx intégralement, et qu'une infime partie seulement des œuvres dont traite le présent opuscule m'est directement connue? Je ne m'en accuse point outre mesure, et sans attendre cet aveu le lecteur s'en pouvait fort bien douter. Un monomane de la lecture — que Dieu me garde de ressembler à un tel monstre! — ne saurait absorber, l'un dans l'autre, beaucoup plus de cent cinquante pages quotidiennes en moyenne. Si nous supposons qu'un tel homme ne se repose jamais, ne voyage jamais, n'est jamais malade, n'est jamais appelé sous les drapeaux... et qu'il vit soixante-quinze ans — dont soixante utilement du point de vue qui nous occupe — il se présentera devant saint Pierre avec un bagage de trois millions deux cent quatre-vingt-cinq mille pages. Pratiquement, je doute qu'aucun homme ait jamais atteint deux millions et demi de pages. C'est plus que des estomacs intellectuels normaux n'en savent digérer. Mais c'est négligeable auprès de la masse des chefs-d'œuvre que comporte la littérature universelle! C'est à peine si une

lui que *Le Capital*; de ceux qui ont lu Marx, mais aussi Taine et Littré, Claude Bernard et Berthelot; de ceux qui ont lu Marx, mais aussi Proudhon et Bergson¹. Ces marxismes-là, pour la plupart, se laissent plus aisément exposer que la doctrine de Marx, ardue, incertaine, et qui a évolué. Ils ont sans doute exercé plus d'influence sur le mouvement socialiste et sur le mouvement antisocialiste, sur l'opinion publique et sur les esprits cultivés, que l'authentique pensée du maître. De tous les marxismes, c'est pourtant celui de Marx que nous tenterons ici de dégager².

On rapporte qu'au délicat Verlaine un sot certain jour demanda quel était le plus grand poète français. L'amant de l'impair eut un moment de douloureuse concentration, puis répondit en hochant la tête : « Victor Hugo, hélas. » Si l'on me voulait contraindre de désigner le plus grand penseur de l'économie politique, volontiers je dirais : « Karl Marx, hélas! » Karl Marx! à cause de la puissance écrasante de sa dialectique rigoureuse, rébarbative et enivrante; à cause de l'ampleur inégalée de sa construction, qui relie l'histoire et la théorie, l'action et la connaissance; à cause de ses dons prophétiques intimement joints aux talents du spécialiste. Mais j'ajouterais : « Hélas! » Non point tant parce que le système économique de Marx repose tout entier sur l'erreur scientifique de la valeur-travail héritée de l'école classique anglaise : c'est là son moindre défaut, qui n'en ébranle point la portée autant qu'on le pourrait croire. Mais à cause de la sécheresse de tout cet effort, et

vie humaine serait suffisante à lire l'essentiel des textes de l'histoire des doctrines économiques et de leurs commentaires. Et quel déplorable historien cela ferait, un homme qui n'aurait fait que lire, un homme qui n'aurait lu que cela!

1. [Note de la troisième édition.] Depuis que nous avons écrit ces lignes, l'interprétation communiste orthodoxe — ou chrétienne progressiste — a presque éclipsé toutes les autres, du moins en France. Au détriment sans doute de la richesse de la pensée marxienne.

2. [Note de la seconde édition.] Dans le compte rendu qu'il a donné à la *Revue d'Économie politique* (numéro de juillet 1940 à décembre 1944, p. 548) de l'*Histoire des doctrines économiques* de Gide et Rist, mon regretté maître Gaëtan Pirou juge « très personnelle mais aussi assez contestable » l'interprétation du marxisme ci-dessus proposée. Hélas! il ne m'est plus possible de demander à G. Pirou ce qu'il en contestait!

pour l'indigeste appareil verbal qui stérilise cette pensée. Parce que l'art, le bonheur, la légèreté, tout cela que nous autres Français savons bien être le vrai génie, paraît terriblement absent de cette vision du monde conceptuelle et logomachique.

Né en 1818, mort en 1883, Karl Marx a vu les idées de la Révolution française conquérir l'Europe, après que l'Europe eut vaincu la France. Il a assisté à la fin de la révolution industrielle, à la grande poussée du prolétariat. Sa vie le situe au confluent de toutes les traditions, sur toutes les frontières. Il est né à Trèves, dans un pays catholique, d'une famille israélite récemment convertie au luthéranisme. Sa pensée sera prophétique comme celle d'Israël, dogmatique comme celle de Rome, révoltée comme celle de Luther. De sa Rhénanie natale, terre germanique où souffle le vent de France, Karl Marx, vers le milieu de sa vie, s'exilera en cette Angleterre industrielle où tous les économistes vont alors contempler des scènes de la vie future. La philosophie de Marx sera allemande, ses idées politiques seront françaises, son système économique s'inspirera surtout des doctrines et des expériences britanniques.

C'est comme économiste (inventeur du « socialisme scientifique ») et comme agitateur prolétarien (fondateur de la Première Internationale ouvrière) que Marx surtout est célèbre. Pourtant ce penseur précoce, qui très tôt s'est lancé dans la bagarre idéologique et dans la vie publique, n'a rien écrit qui touche à l'économie politique avant son *Manifeste communiste* de 1847. Jusqu'à cette date il ignorait à peu près tout des questions économiques. Il a commencé par être journaliste libéral et philosophe hégélien. Sa doctrine économique n'a pas en soi-même son centre de gravité. Elle prolonge une philosophie, elle soutient une lutte active qu'elle n'a été conçue que pour illustrer; hors desquelles il serait tout à fait vain de la prétendre interpréter.

A l'Université, Marx a eu pour maîtres des disciples de Hegel. Tout le marxisme est conçu selon les rythmes hégéliens. Le principe de la philosophie hégélienne est le mouvement dialectique, qui va de la thèse à l'antithèse (négation de la thèse), le heurt de l'une contre l'autre produisant quelque chose de nou-

veau, la synthèse (négation de la négation). Dans la métaphysique hégélienne, ce qui correspond à la thèse c'est l'Idée; une réalité intellectuelle impersonnelle, antérieure à toute pensée. L'Idée se heurte à la Nature, qui en figure l'antithèse. Du choc naît la synthèse : l'Esprit, la pensée. Vision abstraite, audacieuse, enivrante pour les jeunes étudiants à qui sur les bancs des universités rhénanes en est offerte la primeur. Philosophie idéaliste, puisqu'elle fait de l'Idée le principe du monde; dynamique, puisqu'elle définit l'univers par le mouvement dialectique; antinomique, puisqu'elle fait de l'opposition des contraires le principe même de la vie; humaniste, puisqu'elle ne suppose pas d'autre sujet pensant que l'homme. La pensée de Hegel est en équilibre entre l'Idée et la Nature. Équilibre instable. Hegel penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Ses disciples se sépareront bientôt pour former une droite hégélienne (orthodoxe du point de vue religieux, et conservatrice), et une gauche hégélienne (anticléricale, humanitaire, panthéiste). C'est à la gauche que le jeune Marx se rattache. Sur le plan philosophique, elle est avant tout idéaliste. Elle se lance à la poursuite de l'Idée pure. Tentative impossible selon la doctrine même, laquelle enseigne que dès que l'Idée est pensée, elle n'est plus pure, elle est insérée dans la Nature, elle est Esprit. A la poursuite de l'Idée pure, Bruno Bauer et les autres membres de la gauche hégélienne échafaudent les abstractions les unes sur les autres; ils se vautrent dans l'abstraction qui, comme l'érudition, est un vice allemand. D'interminables querelles d'école surgissent, soulevées et soutenues par une passion aussi âpre que factice. A vous donner la nausée. On tourne en rond. On cherche l'idée pure, on ne trouve que des mots de plus en plus creux et barbares. La philosophie se transforme en acrobatie cérébrale et logomachique.

Une première réaction se manifeste en 1841, qui fait sensation : Ludwig Feuerbach publie *L'Essence du christianisme*. Feuerbach « remet la dialectique hégélienne sur ses pieds ». Il affirme que le principe du mouvement dialectique n'est pas une Idée abstraite antérieure à toute pensée, mais l'homme lui-même. L'homme n'est pas le résultat d'un heurt d'Idée pure et

de Nature antithétique, mais une réalité première unique, qui s'est artificiellement brisée. Tout était originellement dans l'homme et lui appartient. Mais l'homme a projeté hors de soi, pour lui prêter une existence autonome et transcendante, la meilleure partie de lui-même. L'homme a créé Dieu à son image; et puis il a adoré Dieu. Il faut que l'homme reprenne conscience que le Dieu de la religion, l'Idée de Hegel, le Bien et le Beau des métaphysiciens ne sont que des éclats détachés de sa propre pensée, et dont il a perdu le souvenir; il faut qu'il les ramène à lui d'où ils procèdent. Alors, ayant réassumé ce qu'il avait indûment aliéné, l'homme retrouvera sa plénitude primitive.

L'immanentisme intégral, l'humanisme absolu de Feuerbach apportent à Marx un grand soulagement et comme un éclair de lumière. Marx était trop profondément marqué d'idées françaises pour ne pas souffrir de voir ses amis de la gauche hégélienne se perdre en un dédale d'inhumaines obscurités; il était surtout trop engagé dans la lutte politique libérale pour ne pas s'impatienter d'une logomachie qui perdait toute prise sur la vie. Mais la grande espérance que l'ouvrage de Feuerbach a d'abord soulevée chez Marx est bientôt déçue. Feuerbach a découvert le fait de l'aliénation, mais il ne l'explique pas. Feuerbach proclame qu'il importe de refaire la synthèse de l'homme en mettant fin à l'aliénation; mais il ne dit pas comment cela se peut faire ni pourquoi cela se ferait. Il se répète, il piétine, il tourne en cercle, comme les « critiques-critiques » de la gauche hégélienne contre lesquels il a pris la plume. Feuerbach a posé l'homme à la place de l'Idée hégélienne; mais l'homme de Feuerbach est encore une idée. Un être de raison, qui se définit essentiellement par la raison. Non pas l'homme, mais l'essence immuable de l'homme. Si pourtant l'aliénation et la libération de l'aliénation doivent avoir un sens, il faut que — comme le péché originel, la rédemption et la parousie des chrétiens — elles s'insèrent dans l'histoire et s'expliquent par l'histoire.

Par réaction contre la conception abstraite de l'homme qui a tari l'élan de Feuerbach, Marx se trouve ainsi entraîné à insister sur tout ce qui dans l'homme n'est pas la raison. Il

oppose la chair à l'intellect, le collectif à l'individuel, aux « superstructures idéologiques » l'activité économique. En face de l'homme abstrait de Feuerbach, il dresse l'homme réel : un être de chair qui désire, qui souffre, qui envie, qui hait, qui aime, qui travaille et agit, et ne pense pas seulement. Un homme social, qui fait partie d'une classe, et non pas un individu; un homme situé dans l'histoire, et non pas dans l'abstrait intemporel.

Le matérialisme historique de Marx ne signifie sans doute rien autre que cela. C'est un humanisme total, un réalisme au sens vulgaire du mot, une conception temporelle de l'homme. Et c'est aussi sans doute un parti pris de toujours chercher l'explication des choses par en bas ¹; mais parce que plus on descend dans l'échelle des phénomènes, plus aussi bien on saisit de réalité vivante. Le matérialisme historique n'a rien à voir avec cette métaphysique moniste qui nie toute substance immatérielle, et ne voit dans la pensée humaine qu'une « sécrétion du cerveau ». Engels peut-être a pensé cela, mais Marx n'a jamais rien dit de semblable. Marx distingue dans l'histoire, dans la société, une « infrastructure » et une « superstructure ». La superstructure, ce sont des idées. L'infrastructure, c'est le réel. Marx affirme que l'évolution de la superstructure est commandée par celle de l'infrastructure. Il semble bien d'ailleurs que dans son optique, il faille distinguer plus de deux étages : civilisation technique, structure sociale, constitution politique, culture intellectuelle, religion, chacune est l'infrastructure de ce qu'elle précède et la superstructure de ce qu'elle suit. La coupure la plus importante est celle qui sépare le Ciel de la Terre. Alors la superstructure, c'est Dieu; l'infrastructure, c'est l'homme : l'homme charnel, social, temporel. Bien plus qu'il n'oppose la matière à l'esprit, Marx oppose la vie à l'abstraction morte. Le matérialisme historique est une réhabilitation de la chair. En un sens la réaction de Marx contre la « critique-critique » de Bruno Bauer et de ses compagnons prélude à celle

1. [Note de la troisième édition.] C'est au fond de la cale qu'il faut aller chercher le moteur qui entraîne le vaisseau de l'humanité.

de Péguy contre Lanson, Langlois et autres maîtres en Sorbonne¹. Le matérialisme historique n'est pas un matérialisme. Ce n'est pas non plus un déterminisme, un fatalisme comme on l'a dit. Lorsque Marx affirme : « L'infrastructure commande la superstructure », cela n'emporte pas que la superstructure soit purement passive. Il y a des retards, il y a des résistances de la superstructure. La preuve que la superstructure est pour Marx mieux qu'un épiphénomène, c'est qu'il faut une révolution pour l'adapter aux changements de l'infrastructure²; c'est que la « prise de conscience », par le prolétariat, de sa misère, de sa force, de sa vocation est la condition de cette révolution. « Les hommes — a dit Marx — font leur propre histoire. » Cette petite phrase n'est pas moins authentiquement marxiste qu'elle n'est authentiquement de Marx. Le matérialisme historique, c'est un humanisme, c'est un géisme; c'est — dit Jacques Maritain³ — l'aboutissement dernier de la grande révolte de l'homme contre Dieu qui a commencé à Luther et qu'a poursuivie le XVIII^e siècle français. Pendant trois siècles, dans tous les domaines successivement, l'homme s'est exercé à se passer de Dieu. Avec Feuerbach, avec Marx il prend Sa place, et ne voit plus en Dieu qu'un fantôme de lui-même.

Et donc, c'est dans l'infrastructure qu'il faut chercher une explication de l'aliénation, et une raison d'espérer la fin de l'aliénation. Seuls une contradiction, un antagonisme, une aliénation d'ordre social et économique peuvent expliquer l'aliénation religieuse que Feuerbach a dénoncée. Et pour qu'il soit permis d'espérer la fin de l'aliénation religieuse, il faut découvrir dans les nécessités internes de l'évolution sociale et écono-

1. Quand Marx affirme le caractère primordial du besoin de nourriture; quand il montre d'abord en l'homme un être qui a faim, et doit pour manger travailler et produire; quand il fait des besoins essentiels de notre vie corporelle et des activités orientées à leur satisfaction le principe et le moteur de l'histoire, on parle de « matérialisme » (sordide). Mais qui donc a défini la question sociale comme *eine Magenfrage*, une question d'estomac? L'un des pionniers du catholicisme social, un évêque, Mgr Ketteler...

2. Par exemple pour conformer le mode de la propriété — encore individuel — au mode de la production, qui déjà est collectif.

3. Dans son livre *Humanisme intégral* (Aubier, 1936).

mique l'annonce de la résolution prochaine de cet antagonisme social et de cette aliénation économique. Marx qui sans cesse, en face des jeunes hégéliens et de Feuerbach, a invoqué l'histoire contre l'être abstrait, l'homme agissant contre l'homme pensant, l'homme tel que le font les rapports sociaux et les rapports sociaux tels que les font les rapports économiques — eux-mêmes résultats des modes techniques de la production — contre toutes les constructions idéologiques, Marx se doit, pour justifier et pour poursuivre sa propre philosophie, d'étudier la réalité économique. Et d'avance il sait ce qu'il y veut trouver : un antagonisme social, une aliénation économique actuels, qui expliquent l'aliénation religieuse; et des lois de l'évolution économique et sociale qui confèrent la certitude de la fin prochaine de cet antagonisme et de cette aliénation.

A vingt-sept ans, Marx, qui a déjà publié d'importants ouvrages en d'autres domaines, est presque totalement ignorant de la théorie économique. Pour en aborder l'étude, il se laisse sans doute guider par Engels, avec lequel il s'est depuis peu lié d'amitié. Marx lira les classiques anglais. Il lira surtout le plus récent d'entre eux, Ricardo, dont la rigueur déductive et l'appareil scientifique sont bien faits pour en imposer à tout économiste débutant. Il a conscience d'aborder un domaine d'étude où il n'est pas spécialiste. Et comme le psychologue s'en remet facilement au médecin pour le documenter sur la physiologie des centres nerveux, de même Marx, qui n'a entrepris l'étude de l'économie politique qu'afin d'illustrer sa philosophie, fait confiance aux maîtres de l'art pour lui enseigner les lois économiques. Il rencontre la théorie ricardienne de la valeur-travail. Il ne la discute pas¹, il la prend. Il s'en sert pour la seule chose qui lui importe : trouver un fondement économique à l'antagonisme des classes qui doit expliquer l'aliénation feuerbachienne.

1. [Note de la troisième édition.] Certes, ainsi que me le fait remarquer Henri Denis, il la discutera plus tard copieusement, par exemple, dans sa volumineuse *Histoire des théories de la plus-value*. Mais cela n'exclut pas — au contraire — l'hypothèse d'un coup de foudre ricardien initial, que nous esquissons ci-dessus.

La théorie statique de Marx est fidèlement ricardienne. Marx s'en remet à l'autorité compétente. Il renchérit même sur la théorie ricardienne de la valeur, faisant du travail la source unique et non plus seulement la mesure commune de la valeur, affirmant l'improductivité du capital — à l'exception de cette portion qui en est destinée à l'achat de la force de travail¹. Ricardo distinguait le capital fixe du capital circulant; Marx oppose au capital constant le capital variable. Les deux dyp-tiques ne sont pas tout à fait superposables. Le capital *variable* de Marx ne comprend que les sommes destinées au paiement des travailleurs : tout le reste est pour lui capital *constant*. Le capital *circulant* de Ricardo (Marx aussi emploie cette expression le même sens) comprend en outre tous les autres fonds de roulement (pour l'achat des matières premières, etc.) que Marx range avec les capitaux *fixes* (immobilisés pour la construction des établissements et l'achat des machines) dans la catégorie du capital *constant*, c'est-à-dire improductif. Mais entendons-nous bien : les machines comme les matières premières contiennent pour Marx du travail incorporé qui s'ajoute au travail actuel qu'exige la fabrication des produits pour déterminer leur valeur. L'amortissement du coût en travail de la fabrication des machines entre dans la valeur des produits. Mais « la machine — écrit Marx — ne *produit* pas de valeur; elle *transmet* simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer... Elle ne transmet jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne ». C'est ici que Marx se sépare quelque peu de Ricardo; mais Ricardo du principe de la valeur-travail strictement entendu². Marx est un intégriste de la valeur-travail, un intégriste de l'orthodoxie ricardienne; et

1. La doctrine marxiste de la productivité exclusive du « capital variable » (c'est-à-dire du travail) peut paraître symétrique de la thèse physiocratique de la productivité exclusive de l'agriculture (c'est-à-dire de la terre).

2. Ce n'est point ici le lieu d'analyser la théorie d'ailleurs obscure de Ricardo. Pour lui en quelques mots, le capital fixe — nous semble-t-il — est du capital immobilisé pendant un certain temps pendant lequel il aurait produit une plus-value, dont le capitaliste touche l'équivalent sous forme de profit. Le capital fixe pour Ricardo, ce serait en somme du capital placé à plus-value composée (cf. Ricardo : *Principles*, chapitre I, section IV; et Marx : *Le Capital*, livre I, chapitre XV).

naturellement, comme tous les intégristes, il rétrécit et trahit la doctrine à laquelle il s'est voulu fidèle avec trop de rigidité. Tout compte fait pourtant, la théorie marxiste de la plus-value ne se distingue pas à l'œil nu des lois du salaire et du profit qu'avait posées Ricardo, selon du moins que nous les avons interprétées. L'employeur vend la marchandise à sa valeur, que mesure le nombre d'heures de travail qu'elle a coûté. Il ne verse à l'ouvrier que le minimum nécessaire à sa subsistance. L'ouvrier se trouve donc naturellement spolié¹ d'une partie du fruit de son travail : le capitaliste s'approprie la « plus-value » (*Mehrwert*). La terminologie de Marx distingue de la plus-value le profit. Le taux de la plus-value, c'est le prélèvement que le capitaliste opère sur le fruit du travail de l'ouvrier (c'est-à-dire le montant de la plus-value) *rapporté au capital variable* (c'est-à-dire au fonds des salaires), seul productif de valeur. Le taux des profits, c'est ce même prélèvement rapporté au *capital total* de l'entreprise, c'est-à-dire à la somme du capital variable et du capital constant². Le capital constant — dont la partie la plus importante est le capital fixe — tient beaucoup plus de place dans le système de Marx qui le tient pour improductif, que dans celui de Ricardo. C'est aussi bien que la technique de la production mécanisée a fait de grands progrès pendant les cinquante ans qui séparent les *Principles* du *Capital*.

L'accent mis sur le capital constant explique en quoi la dynamique marxiste s'éloigne de celle de Ricardo. L'hypothèse fondamentale de la dynamique ricardienne était l'accroissement

1. Cette spoliation ne résulte pas d'une exaction, mais du jeu normal des lois de la répartition. Marx y insiste fréquemment : Si le capitaliste prive le salarié d'une partie du fruit de son travail, ce n'est point qu'il ne lui verse tout ce qu'il lui doit; c'est au contraire parce qu'il achète la force de travail précisément à sa valeur. Le coup est tout ce qu'il y a de plus régulier — dans le cadre du régime capitaliste.

2. Il est curieux de retrouver présentement à la base de la comptabilité de l'économie planifiée soviétique beaucoup de ces catégories (capital constant, capital variable, plus-value, etc.), qui servaient à Marx d'instruments d'analyse du régime capitaliste. (Cf. le chapitre consacré aux bilans dans la thèse de M. Charles Bettelheim sur *La Planification soviétique*, Paris, Rivière, 1939; nouvelle édition, 1945, p. 133 avec ces réserves formulées par l'économiste soviétique Strumiline.)

continu de la population, la mise en culture de terres de moins en moins fertiles, la hausse du prix du blé. Toute la dynamique de Marx repose sur le progrès continu de la technique productive et l'accumulation indéfinie du capital¹. Le résultat de l'un et de l'autre est un processus général de concentration : les entreprises deviennent de moins en moins nombreuses, et leurs dimensions de plus en plus étendues. Il y a de moins en moins de capitalistes, qui sont de plus en plus riches; et de plus en plus de prolétaires, qui sans doute ne sont pas de plus en plus pauvres — puisque leurs revenus restent constamment fixés au niveau du minimum nécessaire à leur subsistance — mais qui sont du moins de plus en plus exploités. Car d'une part les capitalistes, pour accroître la plus-value² augmentent sans cesse la longueur de la journée de travail³; tandis que d'autre part l'accumulation du capital et les progrès techniques diminuent la valeur en travail de la subsistance ouvrière, et donc le taux des salaires⁴. La structure de la société devient de plus

1. Selon Marx, les capitalistes investissent sans cesse en de nouvelles immobilisations la plus-value qu'ils prélèvent périodiquement sur le produit du travail de leurs ouvriers. C'est le célèbre processus que Marx intitule « transformation de la plus-value en capital ». Comme la plus-value renaît toujours, l'accumulation du capital se poursuit indéfiniment. Comme le taux de la plus-value s'élève, elle s'accélère continuellement. La formation de la plus-value est la *cause* de l'accumulation du capital « constant ». On peut se demander quelle en est la *fin*, et pourquoi, si le capital fixe ne produit pas de plus-value (comme Marx l'enseigne), les capitalistes continuent de l'accumuler. Voilà le point faible crucial, en tout cas l'un des points obscurs de la construction marxiste. Marx semble en avoir eu conscience. Les explications prolifères qu'il a tentées d'apporter ici (autour de la théorie du profit moyen que nous mentionnons *infra*) nous paraissent embarrassées et sophistiquées. Il n'est point certain qu'elles l'aient lui-même satisfait.

2. L'augmentation du montant et du taux de la plus-value résulte pour Marx d'une volonté consciente et systématique d'exploitation, de la part des capitalistes. Nous y insisterons tout à l'heure : les mécanismes économiques, dans la pensée de Marx, sont mus par les hommes, qu'animent des sentiments de classe.

3. La journée de travail devenait effectivement de plus en plus longue dans l'industrie anglaise au temps où Marx écrivait, jusqu'à dépasser quatorze et quinze heures. Marx pensait qu'un tel processus devait se poursuivre tant que durerait le capitalisme. L'augmentation du taux de la plus-value par allongement de la journée de travail s'appelle dans son langage « production de *plus-value absolue* ».

4. L'augmentation du taux de la plus-value par diminution de la valeur

en plus purement dichotomique. Les classes moyennes (artisans) tendent à disparaître, et viennent grossir le prolétariat. Des masses de chômeurs ou — comme dit Marx — des « armées industrielles de réserve » que les progrès du machinisme et les crises de surproduction alimentent sans cesse, exercent sur le marché du travail une pression constante, qui tend à avilir les salaires. Le taux du profit baisse aussi bien, pour Marx comme pour Ricardo. Mais non plus du tout pour la même raison. Selon Ricardo, les profits diminuent du fait de la hausse de la rente, du prix du blé, et des salaires. Pour Marx, ils baissent en dépit de l'élévation constante du taux de la plus-value, parce que la composition du capital se modifie. Dans le capital total, la part du capital constant (improductif) s'accroît relativement. Bien que la *masse* des revenus capitalistes s'élève continuellement, le *taux* des profits s'abaisse.

Le système économique de Marx — à cela près qu'il donne un rôle accru à la question de la composition du capital, au phénomène de son accumulation progressive, à l'accroissement de la productivité du travail qui en résulte — relève au fond de la même méthode et aboutit à peu près aux mêmes conclusions que celui de Ricardo. Mais Marx a passé la théorie ricardienne au moule de la dialectique massive, puissante, que Hegel lui a enseignée. Et surtout, plus que les mécanismes eux-mêmes, ce sont les conséquences humaines des phénomènes économiques, l'aspect humain des catégories économiques, qui retiennent l'attention de Marx. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas le salariat, le capital (« fétiches » dont la prétendue existence indépendante n'est à ses yeux qu'une illusion fatale des économistes en régime capitaliste); c'est le salarié, c'est le capitaliste, et les répercus-

du minimum nécessaire à la subsistance ouvrière, et par conséquent du taux des salaires, c'est ce que Marx appelle « production de *plus-value relative* ». Ici Marx prend le contrepied de la dynamique ricardienne, tout entière fondée sur la *hausse* de la valeur des subsistances, sur la rareté des terres fertiles, sur la loi des rendements décroissants. Nous dirons tout à l'heure comment Marx s'y prend pour retomber sur ses pieds, et mener sa propre dynamique, à partir de prémisses tout opposées à celles de Ricardo, jusqu'à la conclusion même de celui-ci : la baisse tendancielle du taux des profits.

sions de leur situation économique sur leur mentalité collective. Certes, Marx ne s'est pas su dégager toujours suffisamment du « fétichisme » des lois économiques qu'il reproche à Ricardo. Il a été trop fidèle à Ricardo pour le demeurer tout à fait à lui-même. Ou plutôt, cédant à cette invincible tendance allemande à l'abstraction qui le possédait quoi qu'il en eût, il est retombé en économie politique dans le défaut même qu'il avait si véhémentement reproché à Bruno Bauer en philosophie... Mais une confrontation du marxisme avec le ricardianisme, entreprise avec le souci de dégager la marque personnelle de Marx, ferait apparaître quel abîme sépare l'humanisme et le matérialisme dialectique de Marx du naturalisme et du déterminisme mécaniste de l'école classique anglaise. Marx incarne et anime les « fétiches » de Ricardo. Les « classes » que celui-ci distinguait (propriétaires, capitalistes, salariés) n'étaient guère que des catégories du raisonnement économique. Chez Marx, elles deviennent de vivantes réalités psychologiques et sociales. Alors l'irréductible complémentarité des salaires et des profits que Ricardo démontrait impassible se prolonge en une « lutte de classes » acharnée, qui oppose les « prolétaires » aux « bourgeois ». Avec Marx, la compassion, l'indignation, la haine, la révolte, l'espérance pénètrent les mécanismes économiques. Mais c'est bien de mécanismes qu'il s'agit! La plus-value, pour Marx, c'est l'aliénation économique cherchée! Le prolétaire aliène sa propre substance dans le produit que l'employeur s'approprie. Et l'élévation constante du taux de la plus-value entraîne une exploitation croissante des ouvriers, aggrave sans cesse l'aliénation économique. Cependant le bourgeois s'aliène lui aussi, dans l'argent, de plus en plus au fur et à mesure que pour lui l'accroissement de la dimension des entreprises tend à substituer une comptabilité en monnaie au contact direct des choses. L'aliénation est poussée au maximum dans le prolétariat. Les superstructures bourgeoises (politique, morale, culture, art) ne sont pas pour lui! Le prolétariat, c'est la « perte de l'homme ». Quand cette « perte » sera totale, quand elle deviendra pleinement consciente, la lutte des classes — dont la disparition des classes moyennes simplifie progressivement les données et dont la densité croissante des

agglomérations prolétariennes facilite la propagande et l'organisation — atteindra son paroxysme. Le prolétariat se révoltera. Et sa révolte sera nécessairement victorieuse, car le prolétariat devient sans cesse plus nombreux, tandis que les capitalistes le sont de moins en moins, et que les liens qui les attachent à leurs entreprises se font — au fur et à mesure que celles-ci s'agrandissent — de plus en plus abstraits et purement juridiques. Et cependant la propagande révolutionnaire aura développé chez les capitalistes une mauvaise conscience qui les affaiblira. D'ailleurs la baisse continue du taux des profits, le retour périodique des crises (que Marx explique par la sous-consommation ouvrière) entraînent une anémie progressive du capitalisme. On ne sait trop s'il mourra sur les barricades ou dans son lit. Les deux prophéties sont chez Marx, où elles s'appuient réciproquement.

Le prolétariat, c'était la « négation de l'homme ». La révolution sera la négation de la négation. Elle sera l'avènement d'une société sans classes; elle éliminera l'exploitation de l'homme par l'homme; elle fera cesser les antagonismes sociaux et l'aliénation économique. L'aliénation religieuse, alors, n'aura plus d'infrastructure, donc plus de raison d'être. Elle disparaîtra. Ce qu'il fallait démontrer.

Et Marx en reste là. Sa vision prophétique s'arrête au seuil de l'ère messianique. N'est-ce pas la règle d'or des prophètes, de ne jamais rien annoncer que l'avenir risque de démentir? Et n'est-il point sage de laisser planer un peu de mystère sur le paradis futur? Il ne faut pas montrer la fiancée de trop près. Qu'on ne parle donc pas de « régime marxiste »! Marx est le plus grand théoricien du régime capitaliste, dont il a inventé la notion, analysé les rouages, prédit la fin tragique. Mais il n'a décrit aucune société socialiste.

Du système théorique qu'il a construit — en en empruntant presque toutes les pièces à Ricardo — pour prolonger sa philosophie, Marx était-il vraiment satisfait? Plus d'un indice porte à croire au contraire qu'en fait de théorie économique il craignait de s'être trompé, c'est-à-dire que Ricardo ne l'ait induit en erreur. Et pourquoi donc, si le capital fixe ne rapporte rien,

continue-t-on de l'accumuler? Pourquoi les entreprises les plus mécanisées ne sont-elles pas éliminées, réalisant de moindres profits¹? Il semble qu'Engels ait eu besoin de ranimer constamment la confiance toujours vacillante de Marx en son œuvre économique. Ce n'est que sur les instances de son ami que Marx s'est décidé à livrer au public sa *Critique de l'économie politique* en 1858; puis en 1867, le premier volume du *Capital* dont il avait longtemps prolongé la rédaction et retardé la publication. Marx semblait rempli de scrupules scientifiques. Il éprouvait le besoin de faire de nouvelles lectures. Jamais il ne voulut tenir pour achevés les tomes II et III du *Capital*, qu'Engels n'a publiés qu'après sa mort. Le tome III a déçu tous les interprètes; à bien des égards, la théorie difficilement intelligible que Marx y échauffe pour concilier avec les faits la thèse de l'improductivité du capital fixe paraît à tout le moins inconciliable avec celle du premier tome². Mais les objections que les critiques adressent à Marx ne sont-elles point précisément celles qu'il se faisait à lui-même, et qui l'incitaient à différer la publication de son œuvre? La théorie de la valeur de Ricardo, sur laquelle Marx s'était appuyé, subissait alors les assauts de nouvelles écoles d'économistes. Marx a-t-il pu ignorer Jevons? Les théories psychologiques de la valeur n'ont-elles pas ébranlé sa confiance en son propre système? N'est-ce point parce qu'il en voulait tenter une révision à la lumière de l'économie mathématique, qu'il s'est mis sur la fin de sa vie à étudier le calcul infinitésimal? Peut-être après tout une autre analyse économique eût-elle pu, tout aussi

1. Le ton dogmatique qui est celui de Marx dissimule ses inquiétudes. Il est toutefois probable de lui prêter des hésitations, précisément sur ces points-là.

2. C'est la théorie célèbre du profit moyen, déjà esquissée dans une lettre de Marx à Engels, du 2 août 1862, avant d'être formulée dans le tome III (posthume) du *Capital*. La masse sociale des profits provient exclusivement du capital variable de l'ensemble des entreprises, mais le taux des profits est uniformisé par la concurrence, qui le ramène au même niveau pour toutes les entreprises, quelle que soit la composition organique de leur capital. On ne conçoit pas bien comment ni pourquoi cette sorte de péréquation spontanée, qui rompt sans crier gare avec le principe de la valeur-travail. « Tous les capitalistes sont frères », écrit Marx à Engels. Cela n'est pas très convaincant!

bien que celle du *Capital*, illustrer le matérialisme historique et la conception dialectique du monde. Est-il prouvé que l'un et l'autre soient liés à la valeur-travail et à l'improductivité du capital fixe?

Quelque souci que Marx ait eu de ne pas engager imprudemment l'avenir, sa doctrine économique a aujourd'hui vieilli. Elle repose sur les catégories de l'économie classique anglaise, que nous avons abandonnées. La loi de concentration, que Marx leur a superposée, porte aussi bien la marque d'une époque partiellement révolue : elle date de l'ère du charbon et de la vapeur — qui est une source d'énergie soumise à une loi de rendements rapidement et indéfiniment croissants; — et d'une époque antérieure à la mobilisation des capitaux, au développement des formes sociétaires d'entreprise : où par conséquent la concentration de la propriété et celle de l'initiative économique étaient étroitement parallèles à la concentration technique des établissements. Marx a abusivement extrapolé le processus qu'il voyait se dérouler sous ses yeux, dans la grosse industrie, en Angleterre. Mais pour ne s'être point réalisées sous la forme qu'il avait prédite, ses prophéties sont-elles infirmées autant qu'on le dit souvent? Marx n'avait pas prévu le développement de la petite bourgeoisie, de la classe des *white collar people*. Il n'avait pas prévu l'extension de l'actionnariat, ni que grâce à lui le petit capitaliste survivrait à la petite entreprise. Mais la prédominance dans le monde moderne d'une oligarchie financière de gérants du capital ne réalise-t-elle pas en un sens différent cette prolétarianisation générale prédite dans le *Manifeste communiste* dès 1847? Et si nous ne croyons plus à l'analyse marxiste de la plus-value, les ouvriers s'en sentent-ils pour cela moins exploités? Isaïe non plus n'avait pas annoncé le Messie littéralement comme il est venu...

Et Marx nous laisse une méthode. Analyser les tendances dynamiques du présent pour prévoir l'avenir, et fonder son action sur une prévision scientifique de l'avenir. Dégager la ligne de l'évolution récente pour prévoir l'évolution future, et épouser ensuite les pas du destin. Être persuadé que les hommes

font leur propre histoire, mais qu'ils ne la font pas selon leurs caprices; qu'on ne commande à l'histoire qu'en lui obéissant; que la psychologie collective est une donnée résistante et active. Telles sont les grandes leçons que Marx apporte, et dont il laisse une magnifique démonstration. Il a soustrait la pensée socialiste à l'emprise de l'utopie, à la tyrannie du juridisme, aux naïvetés du volontarisme. En fondant son socialisme sur l'histoire, il a donné au socialisme droit de cité dans l'histoire.

Et plus encore que dogme, le marxisme est vie; plus qu'un système économique, une philosophie de l'action. Marx n'a pas seulement manié les concepts, mais aussi les sentiments et les hommes. La lutte des classes, il ne l'a pas seulement démontrée et définie, il l'a prêchée, il l'a menée en personne. Il n'a pas seulement fait la théorie de la tactique révolutionnaire¹, il a travaillé à la révolution. Marx est de ceux qui prouvent le mouvement en marchant. Dans cette maison de pauvres qu'il habite à Londres, il reçoit, parmi ses piles de papiers poussiéreux, ses pipes et ses enfants qui piaillent, des ouvriers auxquels il explique patiemment, au tableau noir, les mystères des mécanismes économiques. Il a des agents plus ou moins secrets dans presque toute l'Europe, qui le renseignent sur la vie des organisations ouvrières, tirent pour lui les ficelles du mouvement prolétarien, font triompher ses vues dans les congrès de l'Internationale. Marx suit au jour le jour les péripéties de la lutte ouvrière; il intrigue, il excommunie et fustige les camarades qui s'égarerent; mais parfois lutte avec autant de souplesse qu'il pense avec rigidité²; il blâme la Commune de Paris, qui lui paraît prématurée (et sans doute mal située sur la courbe de la conjoncture économique)³ mais rend un éclatant hommage à ses

1. Les indigestes discussions de la *Parlotte* de Lausanne, dans l'admirable *Été 1914* de Roger Martin du Gard, donnent une idée de celles qui se devaient tenir parmi les émigrés de Londres dans le cabinet de Marx. Quel genre étrange! N'y a-t-il point quelque vice à prétendre formuler des lois abstraites à ces explosions spontanées que sont les révolutions?

2. [Note de la troisième édition.] Il y a en Marx à la fois un inquisiteur et un jésuite (cf. D. Villey : *Karl Marx, Revista Brasileira de Economia*, décembre 1948).

3. Pour Marx seules les périodes de dépression économique de longue durée sont favorables à l'action prolétarienne.

victimes. Avec lui le socialisme cesse d'être un idéal ou un programme, pour devenir un mouvement de classe. La classe prolétarienne, une et unie par-dessus les frontières des nations, c'est une découverte, et c'est en partie une œuvre de Marx. A qui trouve hermétique sa pensée, je ne conseillerais point d'apprendre l'allemand ni de passer ses nuits sur les volumes du *Capital*, mais bien de s'efforcer à connaître les prolétaires. Ceux-là n'ont jamais lu Marx; ils le comprennent peut-être mieux que nous. Non qu'ils devinent Marx, mais parce que le génie de Marx les a devinés. Le marxisme, ne serait-ce point en quelque sorte la philosophie immanente du prolétariat, de l'action prolétarienne révolutionnaire ¹? Marx l'a formulée en termes barbares. Des millions d'hommes la vivent et l'incarnent obscurément, sans le savoir. Bien des choses n'ont pas été révélées aux doctes et aux prudents, que savent les petits et les humbles...

Et Marx fournit au socialisme une orthodoxie, à la fois ample et rigide, éclectique et dogmatique. Le marxisme, parmi les doctrines socialistes, joue en quelque sorte le rôle du catholicisme romain parmi les confessions chrétiennes. De qui s'en écarte tant soit peu, qui saurait dire jusqu'où l'entraînera sa révolte?

1. [Note de la troisième édition.] Le paragraphe ci-dessus a fait la joie de plusieurs de mes amis, fervents de Marx. Henri Bartoli l'a invoqué au Congrès des économistes de langue française de 1950, Jean Lacroix l'a cité dans un article d'*Esprit* (juillet-août 1951) et M. I. Montuclard l'a abondamment commenté (en l'attribuant par erreur à Jean Lacroix), dans son article, — à mon avis si contestable, mais en même temps si plein de souffle, et qui respire tant de généreuse audace, — sur « L'Église et le mouvement ouvrier » (numéro spécial de *Jeunesse de l'Église* intitulé *Les Événements et la Foi*, 1951). Est-il besoin d'explicitier que dans ma pensée, écrire « le marxisme est la philosophie immanente du prolétariat » n'impliquait ni une adhésion au marxisme, ni que je fusse prêt à concéder que les prolétaires ne peuvent être autre chose que communistes? (La grande masse des ouvriers allemands, belges, hollandais, anglais, américains, suisses, scandinaves, ne suffirait-elle pas à prouver le contraire?) Après tout l'on pourrait dire dans la même veine que le paganisme est la religion immanente de l'agriculteur, ou le pyrrhonisme la philosophie immanente de l'intellectuel. Il ne s'ensuit pas — Dieu merci — que tous les cultivateurs soient païens, ni tous les intellectuels sceptiques. Moins encore que le pyrrhonisme soit la vraie philosophie, ou le paganisme la vraie religion.

Marx laisse à l'histoire des doctrines économiques l'exemple d'une construction sans émule sous le rapport de l'ampleur et de la majesté. Une théorie économique remarquablement cohérente y sert de fondement à une sociologie axée sur la notion de classe sociale, à une philosophie de l'histoire axée sur l'importance primordiale des moyens matériels de production, à une philosophie humaniste, à une théologie — ou une anti-théologie — axée sur l'idée d'aliénation. Le marxisme qui s'intitule « socialisme *scientifique* » est la plus achevée de toutes les *doctrines* économiques, au sens précis que nous avons donné à ce mot. Avec lui s'achève peut-être aussi bien l'ère des doctrines en économie politique.

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE MODERNE
(1871 A 1945)

CHAPITRE X

CONCLUSION :
VERS LA NEUTRALITÉ
DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ?

Le lecteur attend peut-être avec quelque spéciale curiosité la partie de ce livre qui doit être consacrée aux doctrines les plus modernes. Il a hâte sans doute de savoir sous quelle forme l'héritage des diverses traditions que nous avons évoquées s'est cristallisé pour notre siècle. En ce cas le présent chapitre le décevra. La tâche qu'impliquerait son développement excède la témérité dont je me sens capable. Le recul nous manque encore pour savoir dégager judicieusement les grandes lignes de la pensée économique moderne. L'histoire est l'étude du passé, non celle du présent. Plus il y a de documents, moins elle est facile à faire. Il n'est pas de meilleurs auxiliaires de l'historien que le feu, les souris et le temps, qui choisissent pour lui, parmi les œuvres d'une époque, celles qui devront passer à la postérité.

Aussi bien, du point de vue de l'histoire des *doctrines* proprement dites, doutons-nous que la période qui commence en 1870 présente autant d'intérêt que celle qui l'a précédée. Elle a connu un grand essor de la théorie économique rationnelle; elle a fait faire des progrès considérables à la science économique

positive; mais de moins en moins d'auteurs — semble-t-il — s'y sont préoccupés d'intégrer une explication vraiment scientifique des phénomènes économiques à quelque conception vraiment large et générale de l'homme et du monde. Une brève esquisse nous suffira pour illustrer cette perspective.

L'ESSOR MODERNE DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE.

L'économie théorique a été renouvelée par la découverte en 1871 de la notion d'utilité marginale. Cette découverte — chose curieuse — trois auteurs l'ont faite à peu près simultanément, en trois pays différents, et tout à fait indépendamment les uns des autres : l'Anglais Stanley Jevons, le Français Léon Walras (qui enseignait à Lausanne); et le professeur viennois Karl Menger. Un individu qui consomme plusieurs doses, successives d'un même bien économique trouve à la consommation de chacune d'elles une satisfaction décroissante; or c'est la satisfaction que procure la dernière dose consommée — la moins utile — qui détermine la valeur du bien. Tel est le principe qui domine toute la théorie économique moderne. Il renouvelle toutes les perspectives de la pensée économique. Les controverses désormais n'ont plus de raison d'être, qui opposaient jusqu'alors les partisans de la valeur-utilité (comme Jean-Baptiste Say), les partisans de la valeur-travail (Ricardo) et les partisans de la valeur-rareté (Auguste Walras). Il n'y a plus à choisir entre ces différents fondements de la mesure de la valeur, puisqu'un seul concept les inclut tous les trois. L'utilité marginale, c'est en effet une mesure *psychologique* de la valeur; mais qui dépend de la *quantité* de produits consommés; laquelle dépend elle-même de leur *coût* (dont le travail en eux incorporé constitue un élément). A partir de la découverte du principe marginaliste¹, on peut considérer comme résolu le problème de la valeur. Et la théorie économique est dotée d'un instru-

1. A vrai dire, il faut attendre von Wieser en Autriche, Alfred Marshall en Angleterre (cf. *infra*), pour que soit réalisée l'intégration de la théorie du coût à l'explication marginaliste de la valeur.

ment nouveau, aux destinées incalculables : l'analyse à la marge.

Il s'en faut cependant que toutes les virtualités de la découverte de l'utilité marginale aient été du premier coup déployées. Chacun de ses trois inventeurs est à l'origine d'une école d'économistes.

Celle de Walras, que l'on appelle souvent « école de Lausanne » se caractérise essentiellement par l'emploi de la méthode mathématique, — et plus précisément de l'algèbre — en économie politique. A peine Walras a-t-il posé le principe du fondement subjectif de la valeur, qu'il abandonne toute considération psychologique pour étudier objectivement comment se définit l'équilibre du marché. Un économiste qui ne connaissait pas encore le principe de l'utilité marginale — le Français Augustin Cournot — avait imaginé déjà d'appliquer les mathématiques à la théorie « des richesses ». Walras va mettre le marché en équations. Il établira qu'il y a autant d'équations que d'inconnues et que par conséquent l'équilibre du marché est déterminé. On peut estimer que les équations de Walras illustrent l'équilibre économique plutôt qu'elles ne le démontrent, et que les mathématiques lui fournissent un langage plutôt qu'une méthode. Mais ce langage, l'école de Lausanne professe qu'il convient essentiellement à l'étude des phénomènes économiques, qui sont des phénomènes quantifiables : offres, demandes, prix. Et le recours à l'algèbre est nécessaire si l'on veut pouvoir exprimer des relations fonctionnelles, des relations d'interdépendance, et non pas des relations causales. Prenons par exemple la question des rapports entre le coût et le prix. Les classiques enseignent que le coût est la cause du prix; Menger et son école, que le prix est la cause du coût. Grâce à l'algèbre, les économistes de l'école de Walras peuvent écrire que le coût égale le prix, sans préjuger comment cette égalité s'établit, ni par quelles relations, réciproques ou à sens unique.

Par rapport à l'ensemble des doctrines continentales du XIX^e siècle l'œuvre de Walras marque un retour à la théorie abstraite et donc aux classiques anglais. Walras hérite de leur méthode déductive et de leur notion d'un équilibre statique;

mais il ne partage ni leur conception de la science, ni leur philosophie individualiste. Du point de vue épistémologique et métaphysique, Walras serait à rapprocher de l'idéalisme scientifique d'un Henri Poincaré, avec lequel il a correspondu et qui l'a encouragé dans son entreprise. Du point de vue pratique, il n'est pas libéral, mais réformiste. Comme théoricien sans doute, à l'instar des classiques, il se borne à l'étude du marché parfait de concurrence. Mais il professe par ailleurs des idées coopératives et socialisantes, qui n'ont rien de très original, et qui ne se raccordent pas clairement à sa théorie de l'équilibre économique. Walras s'est peu préoccupé de réunir l'art à la science économique en une « doctrine ».

Le successeur de Walras dans sa chaire de Lausanne est aussi bien le continuateur de son œuvre : l'Italien d'une (fils Française) Vilfredo Pareto. Mathématicien comme Walras, Pareto s'est efforcé d'affranchir la théorie économique de tout postulat psychologique, et donc de construire une théorie pure des richesses qui se passe totalement de toute théorie de la valeur (qui soit *wertfrei*, comme diront les Autrichiens). Il s'agit de partir non plus d'une mesure subjective des utilités, mais de la constatation objective de préférences qui se traduisent par des choix. C'est dans cette intention que Pareto substitue des « lignes d'indifférence » aux courbes d'utilité que traçait Walras. D'autre part, tandis que Walras n'avait étudié que l'hypothèse de l'économie de marché — qu'il paraissait croire seule susceptible d'analyse scientifique — Pareto élargit le domaine de la théorie pure. Il en construit une des « systèmes socialistes ». Il entend démontrer que beaucoup de catégories du régime capitaliste se retrouveraient nécessairement en régime socialiste, en particulier l'intérêt du capital. Mais Pareto, qui a donné à la construction de l'école mathématique une précision théorique jusqu'alors inconnue, qui a joué à fond le jeu théorique, reste en fin de compte sceptique sur la capacité de son propre système à rendre compte du réel. On a beau multiplier les « approximations successives », la vie ne se laisse pas aisément embrasser de nos rigides instruments d'analyse intellectuelle. La théorie économique ne saisit qu'une portion — et

non pas tant s'en faut la plus importante — de la réalité humaine. Elle rend compte de ce que serait l'activité des hommes s'ils agissaient toujours logiquement. Mais — Pareto en est de plus en plus frappé — la plupart des actions humaines sont des actions « non logiques ». Elles relèvent de « résidus » psychologiques irrationnels, qui donnent naissance à des « dérivations » fallacieuses. Pareto se complaît à dénoncer partout la logique de l'habitude et celle de la passion, à mettre en lumière le rôle des sentiments, des mythes, des superstitions dans la vie et dans l'histoire. Il possède une érudition classique, philosophique, historique incomparable. Dans sa retraite de Céligny, non loin de Genève, il consacre toutes ses journées à l'étude et à la méditation. Il ne reste pas cantonné dans l'économie théorique : il conçoit une doctrine générale, qui s'exprime surtout dans son *Traité de sociologie* de 1916. Elle respire la passion de la science définie comme une attitude d'objectivité pure, d'impassibilité totale, d'impartialité systématique. Pareto affecte de jouer le rôle du spectateur attentif et désintéressé qui assiste de très haut aux remous de l'histoire humaine. Tandis qu'il répudie toute connaissance autre que purement « scientifique », il abandonne aux « résidus », aux sentiments, aux passions le domaine de l'action¹. Et lui qui se défend de toute « mystique » montre une grande faveur pour le fascisme italien — non moins extérieure, mais non moins décidée que celle de Maurras pour le catholicisme. Et donc Pareto, auquel l'économie pure doit

1. Pareto est beaucoup plus philosophe que Walras, mais l'idéalisme scientifique dont Walras paraissait inspiré rendait un son bien plus moderne que la philosophie parétienne. Le scientisme étroit de Pareto, son opposition dichotomique de la connaissance et de l'action, son sociologisme, nous les qualifierions volontiers, en dépit de l'ample érudition classique qui les alimente et les illustre, de primaires. Et l'idéalisme scientifique justifiait la valeur de l'économie théorique, que la sociologie parétienne logiquement conduit à réduire ou même à nier. La pensée de Pareto a évolué; sous un certain angle on peut considérer que son *Traité de Sociologie générale* de 1916 constitue une minimisation — presque une répudiation — de l'œuvre économique de sa jeunesse. L'œuvre économique de Pareto est celle d'un théoricien; sa philosophie est celle d'un sociologue. Là il déduit en cercle clos; ici, il observe et classe. Là il suppose qu'une logique abstraite peut embrasser l'activité humaine; ici il abandonne aux « résidus » irrationnels le domaine de l'action.

l'essentiel de ses modernes progrès, adhère à un mouvement volontariste, et qui tend à réduire l'autonomie du domaine économique, et à le subordonner! Non plus chez Pareto que chez Walras, la théorie économique ne commanda la doctrine ni ne s'y laisse aisément intégrer.

Et pourtant la théorie mathématique de l'équilibre économique général — c'est-à-dire le genre qu'ont inventé Walras et Pareto — présente peut-être plus d'intérêt doctrinal, pédagogique et philosophique, que de fécondité scientifique. Je doute un peu que l'on parvienne jamais — par la méthode la plus abstraite appliquée à la réalité la plus complexe¹ — à faire beaucoup de chemin dans la voie d'une connaissance plus exacte de la réalité économique. En revanche, le maniement des grands schèmes généraux de l'équilibre constitue sans doute pour l'économiste débutant une indispensable gymnastique intellectuelle. Et l'existence anormale d'une économie politique pure, mathématique — alors qu'aucune autre science de l'homme ne songe à revêtir cette forme ni à user de ce langage — pose à l'épistémologie comme à la philosophie du déterminisme et de la liberté un problème captivant, leur ouvre de passionnantes perspectives.

Tandis que Walras, après avoir posé le principe de la valeur égale à l'utilité du dernier besoin satisfait, s'oriente tout de suite vers l'étude objective des mécanismes du marché, l'école de Vienne, qui procède de Karl Menger, cherche à approfondir l'analyse psychologique de la valeur. Elle repousse le langage mathématique, qui ne peut traduire que des phénomènes de masse. Elle se propose de disséquer les mobiles intimes de la conduite économique individuelle. Au lieu que Walras considère les phénomènes économiques sous l'angle de la quantité (offres, demandes, prix, coefficients de fabrication, etc.) l'école autrichienne use de catégories qualitatives (utilité, désutilité, succédanéité, complémentarité, etc.). Cependant que Walras entend remplacer en économie politique la notion de cause par celle de

1. Cf. *supra*, chapitre VIII, la critique de l'économie déductive, par Auguste Comte.

fonction, les Autrichiens analysent la genèse psychologique des actes économiques.

Ce n'est point toutefois par rapport à l'école de Lausanne que celle de Vienne a d'abord cherché à se définir elle-même. Historiquement, elle procède d'une double réaction. Sur le plan méthodologique d'abord, une réaction contre l'école historique allemande¹ : en face du relativisme de Schmoller, Menger entreprend une vigoureuse réhabilitation de la théorie économique; et donc des classiques anglais. Puis en un second temps, sur le plan théorique, il réagit contre les classiques anglais : à l'encontre de la valeur-travail; et du principe du prix naturel déterminé par le coût de production, il affirme le caractère subjectif de la valeur. La valeur vient de l'homme et non des choses. Elle reflète la satisfaction que leur consommation nous procure, non la quantité de facteurs productifs qu'exige leur fabrication. Pour Karl Menger, la valeur des facteurs de la production (c'est-à-dire le taux des salaires, de l'intérêt, de la rente) n'est qu'un reflet de celle des produits, alors que selon la théorie classique anglaise, c'était la valeur des produits qui dépendait des facteurs productifs en eux incorporés. Chez les classiques la valeur descend; pour les marginalistes autrichiens elle remonte. On peut dire que l'école de Lausanne s'oppose aux classiques comme Einstein ou même Newton à l'astronomie antique; et que l'école autrichienne a renversé la théorie classique de la valeur déterminée par le coût de production comme Galilée le système de Ptolémée.

Pourtant, au fur et à mesure que progresse l'école autrichienne, l'affirmation du caractère subjectif de la valeur passe au second plan; et l'on assiste surtout à une extension progressive de l'emploi du raisonnement à la marge, dans toutes les branches de la théorie économique. C'est par là que se caractérise l'œuvre de von Wieser, lequel étend à la théorie de la productivité des facteurs le principe marginaliste qui présidait depuis Menger à celle de l'utilité des produits. Alors la théorie de l'utilité marginale cesse de s'opposer à celle qui mesure la valeur

1. Pendant soixante ans un persistant conflit académique opposera Vienne à Berlin : la théorie à l'histoire.

par le coût de production. Le coût et l'utilité sont comme les deux lames d'une même paire de ciseaux. La valeur d'un produit égale à la fois son utilité marginale et son coût marginal de production : les mécanismes du marché règlent le volume de la production de telle façon que l'une et l'autre coïncident.

Wieser figure la transition entre la première et la seconde école de Vienne. La pente qui va de l'une à l'autre ressemble fort à celle le long de quoi l'école de Lausanne elle aussi évolue de Walras à Pareto. Les néo-marginalistes ¹ — que les travaux de M. François Perroux rendent accessibles au public français — se proposent d'abord, comme Pareto, d'affranchir la théorie économique de tout postulat philosophique. A l'origine, le marginalisme viennois avait les mêmes sources philosophiques que le classicisme anglais. La doctrine économique de Menger et de Böhm-Bawerk était un prolongement du benthamisme ², plus authentique encore que la théorie anglaise elle-même. Ce qui est benthamien dans le classicisme, c'est le principe de l'harmonie des intérêts, c'est Adam Smith : antérieur à Bentham et qui l'a inspiré. En revanche celui parmi les classiques que les benthamites ont le plus poussé, Ricardo, professe une théorie de la valeur qui n'est rien moins qu'hédonistique. Et cela s'explique sans doute parce que Ricardo n'est point philosophe. En substituant l'utilité marginale à la quantité de travail comme principe de la valeur, Menger et Böhm-Bawerk avaient corrigé cette inconséquence. La théorie économique viennoise semblait liée à la psychologie hédonistique, à l'arithmétique des plaisirs, à la psycho-physique, à toutes ces efflorescences de l'atomisme benthamien que les psychologues modernes ne regardent plus que comme des pièces de musée. En somme les théories économiques

1. Les plus connus sont les professeurs Hans Mayer, Richard von Strigl, Wilhelm Röpke, Machlup, Oskar Morgenstern, et surtout l'hérétique Josef Schumpeter.

2. Ainsi que nous l'indiquions tout à l'heure, Walras, s'il traçait des courbes d'utilité, n'en était pas moins affranchi des conceptions hédonistiques. Il supposait les utilités mesurables pour les besoins de sa construction, il ne les croyait point telles. La mesure des utilités n'était pour lui qu'un langage scientifique commode. (Cf. sa correspondance avec Henri Poincaré.)

les plus modernes s'appuyaient sur les théories psychologiques les plus vieillies. Il était certes permis de penser que la mesure des plaisirs et des peines, impropre à fonder une psychologie générale et plus encore une morale, conservait ou retrouvait cependant une sorte de validité réfugiée dans ce domaine inférieur de l'activité humaine qu'est l'activité économique. Mais avec plus d'apparence, on pouvait aussi bien insinuer que les économistes, qui sont souvent gens de peu de culture générale, étaient tout simplement en retard sur les progrès de la psychologie. Les néo-marginalistes ¹ ont tenu à parer à ce soupçon possible. Ils ont voulu montrer que la théorie économique marginaliste n'impliquait aucun postulat hédonistique. De même que Pareto avait substitué des lignes d'indifférence aux courbes de rareté de Walras, de même les néo-marginalistes substituent des échelles de préférence aux mesures de l'utilité que pratiquaient les premiers marginalistes ².

A l'instar aussi bien de Pareto, la seconde école de Vienne élargit le domaine de la théorie économique, au-delà et au-dessus de l'hypothèse du marché de concurrence. Elle s'efforce de construire une théorie économique « fondamentale » qui serait applicable à tous les régimes économiques « pensables » : substrat omnivalent de toute économie réelle; ensemble des notions, des catégories, des fonctions, des lois économiques irréductibles, qui seraient communes au capitalisme, au socialisme, au corporatisme, à tous les systèmes et à toutes les situations imaginables.

1. En général, les néo-marginalistes sont beaucoup plus détachés de l'influence anglaise, leur inspiration est beaucoup plus allemande que celle de Menger et de la première école de Vienne. L'idéalisme kantien pénètre profondément, par exemple, l'œuvre d'un Richard von Strigl dont M. François Perroux analyse et commente un livre au titre significatif : *Die oekonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft*, 1923.

2. [Note de la troisième édition.] La réaction antihédonistique de Pareto et des néo-marginalistes n'a pas comme on aurait pu s'y attendre sonné le glas de l'intérêt général. En substituant des classifications « ordinales » d'ophélimités aux mesures « cardinales » de l'utilité, elle a seulement compliqué le problème, et du même coup fait rebondir la discussion selon des modes plus subtils. Toute l'école contemporaine du *Welfare* ne fait rien autre que tenter de déterminer l'« avantage collectif » en termes parétiens. (Cf. Robertson : *Utility and all that*, et le numéro spécial d'*Économie appliquée*, d'octobre-décembre 1952.)

Enfin Karl Menger et Böhm-Bawerk étaient, comme les classiques, libéraux. Pour eux l'économie de marché, seule susceptible d'analyse scientifique, était aussi seule conforme aux enseignements de la science. Leur théorie économique avait des intentions manifestement apologétiques. Les néo-marginalistes au contraire se défendront vigoureusement de tirer de leurs analyses théoriques aucune conclusion d'art économique. Il ne s'agit plus pour eux de prouver que la libre concurrence engendre le maximum d'ophélimité¹ et le maximum de justice. Et qu'est-ce d'ailleurs que le maximum *social* d'ophélimité, dès lors que les échelles d'utilités des différents individus sont incommensurables? Qu'est-ce que la justice, si la valeur est subjective? La théorie économique se dépouille avec les néo-marginalistes de tout caractère normatif et de tout finalisme. Elle devient neutre en morale et en politique, comme en psychologie. Elle vise à l'objectivité pure. La seconde école de Vienne est une école scientifique. Elle n'a plus — elle prétend en tout cas ne plus avoir — de doctrine.

Le troisième groupe de théoriciens issus de la découverte de 1871, c'est l'école anglaise, c'est-à-dire principalement l'école de Cambridge. Un grand nom la domine : celui d'Alfred Marshall. Mais les Anglais qui tiennent si fort aux traditions répugnent à l'orthodoxie. De Pigou à Robbins² et de Hawtrey à Keynes, les divergences sont nombreuses : elles ne portent pas seulement sur des points de doctrine particuliers, mais sur les tendances générales. Et de l'école anglaise on peut encore rapprocher tout le courant qui se rattache aux États-Unis à John Bates Clark, et en Scandinavie à Wicksell et à Myrdall³.

1. C'est Vilfredo Pareto qui a substitué le mot d' « ophélimité » à celui d' « utilité » dans le vocabulaire de la théorie économique moderne de langue française.

2. Le professeur Lionel Robbins enseigne à la *London School of Economics*. L'« école de Londres » s'oppose par plus d'un trait à celle de Cambridge. Relativement à cette dernière, ses tendances la rapprochent du néo-marginalisme viennois.

3. [Note de la troisième édition.] Ce texte de 1944 suggérait de voir Keynes et les Suédois dans le prolongement de la tradition marshallienne, plutôt qu'en réaction contre elle. Je n'avais pas mesuré la portée « révolution-

La plupart des économistes anglais — à la suite d'Alfred Marshall — refusent d'opposer l'utilité marginale à la construction classique. Pour eux le marginalisme n'est qu'un perfectionnement du système de Ricardo et de Stuart Mill. Les Anglais de l'école de Cambridge recourent volontiers aux mathématiques. Mais de préférence à l'algèbre ils utilisent la géométrie, non seulement comme mode de figuration de la théorie, mais comme méthode de raisonnement. Les *Principes d'économie politique* de Marshall, qui ont paru en 1890, sont remplis de figures de géométrie. Courbes d'utilité marginale, courbes de coûts marginaux, de coûts moyens, de coûts totaux, de demandes, d'offres, de recettes marginales, tels sont les instruments de raisonnement des auteurs anglais. Et les différentes courbes ainsi utilisées délimitent des surfaces qui ont elles-mêmes une signification économique. Cette substitution de la géométrie à l'algèbre témoigne chez les économistes anglo-saxons d'un souci de parler aux yeux plutôt qu'à l'esprit, et de fournir une vision suggestive de l'équilibre économique, au lieu d'en démontrer seulement l'existence au bout d'un long raisonnement discursif.

Le souci du concret inspire constamment la démarche intellectuelle des économistes anglais. Pour eux l'économie politique même théorique est appelée à guider la politique économique. Le but de leurs travaux, c'est toujours plus ou moins de trouver les recettes du *welfare*, du bien-être des hommes. Il s'agit beaucoup moins de contempler les harmonies économiques universelles ou de définir l'équilibre économique général, que de découvrir certaines lois de détail, directement applicables à l'interprétation du réel et à l'action sur le réel. Pour cela, il ne faut pas acheter une précision théorique superflue au prix d'une complication excessive des hypothèses ou d'une élévation trop grande du point de vue. C'est à un tel souci que répond sans doute la méthode chère à Marshall dite de « l'équilibre partiel ». Elle consiste dans l'étude d'un problème limité, dont on ne retient que les données les plus directes et les plus importantes,

naire » (cf. Lawrence Klein : *The Keynesian revolution*) de la *General Theory*. Tout dépend du reste du recul que l'on se donne pour considérer Marshall et Keynes. L'une et l'autre perspective peuvent être éclairantes.

en supposant arbitrairement les autres immobiles et neutres. C'est ainsi qu'on analysera l'effet d'un droit de douane sur les grains importés en Angleterre en supposant qu'il fait varier seulement la quantité et le prix du grain consommé et produit en Angleterre : donc en négligeant les répercussions qu'il entraîne par le jeu de la succédanéité et de la complémentarité sur l'offre et la demande des autres marchandises. C'est ainsi encore que fréquemment, pour dresser la courbe des demandes d'un produit, on suppose que l'utilité marginale de la monnaie ne varie pas quelle que soit la quantité de ce produit qu'achète l'individu ou la collectivité étudiés. Pour pratiquer cette méthode avec fruit, on est amené à raisonner sur des secteurs étroits du champ de l'activité économique : sur un individu, sur une entreprise, sur une année. On peut alors, sans trop trahir la réalité, négliger un certain nombre de facteurs, et dégager des relations simples et approximatives entre le petit nombre de ceux qui restent dans ces conditions prépondérants.

Une autre caractéristique des Anglais, qui reflète encore leur répugnance à l'abstraction pure, c'est que volontiers ils intègrent aux hypothèses de la théorie économique des données sociologiques, ou des données irrationnelles de la psychologie collective, telles que par exemple l'attachement des ouvriers au montant *nominal* de leurs salaires, et d'une façon générale l'importance du prix exprimé en monnaie. Tandis que Walras se place — du moins au point de départ de sa construction — dans l'hypothèse du troc, les Anglais font toujours intervenir la monnaie dans leurs raisonnements, et lui prêtent un rôle actif et primordial. C'est dans le domaine de la monnaie, du crédit et de la politique monétaire et bancaire que les théoriciens anglais ont fait faire à la science économique le plus de progrès. Et les vues nouvelles qu'ils apportent se recommandent par la finesse plus que par la rigueur. L'opinion, les oscillations d'humeur du public jouent un grand rôle pour la pensée économique anglaise. Une telle tendance est particulièrement nette chez un Keynes, qui fait de l'anticipation des bénéfices ou des pertes à venir l'un des facteurs des courbes d'offre et de demande qui servent de base à sa théorie de l'équilibre.

Par sa méthode essentiellement déductive, par son langage marginaliste, par l'essentiel aussi bien de ses conclusions, l'école anglaise se rapproche étroitement de celle de Lausanne et de celle de Vienne. Elle s'en distingue en revanche par ce contact qu'elle garde toujours avec la réalité concrète, et qui reflète sur notre terrain les tendances générales de l'esprit anglo-saxon. Grâce à sa méthode de l'équilibre partiel, à son souci constant des conclusions pratiques, l'école anglaise échappe au soupçon de stérilité qui pèse sur la théorie mathématique de l'équilibre général, et sur les subtiles disputations des professeurs viennois. Et les théoriciens de l'école anglaise n'ont pas, à l'instar de Pareto et des néo-marginalistes autrichiens, délibérément tenté de purger leur science de tout arrière-plan philosophique. Ils ne sont pas assez systématiques, ils sont trop traditionalistes pour cela. Mais ils n'ont guère de préoccupations philosophiques. Leur doctrine — qui reste la plupart du temps sous-entendue — n'est ni bien profonde ni bien nouvelle : c'est encore l'hédonisme humanitaire et le déterminisme optimiste d'Adam Smith. Les progrès modernes de la théorie ont conduit en Angleterre à de nombreuses et précieuses recettes d'art économique, principalement dans le domaine monétaire; ils n'ont point informé une doctrine nouvelle, au large sens que nous donnons à ce mot.

L'essor considérable des études théoriques, l'élaboration d'une théorie économique nouvelle, universelle, indiscutée — bien que des nuances subsistent entre les écoles — est sans doute le trait caractéristique essentiel de la période qui s'est écoulée entre la découverte du principe de l'utilité marginale et notre temps. Beaucoup de théoriciens pensent même avec l'Anglais Hicks que la construction de la théorie économique pure n'est pas loin d'être terminée. Gardons-nous de les en croire trop vite! Il n'y a pas cent ans que déjà Stuart Mill disait la science économique presque achevée : seule l'école classique anglaise approchait de sa fin. Partisans et critiques avaient sans doute épuisé toutes les virtualités de ses catégories et de ses hypothèses. Une fois que l'on a complètement labouré un champ clos, il faut changer de terrain; une fois que l'on a poussé la discussion d'un problème

jusqu'à l'enfermer en des sophismes qui le rendent insoluble, il faut de nouveau brouiller les cartes. Le monde attend l'économiste de génie qui bientôt peut-être s'en chargera.

LE DÉVELOPPEMENT MODERNE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE POSITIVE.

Les études économiques se sont encore développées, au cours de la période moderne, dans une autre direction. Grâce aux progrès de la documentation statistique et des méthodes d'élaboration des statistiques, une économie positive s'est constituée, dont il nous faut maintenant évoquer les traits. Tandis que les écoles théoriques visent à faire de l'économie politique une science rationnelle, celles dont nous allons maintenant parler l'ont voulu constituer en science expérimentale sur le modèle des sciences de la nature. Il s'agit d'éliminer le raisonnement de la discipline économique, de la faire reposer exclusivement sur la constatation de séquences régulières de phénomènes économiques. L'ambition scientifique des économistes positivistes dépasse celle de l'école historique allemande; ils ne visent pas seulement à enregistrer des faits, mais à découvrir des lois, des relations générales et nécessaires entre les phénomènes. Seulement, ces lois, ils se prétendent borner à les constater, sans chercher à les comprendre ni à les expliquer.

L'économie positive a deux grands foyers de culture : la France et les États-Unis. En France, elle procède essentiellement de la tradition positiviste d'Auguste Comte, dont la sociologie durkheimienne est directement inspirée. Aux États-Unis, elle se rattache à l'influence de l'école historique allemande, qui depuis 1880 est prépondérante outre-Atlantique.

En France, le plus grand nom de l'économie positive est celui de François Simiand¹. Philosophe et non pas économiste de formation, Simiand professait un déterminisme scientiste et

1. L'attitude de Simiand a beaucoup inspiré celle de Gaëtan Pirou. Cf. de ce dernier, en particulier : *Introduction à l'étude de l'économie politique*, Sirey, 1939.

un monisme épistémologique qui devaient le conduire à traiter des sciences sociales à la manière des sciences de la nature. C'est sans doute pour faire la preuve de la fécondité d'une méthode dont sa philosophie affirme la vocation universelle qu'il s'est engagé dans les études économiques. Deux phénomènes surtout l'attirent parce que l'étude purement objective des faits y semble susceptible de conduire à des conclusions certaines que jamais le raisonnement n'eût suffi à fonder : l'influence de la production de l'or sur les prix, et la conjoncture. En François Simiand, l'homme est socialiste, syndicaliste, conseiller de la C. G. T. C'est là le domaine de l'action : du sentiment. Mais l'économiste conclut statistiques en mains que les grèves et l'action syndicale sont sans influence notable sur l'évolution des salaires, laquelle obéit à d'autres lois. On sent qu'une préoccupation de méthode hante Simiand à chaque pas de sa recherche. Il n'a qu'une idée préconçue : celle de n'en pas avoir. Sa doctrine, c'est qu'il ne faut plus de doctrines en économie politique.

L'école positiviste américaine bénéficie d'un outillage statistique et d'une ambiance de laboratoire inconnus en Europe. Elle a pour chef Wesley C. Mitchell. C'est de l'activité scientifique de Mitchell qu'est issu le Comité de Harvard dont les efforts pour prévoir les crises économiques ont déclenché toute une série de controverses et inspiré — non pas toujours heureusement, mais comme il est facile à ceux qui disposent de recul pour juger de se montrer sévères! — la politique monétaire des États-Unis entre les deux guerres. Les différents « Instituts de Conjoncture » qui ont été fondés en différents pays, — celui de Berlin, qu'anime le professeur Wagemann; celui de Louvain qu'illustre le nom du professeur Baudhuin; enfin le dernier en date, l'Institut de Conjoncture français confiés à M. Sauvy¹, — procèdent de cette influence.

Les économistes positifs d'outre-Atlantique sont beaucoup moins préoccupés que leurs émules de l'Ancien Continent de

1. [*Note de la troisième édition.*] Aujourd'hui fondu dans *L'Institut national de la Statistique et des Études économiques*, qui dépend du ministère de l'Économie nationale et que dirige le professeur André Piatier.

faire la philosophie de leur méthode. Ils n'ont point comme eux l'habitude de présenter leurs recherches positives comme des arguments contre l'économie rationnelle. Pour eux, il n'y a pas d'opposition entre la théorie et la science expérimentale¹. Les mathématiques servent à élaborer les statistiques tout comme à préciser les conditions théoriques de la formation des prix et de l'équilibre des marchés. Par leur intermédiaire, il faut viser à opérer la jonction de la théorie et de la science expérimentale, dont les démarches respectives ne sont point parallèles, mais convergentes. Henry Ludwell Moore cherche à construire une « économie synthétique »; une telle ambition est celle, aussi bien, des économètres.

En attendant, théorie et science positive économiques modernes se rencontrent en ceci, qu'elles tendent l'une et l'autre à se passer de tout postulat philosophique, et à dépouiller tout élément subjectif. Ce n'est là certes qu'une tendance. Jamais une pensée ne saurait être tout à fait compartimentée ni tout à fait impersonnelle. Mais l'objectivité pure est ce que théoriciens et économistes positifs modernes s'accordent à tenir pour l'idéal à poursuivre. Ils ne cherchent pas à s'exprimer eux-mêmes dans leurs travaux économiques, mais à enrichir la science de nouvelles découvertes, qui puissent ensuite passer dans le patrimoine consolidé d'une discipline exacte et commune.

DÉCLIN DE LA DOCTRINE?

Ainsi beaucoup d'économistes modernes se défendent d'avoir une doctrine, ou bien avouent leur impuissance à la formuler. Plutôt que des disciples, ils forment des élèves : qui leur doivent une méthode plutôt qu'une orientation idéologique. Cantonnés

1. [Note de la troisième édition.] A noter que c'est surtout des progrès de l'économie positive, — et particulièrement de l'étude statistique de la conjoncture — qu'est issue la « révolution macroscopique ». Un renouvellement *théorique* a donc été le fruit indirect d'études *positives*, qui du même coup, ont provoqué cette *jonction* de l'économique rationnelle et de l'économique expérimentale, dont la préface de la présente édition souligne à la fois la nouveauté et l'importance.

dans la théorie pure ou les travaux scientifiques précis et impartiaux, ils abandonnent volontiers aux autodidactes ou aux profanes le domaine des réflexions générales et des grandes controverses. Lisez le beau petit livre de G. Pirou sur *Les Doctrines économiques en France depuis 1870* : vous n'y trouverez, parmi tant d'auteurs étudiés, qu'une minorité infime d'économistes professionnels. Et c'est pourquoi peut-être la plupart des doctrines modernes ne font guère que prolonger, en les adaptant plus ou moins à d'autres conditions historiques, celles du passé. Elles intègrent rarement les apports récents de la science économique. Les auteurs de doctrines — qui pullulent, mais de nos jours sont souvent des philosophes¹, des publicistes, des journalistes ou des hommes d'action, et non point des économistes — les ignorent le plus souvent. Il semble qu'il se soit produit, depuis trois générations, une sorte de séparation entre les savants d'une part, de l'autre les penseurs et les hommes d'action. Cela peut-être a servi momentanément les progrès de la science, mais tend à stériliser la doctrine².

La plupart des chefs et des doctrinaires du socialisme moderne ont presque tout ignoré des progrès récents de la science économique et de la théorie marginaliste. Ils se contentent ordinairement de thèses très superficielles, sans solide fondement économique, sans grande portée doctrinale. Pendant ce temps, des auteurs plus ou moins extérieurs au mouvement socialiste, comme Lederer, Karl Landauer, Dickinson, M. Robert Mossé se sont proposé d'édifier une théorie économique du socialisme. Avec eux le socialisme devient une construction logique à partir d'un faisceau d'hypothèses particulières (étatation des biens capitaux, planification de la production) : donc une

1. Dans l'admirable livre de Bergson : *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, quelques courts passages sur le machinisme et la population paraissent témoigner d'une connaissance un peu rudimentaire des mécanismes économiques. Qui donc se voudrait donner le ridicule d'en faire grief à l'auteur ?

2. Sur l'ensemble des matières dont nous abordons maintenant une revue très incomplète, le lecteur pourrait se reporter avec grand profit à l'ouvrage de G. Pirou : *Néo-libéralisme, Néo-corporatisme, Neo-socialisme*, Gallimard, 1939.

branche de la science plutôt qu'une doctrine. Contre eux MM. Ludwig von Mises, Hayek, Halm ont essayé de démontrer le caractère logiquement boiteux de tout système intermédiaire entre le communisme intégral et l'économie de concurrence bilatérale; et qu'à défaut d'un marché libre des produits, des facteurs productifs, *et des biens capitaux*, les préférences des consommateurs ne peuvent aucunement s'exprimer, ni orienter la production. Ces intéressantes controverses sont restées méconnues des hommes qui occupent l'avant-scène de la pensée socialiste. Depuis Karl Marx (prolongé par Lénine) on ne saurait dire qu'aucune grande doctrine socialiste ait vu le jour. Si ce n'est peut-être celle de M. Henri de Man? Mais elle s'appuie encore sur le marxisme dont elle prend le contrepied, et qu'elle s'efforce à dépasser.

Le libéralisme de type classique a survécu à la théorie de Smith et de Ricardo. Mais rares et isolés sont les auteurs qui comme M. Ludwig von Mises ou M. Walter Lippmann, se sont préoccupés de fonder la doctrine de l'abstention de l'État sur la théorie économique moderne, ou de l'adapter aux conditions nouvelles qu'entraîne l'extension spontanée du monopole privé.

Parmi les « écoles intermédiaires », on pouvait distinguer, avant la guerre de 1914, des réformistes, des solidaristes, des coopératistes, des chrétiens sociaux... A vrai dire, il s'agit là de courants plutôt que de doctrines à proprement parler. En tout cas, la base scientifique de ces divers témoins de l'aspiration vers une « tierce solution » est restée extrêmement ténue. Les auteurs de ces diverses écoles ont rarement eu des connaissances économiques approfondies. Ou bien ils se sont abandonnés à quelque opportunisme sans contenu intellectuel, ou bien ils s'en sont tenus à des schèmes doctrinaux qui procédaient de principes moraux et juridiques, et ne parvenaient pas à rejoindre la réalité économique.

Et sans doute, dans le secteur des « doctrines intermédiaires » un effort beaucoup plus sérieux du point de vue scientifique a été fait entre les deux guerres. Le corporatisme, issu de préoccupations essentiellement politiques et prolongé de réalisations dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles répondent fort mal

Le livre de M. Noyelle envisage donc le problème économique à la fois en fonction de la théorie, de l'histoire, de la réalité présente et d'une philosophie personnelle.

.....

Il est temps maintenant de clore et de conclure cette brève revue à vol d'oiseau — nécessairement très arbitraire et incomplète ¹. En général, les économistes du troisième cycle ont enrichi considérablement nos connaissances techniques relatives à la monnaie, au crédit, aux problèmes du commerce international, à la conjoncture, à l'art de la politique économique. Mais peu d'auteurs à notre époque se sont sentis l'audace d'intégrer une interprétation d'ensemble de la vie économique à une conception générale de l'homme et du monde. On chercherait peut-être vainement parmi les œuvres des soixante dernières années une très grande doctrine économique, à la fois philosophiquement profonde et scientifiquement féconde. Comme la philosophie, il semble que l'économie politique traverse une sorte d'éclipse des systèmes. La source serait-elle donc tarie des évangiles économiques, tels que furent jadis l'œuvre des physiocrates, celle des saint-simoniens, celle de Marx?

L'émiettement des connaissances a été une condition des progrès de la science. Il en est aussi la rançon. Il ne constitue pas en soi un progrès. La doctrine sans doute a précédé la science, car l'idée de l'autonomie des diverses disciplines intellectuelle est relativement récente. Mais la science ne saurait détrôner la doctrine. Il s'avère souvent fécond, mais il reste toujours artificiel d'isoler les domaines. La spécialisation n'est

1. Une de ses lacunes les moins pardonnables consiste à n'avoir point analysé l'« universalisme » du Professeur viennois Othmar Spann. Nous avons pensé ne pouvoir le faire utilement dans le cadre trop restreint du présent chapitre.

Depuis la crise de 1929, la secousse subie par le capitalisme, le développement de l'intervention de l'État ont provoqué un courant d'opinion en faveur d'une formule nouvelle, à vrai dire assez mal définie : « l'économie dirigée ». Dans un livre de 1934¹, M. Noyelle a proposé une doctrine « directionniste ». M. Noyelle commence par faire la critique interne de l'« utopie libérale », qui repose sur quatre principes : l'intérêt personnel, la liberté, la concurrence, la responsabilité. Construction boiteuse, car l'intérêt personnel peut fort bien inciter les hommes à user de leur liberté pour limiter la concurrence et éviter la responsabilité. Laissé à ses seules forces, le système n'est pas équilibré. L'État intervient alors nécessairement. En fait, M. Noyelle montre qu'en 1933 ni la production, ni la monnaie, ni le crédit, ni le commerce international, ni la fixation des salaires ne sont abandonnés à l'automatisme du marché; mais qu'ils sont dirigés. Non pas certes en vertu d'une doctrine systématique, mais pour répondre à des nécessités empiriques. En admettant qu'elle ait jamais été réalisée, l'utopie libérale est morte. Est-ce à dire qu'il lui faille substituer le socialisme? Chimère, dit M. Noyelle. Les hommes ne sont point assez disciplinés ni la machine gouvernementale assez perfectionnée pour qu'un ordre autoritaire puisse être totalement substitué à l'initiative privée, et un mobile de service social au mobile de l'intérêt personnel. Contentons-nous donc du compromis que d'eux-mêmes les faits ont suscité entre l'utopie libérale et la chimère socialiste. Délivrons-nous de la soif du système. La réalité est trop complexe et trop mobile, pour se laisser plier aux plus ingénieux de ceux que nous pourrions imaginer. Conservons ce complexe d'initiative individuelle, d'association privée, d'initiative étatique qui s'est spontanément institué. Mais n'adhérons point seulement au régime que les faits ont forgé : prenons l'orientation qu'ils nous révèlent. Directionnisme : M. Noyelle entend signifier par là qu'il accorde le préjugé favorable à toute mesure nouvelle d'économie dirigée que les besoins de la pratique viendraient à suggérer; mais qu'il se défend d'adhérer à aucun plan préconçu.

1. H. Noyelle, professeur à la Faculté de Droit de Paris : *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Sirey, 1934.

aux intentions proclamées, a cependant trouvé parmi les économistes des défenseurs qui se sont efforcés de lui donner l'aspect d'une doctrine économique élaborée. Certes ni Gottfried Feder, l'auteur des dix-huit points du programme économique du parti national-socialiste, ni même Ugo Spirito, le théoricien du régime économique fasciste italien, ne sont des économistes. Mais en Italie et en Allemagne, des professeurs, économistes qualifiés, ont entrepris de construire une doctrine économique corporatiste, intégrée à une philosophie générale (*Weltanschauung*), et appuyée sur la théorie économique la plus moderne. Luigi Amoroso, par exemple, a construit la théorie pure du corporatisme, avec les instruments d'analyse du néo-marginalisme. Mais fascisme et national-socialisme, — dans la mesure où on peut leur définir une pensée organique — sont des philosophies de l'histoire et des philosophies politiques plutôt que des doctrines économiques. L'un et l'autre préconisent d'ailleurs la subordination de l'économie au politique, professent un relativisme intégral en matière économique, nient l'existence des lois économiques naturelles et voudraient réduire notre discipline à n'être qu'un art. Ce sont des doctrines anti-économiques.

En France, tous les anciens courants doctrinaux ont continué d'avoir leurs représentants, à la pensée plus ou moins teintée d'éclectisme et pour autant quelque peu décolorée — plus ou moins adaptée aussi aux progrès de la théorie et aux modifications de structures économiques. Mais ce ne sont là que des replâtrages.

Un nom peut-être vient à l'esprit du lecteur, celui de Georges Sorel dont l'œuvre émerge en cette période où — relativement au siècle précédent — l'économie politique française manque manifestement de relief. La pensée de Sorel, apôtre de la violence, théoricien du mythe social, doctrinaire du mouvement et de l'action révolutionnaires, est un mélange de marxisme et de bergsonisme. Elle reflète surtout un vigoureux tempérament. Elle doit peu à l'économie politique. Pour beaucoup Sorel est un maître de vie; on en fait déjà plus difficilement un maître à penser. Il n'est pas un auteur de doctrine économique.

qu'un procédé de recherche et de classification des connaissances. Il importe aux hommes de refaire sans cesse leur synthèse intellectuelle, constamment enrichie de nouveaux apports, et modifiée pour les intégrer.

Cissé, août 1942. — Poitiers, mars 1944.

DOCUMENT

PRÉFACE DE LA TROISIÈME ÉDITION (1953)

Préface, appendice ? Comme chacun voudra. Chez le lecteur averti, ces pages voudraient prévenir divers malaises auxquels, abondant d'emblée le texte de l'ouvrage, il se trouverait exposé. En revanche, le lecteur profane ou novice sera peut-être mieux avisé de commencer par la « Petite Histoire » quitte à conserver pour la fin les réflexions que voici.

Il sied mal d'écrire de ses propres écrits. La réimpression que les Éditions Génin veulent bien entreprendre de ce petit livre qu'elles ont recueilli appelle toutefois quelques excuses et justifications. Je les ferai brèves autant que possible. D'avance, le lecteur les veut-il pardonner ?

Onze ans sont écoulés depuis qu'en ce même coin de la campagne poitevine où je viens de le relire, j'ai composé l'opuscule que voici. En mesurant combien depuis lors il a vieilli, me voilà pris de vertige. Peut-être aucun genre littéraire n'est-il après tout plus éphémère, plus transitoire, plus instable que l'historique. L'éclat des femmes du Sud est moins vite flétri que l'actualité d'un livre d'histoire. Les documents, eux, ne vieillissent pas : ils datent. Ils ont une date, ils portent leur date, ils la gardent, ils datent de leur date. Ce qui vieillit, c'est l'interprétation, le commentaire, la perspective de l'historien. Chimène toujours est aussi jeune ; mais la poussière a tôt fait de recouvrir toutes ces thèses consacrées à Corneille qu'à chaque génération couronne l'*Alma mater*. C'est bien pourquoi l'on continue d'en faire ! — Déjà ce petit livre ne serait-il plus qu'un document pour servir à l'histoire de l'histoire des doctrines économiques ?

Il me restitue les parfums âpres et toniques du temps de l'occupation nazie. L'actualité qui pesait alors sur nos esprits n'envahissait pas nos vies. Nous lisions peu les journaux, il n'y avait pas de revues, les relations se trouvaient réduites au précieux commerce d'amis librement choisis, les déplacements étaient rares. Nous vivions oubliés sur une voie de garage, au milieu du fracas des grandes manœuvres. Le drame ambiant commandait d'user dignement de ces loisirs qu'il prodiguait. J'aidais ici durant le jour un cultivateur à rentrer ses gerbes d'un blé précieux, mûri sans engrais. Et lorsque le déclin du soleil avait désigné la dernière charrette, je m'en allais parmi les vieux auteurs rassembler ma propre moisson d'idées, de souvenirs, d'exemples. Au soir des chaudes journées d'été, ils me rendaient la fraîcheur des origines de notre civilisation en péril. Le commerce de l'histoire ne

m'offrait pas seulement une évasion loin d'un présent chargé d'angoisses, mais aussi bien, selon le beau mot de Péguy, un ressourcement, propre à rajeunir l'esprit et le cœur. L'histoire est école de sérénité, de fermeté, d'abnégation. Du courant des siècles elle fait émerger ce qui demeure, ce qui résiste, ce qui vaut. Le souvenir des grandes aventures que nous avons derrière nous affermit nos pas sur les chemins de l'avenir. Il nous enseigne à ne nous point laisser ébranler par les remous éphémères, si violents soient-ils. Je ressens encore la reconfortante douceur de ces heures paisibles et pleines que j'ai vécues en compagnie des héros de la pensée économique. Ce petit livre fut un bon compagnon : il a soutenu mes pas pour franchir de sombres années. (*)

Il porte leur marque encore, parfois naïvement transparente. Sur les physiocrates j'ai passé des colères qui visaient de bien plus proches bons apôtres du retour à la terre. En Saint-Simon je voyais le prophète de la reconstruction et du développement. Et certes — n'eussent été les circonstances — je n'aurais ni ressenti le même attrait ni montré cette faveur — qui me frappe et me heurte à la relecture — pour Karl Marx. Mais quoi ? Marx était alors officiellement à l'index. On avait retranché toute mention de ses œuvres du catalogue de la bibliothèque universitaire de Poitiers. Il était le bouc émissaire officiel. Les autorités les moins autorisées pour en connaître galvaudaient de sa doctrine les plus déshonnêtes contrefaçons, les plus inintelligentes réfutations. A travers lui l'on visait et l'on atteignait d'authentiques et précieuses valeurs. Qui donc eussé-je été si, muni du visa de la censure allemande, j'avais choisi ce moment-là pour lui décerner quelque coup de pied de l'âne ? Il est des circonstances où l'indignité consiste à dire la même chose que la radio. En Karl Marx alors je reconnaissais le champion de la raison contre un sentimentalisme en putréfaction, le champion d'une sociologie scientifique en face d'un moralisme déliquescents, le champion des lumières en face d'un romantisme cosmique et sombre, le témoin de l'histoire et de ses viriles contraintes contre un volontarisme monstrueux et malfaisant. La fermeté dialectique de son système défiait et confondait ceux-là qui sous d'idéalistes ronronnements déguisaient alors leur faiblesse d'esprit et de cœur. Cependant les disciples de Marx déployaient l'héroïsme que l'on sait. Depuis les rives du Don jusqu'aux maquis de nos villages, où beaucoup mêlaient de ferveur marxiste l'amour de la patrie opprimée. Marx était l'ennemi de nos ennemis. Quand la guerre est là — et quelle que soit sa température — il n'y a jamais que deux camps possibles. Le troisième, qui volontiers se rengorge et croit supérieur, dégage toujours quelque odeur de lâcheté, du moins intellectuelle. Non, le moment n'était pas alors venu de mettre l'accent sur ce que le marxisme a de barbare. Une autre barbarie nous opprimait, et le marxisme la combattait. Aujourd'hui que je vois la nation française menacée dans son essence et dans son existence par le marxisme du dehors et par celui du dedans (qui de beaucoup déborde les frontières du parti communiste), les mêmes raisons qui m'inclinaient à ce parti pris sympathique ne pourraient jouer qu'en sens contraire.

C'était dans les meilleures intentions du monde que — pensant ainsi faire à Marx la partie plus belle — je m'étais appliqué à minimiser dans l'économie de son système le rôle de la théorie de la valeur : parce que la sienne me paraissait

(*) Note de l'éditeur : Nous rappelons que Daniel Villey avait dédié cette « petite histoire » écrite en 1943 à trois amis à ce moment-là prisonniers de guerre : Léopold Géricot, Carlos Haustrate et Léon Buquet.

et me paraît encore scientifiquement insoutenable. Du seul point de vue exégétique, je ne suis pas encore convaincu que j'aie eu tort. Le temps me manque pour reprendre aujourd'hui les textes sur lesquels je m'étais fondé. Peut-être est-il exact que j'avais un peu trop subi la séduction d'interprètes à vrai dire bien séduisants, mais peut-être trop intelligents pour être sûrs, tels qu'Arturo Labriola (1), George Sorel (2) ou mon ami Marcel Moré (3). Des amis marxissants, et non moins férus d'orthodoxie marxienne, m'en ont fait reproche. En revanche, j'ai reçu d'eux certaines louanges qui m'ont semblé porter à faux, comme l'expliquera une note nouvellement insérée page 229. Ces critiques et ces applaudissements m'ont révélé comme dix ans savent changer la signification d'un texte...

Le sens des mots, des phrases, des thèses même a changé. Comme moi. Comme les constellations de la politique internationale. Cependant l'histoire des doctrines économiques s'est enrichie de prolongements considérables. L'écoute quotidienne de la B.B.C. nous faisait illusion, et nous ne savions pas à quel point en réalité nous étions coupés du monde anglo-saxon. Des livres, des nouvelles scientifiques nous parvenaient bien d'au-delà de la mer, mais faute d'imaginer l'ambiance du monde libre, nous les savions mal interpréter. C'est au début de 1943 — cependant que je rédigeais cet opuscule — que j'ai lu la *Théorie générale* de Keynes, parue depuis 1936. Mais, non plus d'ailleurs que beaucoup d'économistes continentaux, je n'en ai su dès l'abord ni mesurer la portée, ni pressentir le destin. Ma *Petite Histoire* mentionne Keynes une ou deux fois, mais sa conception relève d'une mentalité parfaitement prékeynésienne. Un jour, avec le recul du temps, peut-être pensera-t-on que c'était là son moindre défaut. C'est aujourd'hui ce qui la fait si démodée.

De même que l'action scénique d'une pièce de théâtre prend tout entière appui sur le dénouement dont elle fraye le chemin, ainsi toute construction historique a pour centre de gravité le *terminus ad quem* de son champ d'études. Ma petite histoire aboutissait au néo-marginalisme, pour lequel à l'École pratique des Hautes Études, notre maître M. François Perroux nous avait, durant les dernières années de l'avant-guerre, communiqué son enthousiasme. Les Viennois entendaient émanciper la science économique de tout encadrement doctrinal. Ils avaient entrepris de construire une pure logique des choix, parfaitement rigoureuse et autonome. Or, sur les lignes qu'ils lui avaient assignées, la théorie économique arrivait au bout de son chemin. Le néo-marginalisme rencontrait le mur de ses propres limites, et devant ce mur les Autrichiens et leurs disciples se livraient à des piétinements de plus en plus stériles à mesure qu'ils se faisaient plus raffinés. Il m'a semblé que toute théorie sans doctrine ne pouvait aboutir qu'à des impasses de ce genre. J'opinais que pour se renouveler la science économique avait besoin de reprendre un bain de réflexion doctrinale. Et sur le plan de la théorie j'appellais

(1) Arturo Labriola : *Karl Marx, l'économiste, le socialiste*, traduction française publiée à la Librairie Marcel Rivière, Paris, 1909.

(2) Georges Sorel : *La Décomposition du marxisme*. Et sa participation à une discussion de la Société française de Philosophie, 1902. Et surtout sa préface à la traduction française de l'ouvrage suscité de Labriola.

(3) Marcel Moré : *Les Années d'apprentissage de Karl Marx*, cinq articles parus dans *Esprit*, avril 1935, juin 1935, septembre 1935, octobre 1935 et janvier 1936 et qui insistent sur le caractère humaniste du matérialisme historique.

de mes vœux « l'économiste de génie qui viendrait de nouveau brouiller les cartes » (p. 244) et distribuer un nouveau jeu de concepts pour une nouvelle partie théorique. Or, cet « économiste de génie », — dont j'évoquais ainsi l'apparition dans les ténèbres, — Alain Barrère affirme que « nous l'avons obtenu : avec Keynes et sa *Théorie générale* (4) ». C'est peut-être exagérer. Keynes a dégelé sans doute les coagulations usées de la théorie antérieure, disloqué des agrégats de concepts devenus stériles, déclenché une grande débâcle des catégories et des mécanismes. Il a débloqué la théorie économique sur le point de s'enrayer. De cet aspect négatif de son œuvre, qui peut contester la fécondité ? Cela seul suffirait à mettre le génie de Keynes hors de la portée de nos réserves. Quant à sa construction personnelle, possède-t-elle vraiment cette consistance que supposent les longs destins ? Les contours des concepts fondamentaux de la théorie keynésienne sont-ils à cet effet suffisamment précis ? Est-ce que pour cela ses hypothèses ne seraient pas trop empiriques, trop transitoires, trop contingentes, trop spéciales, souvent trop irrationnelles ? Keynes eut le mérite d'imposer à l'économie politique un salutaire demi-tour. Mais parfois je le soupçonne de ne l'avoir dégagée de l'impasse néo-classique que pour l'engager à son tour sur un terrain vague, ou si l'on veut dans des sables mouvants. Dans le champ de la pensée keynésienne, il semble que tous les chemins se perdent, et que l'on manque de points de repère. Et puis Keynes est en train de subir la grande épreuve, le suprême châtement que le Prince des Démons tient en réserve pour les grands hommes : la foule des disciples, qui « sautent dans le wagon », et ont tôt fait d'essouffler la locomotive. Ils dissèquent, extrapolent, déforment, caricaturent. Une excessive admiration de convention les prive du recul qui serait nécessaire à l'intelligence de ce dont ils ratiocinent. Le fléau des disciples est tout spécialement cruel à l'œuvre de Keynes, qu'ils vident de ses sucres les plus savoureux : la fantaisie, l'humour au sein même de la rigueur théorique : autant dire le génie. Quoi qu'il en soit, Alain Barrère — qui n'est pas un disciple, et pour qui ne sont pas les traits ci-dessus décochés contre ce genre de fléau — a sûrement raison : depuis dix ans l'univers scientifique de l'économiste s'est renouvelé, d'autres systèmes ont recouvert ceux où convergait mon étude. Le point de chute de l'histoire des doctrines économiques n'est plus le même. Si grand que soit Keynes, il ne s'agit pas de lui seul. Beaucoup d'autres végétations scientifiques ont surgi depuis deux ou trois décades sur ce champ que laboure l'économiste, et l'ont rendu méconnaissable. Il y a eu l'École de Cambridge (avec Pigou, même avant Keynes) et « l'économique du bien être », qu'elle prétend substituer à « l'économique de la valeur ». Il y a eu les développements de la pensée suédoise, et les rebondissements de la tradition de Wicksell sur les thèmes keynésiens. Il y a eu en 1940 le grand ouvrage de Schumpeter sur le capitalisme. Et les *white papers* britanniques, et la promotion universelle de la comptabilité sociale. Il y a eu l'essor de l'économétrie, et l'analyse *input-output* de Léontief, et la *Théorie des jeux* de Neumann et Morgenstern. Tout cela fait à l'économiste français de 1953 un paysage intellectuel tout différent de celui auquel il était récemment encore habitué. Sans doute en 1944 cet univers nouveau était-il au-delà des mers déjà conçu, sinon tout à fait né. Je ne le réalisais pas clairement encore.

(4) Alain Barrère : *Théorie économique et impulsion keynésienne*, Paris, Dalloz, 1952, p. 2.

Si je devais maintenant écrire une petite histoire des grandes doctrines économiques, elle aurait quatre et non plus trois parties (5). Après la période pré-scientifique, la période classique et la période moderne, qui servent de cadre au présent opuscule, j'en détacherais une nouvelle, que l'on pourrait étiqueter « contemporaine ». Elle prendrait origine dans la seconde moitié de l'entre deux guerres, au cours de ce que les Anglo-Saxons appellent les *thirties*. Et de même que j'avais situé dans la découverte par Quesnay de l'ordre naturel le point de départ de la pensée classique, et fait commencer la période moderne à l'invention de la marge, ainsi marquerais-je l'aube de la quatrième période au signe d'un nouvel eurêka, d'une troisième mutation scientifique. Celle-ci sans doute apparaîtrait moins soudaine, moins éclatante, moins nettement localisée et datée, moins consciente aussi que les précédentes. Mais non pas moins radicale. Appelons-la simplement : la révolution macroscopique. Non que cet inélegant adjectif sache rendre compte de toutes les nouveautés des vingt dernières années (la théorie des jeux par exemple n'a rien de macroscopique). Mais parce que le caractère essentiel de la pensée économique contemporaine paraît bien consister en ceci : qu'elle a détourné son attention de l'élément économique isolé pour la porter sur les ensembles. Elle n'étudie plus comment le réseau d'ophélimités de l'individu détermine l'acte économique élémentaire, mais bien comment se meuvent les rapports entre des grandeurs massives mesurées à l'échelle sociale. Ce qui a changé, c'est donc principalement l'échelle d'observation des phénomènes. Après 1914 déjà, devant les questions nouvelles qu'avaient posées l'économie de guerre et surtout les perturbations monétaires qui marquèrent sa liquidation, quelques pas avaient bien été esquissés dans cette direction. Mais la parenthèse s'était vite refermée, et bientôt sur le champ théorique on avait vu fleurir la seconde École de Vienne, d'un « microscopisme » plus systématique et plus raffiné que celui de sa devancière. C'est seulement la crise de 1930 qui a donné le branle à cette révolution scientifique que nous qualifions macroscopiste, et que la seconde guerre mondiale devait précipiter et consommer. Karl Marx a dit que les crises et les guerres sont les sages-femmes des révolutions. Cela n'est pas vrai seulement des révolutions politiques et sociales, mais aussi des révolutions intellectuelles. Est-il possible de caractériser brièvement celles que provoquèrent les remous de notre époque, et qui ouvrent l'ère contemporaine — sans aller pour autant traiter ici, sous prétexte de préface la matière de la quatrième partie dont nous sommes en train de rêver ?

Alors que toute la théorie économique antérieure était — surtout depuis Walras — axée sur l'idée d'équilibre, la « grande dépression » impose à l'attention son contraire : le déséquilibre. Impossible de le négliger plus longtemps comme un accident pathologique exceptionnel, transitoire, secondaire, dont la théorie puisse à bon droit faire abstraction. Aux beaux temps du néo-marginalisme un économiste viennois avait, à l'un de ses articles qui fit sensation, donné ce titre déjà quelque peu provocant : *Ist eine Konjunkturtheorie überhaupt möglich ?* Désormais c'est de la théorie statique, — celle qui fait abstraction de la conjoncture et des déséquilibres, — que l'on en vient à se demander si elle peut *überhaupt* être féconde, d'un quelconque intérêt, et même logiquement pensable. La théorie économique deviendra essentiellement une théorie dynamique. La statique ne sera plus conservée qu'à titre d'exercice d'école, propre à fournir un schéma de

(5) A moins que, réunissant en une seule la « période classique » et la « période moderne » (néo-classique), dont l'hétérogénéité s'estompe avec le recul historique, il ne vaille mieux attribuer le n° 3 à la période contemporaine (depuis 1930).

référence dont l'utilité même se verra de plus en plus contestée. L'équilibre, c'est la mort. La vie est déséquilibre, cascade continue de déséquilibres qui se succèdent et qui s'enchaînent les uns aux autres. Pour l'économiste contemporain, l'objet essentiel de la science économique sera le déséquilibre. Expliquer, mesurer, prévoir, qualifier, apprécier, atténuer, maîtriser, manipuler les déséquilibres, telle sera désormais son ambition.

Le déséquilibre dont la grande dépression offre à l'économiste le spectacle est un déséquilibre global. Ce qui frappe l'observateur c'est le défaut d'ajustement d'un petit nombre de grandes masses, telles que le revenu distribué et la demande effective, la main-d'œuvre disponible et l'emploi, l'épargne et l'investissement, etc. Le déséquilibre conjoncturel se présente comme un phénomène de masse. L'économiste lui cherchera une explication de type globaliste, des remèdes d'ordre stratégique. Et l'on assiste alors à un complet retournement de la direction même de l'effort théorique. Depuis les classiques (qui utilisaient certaines catégories globales telles que le fonds des salaires, ou la quantité de monnaie en circulation dans une nation, ou le revenu global de telle ou telle classe d'agents économiques) jusqu'aux derniers témoins de la scolastique néomarginaliste décadente, l'économiste s'était efforcé de forger des loupes de plus en plus grossissantes, afin de pouvoir saisir des phénomènes de plus en plus petits. Il s'était engagé dans une course à l'élément premier de la réalité économique. Il entendait isoler l'atome de sa matière d'étude. Des classes d'agents économiques sur lesquelles raisonnait Ricardo à l'individu seul centre de choix, héros des fameuses « robinsonnades » marginalistes. De l'individu, seul sujet de plaisir et de peines, — et bientôt seul cadre (purement passif) d'un calcul hédonistique correct —, jusqu'à l'unité d'utilité des premiers marginalistes, et à la relation préférentielle entre ophélimités irréductibles les unes aux autres — et susceptibles seulement d'être comparées deux à deux — de Pareto et des Viennois de la seconde École, tel avait été l'itinéraire de la recherche théorique. La dernière forme de la théorie autrichienne de l'imputation recourait au calcul infinitésimal (6). Ainsi peu à peu s'était accomplie l'ambition que Bentham avait insufflée à Ricardo : construire une théorie économique qui fût la projection achevée, le prolongement continu, dans le domaine de la science sociale, de la philosophie atomistique et de la psychologie associationniste. Or voici que maintenant les perspectives se retournent de bout en bout. L'attention de l'économiste se transporte d'un seul coup de l'atome au cosmos. Son projet, c'est maintenant d'embrasser d'un seul regard plus de temps et d'espace que n'en sait voir l'œil nu. La réflexion du théoricien n'est plus située au plan de l'élément premier, mais au plan du tout. Alors même que sa doctrine n'est rien moins que totalitariste, son optique scientifique devient totalitaire.

D'où la rentrée en scène, au premier plan, d'un certain nombre de facteurs, dont les théories des époques antérieures s'étaient surtout exercées à faire abstraction : le temps, la monnaie, la nation, l'intervention active de la puissance publique.

Le temps d'abord. Et déjà d'une certaine manière dans la statique keynésienne, qui compte parmi ses hypothèses non seulement des données objectives momentanées, mais en outre l'état actuel des anticipations relatives au futur. Et surtout dans la théorie dynamique proprement dite ; avec laquelle de plus en plus tend à se confondre la théorie tout court. Le cadre de raisonnement de l'économiste n'est

(6) Cf. H. Delpach : *Essai sur la théorie autrichienne de l'imputation*, Sirey.

plus l'instant de la statique pure. Ce n'est pas non plus cette succession d'instants que ne séparait aucun intervalle doté d'une épaisseur quelconque, mais le seul vide, et que supposait la « statique comparative ». On raisonne maintenant sur la *période*. Et celle-ci ne ressortit pas seulement du temps mécanique (7) : le théoricien entend appréhender la durée psychologique. Toute opération mentale, — observation, prise de conscience, délibération, décision volontaire — s'étale dans le temps. Toute réaction humaine est plus ou moins à retardement. On se servira en Suède des notions de « période d'enregistrement », de « période de réaction ». Entre les doigts du théoricien le temps prend alors une consistance propre, une épaisseur, un poids. Il alourdit la machine : il régularise ou perturbe son fonctionnement. On étudiera les comportements des grandes catégories d'agents économiques en tenant compte des phénomènes de viscosité, d'adhérence, de persistance, de survivance, d'allergie, d'anaphylaxie. La psychanalyse éclairera les hypothèses de l'économiste, et c'est par leurs complexes caractéristiques que se définiront les divers « groupes » pris en considération. Il y a le temps des producteurs, le temps des consommateurs, le temps de l'État, le temps des épargnants, le temps des travailleurs. La mémoire économique des divers « groupes » est à plus ou moins longue portée. D'un groupe à l'autre la prise de conscience d'un changement survenu est plus ou moins rapide, la réaction plus ou moins immédiate ; — plus ou moins neuve aussi, ou déterminée par des réflexes acquis, devenus peut-être inadéquats, mais pesants encore. Le principe même de la vie économique, c'est l'asynchronisme : la non-concordance des temps divers qui constituent la trame du devenir économique. Viscosités, décalages, retards, jouent un rôle essentiel dans des théories contemporaines comme le théorème de la toile d'araignée, ou encore dans les interprétations les plus récentes de l'inflation, de la déflation, de l'expansion, de la contraction. La vie économique, c'est un jeu d'ondes psychiques dont les périodes ne coïncident pas. Pour en connaître, il nous faut une théorie qui soit à base de psychologie collective de la durée.

Rentrée en scène de la monnaie. Seule présente sur tous les marchés à la fois, elle est aussi « le pont qui relie le passé à l'avenir » (Keynes) : elle soude la continuité du temps comme de l'espace économique. C'est en monnaie seulement que l'on peut faire des calculs globaux. Ce qui intéresse les contemporains, c'est donc la monnaie — bien réel et parfaitement liquide, pouvoir d'achat effectif, — et non plus la valeur. Pour eux la monnaie n'est plus ce voile derrière lequel il faudrait découvrir on ne sait quelle réalité prétendument plus essentielle. La monnaie est principe de consolidation des ensembles, principe de propagation et d'amplification des tendances, elle est principe de vie de l'organisme économique. Rien d'étonnant que dans les nouvelles perspectives on prête à la monnaie un rôle actif, et que l'on fasse d'elle une des principales variables stratégiques, un des leviers les plus efficaces à la disposition des médecins de la conjoncture. De même que par la monnaie la théorie expliquera, par la monnaie la politique agira. La monnaie était la grande méconnue. La révolution macroscopique, après deux siècles, lui offre sa revanche — éclatante — contre les physiocrates.

Contre eux toujours et contre les classiques, revanche aussi de la nation. Les statistiques sont computées, la politique économique est conduite dans le cadre national. Ce cadre, il faut aussi — sous peine d'irréalisme — que le théoricien l'adopte. Il étudiera moins volontiers les conditions particulières du marché de tel

(7) Ce que les Anglais appellent le *clock time*.

ou tel produit : il portera son attention sur la conjoncture économique d'ensemble d'une nation. Lors même qu'il dépassera le cadre national pour considérer des ensembles territoriaux plus vastes (l'Europe, petite ou grande, telle ou telle zone monétaire, la communauté atlantique, le bloc soviétique, les territoires sous-développés, etc.), il envisagera ces unités transnationales non comme un champ cosmopolite de relations interindividuelles mais comme un tout consistant, comme un organisme en puissance, susceptible d'être dirigé à partir d'un centre en vertu d'un plan concerté. Lorsque auparavant on choisissait la nation comme cadre de raisonnement, c'était pour voir en elle un univers en réduction. A l'inverse, la pensée contemporaine conçoit l'univers à l'image d'une nation, comme une extension de la nation. Parfois, elle rêve que l'on pourrait un jour régir l'économie de la planète entière à l'instar de celle d'une nation.

Avec le temps, la monnaie, la nation, rentre en scène aussi bien l'intervention active de la puissance publique, que la crise de 1930 et bientôt la guerre provoquent dans les faits toujours plus abondante. Pour la pensée classique, toute ingérence de l'État dans l'économie introduisait une discordance dans le jeu harmonique des intérêts. Des hypothèses du raisonnement économique on excluait dès lors l'intervention, comme un élément perturbateur qui ne pouvait que compliquer le système et empirer la situation. L'intervention de l'État relevait de la pathologie économique. Pour les contemporains, elle sera au contraire une composante majeure du système, qui à son défaut demeurerait boiteux. L'une des grandes nouveautés de la théorie de Keynes, c'est en effet l'affirmation qu'il n'y a pas un seul équilibre, mais une infinité de positions d'équilibre possibles. Toutes ne s'équilibrent pas, puisque chacune d'elles correspond à un niveau différent de l'emploi. Mais ce qui va déterminer la position de l'équilibre effectif parmi tous les équilibres possibles, ce sera précisément la politique monétaire, donc l'action de la puissance publique. A partir de Keynes, faire abstraction de l'État ce n'est pas seulement supprimer de ses hypothèses une donnée effective dont l'importance pratique est de plus en plus grande au fur et à mesure qu'effectivement l'État intervient de plus en plus, c'est se priver d'une donnée essentielle, logiquement nécessaire, du problème économique. On ne peut laisser vide la place de l'État dans le système, sans que le système s'en trouve condamné à l'indétermination.

La théorie économique contemporaine représente donc une très vigoureuse poussée de réapproximation du réel. Elle a fait descendre le théoricien de sa tour d'ivoire, au sein même de la vie. Et du même coup elle l'a réconcilié avec le statisticien et avec l'homme politique. Théorie et statistique se toisaient naguère d'un réciproque mépris. Aux yeux du statisticien l'homme de théorie n'était qu'un irritant coupeur de cheveux en quatre, sans efficacité. Quant au théoricien, qu'aurait-il donc eu besoin de statistiques, pour raffiner sur ses robinsonnades ou compliquer la géométrie de ses lignes d'indifférence ? La révolution macroscopique a changé tout cela. Désormais la théorie économique manie des catégories globales : tout comme les rubriques de l'annuaire statistique. L'idée vient alors naturellement de faire correspondre ou même coïncider les unes et les autres. Désormais le théoricien pourra donner une figure au sens anglais du mot (un visage numérique) à ses catégories. Et le statisticien bénéficiera pour le choix de ses groupements des suggestions du théoricien, qui l'aidera à les concevoir plus rationnels et mieux adaptés à l'usage scientifique. Les déductions théoriques seront soumises au contrôle sévère des faits chiffrés, la recherche et l'élaboration des données statistiques à la rigueur logique de concepts rationnellement définis. La révolution macroscopique a fait sauter en éclats cette cloison étanche qui

séparait l'une de l'autre théorie et statistique. Sous ses auspices, elles ont opéré leur jonction. Événement scientifique aux destins incalculables, et qui seulement commence à porter ses fruits.

La révolution macroscopique réconcilie la science économique avec la politique. La théorie contemporaine a intronisé celle-ci parmi ses données. Elle entend en revanche l'inspirer et la contrôler. Puisque désormais toutes les deux se déploient dans le même cadre, — où l'une raisonne et l'autre agit : la nation — comment pourraient-elles ne pas se rencontrer ? Peut-on définir le revenu national, analyser les facteurs de son accroissement, calculer son montant et suivre ses variations sans du même coup se proposer de l'accroître ? Est-il concevable que l'on étudie les facteurs du plein emploi sans en même temps prôner une politique qui vise à le réaliser ? Dès lors qu'elle transférait au plan macroscopique l'objet de son étude, l'économie politique semblait vouée à dépouiller son impassibilité, sa neutralité, et de spéculative qu'elle était devenue — au bout d'un séculaire effort d'ascèse scientifique — à se refaire de nouveau normative ? Dès lors qu'elle transportait son attention sur les « macro-intérêts » et sur les « macrorelations » (sur les relations entre quantités globales) il était fatal qu'elle reprît le goût de l'action et prétendit en outre dicter les « macrodécisions ». Théorie et statistique réconciliées entendront désormais informer une politique, tendue vers le plein emploi et la maximation du revenu national. L'économiste aspirera au rôle de consultant, de conseiller technique, voire de grand commis omnipotent du gouvernement. Désormais la théorie elle-même devient une science appliquée. Le but qu'elle s'assigne, ce n'est plus seulement de savoir, de comprendre, de prévoir, c'est d'accroître le pouvoir de l'homme sur les phénomènes économiques et de lui en enseigner le bon usage. La révolution macroscopique a subordonné la science à la politique et la théorie aux applications. L'idéal scientifique que poursuit l'économiste contemporain, ce n'est plus tant un système d'explication du réseau des phénomènes économiques, qu'une technique d'action sur les ensembles.

Ce changement d'attitude constitue si l'on veut un enrichissement, comme tout pas nouveau introduit dans une danse ancienne. Mais il s'agit en l'occurrence d'un pas très ancien que l'on réintègre, pour la renouveler, au sein d'une danse moderne en train de passer de mode. Des physiocrates aux néomarginalistes, les progrès de l'économie politique avaient marché de pair avec ceux de son autonomie par rapport aux problèmes de gouvernement. Elle s'était petit à petit purifiée de toute préoccupation normative. Elle avait accédé à l'idéal de la totale objectivité. Son ambition était devenue proprement scientifique, c'est-à-dire de pure connaissance. Voici que d'un coup notre époque renverse ce long courant. Comme aux temps du mercantilisme, on entend maintenant que l'économie politique soit agissante. L'économiste prend honte de sa « neutralité » ; il répudie la noble indifférence du savant. Il les sacrifie sur l'autel du plus vulgaire des dieux : le *social Welfare*. Alors théoriciens, statisticiens, stratèges de la politique économique redeviennent amis, d'ennemis qu'ils étaient auparavant. J'ai dit ailleurs (8) en quoi cette orientation me semblait signifier une dégradation de notre discipline, et de la vocation de l'économiste.

(8) Cf. D. Villey : *Examen de conscience de l'économie politique (Annales des Sciences économiques appliquées, Louvain, mai 1952)* (une version abrégée de cet essai a paru dans la *Revue d'Économie politique* de novembre-décembre 1951).

Tels sont si l'on veut bien, par contraste avec ce qu'elle a renversé, les traits essentiels de la révolution macroscopique. A la pensée économique contemporaine elle a donné sa couleur dominante. Toutefois, il n'est pas d'entreprise plus contestable que celle qui consiste à fabriquer l'image composite de la pensée d'une époque. L'histoire des doctrines est celle des auteurs, et de ce qui distingue chacun d'eux plutôt que de ce qu'ils ont en commun. S'il fallait faire une petite histoire des doctrines contemporaines, nous détacherions — à la façon de cet opuscule — quelques grandes figures. Et sans doute choisirions-nous, pour les mettre en plus vive lumière, celles de Schumpeter, de Keynes et de Colin-Clark.

Josef Schumpeter a été nourri dans le séraï viennois. Fidèle disciple, hérétique ou transfuge du néo-marginalisme ? On en discute. Voici une riche et vigoureuse personnalité intellectuelle ! Sa culture est européenne, solide, vaste, éclectique. Émigré aux États-Unis, il a réalisé un assez curieux mélange d'idéologie démocratique et welfariste anglo-saxonne avec une sociologie nourrie de Marx, et passablement de métaphysique allemande.

Schumpeter a renouvelé l'analyse traditionnelle du capitalisme en substituant à l'idée d'équilibre l'idée de mouvement. Pour lui le régime capitaliste est le régime du progrès ; il secrète continuellement des innovations, et ne se soutient que par elles. Le capitalisme est comme la bicyclette de l'économie : il la fait progresser plus vite, mais cette vitesse lui est nécessaire pour tenir lui-même en équilibre. Le progrès est de l'essence du capitalisme, qui, s'il s'arrêtait, cesserait d'être. Il est le régime dynamique par excellence.

Et Schumpeter renouvelle les fondements de l'optimisme capitaliste. Le monopole, les cycles, tout cela que l'on présente volontiers comme des symptômes d'altération du régime, est à ses yeux facteur d'accélération du progrès. Bien loin de mettre en péril le bon fonctionnement du système et de menacer son avenir, la concentration, l'avènement des grandes unités, l'accentuation des fluctuations conjoncturelles multiplient au contraire, pour Schumpeter, sa fécondité. Les monopoles sont facteurs de rationalisation, les profits de monopole permettent une accumulation beaucoup plus rapide du capital. Et c'est au rythme des cycles économiques que la croissance entretient et accélère son élan. Techniquement l'évolution moderne du capitalisme est absolument saine, et décidément progresse. Schumpeter réfute les arguments moroses des stagnationnistes, de Hansen, de toutes ces Cassandre pour qui un prétendu « déclin des occasions d'investissement » marque l'essoufflement de l'élan progressif du système. Celui-ci, du point de vue économique, ne présente pour Schumpeter aucun signe de décadence. Il se porte mieux que jamais.

Seulement ce diagnostic optimiste de l'économiste, le sociologue ne le peut confirmer. Si du point de vue purement économique, le capitalisme porte en lui tout ce qu'il faut pour un essor indéfini et sans cesse accéléré, les ressorts psychologiques qui l'animaient, les structures sociales qui le soutenaient sont en revanche nettement en déclin. L'esprit d'entreprise s'affaiblit. L'appétit de la sécurité l'emporte sur celui du gain. La bourgeoisie n'est plus jeune. De plus en plus le capitalisme devient le grand incompris. Les valeurs qu'il incarne et promet, sa morale, son message idéologique, son efficacité économique même rencontrent de moins en moins de crédit. C'est tout à fait injuste, mais c'est ainsi. *Can capitalism survive ? No, I don't think it can.* Schumpeter s'y résigne. Son optimisme triomphe encore de cet obstacle. Schumpeter nous expliquera que le type de socialisme qui vraisemblablement détrônera le capitalisme n'en diffère

pas autant qu'on le pourrait croire. Contrairement à ce qu'ont soutenu plusieurs néo-libéraux comme von Mises et Hayek, il est tout à fait susceptible de permettre un calcul économique correct. *Can socialism work? Of course it can!* Il est en outre parfaitement compatible avec la démocratie politique. La civilisation occidentale, humaniste et libérale, survivra donc au système capitaliste qui a fait sa grandeur et sa prospérité.

L'œuvre de Josef Schumpeter est la plus *doctrinale* — au sens que nous avons donné à ce mot — de toutes celles qui ont vu le jour dans la première moitié du XX^e siècle. Elle n'a fait de disciples au sens étroit du mot ni dans la patrie d'origine de Schumpeter ni sur la terre nouvelle où il s'implanta. Ses idées ont inspiré beaucoup d'auteurs, mais il n'a pas suscité d'école. Sa grande figure fait une transition pleine de relief entre ce que nous avons appelé la pensée économique « moderne » (sur quoi se termine cette *petite histoire*) et d'autre part les « contemporains » proprement dits, — c'est-à-dire avant tout les keynésiens.

Des trois grands que nous avons épinglés, Keynes sans doute est le plus grand. Moins grand homme toutefois peut-être que génie. Son œuvre est d'invention plus que de réflexion. C'est du génie qui fuse dans les désinvoltures théoriques de Keynes, souvent déconcertantes, mais fascinantes comme des acrobaties cocasses, parfois incongrues, toujours extraordinairement brillantes. On peut bien découper le système de Keynes, dénoncer l'imprécision de chacun de ses concepts, le caractère empirique et souvent singulier de ses hypothèses, et ce que ses conclusions ont de paradoxal, souvent de faux. On peut estimer que certains thèmes keynésiens, — sans doute mal compris et appliqués à tort à des situations pour lesquelles ils n'avaient pas été conçus — ont exercé une très fâcheuse influence sur certaines politiques européennes d'après-guerre. Mais quand on s'est bien épuisé en critiques, et que l'on croit avoir enfin raison de Keynes et de son système, il faut encore s'incliner devant la grandeur de son œuvre.

Elle inaugure sur le plan théorique l'ère macroscopiste. On cherchait comment se formaient les taux : il cherchera comment s'ajustent les masses. — C'est Keynes qui a déclenché le grand brassage contemporain des outils conceptuels de la théorie économique. Il a interverti les inconnues et les données, les constantes et les variables, les variables dépendantes et les variables indépendantes. Par cette totale redistribution des pièces du jeu théorique (9), il a renouvelé le problème économique. — C'est Keynes qui a osé introduire, parmi l'arsenal des hypothèses de la théorie la plus rigoureuse, certaines données irrationnelles de psychologie collective, comme l'attachement des ouvriers à leurs salaires nominaux, ou les prévisions optimistes ou pessimistes des entrepreneurs. Cette intrusion de l'irrationnel dans les prémisses du raisonnement logique (10) a rendu la théorie méconnaissable, mais lui a fait franchir un pas décisif, vers le réel. — C'est Keynes qui a eu l'idée d'une pluralité d'équilibres possibles, correspondant à des niveaux d'emplois différents. Il a ainsi dissocié l'idée d'équilibre de l'idée d'optimum avec laquelle elle se confondait. — C'est Keynes qui a inventé les paradoxes sur lesquels repose ce que M. François Perroux appelle « l'économie du don », opposée à « l'économie de l'échange onéreux », seule prise en considération par la science

(9) Que M. Th. Guilbaud a très bien analysée dans une étude, — hélas demeurée inédite — qu'il a eu l'amabilité de me communiquer.

(10) Pour Pareto, la théorie économique était celle des seules « actions logiques ». Les autres étaient radicalement impropres au traitement théorique.

économique prékeynésienne. Selon la théorie keynésienne du multiplicateur d'investissement, — et par le jeu du multiplicateur du commerce extérieur que des disciples de Keynes ont conçu dans la ligne de sa pensée, — il advient (pourvu que soient réunies certaines circonstances qui n'ont rien d'exceptionnel) qu'à la lettre « celui qui donne s'enrichit ». L'État qui, en situation de sous-emploi, pratique le déficit budgétaire systématique, provoque une expansion qui réduit le chômage et donc le déficit des finances publiques. Dans les relations économiques internationales, plus on exporte plus on consomme ; plus on importe, moins on consomme ; plus on consacre de ressources à l'armement, plus par là même on multiplie les biens de consommation. Gøring s'imaginait qu'il fallait choisir entre le beurre et les canons. Keynes a changé cela. Désormais, nous aurons à la fois plus de beurre et plus de canons, et plus de beurre justement parce que nous aurons fabriqué plus de canons. Ce sont là pirouettes peut-être, mais géniales. Car Keynes retombe sur ses pieds, c'est-à-dire sur le réel. Il explique de la sorte ce qui pour l'économie classique n'eût jamais pu constituer qu'une énigme ou un scandale : par exemple que la guerre ait provoqué la multiplication par deux de la production industrielle américaine, et le relèvement du niveau de vie des américains pendant la durée même des hostilités. Il suggère et fonde scientifiquement par avance l'idée du plan Marshall et du Point Quatre, qui ont ouvert un chapitre nouveau dans l'histoire des relations financières entre les nations.

Grande en soi, cette œuvre est grande aussi par son succès. En matière scientifique le succès n'est pas une mesure méprisable de la valeur (11). La foule des économistes — de plus en plus ils sont foule — a « sauté dans le wagon ». Et que ce soit pour expliquer Keynes, pour extrapoler et prolonger ses théories, ou pour les combattre, peu importe. L'œuvre de Keynes est devenue en dix ans le point de repère commun, le terme de référence privilégié de presque toutes les controverses économiques. Hicks et sa théorie des anticipations, les gauchistes de Cambridge comme Mrs Joan Robinson, l'école suédoise qui a greffé le keynésianisme sur la souche wicksellienne, les doctrinaires de la pénurie de dollars, l'école stagionniste de Hansen, tout cela fait autant de lignées keynésiennes diverses, et non moins fécondes...

Beaucoup s'étonneront que l'idée me soit venue de situer Colin Clark, aux côtés de Schumpeter et de Keynes, parmi les trois grands. C'est là peut-être une gageure. J'aimerais un jour la soutenir. A l'instar de Keynes, Colin Clark me choque et m'en impose à la fois, et lui aussi par sa magie. Comme Keynes avec les concepts, il jongle avec les données statistiques. L'admirable c'est que leurs escamotages à l'un et à l'autre s'avèrent à l'usage guidés par une fine et sûre intuition. Le secret de Colin Clark, c'est l'audace avec laquelle il a jeté par-dessus bord quantité de scrupules scientifiques incontestablement légitimes, mais stérilisants. Il compare allégrement des chiffres qui n'ont rien de comparable, fait fi de l'espace et du temps, additionne tout de go les choux et les carottes, rapproche des données statistiques établies sur des bases différentes, selon des méthodes incompatibles, dans des contextes hétérogènes. Il saute à pieds joints par-dessus les failles de la documentation statistique. Son grand mérite à ce qu'il paraît, c'est d'avoir imperturbablement fait fi du *no bridge*, computed le non mesurable, comparé

(11) Nous disons tout à l'heure (*supra*, p. 256) que les disciples sont pour un maître une redoutable épreuve. Leur flatteuse affluence n'en est pas moins nécessaire — de nos jours surtout — pour répandre une influence.

l'incommensurable, accepté de travailler sur des données imprécises, et pratiqué sans vergogne l'art des rapprochements défendus. Si vraiment la statistique est bien « l'art de raisonner juste sur des chiffres faux », alors Colin Clark est statisticien par excellence. Grand maître en l'art de faire dire aux statistiques des vérités qu'elles ne savaient pas. Il manie l'approximation avec insolence. Et le résultat apparaît en fin de compte substantiel, éclairant, scientifiquement précieux. Tel est le prix de sa témérité. Finalement la théorie des trois secteurs, la théorie de la migration de la valeur, la théorie du glissement des structures de la population active, la théorie de la civilisation tertiaire jettent des lumières neuves et vives sur les grandes lignes du devenir économique. Colin Clark nous a dotés de nouveaux cadres d'interprétation de la croissance, de nouveaux instruments pour sa mesure. Chacun dénonce la grossièreté de ses catégories, ce qu'elles ont d'imprécis, de superficiel. Et puis s'en sert... comme tout le monde.

Serait-il artificiel à l'excès d'étirer un peu Colin Clark pour faire de son œuvre un symbole des orientations nouvelles de la statistique contemporaine ? Certes, ce n'est pas lui qui a inventé les calculs du revenu national et de la fortune nationale, les bilans, les plans indicatifs, les budgets nationaux *ex ante* ou *ex post*, l'analyse entrée-sortie de Léontief. Ces instruments ne sont même pas dans sa manière, pour autant qu'il répugne aux calculs en monnaie, et cherche toujours, au-delà de l'évaluation monétaire, à se saisir des quantités. Pourtant si l'on voit en Colin Clark le prophète de l'essor contemporain des statistiques du progrès, le promoteur de la mesure globale du *welfare* — ce qu'il est malgré tout — alors il devient plausible de faire graviter autour de son œuvre l'essor moderne de la comptabilité nationale. Or, c'est là une révolution gigantesque. Nous vivons depuis la seconde guerre mondiale dans une société qui prétend, au jour le jour, avoir d'elle-même une connaissance chiffrée. Elle mesure et surveille sa propre taille et son propre poids, elle entend en régler elle-même la progression. Les calculs du revenu national ouvrent une ère nouvelle dans l'histoire. M. François Perroux l'appelle l'« ère de l'économie consciente ». Le jour où furent confectionnés les premiers *White papers*, l'homme a dérobé virtuellement un immense domaine à la nature. Cela comporte des espoirs immenses, et de non moindres dangers. Nous ne faisons que commencer d'entrevoir les uns et les autres.

Ce qui réunit nos trois grands auteurs, — Schumpeter le sociologue, Keynes le théoricien, Colin Clark le statisticien, — c'est leur audace féconde, et leur puissance de paradoxe. Tous les trois, ils ont tranché allégrement dans le réseau des consolidations antérieures. Schumpeter a séparé l'idée de capitalisme de l'idée d'équilibre, et le problème de la progressivité du régime de celui de ses chances historiques de survie. Keynes a donné raison, contre Bastiat, aux marchands de chandelle, et fait sortir du beurre de la gueule des canons (12). Il a dissipé le spectre de la rareté naturelle. Il a prétendu que l'on pouvait éluder ces choix dont la doctrine antérieure faisait l'objet même de la science : choix entre le présent et l'avenir (puisque pour Keynes la consommation multiplie l'investissement, cependant que l'épargne est contractionniste), choix entre le social et l'économique (puisque de hauts salaires augmentent la propension à consommer, et donc le revenu), choix entre l'intérêt propre et l'altruisme (puisque le don gratuit peut être — du moins pour l'État ou pour une nation — moyen d'enrichissement). Il a

(12) C'est cette face « absurdiste » du keynésianisme qui a fait dire à M. Wilhelm Röpke que Keynes était « le Picasso de l'économie politique ».

affirmé la consonance d'intérêts que l'on croyait opposés, et prétendu « réconcilier Dieu et Mammon »... Colin Clark a dissocié le progrès technique du progrès économique, et montré que le glissement progressif de l'activité économique vers le tertiaire ralentissait celui-ci par rapport à celui-là.

Schumpeter, c'est la promotion des problèmes de structure. Keynes, c'est l'accent mis sur le fonctionnement. Clark, c'est l'attention portée sur les résultats, sur l'efficacité. Schumpeter s'intéresse au système ; Keynes, à l'emploi ; Colin Clark à la productivité. Mais tous les trois à leur manière témoignent de la révolution macroscopique.

Bien sûr, cette esquisse de trois grandes figures n'épuiserait pas les apports de la pensée économique contemporaine.

Il faudrait au moins parler de l'essor de l'économétrie, dans laquelle M. André Marchal (13) voit la grande conquête méthodologique de notre temps, et la voie privilégiée des progrès à venir de notre discipline. Bien que l'économétrie ne soit pas cantonnée au domaine macroscopique, elle rejoint cependant certains des courants que nous avons dégagés. En habituant le théoricien à raisonner sur les chiffres (même hypothétiques), elle lui suggère le goût des statistiques réelles. En faisant du statisticien le pourvoyeur des matériaux qu'utilise le raisonnement, elle l'oriente vers le souci de la rigueur conceptuelle et logique. L'économétrie est l'un des confluent privilégiés de la théorie et de la statistique, dont la jonction, nous l'avons dit, est l'un des grands événements scientifiques de notre période.

Il faudrait évoquer l'école du *welfare*, et toutes les controverses — d'allure quelque peu scolastique — auxquelles donne lieu la détermination de l'avantage individuel et de l'avantage collectif. Elles ont fait l'objet d'un rapport (14) au dernier Congrès des Économistes de langue française, et tout récemment d'un numéro spécial de la revue de l'Institut de Science économique appliquée (15). Dans la littérature welfariste, — dont, depuis Pigou, Cambridge demeure le foyer — on peut voir un effort pour sauver l'idéal hédonistique de la « période classique » avec les outils de raisonnement de la « période moderne » (prekeynésienne). On entend ainsi consolider l'hédonisme traditionnel en le fondant désormais sur le principe même des analyses de Pareto et des néo-marginalistes — c'est-à-dire des plus sceptiques parmi les derniers adeptes de la micro-économie : caractère non mesurable des utilités, *no bridge*, classification ordinaire des ophélinités. Toutefois, il ne s'agit pas seulement de vider une querelle rétrospective entre Marshall et Pareto. L'économie du *welfare* est finaliste, elle entend éclairer la politique ; et si elle s'intéresse à l'individu, c'est avant tout pour découvrir le « passage » de l'avantage particulier à l'avantage collectif. Les welfaristes contemporains sont champions des « macro-intérêts ». Comme dans l'espace ils ont le même centre de gravité — Cambridge — que le keynésianisme, ainsi sont-ils bien de son temps.

(13) Cf. André Marchal : *Méthode scientifique et science économique*, Paris, Ed. M.-Th. Génin, 1952 ; du même : *La Pensée économique en France depuis 1945*, Paris, Presses Universitaires de France, 1953.

(14) De M. Rousseaux, professeur à l'Université de Louvain, cf. *Revue d'Économie politique*, mai-juin 1953, p. 331.

(15) *Économie appliquée*, octobre-décembre 1952, t. V, n° 4, *L'Avantage collectif*.

Tandis que la discussion du *welfare* progresse de façon continue depuis la première édition du livre de Pigou (1920), la *Théorie des jeux* de Neumann et Morgenstern a éclaté comme une bombe (16). Elle relève sans doute de l'ère prékeynésienne pour autant qu'elle demeure une théorie de marchés partiels isolés. Cependant, elle s'attarde de préférence sur des « jeux » qui comptent peu de partenaires, ne serait-ce que parce qu'au-delà de cette situation elle rencontrerait sans doute des difficultés mathématiques difficilement surmontables. Dans ce cadre oligopolistique qui est un cadre tout moderne, elle introduit la contrainte. Elle dynamise ainsi l'échange. Elle propose une théorie mathématique du bluff. Elle fait une large part à la contingence des règles du jeu, à l'indétermination du jeu lui-même, au caractère conventionnel des comportements. L'*homo œconomicus* de Neumann et Morgenstern est *homo ludens* (17). L'inconscient irrationnel exerce sur sa conduite une influence décisive. Il ressortit bien de l'ère contemporaine.

Il faudrait traiter de toute l'œuvre d'après-guerre de M. François Perroux, qui est en France le témoin le plus personnel et le plus vigoureux des nouvelles tendances. Il n'a pas peu contribué à leur faire prendre conscience d'elles-mêmes, de leur nouveauté, du faisceau cohérent qu'elles constituent. Il les a illustrées de théories originales (théories des macrodécisions, de la domination, de l'économie du don, des coûts de l'homme). Il a fait franchir de nombreux pas nouveaux à la science de la comptabilité nationale.

Mais il faut arrêter ici cette table des matières de l'histoire de la pensée économique postérieure à 1930. Pour en traiter même aussi légèrement que nous avons fait de l'histoire antérieure, ce n'est ni un chapitre ni une quatrième partie qu'il faudrait écrire, mais un volume. Je n'ai pour l'instant ni la science ni les loisirs qui seraient pour cela nécessaires. Madame Gaëtan Pirou m'a fait l'émouvant honneur de me confier un travail sur l'histoire des doctrines économiques depuis 1914, qui constituera le onzième tome du grand *Traité* qu'en mourant mon regretté maître a laissé inachevé. Je compte avoir terminé cet ouvrage en 1956 ou 1957. Il m'a semblé qu'il ne convenait pas d'anticiper ici sur son contenu, au risque d'en déflorer d'avance la matière. La vulgarisation vient normalement après le travail d'érudition. Il ne sied pas qu'elle le précède.

Peut-être, lorsque sera parue ma contribution au *Traité* Pirou, tenterai-je de compléter l'opuscule que voici, en lui adjoignant un second volume conçu dans la manière du premier, et consacré à la pensée économique contemporaine. Alors il me faudra récrire aussi bien celui-ci. S'il devait atterrir sur un autre terrain, il faudrait que mon livre fût autre de bout en bout. Une histoire des doctrines ne saurait ressembler à ces drames de Claudel, qui disposent toujours de plusieurs dénouements interchangeables. On ne met pas une pièce neuve à un vieux vêtement. Il ne me paraît pas possible de compléter ce livre sans le refaire en entier.

Les lumières contemporaines se réfléchiraient dans le passé, et leurs reflets donneraient aux vieilles doctrines un visage neuf. Tout le système de valeurs qui caractérise mon tableau historique de 1944 serait remis en question. Les

(16) Encore qu'elle prolonge les théories des marchés non concurrentiels qui avaient foisonné entre les deux guerres, et donc l'effort de Chamberlin, Joan Robinson, Stackelberg, Henri Denis, Paul Chamley, Jane Aubert-Krier, Jean Marchal, etc.

(17) Cf. le livre de Huizinga : *Homo ludens*, Paris, collection *Les Essais*, Gallimard, 1951.

mercantilistes, Malthus, Sismondi se détacheraient avec un relief nouveau, et je pourrais — sans méconnaître tous les droits de l'humour — faire miroiter dans leurs doctrines des prémonitions keynésiennes. Je mettrais en valeur ce que les auteurs anglais antérieurs à Smith ont dit de la fécondité de la dépense, de l'activité de la monnaie, de l'influence de la quantité de monnaie sur le taux de l'intérêt, de l'effet expansionniste des bas taux d'intérêt. Dans le *Tableau économique* de Quesnay peut-être faudrait-il signaler un présage de la comptabilité des échanges inter-industries, et de l'analyse *input-output*. Quant aux classiques, — qui n'ont pas bonne presse pour le moment — l'on voudrait aujourd'hui qu'ils eussent ouvert non point l'ère de l'économie scientifique, comme on l'enseignait autrefois, mais une obscure et creuse parenthèse entre le mercantilisme et Keynes. En faisant abstraction du temps, de la nation, de la monnaie, de l'action des pouvoirs publics, en mettant en avant l'idée de l'équilibre, ils auraient engagé la pensée économique sur des voies stériles, dont il lui aurait fallu attendre 1930 pour se dégager. Telle est la perspective que brillamment esquisse M. Antoine dans sa thèse si remarquable, un peu touffue, mais bien suggestive, et qui malheureusement n'est pas encore éditée (18). Elle mériterait d'être discutée. En tout cas Malthus émergerait de cette nuit théorique du classicisme. Non pour son *Essai sur la population* que comme seule ma *Petite Histoire*, mais pour ses *Principes d'Économie Politique*, qui contiennent sur la nocivité de l'épargne et les dangers de la sous-consommation bien des vues qui dans la perspective keynésienne retrouvent une singulière modernité. Dans Sismondi, dans Marx, une histoire des doctrines postkeynésienne accentuerait plus d'un trait que nous avons négligé...

En dehors même de ce travail de rajeunissement qui exigerait une refonte totale, bien des choses appelleraient d'être rectifiées, ou mieux justifiées. Il me faudra bien un jour satisfaire à plus d'un repentir, que me laisse le texte ci-après. J'ai scrupule d'avoir emprunté à droite et à gauche des expressions, des idées, des images. Certes le genre de cet opuscule excluait l'abus des notes, et tout appareil d'érudition. Pourtant j'agis aujourd'hui différemment, ayant un peu mûri dans le métier, et acquis un sens plus aigu de la propriété littéraire. Seulement j'ai perdu mes références et ne sais plus discerner mes réminiscences. Il ne me reste d'autre ressource que celle d'espérer l'indulgence de ceux-là (Dubois, Gide et Rist, M. Gonnard, Hector Denis, Gaston Bousquet, Haney...) dont j'ai pu piller certaines trouvailles intellectuelles ou verbales.

D'autres inquiétudes m'habitent encore. Peut-être ai-je — à la suite de May (19) — accordé trop de place à la préoccupation des finances publiques dans la genèse de la doctrine des physiocrates. Peut-être la façon dont j'expose leur théorie de la productivité exclusive de l'agriculture, et cette explication toute réaliste, chimique même, que j'en ai proposée (*infra*, p. 64) appellerait-elle des nuances. Comme aussi l'analyse de la théorie du profit de Ricardo, que par désir de simplicité et de clarté j'ai beaucoup étirée dans le sens marxien. Je voudrais reconsidérer — et mieux justifier pour autant que je la maintiendrais — cette interprétation de Marx que Pirou jugeait « très contestable » (cf. p. 213, note 2).

(18) Jean-Claude Antoine : *Nouveaux Sentiers de la science économique, une introduction à la révolution de la théorie économique contemporaine*, thèse (dactylographiée), Dijon, 1948. (N.B. : Au moment où nous corrigeons les épreuves de cette préface, vient de paraître aux Presses Universitaires de France le premier volume de la thèse de M. Antoine, qui porte le titre : *Introduction à la théorie macroéconomique*.)

(19) Louis-Philippe May : *L'Ancien Régime devant le mur d'argent*, Paris, Alcan, 1935.

Et puis je modifierais certains éclairages. D'Adam Smith, de Sismondi je me sens aujourd'hui plus proche qu'autrefois. Dans l'apparent désordre du premier — j'en étais encore un peu dupe — je suis devenu plus sensible à ce qu'il y a d'art, de finesse, de clarté, d'ordre véritable. Les économistes qui sont en même temps des sages — les agrariens, les censeurs du progrès, les traditionalistes — trouvent en moi plus d'échos que jadis. Sans doute me sentirais-je aujourd'hui plus physiocrate et un peu moins saint-simonien (20), plus ouvert aux inquiétudes de Sismondi (sinon moins enthousiaste pour Jean-Baptiste Say) et peut-être List aurait-il en moi plus de résonances, sans que ce soit au détriment de Bastiat.

Il faudrait réviser certains chapitres pour intégrer les apports neufs de plusieurs études spéciales publiées depuis leur composition. Par exemple, ce que je dis de la doctrine médiévale de l'intérêt appellerait d'être remanié à la lumière de l'article « Usure » qu'a publié M. Gabriel le Bras dans le *Dictionnaire de Théologie catholique* de Vacquant et Mangenot. Sur les mercantilistes anglais le grand ouvrage de Viner date de 1937 (21), mais je n'en avais pas pris connaissance avant de rédiger le chapitre III. Marx a donné lieu à une très abondante et riche littérature récente dont j'aurais aimé détacher les ouvrages de H. Bartoli, P. Desroche, P. Bigo, R. Guihéneuf, J. Bénard (22) et surtout la première partie du livre de Schumpeter : *Capitalism, Socialism, and Democracy*. Comme aussi bien les *Marxian Economics* de Mrs Joan Robinson, qui s'applique à faire converger. Puisque aussi bien je ne puis entreprendre aujourd'hui ce travail, le mieux était doute de quelques déformations de l'une et de l'autre.

Puisque aussi bien je ne puis entreprendre aujourd'hui ce travail, le mieux était de m'en tenir à une pure et simple réimpression. Délibérément, je me suis borné à quelques corrections de détail. Et le seul passage inédit que comporte la présente édition (sur Thomas More et Campanella) était déjà rédigé sous cette forme en 1944 (23). Plusieurs amis (M. Guntzberger, professeur au lycée Condorcet ; Paul Chamley, professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg ; Henri Denis, professeur à la Faculté de Droit de Rennes ; mon frère Michel Villey, professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg, etc.) ont bien voulu m'adresser pour ce travail de révision quelques remarques utiles. Je leur dis ici ma gratitude, et le regret que j'éprouve de n'avoir pu que très imparfaitement tenir compte de leurs observations. Parmi elles, ce sont celles qui me paraissaient les plus justes et les plus profondes que j'ai souvent dû laisser de côté. Précisément parce qu'elles allaient trop loin, et eussent appelé des remaniements trop amples et trop substantiels...

(20) Les saint-simoniens ont prophétisé les conquêtes de notre époque, ils n'ont pas présenté ses drames. Ils ont exalté de conserve, — sans soupçonner les antinomies qui devaient surgir entre elles — la technique et la culture, l'organisation et la liberté, la production en grand et la paix. Ils sont précisément les « imbéciles » à qui Bernanos adresse sa *France contre les robots*. Aussi bien nous aident-ils à nous défendre de « la petite peur du xx^e siècle » et des « terreurs de l'an 2000 » (E. Mounier), et à assumer avec optimisme notre terrible et grandiose époque.

(21) Jacob Viner : *Studies in the theory of international trade*, New-York, Harper, 1937. Principalement les deux premiers chapitres intitulés : « English theories of foreign trade before Adam Smith. »

(22) Et le chapitre qu'André Marchal consacre au marxisme dans sa *Méthode scientifique et science économique*, Éd. M.-Th. Génin, 1952.

(23) Toutes les notes non surmontées d'une indication contraire figuraient dans la première édition de 1944.

Lorsque peut-être un jour je referai cette petite histoire, j'aurai beaucoup de choses à changer, mais non sans doute la conclusion de l'ouvrage. Déclin de la doctrine, disais-je ! Au sens que j'ai donné à ce mot, la formule me semble tout aussi valable, — et la réalité qu'elle exprime non moins déplorable — que naguère. Les nouvelles directions qu'a prises la pensée économique depuis 1930 n'ont fait que le confirmer. Il est vrai sans doute que la « neutralité » (politique) de la science a été répudiée, que le finalisme a été réassumé, que l'économie politique entend aujourd'hui non seulement expliquer les phénomènes, mais encore guider dans sa tâche le gouvernement. Si l'on devait avec Pirou caractériser la doctrine comme une pensée normative, tendue vers des prolongements politiques, il faudrait reconnaître que les tendances contemporaines constituent une revanche de la doctrine.

Mais ici apparaît nettement combien sont distinctes et même opposées la conception que Pirou professait de la doctrine, et celle que j'ai proposée (24). En vertu du critère de Pirou, une proposition comme celle-ci : « la politique d'*open market* est excellente, et la France y doit recourir », serait une affirmation doctrinale, puisqu'elle pose aussi bien non point une constatation, ni une explication de ce qui est, mais un jugement de valeur sur une politique, et une recommandation quant à ce qu'il faut faire. Au contraire, et pour des raisons inverses, l'affirmation « l'homme est un être principalement égoïste » serait de nature non doctrinale, mais scientifique. Si maintenant l'on adopte mon vocabulaire, c'est l'inverse qui sera vrai. La seconde affirmation sera doctrinale (parce qu'elle concerne les postulats philosophiques de l'économie politique), et la première, non. Une doctrine économique, c'est pour moi une interprétation de la vie économique située dans un paysage intellectuel plus vaste, rattachée à une synthèse personnelle, suspendue à un système de l'homme et du monde qu'elle éclaire et qui la soutient. En ce sens-là, aujourd'hui plus encore peut-être qu'avant la révolution macroscopique, la doctrine est délaissée. L'économie politique se préoccupe peu de se situer même dans l'ensemble du savoir humain. On élude les discussions sur les postulats, sur les fondements, sur les fins. Les concepts de la pensée économique se veulent « opérationnels » : il n'y a plus d'ontologie économique. Le problème des bases métaphysiques ou psychologiques de notre science est souvent relégué au chapitre des curiosités oiseuses. L'économiste raisonne et calcule plus qu'il ne réfléchit.

On pourrait dire qu'avant les physiocrates les idées économiques étaient noyées dans des doctrines morales ou politiques dont elles demeuraient indistinctes. Les physiocrates et les classiques ont conçu l'ambition d'une doctrine économique scientifique. Pareto et les néomarginalistes ont rêvé d'une science sans doctrine. Est-ce que maintenant la science à son tour ne serait pas en train de dégénérer en technique ? L'économie macroscopique paraît incertaine non seulement de ses implications philosophiques, mais encore de son objet propre, qui n'est plus conceptuellement précis. Elle rassemble une technique d'explication théorique, une technique de figuration mathématique, une technique de fabrication des modèles, une technique de prévision statistique, une technique d'action politique... Il semble que cela satisfasse toute son ambition.

(24) Cf. *infra*, avant-propos, p. 3 *sqq.*, et pour des développements plus précis, ma contribution aux *Mélanges Gonnard* intitulée *Doctrines et science économiques*, 1945.

Cependant toute activité de la pensée postule et dégage une philosophie. Lors même qu'il se croit et se veut pur technicien, l'esprit en travail fait de la doctrine comme M. Jourdain faisait de la prose. Il faudrait pourchasser, découvrir, formuler la doctrine immanente qui soutient les techniques de l'économie contemporaine. Au premier abord, on peut supposer que cela ne donnerait rien de bien neuf. Les modernes analyses du *welfare* ont beaucoup raffiné sur le problème du *no bridge*, mais leur philosophie profonde paraît faiblement originale par rapport à l'utilitarisme hédonistique dont les classiques étaient issus. Entre les deux guerres, des velléités d'émancipation s'étaient fait jour. Certains viennois avaient entrepris de situer la théorie économique dans un univers kantien. Il semble qu'avec Keynes on ait fait retour aux vieilles ornières. A première vue du moins la révolution keynésienne n'innove pas sur le plan philosophique. L'âme de l'activité économique, la fin de la politique économique, le terme de référence du théoricien restent bien ce que Bentham appelait *the greatest happiness of the greatest number*. Ainsi la science économique la plus en pointe paraît demeurer suspendue au système de valeurs le plus désuet.

On pourrait tenter de dépasser cette apparence. Dans l'accent mis désormais sur la dynamique économique, dans ce rôle nouveau que les contemporains (et par exemple M. F. Perroux) donnent à la contrainte, aux rapports de force, aux « effets de domination », dans cette théorie du *bluffing* qui domine l'œuvre de Neumann et Morgenstern, ne supputerait-on pas alors quelques présupposés philosophiques neufs relativement au vieux problème des relations de l'ordre et de la force ? Lorsque la théorie keynésienne renonce à la notion d'un équilibre unique, nécessaire et stable, ne serait-ce pas que la pensée économique s'éloigne de l'optique de la nécessité pour assumer une optique probabiliste (25) ? Voilà qui viendrait rendre beaucoup de relief et d'actualité à la figure de Cournot, en qui voici quelques années l'on ne savait montrer qu'un précurseur de Walras. Certains écrits néo-keynésiens, les travaux contemporains sur les comportements, ne construisent-ils pas une sorte de phénoménologie des ensembles, etc... ?

Seulement, comme la plupart des économistes modernes se soucient peu d'approfondir de tels rapprochements, force nous est de retenir notre première conclusion. Il reste vrai sans doute que le marxisme représente la plus ample et la plus achevée des constructions doctrinales que compte jusqu'à présent l'histoire de la pensée économique. C'est Marx qui a le mieux parfait le type épistémologique de la doctrine. Le marxisme peut n'être pas la doctrine vraie : à coup sûr, il est une vraie doctrine. Et l'on touche peut-être ici l'une des raisons de ce phénomène au premier abord déconcertant qu'est le prestige contemporain du marxisme. En dépit de l'usure de ses dogmes, de l'archaïsme de sa construction à peine renouvelée des classiques anglais ; en dépit des erreurs et des contradictions théoriques sur lesquelles il repose ; malgré tous les démentis que l'histoire inflige à ses schémas prévisionnels ; malgré l'inhumanité de son humanisme athée et collectiviste : en dépit des tyrannies qu'il a engendrées, de tous les crimes commis en son nom ; en dépit même de la menace que suspend sur l'existence de notre patrie l'impérialisme de celle qui se réclame de lui, la fortune du marxisme connaît parmi nous, surtout depuis vingt ans, une conjoncture ascendante. Or, le prestige persistant et rebondissant du marxisme est peut-être pour une part le prestige même de la doctrine, du mode de penser doctrinal, le prestige de ce que Saint-

(25) Les perspectives probabilistes sont plus explicites encore dans la théorie des jeux, dans beaucoup de discussions sur le *welfare*, dans plusieurs récentes études de M. Th. Guilbaud.

Simon appelait la « théorie générale », et qu'il n'eût certes pas reconnu dans l'ouvrage de Keynes qui porte ce titre. Le marxisme satisfait le besoin de synthèse totale, le besoin de système qu'éprouve toujours l'esprit humain, mais auquel aucune école contemporaine d'économistes ne paraît se soucier de répondre. Le secret de la fortune présente du socialisme de Marx — dit scientifique — c'est peut-être dans l'esprit des hommes de notre temps une révolte de l'appétit de doctrine contre une science qui se recroqueville et dégénère en technique. Non, ce n'est pas Keynes qui nous apporte le nouvel évangile économique que j'invoquais page 251. Nous attendons encore qu'à l'échelle du marxisme surgisse une vraie doctrine économique de liberté pour le xx^e siècle.

La thèse que j'avais entrepris d'illustrer me paraît donc aujourd'hui tout aussi actuelle qu'elle pouvait l'être en 1944. Et cela m'aide à espérer que ce petit livre déjà périmé n'en est pas moins capable de rendre encore des services. Comme un vieux serviteur aux vêtements usés, qui ne connaît pas le maniement des nouvelles machines, mais dont le cœur est resté jeune. Il aimerait à quelques-uns encore faire aimer l'histoire des doctrines économiques. Celle-ci n'est pas en effet seulement une matière à étudier : c'est une cause à défendre. Hier encore on reconnaissait à l'enseignement économique français ce mérite propre, qu'il réservait dans ses programmes la place d'honneur à l'histoire des doctrines. Au pays de Gide et Rist et de Gonnard, dans notre pays traditionnellement friand d'idées, et qui aime à mettre de l'ordre dans les siennes, la formation des jeunes économistes reposait d'abord sur un long commerce avec les doctrines du passé. Ainsi l'ontogénie reproduisait la phylogénie ; et l'esprit de chaque étudiant devait successivement parcourir toutes les étapes qu'a franchies autrefois l'esprit humain dans sa progressive conquête de la science. Pour autant les études économiques demeuraient chez nous exercice de réflexion, apprentissage de l'art de comprendre la pensée d'autrui, occasion de cultiver l'intelligence des textes, et le goût des systèmes. Elles reposaient sur les auteurs classiques, et les jeunes esprits subissaient l'empreinte de cette force et de cette clarté que dégagent leurs constructions. L'histoire des doctrines économiques possède une valeur pédagogique privilégiée : en France mieux qu'ailleurs on l'avait comprise. Or, nous sommes en train de perdre cet avantage. A l'agrégation économique la leçon d'auteurs, portant sur un programme étendu et indiqué à l'avance, a été supprimée. Dans nos programmes de doctorat qui se sont diversifiés, ramifiés, chargés à l'excès par l'adjonction d'un foisonnement de spécialités neuves et encore mal policées, l'histoire des doctrines s'est trouvée quelque peu submergée. On l'a noyée encore dans l'histoire économique, assez étrangement étiquetée « histoire des faits ». Comme si les doctrines n'étaient pas elles-mêmes des faits, non moins que les institutions, les structures ou les événements ! Et comme si le meilleur principe d'explication, de classification, d'intégration, d'intelligence de l'ordre des faits n'était pas la référence à la ligne vivante et continue de la tradition doctrinale. Aujourd'hui, dans sa hâte d'en arriver aux théories modernes, même notre enseignement de licence passe souvent vite sur l'héritage des vieux auteurs. Un esprit moderniste s'est mis à souffler sur nos chaires, qui chez beaucoup de nos élèves développe la puérile illusion que l'économie politique commence en 1930. Si bien que lorsque l'on repose aujourd'hui la vieille question séculaire : « A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ? », il faut bien paradoxalement répondre que pour une part sans doute — et pour autant qu'elle s'avère effective — elle résulte de ce que les étudiants anglais et américains font plus d'histoire des doctrines et connaissent mieux les classiques que leurs camarades français. Et que ceux-ci comprendront-ils donc de

Keynes, s'ils doivent ignorer l'atmosphère dans laquelle a mûri sa pensée, et les auteurs qui lui ont servi de point d'appui, de tremplin, de repoussoir : Alfred Marshall, et, à travers lui et directement, Stuart Mill et tous les classiques (26) ?

Les doctrines anciennes doivent toujours être enseignées, ne serait-ce que pour préserver de l'essoufflement l'élan progressif de la science contemporaine. Si nous la laissons se couper de ses racines, elle ne pourrait que se dessécher et périr. Il n'y a pas à la longue de pensée féconde sans arrière-plan. Plus que jamais à notre époque, il semble opportun que l'économiste aille ressaisir dans l'histoire et dans la réflexion doctrinale cet autre bout de la chaîne qu'il commence à lâcher. C'est quand la mode devient trop jeune et trop tyrannique qu'il importe surtout de recourir aux autorités traditionnelles et légitimes. C'est alors que les eaux du fleuve deviennent trop riches et limoneuses qu'il est indiqué de remonter, pour s'y baigner, plus près des sources. Et quand l'univers intellectuel d'une époque menace de se disloquer sous la pression d'une trop riche poussée de nouveauté, alors il est temps de faire retour sur l'histoire et sur la doctrine, fortes leçons de continuité, gages pour autant de durables progrès.

A ce pèlerinage aux sources conviennent sans doute les grandes lignes que dessinait l'itinéraire du présent opusculé. Et puisque celui-ci comptera vraisemblablement parmi ses lecteurs une fraction notable d'étudiants, je voudrais, pour terminer, dégager à leur intention quelques-unes de ces lignes de marche, et leur proposer du même coup quelques orientations pour les études qu'ils entreprennent.

1° L'histoire des doctrines économiques, c'est d'abord de l'histoire. Il convient de la cultiver en historien, mieux qu'en doctrinaire ou en économiste. L'historien s'intéresse au passé pour lui-même, non pour aller mendier aux siècles révolus quelques échos rétrospectifs plus ou moins imaginaires du présent. L'historien n'est pas un chasseur d'anticipations. Son ambition scientifique majeure, son idéal qu'il sait impossible mais qui lui sert de constant point de mire, c'est la restitution du passé. Pour l'historien des doctrines il s'agira, — selon le mot qu'emploie la théologie de l'inspiration des Écritures, — de comprendre « ce que l'auteur a voulu dire », et pour cela de l'interpréter à l'intérieur des cadres historiques mentaux qui furent les siens. Les auteurs du passé ont entendu répondre à leurs problèmes et non point aux nôtres. Craignons de multiplier les contresens historiques si nous voulions à tout prix les déguiser en précurseurs des théoriciens à la mode.

2° Il me semble souhaitable que la formation historique de l'économiste demeure centrée sur les doctrines, au sens que j'ai proposé pour ce mot. L'intérêt de l'histoire économique, récemment introduite dans nos programmes, n'est pas ici contestée. L'histoire des théories, à laquelle Pirou a consacré une collection chez Sirey, et M. Émile James un livre récent chez Flammarion, n'est point non plus sans fruits. Mais comme M. James l'a très simplement reconnu lui-même (27),

(26) Le modernisme n'est pas le fait des grands novateurs, mais la faiblesse de leurs disciples, qu'y précipite leur enthousiasme inconsidéré pour le maître. Il est de leur part le premier acte de la trahison.

(27) Cf. Émile James *Histoire des théories économiques*, Introduction, p. 11. Si toutes les théories étaient autrefois mues et soutenues par une doctrine, toute doctrine moderne sérieuse est nécessairement nourrie de théorie. De sorte que l'on ne saurait écrire l'histoire des doctrines contemporaines, sans faire la part très généreuse aux analyses théoriques.

il est assez vain, — surtout lorsque l'on remonte un peu loin dans le passé — de prétendre isoler la théorie de la doctrine. L'intelligence des théories suppose celle des doctrines qui les ont inspirées, et qui, explicitement ou implicitement, leur servent de support. Les théories aujourd'hui périmées, ne sont d'ailleurs que cimetières de concepts et d'enchaînements logiques morts — irrémédiablement inertes. Tandis que les doctrines, où se révèlent les hommes qui les ont conçues, peuvent toujours reprendre vie sous la plume de l'historien. L'histoire des théories est matière d'érudition, qui gagne sans doute à se voir reléguée à la fin des études. Tandis que l'histoire des doctrines est école de réflexion, et constitue pour tous une nécessaire introduction à l'économie politique.

3° L'axe de l'histoire, c'est le temps. Il ne s'agira pas de classer les doctrines selon des critères logiques, mais de dégager des filiations historiques et de mettre en lumière des enchaînements réels et successifs. Toutes les doctrines procèdent — par développement, par réaction, ou les deux à la fois — de celles qui les ont précédées : *Genitae, non factae*. Il ne faut permettre ni à l'imagination ni à la logique des concepts de faire aucune violence à la succession chronologique. L'ordre chronologique est le seul réel : l'ordre logique ne saurait jamais être que vrai. Avec mes collègues Alain Barrère et Jane Aubert-Krier, j'ai mis sur le chantier une chronologie de l'histoire des doctrines économiques, à laquelle d'autres travaux me retiennent encore d'apporter la dernière main. Le mieux d'ailleurs est que chaque étudiant se confectionne lui-même — à son propre usage et au fil de ses propres lectures — ses propres tableaux chronologiques, afin d'ordonner ses connaissances personnelles sur l'axe de la dimension du temps.

4° Enfin la substance de l'histoire des doctrines, ce sont les auteurs, et ce sont leurs textes. L'étudiant devra, même au stade de la licence, recourir directement aux textes, en lire, analyser, interpréter, discuter, confronter les uns aux autres. La vieille explication de textes reste toujours l'exercice de base de l'intelligence.

La grande ambition d'un petit essai comme celui-ci serait de suggérer à quelques-uns de ses lecteurs le goût des textes d'histoire des doctrines. Il voudrait aussi leur fournir quelques éléments pour mieux situer — donc mieux comprendre — les textes qu'ils auront choisi de lire. Puisse-t-il se révéler susceptible encore d'y contribuer !

Cissé, le 14 août 1953.

D. V.

PRINCIPALES PUBLICATIONS DE DANIEL VILLEY

OUVRAGES

Charles Brook Dupont-White, économiste et publiciste français. Sa vie, son œuvre, sa doctrine. T. I : *La jeunesse de Dupont-White et ses travaux économiques* (1807-1851), 1 vol., 677 pages, Paris, Alcan, 1936 (épuisé).

Leçons de démographie, vol. I et II, Ed. Montchrestien, 1958 (épuisé).

Notes de philosophie économique, le jeu des intérêts, Les cours de droit, 1965 (épuisé).

PRINCIPAUX ARTICLES

L'or, fausse monnaie ? (*Esprit*, novembre 1934).

L'échelle mobile des salaires, problème de relations industrielles et de théorie économique (*Politique*, mars 1938).

Pamphlet contre l'idéologie des réformes de structure (*Les cahiers politiques*, juin 1945).

A propos du catholicisme social (*Revue d'économie politique*, mars-avril 1948).

Du serment du Jeu de Paume au Conseil européen de vigilance (*Fédération*, novembre 1950).

Examen de conscience de l'économie politique (*Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1951).

Dimensions de l'Europe (*Revue politique et parlementaire*, mars 1953).

L'économie de marché devant la pensée catholique (version française : *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1954) (traduit en allemand, en anglais et en espagnol).

Un cas théorique : le sophisme du cheval mangeur (*Revue d'économie politique*, mars-avril 1956).

Dépréciation du futur et préférence pour la liquidité (*Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1957).

Prolégomènes à l'enseignement de la philosophie économique (Revue d'économie politique, juin-juillet 1959).

Marché et plan : de l'option de système (Revue d'économie politique, mai-juin 1964).

René Courtin : l'œuvre (Revue d'économie politique, novembre-décembre 1964).

LES DOCTRINES CONTEMPORAINES

par

COLETTE NEME

*Professeur à l'Université de Droit, d'Économie
et de Sciences sociales de Paris*

QUATRIÈME PARTIE

1945-1984

CHAPITRE XI

LA GÉNÉRALISATION DE LA THÉORIE GÉNÉRALE

Lorsque Daniel Villey écrivait les dernières lignes de ce livre en 1944 (*), la théorie keynésienne était encore ignorée d'une France isolée de la pensée anglo-saxonne par la II^e guerre mondiale. Un quart de siècle plus tard, l'apport de Keynes, bouleversant dans ses fondements mêmes la science économique, s'insère dans un approfondissement théorique continu. Tous les économistes sont aujourd'hui, *volens nolens*, disciples de Keynes. La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* présente avec le *Capital* de Marx le trait commun d'avoir formé beaucoup d'esprits qui ne l'ont jamais lue, et avec les *Principes d'Économie Politique* de Ricardo, celui de répondre aux problèmes économiques les plus graves de l'Angleterre au moment de sa parution.

I. — Évolution ou révolution keynésienne ?

John Maynard Keynes est né, comme Joseph Schumpeter, en 1883 dans le sanctuaire universitaire de Cambridge où son père enseignait avant lui l'économie politique. Après de brillantes étu-

(*) Cf. Daniel Villey, Préface de la troisième édition (1953), p. 253.

des à Eton, il devint et resta toute sa vie membre de King's College dont il rétablit les finances comme intendant et grâce au flair de ses spéculations boursières. Mais, plus qu'un universitaire, Keynes fut un homme d'action. Fonctionnaire à l'Indian Office de 1906 à 1908, il s'y ennuya, eut le temps d'écrire un traité sur le calcul des probabilités et démissionna. A nouveau fonctionnaire au Trésor de 1915 à 1919, il démissionna encore, après avoir exprimé sa désapprobation sur le montant, qu'il jugeait excessif, des réparations allemandes ; il en exposa les raisons dans son ouvrage *Les Conséquences économiques de la paix* (1922) où il évoquait l'insolubilité du problème des transferts tel que les alliés voulaient le poser.

Comme membre de diverses commissions et comme homme politique lié au parti libéral, il exerça une influence certaine sur les milieux gouvernementaux sans parvenir toujours à faire triompher ses vues. Il s'acquit l'estime de Chamberlain pour sa connaissance des problèmes monétaires de l'Inde en 1913-14 et obtint de Lloyd George, en 1929, la promesse de dépenses budgétaires plus élevées pour remédier au chômage. Mais il ne put empêcher le retour à l'étalon-or en 1925, ni faire adopter à la Commission MacMillan sur l'industrie, créée en 1929, un programme de travaux publics pour lutter contre la crise.

A côté de fonctions aussi honorables que Président de l'hebdomadaire libéral qui devint ensuite le *New Statesman and Nation*, Président d'une compagnie d'assurances-vie, Directeur de la Banque d'Angleterre en 1941, et pair d'Angleterre depuis 1942, Keynes était un dilettante, un artiste, presque un excentrique, féru de poésie latine médiévale participant au groupe de Bloomsbury que fréquentait Virginia Wolf, et l'époux d'une danseuse des ballets Diaghilev.

A l'apogée d'une vie très dense malgré une santé déficiente, depuis une crise cardiaque survenue un an après la parution de la *Théorie générale*, Keynes dirigea la délégation britannique à Bretton Woods en 1944. Il y prépara la constitution de la Banque Mondiale et d'un Fonds Monétaire International qui ne correspondait guère à son projet de clearing multilatéral et négocia pour

la Grande-Bretagne un prêt qui aurait dû permettre le retour à la convertibilité de la livre en 1947. Cet échec lui fut épargné ; il mourut en avril 1946 d'une nouvelle crise cardiaque.

La théorie keynésienne est issue de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, œuvre principale de Keynes, au titre rarement cité en entier, parue en 1936, et accessoirement de son *Traité sur la monnaie* (1930) et de la brochure *How to pay for the war* (1940). Cet ensemble est loin d'être cohérent. Non seulement l'ordre d'exposition de la *Théorie générale* est très peu cartésien, mais encore Keynes répudie dans la *Théorie générale* l'analyse de l'égalité entre l'épargne et l'investissement du *Traité sur la monnaie*, et contredit, la conjoncture ayant changé, dans *How to pay for the war* le jugement qu'il portait sur l'épargne dans la *Théorie générale*. Ainsi la *Théorie générale* est-elle source d'impulsion autant par ses limitations que par ses intuitions remarquables.

L'ampleur du chômage sévissant en Grande-Bretagne au début des années trente a conduit Keynes à rejeter la conception classique d'un équilibre automatique de plein emploi et à chercher ce qui détermine le niveau de l'emploi. Ce dernier dépend du niveau de la production, si l'on se place du côté de l'offre, de la demande effective, si l'on se place du côté de la demande, bref du niveau du revenu national, concept global susceptible de mesure par lequel Keynes introduit une méthodologie nouvelle, macro-économique et quantitative. La demande effective se décompose en consommation et en investissement. La consommation dépend du revenu des familles et de la propension marginale à consommer, première variable indépendante, définie comme la proportion de tout accroissement de revenu consacré à la consommation. Keynes précise dans le livre III de la *Théorie générale* que la propension marginale à consommer est mesurée en unités de salaires et que la consommation dépend du revenu réel, les consommateurs n'étant pas victimes de l'illusion monétaire. Cette propension, qui dépend à la fois de facteurs objectifs, comme la distribution plus ou moins égalitaire des revenus et la politique fiscale, et de facteurs subjectifs, tels que la précaution ou l'ambition, est stable et

inférieure à l'unité. L'hypothèse de stabilité est statistiquement fautive ; en revanche la seconde hypothèse est apparue plus solide.

L'autre composante de la demande effective, l'investissement, dépend d'une seconde variable indépendante, l'efficacité marginale du capital, que Keynes définit comme le « taux d'escompte qui appliqué à la série d'annuités constituées par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital » (1).

C'est bien une notion marginale puisqu'elle est déterminée par le coût de production d'une unité supplémentaire et, comme la propension marginale à consommer, elle est à la fois subjective par les prévisions de rendements et objective par le prix de remplacement. En longue période, Keynes croit à la baisse tendancielle de l'efficacité marginale du capital car l'accroissement de l'investissement provoque d'une part, l'accumulation du capital, donc une diminution du rendement escompté, et d'autre part, une augmentation du prix de remplacement des biens capitaux. L'efficacité marginale du capital, qui est le rapport des deux, tend donc à diminuer. Ainsi le marginalisme et l'expérience de la grande dépression ont incité Keynes à prévoir le déclin des occasions d'investissement et à adopter un point de vue stagnationniste qu'on trouve déjà dans ses *Conséquences économiques de la paix* et plus accentué, dans sa conférence de 1937 à la Société d'eugénisme (2).

A court terme, l'efficacité marginale du capital est variable parce qu'elle dépend des prévisions et son instabilité explique, selon Keynes, le cycle. La crise est provoquée par une diminution soudaine de l'efficacité marginale du capital à la suite d'une vague de pessimisme, qui peut être si forte qu'aucune diminution du taux de l'intérêt ne permette d'y remédier. Mais elle remontera lorsqu'il faudra remplacer le stock de capital. On retrouve ici la

(1) *Théorie générale*, p. 151.

(2) Some economic consequences of a declining population : *Eugenics Review*, vol. XXIX, n° 1, 1937.

double explication, objective, celle de la longévité moyenne de l'équipement, et subjective, « l'état d'esprit capricieux et déréglé des milieux d'affaires ». Chez Keynes, la théorie du cycle est donc psychologique plutôt que monétaire, à la différence d'Hawtrey, ou fondée sur la propagation d'un déséquilibre survenu dans une branche industrielle comme chez Spiethoff, Aftalion, J. M. Clark et Harrod. C'est pourquoi on a reproché à Keynes de ne pas donner une analyse dynamique endogène du cycle et de n'expliquer que la fixation des équilibres successifs de l'emploi à des niveaux plus ou moins élevés.

Outre l'efficacité marginale du capital, l'investissement dépend du taux d'intérêt qui commande le coût des emprunts. Or le taux d'intérêt est le prix de la renonciation à la liquidité et non celui de la renonciation à la consommation qu'est l'épargne. La préférence pour la liquidité, troisième variable indépendante, est ainsi mise en parallèle avec la propension à consommer. Cette tendance à thésauriser se rattache à l'incertitude du futur et se définit par les trois motifs de transaction, de précaution et de spéculation qui la gouvernent. Mais Keynes, peut-être par déformation boursière, semble avoir sous-estimé le motif de transaction au profit de celui de spéculation, oubliant que la spéculation peut porter sur des biens réels et que la spéculation boursière elle-même est moins sensible aux variations du taux d'intérêt qu'il ne le croit. La célèbre trappe monétaire est un cas extrême de la sensibilité des encaisses au niveau du taux d'intérêt : lorsque le taux d'intérêt est très bas, tout accroissement de la quantité de monnaie est absorbé par les encaisses, car cela ne vaut pas la peine de renoncer à la liquidité pour obtenir des intérêts aussi faibles ; la demande de monnaie devient parfaitement élastique ; le taux d'intérêt ne peut plus baisser : toute incitation à investir est bloquée ; on est en équilibre de sous-emploi.

La relation entre le revenu d'une part, la consommation, l'investissement et l'épargne d'autre part, est une relation d'interdépendance : le revenu dépend autant des autres agrégats qu'il ne les détermine. Ce produit se décompose en dépenses de consommation et en dépenses d'investissement ($Y = C + I$) et, en tant

que revenu il est égal à la consommation plus l'épargne ($Y = C + S$). L'épargne est donc égale à l'investissement à l'équilibre. Toutefois rien ne permet de penser que les décisions d'épargner et d'investir, qui émanent d'individus différents, soient égales : elles s'égalisent face au multiplicateur qui est l'inverse de la propension marginale à épargner. Si les décisions d'investissement dépassent les décisions d'épargne, le revenu augmente jusqu'à ce que l'épargne atteigne le niveau requis, le processus jouant symétriquement à la baisse. Si la consommation est stable, le produit, donc l'emploi, dépend de l'investissement qui tend à être insuffisant en raison de la baisse tendancielle de l'efficacité marginale du capital. Il faut alors favoriser soit l'investissement privé par une politique d'argent à bon marché, soit l'investissement public par le déficit budgétaire. Alors que la demande de monnaie dépend de la préférence pour la liquidité, l'offre de monnaie ne dépend, selon Keynes, que d'une décision des autorités monétaires. Son accroissement, en faisant baisser le taux d'intérêt, augmente la demande effective tant qu'il y a sous-emploi, mais fait monter les prix, conformément à la théorie quantitative de la monnaie, dès que l'économie entre dans la zone du plein emploi.

La théorie keynésienne paraît révolutionnaire par rapport à la pensée économique classique et néo-classique. Elle est d'abord la première à avoir marqué un hiatus entre une conception micro-économique et une conception macro-économique. Certes les économistes du XIX^e siècle raisonnaient sur l'économie entière et non sur des unités micro-économiques comme « l'homo œconomicus » ou l'entreprise représentative. Mais, pour eux, les lois économiques qui régissaient l'économie globale n'étaient que la totalisation de celles valables pour chaque unité économique. Keynes au contraire a montré le premier que les lois valables pour l'économie entière étaient d'une nature différente de celles qui gouvernent le comportement d'un sujet économique. La réduction des prétentions salariales d'un chômeur isolé, par exemple, peut conduire à son embauche, mais une baisse générale des salaires ne rétablit pas le plein emploi, car les entreprises, n'anticipant qu'une demande réduite, ne sont pas incitées à accroître leur demande

de main-d'œuvre. Keynes est donc le premier à avoir posé dans toute sa netteté le problème de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des comportements micro-économiques aux lois macro-économiques.

La même attitude le conduit à considérer, dans la tradition de la fable des abeilles de Mandeville, l'épargne, vertu privée, comme un vice au niveau collectif, car l'excès d'épargne réduit la demande effective et provoque le chômage. Cette position, compréhensible dans une Angleterre riche aux occasions d'investissement réduites par le début de son déclin économique, s'oppose à celle des économistes classiques au début de l'industrialisation, alors qu'un niveau de vie bas rendait trop rares les capitaux disponibles pour l'investissement. Il n'empêche que dans un contexte encore puritain, la critique de l'épargne paraissait une provocation.

La simplicité des recommandations keynésiennes : assurer le plein emploi, mener une politique d'investissements publics qui compense l'insuffisance de l'investissement privé et maintenir bas le taux d'intérêt, en a facilité l'adoption. Cet interventionnisme, pour sauver le capitalisme, diront certains (Klein (3), Röpke, Haberler, Fellner) pour le socialiser progressivement diront d'autres (Balogh), contraste avec le caractère normatif de la théorie classique et néo-classique qui magnifiait l'équilibre économique pour mieux dissuader l'État de le perturber. La difficulté qu'on éprouve à classer Keynes comme libéral ou comme socialiste, prouve une ambiguïté idéologique qui a accru son audience à une époque plus préoccupée d'efficacité que de doctrine. Toute sa politique économique se ramène à un interventionnisme correcteur.

Le rôle que Keynes assigne aux dépenses publiques exprime bien cet interventionnisme et la différence intrinsèque entre l'économie globale et la micro-économie. Tous les économistes du XIX^e siècle ont prôné, sans attendre Keynes, l'adoption de programmes

(3) Prix Nobel 1980, auteur de : *Economic fluctuations in the U.S. 1921-1941*, New-York 1950. — *An introduction to econometrics*, Prentice Hall, 1962 et surtout *The Keynesian revolution*, 2^e éd., 1968.

de travaux publics, lui seul les a réclamés, même s'ils sont improductifs, car ils provoquent une distribution de revenus et la réduction du chômage, même s'ils mettent le budget en déficit, car cet excès d'investissements publics ne fait que compenser l'excès d'épargne privée et rétablir l'équilibre économique général. Il faut donc juger inutile la réduction des salaires, néfaste l'épargne et productif le déficit budgétaire systématique : conseils séduisants pour le dilettante qui aimait épater le bourgeois, mais solidement étayés par l'universitaire, fils d'universitaire...

Nous sommes tous devenus keynésiens. Mais à mesure que s'écoulent les années l'aspect révolutionnaire de la *Théorie générale* semble nécessiter une fraîcheur d'âme qui fait défaut. Chaque jour davantage, Keynes apparaît comme le dernier des néo-classiques. Si dans une vision manichéenne de la théorie économique, est bien et moderne tout ce qui est dynamique, mal et désuet tout ce qui est statique, Keynes n'a jamais fait que de la statique comparative. Non seulement « dans la longue période nous serons tous morts », ce qui dispense des grandes fresques évolutives, mais dans la courte période elle-même, Keynes ne raisonne que sur des équilibres successifs, entre lesquels les ajustements sont curieusement instantanés. Ainsi le multiplicateur d'investissement, qu'il a emprunté à Kahn, n'a aucune épaisseur de temps. On peut débattre du sens du mot « dynamique », considérer comme dynamique toute explication datée (Hicks) (4) ou seulement celle qui retrace un cheminement dans le temps (Frisch) (5). Ni au premier, ni au second sens, la théorie keynésienne n'est dynamique, ce qui lui donne une gaucherie de précurseur.

Néo-classique, Keynes l'est aussi dans son souci de mêler les facteurs objectifs, tels que le revenu, la productivité du capital, la quantité de monnaie, retenus par les classiques, à des explications subjectives, propensions et anticipations psychologiques sur lesquelles a insisté l'école marginaliste. Or Keynes a été formé par Alfred Marshall au raisonnement à la marge et au calcul différen-

(4) Prix Nobel 1972, auteur de nombreux ouvrages dont les plus connus sont : *A contribution to the trade cycle*, 1951. — *Value and capital*, 2^e éd., 1946. — *Capital and growth*, 1965.

(5) Prix Nobel 1969.

tiel, qu'il applique directement à des agrégats plutôt qu'à des phénomènes micro-économiques.

Bien que la terminologie keynésienne soit neuve, les notions les plus originales trouvent pourtant leurs antécédents dans les théories économiques antérieures. On a souvent dit que Keynes était un théoricien de la sous-consommation, comme Malthus, Marx et Hobson, puisqu'il attribue les variations de l'emploi à celles de l'investissement qui ne sont pas compensées par celles de la consommation, la propension marginale à consommer étant stable. Keynes s'inspire de Malthus en effet lorsqu'il définit l'offre et la demande globale qui déterminent l'emploi par un niveau du produit appelé demande effective. Pour l'un comme pour l'autre, la dépression vient de ce que l'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne empêchent la demande globale d'absorber toute l'offre. Mais ils divergent sur les remèdes : Malthus propose d'augmenter la consommation improductive, tandis que Keynes recommande d'accroître l'investissement, ce qui augmente le revenu et, par contre-coup, la consommation. Marx lui aussi explique les crises économiques par la sous-consommation : la consommation des prolétaires, dont la propension à consommer est égale à l'unité, est insuffisante parce qu'ils sont chômeurs, et celle des capitalistes l'est en raison d'une loi psychologique comme chez Keynes. Celui-ci cependant ne distingue pas deux propensions marginales à consommer selon les classes sociales, comme le font les post-keynésiens qui opposent les salariés à l'ensemble résiduel et hétérogène des non-salariés. Pour Marx, la sous-consommation est donc la conséquence logique du système capitaliste qu'elle condamne alors que Keynes veut le sauvegarder. Il le dit clairement : « l'État n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production (6) ». Enfin, se situant par rapport aux théories de la sous-consommation, Keynes applaudit Hobson d'avoir découvert dès 1889, dans sa *Physiologie de l'Industrie*, que l'excès d'épargne pouvait être cause de l'inactivité du capital et de la main-d'œuvre. Il ne lui adresse que des critiques de détail sur le rôle de l'intérêt, traité d'une manière trop classique.

(6) *Théorie générale*, p. 392.

Dans la pensée keynésienne, la sous-consommation se relie à une conception stagnationniste de l'évolution économique en longue période qui s'exprime dans la conférence que Keynes prononça en 1937 sur les conséquences économiques d'une population déclinante, et doit s'interpréter à la lumière du pessimisme des économistes anglo-saxons classiques. Chez Keynes, comme pour Malthus et Sismondi, la stagnation économique est liée à l'évolution de la population et à une généralisation abusive de la conjoncture britannique, tendance qu'on retrouve chez les contemporains de Keynes : Hansen en tire sa théorie de la maturité économique, Robertson la compare à un ver dans un fruit et Schumpeter en déduit, contrairement à Keynes, la condamnation à terme du capitalisme.

Il est aussi facile de montrer que Keynes a emprunté sa notion d'efficacité marginale du capital à Irving Fisher qui utilise dans sa *Théorie de l'intérêt* (1930) une notion de taux marginal de rendement par rapport au coût, elle-même héritée de la productivité marginale du capital d'Alfred Marshall. Comme Fisher, Keynes insiste sur le côté prévisionnel de cette notion et ne s'en sépare qu'en la distinguant du taux de l'intérêt, alors que Fisher les reliait au contraire étroitement.

Quant à la préférence pour la liquidité, plusieurs économistes, avant Keynes, avaient déjà mis en évidence le rôle de réserve de liquidité de la monnaie, notamment Alfred Marshall lorsqu'il montre que le public a tendance à thésauriser l'or, surtout quand sa valeur augmente, Von Mises, lorsqu'il remarque que la détention de monnaie peut être assimilée à celle d'un actif quelconque, Kemmerer pour qui la thésaurisation varie avec le degré de confiance, Fisher et Hobson qui insistent sur la responsabilité de la thésaurisation dans la dépression, etc. De plus, par sa conception monétariste de l'intérêt, Keynes se rattache à la fois aux canonistes, qu'il ne connaît guère, aux mercantilistes, qu'il connaît mieux car il vient de lire l'ouvrage que leur a consacré Heckscher, et aux Suédois dont il est difficile de savoir à quel degré il les connaît et a pu s'en inspirer.

Le Keynes du *Traité sur la monnaie* est encore très proche de Wicksell puisqu'il admet que si l'investissement est supérieur à

l'épargne, il y a expansion et, dans le cas inverse, contraction. Mais Keynes dans ses réflexions ultérieures, et les disciples de Wicksell eux-mêmes, ont ensuite rejeté cette position, à peu près pour la même raison : pour la conception de l'épargne et du profit qu'elle suppose. Selon Myrdal (7), l'égalité du taux naturel et du taux monétaire suppose que la marge de profit soit nulle, qu'il n'y ait donc pas d'autres investissements que de remplacement, et l'égalité entre I et S signifie que l'investissement est égal non à l'épargne réelle, mais à celle-ci, plus le changement de valeur anticipé. Pour Keynes, l'égalité des deux taux cesse de correspondre à l'équilibre car il s'aperçoit que l'on peut définir un taux naturel pour chaque niveau d'emploi. L'égalité entre I et S devient dans la *Théorie générale* à la fois une égalité de définition et une relation fonctionnelle réalisée par le jeu du multiplicateur. Pour les deux auteurs, ce dépassement se traduit par le rejet de la notion de taux naturel, grand perdant, et par la monétarisation du taux de l'intérêt qui devient l'instrument essentiel de la politique, non seulement monétaire mais économique.

Mais la conception des Suédois l'emporte sur celle de Keynes parce qu'en imaginant la distinction entre l'analyse « ex ante » et l'analyse « ex post » de l'épargne et de l'investissement, ils font intervenir le temps, alors que le multiplicateur d'investissement keynésien est instantané. Keynes continue de raisonner dans le cadre d'une seule période, tandis que Lundberg, par exemple, recherche comment l'équilibre peut durer de période en période.

De même Bertil Ohlin, autre disciple de Wicksell (8) explique mieux que Keynes le mécanisme des transferts internationaux dans les querelles sur les réparations allemandes qui l'a opposé à ce dernier et a élaboré le théorème qui porte son nom (théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson) sur le rôle de la dotation de facteurs dans la spécialisation internationale à une époque où Keynes ne se préoccupait guère d'économie internationale.

(7) Prix Nobel 1974, *An international economy*, New-York, 1956, trad. Fse 1958. — *The challenge to world poverty*, New-York, 1970, trad. Fse 1978.

(8) Prix Nobel 1977, *Interregional and international trade*, 1952. — *La politique du commerce extérieur*, Dunod 1955.

En conclusion, l'œuvre keynésienne s'insère dans une évolution de la théorie économique beaucoup plus qu'elle ne rompt avec elle. Keynes s'est d'ailleurs plu à se découvrir des précurseurs en les choisissant de préférence peu connus. C'est ainsi qu'ayant trouvé dans le livre 22 de l'*Esprit des lois* une conception monétaire de l'intérêt, son enthousiasme le fait qualifier Montesquieu de « plus grand économiste français, celui qu'il est juste de comparer à Adam Smith et qui dépasse les physiocrates de cent coudées par la perspicacité, par la clarté des idées et le bon sens ». Cournot ou Walras mériterait davantage selon nous de tels éloges ; Montesquieu est certes remarquable, mais plutôt par son sens sociologique, auquel Keynes n'est guère sensible, que par sa théorie monétaire de l'intérêt. Silvio Gesell est une autre trouvaille de Keynes. Cet Argentin, qui fut ministre des Finances dans le Soviet de Bavière en 1919, a écrit une œuvre considérable dans laquelle, soulignant que la monnaie est la seule forme de richesse dont la conservation entraîne des frais négligeables, il préconise une politique d'argent à bon marché et le recours à une monnaie estampillée. Nouvelle exagération : Keynes estime « que l'avenir aura plus à tirer de la pensée de Gesell que de celle de Marx » (9) !

Est-ce le goût du paradoxe ou une habile publicité personnelle qui incitait Keynes à magnifier des économistes de second rang pour mieux masquer ce qu'il devait à Ricardo, à Malthus et à Alfred Marshall ?

II. — L'insuffisance des modèles de croissance.

Les insuffisances autant que les apports de la *Théorie générale* ont incité les post-keynésiens à construire une macro-dynamique qui remplace la notion de retour automatique à l'équilibre par celle d'une succession de déséquilibres tolérables. Comme ce sont les structures qui empêchent ces déséquilibres de devenir intoléra-

(9) *Théorie générale*, p. 369.

bles, les post-keynésiens ont construit une algèbre des agrégats, issue de l'égalité entre l'épargne et l'investissement, dont les paramètres et les solutions doivent s'interpréter en termes de structure. Malgré l'amélioration successive que nous allons retracer, ces modèles de croissance donnent l'impression décevante de laisser échapper la véritable nature de la croissance économique en figeant une réalité mouvante.

C'est Roy Forbes Harrod qui dès 1939 a formulé le premier de ces modèles de croissance (10). Né en 1900, Harrod a poursuivi ses études, puis enseigné à Oxford, ce qui ne l'a pas empêché de connaître dès 1930 Keynes, le maître de Cambridge, et de lui consacrer la meilleure biographie qui existe sur cet auteur dont il est, avec M^{rs} Joan Robinson, l'un des principaux continuateurs originaux, se situant à droite, puisqu'il a été le conseiller économique du Gouvernement conservateur pendant les années cinquante, tandis que M^{rs} Joan Robinson, plus à gauche, illustre la tendance marxiste.

Le modèle de Harrod veut expliquer comment la croissance se réalise à travers les fluctuations en combinant le multiplicateur d'investissement et le principe d'accélération qu'il préfère appeler « la relation », sous-entendu entre le taux de variation de la demande et celui de l'offre, car il s'agit d'une vitesse, alors que l'accélérateur signifie une variation des vitesses (11). L'originalité du modèle de Harrod tient à ce qu'il distingue trois taux de croissance, le taux garanti, qui assure l'équilibre économique entre l'épargne et l'investissement à travers la croissance et correspond en dynamique à l'équilibre monétaire des Suédois, le taux effectif, celui qui se réalise effectivement, et le taux naturel qui est le taux maximum de croissance rendu possible par l'accroissement de la population, l'accumulation du capital, le progrès technique et le choix entre le travail et le loisir, en supposant réalisé le plein-emploi. En appelant g , le taux garanti, s le taux d'épargne et c le

(10) *An essay in dynamic theory* : *Economic Journal*, mars 1939 et *Towards a dynamic economy*, 1948.

(11) Dans *The Trade cycle*, 1936.

coefficient de capital, Harrod établit son équation fondamentale $gc = s$, autrement dit le taux de croissance garanti est égal au taux d'épargne divisé par le coefficient de capital qui est aussi un taux d'investissement, donc égal au rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement. La comparaison des trois taux explique à la fois la croissance et son instabilité : de l'écart entre le taux garanti et le taux effectif naît la fluctuation, tandis que l'écart entre le taux garanti et le taux naturel provoque la croissance.

Ce premier modèle de croissance a suscité maintes critiques. On a dit que la formule célèbre de Harrod, simple identité de définition, n'était pas démontrée, que le concept de taux garanti n'était pas clair, que ce modèle ne débouchait sur aucune politique économique faute d'étape intermédiaire entre la théorie et les faits, que les concepts d'épargne et d'investissement utilisés n'étaient pas plus élaborés que ceux de Keynes, qu'en supposant le taux d'intérêt et le coefficient de capital stables et en les considérant comme exogènes, ce modèle, étranger à l'irréversibilité du temps, ne pouvait être historique... Le modèle de Harrod n'en demeure pas moins l'irremplaçable point de départ de la théorie de la croissance et, comme tel, a suscité deux variantes américaines, celle de Domar et celle de Fellner.

Le modèle de Domar (12) si proche algébriquement que joignant les deux noms on se réfère maintenant au modèle de Harrod-Domar, est né de l'insatisfaction ressentie par Domar, élève et ami d'Alvin Hansen, à la lecture de *Fiscal Policy and business cycles* : il lui semblait étrange que l'effet d'un investissement additionnel constant sur le revenu national soit un revenu constant et non croissant. Considérant l'économie à la fois du côté de l'offre comme les classiques et du côté de la demande, privilégiée par Keynes, il remarque qu'on trouve l'investissement des deux côtés, mais pas sous la même forme. Du côté de la demande c'est l'accroissement de l'investissement et l'effet de multiplication du revenu, du côté de l'offre c'est le montant de l'investissement comme accroissement de la capacité de production liée à l'accélé-

(12) *Essays in the theory of economic growth*, 1957.

rateur. Le problème se ramène à chercher quel taux d'investissement permet que l'accroissement du revenu, qui dépend de l'accroissement de l'investissement soit égal à l'accroissement de la capacité de production qui dépend du montant de l'investissement et non de son accroissement.

L'originalité du modèle de Domar consiste à remplacer le taux de croissance garanti par un taux de croissance d'équilibre, ce qui est préférable, mais en introduisant un concept de productivité moyenne sociale potentielle, qui n'est guère plus clair, bien qu'il ressemble à l'investissement « ex ante » des Suédois. D'autre part, appartenant à une génération d'économistes moins préoccupée par le cycle, Domar abandonne l'explication des fluctuations au profit de la seule croissance. L'apport réel de Domar est double ; d'une part, en insistant sur le stock de capital qui reflète la mémoire historique d'une économie globale, il se réfère à un temps plus historique que celui de Harrod bien qu'exempt de progrès technique ; d'autre part la politique économique qu'il préconise découle plus logiquement de son analyse de la croissance que chez Harrod ; ainsi de son étude des relations entre l'investissement et l'amortissement il tire argument en faveur de l'investissement accéléré et d'une politique fiscale favorable à la croissance.

L'éclairage du modèle de Fellner (13), à peine différent dans son expression algébrique, est tout autre : il est au service d'une intuition juste : la croissance ne peut être régulière que grâce au progrès technique et aux modifications structurelles. William Fellner, né à Budapest en 1905, mais venu aux États-Unis en 1939 où il a succédé à Irving Fisher à Yale, est avec Kaldor et Balogh l'un des grands économistes contemporains d'origine hongroise. Son modèle est en grande partie qualitatif. L'équation proprement dite, reléguée dans deux notes de bas de page, prouve assez le rôle secondaire de l'algèbre. En effet s'il cherche à dynamiser

(13) *Trends and cycles in economic activity*, 1957. Parmi les œuvres principales de W. Fellner, il faut citer *Monetary policy an full employment*, 1946 ; *Competition among the few*, 1949 ; *Emergence and content of modern economic analysis*, 1960. — *Probability and profit*, 1965. — *Towards a reconstruction of macroeconomics problems of theory and policy*, 1976.

l'égalité entre l'épargne et l'investissement, il conçoit ces deux agrégats comme de simples ordres de grandeur ; de plus, la régularité de la croissance qu'exprime leur égalité est due en fait au progrès technique et aux institutions politiques et économiques qui mettent en échec la loi des rendements décroissants.

L'optimisme de Fellner, à l'inverse de la conception stagnationniste de Keynes et de Hansen, qui a influencé Harrod et Domar, est une autre caractéristique de ce modèle. Selon lui, une croissance régulière suppose que le progrès technique soit ajusté, que les innovations mises en œuvre ne soient pas n'importe lesquelles, mais, grâce à une sorte de mécanisme d'induction, justement celles qui remédient aux raretés de facteurs. Or historiquement, la quantité d'innovations a toujours été suffisante pour mettre en échec la loi des rendements décroissants et le progrès technique a toujours été ajusté aux raretés dans l'offre des facteurs. Le cycle peut donc être éliminé sans altérer la croissance et les structures transformées pour permettre la régularité de cette croissance, comme en témoigne l'exemple des États-Unis.

Enfin, dans une vaste synthèse, Fellner essaie de regrouper d'une part, la théorie de la production et celle de la répartition en soulignant que la constance de l'accélérateur suppose celle de la répartition des revenus, donc un taux de profit constant. Il relie, d'autre part, l'économie réelle et l'économie monétaire puisqu'il fait de la stabilité du niveau général des prix un corollaire de l'équilibre dynamique. Enfin il concilie la théorie marginaliste et la théorie keynésienne en expliquant l'équilibre dynamique à la fois par l'égalité entre l'épargne et l'investissement et par l'action d'un progrès technique ajustant l'emploi des facteurs à leur productivité marginale. Le seul reproche qu'on puisse lui faire est d'affadir le progrès technique, qui est le sel de la croissance, en expliquant un phénomène aussi complexe par le seul état du marché des facteurs.

Par rapport à Fellner, Hicks et Goodwin ont réussi à mieux incorporer le progrès technique dans les modèles de croissance en opérant une distinction entre l'investissement autonome et l'investissement induit.

Le point de départ de Hicks (14) est que l'oscillateur de Samuelson (15) et le modèle de Harrod ont l'un et l'autre prouvé l'instabilité du système sans pouvoir expliquer pourquoi il n'explosait pas. Cette explication, Hicks la trouve dans l'existence de deux parapets : la pénurie de ressources constitue une limite supérieure, le plafond de plein-emploi, qui correspond au taux naturel de Harrod, et le fonctionnement asymétrique de l'accélérateur constitue une limite inférieure, le plancher d'équilibre inférieur qui se déduit (sans s'y confondre) du trend de l'investissement autonome, dont le rôle ressemble à celui que Fellner fait jouer au progrès technique. La croissance est donc régularisée parce que le taux effectif ne peut divaguer au-delà des deux parapets ; elle est d'autant plus régulière qu'est étroit l'intervalle qui dépend de l'importance relative de l'investissement induit par rapport à l'investissement autonome, bref d'autant plus régulière que l'investissement autonome est important. Sous cette notion nouvelle, Hicks regroupe l'investissement public, les innovations et l'investissement de longue période résultant des changements de goût dont le caractère autonome n'a pas manqué d'être contesté. Son complément, l'investissement induit, dépend de l'accélérateur qui admet diverses valeurs. Ainsi Hicks tient-il compte de la flexibilité historique de l'accélérateur sans l'expliquer en théorie. Outre cette notion d'investissement autonome, Hicks dynamise son modèle en introduisant des décalages, entre l'investissement et le revenu, entre le revenu et la consommation, entre les variations de salaires et l'emploi, entre les variations de l'offre et celles de la demande, etc. Malgré tout, le modèle de Hicks souffre de deux insuffisances : la notion d'investissement autonome masque le progrès technique, un peu comme l'arbre cache la forêt. Quant au rôle de la monnaie dans la croissance, Hicks s'en désintéresse.

La ressemblance entre le modèle de Hicks et celui de Goodwin — ou plutôt ceux de Goodwin car il en construit autant que le besoin s'en fait sentir — est frappante. Ces modèles non linéaires

(14) *A contribution to the trade cycle*, 1950.

(15) Prix Nobel 1970.

sont fondés sur les oscillations de relaxation, phénomènes étudiés dès 1933 par l'ingénieur français Le Corbeiller dont les difficultés mathématiques ont empêché la diffusion avant les années cinquante. Mais Richard Goodwin, économètre anglais, élève de Schumpeter qui manifeste, comme Ragnar Frisch, une forte propension aux mathématiques compliquées et aux contributions éparses (16), donne de la flexibilité de l'accélérateur une analyse théorique qui fait défaut chez Hicks.

Pour lui, les interrelations entre la croissance et le cycle sont telles que leur dissociation, justifiée si la croissance était linéaire, fausse la réalité. Seul un modèle de croissance non linéaire permet de comprendre que le progrès économique donne lieu à des à-coups en période d'expansion, idée qu'il emprunte à Schumpeter. Il bâtit donc sur mesure une série de modèles, allant du plus simple au plus compliqué, qui sont des oscillateurs fondés sur le multiplicateur et un accélérateur flexible. A la différence de Harrod et de Hicks, il ne prend pas pour variable le revenu mais le capital désiré. En ce sens, il pourrait sembler moins keynésien qu'eux, mais le rôle qu'il fait jouer à la demande effective montre qu'il suit Keynes, sinon à la lettre, du moins en esprit. Il suppose alors que le capital désiré dépend du revenu, à travers l'accélérateur, et du progrès technique, distinction qu'on peut rapprocher de celle qu'introduit Hicks entre l'investissement autonome et l'investissement induit. L'écart entre le capital désiré et le capital réalisé, tantôt positif, tantôt négatif, joue le rôle d'un servomécanisme qui fournit une explication endogène du cycle, tandis que la croissance régulière du capital désiré, sous l'effet du progrès technique et de l'élévation de la fonction de consommation, expli-

(16) Dont les plus importantes sont :

— Secular and cyclical aspects of the multiplier and the accelerator in : *Income, Employment and Public Policy — Essays in honor of Alvin Hansen*, (1948).

— The non-linear accelerator and the persistence of business cycles : *Econometrica*, janv. 1951.

— Econometrics and the business cycle analysis, in : Alvin Hansen, *Business cycles and national income* (1951).

— A model of cyclical growth in : *Business Cycles in the post-war World*, Éd. Lundberg, 1956.

que la croissance. Ainsi Goodwin, raisonnant sur un accélérateur flexible, puisqu'il dépend du progrès technique, et dynamique en ce qu'il suppose des décalages, a essayé de faire faire à l'accélérateur les mêmes progrès que ceux qu'a réalisés le multiplicateur depuis la conception instantanée qu'en avait Keynes. Supérieur dans le traitement de l'accélérateur, le modèle de Goodwin tient moins compte, dans l'ensemble, des décalages que celui de Hicks, et il utilise des mathématiques différentes, le calcul différentiel au lieu des équations aux différences finies.

Pourtant tous ces modèles présentent le défaut fondamental de considérer comme variables exogènes la population et le progrès technique. Un progrès ultérieur de l'analyse économique post-keynésienne devait les incorporer au modèle général de la croissance.

Il y a deux manières de rendre la population et le progrès technique endogènes : les incorporer comme deux expressions d'un même dynamisme en cherchant la relation complexe qui les lie, attitude adoptée par les Anglais Nicolas Kaldor et M^{rs} Joan Robinson, ou les considérer comme deux facteurs distincts de la croissance, ce qu'on fait les Américains à partir de la fonction de Cobb Douglas.

Nicolas Kaldor, né en 1908, expert des Nations-Unies, professeur à Cambridge et conseiller économique du Gouvernement travailliste, est surtout célèbre par sa proposition de réforme fiscale (17) remplaçant l'impôt sur le revenu à progressivité rapide par un impôt sur la dépense, quel qu'en soit le moyen de financement : revenus, gains en capital ou héritage. Un tel impôt présenterait, selon lui, l'avantage d'être équitable, car parfaitement ajusté au pouvoir de dépense du contribuable, et anti-inflationniste, puisqu'il exonérerait l'épargne tant qu'elle ne serait pas dispensée et remplacerait d'autres impôts qui, eux, sont répercutés sur les prix. On a toutefois reproché à l'impôt sur la dépense d'être difficile à administrer et de socialiser le capital dans les mains des épargnants plutôt que d'empêcher l'accumulation des

(17) *An expenditure tax*, 1955.

fortunes privées. Pourtant les idées de Kaldor ont reçu un début d'application en Angleterre avec la création d'un impôt sur les bénéfices spéculatifs et les gains en capital.

L'originalité du modèle de croissance (18) de Kaldor tient à une fonction de progrès technique dans laquelle il condense deux facteurs souvent distingués, l'accumulation du capital et le progrès technique, représentés par une courbe plus ou moins élevée selon l'abondance du flux d'idées neuves, qui détermine un équilibre tel que le pourcentage de croissance du capital soit égal à celui de la croissance de la production et à la valeur du coefficient de capital. Ce dernier ne dépend donc pas, dans le modèle de Kaldor, de la nature des inventions, mais de la relation entre le flux d'idées neuves et le taux d'accumulation du capital. Ainsi Kaldor offre-t-il une réponse au problème soulevé par la constance approximative du coefficient de capital ainsi que celle de la part des profits et des salaires dans les économies capitalistes depuis plus d'un demi-siècle. Difficulté qu'Hicks, Harrod ou M^{rs} Joan Robinson ont résolue en imaginant la neutralité du progrès technique (autant d'inventions « labor saving » que d'inventions « capital saving » — quelle coïncidence !) — et Kalecki, en supposant l'accroissement du pouvoir de monopole contrebalancé par la baisse du prix des matières premières.

A la suite de Kaldor, d'autres modèles de croissance d'inspiration keynésienne construits pendant les années cinquante (Boulding (19), M^{rs} Joan Robinson (20), Weintaub (21), Bombach (22), Schneider (23), etc.) se sont orientés vers l'analyse des variables de la répartition.

(18) *A model of economic growth* : *Econ. Journal*, 1957, et *Essays on economic stability and growth*, 1960.

(19) *A reconstruction of economics*, ch. 14, 1950, et *The fruits of progress and the dynamics of distribution* : *American Economic Review*, mai 1953.

(20) *The accumulation of capital*, 1956.

(21) *An approach to the theory of income distribution*, 1958.

(22) *Preisstabilität, Wirtschaftliches Wachstum und Einkommensverteilung* : *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, mars 1959.

(23) *Einkommen und Einkommensverteilung in der makroökonomischen Theorie* : *Industria*, n° 2, 1957.

L'un des plus brillants sinon des plus fidèles disciples de Keynes, Joan Robinson, première femme qui ait marqué la théorie économique, a publié en un demi-siècle, une œuvre considérable regroupée en cinq volumes, avant sa mort en 1983.

Nourrie dans le sérail de Cambridge où elle arrive en 1922, elle côtoie A. Marshall, Keynes et Straffa et, stimulée plus qu'étouffée par eux, apporte une contribution scientifique originale, malgré (ou grâce à) l'idéologie de gauche qui anime cette aristocrate.

Joan Robinson, d'abord élève d'Alfred Marshall dont les *Principes* étaient alors « la bible » de l'économie, lui emprunte sa distribution entre le court et le long terme, mais autant les contradictions dont il vivifie son analyse de l'équilibre partiel lui paraissent justifiées, autant sa vision de l'équilibre comme aboutissement d'un processus dynamique dans le long terme, ne la convainc pas. Pour elle, l'équilibre n'est qu'une référence. L'analyse keynésienne vient combler son insatisfaction. Elle discute des idées forces de la *Théorie générale* avant même que le livre ne soit publié et en voudra à Hicks de réduire son apport à la courbe IS/LM, alors qu'elle le situe dans l'analyse de l'incertitude en courte période. Mais, dès 1949, elle regrette que Keynes n'ait pas élaboré de théorie de la longue période ni répondu aux problèmes majeurs de l'économie : quelles sont les forces qui gouvernent l'importance du surplus social, le taux d'accumulation et le progrès technique ? Quelles sont celles qui provoquent à travers le processus d'accumulation capitaliste des crises de chômage périodiques ?

Ces problèmes, Ricardo se les était déjà posés et Joan Robinson les découvre ainsi que Marx, à travers Straffa, lorsqu'il publie son introduction aux œuvres de Ricardo en 1951 et grâce à Michel Kalecki. Elle constate alors que « le concept de taux de profit du capital est essentiellement le même chez Ricardo, Marx, Marshall et Keynes » (vol. IV, p. 247). Joan Robinson, qui se qualifie elle-même de « keynésienne de gauche » devient marxiste en ce qu'elle est favorable à la socialisation de l'investissement et au contrôle public du revenu issu de la propriété, car les moyens de production incorporent une technologie qui résulte d'un effort

collectif et ne doit pas donner lieu à un monopole privé. Mais les marxistes ne lui pardonnent pas de considérer la théorie de la valeur-travail comme « un détour inutile et confus » (Gram et Walsh, *Journal of Economic Literature*, juin 1983, p. 545).

Son œuvre originale a consisté à généraliser la *Théorie générale* d'abord en étendant l'analyse keynésienne à la longue période dans son œuvre la plus célèbre « *L'accumulation du capital* » (1956). Elle y montre que le capital ne peut être mesuré indépendamment du taux de profit, ce qui provoqua une longue controverse sur la mesure du capital. Ensuite elle généralise la *Théorie générale* en l'appliquant, l'une des premières, à l'économie internationale, dénonçant les mesures de représailles (politique *beggar my neighbour*) qui se sont multipliées pendant les années 30 mais qui ont pu — en partie grâce à elle — être évitées pendant les années 70.

Joan Robinson, trop marxiste pour les uns, pas assez pour les autres, n'utilise pas les mathématiques et déteste la théorie walrasienne de l'équilibre général. C'est une moraliste, opposée libéralisme car il nie ce qui est pour elle le grand problème moral, le conflit entre l'intérêt individuel et l'intérêt social. Son idéologie socialiste ne l'a pas empêchée de construire une œuvre scientifique considérable, mais sûrement d'avoir un prix Nobel.

Finalement, ce ne sont pas les modèles de croissance de type keynésien fondés sur la demande et l'investissement mais ceux qui, à partir de l'offre et des coûts, prennent appui sur les relations input-output de Léontief (24) et la fonction de Cobb Douglas (25) qui ont le mieux cerné le rôle du progrès technique dans la croissance. S'il ne peut être incorporé au travail seul (Denison) (26) (Denison) (26) ni au capital seul (Solow) (27), il apparaît comme un résidu mystérieux qu'une fonction plus complexe SMAC (du

(24) Prix Nobel 1973.

(25) Présentée en français par R. Fruit : *La fonction de production de Cobb-Douglas* : *Revue économique*, 1962.

(26) Dans *Le facteur résiduel et le progrès économique*, O.C.D.E. 1964.

(27) *Technical changes and the aggregate function of production* : *Review of Economics and Statistics*, 1957.

nom de ses auteurs : Solow, Minhas, Arrow (28) et Chenery) (29) essaie d'isoler en supposant une élasticité de substitution variable et aussi — ce qui est bizarre à propos du progrès technique — des rendements constants.

III. — Le néo-keynésianisme.

Schumpeter, dans les dernières pages de son *Histoire* (inachevée) de *l'analyse économique*, porte sur Keynes un jugement auquel tout porte à souscrire : « le professeur Hicks avait certainement raison de dire que la *Théorie générale* n'est ni le commencement, ni la fin de la théorie économique dynamique. Mais il est vrai que, sans l'avoir voulu et peut-être même contre sa volonté, il lui a donné une puissante impulsion. Presque toute la macrodynamique part maintenant d'une forme dynamisée de son modèle. Dans une histoire de l'analyse, c'est le point sur lequel insister. Mais dans une histoire de la pensée économique, les recommandations keynésiennes en matière de politique économique, marquées par leur époque comme elles le sont, et certaines des doctrines caractéristiques de Keynes, qui ont déjà perdu leur portée, sont sans doute encore plus importantes » (30).

L'inadaptation des prescriptions et de la théorie keynésienne aux faits d'après la II^e guerre mondiale a suscité en effet un approfondissement tant de la politique économique que de la macrodynamique.

a) L'inadaptation des prescriptions keynésiennes.

Le succès des prescriptions keynésiennes peut s'expliquer d'abord par le souci qu'avait Keynes, dans la tradition anglo-saxonne et par tempérament, que sa théorie, plus inductive que

(28) Prix Nobel 1972, auteur de *Social choice and individual values*, 1951, trad. Fse 1974.

(29) *Capital-labour substitution and economic efficiency : Review of Economics and Statistics*, août 1961.

(30) J. Schumpeter, *History of economic analysis*, p. 1183-84.

déductive, débouche sur une politique économique qu'elle justifie, ce qu'Alain Barrère qualifie de « finalisme », ensuite par l'ambiguïté idéologique des mesures qu'il préconise, acceptables tant des libéraux que des socialistes, enfin et surtout par la simplicité de ses recommandations qui peuvent se résumer en trois points : plein emploi, déficit budgétaire et argent à bon marché.

Tentantes par leur facilité et adoptées par des pays très différents de l'Angleterre, ces trois recommandations se sont révélées mal adaptées dès le début des années cinquante. La politique d'argent à bon marché a été rejetée la première, comme incompatible avec l'insuffisance d'épargne privée due à la guerre et à l'inflation réunies. Le déficit budgétaire, lorsqu'il n'est pas limité à son rôle conjoncturel, a paru socialiser hypocritement l'économie par excroissance du secteur public, ce que l'orientation politique à droite de plusieurs nations occidentales ne pouvait accepter. Enfin l'objectif de plein emploi, bien qu'il soit toujours le credo des nations et des organisations internationales, s'est trouvé en contradiction avec la stabilité des prix et l'équilibre extérieur, faisant découvrir le problème évoqué sous le terme de triangle magique. Encore la réalisation du plein emploi dans la plupart des pays évolués jusqu'à la fin des années soixante n'a-t-elle pas été entièrement due à l'adoption de politiques keynésiennes, la rapidité du taux de croissance économique et l'évolution de la population active s'étant conjuguées pour que le marché de l'emploi demeure favorable.

L'application, parfois à tort et à travers dans un contexte différent, des prescriptions keynésiennes a précipité le sentiment qu'il fallait compléter et dépasser Keynes.

Trop statique, trop quantitative et insuffisamment exigeante, la notion de plein-emploi s'est progressivement affinée. Colin Clark (31), né en Australie en 1905, l'a dynamisée dans sa célèbre loi des trois secteurs (32), précisée en France par Jean Fourastié,

(31) V. D. Villey, Préface de la troisième édition, p. 253.

(32) *The conditions of economic progress*, 1940.

né en 1907 (33), en analysant le glissement, sous l'effet du progrès technique, de la population active du secteur primaire (agricole) au secteur secondaire (industriel), puis tertiaire (services). La répartition de la population active entre les trois secteurs reflète à la fois le niveau de développement, faible si la moitié de la population active reste rivée à l'agriculture, élevée si elle est au contraire employée dans les services. Elle indique la productivité (moyenne dans le secteur primaire, élevée dans le secondaire et faible dans le tertiaire) et même l'élasticité de la demande de consommation qui augmente régulièrement du secteur primaire au secteur tertiaire.

La réalisation du plein-emploi par secteurs et par catégories professionnelles donne lieu à un autre phénomène de glissement étudié cette fois par Phelps Brown. Le glissement de salaires se définit comme un écart, mesuré par une différence ou un pourcentage entre les salaires négociés dans les conventions collectives et ceux effectivement pratiqués dans l'entreprise, entre le droit et le fait, entre le pouvoir syndical et les forces du marché. Ce phénomène, bien qu'il ne soit pas toujours lié au plein-emploi, s'explique pourtant par la rareté de certaines catégories de main-d'œuvre. Phelps Brown (34) distingue un glissement primaire dont bénéficient certains travailleurs placés dans des conditions spéciales sur le plan de la conjoncture, de la productivité ou de la localisation, d'un glissement secondaire remédiant à une distorsion initiale de la structure des salaires. Les statistiques montrent que le glissement primaire est plus important pour les hommes que les femmes, les travailleurs aux pièces que les mensuels et les ouvriers qualifiés que les manœuvres. Pour les néo-keynésiens, une politique de plein-emploi se transforme donc en une politique active de main-d'œuvre, ensemble complexe allant du contrôle de l'exode rural à la formation professionnelle des adultes.

La théorie de la segmentation du marché du travail analysée au début des années 70 par des économistes américains tels que

(33) *Le grand espoir du XX^e siècle*, 1949. — *Les 30 glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1973*, Paris, 1979.

(34) *Wage drift* : *Economica*, nov. 1962.

Doelinger et Piore, s'offre à expliquer la persistance de compartiments étanches sur le marché du travail, dualisme dont le modèle néo-classique ne parvient pas à rendre compte à partir d'une mobilité ou d'une information insuffisante.

La segmentation peut être définie comme « le processus historique par lequel des forces politiques et économiques favorisent la division du marché du travail en sous-marchés séparés ou segments distingués par des caractéristiques différentes et des règles de comportement différentes », notamment un marché primaire, à hauts salaires, qualification et productivité élevée et stabilité d'emploi, et un marché secondaire présentant les traits inverses et correspondant à la main-d'œuvre noire aux U.S.A. et immigrée en France et en R.F.A.

Sur le plan historique la segmentation paraît liée à la transition entre le capitalisme concurrentiel et le capitalisme monopolistique. Du point de vue économique, elle traduit l'introduction du progrès technique : les entrepreneurs investissent à la fois en innovations « labor saving » et en travail qualifié, or la compétence s'oppose à la mobilité.

Sur le plan politique enfin la segmentation divise la classe ouvrière et légitimise les inégalités.

Analysant un processus de divergence sur le marché du travail, la théorie de la segmentation se rattache à celle du déséquilibre.

La politique keynésienne du déficit budgétaire présentait l'imperfection de confondre l'action conjoncturelle et la transformation structurelle et de négliger l'importance du mode de financement et de la structure des dépenses publiques. Elle a toutefois donné aux finances publiques une impulsion remarquable. Dès 1945 l'économètre scandinave Trygve Haavelmo (35) démontrait les effets multiplicateurs d'un budget, fut-il équilibré. Boulding (36) déterminait en 1950 le montant de l'excédent budgétaire nécessaire pour compenser un écart inflationniste donné. Mus-

(35) *Multiplier effects of a balanced budget* : *Econometrica*, oct. 1945.

(36) *A reconstruction of economics*, Ch. 16, 1950.

grave (37) évaluait ensuite l'effet de stabilisation automatique du revenu dû à la sensibilité conjoncturelle de l'impôt. Enfin en 1961, Walter Heller, Kermit Gordon et James Tobin, conseillers économiques du Président Kennedy, élaboraient deux instruments d'analyse nouveaux, le P.N.B. potentiel, c'est-à-dire l'optimum de production, en supposant les prix stables et le plein-emploi de tous les facteurs de production, et le solde budgétaire de plein emploi, solde virtuel qui résulterait des dépenses publiques effectives comparées aux recettes fiscales qu'on obtiendrait dans une économie en plein emploi. Ces deux concepts, originaux et discutés, leur ont permis, devant le Congrès américain, de transiger avec le mythe solide de l'équilibre budgétaire et d'appliquer une politique de modulation des recettes fiscales qui a réussi en 1966 à éliminer un chômage de 6 %, même s'il est difficile d'attribuer à la seule politique fiscale le changement de rythme de l'économie américaine. La politique budgétaire néokeynésienne s'oriente donc vers la diversification des instruments budgétaires et le dosage qualitatif de leurs effets combinés à la politique monétaire.

La nouvelle École de Cambridge.

Étiquette que se sont données les trois mousquetaires du Cambridge Economic Policy Group, W. Godley, le plus connu, F. Cripps et J.-M. Fetherston dans leur manifeste de 1974, critique la régulation de la demande, cause du « stop and go » de l'économie britannique des années 60 et approfondit la relation IS/LM que d'aucuns (Dornbusch et Fisher) ont considéré comme le cœur du keynésianisme mais qui présente la double lacune de mal préciser les relations entre stocks et flux et d'ignorer les délais de réaction.

L'apport de la nouvelle École de Cambridge est à la fois théorique et empirique. Sur le plan théorique il se ramène à trois propositions qui forment une sorte de syllogisme :

(37) *The theory of public finance*, 1959 et *Fiscal systems*, 1969.

- 1) la somme algébrique des trois soldes du secteur privé, du secteur public et du secteur extérieur est nulle ;
- 2) le solde du secteur privé est « stable », première version, ou encore « faible et prévisible » ;
- 3) donc le solde du secteur public détermine celui de la balance extérieure, autrement dit la politique budgétaire du Gouvernement est responsable du déficit extérieur.

Si la majeure repose sur une égalité comptable évidente dès qu'on se rappelle qu'un déficit extérieur a un signe positif car il suppose une entrée de capitaux, la mineure constitue une contribution intéressante à la fonction de dépenses privées.

Godley, dans son *Traité de Macro-Économie* (1981) suppose qu'il existe une relation normale entre le stock d'actifs financiers détenus par le secteur privé et le flux de revenus bruts privés et que cette relation détermine la liaison entre flux de revenu et flux de dépense. La dépense dépend du seul revenu disponible courant et décalé « Virtuellement la totalité du revenu disponible du secteur privé dans son entier est dépensé en biens et services dans un délai très court » (Fetherston et Godley, 1978).

L'apport empirique de la nouvelle École de Cambridge consiste en une bonne vérification de ces relations, mesurables grâce à la comptabilité nationale, pour le Royaume-Uni entre 1954 et 1972. Le secteur privé dépense 45 % de son revenu en deux ans et toute variation du solde budgétaire se reflète sur la balance dans ce délai. La nouvelle École de Cambridge en déduit une politique commerciale paradoxale. Comme une relation entre solde budgétaire et solde de la balance des opérations courantes est compatible avec n'importe quel niveau de chômage, c'est le niveau du taux de change qui détermine celui du chômage (élégant paradoxe du Professeur Nield), ce que Meade ne désapprouverait pas.

Mais les anticipations inflationnistes sont telles que non seulement l'effet sur la demande globale est long à se faire sentir (courbe en J), mais elles précipitent les importations et ne réduisent même pas la demande globale « l'ampleur de la dévaluation nécessaire en théorie pour renverser le déclin industriel (en G.-

B.) est telle qu'il n'en résulterait qu'une accélération de l'inflation insoutenable. Le contrôle direct des importations est le seul moyen de reconquérir le marché intérieur » de résoudre le chômage et d'accroître la demande globale, donc il ne réduit pas le volume des importations puisqu'il augmente la demande. Le volume du commerce mondial ne devrait pas diminuer non plus. En effet, Cripps distingue, selon qu'ils ont atteint ou non la limite de leur endettement, des pays non contraints, relativement performants (O.P.E.P., Japon, R.F.A.) et des pays contraints (P.V.D. non pétroliers, G.-B.). Le commerce mondial dépend de la part des exportations des pays non contraints dans le commerce mondial, des importations des pays non contraints et de l'endettement tolérable des pays contraints. Pour augmenter le commerce mondial, il convient donc que les pays contraints contrôlent les importations qui proviennent des pays non contraints. En sens inverse « le protectionnisme sournois et discriminatoire tel que celui que pratiquent actuellement les pays industrialisés ne produit pas d'effet bénéfique parce qu'il tend à sanctionner surtout les partenaires commerciaux faibles tels les P.V.D., il peut réduire l'ensemble du commerce sans restaurer le plein-emploi nulle part ». Encore faut-il qu'il n'y ait pas de représailles de la part des pays performants, ce qui nécessite un protectionnisme concerté et multilatéral.

La Nouvelle École de Cambridge a fait l'objet de très nombreuses critiques :

— Pourquoi privilégier l'action du budget sur la balance extérieure ? La balance affecte aussi le budget : des succès à l'exportation accroissent les rentrées fiscales et diminuent le déficit budgétaire. Les partisans de la Nouvelle École de Cambridge ne le nient pas, mais estiment que la politique économique peut plus facilement agir sur le budget que sur le solde commercial.

— Pourquoi ignorer que le budget est partiellement endogène et lié au comportement du secteur privé par la stabilisation automatique ?

— Pourquoi supposer que le taux d'intérêt est stable et que la propension marginale à dépenser du secteur privé est proche de l'unité ? Depuis 1974 la Nouvelle École de Cambridge a donné

de cette fonction de dépense une version plus complexe qui introduit trois autres variables : la variation du crédit bancaire aux ménages, la variation des ventes à crédit et celle de la valeur comptable des stocks, qui expliquent bien la variance des actifs financiers du secteur privé. Mais il n'empêche que les nouveaux économistes de Cambridge ne distinguent pas entre ménages et entreprises et ne donnent aucune explication théoriquement valable d'une éventuelle compensation qui serait la cause de la stabilité.

Enfin, comment concilier cette stabilité avec la théorie du revenu permanent ? Godley réfute cette objection en ces termes : « cette hypothèse paraît peu plausible. Elle implique en effet qu'alors que les agents ne croient pas à la permanence de leur revenu, ils sont néanmoins disposés à accumuler des stocks d'actifs financiers en excès de ce qui serait la contrepartie de ce niveau de revenu, dans lequel ils ne croient pas par hypothèse. »

— Pourquoi le contrôle des importations ne serait-il pas aussi inflationniste que la dévaluation et pourquoi les pays performants accepteraient-ils de modifier la structure de leurs exportations ?

La Nouvelle École de Cambridge présente toutefois deux mérites, celui d'asseoir la théorie sur une vérification statistique qui, même étendue à d'autres pays (Canada, États-Unis, France, R.F.A.) demeure assez bonne, et celui de déboucher sur des propositions de politique économique originales. Néanmoins son apport reste plus modeste et plus discuté que celui de la grande école de Cambridge née d'Alfred Marshall.

L'influence de Keynes, jointe à celle des Suédois, aboutissait à donner à la politique monétaire, notamment à la manipulation du taux de l'intérêt, des ambitions démesurées que les expériences européennes, puis américaines, ont démenties. Les conclusions du rapport Radcliffe, en 1959, ont marqué l'apogée de ce désenchantement, alors que les monétaristes de Saint-Louis témoignent au contraire d'une foi exarcebée en la pleine efficacité de la politique monétaire. Keynes considérait l'offre de monnaie comme une variable exogène. Le progrès scientifique consistant

à l'endogénéiser, les néo-keynésiens (Gurley et Shaw (38), Denizet (39)) croient davantage que l'offre de monnaie est subordonnée à la volonté de la croissance en plein-emploi. De plus, en augmentant, la masse monétaire tend à se différencier en monnaie et quasi-monnaie, actifs primaires et secondaires, que les intermédiaires financiers transforment les uns dans les autres au point de diluer l'offre de monnaie dans la liquidité générale de l'économie. Quant à la demande de monnaie dont Keynes a développé une théorie à peu près inexistante chez Walras et embryonnaire chez Irving Fisher et Alfred Marshall, les néo-keynésiens (Tobin (40), l'économètre de l'intermédiation financière et de ses conséquences sur la stabilisation et la croissance, Metzler, Bronfenbrenner) ont multiplié les études économiques qui en font une fonction, non seulement du revenu, mais du taux de l'intérêt — contredisant les résultats de l'enquête d'Oxford de 1938 — et du patrimoine. Bref la politique monétaire néo-keynésienne perd en indépendance de la masse monétaire ce qu'elle gagne en subtilité dans la composition des actifs financiers.

b) Des problèmes économiques nouveaux.

Le progrès théorique n'est pas venu seulement du perfectionnement nécessaire des prescriptions keynésiennes, mais aussi de la compréhension d'un monde radicalement opposé à celui qu'avait connu Keynes, caractérisé par un progrès technique rapide, l'inflation chronique et la prise de conscience du sous-développement.

L'inflation, chronique en Occident depuis la guerre de Corée, à quelques récessions près, a posé aux néo-keynésiens deux problèmes auxquels Keynes offrait un début de réponse, celui de sa nature, monétaire ou structurelle, et celui de sa relation avec le plein-emploi. S. H. Slichter (41), en opposant une inflation par la demande à laquelle seule peut parer une politique monétaire

(38) *Money in a theory of finance*, 1960.

(39) *Monnaie et financement. Essai de théorie dans un cadre de comptabilité économique*, 1967.

(40) Prix Nobel 1981.

(41) *The american economy*, 1948.

restrictive et une inflation par les coûts qui relèverait de mesures structurelles telles que la suppression des goulots d'étranglement, a accentué ce clivage. Mais, comme l'a fait remarquer Émile James (42), une distinction aussi tranchée ne résiste pas à l'analyse de l'inflation salariale puisque le salaire est à la fois coût et revenu. Elle peut tout au plus rendre compte de la spécificité de certaines inflations dues à la majoration des prix importés ou à la répercussion sur les prix de l'alourdissement des impôts indirects. La théorie de l'inflation a donc retrouvé son unité tandis que la politique anti-inflationniste y a gagné de distinguer entre les tensions initiales, souvent d'ordre structurel, et les réactions en chaîne permises par une politique monétaire laxiste. D'autre part la relativisation de la théorie quantitative de la monnaie chez Keynes n'allait pas tarder à soulever le problème de la compatibilité entre le plein-emploi et la stabilité des prix. Phillips (43), en établissant pour la Grande-Bretagne entre 1861 et 1957 une relation économétrique entre le taux de chômage et la hausse des salaires nominaux, puis entre le taux de chômage et la hausse des prix, à condition que les profits varient parallèlement aux salaires, aboutit, ainsi que Bent Hansen, à la conclusion attristante que, pour briser la spirale des hausses de salaires liées à la productivité, étendues à d'autres secteurs pour des raisons de parité et généralisées sous prétexte de défendre le pouvoir d'achat, un peu de chômage facilite la stabilité des prix.

Le début des années 70 apporta une constatation encore plus attristante : la stagflation, faite de croissance ralentie, sinon de stagnation, et d'inflation, et même un renversement de la courbe de Phillips pour la France où plus d'inflation est allée de pair, certaines années, avec plus de chômage. Milton Friedman explique par les anticipations adaptatives la réaction des salariés qui s'attendent à des hausses de prix lorsque sont prises des mesures de lutte contre le chômage, provoquent l'inflation qu'ils redoutent et rendent le chômage indépendant du niveau des prix. La courbe

(42) *Problèmes monétaires d'aujourd'hui*, 1963.

(43) *The relation between employment and the rate of change of money wage rates in the United Kingdom, 1861-1957* : *Economica*, nov. 1958.

de Phillips, normalement orientée N.O.-S.E. en courte période devient en longue période verticale pour un certain taux de chômage, qualifié de naturel parce qu'indépendant des phénomènes monétaires, par analogie avec le taux d'intérêt naturel de Wicksell. Cette analyse appelée thèse accélérationniste a eu pour conséquence le relâchement des politiques d'indexation dans plusieurs pays européens.

A la différence de l'inflation, le problème aujourd'hui fondamental du développement n'était guère perçu à l'époque coloniale où vivait Keynes et surtout ses dimensions sociologiques étaient étrangères à la méthodologie keynésienne. La transposition aux pays sous-développés de son analyse du chômage constitue même un handicap pour comprendre le tiers-monde. A côté d'une analyse marxiste fondée sur le maintien de l'exploitation après la décolonisation et d'une analyse néo-classique traditionnelle en termes d'équilibre à un niveau de productivité insuffisante des facteurs, les néo-keynésiens ont cherché dans la désarticulation des économies la cause de leur sous-développement, Arthur Lewis (44) a insisté sur le rôle des structures économiques, politiques, sociales et mentales dans le développement. G. Myrdal (45) et Ragnar Nurse (46) ont précisé le blocage de la croissance en mettant en relief trois cercles vicieux, le cercle malthusien, tel que l'explosion démographique, dès que le revenu global augmente, empêche le revenu réel par tête d'en faire autant, le cercle vicieux du capital qui veut qu'un revenu faible engendre une épargne négligeable et rende impossible l'accumulation du capital nécessaire à une croissance ultérieure, enfin le cercle vicieux du commerce international qui aggrave la dépendance des pays sous-développés en les spécialisant dans l'exportation des matières premières aux cours dépréciés ou fluctuants. Enfin F. Perroux, né en 1903 (47), explique le sous-développement par l'effet domina-

(44) *The theory of economic growth*, 1955. Prix Nobel 1979.

(45) *Economic theory and underdeveloped areas*, 1957.

(46) *Problems of capital formation*, 1953.

(47) Dans l'œuvre considérable de Fr. Perroux, on ne se bornera à citer : *Une théorie de l'économie dominante : Economie appliquée*, avril-sept. 1948, n^{os} 2-3.

teur, défini comme l'influence asymétrique exercée par une nation, en l'occurrence la Grande-Bretagne au XIX^e siècle et les États-Unis au XX^e, en raison de la nature de ses activités (son avance technologique par exemple), de sa dimension économique ou de son pouvoir de marchandage, sur des économies plus faibles. Celles-ci se disloquent en deux secteurs, l'un moderne, branché sur l'extérieur, mais incapable d'entraîner l'autre, l'hinterland où règne encore l'économie de subsistance. Cette conception dualiste du sous-développement n'est chez François Perroux qu'un aspect d'une dynamique plus générale de la domination qui s'applique aussi bien à la firme qu'à l'État, capable de macro-décisions, ou à l'espace économique, espace abstrait qui est à la fois contenu de plan, champ de force et ensemble homogène.

La macrodynamique de François Perroux fondée sur la domination s'est sans doute inspirée de celle de l'innovation chez Schumpeter. Mais peut-on qualifier Joseph Schumpeter de néo-keynésien ?

En rébellion contre l'abstraction fondée sur l'intérêt des marginalistes autrichiens qui l'ont formé, il s'est efforcé de bâtir une histoire économique raisonnée à partir de l'homme et de sa volonté de puissance. Pourtant sa théorie du développement se réfère au circuit walrasien et non à l'équilibre de sous-emploi. On pourrait aussi le dire pré-keynésien pour sa conception monétaire du taux d'intérêt et de l'investissement à crédit qui préfigure l'efficacité marginale du capital. Mais sa dynamique de l'innovation est la réponse réellement néo-keynésienne d'un économiste qui ne saurait se contenter du « dans le long terme, nous serons tous morts », boutade qui rendra toujours la pensée keynésienne, un peu étriquée. L'unité de sa vision est aussi séduisante que critiquable, ce qui réduit un peu la place de Joseph Schumpeter, né en Moravie, étudiant à Vienne, ministre des Finances autrichiennes, banquier malheureux, professeur à Harvard où il est

— *Le dynamisme de la domination*, n° 1, 1950. — *Les espaces économiques*, n° 1, 1950. — *La notion de pôle de croissance*, n°s 1-2, 1955. — *Les macro-décisions*, n°s 2-3, 1949. — *L'Europe sans rivages*, 1954 ; *L'économie des jeunes nations*, 1952. — *Pouvoir et économie*, 1973.

mort en 1950, dans le panthéon des économistes. L'évolution historique et la théorie économique, tout s'explique par la dynamique de l'innovation. Celle-ci peut prendre cinq formes : un produit nouveau, une nouvelle matière première, une nouvelle combinaison productive, une nouvelle organisation ou des débouchés nouveaux. L'entrepreneur, personnage central, se définit par sa fonction d'innovation. Schumpeter en oublie qu'il assume aussi le risque et l'incertitude. L'innovation explique le crédit accordé à l'entrepreneur dynamique, les quatre temps de la fluctuation cyclique (prospérité, récession, dépression et reprise) liés à l'innovation, à son imitation et à l'épuisement de ses effets avant que survienne une autre innovation ; la classification des cycles selon leur périodicité, due à l'importance plus ou moins grande des innovations, et même l'évolution du capitalisme, système dynamique par excellence qui tend vers des structures monopolistiques, parce qu'elles sont les plus favorables à l'innovation et assurent les taux de croissance les plus élevés. Ce capitalisme triomphant périra pourtant de la destruction des structures sociales précapitalistes qui forment ses couches protectrices. Désireux de dépasser Marx plus que Keynes, Schumpeter évoque alors l'évolution du capitalisme vers un socialisme qui reste assez théorique.

Bien que nés la même année 1883, on dit souvent que J. Schumpeter (48) a eu aussi peu de disciples que Keynes ne les compte plus. C'est méconnaître la filiation du courant néotechnologique, illustré aux États-Unis vers 1970 par Bhagwati, Kravis, Keesing, Vernon, etc. qui transpose à la dynamique de la spécialisation internationale, la dynamique schumpeterienne du capitalisme en termes d'innovation-imitation.

Selon la théorie bien connue du cycle du produit, une innovation, fruit de la Recherche-Développement aux U.S.A. par exemple, permet l'exportation avec des profits de monopole, puis vient une deuxième phase de maturité du produit, caractérisée par la production de masse, qui exige moins de travail qualifié et la conquête de nouveaux consommateurs, en Europe par exemple,

(48) cf. Préface de la 3^e édition de Daniel Villey, p. 262 (2^e §) et 263 (fin du 1^{er} §).

avant d'aboutir à une troisième phase de standardisation et de délocalisation de la production vers le Sud-Est asiatique. Cette conception du rôle de l'innovation dans la conquête des marchés internationaux conduit à une vaste fresque des vagues successives d'industrialisation depuis 1945. Aussi devrait-on rattacher à Schumpeter ces transferts de technologie plus souvent attribués aux raffinements du marketing.

Pourtant, ni la dynamique de la domination, ni celle de l'innovation ne permettent de généraliser la *Théorie générale*, ce qui suppose la synthèse de l'équilibre walrasien et de la théorie keynésienne. Ce pont, Samuelson l'a rejeté dans les *Fondements de l'Analyse économique*. Paul Samuelson, né en 1916, est ce qu'on a coutume d'appeler un brillant universitaire. Il fit aurorité dès 1939 par deux articles hautement théoriques avant de publier en 1948 *l'Économie*, manuel qui connut un tel succès qu'il fut mis sous forme de bandes de projection. Il obtint même le prix Nobel en 1970. Mais Samuelson, loin de n'être qu'un universitaire, fut aussi le conseiller économique de maints départements ministériels, de la Rand Corporation et l'éditorialiste de nombreux journaux économiques. Sur le plan méthodologique, on peut distinguer trois Samuelson, le néo-classique du théorème de l'égalisation des rémunérations de facteurs par le commerce international en concurrence parfaite, le keynésien orthodoxe de *l'Économie* qui, comme Keynes, centre l'étude de l'économie sur le revenu national et admet des hypothèses de structures implicites, enfin le néo-keynésien des *Fondements* pour qui, en plein-emploi, les principes classiques retrouvent leur valeur, comme cas particulier d'une théorie plus générale qui serait keynésienne. C'est cette synthèse théorique qu'il qualifie lui-même de principe de généralisation.

Les *Fondements de l'Analyse économique* devraient plutôt être intitulés « Introduction à une théorie dynamique de l'économie ». Dans la première partie consacrée à l'équilibre, il remplace les trois théorèmes de Walras, tenus pour « redondants et ambigus », par la constatation, très néowalrasienne, que les équations d'équilibre sont en même temps celles qui maximisent ou minimisent les conditions du système. Dans la seconde partie, courte et originale,

il établit que le système keynésien ne relève que de la statique comparative mais que celle-ci est un cas simplifié de la dynamique et aboutit, comme Meade (49), Hicks et Lange, à formuler la *Théorie générale* en quelques propositions mathématiques. Mais la dynamique elle-même devra être dépassée par la dynamique comparative qui « appartient encore au futur » alors qu'elle serait si nécessaire pour comprendre la concurrence des régimes et l'inégalité des niveaux de développement.

c) Les « new-welfare economics ».

Enfin l'essai de synthèse théorique le plus subtil et le plus décevant entre la *Théorie générale* et l'analyse walraso-parétienne est sans doute ce qu'on appelle les « new welfare economics », par opposition à la vieille économie de bien-être d'A. C. Pigou, qui reposait sur l'utilité cardinale et le surplus du consommateur. Il faut en chercher le point de départ en 1938, avec la parution d'une série d'articles sur le problème posé à la politique économique par l'incomparabilité des utilités personnelles. L'école de Cambridge, acquise aux postulats parétiens sur l'utilité ordinale, secouée par la thèse de Lionnel Robbins, pour qui la prise en considération des fins est anti-scientifique, et soucieuse de se rendre utile, comme Keynes, par des recommandations de politique économique, a cherché une issue dans une vérité assez évidente : le principe de compensation, établi pour la première fois par Kaldor (50). Il peut s'énoncer ainsi : toute intervention qui, avantageuse pour certains et désavantageuse pour d'autres, procure, soit à toute la collectivité, soit seulement à certains, un gain supérieur à celui nécessaire pour que les gagnants indemnisent les perdants, augmente le bien-être. Aussitôt Hotelling (51) remarqua que le principe permet mieux de juger l'efficacité économique

(49) Prix Nobel 1977. *A new classical theory of economic growth*, 1960. — *The growing economy*, 1968. — Outre sa célèbre *Theory of customs unions*, 1955.

(50) *Welfare propositions of economics and interpersonal comparisons of utility* : *Economic Journal*, sept. 1938.

(51) *The general welfare in relation to the problems of taxation and of railways and utility rates* : *Econometrica*, juill. 1968.

que la justice sociale. Hicks (52) rattacha alors le principe de compensation au surplus du consommateur et précisa à son tour qu'il n'y avait pas lieu de se soucier de savoir si la compensation était effective. Toutefois le principe de compensation n'a pas manqué de soulever maintes objections. Sir Dennis Robertson a douté qu'il soit indifférent que la compensation soit effective ou seulement potentielle ; Scitowsky (53) a reproché à Hicks de supposer satisfaisante la situation initiale ; Little (54) a montré que la distinction entre la production et la répartition était en partie fallacieuse puisqu'une forte variation de la production entraîne nécessairement des variations dans la répartition ; enfin Samuelson (55) a non seulement critiqué le lien établi par Hicks entre le principe de compensation et le surplus du consommateur, concept « traître » parce qu'entaché de cardinalisme, mais rejeté purement et simplement le principe de compensation lui-même. Tous ces arguments se ramènent à une seule critique fondamentale : l'impossibilité de définir un optimum sans procéder à des jugements de valeur.

Mieux vaut donc incorporer de tels jugements de valeur dans une fonction sociale de bien-être, ce à quoi se sont efforcés les économistes américains du « new welfare ». Dès 1938, A. Bergson (56) avait de son côté défini la fonction sociale de bien-être comme une sorte de fonction d'utilité collective, assimilable, à la limite, à l'échelle de préférence personnelle d'un dictateur. Samuelson s'est ensuite efforcé de spécifier les variables et les contraintes d'une telle fonction, par exemple la demande des consommateurs, plus ou moins semblable, plus ou moins sensible aux prix, la psychologie des individus, plus ou moins libres de leur choix, plus ou moins perméables à la publicité ou au conformisme

(52) *The foundations of welfare economics* : *Economic Journal*, déc. 1939.

(53) *A note on welfare propositions in economics* : *Review of economic studies*, nov. 1941. Voir aussi : *The state of welfare economics* : *Am. Econ. Review*, juin 1951.

(54) *A critique of welfare economics*, ch. 6, 1950.

(55) *The foundations of economic analysis*, p. 195.

(56) *A reformulation of certain aspects of welfare economics* : *Quarterly J. of Economics*, fév. 1938.

social, et l'optimum de répartition, par exemple le degré d'inégalité le plus faible possible compatible avec la croissance la plus rapide possible. Cette nouvelle voie de recherche a pourtant suscité autant de critiques que la précédente, de la part de Scitowsky, de celle de Little, qui rejette le clivage traditionnel entre le problème de la production qui relève de l'efficacité et celui de la répartition qui ressort de la politique ou de la justice sociale, et surtout de la part d'Arrow. Ce dernier, rajeunissant le paradoxe de Condorcet, montre dans *Social Choice and Individual Values* (1951) que la construction d'une fonction sociale de bien-être suppose certaines conditions, telles qu'une certaine rationalité collective, une liaison positive entre les valeurs individuelles et les valeurs sociales et l'impossibilité de réintroduire après coup des alternatives exclues au départ.

La fonction sociale de bien-être n'étant qu'une formulation plus large du principe de compensation, les « new welfare economics » ont progressé par généralisations successives, mais elles ne parviennent pas à résoudre le problème du choix entre préférences opposées et du passage de l'individuel au social.

Elles se soldent en définitive par un échec, bien qu'on soit passé en un quart de siècle à une analyse normative de l'État dont les impératifs politiques et sociaux balayaient les critères économiques à une analyse économique de l'action collective, voire à une théorie économique des faits politiques eux-mêmes. Cette évolution, fruit des déceptions de l'État de bien-être s'affirme aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Scandinavie. La réaction, inspirée par l'individualisme libéral d'Hayek et de l'école de Chicago, notamment Stigler, prix Nobel en 1982 et auteur d'une théorie des prix devenue classique, veut limiter l'action publique aux domaines que le marché et la libre entreprise ne peuvent assurer aussi bien, selon le principe de subdivision qui renoue avec la tradition contractualiste du XVIII^e siècle (Hobbes, Locke et Rousseau). L'école de Virginie va plus loin. Fondée sur la philosophie de Robert Nozick (*Anarchy State and Utopia*, 1974) qui souligne les risques pour l'individu d'une politique sociale trop ambitieuse, elle rabaisse l'image de l'État d'un despote éclairé à

un « Robin des Bois myope », par pessimisme sur l'efficacité des choix publics (Buchanan, Tullock), qui créent des rentes et ressemblent à un jeu à somme négative. Dans une critique encore plus radicale, le nouvel utilitarisme (Harsanyi, Rawls, Sen) tente de construire une théorie économique de la philosophie sociale. L'État ne se justifie que par des actions collectives réellement utiles. Encore toutes les actions collectives ne sont-elles pas publiques. Le Professeur Mancur Olson (*The logic of collective action*, 1968, traduit dix ans plus tard en français), se demande, comme Denison, à quoi tiennent les inégalités de croissance et en trouve des explications dans le rôle des organismes d'intérêt collectif (O.I.C.) qu'il résume en deux théorèmes :

— plus les intérêts sont nombreux et dispersés, moins ils ont de chance de se constituer en O.I.C. mais s'ils y parviennent leurs pressions joueront dans un sens relativement plus favorable (ou moins défavorable) à la croissance économique ;

— réciproquement, plus les intérêts sont peu nombreux et concentrés, plus ils auront de chance de donner naissance à des O.I.C. et leurs pressions joueront alors dans un sens relativement plus favorable (ou moins défavorable) à la croissance économique.

Enfin, l'économisme atteint son paroxysme avec l'élaboration d'une théorie économique des faits politiques qui assimile la démocratie au marché, le vote au prix et érige l'efficacité économique en norme acceptable sur le plan éthique (R.-A. Posner, *The economics of justice*, 1981). On analyse l'État comme une firme produisant de la protection, ou un producteur inefficace d'un bien de consommation particulier, la démocratie (Auster-Silver).

Ce courant américain en réaction contre les abus du Welfare State ne convainc guère en France où une longue tradition d'interventionnisme ne paraît pas aussi incompatible avec le respect des libertés individuelles qu'Outre-Atlantique. Le problème de la productivité du secteur public n'en est pas pour autant résolu. La théorie de Baumol sur la moindre productivité des emplois publics doit être d'autant plus prise en considération qu'ils ont augmenté au cours des années 70, et que le choix entre services marchands

et non marchands devient plus délicat en période de croissance ralentie ou nulle.

IV. — La théorie du déséquilibre.

Considérée comme « un des développements significatifs de l'analyse économique à l'époque actuelle » (B. Ducros), la théorie du déséquilibre est issue d'une relecture de Keynes par l'économiste suédois Alex Leijonhufvud (*On keynesian economics and the economics of Keynes*, 1968), et par R. Clower (*The keynesian counter-revolution, a theoretical appraisal*, dans Hahn et Brechling, *The theory of interest rate*, 1965), bientôt rejoints par l'économiste hongrois Janos Kornai, les français E. Malinvaud et J.-P Benassy et d'autres anglo-saxons tels Barro, Grossman, Mullbauer, Portes, etc.

Alors que chez A. Marshall l'ajustement résulte d'une variation de prix, chez Keynes il s'opère à la fois par une variation de prix et une variation des quantités en raison des rigidités dues à l'imperfection de la concurrence. Pour Leijonhufvud et Clower, l'ajustement se fait par les quantités, par le rationnement qui reflète l'imperfection de l'information plus que de la concurrence.

L'importance de l'information, qui n'est ni totale, ni gratuite, ni également partagée, est soulignée tant par Leijonhufvud qui titre son ouvrage de théorie macro-économique paru en 1981, *Information et coordination*, que par Clower qui fonde sur la contrainte un processus de décision duale et distingue les offres et demandes virtuelles, qualifiées de notionnelles, des offres et demandes effectives qui en diffèrent de tout le poids des rationnements, il généralise le concept keynesien de demande effective aux ménages et aux entreprises et l'accompagne par symétrie d'offres effectives. L'équilibre walrasien fait coïncider les offres et les demandes notionnelles et les offres et les demandes effectives et cristallise toute l'information dans le prix. La théorie du

déséquilibre fait de la monnaie non un n^{ième} bien mais un « non-bien » car « la monnaie achète les biens, les biens achètent la monnaie, mais les biens n'achètent pas les biens » (Clower). La monnaie véhicule une précieuse information en faisant communiquer les marchés, ce dont le troc est privé, mais il existe d'autres sources d'information, sinon comment se détermineraient les « prices-makers » ?

A travers la monnaie un déséquilibre apparu sur un marché contamine les marchés contemporains et ultérieurs par le report. La propagation des déséquilibres, version rajeunie du multiplicateur de Keynes pose le problème d'une éventuelle hiérarchie des marchés. Selon Don Patinkin (*Money, interest, prices*) précurseur de la théorie du déséquilibre, le marché des biens transmet le déséquilibre en reportant une demande non satisfaite vers un autre marché (par exemple, l'automobile à défaut du logement pour les Français des années 50). R. Clower estime au contraire, dans un article de 1975 que le marché du travail, connaît le premier un excès d'offre, déçoit les salariés et contamine le marché des biens. Le modèle général de Barro et Grossman exprime l'interdépendance des déséquilibres et évite de trancher. Kornai, pour sa part, insiste dans ses deux livres (*Anti-equilibrium*, 1971, et *Economics of shortage*, 1980) sur la persistance et le renforcement spontané des déséquilibres dans le temps.

Peu à peu s'est dégagée une typologie des déséquilibres : Barro et Grossman, J.-P. Benassy et E. Malinvaud distinguent quatre régimes :

— l'excès d'offre effective (marché acheteur) sur les deux marchés des biens et du travail, correspondant au chômage keynésien ;

— l'excès de demande effective (marché vendeur) sur les deux marchés ou inflation refoulée ;

— l'excès d'offre sur le marché du travail et l'excès de demande sur le marché des biens, contraignant doublement les ménages, soit le chômage classique, encore qualifié de stagflation par

J.-P. Benassy, l'identité des situations étant seulement masquée par la nouveauté terminologique ;

— l'excès de demande sur le marché du travail et l'excès d'offre sur le marché des biens, soit une double contrainte pour les entreprises, cas anti-classique, rejeté par E. Malinvaud car « en plein_emploi, la production est pratiquement fixée à court terme par l'offre de travail puisque la demande de travail est rationnée, les firmes ne peuvent envisager une production supérieure à la production vendue. Donc elles ne peuvent être considérées comme rationnées dans leur offre de produits » (*The theory of unemployment reconsidered*, 1977, p. 30-31).

Pourtant ce quatrième cas ne paraît pas irréaliste en économie internationale où la production n'est pas fixée par l'offre du travail nationale, grâce à la délocalisation de la production, où les firmes peuvent envisager une production supérieure à celle vendue sur le marché intérieur grâce aux exportations, et où elles peuvent être considérées comme rationnées dans leur offre de produits à l'exportation par l'endettement et le manque de devises des pays étrangers.

Le chômage des années 80 est-il classique ou keynésien ? E. Malinvaud avance une réponse nuancée : c'est « un chômage keynésien contaminé de chômage classique » (*Réexamen de la théorie de chômage*, p. 161), keynésien parce qu'une offre excédentaire prévaut sur le marché des biens, mais contaminé de chômage classique parce qu'il y a une offre insuffisante de certains types de travail (informations, par exemple) et offre excédentaire d'autres (tels les ouvriers spécialisés).

Pour Leijonhufvud, qui préfère parler d'homéostasie et d'auto-régulation que d'équilibre et de stabilité, le problème crucial de la coordination du système économique l'amène à centrer la politique économique sur la notion de « corridor ». Le système a tout lieu de réagir différemment à de grands écarts plutôt qu'à des écarts modérés par rapport au sentier (time path) de bonne coordination. A une certaine distance de part et d'autre du sentier — appelé corridor pour être bref — les mécanismes homéostatiques du système fonctionnent bien et les tendances compensatrices de

déviations se renforcent. Au-delà de cette distance, ces tendances s'affaiblissent et le système devient de plus en plus sujet au rationnement de la demande effective (*Information and coordination*, chap. 6, p. 109-110). La largeur du corridor dépend du montant des stocks, notamment des encaisses de liquidité, et de l'éventuelle révision des anticipations. Elle est donc variable et fonction des effets d'apprentissage.

Cette notion de corridor, proche des « conditions aux limites » de Tinbergen ou des seuils de P.-L. Reynaud permet d'opposer des politiques d'endiguement et d'autres de contamination. La croissance déséquilibrée que prônait Hirschmann dès le début des années 60 pour les P.V.D. à partir de ce que F. Perroux appelle des pôles de développement est un exemple de franchissement du corridor.

La théorie du déséquilibre, si séduisante, n'est pourtant pas exempte de critiques. On peut lui reprocher d'être peu dynamique et de se ramener à un équilibre avec rationnement, d'être muette sur la cause du déséquilibre et les modalités du rationnement (proportionnel, aléatoire, etc.), de ne pas assez préciser la largeur du corridor et d'être encore limitée dans ses applications de politique économique.

Mais Leijonhufvud et Clower ont opéré une petite révolution : celle de mettre fin au « pouvoir exorbitant du concept d'équilibre qui ne peut vraiment plus être considéré comme la description raisonnée et logique de ce qui se passe en fait » (F. Perroux), celle aussi d'une mise en perspective de Keynes, maillon dans une évolution qui va de l'équilibre walrasien au déséquilibre tolérable.

CHAPITRE XII

L'APPORT DE L'ANALYSE STRUCTURALE

La science économique est tiraillée entre deux méthodes opposées. D'un côté, elle recourt chaque jour davantage à l'emploi des mathématiques. Non seulement la politique économique et la planification dépendent des raffinements de l'économétrie, de programmation linéaire ou dynamique, mais encore la théorie économique progresse par l'emprunt de la logique mathématique. Le calcul matriciel, la théorie des ensembles donnent en effet au raisonnement économique une rigueur, une orientation et une impulsion nouvelles. De plus, la théorie économique ancienne est *a posteriori* formalisée et l'on peut déjà imaginer un manuel d'histoire de la théorie économique présenté sous forme algébrique dans lequel l'évolution des idées se traduirait par l'altération de la forme des fonctions.

D'un autre côté, la science économique repose sur des propensions qui reflètent l'impact individuel de l'environnement culturel. Les propensions à consommer et à épargner sont maintenant complétées par des propensions nouvelles, telles que la propension à travailler, à innover ou à avoir des enfants, dont le contenu psychosociologique reste très dense. Le comportement des groupes, des salariés dans l'entreprise, des acheteurs et des vendeurs sur les marchés oligopolistiques, des catégories socioprofessionnelles contribuant à la formation d'un P.N.B. dont elles se disputent le partage, fait de la méthode psychosociologique une triple nécessité, nécessité de réalisme pour éviter l'élaboration d'une théorie trop abstraite et trop déductive, nécessité d'évolution pour expliquer la dynamique des systèmes et des structures, nécessité

enfin d'explication pour articuler l'analyse micro-économique à l'analyse macro-économique d'une manière plus complexe que par la méthode mathématique, qui ramène l'agrégation des parties en un tout aux deux modèles simples et exclusifs de l'addition et de la multiplication.

A ces deux méthodes opposées et également indispensables, l'économiste doit recourir, alliant l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse, les instruments mathématiques et les études psychosociologiques les plus élaborées. En fait, ces deux méthodes se rencontrent dans l'analyse structurale. La structure en effet est autant un instrument d'analyse mathématique, saisissable en statistique par le calcul matriciel et en dynamique par la théorie des ensembles et la cybernétique, qu'elle est une notion de psychosociologie saisissable sur le plan micro-économique par la structure des comportements et sur le plan macro-économique par l'emboîtement des différents niveaux de structures économiques, sociales, institutionnelles, etc. La contribution de l'analyse structurale à la théorie de la décision économique est un bon exemple de convergence entre mathématique et psychosociologie. L'une explique la décision par la résolution d'un système complexe d'équations, l'autre par la détection des comportements et des rôles grâce à l'enquête. Mais au terme de leur démarche, niveau d'aspiration et niveau de rentabilité finissent par se rejoindre et la décision d'investissement naît de leur conjonction.

La période contemporaine paraît donc marquée par l'affirmation de l'analyse structurale comme méthode des sciences humaines et parmi elles, de la science économique. Au sein de l'analyse structurale, le conflit entre la méthode mathématique et la méthode psychosociologique semble déjà en voie de résorption. Ces deux méthodes, antagonistes dans un certain état de leur développement, ne le sont plus à un stade plus élaboré.

I. — L'économétrie.

A l'économie pure, présentée sous forme mathématique, a succédé l'économétrie qui devient pour l'opinion publique la caractéristique la plus visible, jusque dans l'enseignement, de la théorie

économique contemporaine. Loin d'être récente, l'économie mathématique remonte à Cournot, dont la *Théorie mathématique de la richesse* (1838), mal accueillie, dut être ultérieurement expurgée d'équations. Walras rencontra la même hostilité. Mais la fondation de la Société d'Économétrie sur l'initiative de Charles Ross, de Princeton, et de Ragnar Frisch, alors « visitory professor » à Yales, avec l'appui d'Irving Fischer, son premier président, marqua un tournant en 1930.

Avec Gérard Debreu, l'économie mathématique est aussi vivante aujourd'hui qu'hier. Né en 1921, ce normalien découvrit la théorie de l'équilibre général à travers un livre de Maurice Allais (*A la recherche d'une discipline économique*, 1943). Il reformule alors la théorie de Walras en utilisant la théorie des jeux et en y introduisant la méthode axiomatique. Sa thèse, soutenue à Paris en 1956, est publiée en 1959 sous le titre aussi simple qu'ambitieux de « *Théorie de la valeur* ». Il devient en 1962 professeur à l'Université de Berkeley où il enseigne toujours. Depuis, il a publié des articles d'économie mathématique, l'un en 1963, en collaboration avec le mathématicien américain Scarf démontrant ce qu'on savait intuitivement : qu'un marché comprenant un nombre croissant de petites unités devient de plus en plus concurrentiel ; un autre en 1970 en utilisant pour la première fois la topologie différentielle pour démontrer qu'une économie de marché possède un nombre fini d'équilibres et quelles sont les conditions de leur stabilité.

Impressionné par la démission très démocratique de Richard Nixon en raison de l'affaire Watergate, il opta en 1974 pour la nationalité américaine et c'est à ce titre qu'il reçut le prix Nobel en 1983.

L'essor de l'économétrie lui-même est la conséquence des progrès de la statistique économique. Dans ce domaine Simon Kuznets, professeur, d'origine russe, à l'Université Harvard et lauréat du prix Nobel (1), peut être considéré comme le père de la comp-

(1) Prix Nobel 1971. Auteur de nombreux ouvrages sur la croissance d'un point de vue théorique ou d'histoire quantitative tels *Economic change*, 1953. — *Modern economic growth, rate structure and spread*, 1966, trad. Fse 1973. — *Natural product since 1869-1946*, etc.

tabilité nationale américaine et de l'histoire économique quantitative pour ses travaux dans le cadre du National Bureau of Economic Research et de l'Association Internationale pour la Recherche sur le Revenu et la Richesse des Nations (I.A.R.I.W.). Bien que l'objet de ses recherches se soit déplacé du cycle vers la croissance, il est resté fidèle à une méthode quantitative et empirique. Repoussant toute explication unitaire, comme l'exploitation du travail chez Marx ou la succession des étapes de la croissance chez Rostow, ses analyses comparatives dans le temps et dans l'espace l'ont amené dans *Croissance et Structures Économiques* (1960) à une conclusion idéaliste, l'importance du niveau culturel comme facteur limitatif de la croissance potentielle, et à un certain scepticisme sur l'insuffisance d'un taux annuel de croissance du Produit National Brut pour apprécier le niveau de satisfaction des peuples.

Acceptée désormais, l'économétrie, que Ragnar Frisch, l'inventeur du terme, définissait comme l'alliance de l'économie, des statistiques et des mathématiques, a bénéficié de l'amélioration de l'information statistique et des acquisitions des mathématiques modernes (théorie des ensembles, équations aux différences finies, etc.), mieux adaptées que les traditionnels calculs différentiels et des probabilités aux actes de l'homme économique, qui excluent les hypothèses de continuité et d'infinité. Ainsi l'économétrie a permis l'élaboration d'une théorie de la décision économique, tant au niveau de la nation qu'à celui de l'entreprise, qui ne saurait se concevoir sans le calcul matriciel, la programmation linéaire et la théorie des jeux.

a) L'apport du calcul matriciel.

Le calcul matriciel, fournissant un résumé commode d'un ensemble complexe et facilitant par l'inversion ou la triangulation, la solution d'un problème économique ainsi formulé, s'est révélé précieux pour analyser l'interdépendance structurale de l'économie, assurer la cohérence de la planification et permettre la prévision économique depuis que Léontief, né à Léningrad en 1904 et

devenu professeur à Harvard en 1946, a ouvert la voie par l'analyse input-output de l'économie américaine (2).

Le système d'input-output repose d'abord sur l'égalité comptable entre les inputs et les outputs, autrement dit les ventes d'un secteur de l'économie à tous les autres sont nécessairement égales aux achats de ce secteur à tous les autres. Pour Léontief tous les secteurs sont indépendants, ce qui l'oppose à la conception du circuit de Quesnay, où l'on voit souvent l'antécédent des damiers des relations industrielles, et à la conception autrichienne du processus de production qui distingue des stades successifs. L'analyse de Léontief découle d'autre part des fonctions de production, relations qui unissent dans chaque secteur les inputs ou outputs à travers des coefficients techniques supposés constants et inférieurs à l'unité. Si l'on choisit de mesurer les unités physiques de chaque produit de façon que, pour des prix donnés des inputs, une unité d'output représente un million de dollars, les colonnes du tableau matriciel donnent la structure des coûts. Il convient de souligner que de tels prix ne sont pas ceux de la concurrence mais des prix relatifs réels, comme ceux qu'utilisaient les économistes classiques, tel le prix de l'acier en termes de blé, et que le niveau absolu des prix reste totalement indéterminé.

Les matrices qu'ont étudiées Léontief et ses disciples ont varié non seulement selon le degré de consolidation des secteurs (de 10 à 600) mais surtout selon leur caractère ouvert ou fermé. Léontief a d'abord construit un modèle fermé, comprenant autant d'équations que d'inconnues, dans lequel il considérait les ménages comme une industrie, les biens de consommation étant des inputs nécessaires à la production de l'output travail. La difficulté d'assimiler les propensions psychologiques et les habitudes des ménages à des coefficients techniques et les besoins de la prévision l'ont ensuite amené à ouvrir son modèle, en y introduisant des variables autonomes telles que l'emploi et les dépenses du gouvernement.

(2) *La structure de l'économie américaine*, 1919-1933, 1951, Trad. française, 1953 et *Studies in the structure of american economy*, 1953. — *Essays in economics : theories and theorizing*, 1966, trad. Fse 1974. — *The future of world economy 1999*, trad. Fse 1977.

Bien que le système de Léontief ait connu un grand succès, on lui a reproché d'être trop statique, de ne tenir compte ni du temps ni des investissements, d'être trop micro-économique, et de négliger les problèmes que soulèvent l'agrégation des produits et la substitution des facteurs. Aussi Léontief a-t-il dynamisé son modèle en complétant le circuit des biens et des services par un second circuit, celui du capital où les coefficients de capital, exprimés en terme d'unité de capacité de production, jouent un rôle symétrique de celui tenu par les coefficients techniques dans le premier et comme eux sont supposés constants. Il généralise le principe d'accélération en le décomposant en une série d'investissements sectoriels, méthode entachée par une irréversibilité à la baisse qu'accentue la non transférabilité des équipements d'un secteur à un autre.

Mais les relations entre le stock de capital et le flux de biens et services qu'expriment les coefficients de capital ne donnent elles-mêmes qu'un aspect de la dynamique, l'autre s'expliquant par les variations structurelles dues aux changements de goût des consommateurs et aux modifications du processus de production.

A long terme, les relations intersectorielles se modifient sous l'effet du progrès technique qui se traduit par la variation des coefficients techniques. Certains augmentent tandis que la baisse d'autres exprime l'accroissement de la productivité ; en règle générale la baisse de l'input travail ne s'effectue qu'au prix d'un accroissement des autres inputs, notamment le capital, ce qui a incité Léontief à essayer de regrouper les secteurs selon des processus technologiques homogènes dans le processus de production. Tandis que, du côté de l'offre, les facteurs se substituent les uns aux autres sous l'effet du progrès technique, du côté de la demande les produits sont également substitués les uns aux autres en longue période en raison des variations de la demande finale sous l'effet de la modification des échelles de préférence des consommateurs.

L'affinité est grande entre le système d'input-output et la planification ; si elle reste virtuelle aux États-Unis, mises à part des circonstances exceptionnelles comme l'effort de guerre et de

reconversion ou le pont de Berlin, elle s'impose dans les planifications française et soviétique. Les relations d'input-output et les bilans-matières expriment les unes et les autres l'adaptation réciproque des ressources et des emplois de facteurs productifs mesurés en unités physiques et assignent un rôle secondaire aux flux monétaires. Certes des différences existent : les bilans-matières isolent des produits déterminés quand les tableaux d'input-output distinguent des secteurs industriels largement définis ; la planification soviétique veille à l'approvisionnement intégral des secteurs prioritaires alors que Léontief aligne les quantités globales sur les facteurs rares par un traitement égalitaire des secteurs industriels. Enfin, en matière d'investissements, la planification soviétique les hiérarchise selon les préférences politico-économiques des autorités planificatrices, tandis que Léontief souligne l'influence de la demande finale sur le développement parallèle de tous les investissements. Encore les différences tendent-elles à s'estomper, Léontief accordant une importance croissante à l'investissement et le Gosplan, à la demande finale.

Outre l'utilité des techniques d'input-output comme technique de planification, la fécondité des travaux de Léontief s'est traduite par de nouvelles orientations de recherche, les unes appliquant l'analyse input-output à de nouveaux domaines, les autres cherchant à approfondir la nature même de la fonction de production. Travaillant dans le cadre du III^e Plan français (1956-1960) Henri Aujac (3) a mis en évidence, par la triangulation d'une matrice des échanges industriels, l'existence d'une hiérarchie entre les secteurs. A l'inverse de Léontief, il estime que les relations interindustrielles mettent moins en lumière l'interdépendance des secteurs qu'une véritable dépendance organique entre eux. Ainsi la chimie domine l'agriculture, sa meilleure cliente, qui lui achète 11,9 % de sa production tandis qu'elle n'absorbe que 0,3 % de la production de l'agriculture. Toutefois la domination ne se ramène pas au seul critère du meilleur client, effet direct. Une industrie intermédiaire peut renverser l'effet de domination. Si par exemple

(3) *La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels* : Rev. écon. n° 2, 1960.

un secteur exerce un effet asymétrique sur un second secteur, le premier semble dominer le second, mais si le second exerce un effet sur un troisième qui réagit sur le premier, l'effet indirect du second sur le premier à travers le troisième peut plus que compenser l'effet direct. Conséquence pratique importante, la hiérarchie des industries rend possible, selon Aujac, la planification démocratique. Elle facilite l'élaboration décentralisée du plan en interrogeant les professionnels dans l'ordre hiérarchique des secteurs et permet la gestion décentralisée de l'économie.

Très ambitieux au départ, Walter Isard (4) a voulu spatialiser la fonction de production en introduisant un input de transport à côté des autres inputs pour obtenir un output quelconque spatialisé. Mais ses efforts se sont avérés peu opérationnels et il a utilisé l'analyse input-output pour retracer l'interdépendance des activités économiques régionales. Toutefois la matrice interrégionale ne remplace pas les secteurs par les régions ; elle superpose plutôt les deux classifications. Partant alors de la constatation élémentaire que certains produits voyagent, les produits nationaux, et d'autres non, les produits régionaux, et de l'hypothèse de la constance du pourcentage de produits nationaux fabriqués par chaque région, Isard établit une matrice interrégionale donnant la distribution géographique par régions de tous les inputs et de tous les outputs de produits nationaux et par conséquent la balance commerciale de chaque région envers le reste du pays.

Dans un deuxième temps qui correspond à l'ouverture du modèle, il cherche à déterminer l'impact régional d'une variation de la demande nationale. De telles matrices, en principe simples à établir, posent des difficultés pratiques à résoudre simultanément (le choix des régions et des secteurs et l'obtention de statistiques régionales), et une difficulté théorique grave : l'hypothèse de la constance des coefficients techniques devient particulièrement critiquable car un secteur peut facilement varier l'origine de ses inputs. Cependant Isard ne les a pas estimées insurmontables et

(4) *Location and space economy* (1956) est une œuvre purement théorique. *Methods of regional analysis* (1960) présente au contraire des techniques tandis que *Industrial complex analysis and regional development* (1959), essaie de jeter un pont entre les deux précédents ouvrages.

de nombreuses applications ont été faites des matrices régionales aux États-Unis (New-York, Philadelphie, Saint-Louis) et aux relations entre le Nord et le Sud de l'Italie.

Sous l'effet de l'internationalisation croissante des économies nationales et l'influence des organisations économiques internationales, la conception d'un réseau d'échanges internationaux s'est substituée depuis 1960 à celle des exportations en tant que variables autonomes nationales. Mais l'élaboration de matrices donnant la structure par pays et par produits du commerce mondial eut été d'une impossible lourdeur si elles ne s'étaient limitées aux importations et aux exportations globales de quelques grandes zones géographiques. Construits au service de la planification du commerce extérieur, notamment en France et aux Pays-Bas, ces réseaux ont surtout été utilisés à la prévision des échanges, à condition de disposer d'une hypothèse de transformation des matrices.

Les trois principales méthodes adoptées ont été :

— la méthode hollandaise de la conservation des parts, fondée sur la constatation que la part des exportations d'un pays dans les importations de ses divers partenaires est relativement stable (Meyer zu Schlochtern) (5) ;

— la méthode RAS de double proportionnalité de Stone (5 bis) et Brown (6), économistes de Cambridge qui, à partir de la matrice initiale A, et des matrices diagonales d'accroissement des exportations (R) et des importations (S), obtiennent la nouvelle matrice égale à RAS ;

— enfin la méthode gravitationnelle qui suppose les flux d'échanges proportionnels aux P.N.B. des deux pays échangistes et inversement proportionnels à la distance, qu'elle soit géographi-

(5) *Trade creation and trade diversion in the Common Market dans Intégration européenne et réalité économique*, Bruges, 1964.

(5 bis) Prix Nobel 1984, Père de la comptabilité nationale. *Input-Output and national accounts*, O.E.C.E. 1961. — *National income and expenditure*, 6^{ème} éd., 1962. — *Mathematical models of the economy and other essays*, 1966.

(6) *A programm for growth*, t. 3. *Input-output relationships*, 1954-56, sept. 1963 et J. Bénard *Réseau des échanges internationaux et planification ouverte : Econ. appliquée*, n° 2, 1963.

que ou économique (Tinbergen (7), P. Poyhonen et K. Pulliainen (8).

De plus la confrontation de la matrice prévisionnelle avec la matrice réelle ex post permet, par écart, de mesurer l'impact d'une variation structurelle telle que la formation d'une union douanière (Waelbroeck, Verdoorn (9), Duquesne de la Vinelle) (10).

b) La programmation linéaire.

En première approximation, tout phénomène économique peut être mis sous forme de relation linéaire, soit qu'il se caractérise par l'égalité ou la proportionnalité, soit qu'il s'exprime par une courbe exponentielle ou logistique qui, pour l'essentiel, peut s'y ramener par les logarithmes. De plus le principe d'économicité et la recherche de l'optimum ne sont que l'application économique du problème du minimax : minimiser les coûts et maximiser les avantages sous certaines contraintes.

Outre la possibilité de formaliser tous les aspects théoriques antérieurs, la programmation linéaire a permis d'élaborer une théorie de la politique économique et de la maximisation.

Tinbergen, directeur du Bureau Central de Planification des Pays-Bas et professeur d'économétrie à l'institut néerlandais des Hautes Études Économiques, a fondé la théorie de la politique économique sur la programmation linéaire qui seule assure la réversibilité et la cohérence des modèles (11). Alors qu'un modèle historique remplace le mouvement économique par la tendance

(7) *Shaping the world economy*, 1962. Prix Nobel 1969.

(8) P. Poyhonen, *Towards a general theory of international trade*. K. Pulliainen, *A world trade study : an economic model of the pattern of commodity flows in international trade in 1948-60*, dans *Ekonomiska Samfundet Tidskrift*, 1963, n° 2.

(9) *Le commerce de la communauté européenne avec les pays tiers*, in : *Intégration européenne et réalité écon. op. cit.*

(10) *La création de commerce attribuable au Marché Commun et son incidence sur le volume du produit national de la Communauté : Informations statistiques*, 1965, n° 4 et 1966, n° 3.

(11) *Economic policy, principles and design*, 1955, trad. fr. 1961 sous le titre de *Techniques modernes de la politique économique*.

mathématique la plus approchée, un modèle de décision inverse la relation entre les données et les variables et permet de tester la cohérence d'une politique économique, c'est-à-dire la compatibilité des objectifs et des moyens. Le but de toute politique économique qui est le bien-être, selon la conception qu'en ont les responsables politiques, se précise en certains objectifs tels que le plein-emploi ou l'équilibre extérieur, qui peuvent être fixes (donner aux variables telle valeur) ou souples (trouver la valeur qui maximise la fonction de bien-être). Leur réalisation nécessite des moyens ou variables-instruments et peut se heurter à des conditions-limites, telles que ne pas accroître la durée du travail ou les impôts par exemple. Dans le cas d'objectifs fixes et de variables-instruments en nombre égal sans conditions-limites, il n'y a qu'une politique économique à suivre. Si le nombre des variables-instruments est grand, il en résulte un certain degré de liberté. Dans le cas d'objectif souple, il y a toujours une politique, indépendamment du nombre de variables-instruments, mais elle dépend des conditions-limites et peut même être inacceptable parce qu'elle provoquerait de trop fortes variations des variables-instruments (baisse des salaires par exemple). Tinbergen remarque qu'il faut se garder d'établir une correspondance rigoureuse entre les objectifs et les variables-instruments un à un, comme si chaque instrument ne visait qu'un objectif déterminé, par exemple le taux de salaire, pour agir sur l'emploi ou le taux de change, sur l'équilibre de la balance des paiements. Une simplification aussi abusive sous-estime grandement l'interdépendance des phénomènes économiques. Enfin à côté des politiques quantitatives à court terme, qui relèvent seules de la programmation linéaire, Tinbergen distingue des politiques qualitatives et des réformes qui modifient plus ou moins profondément les structures et échappent en partie à l'économétrie malgré la possibilité d'utiliser des prix fictifs.

Comme Tinbergen, Ragnar Frisch a su allier les recherches sur la logique de la politique économique aux travaux de planification dans son pays, la Norvège, l'un des premiers à se donner une comptabilité nationale, et en Inde. Il a de plus réussi la performance d'introduire des concepts, vite tombés dans le domaine

public des économistes, tels ceux d'économétrie, de macro-analyse, de polypole, etc. sans avoir pourtant écrit d'ouvrage très célèbre. A part *Maxima et Minima — théorie et application économique* — l'essentiel de son œuvre est peu accessible, qu'elle soit écrite en norvégien, dispersée en maints articles, mimeographiée, ou difficile du point de vue mathématique.

Selon R. Frisch la politique économique s'exprime sous la forme d'un modèle de décision qui doit donner une première approximation des interconnexions économiques les plus importantes, être assez souple pour pouvoir exprimer différents systèmes d'objectifs sociaux, être dynamique en ce qu'il détermine un optimum à long terme et un modèle à court terme pour l'année suivante allant dans le sens de cet optimum, enfin être démocratique en mettant ses principales conclusions à la portée de tous. Le plus connu des modèles de décision construit par R. Frisch est le « sous-modèle d'Oslo (12) », utilisé par la sous-Commission des Nations-Unies pour l'emploi et la stabilisation économique.

Pour obtenir le meilleur modèle possible à partir des données les moins mauvaises possibles, autre aspect de la maximisation, Frisch a été amené à élaborer des méthodes économétriques originales, notamment le procédé de la fermeture des éventails de vecteurs. Un phénomène de corrélation multiple peut être représenté par un polyèdre, une sorte de parapluie dont chaque variable est un vecteur et qui donne, si on le projette sur un plan, un éventail. La fermeture de cet éventail, en éliminant les variables superflues, permet de distinguer la multicollinéarité de la causabilité véritable. Autre trouvaille, Frisch a introduit, à côté de la méthode classique de résolution d'un programme linéaire dite du simplexe, deux nouveaux procédés : la méthode du multiplex et celle du potentiel logarithmique qui, bien que rebelles au calcul totalement électronique, restent supérieures à celle du simplexe lorsqu'un programme linéaire comprend de nombreuses contraintes.

(12) *The mathematical structure of a decision model : the Oslo submodel : Metroeconomica*, déc. 1955.

c) La théorie des jeux.

L'application à la science économique de la théorie des jeux, qui est l'art de rendre efficace l'action du joueur en l'absence de certaines informations, face au hasard et à l'incertitude, est due à la collaboration d'un mathématicien d'origine autrichienne, Von Neuman, et d'un économiste américain, Morgenstern, auteurs d'un livre, *Theory of games and economic behavior*, paru en 1944. Pourtant la théorie des jeux est ancienne puisqu'elle se rattache aux recherches faites au XVII^e siècle par Galilée, Huygens, Pascal et Bernouilli sur le calcul des probabilités et, plus près de nous, à la communication d'Émile Borel en 1921 à l'Académie des Sciences. Le principal apport de la théorie des jeux est d'avoir enrichi la connaissance des différentes structures de marché en distinguant les types de jeux selon le nombre des joueurs et l'enjeu, la somme étant nulle si le gain de l'un des adversaires est fait de la perte de l'autre et en les faisant correspondre aux différentes structures de marché. Ainsi le monopole est un jeu à un de somme non nulle, le monopole bilatéral et le duopole sont des jeux à deux généralement de somme non nulle, voire de somme nulle si le monopole bilatéral consiste en un achat pour revendre ou si le duopole fonctionne sur un marché saturé, et l'oligopole est un marché à n joueurs de somme non nulle. Cette correspondance éclairante montre que d'une part, le cas simple du jeu à deux de somme nulle ne correspond à aucune structure réelle du marché, d'autre part que pour la théorie des jeux comme pour Cournot, le mécanisme des prix se construit à partir du monopole. Dans tous les cas, l'issue du jeu dépend du comportement des joueurs. Von Neuman raisonne sur le comportement du joueur intelligent et prudent qui choisit le maximum parmi les gains minimum, ce que la théorie des jeux qualifie de « maximum ou critère de Wald ». Si, au contraire, le joueur cherche à minimiser son regret, son désappointement de n'avoir pas fait le bon choix, la théorie de jeux qualifie ce comportement de critère de Savage ou minimax, attitude que Pierre Massé (13) juge plus réaliste que le comporte-

(13) *Revue française de la Recherche opérationnelle*, n° 11, 2^e trim. 1959. — Voir aussi *Stratégies et décisions économiques*, 1954. — *Le choix des investisse-*

ment neumanien le plus rationnel. Si une telle reformulation n'apporte rien sur le monopole ou la concurrence, jeux non coopératifs à information théoriquement complète, elle enrichit la théorie des autres structures de marché en permettant de préciser les possibilités de coalition, le partage du profit et la durée du jeu, trois points restés obscurs dans les études antérieures de l'économiste allemand H. Von Stackelberg (14). La coalition est payante lorsqu'elle augmente la valeur du jeu qui devra ensuite être partagé. Le partage dépend, selon Nash, de l'importance des frais fixes et de la vulnérabilité financière de l'entreprise. Enfin la durée du jeu, aspect particulièrement étudié par Shubik (15) dépend de l'ampleur des gains et des pertes et de la puissance financière des entreprises qui déterminent la sortie de jeu. Pourtant, en sciences économiques, la portée de la théorie des jeux est limitée par ses hypothèses elles-mêmes. Alors que la règle du jeu ne peut pas être modifiée pendant la partie, la solution des rapports sociaux, bien qu'ils soient souvent de nature ludique, peut l'être au cours du dialogue social. Alors que l'information n'est relative qu'au jeu des joueurs et non à ce joueur fictif qu'est le marché, la concurrence monopolistique, structure de marché la plus courante, dépend de l'information sur la qualité des produits. Si bien que certains économistes sont sceptiques sur la portée réelle de la théorie des jeux en science économique. Appliquée à la firme, elle a conduit à « l'économic activity analysis » (Morgenstern, 1954) et aux jeux d'entreprises qui représentent, comme les expériences de physique ou les sociodrames, une certaine forme de simulation, utilisée comme procédure de formation accélérée des cadres et comme moyen de recherche inductive pour la gestion des entreprises.

Depuis les deux ouvrages fondamentaux de von Neuman et Morgenstern et de Martin Shubik (*Strategy and market structure*, 1959), la théorie des jeux n'a cessé de progresser en délaissant

ments, critères et méthodes, 2^e éd., 1964. — *Ce plan ou l'anti-hasard*, 1965. — *La crise du développement*, 1973.

(14) *Marktform und Gleichgewicht*, 1934.

(15) *Strategy and market structure*, 1959, trad. Fse 1964.

ses applications à l'oligopole pour s'orienter vers l'analyse des institutions, qui sont en effet les règles du jeu social. L'article de Shubik également paru en 1959 « *Edgeworth market games* » a établi la similitude entre le cœur de la théorie des jeux et la courbe des contrats d'Edgeworth. L'intérêt des mathématiciens s'est déplacé vers la reformulation de l'équilibre général de Walras par Arrow, Debreu et Mc Kenzie. Mais alors que ces derniers, comme Walras, considèrent les institutions comme des données, Shubik, Hurwicz, Gibbard (*Econometrica*, 1973) et Satterthwaite (*J. Econ. theory*, 1975) considèrent les institutions comme des règles du jeu à découvrir pour améliorer les choix sociaux. La théorie des jeux offre par exemple une nouvelle analyse des économies externes bien différente de celle de Pigou qui y voyait une divergence entre les coûts privés et les coûts sociaux alors que Ronald Coase en fait une possibilité de revendiquer une subvention en tant que solution d'un jeu coopératif avec paiements extérieurs.

II. → Le sociologisme.

Le marxisme qui fonde la théorie économique sur la dynamique des forces sociales ayant révélé la fragilité des théories classique et néo-classique essentiellement basées sur une psychologie hédonistique, de nombreux économistes, notamment aux États-Unis et en France, ont voulu enrichir la théorie économique des acquis de la psychologie et de la sociologie contemporaines, tant en ce qui concerne les comportements individuels que ceux des groupes et de la nation elle-même.

a) Une typologie des comportements économiques.

Le recours à « l'homo œconomicus » ne constitue pas la négation de la psychologie économique mais l'utilisation d'une psychologie très rudimentaire. Aussi l'ancien « homo œconomicus » a-t-il fait place à une typologie du comportement des agents économiques où l'on distingue les motivations du consommateur, celles de l'épargnant et celles de l'entrepreneur.

La psychologie moderne s'est d'abord efforcée de tester la fonction marginaliste de consommation qui a assez bien supporté l'épreuve. Ainsi Kurt Lewin (16) a présenté une psychologie vectorielle selon laquelle les décisions d'une personne sont la résultante de tensions psychiques représentées par des vecteurs. Celles-ci favorisent ou freinent l'achat qui correspond à la solution d'un conflit entre valences positives et négatives analogues à l'utilité et à la désutilité des marginalistes. Appliquant l'analyse vectorielle à la structure des dépenses de consommation, Warren Bilkey (17) confirme l'existence d'une relation entre les tensions psychiques et les comportements de consommation. D'autres psychologues, tels Mosteller et Noguee (18), puis Davidson, Suppes et Siegel (19) ont été plus loin en parvenant à construire empiriquement une fonction d'utilité non linéaire dont la pente correspond assez bien à la théorie de Friedman et Savage, c'est-à-dire décroissante et croissante de part et d'autre d'un seuil. L'apport de ces expériences reste pourtant limité pour deux raisons. D'abord, portant sur des cas volontairement simplifiés, elles éclairent mal des décisions économiques complexes telles que le choix entre des biens de consommation substituables. Ensuite elles ignorent les phénomènes d'apprentissage selon lesquels la probabilité d'une réponse est affectée par les essais précédents. Même si la psychologie permet de connaître empiriquement la fonction d'utilité, l'individu en change fréquemment et la recherche s'essouffle à construire les fonctions d'utilité qu'emploie successivement le consommateur. Cependant la conclusion la plus intéressante, bien que négative, est que la théorie marginaliste de l'utilité n'a pas été infirmée par l'expérience.

(16) Dans T.M. Newcomb and E.L. Hartley : *Readings in social psychology*, N.Y., 1947 et dans D. Cartwright, *Field theory in social science. Selected theoretical papers*, 1951.

(17) *The vector hypothesis of consumer behavior : The Journal of Marketing*, oct. 1951 et *A psychological approach to consumer behavior analysis : id.* juil. 1953.

(18) *An experimental measurement of utility : Journal of Political Economy*, oct. 1951.

(19) *Decision making*, 1957.

Les tentatives de dépassement de l'analyse keynésienne de la consommation se sont révélées plus fécondes. Ainsi Duesenberry (20) a cherché à rendre la fonction de consommation plus réaliste en rejetant les postulats classiques, admis par Keynes, d'indépendance et de réversibilité des comportements, et en adoptant les hypothèses inverses d'interdépendance et d'irréversibilité qu'il résume en un « effet de démonstration ». Aujourd'hui, en effet, la consommation prend une signification sociale et obéit, sous l'effet des mass media, à un certain conformisme social sur lequel insistent deux sociologues américains, Whyte (21) et Riesman (22). L'effet de démonstration va jouer à plein sur cette fraction du revenu « qui peut être épargnée sans porter directement atteinte au niveau de vie ou qui, si elle est dépensée, constitue une décision du consommateur relativement dégagée d'engagements antérieurs ou de la pression du besoin » et que Franklin et Tella (23) qualifient de revenu discrétionnaire. La publicité est alors toute puissante sur l'emploi de ce revenu, au point de créer de nouveaux besoins, discrétionnaires eux aussi. Ainsi les besoins considérés par la théorie néo-classique comme une variable indépendante deviennent modelables selon la politique des firmes visant à accroître leur production et celle des agents de publicité cherchant à orienter le consommateur opulent. La publicité aboutit à concevoir une théorie dynamique de la consommation à partir d'une dynamique des besoins, tandis que se profilent à l'arrière-plan les notions marxistes d'aliénation et de surprofit.

Bien que l'épargne soit plus difficilement saisissable par l'enquête que la consommation, ne serait-ce que par crainte du fisc, les recherches empiriques ont conclu à la double concentration de l'épargne dans les groupes de revenu les plus élevés et dans le cycle de vie, constatation qui a donné naissance à une théorie patrimoniale de l'épargne qui s'oppose à la conception résiduelle

(20) *Income, saving and the theory of consumer behavior*, 1949.

(21) *The organization man*, 1956.

(22) *The lonely crowd*, trad. fse. sous le titre *La Foule solitaire*.

(23) *Discretionary income : Technical papers*, n° 6, National Industrial Conference Board, 1958.

de Keynes, faisant de l'épargne la simple différence entre le revenu et la consommation. L'épargne représente donc « la variation entre deux états successifs du patrimoine » (Lisle) (24) dont le montant et la structure dépendent principalement du cycle de vie et des catégories socio-professionnelles.

Pour Lindhall, Friedman (25) et Modigliani (26), l'épargne est liée à un revenu de référence, appelé revenu « subjectif » ou « permanent » et dépend d'abord du cycle de vie. Dans une première phase de désépargne nette, le ménage s'endette pour s'équiper et acquiert des actifs de service. Dans une seconde phase d'augmentation des revenus, une épargne nette se forme, entièrement utilisée à résorber le passif antérieur. C'est seulement dans une troisième phase que l'élévation des revenus en fonction de l'âge et la diminution des dépenses, notamment avec le passage des enfants à la vie active, permet la constitution d'un patrimoine familial par l'acquisition d'actifs liquides et de rapport. Enfin dans la quatrième phase de la retraite, le patrimoine reste stable jusqu'à l'héritage ou est progressivement consommé par désépargne.

D'autre part, comme le cycle de vie, les catégories socio-professionnelles influencent le montant et la structure de l'épargne. Sous l'influence des modifications de la répartition de la population active, la formation de l'épargne est la résultante de deux mouvements en sens contraire, la baisse de l'épargne en raison de la diminution du nombre des entrepreneurs individuels et l'augmentation de l'épargne des cadres. Les études de J. Marchal (27) en France, Lydall en Grande-Bretagne et Atkinson aux États-Unis permettent de dégager la même conclusion : les catégories socio-professionnelles influencent la détention d'actifs déterminés. C'est pourquoi l'exploitant agricole achète des propriétés immobilières, l'entrepreneur individuel place ses capitaux dans les affaires

(24) *L'épargne et l'épargnant*, 1967.

(25) *A theory of the consumption function*, 1957.

(26) *Utility analysis and the consumption function*, in : *Post Keynesian Economics*, Kurihara, 1955.

(27) J. Marchal et J. Lecaillon : *La répartition du revenu national*, t. 2, 1958.

et le salarié, par insécurité d'emploi ou par inexpérience, conserve ses fonds liquides. Finalement cette conception patrimoniale de l'épargne conduit Boulding, Morgan et l'équipe du C.R.E.-D.O.C. à dresser un bilan du ménage composé d'actifs de service, d'actifs liquides et d'actifs de rapport et à souligner ses différences avec celui d'une banque ou d'une entreprise.

Jusqu'à une époque très récente, la psychosociologie de l'entrepreneur était à peu près inexistante. Sa position de trait d'union entre le marché des produits et celui des facteurs a conduit la théorie à en faire un simple rouage du circuit économique et à y substituer divers concepts issus du principe de rationalité tels que la main invisible d'Adam Smith, le facteur organisation d'Alfred Marshall et l'efficacité marginale du capital chez Keynes. Schumpeter (28) lui-même a désincarné l'entrepreneur au profit du concept nouveau d'innovation. Pourtant, dès 1904, Max Weber (29) avait posé le problème des conditions psychologiques et sociologiques qui ont amené les premiers entrepreneurs capitalistes à avoir un comportement spécifique et cru trouver la solution dans la conception calviniste de la prédestination. Pour les auteurs américains contemporains, l'individu est motivé par le rôle qu'il joue dans la société, à l'inverse de Max Weber et de Schumpeter pour lesquels les motivations de l'entrepreneur étaient foncièrement individualistes. Ainsi pour Katona (30), Hickman et Kuhn, le comportement de l'entrepreneur est une application de la théorie des rôles, la recherche du profit qui anime l'entrepreneur n'est pas uniquement individualiste mais imprégnée des considérations sociales de la société capitaliste actuelle et son rôle évolue avec l'entreprise et la société elles-mêmes.

Si, comme il ressort des enquêtes, l'entrepreneur est d'abord celui qui prend la décision d'investir, l'analyse de Shackle (31)

(28) *Théorie de l'évolution économique*, 1911.

(29) Dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

(30) *Psychological analysis of economic behavior*, 1951.

(31) Dont les principaux ouvrages sont : *Expectations, investment and income*, 1938. *Expectations in economics*, 1943. *Uncertainty in economics and other reflexions*, 1955. *Time in economics*, 1958.

apparaît beaucoup plus originale. Pour théoriser les résultats de la psychologie de la décision, il introduit trois notions nouvelles : la surprise potentielle, étonnement que cause, non la survenance d'un événement, mais son anticipation, dépouillée de contenu subjectif qui est réintroduit dans la deuxième notion de désirabilité des résultats anticipés, enfin le degré d'attention est la synthèse des deux premiers. Les résultats très bons et très mauvais liés à une surprise potentielle maximum ne retiendront pas beaucoup l'attention de l'entrepreneur, tandis que les cas affectés d'une surprise potentielle, qui n'est ni nulle ni maximum, et d'une certaine désirabilité la retiendront davantage. La combinaison qui possède la plus grande désirabilité pour une certaine surprise potentielle et qui retient le plus l'attention emportera donc la décision. En raison de son originalité, la théorie de Shackle a soulevé maintes objections, les unes concernant ses relations avec le calcul des probabilités, d'autres l'hypothèse de la mesurabilité de l'utilité. Enfin le recours aux courbes d'indifférence surprend dans une théorie qui cherche à expliquer la décision à partir de son contenu psychologique.

Quoi qu'il en soit, le nouvel « homo œconomicus » est un personnage plus complexe qu'une marionnette guidée par l'intérêt personnel. C'est un homme triplement conditionné par l'environnement, le passé et l'incertitude qui, chacun, l'influencent comme consommateur, comme épargnant et comme entrepreneur. L'environnement social le marque à travers la publicité, le rôle social et le climat des affaires. Le passé le détermine par les biens durables qu'il a déjà achetés, les actifs déjà acquis, les programmes d'investissement déjà décidés. Enfin l'incertitude l'empêche de connaître ce qui serait vraiment préférable et l'incite à se contenter d'un niveau de satisfaction acceptable. Car son comportement dépend de son information ainsi que le souligne la théorie des anticipations rationnelles définie par John Muth dans deux articles de 1960 et 1961, comme « essentiellement les mêmes que les prévisions de la théorie économique pertinente ». Ce ne sont donc que des probabilités subjectives qui tendent à être distribuées, grâce à une même connaissance de la théorie économique, comme des probabilités objectives.

Cette notion se rattache à la fois à Knight qui a distingué soigneusement l'incertitude du risque, les anticipations rationnelles étant plus proches du second terme que du premier, à Keynes qui fonde son analyse *ex ante* sur les anticipations qu'il distinguait pourtant des probabilités, et à M. Friedman qui explique par les anticipations (rationnelles) l'insensibilité du taux naturel de chômage à l'inflation dans sa discussion de la courbe de Phillips.

Les anticipations rationnelles se distinguent donc assez mal des prévisions et des probabilités. L'anticipation plus mobilisatrice engage davantage le sujet économique que la prévision. Mais l'incertain est-il probabilisable ? Admet-il des probabilités objectives ? La théorie des anticipations rationnelles l'affirme péremptoirement en s'opposant aux anticipations adaptatives qui extrapolent les tendances passées naïvement sans fondement théorique, mais prudemment sans trancher des mérites du calcul des probabilités à éclairer l'incertitude.

Le succès des anticipations rationnelles est venu de ce qu'elles soulignent l'importance de l'information dans leur formation et le fonctionnement des marchés qui sont qualifiés d'efficients, sous entendu dans le traitement de l'information, tels les marchés boursiers ou des changes, au comptant ou à terme.

Si l'anticipation est rationnelle, conforme à la théorie, l'écart entre la valeur anticipée et la valeur réalisée est purement aléatoire. Les anticipations rationnelles ont donc généralisé l'opposition entre caractère permanent et élément transitoire que soulignait M. Friedman dans sa théorie du revenu permanent et ont critiqué la politique de stabilisation keynésienne qui essaie de contrebalancer un choc aléatoire, alors que seules seraient efficaces les mesures imprévisibles.

Cette théorie a fait l'objet de deux séries de critiques. Elle a été taxée d'irréalisme par Arrow qui lui reproche de transformer les agents économiques en superstatisticiens et de ne pas être vérifiée sur le marché du travail, marché si peu efficient qu'il connaît parfois un chômage durable. Elle a été rejetée par l'économiste autrichien Ludwig Lachmann et par Shackle, tous deux défenseurs d'une conception plus subjectiviste. Pour Lachmann,

l'anticipation est une hypothèse de travail, non l'enseignement d'une théorie préalable. Pour Shackle, la surprise potentielle exprime mieux l'incertain que les probabilités.

Finalement, concept séduisant par son caractère flou et rassurant par son contenu quantifiable, l'anticipation rationnelle a connu un grand succès, pendant les années 70. Elle expliquait à la fois l'animation des marchés efficients et l'échec des politiques de stabilisation. Mais personne n'est convaincu que les anticipations sont vraiment rationnelles.

b) L'évolution de l'entreprise et du capitalisme.

L'apport des sociologues contemporains à la théorie économique a consisté à introduire des groupes tels que les catégories socio-professionnelles, les entreprises, les syndicats, là où les classiques et les néo-classiques ne raisonnaient que sur des individus et des nations. Les réalités sociales étant différentes de part et d'autre de l'Atlantique, cette réflexion sur les groupes sociaux, notamment sur l'entreprise, a pris des orientations différentes aux États-Unis et en Europe.

Substituant à la conception de l'entreprise comme unité micro-économique de production, celle du groupe social structuré, les sociologues américains tels que March et Simon (32) ont bâti une théorie des organisations qui, bien qu'elle ait été induite à partir du fonctionnement interne de l'entreprise avant d'être étendue aux administrations (Merton, Selznik, Gouldner), a réinterprété l'entreprise en y appliquant les concepts nouveaux de motivation, d'identification et de participation.

Selon eux, le comportement de l'homme de l'organisation ne correspond ni à la rationalité parfaite des économistes et des mathématiciens, ni à l'entière soumission au groupe. Relevant d'une rationalité limitée, la plupart des décisions tendent à obtenir un niveau satisfaisant et ne visent qu'exceptionnellement l'optimum. La théorie du « full cost » (R. Hall et C. J. Hitch) (33)

(32) *Organizations*, 1958.

(33) *Price Theory and Business Behavior*, 1939.

est une bonne illustration de cette rationalité limitée. En effet, l'entreprise n'utilise pas le coût marginal pour calculer son prix de vente, mais son coût majoré de marges tenant compte des frais fixes et du profit. Elle oppose aux traditionnelles courbes en V du coût marginal et du coût moyen la courbe plate du prix de revient qui se relève brusquement une fois atteinte la capacité de production et dont la partie horizontale correspond davantage à un niveau satisfaisant d'emploi de la capacité de production qu'à un optimum.

D'autre part, la convergence de plusieurs analyses sur l'évolution du capitalisme américain, notamment celle d'Adolf A. Berle, de Shonfield, et de J. K. Galbraith, ne peut manquer de frapper l'attention. Tous soulignent la planification informelle de l'économie américaine née de la convergence de la programmation des grandes firmes et de l'intervention de l'État sous forme de contrats d'étude et de marchés publics.

Mais alors que A. Berle (34) analyse les transformations de la propriété, du capital et du marché sous un angle plutôt juridique, Galbraith (35) avec le rare bonheur qui le caractérise pour expliciter les évolutions et les qualifier d'un terme évocateur, a forgé la notion nouvelle de technostructure. Alors que l'entreprise individuelle ou sociétaire sur laquelle a raisonné Schumpeter était dominée par l'entrepreneur, l'entreprise contemporaine que James Burnham, Gardiner Means et A. Berle ont popularisée est dominée par la technostructure, c'est-à-dire le groupe de « tous ceux qui apportent une connaissance spécialisée, leur talent ou leur expérience au groupe de décision ». La prééminence des techniciens ou technostructure s'explique à la fois par les progrès de la technologie, l'abondance du capital, à l'ère de l'opulence et la planification des entreprises. Or, la technostructure, selon Galbraith, facilite l'identification du travailleur à son entreprise : il adopte l'objectif de l'entreprise en remplacement de son objectif

(34) *Le capital américain et la conscience du roi*, trad. fse. 1958.

(35) *The affluent society*, 1958, trad. fse. *L'Ere de l'opulence*, 1961 et *The new industrial state*, 1967, trad. fse. 1968.

propre et se sent fier et solidaire de l'équipe de techniciens, alors qu'il ne l'était pas des directeurs ou du patron et de ses commanditaires. A l'époque de la technostructure, l'entreprise recherche un niveau satisfaisant, qui implique un profit minimum et non maximum, et sa propre croissance qui renforce le pouvoir de la technostructure.

C'est à la psychologie et à la sociologie américaines que la micro-économie doit de s'être enrichie de la théorie des organisations dont Herbert A. Simon, conseiller d'entreprise et professeur de psychologie au Carnegie Institute of Technology à Pittsburgh est l'un des fondateurs par ses livres célèbres *Administrative behavior-Organizations, Models of Man*. Il conteste le principe de la maximisation de l'utilité cher aux néo-classiques, considérant que l'homme préfère une solution simplement satisfaisante à la recherche de la solution optimale. Décomposant en éléments simples le mode de raisonnement, en quoi l'ordinateur aide à comprendre le cerveau humain, il analyse les techniques de prise de décision, qu'elles soient routinières ou programmées ou politiques nouvelles et mal structurées, bref non programmées comme celle de l'entrepreneur chez Schumpeter et chez Keynes.

Sur le plan macro-économique, Herbert Simon, prix Nobel 1978, étudie dès 1960 (*The new Science of Management Decision*, traduit en français sous le titre du *Nouveau management, la décision par les ordinateurs*), l'influence de l'informatique sur l'économie qu'il voit s'orienter rapidement vers les services mais ne pas être durablement frappée de chômage technologique... car l'homme est insatiable. Optimiste comme économiste — peut-être trop ? — radical comme informaticien — tout est possible à la machine qui peut même créer, il n'adopte aucun parti philosophique sur les limites respectives de l'homme et de l'ordinateur. Mais, sa réflexion, profondément humaniste, l'amène à penser à la révolution dans la maîtrise de l'information comme Smith, Ricardo et Marx avaient médité la révolution dans la maîtrise de l'énergie. Il se concentre sur les rapports entre la technique et la société quand trop d'économistes se limitent à une relecture sophistiquée de Marx, de Walras et de Keynes.

En Europe, au contraire, la participation à l'entreprise s'inspire moins de motivations psychosociologiques que d'une politique de réforme institutionnelle. La participation — ou du moins l'intéressement des salariés à l'entreprise qui a fait l'objet de maintes expériences concrètes dans les pays européens pendant les années soixante — est l'aboutissement curieux de courants d'idées très différents.

D'une part l'encyclique *Mater et Magistra* de Jean XXIII a modernisé la notion thomiste de juste salaire en une participation aux fruits de l'expansion dont les modalités sont volontairement laissées dans le vague. D'autre part, la théorie keynésienne établit que la croissance de l'économie et la répartition des revenus ne se concilient sans inflation que si la distribution des revenus additionnels est contractuellement affectée à l'épargne. Enfin des projets de réforme de l'entreprise aussi différents que le pancapitalisme de M. Loichot (36) et celle de Bloch-Lainé (37) qui fait de l'entreprise une petite démocratie économique, se rejoignent pour accroître la responsabilité des travailleurs dans la gestion de l'entreprise.

Mais c'est partout le problème que les sociologues posent en termes généraux de conflit-coopération et les marxistes en termes de lutte des classes qui a suscité les analyses de sociologie industrielle les plus intéressantes, notamment en France. Alain Touraine, Pierre Naville (38), Serge Mallet (39), P. Belleville, pour n'en citer que quelques-uns, mettent en lumière la transformation de la classe ouvrière et de la stratégie syndicale dans le néocapitalisme. Les prolétaires décrits par Marx avec quelque avance sur la réalité industrielle de son temps existent encore, mais la modification des modes de production provoque une évolution de la classe ouvrière elle-même. Avec l'automatisation, la nouvelle classe ouvrière, caractérisée par son haut niveau de qualification, la

(36) *La réforme pancapitaliste*, 1966.

(37) *Pour une réforme de l'entreprise*, 1963.

(38) *Essai sur la qualification du travail*, 1956.

(39) *La nouvelle classe ouvrière*, 1963.

jeunesse de ses techniciens, la relative sécurité de l'emploi et le travail en équipe, est en partie intégrée à l'entreprise, non tant pour les raisons psychologiques qu'imaginent les sociologues américains que pour des raisons techniques, tout changement d'entreprise risquant de disqualifier le travailleur. D'où son affiliation à un syndicalisme d'entreprise succédant au syndicalisme de métier du XIX^e siècle et au syndicalisme de masse de la première moitié du XX^e siècle. La nouvelle classe ouvrière, que Pareto aurait présentée comme un phénomène de circulation des élites, devient au contraire le moteur d'une nouvelle stratégie ouvrière que Pierre Le Brun (40) qualifie de participation conflictuelle ; la classe ouvrière tolère le système et se décharge sur les partis politiques de son renversement. Puisqu'il doit être un jour renversé, elle en accepte les résultats, mais refuse de participer à sa gestion. On peut alors se demander si les forces de contestation restent entières lorsque l'habitude est prise de participer aux résultats. Le pari patronal d'affaiblir insidieusement la lutte des classes de cette manière est sans doute plus réaliste que l'hypocrisie de la participation conflictuelle. Celle-ci se transforme à son tour. Les nouvelles formes de contestation tendent moins à des hausses nominales de salaires dont les syndicats comprennent le côté fallacieux en termes de pouvoir d'achat et s'orientent davantage vers la revendication gestionnelle dans l'entreprise et celle d'une véritable planification démocratique à l'échelle de la nation. A la limite, la contestation des travailleurs éclate en grèves sauvages mal maîtrisées par les syndicats.

c) Le renouvellement par la sociologie de la dynamique économique.

Depuis Marx, la science économique emprunte à la sociologie une conception de la dynamique comme un ensemble d'actions et de réactions des groupes sociaux. Cette voie de recherche l'a conduit à renouveler l'analyse de la croissance, de l'inflation et de la répartition du Revenu National.

(40) *Questions actuelles du syndicalisme*, 1965.

Albert Hirschman, pratique comme Kenneth Galbraith, « le non-respect des frontières séparant habituellement le domaine de l'économie de celui des autres sciences sociales » avec un moindre sens de la publicité et une plus grande séduction intellectuelle. Il a enrichi l'analyse interdisciplinaire de six ouvrages importants dont la moitié sont traduits en français (*National Power and the structure of international trade*, 1945. — *La stratégie du développement économique*, 1958, traduit en 1964. — le plus célèbre, *Journeys towards Progress, studies of policy making in Latin America*, 1963. — *Exit, voice and loyalty, response to decline in firms, organizations and States*, 1970, dont seul le sous-titre apparaît dans la traduction française de 1972, *Les passions et les intérêts, justifications politiques, du capitalisme avant son apogée*, 1977, et, *Essays in Trespassing economics to politics and beyond*, 1981).

L'apport essentiel de ce sociologue américain à l'économie peut être schématiquement résumé en 3 concepts :

— l'effet de tunnel, qui se définit ainsi : « l'augmentation de l'inégalité est tolérée par ceux qui n'en profitent pas tant qu'elle leur paraît prometteuse d'une amélioration, à échéance pas trop éloignée, de leur propre sort, mais elle cesse de l'être lorsqu'ils perdent espoir ou *a fortiori* lorsqu'ils la soupçonnent de les menacer d'une détérioration (P. Salmon, *Analyses de la SEDEIS*, nov. 1982, p. 3) ;

— l'alternative exit-voice (qu'on peut traduire par désertion ou protestation) qui analyse deux degrés d'opposition sociale et éclaire des phénomènes aussi divers que les grèves, les révolutions, les migrations et les mouvements internationaux de capitaux ;

— l'effet d'entraînement, exprimant la propagation stimulante d'un changement social, qui élargit la notion keynésienne de multiplicateur, annonce les industries industrialisantes (Destanne de Bernis), les filières (Boublil) et la théorie du déséquilibre et renouvelle la théorie du développement économique en rejetant à la fois les approches néo-classiques et néo-marxistes.

Ces trouvailles, qui permettent à A. Hirschmann sans formalisations, de « penser plus fortement » la société, ont été ensuite à la

source de modèles économétriques. On ne peut donc pas leur reprocher de ne pas être opérationnelles. En revanche, sa conception a-historique de la réalité sociale lui fait sous-estimer l'importance des effets d'apprentissage dans nos sociétés parfois surinformées.

Le rôle des phénomènes socio-culturels dans la croissance est une vieille idée rajeunie. Sous le vocable peu scientifique de « mouvements des idées », les structures sociales et mentales ont depuis longtemps fourni l'une des principales explications de l'évolution des régimes politiques et de l'histoire économique. Mais leur rôle s'est précisé avec les travaux de Lewis et surtout de Rostow (41), professeur d'histoire économique au M.I.T. qui a dégagé des expériences historiques d'industrialisation une théorie des conditions socio-culturelles de la croissance. Selon lui, le taux de croissance et le taux de productivité du travail et du capital ne dépendent pas de motivations strictement économiques, mais de six propensions, à la recherche fondamentale ou à avoir des enfants, par exemple, dont une seule, la propension à consommer, avait été retenue par les économistes. Rostow a approfondi ce thème dans *Les Étapes de la Croissance* (1960) où il distingue cinq phases : la société traditionnelle, la préparation du décollage par transformation des structures politiques, sociales et mentales, le décollage marqué par une brusque augmentation du taux d'investissement de moins de 5 % à plus de 10 %, un accroissement de productivité dans l'agriculture et les industries extractives, et l'établissement d'infrastructures. La quatrième phase, la maturité, débute environ soixante ans après le décollage ; enfin l'âge de la consommation de masse caractérisé par l'importance des biens de consommation durables et des services, correspond à ce que Galbraith appelle de son côté l'ère de l'opulence, marquée par le volume important des dépenses publicitaires, la disparité choquante entre l'hypertrophie de la production privée et l'atrophie des services publics, la concentration du pouvoir économique

(41) *The process of economic growth*, 1953 et *The stages of economic growth : Econ. Jal.* mars 1956, repris en fr. en 1960.

privé et sa limitation par le pouvoir compensateur des syndicats et de l'État.

Si la notion de décollage a connu un grand succès, elle n'en a pas moins été critiquée pour ne rien apporter de nouveau par rapport à celle d'industrialisation, pour la datation discutable des décollages nationaux successifs et pour l'incertitude relative à l'ordre des mutations structurelles. Rostow, en effet, montre bien que les mutations économiques, en l'absence de mutations socio-culturelles, sont insuffisantes pour provoquer le décollage, mais il ne s'interroge pas sur leur synchronisation possible, ni, en l'absence de synchronisation, sur l'ordre souhaitable des révolutions politiques, économiques, démographiques, etc...

La théorie de l'inflation a aussi été renouvelée vers 1950 par des économistes tant français qu'américains qui en ont fait le résultat des revendications inégales des divers groupes sociaux. Ainsi Henri Aujac (42), renversant la théorie traditionnelle qui voit dans l'inflation un phénomène monétaire à conséquences sociales, l'analyse au contraire comme un phénomène social à conséquences monétaires. En effet, entre les divers groupes sociaux : salariés, entrepreneurs, rentiers, État, existent des liaisons monétaires vis-à-vis desquelles ces groupes peuvent adopter un comportement de rupture, s'ils disposent d'un pouvoir de domination économique ou, sinon, un comportement d'adaptation. Le groupe social qui, le premier, adopte un comportement de rupture, exporte son refus, déforme le réseau des liaisons monétaires et provoque l'inflation qui peut donc être déclenchée sans événement monétaire, par une simple grève générale, mais se traduit toujours par une profonde modification de la structure des prix. Seul l'État peut imposer aux groupes sociaux un comportement d'adaptation qui empêche l'inflation.

Assez proche, l'analyse de F. H. Holzman (43) utilisant des paramètres pour chiffrer le comportement des groupes, gagne en

(42) *Une hypothèse de travail, l'inflation conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux* : Econ. Appl. avril-juin 1950.

(43) *Income determination in open inflation* : Review of Economics and Statistics, mai 1950.

précision algébrique ce qu'elle perd en contenu sociologique. Selon la valeur attribuée aux paramètres de comportement, le modèle peut aussi bien aboutir au retour à l'équilibre qu'à l'explosion des prix. De même, Duesenberry (44) a présenté une analyse analogue aux deux précédentes. Ce qui est frappant, c'est la simultanéité de ces explications sociologiques de l'inflation début 1950, avant le déclenchement de l'inflation coréenne qui devait orienter la théorie de l'inflation dans une autre direction ; celle de la distinction, aussi célèbre qu'exagérée, entre l'inflation par les coûts et l'inflation par la demande.

La théorie de l'entreprise comme groupe social et de la nation comme groupe de groupes suggérait de reformuler l'analyse traditionnelle de la répartition en termes de conflit entre les groupes sociaux pour l'attribution du revenu national. Cet effort tenté en France par J. Marchal et J. Lecaillon s'est révélé un peu décevant sur l'apport de la sociologie à la théorie économique.

Dès 1951, Jean Marchal (45) a essayé de renouveler la théorie du profit en faisant de l'entrepreneur un « disjoncteur de prix » affrontant le groupe des travailleurs sur leurs conditions de travail, celui des capitalistes à propos de la distribution des bénéfices, l'État, en matière fiscale et même les consommateurs qu'il violente par la publicité. Sociologique par sa formation, le profit l'est aussi dans son attribution au groupe social des patrons qui perçoivent un profit brut, seule réalité observable là où l'analyse distingue artificiellement un profit pur, un salaire et des intérêts. Cette analyse, qui fait du profit le résultat d'une lutte entre groupes sociaux, a été ensuite étendue aux autres revenus : salaires, revenu agricole, intérêts, transferts sociaux. Après avoir essayé de rapprocher les types de revenus des catégories socio-professionnelles et avoir été critiqué pour cette tentative novatrice, J. Marchal et J. Lecaillon ont montré que le conflit pour la répartition du revenu national se situe souvent aujourd'hui à l'échelle nationale plus qu'à celle de la firme, sous l'arbitrage officiel ou

(44) *The mechanics of inflation*, *ibid.*

(45) *The construction of a new theory of profit* : *Am. Econ. Rev.* sept. 1951.

officieux de l'État et qu'il porte autant sur les règles du jeu elles-mêmes que sur l'enjeu. Cette approche très nouvelle pendant les années cinquante n'a toutefois pas bouleversé les conclusions des modèles néo-classiques et néokeynésiens de répartition. Le syndicalisme n'est guère parvenu à modifier les mécanismes de répartition en faveur des salariés s'il a réussi à transformer la nature des rémunérations. On peut donc conclure qu'en définitive les forces économiques finissent par s'imposer « bien que la lutte entre groupes sociaux exerce une influence directe sur le processus de croissance, sur ses formes et sa rapidité » (46).

L'analyse structurale est pourtant menacée de deux cotés. On peut lui reprocher de vouloir si bien concevoir la structure, comme une réalité concrète, dialectique, globale qu'on arrête l'analyse scientifique à cette structure. Au-delà, l'explication cesse d'être scientifique pour s'en remettre à l'idéologie, la finalité, la philosophie, la politique et c'est le triomphe de l'exogène. On peut au contraire accuser l'analyse structurale de nominalisme, défaut inverse. Inutile de chercher au-delà de la structure une explication exogène et peu scientifique. Seule est vraie la structure, la théorie économique doit analyser scientifiquement les structures économiques et non la réalité économique. Celle-ci doit se plier à l'analyse structurale, et non l'inverse, puisque la réalité est subordonnée aux structures.

La théorie économique a longtemps cherché au-delà d'elle-même les causes économiques fondamentales. L'analyse structurale contemporaine, inversant le risque, incite la théorie économique à ne plus fonder ses raisonnements que sur la logique formelle, pour éviter le biais idéologique ou le « vice ricardien ». Or mathématiques et psychosociologie négligent toutes deux la logique du contenu, cet enchaînement des causes et des effets qui dépend de la nature complexe et unique des phénomènes mis en relation et que la formalisation algébrique laisse échapper en cela même qu'elle est une généralisation. En un mot, toute la logique ne

(46) *La répartition du revenu national*, t. 4, p. 322.

s'enferme pas dans le moule formel, même si l'essentiel s'y abrite. Ce qui s'échappe du moule, nous l'appellerons logique du contenu. Or, l'analyse structurale, aussi bien d'ordre psychosociologique que mathématique, accorde quelque importance à la logique formelle aux dépens de la logique du contenu. Celle-ci se cache dans les hypothèses du modèle mathématique et dans les caractéristiques du milieu culturel, en ce qui concerne la psychosociologie. Le contenu des hypothèses mathématiques est généralement fourni par la psychosociologie, qui suppose certaines régularités de comportement. Inversement, la signification du milieu culturel est implicitement fournie par une conception linéaire de l'évolution des sociétés, allant de la tribu primitive, chère aux ethnologues, à la société industrielle dont la fine fleur serait les États-Unis d'Amérique. Dans la logique formelle triomphent l'élégance du raisonnement mathématique et le sens de l'évolution sociale. Mais la logique du contenu réapparaît timidement : les équations les plus élégantes ne sont pas les plus réalistes, toutes les sociétés n'évoluent pas vers la société post-industrielle et celle-ci vers le modèle américain. Le formalisme de l'analyse structurale l'handicape donc pour saisir la dynamique des structures. L'analyse structurale contemporaine veut être formelle pour être scientifique et risque d'être statique pour être formelle. Réintroduire la logique du contenu, c'est recourir à l'histoire et à la politique. On dira que l'histoire et la politique représentent une « perte de scientificité », que la science économique est plus scientifique que l'économie politique, que l'école de Lausanne l'était plus que l'école historique allemande.

C'est d'abord nier le caractère scientifique de l'histoire qui fait jaillir le contenu implicite des hypothèses, oublié par la logique formelle, et montre que les problèmes changent plus qu'ils ne se résolvent dans la vie, économique ou autre. L'histoire entraîne la science économique vers un déterminisme infiniment plus souple et plus subtil au moment où pour échapper au formalisme des mathématiques modernes, celles-ci, grâce à la puissance des ordinateurs, peuvent tester tous les raisonnements, traiter une infinité de relations et devenant qualitatives, tenter de reconquérir, ou du moins de cerner, ce qui n'est pas entièrement formalisable.

Les structures sont des catégories logiques, mais ce sont aussi des phénomènes vivants. Saisissant les limites de l'analyse structurale, après en avoir épuisé la fécondité, la méthodologie économique devrait prendre peut-être une orientation plus génétique. Elle pourrait alors comprendre ce que De Maria appelle les phénomènes entéléchiens, « le surgissement de faits nouveaux dont la détermination *a priori* est tout à fait impossible ». L'entéléchie permet d'analyser les discontinuités, les irréversibilités, et place l'économiste au cœur de ce processus de destructuration-restructuration que l'analyse structurale laisse paradoxalement échapper aujourd'hui.

CHAPITRE XIII

LA COEXISTENCE DES IDÉOLOGIES

Le passage d'une conception doctrinale de l'évolution de la science économique à une conception moderne de l'histoire de l'analyse économique, comme celle de J. Schumpeter, traduit en soi la régression de l'intérêt porté aux doctrines, aux idéologies et aux systèmes philosophiques. Les querelles de doctrine entre libéralisme et socialisme sont aujourd'hui démodées, mais les hommes sont plus que jamais divisés dans leurs positions doctrinales et philosophiques. La coexistence des idéologies peut aussi bien signifier l'indifférence, l'hostilité ou la recherche pleine de bonne volonté d'une synthèse. La régression actuelle des doctrines et des idéologies n'est pas un progrès. De même que le pécheur invétéré perd le sens moral, de même, à force de se désintéresser de tout fondement axiomatique, l'économiste semble avoir perdu le sens philosophique et même simplement le sens politique. Temporairement peut-être, car la croissance qualitative pose à nouveau le problème des finalités de l'économie.

Si la spécialisation des sciences sépare aujourd'hui radicalement la science économique de la philosophie, il n'en a pas toujours été ainsi. La fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle offrent maints exemples d'une heureuse conjonction de ces deux disciplines. Adam Smith et Stuart Mill ne sont-ils pas aussi connus comme philosophes que comme économistes, sans qu'on ait assez souligné le lien entre leurs positions dans les deux disciplines ? Karl Marx tire une partie de sa séduction intellectuelle d'avoir été le dernier économiste philosophe. Depuis, il ne semble plus y avoir d'esprit créateur à la fois dans les deux domaines. L'économiste se veut

technocrate, indifférent aux idéologies économiques, mais ses échelles de valeur restent conditionnées par l'idéologie qu'il subit ; mieux vaut qu'il en soit conscient.

La science économique, comme toutes les sciences humaines est un humanisme scientifique, mais elle n'a pas encore éclairci la nature de l'homme et par conséquent l'orientation de cet humanisme. Tous les suffrages vont au bonheur de l'homme et au bien de l'humanité — que les économistes traduisent en revenu national plus élevé et mieux réparti —, mais l'ambiguïté reste entière. Pour les uns, l'homme est un être doué de raison et de liberté, pour les autres, c'est un être qui s'insère dans la société par son travail. En privilégiant tantôt la liberté, tantôt le travail, on aboutit, à travers des idéologies économiques opposées, à des théories économiques différentes. Les néo-libéraux, qui centrent leur philosophie économique sur la liberté, aboutissent à l'apologie du marché, les marxistes qui partent de la valeur-travail concluent à l'économie planifiée, les chrétiens sociaux qui eux s'inspirent de la foi n'en déduisent aucune théorie économique particulière. Voulant échapper à l'opposition idéologique entre le néo-libéralisme et la planification, ils n'arrivent à fonder aucune tierce solution valable.

I. — Le néo-libéralisme.

Le néo-libéralisme s'efforce d'inclure l'analyse économique dans une philosophie de l'histoire comparable en compréhension totale à celle du marxisme. La liberté y joue le rôle central que Marx attribuait au travail et le rôle dynamique qu'il réservait au prolétariat. Cette idéologie, selon laquelle la raison exige une économie de marché, s'est développée en divers pays à partir d'un antécédent commun : le colloque Walter Lipmann où se réunit en 1938 tout ce que l'Europe Occidentale comptait d'économistes libéraux sous le patronage de l'éditorialiste mondialement connu du *New York Tribune*, qui venait de publier la *Cité Libre*, premier manifeste du néo-libéralisme. Depuis, les économistes néo-libé-

raux se retrouvent pratiquement chaque année sous l'égide de la très secrète et très influente Société du Mont Pèlerin.

Trois rameaux, en Allemagne, aux États-Unis et en France, se distinguent par l'originalité de leurs contributions. Certes, des nuances les séparent. L'école de Fribourg est plus soucieuse de défendre la concurrence, moins hostile aux interventions de l'État, moins adonnée à l'économétrie que celle de Chicago. Les néo-libéraux français au contraire ne forment pas une véritable école et sont moins opposés au socialisme et à une certaine programmation que les Allemands et les Américains. Mais les trois pensées néo-libérales, défendant en commun la liberté et la concurrence dans le cadre d'une vision globale de l'histoire et de la société, s'opposent plus ou moins au courant keynésien et attachent toutes la plus grande importance aux phénomènes monétaires.

A. — L'ÉCOLE DE FRIBOURG

L'ordo-libéralisme, réaction de l'Allemagne secouée par le nazisme et deux guerres mondiales, tend à se confondre avec l'école de Fribourg groupée autour de son maître Walter Eucken, bien que se soient formés d'autres groupes d'économistes libéraux à Cologne et à Munich, ce dernier fréquenté par Ludwig Erhard. Cette référence à l'ordre s'explique à un double niveau anecdotique et philosophique, évoquant tant la revue *Ordo* qui publiait les résultats des recherches d'Eucken, de ses disciples et de ses amis juristes Frank Böhm et Hans Grossmann-Doerth, que la philosophie néo-kantienne qui les inspire.

a) L'apport conceptuel d'Eucken.

Walter Eucken (1891-1950), fils d'un philosophe néo-kantien qui reçut le prix Nobel en 1908, a passé — dit-on — son enfance dans une petite ferme frisonne qui devait être sans cesse défendue contre la mer. Certains y voient l'explication d'un courage qui lui fit professer en 1937 un cours sur le pouvoir et l'économie politi-

que. Sa réaction personnelle contre l'école historique allemande et le choc de la crise de 1929 l'ont convaincu à la fois de la nécessité et de la relativité de la théorie économique. Après avoir enseigné à Tübingen, il obtint en 1927 à Fribourg la chaire qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1950, survenue à Londres pendant une tournée de conférences. C'est à Fribourg que Max Weber avait enseigné l'économie politique, et que Husserl enseignait la philosophie. Ses deux oeuvres principales : *Les Fondements de l'économie* (1940) et *Les Principes de la politique économique* (1952) forment un dyptique qui n'est pas sans rappeler la critique de la raison pure et celle de la raison pratique chez Kant.

Eucken part d'une distinction fondamentale entre le cadre de l'économie et le processus selon lequel elle s'organise. Toute activité économique suppose la formation et l'exécution d'un plan. Or, il n'y a que deux formes possibles de coordination entre ces plans multiples : le marché concurrentiel ou la subordination au plan de l'autorité centrale. Plan et marché, économie centralisée et économie décentralisée, sont les deux seuls types purs d'organisation, concept issu du type pur de Max Weber, aussi abstrait, ce qui le sépare des systèmes et des styles de l'école historique allemande, mais plus inductif que déductif. De ces deux types d'organisation, qu'Eucken définit comme le principe selon lequel s'ordonne le processus économique, seule la concurrence assure à la fois la liberté et l'efficacité. C'est donc à l'État de créer un cadre, essentiellement juridique, sous la forme d'une constitution économique, qui permette au processus de la concurrence de jouer correctement. Hors d'un cadre approprié, la concurrence se détraque. A l'inverse du laisser-faire manchestérien, elle nécessite des interventions qui forment une politique ordonnatrice lorsqu'elles portent sur le cadre et une politique régulatrice lorsqu'elles visent le processus. Il importe que ces politiques soient conformes à l'ordre économique, idéal que la constitution de l'économie doit s'efforcer de réaliser. Hélas, les opinions ont varié sur ces critères de conformité, réintroduisant parfois dans l'école de Fribourg la casuistique et les divergences. Enfin, outre l'ordre économique et les types purs d'organisation, Eucken, bien avant Fran-

çois Perroux, érige la domination au rang de concept économique fondamental. Non seulement il la réconcilie avec la théorie, malgré son caractère passionnel, mais il la croit indispensable pour comprendre le dynamisme de l'histoire économique et la structure des marchés.

b) Les autres économistes néo-libéraux allemands.

Si W. Eucken est le maître de l'école de Fribourg, Wilhelm Röpke (1899-1966) en est le brillant second. Mis à la retraite anticipée pour opinions non conformes par le régime nazi, le professeur de Marburg s'exila en Turquie où il enseigna à l'Université d'Istanbul avant de venir en 1937 à l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales de Genève. Son œuvre, plus connue et moins théorique que celle d'Eucken, se compose principalement de deux grandes trilogies, écrites l'une de 1942 à 1945 (*La crise de notre temps, Civitas humana, Communauté internationale*) et l'autre entre 1950 et 1960 (*Mesure et Milieu, L'économie mondiale au XIX^e et au XX^e siècle et Au-delà de l'offre et de la demande*) dans lesquelles il développe, puis actualise ses thèmes favoris : la civilisation occidentale, chrétienne et individualiste, l'évolution vers une société de masse, la défense d'une politique structurelle qui « n'accepte pas au-delà de ce qui est nécessaire les conditions sociales de l'économie de marché » (1), préconisant une politique non conforme à l'économie concurrentielle si la personne humaine le justifie, en quoi il se sépare d'Eucken, enfin l'inflation en tant que maladie sociale dont Keynes serait largement responsable.

Une école d'économistes est une famille d'esprits. Plutôt que de donner une liste exhaustive et sans nuances de ses membres, mieux vaut n'en évoquer que quelques-uns, choisis pour leur originalité ou leur influence.

Leonhard Miksch (1901-1950), le plus doué des disciples d'Eucken, a publié, au cours d'une vie assez brève, quelques articles au

(1) *Au-delà de l'offre et de la demande*, p. 17.

titres significatifs tels que *La concurrence comme devoir* et *La politique économique comme si* (Als Ob) montrant que l'État a le devoir de faire comme si l'équilibre de concurrence s'établissait.

Friedrich Lutz (né en 1901), autre disciple d'Eucken demeuré après l'arrivée du nazisme aux États-Unis où l'avait envoyé une bourse Rockefeller, s'est consacré à l'étude des problèmes monétaires, des encaisses des sociétés et des mécanismes de l'investissement (2), établissant ainsi un lien entre l'école de Fribourg et celle de Chicago, avant de revenir enseigner à Zurich.

Alexandre Rüstow, ami de Röpke et plus sociologue encore que lui, enseigna lui aussi à Istanbul de 1934 à 1950 avant de revenir à Heidelberg. Il est également auteur d'une trilogie (3) qui livre sa philosophie de l'histoire économique : une dialectique du paysan porteur de liberté et du cavalier porteur de domination faisant de la liberté un idéal à conquérir et non un paradis perdu.

Alfred Muller-Armack, qui s'est rendu célèbre comme père de l'expression d'économie sociale de marché (*soziale Marktwirtschaft*) (4), a insisté sur le fait que la liberté ne devait étouffer ni l'égalité ni la justice et lancé un appel en faveur d'un dialogue constructif entre les libéraux et les socialistes.

Enfin Ludwig Ehrard ne se sépare dans son ouvrage *Prosperité et Concurrence* (1958) de l'école de Fribourg que sur deux points : d'une part l'importance qu'il accorde à la psychologie et à la propagande pour persuader individus, entreprises et syndicats des vertus de la concurrence, d'autre part le rôle respectif de l'individu et de l'État dans la recherche de la sécurité, l'individu devant assumer son destin par ses propres efforts et l'État ne devant intervenir qu'à partir du moment où l'individu n'est plus à même de le faire.

(2) *Theory of investment of the firm*, 1951. *Zinstheorie*, 1956.

(3) *Ursprung der Herrschaft*, 1950. *Weg der Freiheit*, 1952. *Herrschaft oder Freiheit*, 1957.

(4) *Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft*, 1947 et *Sozialtechnik*, article publié en 1949.

c) L'inspiration néo-libérale de la soziale Marktwirtschaft.

Pendant vingt ans — jusqu'en 1967 — la politique économique allemande a été celle dont l'inspiration uniquement néo-libérale est le moins discutable. D'abord l'ordo-libéralisme a fourni le seul modèle théorique cohérent qui pouvait inspirer la reconstruction d'une économie victime du dirigisme et de l'inflation. Ensuite l'engagement des membres de l'ordo-libéralisme a été délibéré. Eucken faisait partie du Conseil Scientifique qui élaborait la politique économique de la bizonie, puis du ministère de l'économie, Rüstow fonda à Heidelberg une Communauté d'action pour l'économie sociale de marché, véritable groupe de pression néo-libéral. Muller-Armack, nommé par Ehrhard directeur pour les questions de principe au ministère de l'économie, devint ensuite secrétaire général pour les problèmes européens, et participa à la rédaction du Traité de Rome et aux premières négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E.

On conçoit donc que la politique économique allemande ait rejeté toute planification, fut-elle indicative, adopté une loi anti-trust, malgré les tendances à la cartellisation de l'industrie allemande, accordé la priorité à une monnaie saine et à des prix stables et refusé le contrôle des changes face à l'invasion des capitaux spéculatifs. Bien que l'économie allemande soit loin de s'identifier à l'ordre économique concurrentiel d'Eucken, ses succès ont rejailli sur la doctrine qui l'inspirait.

d) Les fondements philosophiques de l'ordo-libéralisme.

Enfin, s'il a inspiré la politique économique, l'ordo-libéralisme s'est lui-même inspiré des meilleures sources de la philosophie allemande, de Leibnitz pour la tendance à l'harmonie concurrentielle, de Kant surtout dont Eucken a substitué l'idéalisme rationnel à l'hédonisme d'Épicure, d'Helvétius et de Bentham comme fondement du libéralisme et même d'Husserl dont l'analyse institutionnelle se retrouve chez Eucken lorsqu'il part des intentions économiques que sont les plans pour opposer l'économie centralisée à l'économie décentralisée.

Cette rare insertion de la théorie économique dans la politique et la philosophie ne saurait toutefois être isolée de son contexte germanique.

B. — L'ÉCOLE DE CHICAGO

Tous les économistes néo-libéraux américains n'ont pas enseigné à l'Université de Chicago, ni même subi son influence. Certains, tels Ronald Coase en font spirituellement partie, alors qu'inversement Paul Douglas qui y fut longtemps professeur, n'y appartient pas. Il existe néanmoins aux États-Unis, comme en Allemagne, une école néo-libérale dont les convictions idéologiques sont marquées et les apports théoriques, originaux. Leur chef de file est Milton Friedman (5).

A vrai dire, on doit plutôt distinguer deux écoles de Chicago successives, celle d'avant la guerre, illustrée par Simons, Jacob Viner, le premier à avoir élaboré une théorie des unions douanières, non sans un parti-pris défavorable par rapport au libre-échange, et Frank Knight, plus préoccupée de l'effet perturbateur des monopoles et des ententes, plus désireuse de concilier la redistribution des revenus et l'efficacité de l'allocation des facteurs, plus ouverte à des influences éclectiques. Après la guerre au contraire, l'école de Chicago a quitté les préoccupations sociologiques pour la théorie, sous la double influence de Keynes et de la Cowles Commission. Malgré une liberté intellectuelle qui ne va pas sans divergences de vue, trois traits caractérisent aujourd'hui l'école de Chicago : son penchant pour la théorie néo-classique, l'automatisme en politique économique et les raffinements statistiques.

a) Le recours à la théorie néo-classique.

Face à un puissant courant keynésien, l'école de Chicago représente aux États-Unis, un rameau vivace du marginalisme dont

(5) Prix Nobel 1976.

Hayek (6) et Friedman sont, avec des personnalités et des conceptions différentes, les héritiers spirituels. Le premier symbolise ce lien par sa vie et ses œuvres, le second incarne le renouveau qui a jailli de la théorie de l'équilibre général.

L'école de Chicago se relie en effet directement au néo-marginalisme autrichien à travers Friedrich von Hayek (1899). Si l'on peut distinguer trois périodes dans sa vie, selon qu'il a vécu en Autriche, en Grande-Bretagne, dont il est resté citoyen, ou aux États-Unis (il a enseigné à Chicago de 1950 à 1962), ses œuvres se classent en deux catégories : les apports théoriques (7), tels que le fameux triangle par lequel il représente la surcapitalisation, cause selon lui des fluctuations économiques, et la neutralité de la monnaie qu'il assimile à la constance de la quantité de monnaie et non à celle des prix, et la philosophie sociale (8), développée dans ses livres d'après-guerre dont la spontanéité des forces sociales contre une rationalisation abusive et l'indivisibilité des libertés économiques et politiques sont les thèmes majeurs.

Théodore Schultz, né en 1902, devint, après une enfance dans le monde agricole du Dakota-du-Sud lui aussi, professeur à l'Université de Chicago depuis 1943 et publie deux ouvrages importants sur l'agriculture (*Economic Growth and Agriculture*, 1968, et *Distorsions of Agricultural incentives*, 1978) avant de recevoir le prix Nobel en 1979.

Il voit dans la substitution d'un marché politique au marché économique et dans le développement de l'interventionnisme l'explication de tous les maux de l'agriculture, dénonçant les agriculteurs surpayés là où ils sont peu nombreux (C.E.E.) et souspayés là où ils forment la majorité (P.V.D.).

(6) Prix Nobel 1974.

(7) *Prices and production*, 1931 — *Monetary theory and the trade cycle*, 1933 — *The pure theory of capital*, 1941. — *The constitution of liberty*, 1960.

(8) *Collectivist economic planning*, 1935, trad. fse. sous le titre *L'Économie dirigée en régime collectiviste*, 1939. *The Road to serfdom*, 1944, trad. fse. *La route de la servitude*, Paris, 1945. *Scientism and the study of society*, 1952, trad. fse. *Scientisme et sciences sociales* et *The constitution of liberty*, 1960.

Il les croit tous sensibles au profit et capables si on laisse jouer les lois économiques de « transformer du sable en or », selon sa propre expression. Favorable à la modernisation de l'agriculture que gênent les politiques gouvernementales et les accords internationaux, et partisan du libéralisme, Schultz n'est pas un théoricien abstrait, mais un expert aux recommandations décapantes. Mais que fait-il des spécificités du monde rural ?

De ses études à Chicago et à Columbia, sous la protection de Burns, Milton Friedman (né en 1912) hérita une habileté statistique remarquable et, en réaction contre l'absence de théorie au point où l'avaient pratiqué Burns et Mitchell, le souci de rechercher dans la théorie walrasienne un point d'ancrage. Ses premières recherches, en collaboration avec Savage (9) ont tenté d'apprécier l'utilité marginale de la monnaie à partir du comportement de joueurs soumis au risque, mais susceptibles de l'éviter en versant une prime. A un niveau de revenu peu élevé, un individu souscrit volontiers une assurance et n'accepte un pari que si le gain est important. A un niveau plus élevé, en revanche, il ne s'assure que contre les pertes importantes et accepte davantage les paris. Un tel comportement signifie que la fonction d'utilité, loin d'être constamment décroissante possède un, voire deux points d'inflexion, étant décroissante, puis croissante, puis à nouveau décroissante. Le principe de la décroissance de l'utilité marginale n'est donc qu'une approximation insuffisante du comportement réel, bien que la maximisation de l'espérance d'utilité demeure une hypothèse valable.

Ce principe authentiquement walrasien conduit Milton Friedman à formuler la théorie du revenu permanent (10), sa contribution principale.

Celle-ci peut s'énoncer de la façon suivante : si un consommateur décide rationnellement de maximiser son utilité pendant toute son existence, sa consommation, une certaine année,

(9) *The utility analysis of choices involving risk* : *Jal. of Political Econ.*, août 1953 et *Choice, chance and personal distribution of income* : *ibid.*

(10) *A theory of the consumption function*, 1957.

dépend non de son revenu cette année-là mais des ressources dont il disposera pendant sa vie entière auxquelles correspond un revenu permanent différent de son revenu courant. En faisant dépendre le choix du consommateur de la conception qu'il se fait de son revenu normal, la théorie de Milton Friedman accorde, comme la théorie classique, la plus grande importance aux facteurs psychologiques. De plus, comme la théorie sociologique de Duesenberry, elle cherche à expliquer l'étonnante stabilité des propensions à consommer et à épargner qui s'est révélée aux États-Unis entre 1897 et 1949, mais l'explication qu'elle en donne se sépare de celle de Duesenberry par le maintien des postulats classiques ; l'indépendance des comportements des consommateurs et la symétrie de leurs réactions à une hausse ou à une baisse de revenu, postulats que Duesenberry a rejetés comme irréalistes.

D'autres économistes américains, tels Modigliani et Brumberg (11), rejoignent Milton Friedman pour l'essentiel de la conception du revenu permanent et ne s'en séparent que sur des nuances. Alors que M. Friedman rattache directement l'épargne à l'incertitude du futur et évalue à trois ans au minimum la période d'appréciation du revenu permanent, Modigliani et Brumberg expliquent par l'héritage et la propriété immobilière le fait que l'épargne nette d'un sujet économique soit généralement positive le jour de sa mort, alors que la maximisation de son bien-être individuel voudrait qu'elle soit nulle, et ils conçoivent le revenu permanent dans le cadre de la vie entière.

D'une manière analogue, la théorie des choix du sujet économique conduit Milton Friedman à réaffirmer le bien-fondé de la théorie quantitative de la monnaie (12). Partant de l'hypothèse d'optimisation selon laquelle le sujet économique répartit ses avoirs entre différents emplois pour obtenir le maximum de satisfaction, M. Friedman montre que la demande de monnaie dépend

(11) *Utility analysis and the consumption function in Postkeynesian economics*, Kurihara.

(12) *The quantity theory of money. A restatement in studies in the quantity theory of money*, 1956.

d'une série de variables qui correspondent aux différentes formes de détention de la richesse (monnaie, valeurs mobilières, biens physiques mobiliers ou immobiliers, etc.). La rencontre de cette demande et d'une offre qui s'établit de façon autonome, hypothèse classique que Friedman, comme Keynes, ne remet pas en question, donne le niveau général des prix qui dépend donc de la masse monétaire, ce qu'il fallait démontrer pour restaurer la théorie quantitative de la monnaie, à travers la demande de monnaie.

b) Le souci de la vérification statistique et économétrique.

Le souci de Milton Friedman et de ses disciples de tester par l'économétrie leurs hypothèses théoriques contraste agréablement avec l'insouciance de tant de théoriciens envers les faits.

Pourtant la vérification statistique du revenu permanent ne peut être qu'indirecte. Si la consommation courante dépend du revenu permanent, alors que les faits avaient jusqu'à présent permis d'établir une relation entre la consommation courante et le revenu courant, c'est qu'il existe un lien entre le revenu courant et le revenu permanent. Plus précisément, le revenu permanent s'accroît moins proportionnellement que le revenu courant, Milton Friedman en déduit que l'élasticité de la consommation par rapport au revenu courant doit être plus faible pour les titulaires de revenus irréguliers. Or, les statistiques confirment que l'élasticité de consommation des fermiers et des entrepreneurs américains est bien inférieure à celle du reste de la population : leur consommation dépend bien de leur revenu permanent et non de leur revenu courant. Friedman a suggéré une preuve supplémentaire (13) : l'élasticité de consommation doit être d'autant plus faible que le groupe professionnel est plus étroitement défini ; la moyenne « convenablement pondérée » des sous-groupes doit alors être inférieure à l'élasticité de l'échantillon tout entier. Or, selon le sens donné à cette moyenne « convenablement pondérée » le nombre des cas défavorables à l'hypothèse de Friedman l'a emporté ou au contraire elle a brillamment passé le test.

(13) *A theory of the consumption function*, p. 215-216.

Cherchant d'autre part à vérifier l'application de la théorie quantitative de la monnaie, M. Friedman (14) a entrepris une étude longue et minutieuse de l'histoire monétaire des États-Unis entre 1867 et 1960 qui lui permet de conclure à l'existence de relations stables entre les variations de la masse monétaire, du revenu national et des prix. Enfin, pour vérifier l'influence du revenu permanent sur la demande de monnaie, il calcule la valeur des encaisses désirées à partir d'un revenu permanent assimilé à la moyenne pondérée des revenus passés selon une pondération décroissant exponentiellement, en déduit une vitesse désirée qu'il compare à la vitesse effective et conclut que la première est une bonne approximation de la seconde, du moins jusqu'en 1950. On ne peut que regretter que la vérification statistique dépende de procédés trop subtils pour être tout à fait convaincants.

Si le comportement du sujet économique possède à travers le revenu permanent ce régulateur interne, il ne faut pas que les interventions désordonnées des pouvoirs publics viennent le perturber. Aussi M. Friedman est-il partisan d'assujettir l'État à une règle stricte, autrement dit de recourir à une politique automatique.

c) L'automatisme en politique économique.

On conçoit qu'aux États-Unis, où les machines cybernétiques les plus perfectionnées ont été mises au point, les économistes néo-libéraux aient été tentés de découvrir des servo-mécanismes pour restaurer l'équilibre économique sans la maladresse des interventions délibérées. Diverses recommandations illustrent cette tendance dans les domaines différents.

En matière budgétaire, le Comité de Développement économique, dès 1947, puis le manifeste de Princeton en 1949 auquel ont participé, outre Friedman (15), Samuelson et Musgrave, préconi-

(14) M. Friedman et Anna Schwartz, *A monetary history of the United States, 1867-1960*, N.B.E.R., 1963.

(15) *A monetary and fiscal framework for economic stability : Am. econ. Rev.* juin 1948.

saient de s'en remettre à la seule flexibilité interne du budget, autrement dit à l'effet exercé sur la demande finale par la réaction spontanée des recettes, des dépenses et des transferts aux variations conjoncturelles. Le budget établi en équilibre serait ainsi automatiquement déséquilibré dans le sens nécessaire au retour à l'équilibre. Ce courant d'opinion, alors largement suivi, réagissait contre la politique budgétaire contracyclique d'inspiration keynésienne, accusée d'agir à contre-temps en raison des retards de réaction, pour peu que la conjoncture se retourne brusquement.

L'automatisme dans la politique monétaire est plus ancien encore. Dès 1936, Henry Simons avait proposé un système d'opérations automatiques à l'open-market en fonction du niveau général des prix, idée reprise peu après la guerre par Lloyd Mints et par Milton Friedman (16). Ce dernier, après avoir montré à quel point l'émission de monnaie influençait le revenu et souligné l'expérience fâcheuse d'une politique monétaire trop restrictive aggravant la recession de 1953, insiste sur l'effet déséquilibrant de la politique monétaire en raison de son double délai d'action entre la décision et l'action sur la masse monétaire, puis entre celle-ci et ses effets sur l'activité économique. Il conseille donc une politique automatique menée par une seule autorité monétaire, le Federal Reserve System, grâce à un seul instrument, l'open-market, avec un seul objectif, l'équilibre intérieur, qui se résume dans la croissance régulière de la masse monétaire à un taux annuel compris entre 3 et 5 %.

Dans le domaine des changes, M. Friedman s'est fait, dès 1950, alors qu'il était attaché à l'Administration de Coopération économique en Europe, le champion des taux de change flexibles (17), système pourtant réprouvé par le F.M.I. Après avoir refuté les objections traditionnelles contre la flexibilité des changes, l'insécurité des transactions et l'effet inflationniste sur les prix inté-

(16) Exposé dans *A programm for monetary stability*, 1960, *Capitalism and freedom*, 1962 et dans l'ouvrage collectif *In search of a monetary constitution*, 1962.

(17) *Pour une politique de taux de change flexible* : *Bulletin SEDEIS*, 1^{er} nov. 1957.

rieurs, en soulignant qu'on peut toujours se protéger contre les variations de change par des opérations à terme et qu'elles sont le symptôme plus que la cause de l'inflation, il célèbre les deux grands mérites des taux flexibles : assurer l'ajustement automatique de la balance des paiements et permettre, croit-il, l'indépendance de la politique monétaire intérieure par rapport à la balance extérieure et aux politiques monétaires étrangères.

L'influence de l'école de Chicago sur la politique économique américaine a surtout été critique. Elle a raillé la politique de parité des prix agricoles, le protectionnisme douanier, le contrôle des prix, des salaires et des loyers, l'absence d'intérêt sur les dépôts à vue dans les banques commerciales — où l'on a vu une des causes de la création des euro-dollars — bref l'interventionnisme croissant de l'État dans l'économie américaine depuis le New Deal qui tend à faire basculer l'image des États-Unis de la libre concurrence vers la planification privée. Ces critiques, fondées sur une idéologie cohérente et des assises statistiques sérieuses, ont constitué sinon un programme de rechange pour le gouvernement républicain, du moins des suggestions dont plusieurs ont été retenues, telles la suppression de l'obligation pour les États-Unis d'acheter ou de vendre de l'or à prix fixe, celle d'assurer la couverture à 25 % des engagements du Federal Reserve System en or et avant d'aller jusqu'à la flexibilité des taux de change, cette idée a assez gagné pour qu'on s'oriente dès 1971 vers un élargissement des marges de fluctuation des monnaies.

L'économie de l'offre a connu à partir de 1976 un succès qu'a confirmé l'élection du Président Reagan en 1980 au point de donner naissance au néologisme de reaganomics. Elle s'oppose à la régulation de la demande d'inspiration keynésienne et insiste sur l'accroissement de l'offre. Au sens étroit, elle se résume dans la courbe d'Arthur Laffer, professeur à l'Université de Caroline du Sud et conseiller économique du Président, qui montre que les recettes fiscales évoluent en cloche en fonction du taux de l'impôt et qu'au-delà d'un seuil, mal précisé, mais que Laffer estime atteint aux États-Unis, la matière imposable s'évapore. Il préconise donc un tax-cut d'inspiration très différente de celui de Ken-

nedy qui agissait à travers le déficit budgétaire. Ici le taux de l'impôt diminuant, les recettes devraient au contraire augmenter avec l'encouragement de l'activité économique, sans affecter le solde budgétaire.

Si au sens étroit, l'économie de l'offre se ramène aux effets stimulants d'un allègement fiscal sur la production, au sens large elle renoue avec l'école classique d'Adam Smith et de J.-B. Say en insistant sur les propensions à travailler, à épargner et à investir qui commandent l'activité en longue période. Complétant la courbe de Laffer, celle de Peter Gutman attribuée à la pression fiscale le partage entre l'économie légale et l'économie souterraine moins productive. L'économie de l'offre considère l'État comme un problème, jamais comme une solution et voit dans la dérégulation, dans la limitation de ses responsabilités, le meilleur moyen de redresser les propensions qui font le dynamisme du capitalisme.

Enfin, sur le plan monétaire, les économistes de l'offre semblent favorables au rattachement du Dollar à l'étalon-or.

L'économie de l'offre a plutôt mal supporté l'épreuve des faits puisqu'elle n'a pas réussi à empêcher la recession de 1982, à quoi ses partisans opposent trois arguments.

Leurs recommandations d'allègements fiscaux n'ont pas été suivies. Les impôts sur le revenu ont diminué, mais les prélèvements de Sécurité sociale et les impôts locaux ont augmenté. Ils aiment à souligner que le déficit budgétaire est moins dû aux dépenses militaires qu'au gaspillage des deniers publics.

Leurs recommandations fiscales ont été contrecarrées par la politique monétariste du F.E.D. La hausse du taux d'intérêt a empêché le sursaut des propensions. Enfin, les délais sont encore trop courts pour juger des résultats d'une politique qui porte sur les ressorts du capitalisme en longue période.

L'économie de l'offre suscite quelques critiques. D'abord elle reste très confuse sur le plan monétaire oubliant l'importance de l'offre... de monnaie. Ensuite, elle ne préconise rien de nouveau et se ramène au bon sens et à la mesure. Le besoin de freiner la croissance des prélèvements obligatoires et de redécouvrir l'esprit

d'entreprise ne sont pas l'apanage des américains. Avec un rare sens du marketing intellectuel, les conseillers du Président Reagan ont habillé des arguments théoriques les plus classiques un sentiment de révolte fiscale et un désir de nouveauté par rapport à des recettes de politique économique keynésienne et démocrate qui datent de la Grande Dépression.

C. — LE LIBÉRALISME MODERNE EN FRANCE

Il n'y a pas en France d'école néo-libérale comme celles de Fribourg et de Chicago. La pensée néo-libérale n'y est pas groupée autour d'un maître, mais l'expression de brillantes personnalités, telles Jacques Rueff et Maurice Allais, qui ne sont pas des universitaires, mais des ingénieurs dans la grande tradition de Dupuit et de Colson. L'absence d'une véritable école tient aussi à ce qu'en France le néo-libéralisme est considéré comme une doctrine démodée par un courant technocratique à tendance keynésienne, planificatrice et socialiste. C'est pourquoi les économistes français préfèrent parler de libéralisme moderne, flirter avec le socialisme et proclamer que si les mécanismes du marché concurrentiel sont le ressort fondamental de l'expansion, l'intervention étatique se justifie par leur respect, la programmation n'étant qu'une modalité de l'expansion.

a) L'ordre social et monétaire selon Jacques Rueff.

Né à Paris en 1896, fils de médecin, Jacques Rueff devint, après de brillantes études à Polytechnique, inspecteur des finances et expert financier aux côtés de Poincaré, de Laval et de Léon Blum. C'est ainsi qu'il fut consulté sur l'ampleur de la dévaluation de 1928 et y acquit une expérience qui lui servira en 1958 lors de la stabilisation Pinay. Ensuite attaché financier à l'Ambassade de Londres de 1930 à 1933, il analysa la situation de l'économie, celle même qui a inspiré à Keynes la *Théorie générale*. Sous-gouverneur de la Banque de France en 1939, il en démissionna en 1941. Après la II^e guerre mondiale, il fut successivement juge et président à la Cour de Justice de la CECA, puis des Communautés Européen-

nes. Le même esprit européen l'inspira lors de l'assainissement monétaire et financier de décembre 1958 qui devait permettre l'ouverture de l'économie française au Marché Commun. Enfin J. Rueff est le premier économiste élu en 1964 membre de l'Académie Française et chancelier de l'Institut.

L'Ordre social (1945) n'est pas seulement le titre de l'œuvre principale de J. Rueff, c'est un système philosophique et social dont la cohérence réside dans l'articulation entre la philosophie des sciences et la théorie monétaire. Polytechnicien et économiste, J. Rueff croit à l'unité des sciences physiques et sociales. C'est ainsi qu'il compare la loi de l'offre et de la demande à la loi de Mariotte. De même que celle-ci ne serait entièrement vraie que pour des gaz parfaits, mais rend de grands services pour le comportement des gaz réels, de même la loi de formation des prix par l'offre et la demande ne serait tout à fait vérifiée qu'en concurrence parfaite, mais donne une expression approchée des phénomènes de marché, lorsqu'il y a de nombreux acheteurs et vendeurs. A travers la statistique qui élimine le libre arbitre des actes individuels, la science économique n'est qu'une physique sociale. Or, toute société, qu'elle soit d'atomes, comme la molécule, ou d'individus, ne se comprend qu'à partir d'un ordre. En reliant les droits de propriété aux richesses existantes la monnaie exprime l'ordre social. Seule la liberté des prix assure l'équilibre entre les richesses et les droits, qui sont alors de vrais droits, et l'ordre social, tandis que l'inflation, qui transforme la monnaie en « égout collecteur de faux droits », est le signe du désordre social et conduit au dirigisme. Conclusion pratique : « exigez l'ordre financier ou acceptez l'esclavage ». L'ordre social admet cependant deux variantes « soyez libéraux, soyez socialistes, mais ne soyez pas menteurs (18) ».

Les contributions théoriques de Jacques Rueff concernent donc principalement l'analyse monétaire. Le mécanisme de la régulation monétaire (19), sur le plan national, repose sur la sensibilité

‡(18) *Les Dieux et les Rois*, p. 314.

(19) *La régulation monétaire et le problème institutionnel de la monnaie* : Rev. d'Econ. pol. 1953.

du marché monétaire à l'écart entre le taux du marché et celui de la Banque centrale, assurant tantôt la fourniture des encaisses désirées, tantôt la résorption des encaisses indésirées. Cette création et cette destruction continue de monnaie agissent comme un régulateur de la masse monétaire. Mais ce mécanisme, asymétrique, se bloque facilement dans le sens de la destruction de monnaie, submergé par l'arrivée à échéance de fausses créances, l'allongement de la durée des effets réescomptés ou l'inondation de devises provoquée par le fonctionnement de l'étalon de change-or. La faute n'en est pas au mécanisme de la régulation monétaire, mais à l'imperfection des institutions sociales et internationales. De même qu'Eucken distingue le cadre du processus pour mieux affirmer la nécessité de réformer le cadre, de même Jacques Rueff oppose les institutions aux mécanismes pour mieux souligner l'imperfection des institutions. Cette analyse du marché monétaire n'est pas non plus sans rappeler celle de l'équilibre monétaire chez Wicksell, Myrdal et Koopmans (20) ou la relativisation de la théorie quantitative chez Keynes.

Sur le plan international, l'équilibre se décompose en une tendance à l'équilibre de la balance des paiements de telle ou telle nation, qui dépend de la régulation monétaire, et une tendance à l'équilibre des échanges entre toutes les nations, qui dépend du système monétaire international. Lorsque la régulation monétaire fonctionne bien, la tendance au rééquilibre de la balance des paiements tient au déplacement du pouvoir d'achat d'une nation déficitaire vers une nation excédentaire. Ce même déplacement du pouvoir d'achat explique qu'en cas d'inconvertibilité les variations du taux de change oscillent dans un intervalle large limité par deux points de marchandises analogues aux points d'entrée et de sortie d'or, et que les possibilités de transfert de capitaux dépendent de la volonté de sacrifice du débiteur, même si la baisse du change facilite ses exportations. Pour Jacques Rueff,

(20) Prix Nobel 1975.

(20) Prix Nobel 1975. — *Assignment problems and the location of economic activities : Econometrica*, 1957. — *Three essays on the state of economic science*, 1957, trad. Fse, 1970. — *Activity analysis of production and allocation*, 1951.

contrairement aux post-keynésiens, le pouvoir d'achat se déplace d'une nation à une autre sans se multiplier (21). La multiplication ne peut être que celle des « faux droits ». L'inflation, en bloquant le mécanisme de la régulation monétaire, supprime la tendance au rééquilibrage de la balance des paiements et le déficit extérieur en devient la conséquence et le test révélateur, explication conforme à l'expérience historique française. De même le gold exchange standard (22), inflationniste à l'échelle mondiale, est un système dangereux et injuste en ce qu'il constitue un privilège exorbitant pour les pays à monnaie de réserve, qui détraque la tendance à l'équilibre des échanges entre toutes les nations. C'est pourquoi avant qu'ait été reconnue la masse pléthorique des eurodollars, J. Rueff ne croyait pas à la pénurie de liquidités internationales et qualifiait les projets qui visaient à en créer de « plans d'irrigation pendant le déluge ».

Enfin, Jacques Rueff est connu pour sa loi, qui établit un parallélisme presque parfait entre les variations du chômage en Angleterre entre 1919 et 1939 et celle du salaire réel, obtenu par le quotient de l'indice des salaires par l'indice des prix, loi énoncée dès 1925 (23) et étendue, dans un article paru en 1951, à « un certain nombre d'autres pays en diverses périodes ». Ainsi le chômage qu'a connu la Grande-Bretagne entre 1925 et 1931 a donné lieu à deux explications, à première vue opposées. Rueff fait dépendre, comme Pigou, le chômage du salaire réel. Keynes l'explique par l'insuffisance de la demande effective. En fait ces deux analyses ne sont pas inconciliables : Keynes ne nie pas que le chômage dépende du rapport salaire-prix, il affirme que le salaire étant rigide, ce rapport ne peut diminuer que par la hausse des prix et par conséquent l'accroissement de la demande effec-

(21) Son intervention au Conseil économique et social sur le système monétaire international, 18 mai 1965.

(22) *L'âge de l'inflation*, 1963 et *Le lancinant problème de la balance des paiements*, 1965.

(23) *Les variations du chômage en Angleterre* : *Rev. Pol. et Parl.* 10 déc. 1925. Voir aussi *L'assurance-chômage, cause du chômage permanent* : *Rev. d'Écon. Pol.*, 1931 et *Nouvelle discussion sur le chômage, les salaires et les prix* : *Rev. d'Écon. Pol.*, 1951.

tive, tandis que Rueff estime plus facile de diminuer le rapport en agissant sur le seul taux de salaire, sa crainte de l'inflation l'empêchant de retenir l'autre branche de l'alternative.

Très critiquées pour leur antikeynésianisme et leur obnubilation monétaire, les conceptions de Rueff ont pourtant été appliquées avec succès dans la politique française. Comme expert, et non comme ministre, J. Rueff a infléchi les finances de la France à trente ans d'intervalle. C'est pourquoi les deux dévaluations réussies qu'il a inspirées ne portent pas son nom ; la stabilisation Poincaré en 1928 et la stabilisation Pinay en 1958. Par deux fois il s'y est révélé un habile chirurgien de la monnaie. Ses conseils ne sont pas limités à la France puisqu'il a participé à la stabilisation monétaire de la Grèce et de la Bulgarie après 1927 et influencé celle du Portugal quelques années plus tard, sans oublier qu'il fut dix mois ministre de la Principauté de Monaco. La politique d'aménagement institutionnel et d'accroissement de la concurrence préconisée en 1960 par le comité Rueff-Armand (24) demeure un excellent programme de politique néo-libérale pour la France contemporaine, même s'il n'a été que partiellement mis en œuvre. Enfin ses critiques à l'encontre du gold exchange standard ont directement orienté l'attitude de la France entre 1965 et 1969 dans la crise du système monétaire international.

b) Maurice Allais et l'efficacité économique maximale.

Maurice Allais, né à Paris en 1911, a allié l'activité de l'ingénieur général des mines à l'enseignement de la science économique. Économiste mathématicien, il s'est efforcé de dépasser les conceptions de Walras et de Fisher. Ingénieur, il se devait d'éclairer l'action par la théorie et a marqué de son influence la politique communautaire des transports.

Maurice Allais s'est d'abord livré dans son *Traité d'Économie pure* (1952), titre significatif de sa première œuvre, très normative, à une critique immanente des conditions de l'équilibre général walrasien.

(24) *Rapport sur les obstacles à l'expansion économique*, Paris, 1960.

Après avoir marqué l'opposition entre le point de vue éthique et celui de l'efficacité, à l'inverse des néo-classiques qui avaient cherché à les confondre, M. Allais centre la théorie économique sur la recherche de l'efficacité économique maximale (25), que les auteurs anglo-saxons qualifient d'allocation optimale des ressources, formule contestable qui laisse penser qu'il n'existe qu'un seul optimum.

Bien qu'il reprenne la définition paretienne de l'efficacité maximale, M. Allais préfère définir l'équilibre économique général, non par un système de prix égalisant les offres et les demandes comme Walras, mais par une situation à la frontière du possible et de l'impossible, pour laquelle le surplus disponible est nul... Son apport s'insère dans un courant néo-walrasien d'approfondissement des conditions de l'équilibre économique général. Tandis que Von Neuman (26) et Wald (27) ont amélioré la démonstration de l'équilibre, Koopmans (28), celle de l'équivalence entre cet équilibre et l'optimum, et que Debreu (29) reformulait ces démonstrations à l'aide de la théorie des ensembles, l'effort de M. Allais a consisté à discuter les hypothèses restrictives de continuité, de dérivabilité et surtout de convexité qui lui paraissent très irréalistes dans un état de la technique où les rendements marginaux sont d'abord croissants et ne deviennent décroissants qu'au delà d'un seuil. Il distingue donc deux secteurs : le secteur différencié « où la technique optima de production est réalisée par la juxtaposition d'entreprises identiques » et le secteur « non différencié » où la technique optima de production est réalisée par une entreprise unique et énonce le théorème du rendement social qui fait coïncider l'efficacité maximale avec des prix égaux

(25) *Les théories de l'équilibre économique général et de l'efficacité maximale* : Rev. d'Écon. pol. 1971.

(26) *Zur Theorie der Gesellschaftsspiele*, 1928. *Über ein ökonomisches Gleichungssystem und eine Verallgemeinerung des Brouwerschen Fixpunktsatzes*, 1937.

(27) *Über die eindentige positive Lösbarkeit der neuen Produktionsgleichungen*, 1935. *Über die Produktionsgleichungen der ökonomischen Wertlehre*, 1936. *Über einige Gleichungssysteme der mathematischen ökonomie*, 1951.

(28) *Activity analysis of production and allocation*, 1951.

(29) *Theory of value*, 1959.

au coût marginal de production correspondant au minimum du coût moyen de production dans tous les cas, autrement dit pour le secteur non différencié comme pour le secteur différencié. La tarification des services publics sur la base du coût marginal en est la conséquence pratique.

Mais selon la répartition des revenus et l'état de la technique et des goûts, il y a une infinité de solutions possibles, ce qui permet de dynamiser l'équilibre dans un modèle pluraliste d'économie de marchés, expliquant les formes différentes dans le temps que prend l'efficacité maximale.

Appliquant ces considérations au domaine des transports (30), M. Allais montre que l'efficacité maximale implique le libre choix des usagers entre les modes de transports et la fixation de tarifs qui égalisent la demande à la capacité. Certes la politique des transports peut servir d'autres objectifs tels que la politique régionale ou la redistribution des revenus, mais si elle recherche l'efficacité maximale, on doit admettre que les infrastructures et le transport par rail font partie du secteur non différencié, caractérisé par des rendements croissants par rapport à la capacité, tandis que le transport par route et par eau appartient au secteur différencié.

Le coût marginal des infrastructures comprend deux éléments, l'un égal au coût marginal par rapport au trafic et l'autre lié à la congestion, qui est nul tant que la demande au tarif en vigueur est inférieure à la capacité et sinon, tel qu'il doive les égaliser. Quant au service de transport, il doit être géré de façon à maximiser le profit dans le secteur différencié et minimiser les coûts dans le secteur non différencié. En fait, la pratique des positions dominantes et des subventions nationales exige qu'on se rapproche de la tarification au coût marginal à travers une tarification à fourchette. Ces orientations générales sont celles mêmes qui inspirent la politique des transports de la C.E.E.

De plus en plus soucieux de confronter la théorie à la réalité par l'économétrie, M. Allais a d'autre part mis en lumière un comportement héréditaire en matière de monnaie et de redistribu-

(30) *Options in transport tariff policy*, Études C.E.E. 1965.

tion. Fondant la demande de monnaie sur un comportement psychologique de l'individu valable en tout temps et en tout lieu, M. Allais, comme Friedman, aboutit à une reformulation de la théorie quantitative de la monnaie, qu'il affine en une théorie héréditaire, relativiste et logistique (31). En effet il y a un lien entre la masse monétaire et le niveau général des prix, mais le coefficient de proportionnalité, loin d'être constant, est influencé par la mémoire économique ! Cette théorie est héréditaire en ce qu'il existe « une dépendance fonctionnelle entre la valeur de la demande de monnaie à un instant donné et les valeurs précédemment observées du taux d'expansion du revenu national en valeur nominale ». Elle est relativiste, car il ne s'agit pas du temps psychologique individuel, mais du temps social au cours duquel les sociétés oublient d'autant plus vite que le contexte historique est troublé. C'est par rapport à ce temps psychologique social que la vitesse de circulation est constante, en quoi Allais perfectionne l'équation d'Irving Fisher. Enfin, la théorie est logistique en ce que l'encaisse désirée, dont l'encaisse effectivement détenue ne s'écarte guère, est une fonction logistique de l'indice psychologique de la conjoncture qui mesure une capacité d'oubli. Or, ce taux d'oubli n'est autre que le taux d'intérêt. La vérification empirique de cette théorie, d'une formulation mathématique complexe, aboutit à des résultats tout à fait extraordinaires pour 9 pays et 15 périodes différentes.

De même, appliquant la loi lognormale à la distribution des fortunes, qui est dans ce domaine préférable à la célèbre loi de Pareto, il conclut que l'inégalité est sans doute inéliminable car elle aussi a une cause héréditaire.

L'évolution de M. Allais l'a conduit peu à peu à délaisser les préoccupations normatives, à raisonner davantage en termes de surplus qu'en termes de prix et à se tourner de plus en plus vers une économie quantitative et appliquée. Ses recommandations de politique économique apparaissent souvent plus progressistes que

(31) *Reformulation de la théorie quantitative de la monnaie* : Bulletin SEDEIS, sept. 1965.

celles de la plupart des autres néo-libéraux. S'il ne croit plus aujourd'hui à l'annulation du taux de l'intérêt et à l'appropriation collective du sol, comme Walras, il préconise une monnaie gagée à 100 %, solution déjà défendue par Walras, Mises et avant guerre, l'école de Chicago. Favorable à la suppression des profits, à l'universalité des revenus du travail, à une société sans classe, son socialisme se justifie par la concurrence qui sélectionne les meilleurs et assure, par la libre circulation des biens, des capitaux, des hommes et des informations, l'efficacité maximale aussi bien des unions régionales d'Europe Occidentale (32) que du Tiers Monde, trop tenté de fonder son développement sur une planification lourde et gaspilleuse.

Entre Allais et Friedman, entre Rueff et Röpke les rencontres intellectuelles suffisent à prouver l'unité et la vigueur de la pensée néo-libérale, au-delà des tendances nationales. L'inégal succès des politiques économiques qui s'en sont inspirées reste la principale différence entre Fribourg, Chicago et Paris ; alors qu'elles ont triomphé en République Fédérale d'Allemagne, les idées néo-libérales, influentes aux États-Unis, sont demeurées très contestées en France.

II. — Après Marx.

De même que l'œuvre de Keynes ne suffit pas même à ceux qui s'en réclament le plus fidèlement pour comprendre l'économie actuelle, de même l'exégèse de Marx et de Lénine ne donne pas de réponse directe aux problèmes nouveaux qui se sont posés depuis la II^e guerre mondiale. On s'aperçoit que l'avènement du socialisme est moins difficile dans les pays sous-développés que dans les économies évoluées, que le passage au communisme est plus long que prévu et que la planification nécessite des choix d'autant plus complexes que le niveau de vie s'élève. On constate qu'en Occident, il n'y a pas de baisse tendancielle des profits,

(32) *La libéralisation des relations internationales*, 1971.

pas de paupérisation croissante sur le plan national, et pas de fluctuations cycliques assez graves pour mettre en péril le système capitaliste.

Si l'orthodoxie marxiste est politiquement contraignante, le marxisme offre, à côté d'instruments d'analyse économique, une philosophie et une sociologie qui permettent la fidélité à l'esprit, sinon à la lettre, du *Capital*. Cette recherche a évidemment pris des orientations différentes selon les problèmes qui se posaient : la nécessité d'améliorer la planification et la gestion des entreprises en U.R.S.S., celle d'adapter le modèle soviétique à des modes de production spécifiques dans les autres démocraties populaires et celle de réinterpréter les grands thèmes marxistes à la lumière de l'évolution du capitalisme en Occident.

a) Le renouveau de la théorie économique soviétique.

La théorie économique a connu en U.R.S.S., depuis 1958, une véritable renaissance qui a été exploitée à l'Ouest comme un retour vers les mécanismes du marché et du profit, alors que ce renouveau semble plutôt un approfondissement de la théorie économique marxiste et que les idées neuves n'ont encore que faiblement modifié la politique économique. Les deux principales causes de ce renouveau sont d'une part le dégel provoqué par la mort de Staline, qui a permis l'éclosion au grand jour de conceptions mûries antérieurement — celles de Kantorovitch et de Novojilov remontent par exemple à 1939 — et d'autre part le développement économique de l'U.R.S.S. entrée, selon Rostow dans la phase de maturité vers 1950. L'accélération du progrès technique a bouleversé les coefficients techniques retenus par la planification traditionnelle et les choix, au-delà des grandes priorités, sont devenus plus délicats.

Ce renouveau théorique ne se comprend qu'en réaction contre le dogmatisme stalinien dont l'hérésie de Varja donne la mesure. Varja, dans un livre paru en 1946 et intitulé « *Le changement de l'économie capitaliste résultant de la II^e guerre mondiale* » avait été frappé par le rôle de l'État bourgeois en temps de guerre et supposait que ce rôle accru lui permettrait de combattre les mono-

poles après la guerre. Il fut aussitôt accusé d'oublier que l'État bourgeois est incapable de planifier et de contrôler l'économie puisqu'il est contrôlé par elle et on lui reprocha de brouiller la distinction entre le capitalisme et le socialisme. Mais Varja, soutenu par Trakhtenberg qui affirmait dans un ouvrage collectif que l'État capitaliste était devenu une organisation au-dessus des classes, ne se rétracta pas et fut mis à l'oubli. La version officielle fut que les économistes de l'équipe de Varja s'étaient laissés abuser et n'avaient pas correctement rempli leur rôle de « prêtres idéologiques ».

Pendant cette période de dictature intellectuelle la seule œuvre théorique importante est celle de Joseph Staline (1879-1953) : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, parue en 1952. Staline n'est ni un philosophe comme Lénine, ni un économiste comme Marx, c'est avant tout un homme politique. L'intérêt de ce livre vient de ce que l'homme politique, qui modifie les faits économiques, s'en fasse en même temps le théoricien. Staline y développe trois idées principales. D'abord les lois économiques en régime socialiste possèdent le même caractère d'objectivité que les lois économiques du capitalisme ; ainsi la loi de la correspondance entre les rapports de production et le caractère des forces productives est aussi valable dans les deux régimes, mais l'exigence de la croissance et le développement harmonieux de l'économie sont des lois propres au socialisme. Ensuite, la loi de la valeur est une loi économique du socialisme là où il y a production marchande. Qui dit production marchande ne veut pas dire production capitaliste. La production marchande se justifie surtout si elle est limitée aux articles de consommation personnelle. La loi de la valeur, qui n'est pas une loi économique fondamentale du capitalisme, subsiste donc en économie socialiste. Enfin, Staline maintient que la crise du système capitaliste s'est transformée, mais aggravée, depuis la II^e guerre mondiale. Ainsi autant Staline est autoritaire en politique, autant il est modéré en économie. Il se montre d'une grande fidélité à la tradition de Marx, d'Engels et de Lénine et n'apporte rien de nouveau sur la reproduction élargie (théorie socialiste de la croissance).

Le problème de la rationalité de la planification, soulevé dès mai 1931 lors de la Conférence réunie pour préparer le plan général d'électrification, a été repris dans toute son ampleur lors de la Conférence sur la détermination de l'efficacité économique des investissements qui eut lieu à Moscou en juin 1958. Elle marque le dégel intellectuel des économistes soviétiques. L'ampleur du problème — 200 milliards de roubles d'investissements annuels — et l'insuffisance de la traditionnelle méthode des balances-matières expliquent l'importance des recherches (33). Khatchaturov soulignait la possibilité de déterminer des coefficients d'efficacité des investissements en se fondant sur le délai de récupération. Stroumiline, abordant le problème de l'innovation, montrait que l'efficacité des techniques nouvelles se mesure à l'abaissement de la valeur : quels que soient les prix, le progrès technique déprécie les produits matériels du travail passé. Pour Bakulev, la répartition des investissements entre les différents secteurs doit s'effectuer en fonction de l'accroissement du revenu national par rapport aux investissements, mesurés par la productivité maximale, ce qui signifie que les dépenses de travail social par unité de production doivent être réduites au minimum. Enfin Klimenko conclut que le délai approximatif de récupération des dépenses d'automation constitue le critère de son efficacité. L'ensemble de ces rapports a abouti à recommander en général l'adoption de la méthode type provisoire de détermination de l'efficacité des investissements basée sur le délai de récupération dont l'inverse donne le coefficient d'efficacité.

Ce colloque a montré l'importance pour la planification des taux d'actualisation alors que le plan semblait jusqu'alors rendre artificiellement simultanées toutes les décisions économiques. La gratuité de l'investissement s'est révélée mauvaise, tant au niveau de l'activité planificatrice qu'elle prive d'un critère d'allocation des capitaux fixes qu'au niveau des entreprises auxquelles elle permet de gaspiller le capital et de ne pas adopter un comportement actif et critique envers les méthodes de production. C'est

(33) Dont l'essentiel est reproduit en français dans les *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série G, n° 6.

pourquoi, dans tous les pays socialistes, s'est manifestée la même tendance à réintroduire le taux d'intérêt et la rente. La théorie marxiste admet en effet que le facteur terre ait un prix, mais que ce dernier n'est pas un élément composant du prix des produits agricoles. La question, déjà soulevée pendant les années 20 de la rente différentielle de la terre, avait été reprise dès 1946 par M^{me} Sollertinskaia selon laquelle, si la rente absolue a disparu, subsistent des rentes relatives dues soit à la qualité de la terre soit à sa localisation. Mais elle n'a pas expliqué pourquoi la rente, dans un régime socialiste, apparaît dans le secteur primaire et non dans le secteur secondaire, chaque fois qu'existent des différences dans les coûts de production.

Tous ces travaux théoriques ont entraîné l'amélioration des techniques de planification. De nombreux recensements ont multiplié les statistiques disponibles et l'utilisation des mathématiques a fait l'objet d'un véritable revirement doctrinal : bannies pendant trente ans sous l'accusation de « déviation statistico-arithmétique », elles ont été déclarées idéologiquement neutres et même marxistes si l'on interprète les schémas de reproduction élargie chez Marx comme des modèles mathématiques.

C'est alors que les économistes soviétiques ont dénoncé l'irrationalité des prix qui complique singulièrement la tâche des planificateurs. Selon Lénine, « le prix est la manifestation de la loi de la valeur ». Les principes de la formulation des prix, fixés dès 1925 et peu modifiés depuis, reposent sur la distinction fondamentale entre les prix de gros et les prix de détail, qui correspond à celle entre les biens de production et les biens de consommation, et sur l'impôt sur le chiffre d'affaires qui sert de tampon entre les prix de gros fixés d'en bas, en partant des coûts de production et les prix de détail fixés d'en haut, en partant de la somme des revenus distribués. Or ce système de formation des prix est irrationnel. La fonction stimulatrice des prix de gros, qui devrait résulter de la sous-évaluation des biens de production, décourage la gestion des entreprises, provoque le gaspillage ou la pénurie au niveau des consommateurs, et gêne l'État lui-même comme planificateur en favorisant une allocation des ressources qui n'est pas conforme

aux raretés relatives. La seconde critique portée par les économistes soviétiques au système des prix concerne la différenciation par zone du prix des matières premières, ou « bigarrure des prix de gros », alors qu'ils préféreraient un prix comptable unique qui détermine la répartition optimale de la production. Enfin la fonction répartitionniste des prix de détail est généralement moins discutée que la formation des prix de gros, non que ces prix soient plus rationnels, mais parce qu'il est admis que leur formation puisse ne pas l'être. Manipulés selon les nécessités de l'équilibre entre l'offre et la demande, les prix de détail ne correspondent plus à la valeur-travail. Correspondent-ils à la valeur d'usage ? C'est ce que certains économistes prétendent.

Diverses théories sur la formation des prix ont donc été débattues en U.R.S.S. depuis 1957-58, parmi lesquelles on peut en distinguer quatre, en allant des plus orthodoxes aux plus révolutionnaires.

Pour Stroumiline, sans doute l'économiste le plus respecté de l'U.R.S.S. pour sa fidélité au marxisme et pour les hautes dignités qu'il a méritées, notamment le titre d'académicien, qui représente beaucoup plus en U.R.S.S. qu'en France, les prix doivent être proportionnels aux coûts en travail. Il a exposé cette thèse simple, irréprochable, directement issue du *Capital* dès 1928 (34) et l'a toujours affirmée depuis (35). Stroumiline part du calcul de la valeur de la production selon la formule C (capital fixe) + V (capital variable) + M (produit additionnel net qui est le taux de profit en régime capitaliste) et remarque que ce produit additionnel est seulement créé par le travail vivant dont il représente une valeur constante qu'il évalue à 0,75. La formule du prix de gros devient donc $C + V + 0,75 V$. A cette thèse deux objections ont été faites : d'abord celle d'être contraire au progrès technique en favorisant les entreprises qui emploient beaucoup de travail, ensuite celle de nécessiter une comptabilité rigoureuse des dépen-

(34) Dans un article intitulé « *Le processus de la formation des prix en U.R.S.S.* ».

(35) *La défense de la valeur et de ses applications dans les conditions du socialisme : Voprosy Ekonomiki*, 1959 et *La loi de la valeur et la planification in : Problèmes du socialisme et du communisme en U.R.S.S.*, 1961.

ses socialement nécessaires en temps de travail, difficulté tout de même réduite par l'emploi des ordinateurs. On peut rapprocher des conceptions de Stroumiline celle de Kronrod (36), Ivanov (37) et Boïarski (38), bien que ce dernier conteste la valeur du taux global d'accumulation que Stroumiline chiffre à 0,75.

Malychev apparaît comme le chef d'une autre tendance, l'école des prix de production. Malychev personnalité aussi marquée, mais très différente de Stroumiline « polémiqueur redoutable (39) » selon H. Denis, veut, en se basant sur le *Capital* de Marx rebâtir une théorie générale de l'économie socialiste et préfère parler de la comptabilisation sociale du travail que de la valeur (40). L'expression de « prix de production » se trouve dans le livre III du *Capital* où Marx explique que dans le régime capitaliste, le prix ne dépend pas uniquement des dépenses en travail mais du profit, qui n'est pas proportionnel au coût en travail mais au montant des capitaux investis. Or, pour Malychev, le socialisme doit aussi calculer les prix de production en incluant un taux de profit sur les fonds investis, car la loi de la valeur ne s'applique pas seulement au capitalisme, mais aussi au socialisme. Donc, dans la formule des prix, il évalue M en affectant aux capitaux fixes et circulants une norme d'efficacité globale qui est différente du taux global d'accumulation (le 0,75 de Stroumiline) puisque ce taux dépend du fonds de salaires alors que cette norme dépend aussi des capitaux fixes. Aussi pour Malychev la valeur provient du travail vivant et du travail matérialisé, tous deux sont directement sociaux ; on ne peut empêcher que la même quantité de travail crée plus ou moins de valeur selon les équipements utilisés. La mesure de la rentabilité des fonds productifs donne à la théorie

(36) *L'économie politique du socialisme*, Moscou, 1961.

(37) *Problèmes de détermination de la grandeur de la valeur in : Vestnik Statistiki*, 1963.

(38) *Essais mathématico-économiques*, Moscou, 1952.

(39) Henri Denis et Marie Lavigne : *Les problèmes des prix en Union soviétique*, 1965, p. 153.

(40) *Comptabilisation sociale du travail et prix dans le socialisme*, Moscou, 1960.

du prix de production cette généralité que cherchait Malychev en fournissant à la fois un système de prix, la prise en considération du temps, un critère d'investissement utile à la planification sur le plan macro-économique et un indice de gestion des entreprises sur le plan micro-économique.

Mais très préoccupé d'une théorie générale, Malychev ne s'est pas beaucoup penché sur ses applications pratiques et on peut lui objecter que la loi de la valeur sur laquelle il se fonde doit un jour déperir. Pourtant Malychev a de nombreux disciples, notamment Belkine, qui, lui, s'est préoccupé des applications pratiques (41), et Atlas (42) qui a proposé un indice du taux de rentabilité égal au rapport entre le profit net et les fonds fixes ou circulants. Cette formule d'Atlas a été reprise par Liberman (43), de tous les disciples de Malychev celui dont les idées ont connu la plus grande publicité pour avoir proposé de stimuler la gestion des entreprises en l'appréciant selon un taux de rentabilité qui est un pourcentage des fonds fixes et circulants de l'entreprise. Ces propositions ont connu un début d'application en raison de leur prudence et c'est ce qui leur a sans doute valu une telle renommée. Comparé à Vaag et Zakharov (44), la modération de Liberman est manifeste. Ceux-ci, beaucoup plus audacieux, ont vivement critiqué le critère du délai de récupération et ont suggéré d'imposer un intérêt sur les capitaux fixes au stade du choix entre les investissements, ce qui revient à prendre en considération le prix du temps.

V.S. Nemchinov (45), académicien lui aussi, qui présidait le Conseil économique pour l'application des méthodes mathématiques dans la recherche économique et la planification jusqu'à sa

(41) *Des prix d'un niveau unique et les mesures économiques à réaliser sur cette base*, Moscou, 1963.

(42) *La rentabilité des entreprises socialistes : Voprosy Ekonomiki*, 1958.

(43) *Planification de la production et normes à long terme : Voprosy Ekonomiki*, 1962 et *Plan, profit, prime : La Pravda*, 9 sept. 1962.

(44) *La rémunération des capitaux productifs et le profit de l'entreprise : Voprosy Ekonomiki*, 1963.

(45) *Méthode de détermination de la valeur et des écarts prix-valeurs*, publié dans *U.R.S.S. Droit, Économie, Sociologie, Politique, Culture*. Paris, 1964, t. 2.

mort, en 1964, estime qu'il faut tenir compte des propriétés d'usage de la production, dans le souci de son amélioration qualitative. La valeur d'usage n'est pas réservée à la formation des prix des biens de consommation mais aussi à celle des biens de production, la matière première de qualité supérieure devant par exemple être payée plus cher pour n'être pas gaspillée et éviter d'être rationnée. La rémunération de l'usage des équipements lui apparaît moins comme une conséquence de la loi de la valeur que comme une nécessité pratique. Mais cette valeur d'usage doit faire l'objet d'une appréciation centralisée et non dépendre du marché. La reconnaissance de la valeur d'usage et non de la seule valeur-travail n'est-elle pas anti-marxiste puisqu'elle établit un lien entre le prix et l'utilité, même si cette dernière est évaluée par le Gosplan et non par le consommateur souverain ? A cela Nemchinov et ses disciples Belousov, Touretski et Diatchenko répondent qu'il s'agit d'une utilité sociale et non individuelle. Il ne faut retenir des dépenses en travail que celles qui créent une valeur d'usage, seules ces dépenses en travail seraient vraiment sociales. Cette justification semble un peu casuistique.

Kantorovitch enfin représente une quatrième tendance : le marginalisme soviétique. Ce mathématicien est le véritable père de la programmation linéaire découverte par lui en 1939. Les auteurs américains dont les travaux sont postérieurs, puisque leurs principales découvertes remontent à 1948-1950, l'ont eux-mêmes reconnu, notamment Koopmans ; seules les méthodes employées présentent quelques variantes. En U.R.S.S. comme aux États-Unis la programmation linéaire consiste à déterminer le bénéfice optimum qu'un producteur peut espérer obtenir en combinant au mieux les prix et les quantités. Mais Kantorovitch (46), au lieu de déterminer les quantités en fonction des prix qu'il reconnaît irrationnels, s'attache au problème dual de déterminer un système de prix connaissant les quantités. « Une méthode adéquate de

(46) Kantorovitch a écrit deux ouvrages : *Méthodes mathématiques de l'organisation et de la planification de la production*, 1939. *Calcul économique et utilisation optimale des ressources*, 1960. Traduit et publié en français en 1963, l'adjectif optimal ayant disparu. Prix Nobel 1975.

planification doit conduire au plan optimum » qui suppose, non des évaluations quelconques, mais des « évaluations objectivement déterminées », traduisons des prix égaux aux productivités marginales. De même l'utilisation des facteurs de production nécessite l'introduction d'« évaluations locatives », traduisons de la productivité du capital et de la rente.

Certes Kantorovitch se défend d'un rapprochement avec les marginalistes. « Les considérations qui précèdent peuvent rappeler certains principes de l'économie classique... ou de l'école subjective de l'utilité marginale. En réalité notre analyse est radicalement différente et elle présente sur elles l'avantage d'une approche scientifique et objective de son objet » (47).

Ainsi les ressources naturelles étant limitées il faut tenir compte d'une rente qui correspond à l'économie de travail réalisée par l'utilisation de ces ressources. Mais cette rente différentielle socialiste n'a rien à voir avec la rente capitaliste. Elle n'est pas une partie de la plus-value appropriée par les capitalistes et fixée par le marché. Elle est « une partie des dépenses sociales de travail et une partie du produit social appartenant à la société », reste la propriété du peuple et est « introduite sciemment » par le planificateur.

Kantorovitch essaie alors d'élaborer une théorie de la croissance de l'économie socialiste. Cette croissance suppose l'utilisation la plus efficace possible des investissements, donc un critère qui est l'« efficacité normale », traduisez l'efficacité marginale du capital, et non le délai de récupération qu'il critique à son tour. L'« efficacité normale » suppose qu'on actualise les dépenses et les recettes liées à l'investissement, non sur la base des prix en vigueur, mais sur celle des « évaluations objectivement déterminées » et qu'on les égalise pour tous les secteurs de l'économie.

Le principal apport conceptuel de Kantorovitch est donc cette « évaluation objectivement déterminée », variable duale, qui évoque les prix fictifs qu'utilise Tinbergen pour résoudre le choix des investissements dans une économie sous-développée, et corres-

(47) *Ibid.*, p. 83.

pond en fait à un coefficient de productivité marginale en valeur des facteurs de production. Des prix rationnels doivent s'en inspirer mais, pour Kantorovitch, la politique des prix et des salaires justifie un écart normal entre un système de prix rationnels, tenant compte des « évaluations objectivement déterminées », et ces dernières.

Cette notion a été critiquée tant par Nemchinov, qui ne lui reconnaît pas le caractère de dépenses de travail, mais d'un simple critère de répartition, que par Henri Denis qui craint qu'elle implique des calculs extrêmement complexes et ne soit applicable qu'aux équipements nouveaux.

De son côté, Novojilov (48), autre mathématicien, a élaboré une notion voisine, celle de dépenses différentielles et de dépenses de liaison inverse. Pour chaque méthode de production, il faut calculer les accroissements de dépenses ou dépenses différentielles qui se décomposent en dépenses directes et en dépenses de liaison inverse, c'est-à-dire le coût pour le reste de l'économie du fait qu'on affecte à certains produits des biens rares qui auraient pu être utilisés dans d'autres branches. Ces dépenses de liaison inverse correspondent à l'efficacité marginale du capital, autrement dit à l'efficacité normale de Kantorovitch. On voit combien les conceptions de ces deux économistes sont proches.

Toutefois ce marginalisme soviétique diffère de celui de Pareto en ce qu'il ne pousse pas le processus d'optimisation jusqu'au consommateur, en ce qu'il se réalise par les calculatrices électroniques de l'autorité planificatrice et non par les forces du marché et en ce qu'il proclame son rattachement à la valeur-travail, puisque l'« évaluation objectivement déterminée » reflète la productivité, laquelle est l'économie d'une dépense de travail. Pourtant Nemchinov ne semble pas convaincu que cette notion soit tout à fait orthodoxe. Mais la critique fondamentale qu'on peut adresser à ce marginalisme soviétique serait plutôt la suivante : n'y a-t-il pas d'autres conceptions de l'optimum que l'affectation des ressources selon leur productivité marginale ?

(48) *Cahiers de l'I.S.E.A.*, G 19, n° 146, fév. 1964.

b) La pensée économique dans les autres pays socialistes.

Pour des raisons politiques et institutionnelles, les autres pays socialistes ont d'abord posé et résolu leurs problèmes de planification et de développement selon les méthodes soviétiques. Pourtant l'atténuation de l'allégeance soviétique, la nécessité d'adapter la planification aux conditions particulières de chaque pays, les contraintes du commerce extérieur alors que l'immensité de l'U.R.S.S. et la variété de ses ressources économiques lui permettent une certaine autarcie, ont fait apparaître une pensée économique originale en Yougoslavie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Chine, pour ne retenir que quelques exemples.

L'effort d'adaptation aux conditions économiques s'est traduit en Yougoslavie par une nouvelle version de l'économie socialiste caractérisée par la planification décentralisée, l'autogestion ouvrière et la concurrence socialiste. Ce pays a en effet rompu avec le Kominform dès juin 1948, sans raison précise apparente, en fait à cause d'une rivalité profonde qui envenimait ses rapports avec l'U.R.S.S., le soutien populaire de la révolution ayant été plus large en Yougoslavie qu'en U.R.S.S. Mais jusqu'en 1950, la Yougoslavie a pratiqué un système de planification rigide conçu sur le modèle soviétique. La rupture de 1951 s'explique à la fois par une crise économique et par une crise doctrinale qui a porté sur les modalités de la période de transition entre le capitalisme et le socialisme et sur la condamnation de la bureaucratie. La méthode d'analyse du marxisme-léninisme est restée scrupuleusement observée par l'équipe de Kardelj et de Djilas, puisque la rupture avec le Kominform ne résultait d'aucun ébranlement dans leurs convictions marxistes. Mais ceux-ci estiment que Marx n'a indiqué aucun plan d'action systématique pour une société en voie de transformation socialiste. C'est donc à tort que l'expérience soviétique en la matière a été généralisée. Or la voie de transformation socialiste comporte des variantes autour du thème central du dépérissement de l'État et de son corollaire, la démocratie du système. Le niveau de conscience sociale est certes encore insuffisant, les masses, peu prolétariennes, mais elles doivent par-

ticiper au système, sinon l'état-major révolutionnaire devient lui-même un frein pour toute l'évolution socialiste et l'évolution risque d'être arrêtée par le bureaucratisme. Pour Kardelj et Djilas, le bureaucratisme prend donc un sens beaucoup plus large que celui d'une méthode de fonctionnement des administrations. C'est une méthode de gouvernement, une caste sociologique dont les intérêts propres s'opposent à ceux des producteurs. Elle est anti-démocratique, antiprolétarienne, mène à l'impasse du capitalisme d'État et arrête l'évolution vers le communisme. Bref, ils n'ont pas de mots assez durs pour flétrir le bureaucratisme. Ceux de Milovan Djilas (49) initialement membre du quadripartite qui dirigea la Yougoslavie à la Libération et théoricien officiel du titisme, ont été si corrosifs qu'ils ont atteint le régime yougoslave, ont fait de lui un renégat et l'ont envoyé de longues années en prison. L'évolution récente de la Yougoslavie laisse cependant douter que ce pays ait trouvé la voie de transformation socialiste la plus directe vers le communisme.

En Hongrie et en Pologne, économies plus dépendantes de leurs échanges extérieurs, la théorie économique s'est orientée à partir des années cinquante, vers la recherche de modèles d'optimisation du commerce extérieur. Antérieurement, l'objectif assigné au commerce extérieur était de satisfaire la demande d'importations indispensables. La structure des échanges était donc déterminée par les balances-matières et par les balances des paiements bilatérales du pays avec chacun de ses partenaires commerciaux. Si, au contraire, l'objectif du commerce extérieur est de bénéficier de la division internationale du travail et de réduire les dépenses de travail socialement nécessaires, un grand nombre de choix s'impose : quelles exportations choisir ? Faut-il importer ou recourir à la production domestique ? Quel montant d'investissement entreprendre dans le secteur des exportations pour fabriquer les produits échangés contre les importations, etc ? Les recherches commencées en Hongrie en 1954 par Tibor Liska et Antol Marias ont d'abord essayé de dégager toute une famille de coefficients

(49) *La nouvelle classe*, 1956.

d'efficacité des exportations faute de pouvoir utiliser des taux de change rationnels, avant que Mycielski, un disciple de Kantorovitch, et Trzeciakowski élaborent un modèle général d'optimisation du volume, de la composition et de l'orientation du commerce extérieur, fondé sur des prix comptables pour tenir compte des raretés et des possibilités d'importations et d'exportations.

C'est aussi un économiste polonais, Oscar Lange, qui a essayé, en intégrant les contributions bourgeoises telles que le marginalisme et le keynésianisme, à la théorie économique marxiste, de construire une économie généralisée. Doué d'une vaste érudition, Oscar Lange fut en effet d'abord formé à la pensée néo-marginaliste, puis keynésienne. Il fut même professeur à l'Université de Chicago avant la II^e guerre mondiale. Il n'était alors pas encore marxiste, mais le marxisme le séduisait déjà comme théorie économique et extra-économique des phénomènes de longue période. La seconde guerre mondiale le ramena dans le camp socialiste où il mena de front l'activité de professeur à l'Université de Varsovie, celle de président du Conseil économique de Pologne, de membre du Praesidium et de l'Académie des Sciences et de président de la Commission du plan et du budget de la Diète polonaise.

Dans *La théorie économique du Socialisme* (50), bref ouvrage qui regroupe deux articles écrits en 1936 et 1937 dans *l'American Economic Review*, Oscar Lange esquisse la théorie économique du socialisme et prouve la possibilité pratique de son fonctionnement, contrairement à l'opinion de von Mises, dont il prend pour point de départ la célèbre controverse qui l'a opposé vers 1900 à Enrico Barone. Il suppose d'abord que la liberté de choix des consommateurs et la liberté de choix des emplois sont maintenues et démontre que les prix d'équilibre peuvent être déterminés par tâtonnements à partir de niveaux historiquement déterminés. Puis, abandonnant ces deux hypothèses, il estime qu'un système de prix comptables peut encore fonctionner, mais qu'il reflète l'échelle de préférence du Bureau central de Planification et con-

(50) O. Lange et F. Taylor, *On the economic theory of socialism*, 1938.

clut que « le danger réel du socialisme est celui de la bureaucratisation de la vie économique (51) ».

Dans son *Traité d'économie politique*, paru en 1959, il réhabilite partiellement la science économique bourgeoise, en analysant le capitalisme comme un moment dans une rationalisation progressive de l'activité économique. Le profit a rationalisé le calcul économique par rapport à l'économie traditionnelle, mais cette rationalité, limitée à l'entreprise, entraîne une certaine irrationalité à l'échelle de la nation, d'où la supériorité de l'économie socialiste. Mais celle-ci doit encore progresser ; la découverte de la comptabilité en partie double, la méthode des bilans et l'application de la recherche opérationnelle, de la programmation linéaire et de la cybernétique permettent à la science économique marxiste de faire de nouveaux progrès. Ainsi Oscar Lange s'est-il efforcé de sortir la science économique marxiste de sa sclérose et de la moderniser en l'orientant davantage, comme le souhaitait Nemchinov, vers les mathématiques.

Si l'on trouve quelques bonnes analyses du fonctionnement de l'économie chinoise, la pensée économique chinoise ne semble guère avoir été étudiée en France. Seul Ch. Bettelheim allie sa connaissance de la théorie économique occidentale et marxiste à l'expérience directe de la Chine.

La théorie de la croissance chez Mao Tsé Toung, qui est avant tout un théoricien marxiste et un Chinois xénophobe, a deux sources d'inspiration, le marxisme-léninisme et les réalités chinoises. Il faut en chercher les fondements dans ce que Mao Tsé Toung appelle *les contradictions au sein du peuple* (52). Selon lui, il existe deux sortes de contradictions très différentes, « entre nous et nos ennemis », c'est-à-dire la force réactionnaire de l'impérialisme (à l'intérieur, les capitalistes et à l'extérieur, les États-Unis), et les contradictions « au sein du peuple », notamment celles entre les rapports de production, la superstructure et les forces productives,

(51) *Op. cit.*, p. 109.

(52) *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, Pékin, 1957 et *Le principe de « compter sur ses propres forces » et l'édification d'une économie nationale indépendante*, 1963.

la base économique. Or, le rythme de développement dépend de l'ajustement des rapports de production aux forces productives : meilleur il est, plus le développement peut être « impétueux ». Ces principes marxistes fermement posés, Mao recourt à la méthode empirique pour réduire les contradictions au sein du peuple, car elle seule peut résoudre la contradiction entre les lois objectives du développement économique et notre connaissance subjective. La suppression progressive de ces deux contradictions a pour conséquence le développement en spirale. Les rapports de production et les forces productives sont donc à la fois ajustés et en contradiction, la correspondance entre la superstructure et la base économique est sans cesse remise en question. Un processus de réajustement constant est nécessaire pour parvenir à un équilibre toujours détruit entre la production et les besoins de la société, l'accumulation et la consommation, les plans doivent être perpétuellement réajustés et l'on progresse de déséquilibre en déséquilibre. Cette méthode est censée permettre une accélération du développement par rapport au développement régulier d'une planification quinquennale. Un tel développement est en tout cas mieux adapté aux conditions économiques naturelles de la Chine, continent régulièrement soumis à des cataclysmes, à des inondations et à des famines consécutives à des récoltes si mauvaises qu'on a souvent dit que l'agriculture chinoise connaissait, comme l'Égypte, l'alternance de vaches grasses et de vaches maigres, mais l'inégalité de développement est dans le temps, elle n'est pas sectorielle. Pour Mao, les choix entre l'industrie et l'agriculture ou entre l'industrie lourde et l'industrie légère sont de faux dilemmes. L'économie doit connaître un équilibre rationnel entre les secteurs, selon le principe qu'il faut « marcher sur deux jambes ». Un tel développement assure seul l'indépendance économique nationale. La Chine ayant été de longtemps un pays « aliéné », l'édification d'une économie indépendante est une des préoccupations principales de Mao et l'exemple à offrir aux autres pays sous-développés. Les conceptions économiques chinoises sont donc remarquables par leur empirisme, l'originalité de la théorie du développement par bonds et l'attrait qu'elles présentent pour les pays sous-développés.

Ce qui frappe enfin, c'est que, quelle que soit la variété des situations économiques en U.R.S.S., en Pologne, en Yougoslavie ou en Chine, une réelle originalité intellectuelle s'allie à une constante préoccupation d'orthodoxie marxiste.

c) Le néo-marxisme.

Après le révisionnisme d'Henri de Man pendant les années trente, le marxisme s'est caractérisé en Occident par un retour à l'économie pure de Marx, tout en admettant qu'en un siècle, le capitalisme se soit considérablement transformé. Le structuralisme a donné du marxisme une version épistémologique originale avec Althusser. Quant au message sociologique de Marx, ses mérites ont été reconnus par tous les économistes, de quelque tendance qu'ils soient.

Piero Straffa (1898-1983) s'inscrit entre Ricardo et Marx, bien qu'il soit mort exactement un siècle après ce dernier. Il voue dès sa jeunesse deux amitiés qui illustrent bien cette bipolarité. Keynes qui après les universités de Pérouse et de Cagliari l'attire à Cambridge et lui doit en partie son analyse du taux de l'intérêt dans la *Théorie générale*, et le communiste Antonio Gramsci.

Son œuvre personnelle, limitée à un article dans *l'Economic Journal* (1925), une introduction aux œuvres de Ricardo (1951) et un livre « *Production de marchandises par des marchandises* » (1960) le situe, malgré le sous-titre « prélude à une critique de la théorie économique » plus près de Ricardo que de Marx. En effet, il a dégagé, ce que Samuelson appelle « le noyau rationnel » de Marx, en élaborant une version plus moderne de la théorie des prix de production et en réhabilitant la notion de produit net. Mais les marxistes lui reprochent son absence de sociologie et de théorie de l'exploitation du prolétariat. L'analyse de la lutte des classes devient un simple problème de répartition, les classes sociales, de simples apporteurs de facteurs de production. Comme Ricardo, il cherche dans le travail une mesure générale et élabore une théorie des prix et de la répartition, où les prix naturels dépendent des coûts de production et non de la demande, radicalement non marginaliste, à la différence de Joan Robinson.

La réflexion des économistes marxistes occidentaux s'est orientée autour de deux thèmes majeurs : le fonctionnement du capitalisme de monopole et le sous-développement en tant que conséquence de l'impérialisme.

C'est Maurice Dobb (53) qui a le mieux défendu la supériorité de la théorie de la valeur-travail sur celle de la valeur-utilité dans le capitalisme de monopole. La première postule l'existence d'un surplus et la seconde, la maximation du bien-être des consommateurs. Or, l'existence d'un surplus, dont il faut rechercher le mode d'appropriation, est une hypothèse plus proche de la réalité du capitalisme de monopole et plus dynamique que celle de la maximation du bien-être des consommateurs. De plus, M. Dobb adresse à la théorie de la valeur-utilité une série d'objections : celle d'aboutir à une tautologie si les échelles de préférence dépendent du marché, de ne fournir aucun moyen satisfaisant d'évaluer le capital en tant que facteur distinct de productivité et de ne pas rendre compte de la fixation concrète des prix selon le principe du « full cost » (coût moyen majoré d'une marge de profit). À l'inverse, le travail fournit à la science économique, comme Ricardo l'a le premier pressenti, une constante qui fonde la valeur en permettant de la mesurer et lorsque Hicks, qui n'est pourtant pas marxiste, considère qu'aujourd'hui l'étalon salaire a remplacé l'étalon or, il n'est pas si étranger au sentiment de Ricardo et de Maurice Dobb.

Pour Jurgen Kuczynski le capitalisme de monopole accentue la plus-value et provoque une sous-rémunération qui conduit toujours à la paupérisation absolue des travailleurs. Son point de départ est très classiquement marxiste : le salaire, coût de reproduction du travail de l'ouvrier, représente une exploitation parce que le capitaliste s'approprie la plus-value que cette force crée au-delà de son coût de reproduction, ce qui entraîne le sur-travail pour lutter contre la diminution tendancielle des profits et la sous-rémunération. Mais Kuczynski innove en opérant une globalisa-

(53) *Political economy and capitalism*, 1953. Voir aussi : *On economical theory and socialism : Collected papers*, 1955. — *Welfare economics and the economics of socialism*, 1969, trad. Fse, 1971. — *Studies in the development of capitalism*, trad. Fse, 1969. — *Socialist planning. Some problems*, 1970.

tion de la théorie de la valeur-travail. Dans le capitalisme de concurrence, la somme des prix des marchandises est égale à la somme des valeurs et il y a compensation à l'intérieur du cycle. Dans le capitalisme de monopole, cette égalité est valable pour l'ensemble, non pour une marchandise particulière telle que la force de travail. Pour accroître la plus-value absolue, le capitalisme de concurrence recourait à l'allongement de la durée du travail, aujourd'hui le capitalisme de monopole cherche à retrouver, par l'intensification du travail, ce qu'il perd sur la durée. L'originalité de Kuczynski est d'avoir souligné que l'intensification du travail comme facteur d'accentuation de la plus-value est une caractéristique du capitalisme de monopole. Et Ronald Meek (54) d'ajouter que le capitalisme de monopole utilise de plus des méthodes extra-économiques pour obtenir un profit d'aliénation. Kuczynski (55) maintient donc que le capitalisme de monopole n'a pas mis fin à la paupérisation absolue ; malgré l'élévation des salaires réels, la force de travail est sur-exploitée par l'intensification du travail plus que le salaire réel ne s'élève. Enfin, comme l'ont montré Varja et Mendelsohn, le capitalisme de monopole tend fondamentalement à la hausse des prix pour échapper à la baisse tendancielle des taux de profit.

La théorie de la valeur-travail débouche-t-elle ou non sur une théorie des prix fondée sur les coûts de production ? Bien que ce problème de la transformation des valeurs en prix ait été qualifié par Mrs Robinson de « purement formel et sans aucune importance », il a provoqué dans les pays anglo-saxons une littérature abondante vers 1950 lorsque Sweezy a publié la traduction de deux articles, datant de 1907, de Bortkiewicz (56), critique russe de Marx, qui apportait une correction mathématique aux démons-

(54) *Studies in the labour theory of value*, Londres, 1956.

(55) *Die theorie der Lage der Arbeiter*, t. 7. 13^e ouvrage de *Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, 1948 et *Einige Probleme der Theories des Wertes der ware Arbeitskraft und der absoluten Verelendung*, 1957.

(56) *On the correction of Marx's fundamental theoretical construction in the third volume of Capital*, trad. Sweezy et *Value and prices in the marxian system*, trad. J. Kahane, résumé dans Paul Sweezy, *The theory of capitalist development, principles of marxian political economy*, 1946.

trations que donne Marx aux livres I et III du *Capital*. Comme la synthèse de Bortkiewicz respectait les schémas de reproduction simple mais non le principe de l'égalité totale des prix au total des valeurs, elle a été critiquée par Winternitz (57), mais les perfectionnements mathématiques de ce dernier ont soulevé de nouvelles objections de la part de Kenneth May (58) et de Ronald Meek (59). Si l'on rapproche cette controverse historico-tique de celle qui a opposé les économistes soviétiques de diverses tendances sur l'élaboration de prix rationnels, on ne peut en retirer qu'une conclusion, celle qu'il est bien difficile de trouver dans les œuvres de Marx une théorie marxiste des prix applicable à la réalité, fut-elle socialiste.

Enfin, depuis plus d'un siècle que Marx l'a prédite, le capitalisme de monopole a, jusqu'à présent, évité la catastrophe finale. On se rappelle que Marx distinguait des crises dues à la baisse tendancielle du taux de profit, et des crises dites de réalisation, parce que les capitalistes ne peuvent réaliser la valeur incorporée dans les marchandises. Celles-ci s'expliquent soit par la non-proportionnalité entre les différentes branches de l'économie, soit par la sous-consommation. Le rythme élevé de croissance des économies capitalistes, la quasi-disparition des crises, le succès du socialisme dans des économies sous-développées plus que dans des économies de capitalisme mûrissant ne peuvent, d'un point de vue marxiste, s'expliquer que par le jeu de contre-tendances. Ce sont le progrès technique qui relance la consommation, l'échec de certains investissements qui, en absorbant l'accumulation sans augmenter la production de biens de consommation, limite la sous-consommation (mais paradoxalement la prévision améliorée des grands trusts affaiblit cette contre-tendance), la croissance démographique (mais elle aussi s'affaiblit avec le vieillissement de la population dans les économies évoluées), le développement

(57) *Value and prices : a solution to the so-called transformation problem : Economic Journal*, juin 1948.

(58) *Economy and price of production, A note on Winternitz's solution : Ibid.*, 1948.

(59) *Some notes on the transformation problem : Ibid*, mars 1956.

de la consommation improductive et des dépenses publiques, l'une des contre-tendances les plus fortes. Enfin la meilleure explication demeure celle de Rosa Luxembourg (60) pour qui la production capitaliste ne trouve de débouchés qu'en s'étendant dans le monde capitaliste. La compréhension du capitalisme de monopole ne saurait donc être dissociée de celle de l'impérialisme, second thème de la pensée marxiste contemporaine.

Dans ce domaine, les deux principaux économistes marxistes contemporains, Paul Baran professeur de Sciences Économiques à l'Université de Stanford, auteur de « *l'Économie politique de la croissance* » paru en 1957 à New York, et Charles Bettelheim, directeur à l'École des Hautes Études à Paris, qui écrivit en 1964 « *Planification et croissance accélérée* », fondent leur analyse de la croissance sur le concept de surplus. Celui-ci déborde les notions classiques d'épargne et d'investissement en montrant comment le développement des forces productives détermine l'ampleur et l'utilisation des fonds d'investissements. Ce concept est donc plus riche que celui d'investissement parce que le surplus est une variable endogène, alors que l'investissement, depuis Keynes, est généralement traité en variable exogène. En revanche il est plus difficile à définir, car il déborde la théorie économique, ayant été employé par les historiens et les ethnologues qui lient l'apparition de la civilisation, en Mésopotamie ou en Égypte par exemple, à la réalisation d'un surplus agricole. Pourtant ce concept existait déjà chez les mercantilistes pour lesquels l'excédent de la balance commerciale est un moyen de dégager un surplus, chez les physiocrates sous la forme du produit net de l'agriculture et chez Ricardo pour qui le surplus est d'autant plus important que les salaires sont bas. Toutefois le surplus économique ne doit pas être confondu avec le surplus du producteur ou du consommateur d'Alfred Marshall qui n'est qu'une rente psychologique, ni avec la plus-value de Marx définie comme le produit global net, moins le revenu du travail, alors que le surplus ne correspond qu'à la partie du produit global net qui est ou peut être accumulée. Baran

(60) *L'accumulation du capital*, 1913.

et Bettelheim opèrent alors une série de distinctions entre diverses formes de surplus qui se ramènent à l'opposition principale entre un surplus actuel et un surplus potentiel, toute bonne politique de croissance visant à porter le premier au niveau du second. Le surplus joue ainsi dans la théorie marxiste de la croissance le rôle explicatif central que les post-keynésiens attribuent au niveau de l'équilibre économique général. Selon Baran, l'évolution du capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle au capitalisme de monopole du XX^e s'est traduite par un écart croissant entre le surplus actuel et le surplus potentiel. Non seulement l'accumulation s'est réduite en volume, en raison de la baisse des profits, mais elle a été mal utilisée, en raison de l'insuffisance de la demande effective. Le capitalisme de monopole a donc dû recourir à deux sortes de stimulants, l'État et les débouchés extérieurs, qui pourtant ne saurait résoudre le problème de la surproduction capitaliste. Le capitalisme porte ainsi la responsabilité historique du sous-développement. Partout (c'est bien discutable) le contact des pays sous-développés se serait traduit par un processus d'appauvrissement. L'impérialisme capitaliste empêche donc les pays sous-développés de dégager un surplus important et ce faible surplus est mal utilisé par une agriculture dominée, un secteur industriel parasitaire, des entreprises étrangères qui exercent des effets de stoppage et des États handicapés par le colonialisme ou, s'ils sont indépendants, le néo-colonialisme et le poids des dépenses militaires.

Le sous-développement est donc la conséquence directe et pour ainsi dire l'empreinte négative de l'impérialisme. Mais les économistes des pays capitalistes préfèrent avancer de fausses explications pour cacher les véritables causes du sous-développement derrière des « rideaux de fumée » : le manque de capital alors que le surplus potentiel est important si le surplus actuel est faible, l'absence d'esprit d'entreprise qui aboutit à une sorte de racisme anglo-saxon, la surpopulation, alors qu'elle n'est pas sans relation, pour Charles Bettelheim inspiré peut-être par A. Sauvy (61), avec le progrès technique.

(61) *Théorie générale de la population*, 2 volumes, 1954-56.

L'attention apparemment généreuse que les économistes capitalistes accordent aux problèmes de développement ne serait donc qu'une forme subtile d'impérialisme qui consiste à sauvegarder avec une sollicitude patriotique les sources de matières premières stratégiques du monde libre, à prêcher la patience aux peuples sous-développés dont les niveaux de vie ne peuvent s'élever que lentement, à aider des régimes opposés aux réformes économiques et sociales sous prétexte que le développement économique nécessite la stabilité des institutions sociales, voire à se demander si le développement économique est désirable au point de vue philosophique.

Dans une conception très voisine de celle de Baran, Charles Bettelheim estime que le sous-développement est « une mystification de l'idéologie bourgeoise » et une « idée scientifiquement fautive », car elle suggère que les pays seraient plus ou moins avancés sur une même voie qu'ils devraient tous emprunter, sur laquelle ils seraient poussés à coup d'investissements étrangers. L'originalité de Bettelheim tient à la technicité et à l'optimisme de ses solutions. Il a élaboré des modèles de croissance formulés en termes de surplus et non d'investissements, tenant compte de ce que certaines dépenses de consommation ont un effet de développement et introduisant avec réalisme une limite à l'absorption du capital. Mais son optimisme laisse sceptique. Il suffirait d'une révolution socialiste pour que l'écart entre le surplus actuel et le surplus potentiel se comble et que s'amorce ce que Rostow appelle le « décollage » et Baran, « la montée escarpée ». Grâce à la planification, il suffirait d'évaluations raisonnées et de regroupements pour étayer celle-ci malgré l'insuffisance statistique générale des pays en voie de développement. Mettant ses idées en application, Ch. Bettelheim a participé à l'élaboration des 2^e et 3^e plans quinquennaux indiens auxquels il a fixé des objectifs jugés trop ambitieux (62).

(62) *L'Inde indépendante*, 1962. — *Problèmes théoriques et pratiques de planification*, 1966. — *La transition vers l'économie socialiste*, 1968. — *La lutte des classes en U.R.S.S.*, 1974. — *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé Toung*, 1978.

Ainsi entre l'optimisme un peu abstrait des néo-libéraux et le pessimisme, sans autre espoir que le don, des néo-keynésiens, le marxisme offre à l'intelligenza des pays en voie de développement une version tragique et un remède simple, deux caractères qui expliquent l'audience d'un thème relevant, selon nous, plus de la doctrine que de la théorie.

Les années 70 ont entraîné un renouveau de la pensée économique marxiste parce que les Trente glorieuses remettaient en question la vision catastrophique du capitalisme. Aussi le renouvellement théorique a-t-il approfondi la loi de la baisse des taux de profit tant sur le plan national qu'international.

Sur le plan national, on peut distinguer deux courants complémentaires : l'analyse anglo-saxonne et la nouvelle approche française. Les économistes anglo-saxons ont expliqué comment le capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle s'était profondément transformé. L'accumulation intensive du capital et l'accroissement de l'intensité du travail et de sa productivité se sont accompagnés de profonds changements dans les relations d'emploi, telles que les négociations collectives et la hausse des salaires réels.

Un capitalisme monopoliste d'État, caractérisé par des firmes gérantes et des politiques d'intervention d'inspiration keynésienne a été longuement décrit tant par Baran et Sweezy aux États-Unis (*Monopoly Capital*, 1966) que par E. Mandel au Royaume-Uni (*Late capitalism*, 1975. — *Long wages of capitalism development*, 1980) mais aussi en France par P. Boccara (*Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise, son issue*, 1974).

La nouvelle approche française préfère analyser la transformation du capitalisme sous l'effet de l'accumulation en termes de régulation, définie comme « la manière selon laquelle un système fonctionne comme un tout, la conjonction de mécanismes économiques associés à un certain ensemble de relations sociales, de formes institutionnelles et de structures » (R. Boyer, *Cambridge journal of economics*, sept. 1979, p. 100) ou encore comme « une alternative globale à la théorie de l'équilibre général » (Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, 1976, p. 11). Ils montrent que

la régulation du capitalisme monopolistique, version améliorée des relations entre l'infrastructure et la superstructure, repose sur l'indexation des salaires sur les prix, les prestations sociales, l'abandon de la concurrence, l'immigration, le néo-colonialisme, etc. et synthétise les explications marxistes des crises en termes de sous-consommation, de déséquilibres sectoriels et de suraccumulation.

La nouvelle approche française se distingue de l'analyse anglo-saxonne en ce qu'elle oppose des crises de régulation (ou récession) à des crises de mutation telles que celles des années 30 ou 70. Mandel ramène la crise actuelle à n'être que « la 20^e crise de surproduction depuis la formation du marché mondial » (*The second slump*, Londres, 1978, p. 34) alors que la nouvelle approche française l'explique par la baisse des taux de profit à la fin des années 60 et au début des années 70 pour les principaux pays européens et les États-Unis. La supra-accumulation du capital, concept développé par Boccarda et repris par Aglietta, aboutit à la crise financière et à l'inflation. Mais, la crise qui a commencé en 1974, n'est pas seulement une crise de suraccumulation sur le plan national, c'est aussi une crise de reproduction du capital sur le plan international.

Pas plus que Schumpeter ou Keynes, Marx ne s'est beaucoup préoccupé d'économie internationale. Les marxistes contemporains ont donc dû, à partir de Lénine et de Rosa Luxembourg préciser leur vision des relations entre le Tiers monde et les pays industrialisés.

Samir Amin, l'un des trop rares théoriciens de l'économie issu du Tiers monde a tiré de sa thèse soutenue à Paris en 1957 et de nombreuses études concrètes sur divers pays africains un ouvrage au titre ambitieux : « *L'Accumulation à l'échelle mondiale, critique de la théorie du sous-développement* », 1970. Il y établit que le Tiers monde n'est pas un monde encore partiellement précapitaliste, mais la périphérie d'un ensemble capitaliste dont les pays industrialisés sont le centre. Le sous-développement marqué par les inégalités sectorielles de productivité, la désarticulation du système économique et la domination n'est que « le résultat de la

persistance de phénomènes relevant de l'accumulation primitive au bénéfice du centre » (p. 32). Comme A. Emmanuel (*l'Échange inégal*, 1969) S. Amin montre que l'échange inégal est un caractère fondamental de la spécialisation internationale et l'expression de l'exploitation des nations prolétaires. Une telle transposition de la lutte des classes a soulevé une vive controverse entre Ch. Bettelheim pour lequel la classe ouvrière des pays du centre reste le noyau principal du prolétariat et A. Emmanuel pour qui les nations prolétaires s'opposent aux nations bourgeoises portant la lutte des classes à l'échelle internationale, thème repris par S. Amin dans un ouvrage plus récent et plus philosophique (*Classe et Nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Paris, 1979).

L'urgence de la lutte contre le sous-développement appelle l'action. S. Amin préconise un développement auto-centré car « la rupture avec le marché mondial est la condition première du développement » (*L'Accumulation*, p. 43). A. Emmanuel est favorable à un relèvement des salaires dans le Tiers monde, à l'encontre des avantages comparatifs, ce qui est plus discutable. Tous s'accordent à voir dans les investissements étrangers l'expression de l'échange inégal et non, comme les théoriciens néo-classiques, un remède aux inégalités et une meilleure allocation des ressources.

Au cours des années 70, la pensée marxiste semble donc s'être dégagée des controverses stériles sur la transformation des valeurs en prix pour essayer d'expliquer le capitalisme contemporain et proposer des mesures de politique économique. On peut lui reprocher de n'avoir pas réussi à utiliser la théorie de la valeur-travail dans les travaux économétriques et de s'être banalisé sur le plan philosophique, laissant à Kostas Axelos le soin de souligner le rôle de « *Marx, penseur de la technique* », Paris, 1961.

Les marxistes restent cependant minoritaires parmi les économistes occidentaux, car le marxisme soulève une triple objection : sur le plan philosophique, son matérialisme historique, sur le plan théorique, son opposition au marginalisme et à l'analyse keynésienne, malgré les essais de conciliation tentés par Mrs Joan

Robinson (63) et Oscar Lange (64), et sur le plan des faits, l'évolution du capitalisme si différente de celle prédite par Marx.

III. — Le catholicisme social.

Le catholicisme social inspire l'attitude doctrinale de nombreux économistes que ne satisfont ni le libéralisme ni le marxisme. L'expression même de catholicisme social mérite une explication préalable. Le protestantisme a été trop lié à l'éclosion du capitalisme et à la liberté de conscience individuelle pour qu'apparaisse un protestantisme social. D'autre part, ce catholicisme recherche la solution chrétienne des difficultés sociales, alors qu'il n'a que peu de liens avec la science économique. La plupart des grands économistes sont athées, sauf Malthus qui est hérétique. Rares sont les théologiens qui connaissent la théorie économique. Certains mandats épiscopaux témoignent même d'une curieuse ignorance des lois économiques élémentaires lorsqu'ils avancent que les heures supplémentaires créent du chômage ou que le chef d'entreprise ne doit pas rechercher le profit.

Œuvre patristique jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, la doctrine sociale de l'Église découle depuis d'une série d'encycliques où la permanence de l'enseignement de l'Église s'affirme à travers la diversité de sa présentation. Le libéralisme et le socialisme y sont rejetés avec constance, sans qu'une doctrine intermédiaire cohérente réussisse à se dégager.

Le Pape, en tant que docteur de l'Église, dispose de trois moyens d'expression dont les différences marquent une tendance à la laïcisation. Les bulles et les breffs solennels et dogmatiques, furent utilisés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle pour combattre les hérésies. Les encycliques, désignées par leurs deux premiers mots latins, sont des lettres circulaires universelles qui font le tour

(63) *Essay on marxian economics*, 1943.

(64) *Marxian economics and modern economics : Rev of Economic Studies*, 1935, 2, n° 3.

du troupeau apostolique et d'une question, mais n'engagent pas l'infailibilité pontificale. Enfin les messages pontificaux, radio-diffusés, plus persuasifs, s'adressent à tous et plus seulement aux croyants.

Quatre grandes encycliques exposent les positions essentielles du catholicisme social en matière économique. Dans *Rerum Novarum* (1891), Léon XIII, prenant conscience des conséquences de l'industrialisation, traite de la condition ouvrière. 1891 correspond en effet à la fin d'une baisse de longue durée des prix et à une crise cyclique, notamment en Angleterre et en Allemagne. Le rejet du socialisme et du libéralisme, l'exigence d'un juste salaire, le recours au corporatisme, tels en sont les principales arêtes.

Quadragesimo Anno, publié en 1931 pour le quarantième anniversaire de *Rerum Novarum* par Pie XI, est l'encyclique de l'aménagement du régime capitaliste. Après avoir rappelé que l'intervention sociale de l'État et la formation de syndicats était en bonne part la conséquence heureuse de *Rerum Novarum*, après avoir réaffirmé le double rejet du libéralisme et du socialisme et la défense du corporatisme, Pie XI précise la notion du juste salaire et l'insère dans une vision structurelle du capitalisme étendu à des sociétés auparavant agricoles et transformé par la concentration des entreprises et du pouvoir.

Mater et Magistra (1961) de Jean XXIII, un Pape âgé, mais d'esprit œcuménique et très positif, est autant l'encyclique de la condition paysanne que *Rerum Novarum* avait été celle de la condition ouvrière. L'agriculture, secteur sous-développé de l'économie, doit bénéficier, par le régime fiscal, le système des prix et l'adaptation structurelle des exploitations, d'une politique plus juste. Au communisme, une seule phrase préemptoire est consacrée « entre le communisme et le christianisme, le Pape rappelle que l'opposition est radicale », mais le libéralisme, condamné par *Rerum Novarum* et par *Quadragesimo Anno*, comme n'établissant pas le juste salaire, et le corporatisme, formule discréditée, constituent deux omissions significatives. Pour restructurer la société par des corps intermédiaires, Jean XXIII compte désormais sur le syndicalisme. Pourtant il rejette le socia-

lisme même modéré, invoquant son matérialisme, son manque de liberté et son absence d'autorité. De plus l'encyclique fait place à des notions nouvelles comme la socialisation, définie comme « une multiplication progressive des relations dans la vie commune », à condition qu'elle soit animée par la recherche du bien commun et la participation à la propriété et aux responsabilités, aussi bien dans l'entreprise, qu'à tous les échelons régionaux, nationaux et même internationaux. Mais elle réaffirme le droit de propriété même sur les biens de production. Enfin, elle insiste sur le développement économique comme devoir, comme promotion de l'homme et comme prise de conscience des solidarités internationales, abordant un thème que *Popularum Progressio* reprend à l'envi.

Cette encyclique *Mater et Magistra* reçut un accueil divers. Certains y virent un document révolutionnaire pour l'attitude adoptée par le Pape sur la socialisation, la participation à la propriété de l'entreprise et la condamnation de tout néo-colonialisme. Che Guevara en aurait même conseillé la lecture. D'autres au contraire la trouvèrent conservatrice en ce qu'elle défend le droit de propriété, refuse la contrainte, fut-ce pour hâter le développement économique, et fait l'apologie de l'agriculture et de l'exploitation familiale.

Popularum Progressio (1967), au titre évocateur même pour de mauvais latinistes, la plus célèbre des encycliques de Paul VI est consacrée au développement solidaire des nations dans le cadre international. Une fois encore, l'Église marque sa prédilection pour une voie moyenne qui n'est ni le socialisme planificateur, ni le capitalisme libéral qui, seule innovation, est aussi dénoncé pour son fonctionnement injuste sur les marchés internationaux.

Paul VI est allé en Terre Sainte et en Inde. Le contact des populations misérables et affamées l'a incité à effectuer des démarches plus engagées dans le temporel comme l'appel à l'O.N.U., la participation à la campagne contre la faim de la F.A.O., la dotation à la Banque inter-américaine de développement. De plus aucune encyclique n'avait été aussi émaillée d'allusions à la technique économique. On y lit que le développement

n'est pas la croissance et que celle-ci doit être harmonisée, passage clair pour le grand public, qui évoque cependant la solution technique d'un problème précis au point qu'on a pu dire qu'une telle encyclique aurait aussi bien pu émaner des fonctionnaires des Nations-Unies, car le Pape y dénonce les mécanismes de l'économie internationale et y prend parti sur les remèdes à cette injustice, tels que les accords sur les matières premières, et les tentatives d'intégration régionale, etc. Ainsi la charité évangélique gagne une nouvelle dimension, celle des nations nanties envers les nations prolétaires, réplique de l'impérialisme marxiste qui avait élargi la paupérisation à l'échelle des nations.

Dans l'encyclique *Laborens exercens* (1981) Jean-Paul II, ancien universitaire de Lublin, développe, à l'occasion du 90^e anniversaire de *Rerum Novarum*, une conception personaliste du travail, distinguant le travail au sens objectif de la domination de l'homme sur la terre par la technique, et au sens subjectif qui est sa valeur éthique « directement lié au fait que celui qui l'exécute est une personne ». Il souligne la prééminence de la signification subjective du travail sur sa signification objective, ainsi que celle du travail sur le capital. Il distingue aussi l'employeur direct de ce qu'il appelle l'employeur indirect ou instances influençant le contrat de travail et devant agir contre le chômage qui est toujours un mal. Cette notion assez floue d'employeur indirect semble aussi bien englober l'équilibre du marché du travail que la demande effective. Dans cette visée personaliste, le travail des handicapés et des migrants doit être défendu et l'économisme « qui consiste à considérer le travail humain exclusivement sous le rapport de sa finalité économique » condamné comme une erreur matérialiste.

Sur un plan plus pratique, le Conseil permanent de l'épiscopat français a publié en septembre 1982 une déclaration intitulée « pour de nouveaux modes de vie » qui analyse la crise actuelle, un monde destabilisé par la compétition internationale, la révolution technologique, le dérèglement du système monétaire international... et propose des mesures pour lutter contre le chômage. Certaines suggestions sont discutables, ainsi les évêques appellent

de leurs vœux le partage du travail oubliant que le chômage correspond à une insuffisante demande de travail par rapport à l'offre et que la théorie économique prouve qu'il vaut mieux accroître la demande que de diminuer l'offre. Mais que de suggestions excellentes : la possibilité d'emplois à temps partiel, le réexamen du système de répartition des charges sociales, le bon emploi des subventions de l'État et des collectivités publiques !

Quelles que soient la sagesse et la générosité de ce christianisme social, ce n'est pas une idéologie économique. Comme religion transcendente, le catholicisme pose le principe de l'indépendance du spirituel et du temporel, à la différence du judaïsme et de l'Islam. « Rendez à César ce qui est à César ». Il ne peut y avoir ni opposition ni identité d'inspiration entre le catholicisme social et telle ou telle idéologie économique, le libéralisme ou le socialisme marxiste. Il ne peut y avoir que des points de rencontre. Mais ceux-ci déconcertent.

Comme le libéralisme, le catholicisme social défend le droit de propriété, la liberté individuelle et l'ordre, notamment dans *Pacem in terris* (1963), ordre naturel et juridique à la nuance près qu'il est plus évolutif et moins purement rationnel pour l'Église que pour Kant ou Eucken. On conçoit donc que Daniel Villey ait essayé de concilier le néo-libéralisme et le catholicisme (65), malgré les attaques répétées de la papauté, de *Mirari vos à Populorum Progressio* contre le libéralisme pour son inspiration agnostique, l'immoralité du règne de l'argent et l'injustice des mécanismes de marché. A quoi réplique Daniel Villey : néo-libéralisme et catholicisme social ne peuvent s'opposer puisqu'ils se situent sur deux plans différents. De plus, le fonctionnement du marché postule aussi certaines vertus : « l'économie libre fait les hommes libres, et les hommes libres sont moralement supérieurs ». Si le catholicisme social reste opposé au néo-libéralisme sur le plan théorique, il le rejoint souvent sur le plan pratique de la politique économique.

(65) *L'économie de marché devant la pensée catholique* : *Rev. d'Écon. pol.* nov-déc. 1954.

A l'inverse, comme le marxisme, le catholicisme social est anti-capitaliste. L'Église n'était pas liée à la philosophie d'Aristote, à l'agriculture et à la société médiévale, mais elle avait réussi, grâce à Saint Thomas d'Aquin, une symbiose étonnante dont elle a longtemps gardé la nostalgie. Comme le marxisme, le catholicisme social reconnaît au travail une valeur humaine et sociale. Comme lui, il exalte la vie communautaire et, retrouvant le personnalisme d'Emmanuel Mounier, il est anti-individualiste sur le plan social, bien que le salut reste affaire individuelle.

C'est pourquoi le christianisme social, si difficile à situer entre les deux idéologies économiques opposées, a cherché une troisième voie qu'il a cru trouver dans le corporatisme et dans le mouvement coopératif, l'un et l'autre réconciliant la liberté et l'autorité dans des formes communautaires. Mais le corporatisme s'est discrédité en Italie et le mouvement coopératif périclète de son succès, quand ce n'est pas du souci de concurrencer les entreprises capitalistes. Le catholicisme social a jusqu'à présent échoué dans cette recherche d'une doctrine intermédiaire. Faut-il en déduire qu'elle n'existe pas ? Aux chrétiens faillibles de la chercher. La doctrine sociale de l'Église ne la leur offre pas toute constituée. Il est alors compréhensible que l'engagement des chrétiens les oriente soit vers l'intégrisme, un thomisme nostalgique, soit vers le progressisme, un marxisme chrétien, l'un et l'autre condamnés.

CONCLUSION

Daniel Villey n'a pas repris sa *Petite Histoire des grandes Doctrines*, achevée en 1944. Sans doute n'est-ce ni manque de temps, entre 1944 et 1968, année de sa mort, ni manque de curiosité à l'égard de la pensée économique récente. L'éclipse des systèmes et le simple perfectionnement des techniques d'analyse économique l'attristaient, comme il le dit dans sa dernière œuvre, *A la recherche d'une doctrine économique* : « on n'enseigne plus guère l'économie politique, mais en son lieu et place toute une série de techniques adventices plus ou moins barbares » (1). Cette abstention ne l'a pas empêché de livrer ses conclusions doctrinales : « il n'y a pas de troisième système qui soit logiquement cohérent, théoriquement pensable, pratiquement réalisable » (2)... L'économie libérale n'est pas une solution exaltante. C'est une solution raisonnable et efficace. La doctrine socialiste se propose comme un substitut de religion « le libéralisme est la doctrine économique qui remet la chose économique à sa place » (3).

Nous limiterons nos conclusions personnelles à trois remarques.

1) Le perfectionnement des outils d'analyse économique, qu'ils soient parétiens (courbes d'indifférence), keynésiens (propensions, multiplicateur) ou marxistes (surplus, évaluations objectivement déterminées) conduit à espérer une synthèse théorique que certains qualifient déjà d'économie généralisée. Celle-ci représentera certes un progrès scientifique, mais il ne faut pas croire qu'elle puisse supprimer les conflits idéologiques. Si la science économique, comme toutes les sciences humaines, est un humanisme scientifique, elle n'a pas éclairci la nature de l'homme, et par conséquent l'orientation de cet humanisme. Tous les suffrages vont au bonheur de l'homme et au bien de l'humanité, que

(1) p. 79.

(2) p. 136.

(3) p. 139.

les économistes traduisent en Revenu National plus élevé et mieux réparti, mais l'ambiguïté reste entière.

2) Les nouveaux progrès de la science économique pourraient venir des problèmes nouveaux posés par la croissance qualitative, voire la « zero growth » qui rappelle curieusement l'état stationnaire de Stuart Mill. Chaque période pose en effet un problème différent. L'entre-deux guerres a orienté la réflexion des économistes vers la compréhension des fluctuations. Depuis 1945, la croissance et le développement sont devenus leur principale préoccupation. Aujourd'hui, la croissance qualitative, l'apparition de nouvelles raretés, la mise au point d'indicateurs sociaux et la détermination des biens collectifs risquent de supplanter bientôt l'analyse des facteurs de la croissance quantitative. Cette succession de problèmes relève plus de la sociologie de la connaissance que d'un approfondissement logique de la science économique elle-même.

3) Cette orientation déjà prévisible de la science économique nécessite à nouveau des jugements de valeur pour deux raisons. D'abord parce que la nature des fins se répercute sur le choix des moyens et influence la relation entre les fins et les moyens qui constitue le domaine propre de la science économique. Ensuite, parce que la transformation des fins, en modifiant les moyens et les relations entre les moyens et les fins, fait progresser l'analyse économique.

La science économique moderne, comme l'ancienne économie politique, révèle qu'on ne peut séparer théorie et doctrine. La neutralité de la science économique pourrait être moins un progrès de l'esprit scientifique que la conséquence d'une hypocrisie ou du manque d'un système philosophique adapté à notre temps, marqué par la rapidité du progrès technique et l'explosion du Tiers-monde.

Paris, avril 1984.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE

LA PÉRIODE PRÉSCIENTIFIQUE (DES ORIGINES À 1750)

CHAPITRE PREMIER. — SOUS LE SIGNE DE LA SAGESSE ET DE LA NATURE. — LES IDÉES ÉCONOMIQUES DANS L'ANTIQUITÉ	11
CHAPITRE II. — SOUS LE SIGNE DE LA CHARITÉ ET DE LA JUSTICE. — LES IDÉES ÉCONOMIQUES AU MOYEN-AGE ...	23
CHAPITRE III. — SOUS LE SIGNE DE L'OR ET DE LA PUISSANCE. — LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES DE L'ÈRE MERCANTILISTE (1450-1750)	134

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE CLASSIQUE (DE 1750 À 1871)

CHAPITRE IV. — LES PHYSIOCRATES	59
La théorie du produit net et l'agrarianisme des physiocrates ..	64
La doctrine de l'ordre naturel et le libéralisme des physiocrates	68

CHAPITRE V. — L'ÉCOLE CLASSIQUE ANGLAISE	72
Adam Smith, ou l'harmonie des intérêts	76
Robert Malthus, ou la malédiction divine	83
David Ricardo, ou l'économie hypothétique	89
John Stuart Mill, ou la vieille dame qui sait tout	103
Conclusion	107
CHAPITRE VI. — EN MARGE DE L'ÉCOLE CLASSIQUE ANGLAISE : LE SOCIALISME FRANÇAIS	110
Saint-Simon et les saint-simoniens, ou l'organisation	113
Fourier et les fouriéristes, ou l'association	125
Proudhon, ou la justice	131
CHAPITRE VII. — LES PROLONGEMENTS DE LA DOCTRINE CLASSIQUE ANGLAISE SUR LE CONTINENT : LA LIGNÉE DE SMITH ET LE LIBÉRALISME OPTIMISTE	146
Jean-Baptiste Say, ou l'industrialisme	148
Charles Dunoyer, ou le libéralisme s'embourgeoise	155
Frédéric Bastiat, ou les harmonies économiques	162
CHAPITRE VIII. — RÉACTIONS CONTRE LA DOCTRINE CLASSIQUE ANGLAISE SUR LE CONTINENT	170
La réaction humanitaire : Sismondi	170
La réaction nationale : List et Carey	179
La réaction étatiste : Dupont-White	186
La réaction sociologique : Auguste Comte	196
La réaction historique : de Roscher à Schmoller	205

CHAPITRE IX. — LES PROLONGEMENTS DE LA THÉORIE CLASSIQUE ANGLAISE SUR LE CONTINENT : LA LIGNÉE DE RICARDO ET LE SOCIALISME « SCIENTIFIQUE » DE KARL MARX	212
--	-----

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE MODERNE
(DE 1871 À 1945)

CHAPITRE X. — CONCLUSION : VERS LA NEUTRALITÉ DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ?	231
L'essor moderne de la théorie économique	232
Le développement moderne de la science économique positive	244
Déclin de la doctrine ?	246
DOCUMENT. — PRÉFACE DE LA TROISIÈME ÉDITION (1953)	253
PRINCIPALES PUBLICATIONS DE DANIEL VILLEY	275

QUATRIÈME PARTIE

LES DOCTRINES CONTEMPORAINES
(1945-1984)

CHAPITRE XI. — LA GÉNÉRALISATION DE LA THÉORIE GÉNÉRALE	279
I. — Évolution ou Révolution keynésienne ?	279
II. — L'insuffisance des modèles de croissance	290

III. — Le néo-keynésianisme	301
a) L'inadaptation des prescriptions keynésiennes	301
— La nouvelle école de Cambridge	305
b) Les problèmes économiques nouveaux	309
c) Les « new-welfare economics »	315
IV. — La théorie du déséquilibre	319
CHAPITRE XII. — L'APPORT DE L'ANALYSE STRUCTURALE	323
I. — L'économétrie	324
a) L'apport du calcul matriciel	326
b) La programmation linéaire	332
c) La théorie des jeux	335
II. — Le sociologisme	337
a) Une typologie des comportements économiques	337
b) Une évolution de l'entreprise et du capitalisme	344
c) Le renouvellement par la sociologie de la dynamique économique	348
CHAPITRE XIII. — LA COEXISTENCE DES IDÉOLOGIES	356
I. — Le néo-libéralisme	357
A. — L'école de Fribourg	358
a) L'apport conceptuel d'Eucken	358
b) Les autres économistes néo-libéraux allemands	360
c) L'inspiration néo-libérale de la sociale Marktwirtschaft	362
d) Les fondements philosophiques de l'ordo-libéralisme	362
B. — L'école de Chicago	363
a) Le recours à la théorie néo-classique	363

b) Le souci de la vérification statistique et économétrique	367
c) L'automatisme en politique économique	368
C. — Le libéralisme moderne en France	372
a) L'ordre social et monétaire selon Jacques Rueff	372
b) Maurice Allais et l'efficacité économique maximale ...	376
II. — Après Marx	380
a) Le renouveau de la théorie économique soviétique	381
b) La pensée économique dans les autres pays socialistes ..	391
c) Le néo-marxisme	396
III. — Le catholicisme social	406
CONCLUSION	412
INDEX DES NOMS CITÉS	415
INDEX DES MATIÈRES	424
TABLE DES MATIÈRES	427